
This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



REVUE DE L'AGENAIS

TOME XXXIV. — 1907.

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

Tome trente-quatrième. — Année 1907



AGEN

· IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

1907

LOAN STACK



Cliche MARBOUTIN

JEAN AIMÉ DE LEVEZOU DE VESINS

ÉVÊQUE D'AGEN (1841-1837)

LA COMMUNION DIOCESAINE

MONSIEUR RUFFIEN

CHAPITRE III

Le mot **archéologie** — *Études* — Les poésies de
Monsieur Leveque de Vesins

— Je jete par la fenêtre, dit-il, sur tout ce qu'il y a de
histoire jusqu'à présent. Ça va, ça vient, ça se
coupe, le merveilleux, le romanesque, le
les exceptions presque toutes les fois.
Et les meilleurs esprits, ceux qui ont
de la force et de la bûche, les seuls
tant au plus, le qu'on ne peut pas
c'est, et non des moindres, c'est la

— Connaissez-vous l'architecture d'aujourd'hui ?
— Non, monsieur ?

— Oui, je la connais, on la trouve partout.

— Navez-vous point remarqué ces roses, ces
les ornements coupés et sans dessin, suivent
des motifs dont elle est pleine ? Voilà en architecture
les antithèses et les autres jeux de mots sont dans l'éloquence.
L'architecture grecque est bien plus simple : elle n'a
pas des ornements majestueux et naturels ; on n'y voit rien
que de grand, de proportionné, de mis en place. Cette archi-
tecture qu'on appelle gothique nous est venue des Arabes. Ces
sont des esprits étroits, forts vifs et n'ayant ni règle, ni
culture, ne pouvaient manquer de se jeter dans de fausses



A. J. de Vesins

JEAN-ARMAUD TENZOL DE VESINS
 (1781-1867)

DC611
AIG R4
v. 34

LA COMMISSION DIOCÉSAINE

DES

MONUMENTS RELIGIEUX

CHAPITRE I^{er}

Le Mouvement archéologique en France. — Les projets de Monseigneur Levezou de Vesins

Le discrédit jeté par la Renaissance sur tout ce qui l'avait précédée persista jusqu'au XIX^e siècle. Pendant ce long espace de temps, le merveilleux moyen-âge chrétien n'a trouvé, à de rares exceptions près, que des juges dédaigneux et injustes. Pour les meilleurs esprits même, c'était une époque d'ignorance et de barbarie dont les œuvres grossières méritaient, tout au plus, le qualificatif de gothiques. L'un d'eux du reste, et non des moindres, écrivait en effet :

« A. Connaissez-vous l'architecture de nos vieilles églises qu'on nomme gothique ?

« B. Oui, je la connais, on la trouve partout.

« A. N'avez-vous point remarqué ces roses, ces points, ces petits ornements coupés et sans dessin suivi, enfin, tous ces colifichets dont elle est pleine ? Voilà en architecture, ce que les antithèses et les autres jeux de mots sont dans l'éloquence. L'architecture grecque est bien plus simple ; elle n'admet que des ornements majestueux et naturels ; on n'y voit rien que de grand, de proportionné, de mis en place. Cette architecture qu'on appelle gothique nous est venue des Arabes. Ces sortes d'esprits étaient forts vifs et n'ayant ni règles, ni culture, ne pouvaient manquer de se jeter dans de fausses

subtilités ; de là vient ce mauvais goût en toutes choses. Ils ont été sophistes en raisonnement, amateurs de colifichets en architecture et inventeurs de pointes en poésie et en éloquence. Tout cela est du même génie (1). »

L'opinion de Fénelon était celle de presque tous ses contemporains. Déjà, d'ailleurs, au xvi^e siècle notre art chrétien était incompris ; et si Montaigne était encore vaguement « touché de quelque révérence à considérer la vastité sombre de nos églises », après lui on n'aura plus que du mépris pour ces œuvres admirables.

Molière se moquera en mauvais vers de Notre-Dame de Paris, Racine dira : « la Cathédrale de Chartres est grande, mais un peu barbare », Jean-Jacques Rousseau n'aura que du dédain pour « les portails de nos églises gothiques, qui ne subsistent que pour la honte de ceux qui ont eu la patience de les faire. »

Ce dénigrement systématique, nous le retrouvons encore au xix^e siècle. Au salon de 1800, Petit-Radel expose un projet raisonné de destruction d'une église gothique. Millin lui-même méconnaissait la grandeur de l'architecture du moyen-âge et, en 1857, Beulé, dans son cours d'archéologie à la Bibliothèque impériale, s'efforce de démontrer que cette architecture n'est ni nationale, ni religieuse (2).

Aussi bien, personne ne dira jamais les mutilations idiotes dont furent victimes nos plus beaux monuments, et les ruines innombrables qui couvrirent notre sol ! Une réaction était nécessaire et inévitable. Elle se produisit.

Chateaubriand, le premier, proclama la beauté de nos cathédrales (3). L'école romantique suivit le mouvement. Victor Hugo, en 1831, dans ses deux chapitres, *Notre-Dame de Paris* et *Paris vu à vol d'oiseau*, donne le signal de la régénération du goût (4).

(1) Fénelon, *Dialogues sur l'éloquence*. II^e dialogue.

(2) André Michel, *Histoire de l'Art*, tome II, Introduction.

(3) Chateaubriand, *Génie du christianisme*, principalement III^e partie, livre I, chapitre VIII et livre V, chapitre V.

(4) Victor-Hugo, *Notre-Dame de Paris*.

Deux ans après, Montalembert, s'associant à cette campagne, écrivait son *Essai sur le vandalisme* et jetait son cri d'indignation : « *Expulsons les Barbares !* ». L'année suivante, Arcisse de Caumont, jeune archéologue normand, qui déjà avait visité toute la France, publiait un *cours d'Antiquités* et fondait la *Société Française d'Archéologie*. Bientôt le zèle infatigable de cet homme, les enquêtes et les travaux du comte de Laborde, de Félix de Verneilh, de Lassus, de Didron, de Viollet-Leduc, etc., etc., créèrent notre archéologie nationale,

L'Agenais était resté indifférent à ce mouvement. Si quelques érudits, membres de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, s'étaient parfois intéressés aux antiquités locales, leurs études s'étaient confinées dans le domaine du Gallo-romain. « Le reste ne comptait pas, nous dit M. Lauzun. »

« Alors, ajoute le même auteur, disparaissent les ruines de la belle cathédrale de Saint-Etienne (1836), œuvre de plusieurs époques, bâtie au milieu du ^{xiii}^e siècle, remaniée au ^{xv}^e, mais surtout profondément modifiée et embellie au ^{xvi}^e par les soins de trois prélats italiens, les La Rovère, qui occupèrent d'une façon si remarquable, à ce moment, le siège épiscopal d'Agen ; et, presque, en même temps, la tour si pittoresque de la Grande-Horloge, ancienne porte de la première enceinte, le beffroi de l'Hôtel de Ville, les portes Neuve, Saint-Antoine, Saint-Georges, une grande partie des anciens murs de ville, et aussi de nombreuses maisons fort pittoresques, les unes à pans de bois, les autres plus élégantes et du ^{xvi}^e siècle, comme celle qui passait pour avoir abrité en 1585, la reine Marguerite.

« En dehors d'Agen, que des démolitions, de vandalisme, de restaurations mal comprises ! C'est le vieux château de Nérac, une des gloires du pays, qui disparaît pierre par pierre. C'est Bonaguil encore intact, à qui l'on enlève ses charpentes, ses planchers, ses portes et quelques-uns de ses murs. Ce sont les enceintes des bastides du ^{xiii}^e siècle qui s'écroulent presque toutes sous la pioche des démolisseurs. Ce sont les coupoles, les voûtes en berceau, les chevets plats, les peintures

murales, souvent si originales, des églises romanes rurales, qui disparaissent pour faire place à des voûtes peinturlurées d'azur foncé et d'étoiles d'or (1). »

Mais l'Agenais même allait être entraîné dans le mouvement archéologique, par son nouvel évêque Monseigneur Jean-Aimé de Levezou de Vesins. Passionné d'art, il avait suivi avec intérêt la croisade menée par de Caumont et dans les diverses situations qu'il avait occupées, conseiller de préfecture, sous-préfet, ou vicaire général, il avait consacré ses loisirs aux études archéologiques (2).

Nommé évêque d'Agen, le 27 janvier 1841, préconisé le 12 juillet suivant, il fut sacré à Bordeaux, le 8 août. Dès les premiers instants de son épiscopat, il est hanté par le désir d'associer son clergé au mouvement de régénération artistique.

Il ne perd pas de temps, sa troisième lettre-circulaire, datée du 1^{er} septembre 1841, va planter les premiers jalons.

Après avoir déploré la destruction de quelques églises, il ajoute :

Mais les vestiges de ce temps de foi et de nobles pensées ne sont pas tous détruits, et la plupart de nos anciennes églises ont un caractère monumental plus ou moins remarquable ; il importe de les conserver. Trop souvent les réparations qu'on a cru nécessaire de leur faire subir n'ont servi qu'à les mutiler ; il n'est pas rare de voir nos temples fraîchement remaniés sortir des mains de l'ouvrier tellement défigurés que l'œil le plus exercé peut à peine reconnaître le style de leur architecture et les caractères qui la distinguaient.

.... L'archéologie religieuse qui touche de si près à la gloire de Dieu, à l'honneur de la religion est-elle comprise du clergé ? Ne permettons pas, Nos très chers coopérateurs, qu'un pareil doute puisse

(1) *Du Mouvement archéologique dans le Lot-et-Garonne*, par M. Ph. Lauzun, pages 8 et 9.

(2) Monseigneur de Vesins « était un savant archéologue. Il avait spécialement étudié les antiquités du moyen-âge. Et je me souviens encore avec plaisir de nos causeries sur ce sujet, avec l'aimable prélat, quand, en qualité de maire de Gontaud, j'ai eu l'honneur de passer plusieurs heures avec lui. » Note de M. Tamizey de Larroque, *Les Reliques notables de Saint-Louis, roi, à La Montjoie*, par Durey-de-Longua, page 15.

nous regarder avec quelque justice, dans un siècle où la science sur ce into doit nous exciter à ce genre d'étude.

Nous vous parlons d'indifférence à ce sujet, et cependant nous devons aussi vous signaler la promptitude avec laquelle on voit quelquefois passer sur un mur imposant par sa teinte antique, un large pinceau trempé dans l'ocre ou la céruse ; alors l'ignoble badigeon a marqué de son sceau l'édifice religieux ; la main qui l'a ainsi sali ne se doutait pas qu'elle jetait de la boue sur l'expression d'une pensée de foi. Elle a travaillé sans précaution ; celui qui la dirigeait n'a pas consulté les règles de l'art ; il ne s'est pas entouré des lumières qu'il lui aurait données. Il a consommé une œuvre barbare en elle-même ; il a gâté ce qu'il touchait et il l'a fait illégalement.

Ces tristes conséquences se reproduisent si souvent en tout lieu que nous avons cru nécessaire, en arrivant, de vous en entretenir. Nous désirons dans cette circulaire atteindre un triple but : 1^o vous rappeler quelques notions d'architecture à l'aide desquelles la direction des travaux de vos églises vous deviendra plus facile ; 2^o remettre sous vos yeux vos rapports avec les conseils de fabrique ; 3^o vous dire quelques mots sur la légalité des opérations qui se rattachent à l'objet qui nous occupe.

Une des choses les plus importantes dans la restauration des édifices, c'est de ne pas allier des styles qui n'ont aucun rapport entr'eux. Pour ne pas s'exposer à cet inconvénient, il faut se pénétrer de la pensée de celui qui a élevé le monument, de l'époque de sa construction, du caractère de son architecture.

Il faut donc connaître les noms des divers ordres et les signes certains auxquels on peut les distinguer. Nous nous abstiendrons de parler de l'architecture primitive, c'est-à-dire des monuments égyptiens, de leurs temples, obélisques et statues. Nous ne vous dirons rien de celle des Hébreux, des Chinois, des Indiens, etc. C'est pour vous être utile que nous voulons nous entretenir avec vous ; c'est donc de l'architecture qui se présente le plus souvent à vos regards que nous vous parlerons et de celle-là seulement.

Nous avons cru devoir nous contenter de remonter au cinquième siècle et de donner un aperçu des principaux styles qui ont régné depuis cette époque jusqu'au seizième siècle. Nous les classons, savoir : depuis le cinquième siècle jusqu'à la fin du douzième, nous reconnaissons trois époques principales dans l'architecture romane, la primordiale du cinquième au dixième siècle, la secondaire depuis le dixième jusqu'au commencement du douzième, la tertiaire ou de transition jusqu'à la fin du douzième.

Depuis le treizième jusqu'au seizième siècle, nous trouvons quatre époques dans l'architecture ogivale, savoir : la primitive au treizième siècle, la secondaire au quatorzième, la tertiaire au quinzième, la quatrième au seizième.

Les caractères du style roman sont l'arcade à plein cintre entre les colonnes, ainsi que sur les portes et les fenêtres ; les formes de ce genre d'architecture sont en général un peu lourdes et massives. On y voit peu de colonnes, ou bien elles sont grosses et courtes ; les piliers sont carrés ou ronds ; les chapiteaux sans grâce offrent quelquefois des figures fantastiques et grimacières ; les bas-reliefs sont sans proportion ; les voûtes assez écrasées et les clochers sont quadrangulaires et massifs. Cette architecture un peu pesante a été modifiée par le style mauresque et ensuite par le style byzantin, et c'est alors que les moulures ont servi de bordure aux arcs à plein cintre ; les ornements sont devenus moins rares ; les façades ont perdu de leur sévérité ; les colonnes se sont élancées ; les corniches ont acquis plus de grâce et de correction, les chapiteaux plus d'ornements. C'est ainsi qu'on est arrivé graduellement jusqu'aux feuillages, fleurs, broderies, dentelles, ciselures dont les églises byzantines sont décorées. Voilà les caractères qui distinguent le style roman aux diverses époques indiquées.

A cette architecture a succédé la période ogivale, improprement nommée gothique ; ses caractères sont : l'arcade ou voûte pointue allongée vers le milieu, la hardiesse et la légèreté, les formes sveltes et gracieuses de ses colonnes, l'élégance et le grandiose de son ensemble, le fini de tous ses ornements intérieurs et extérieurs, la beauté de ses fenêtres à lancettes, la richesse de ses tours, ses flèches en forme d'aiguilles, ses nombreux clochetons et ses arcs-boutants. Cette architecture a quelque chose d'éminemment religieux qui lui donne la supériorité sur toutes les autres.

Elle n'a cependant pas été exempte de modifications ; sa plus belle époque est le treizième siècle. Sous Léon X et François I^{er}, l'ogive fut abandonnée pour reprendre le plein cintre ou mélanger l'architecture.

Le détail de ces caractères, vous suffira, Nos Très Chers coopérateurs, pour apprécier vos églises, les dépeindre fidèlement et les protéger contre l'imprudence du marteau des restaurateurs inhabiles.

J'ai gardé le silence sur l'architecture grecque qui se rencontre rarement dans nos églises, et qui convient peu aux édifices consacrés au culte.

Nous aurions voulu faire l'application des notes rapides que nous

venons de placer sous vos yeux. Ne connaissant pas encore le Diocèse nous avons été privés de vous donner ces indications ; nous ne pouvons vous signaler que notre Cathédrale, qui appartient au style roman, et où vous pouvez faire de précieuses études sur les diverses époques de ce style. Nous vous recommandons, comme moyen d'étudier aussi la matière, le *Manuel des connaissances utiles*, qui fait suite au Rituel de Belley, et le Cours d'Antiquités monumentales par M. de Caumont (1). »

C'est là le premier cours d'archéologie fait au clergé agenais. Evidemment en présence des progrès réalisés par cette science, cet exposé a bien vieilli, mais à cette époque où les études d'art n'étaient connues que d'un petit nombre, les curés ont pu trouver dans cette circulaire d'utiles notions.

Le zèle du prélat ne s'endormit pas. Un mois après, dans une nouvelle circulaire, datée du 10 octobre 1841, Monseigneur de Vesins revient sur ce sujet et demande aux curés de vouloir bien rédiger une notice historique et statistique de leur paroisse.

Nous avons à vous parler encore d'un registre religieux, historique et statistique des paroisses. Cet énoncé vous dit déjà quel en est l'objet. Des trésors demeurent cachés et par conséquent sans valeur ; de belles antiquités, de nobles travaux dus à la religion, à la foi de nos pères, sont inconnus. Souvent nous marchons sur un sol stérile en apparence et cependant fécond en souvenir. Il est important de le fouiller pour faire surgir tout ce qu'il recèle. Qui peut mieux que vous, Nos Très Chers Coopérateurs, s'acquitter de cette belle mission avec intelligence et savoir ? Vos études vous ont préparés à cette œuvre, la connaissance que vous avez des lieux vous donne la possibilité de l'accomplir. Voici ma pensée : une notice, dont vous voudrez bien envoyer un double à l'Evêché, sur papier de même format que les registres, contiendrait d'abord tout ce qui est relatif à la paroisse sous le rapport religieux, ensuite tout ce qui regarde les événements principaux qui se rattachent aux mœurs de la localité, au gouvernement politique et à l'histoire civile. Enfin la troisième partie traiterait

(1) Lettre-circulaire de Monseigneur l'Evêque d'Agen] à MM. les curés de son diocèse, touchant la direction et la surveillance des travaux à exécuter aux édifices affectés au culte paroissial.

de la topographie, des diverses natures de terrain, de la description des sites, et des curiosités naturelles qui peuvent intéresser le géologue.

Par ce moyen, nous devrions à vos soins, Nos Chers Coopérateurs, de précieux documents sur l'histoire de ce beau diocèse ; nous serions glorieux de vous voir faciliter le travail des savants et des amateurs qui cherchent avec empressement à découvrir la vérité. Vous accomplirez toujours ainsi votre œuvre, qui est de la dégager des ténèbres qui la cachent à certains yeux.

Reprenons notre pensée : cette notice dirait le nom du lieu, son étymologie, la date vraie ou présumée de son origine et de son érection en paroisse ; l'époque de la construction de l'église, son genre d'architecture, ce qu'il y a de remarquable dans le clocher, les tombeaux et inscriptions, les autels, confessionnaux, mosaïques, tableaux, stalles, vitraux et autres objets d'art ou d'archéologie. On parlerait des anciens monuments, couvents ou abbayes conservés ou en ruine, des noms des curés qui ont successivement gouverné la paroisse, et des faits importants qui ont pu signaler leur vie. Il serait fait mention des bienfaiteurs qui ont contribué à l'érection ou aux réparations de l'église, des dispositions religieuses et morales des paroissiens dans les temps antérieurs et présents, des établissements d'éducation, de charité et des congrégations.

La partie historique de la notice que nous indiquons renfermerait les faits qui se rattachent aux mœurs, au gouvernement politique et à l'histoire civile de la paroisse. On y raconterait les traditions locales, les usages, les coutumes, les vieilles superstitions, les récits et souvenirs des anciens. On n'oublierait pas les monuments qui offrent quelque intérêt, les vieux manoirs, les lieux occupés par les templiers ou chevaliers de Malte, les châteaux forts, les tours antiques, les remparts, les tombeaux, les armures, les statues, les médailles et les monnaies, les autels druidiques, les vestiges des voies romaines, les traces du moyen-âge. Les noms des hommes célèbres y seraient soigneusement rapportés ainsi que les souvenirs des guerres de religion ou autres. On y parlerait de l'origine des populations, de leurs croyances, de leurs rivalités de village à village, des causes de ces rivalités, des familles distinguées et de leurs anciens titres.

La partie topographique qui, au premier abord, semble offrir moins d'intérêt, en aura beaucoup cependant ; elle traitera des diverses natures de terrain, argileux, siliceux et calcaire ; l'agriculture et les productions particulières au sol, ne devront pas y être oubliées.

La description des sites et des curiosités qui peuvent intéresser le naturaliste sera précieuse pour nous et pour vous ; car, on se plaît à faire ressortir les beautés du pays auquel on est attaché. S'il y a dans la localité quelque chose qui puisse intéresser les progrès de la science agricole, on n'omettra pas d'en parler.

C'est ainsi, Nos Chers Coopérateurs, que vous deviendrez les vrais historiens de vos paroisses respectives, les propagateurs des connaissances utiles. Vous montrerez à tous que vous avez autant de goût pour les sciences et les arts, que de zèle pour la religion. Nous applaudirons à vos succès, nous serons heureux de les avoir provoqués et d'avoir révélé pour la gloire de Dieu, vos talents et vos lumières (1).

Quel trésor de renseignements utiles, nous eut valu cette circulaire, si elle eut été comprise par les curés. Mais, il fallait s'y attendre, les réponses arrivèrent peu nombreuses. Dix-sept seulement nous sont connues (2). Elles sont d'inégale valeur. Quelques-unes sont insignifiantes ou ridicules, leurs auteurs racontant gravement des légendes de haute fantaisie. Le curé de Saint-Aignan, entre autres, parle longuement d'un combat singulier qui aurait eu lieu pendant un siège de Saint-Aignan, entre le gouverneur M. de Piedferme et le maréchal de Monluc !

Quelques autres renferment des renseignements curieux, détails topographiques, indications de trouvailles archéologiques, inscriptions transcrites, etc... Celles de Verteuil, Artigues, Armillac, Montignac-de-Lauzun, Vianne, etc., sont les plus intéressantes. Le curé de Bonneval a rédigé sa réponse en forme de dialogue.

Le curé d'Artigues a copié une inscription gravée sur un écusson en pierre. M. Jouanet, de Bordeaux, à qui elle fut soumise, y lisait 1307. A mon avis, M. Jouanet commettait une erreur de lecture, c'est 1507 qu'il faut lire.

(1) Lettre de Monseigneur l'Evêque d'Agen à MM. les curés du diocèse, à l'occasion des budgets et comptes des fabriques et des divers registres des paroisses. N° 5.

(2) Ce sont Artigues d'Agen, Engayrac, Lagarrigue, Floyrac, Verteuil, Armillac, Montignac-de-Lauzun, Puymiclan, Saint-Martin-de-Curton, Lamontjoie, Montgaillard, Vianne, Monclar, Salles, Saint-Aignan, Ladignac, Trémous.

Dans la notice de Lamontjoie nous trouvons sur l'autel les renseignements suivants : « L'autel appartenait au couvent du Paravis, près du Port-Sainte-Marie. Il fut acheté lors de la Révolution par M. Drouilhet, curé de Lamontjoie. Cet autel magnifique d'ordre corinthien, quoique endommagé par la vétusté et les inconvénients du déplacement, est encore une pièce vraiment curieuse par la profusion des ornements et la richesse des statues. Il est décoré en entier. Il atteint la voûte, qui n'a pas moins de dix mètres de haut et remplit toute la largeur du sanctuaire qui en compte neuf. Le tableau qui représente un Christ, une Madeleine embrassant le pied de la Croix, la Sainte Vierge et Saint Jean à ses côtés, a été peint par Saint-Barthélémy, en 1635 (1).

Si la notice sur Verteuil contient cette perle étymologique « Verte-à-l'œil » (sic), elle nous donne en revanche des détails intéressants sur des trouvailles de monnaies.

« En 1832, un laboureur enleva du sein de la terre un caisson de fer contenant des médailles d'or et d'argent, de bronze. Il y avait avec les médailles une statuette d'or, les débris d'une couronne d'or, des bracelets en jais, des colliers en pierre précieuses. Ce trésor donna lieu à une correspondance avec M. Mionnet, directeur du Cabinet des antiques à Paris, qui plaignit la perte d'une semblable trouvaille. Le creuset de l'orfèvre avait presque tout dévoré.

« En 1839, aux portes du bourg, un brasseur découvrit un paquet souterrain où se trouvaient deux cent dix-huit pièces d'argent à l'effigie de Henri II, Henri III, Charles IX et Jeanne de Navarre, etc., il y avait aussi un petit ciboire.

« Enfin depuis peu et presque au même endroit, on a trouvé une cruche pleine de Vespasiens d'or ; cette collection d'une valeur inappréciable est devenue aussi, à l'insu des connaisseurs, la proie du creuset de l'orfèvre (2).

Malgré tout, le clergé demeurait indifférent au mouvement

(1) Notice sur Lamontjoie, par M. Bouchol, curé. Evêché, archives de la commission diocésaine des Monuments religieux.

(2) Notice sur la paroisse de Verteuil 1844, *ibidem*.

archéologique lancé par l'Evêque. Monseigneur de Vesins ne se découragea pas.

En 1842, toujours dans le même but, il inaugura la publication d'un *Calendrier ecclésiastique et de dévotion à l'usage du diocèse d'Agen*. M. Deyche, secrétaire général de l'évêché, expose, dans une lettre-prospectus de 1843, les motifs de cette publication (1).

1° Fournir aux simples fidèles le moyen aisé de suivre nos saints offices.

2° Satisfaire un vœu généralement exprimé, en donnant chaque année la situation exacte des diverses, paroisses du diocèse et de tous les membres du clergé.

3° Mettre entre les mains de tous certains documents d'une utilité générale.

4° Préparer peu à peu les éléments d'une histoire du diocèse.

Dès la première année, on trouve une *Notice historique sur l'ancienne église collégiale Saint-Caprais* par le chanoine Duzil, et un *Catalogue chronologique et historique des évêques d'Agen*.

En 1843, après une *Notice sur les principaux saints honorés dans le diocèse* (simple traduction des leçons du bréviaire), on rencontre un *Précis d'archéologie chrétienne*, résumé succinct, mais bien fait des ouvrages de Caumont et de l'abbé Bourassé. Ce *Précis d'archéologie* complète heureusement les notions données déjà par Monseigneur de Vesins dans sa circulaire du 1^{er} septembre 1841. Il pourrait bien avoir pour auteur l'évêque lui-même ou M. Calvet.

Ce dernier, originaire de l'Aveyron, avait été nommé Procureur du roi à Marmande, en 1842. La communauté d'origine et de goûts lui fit nouer des relations avec l'évêque d'Agen. Il suivit avec intérêt la croisade archéologique de Monseigneur de Vesins et il s'y associa de tout son pouvoir. Il visita

(1) Ce calendrier parut jusqu'en 1850. D'abord de format petit in-12, il prit le format grand in-12 en 1848 seulement. Chaque année contient quelques études archéologiques ou historiques, nous en donnerons l'énumération en appendice.

quelques églises et s'en entretint avec le prélat. C'est ainsi qu'après avoir vu Saint-Pierre de Buzet, il lui écrivit :

MONSEIGNEUR,

« Il m'est impossible de quitter Saint-Pierre sans vous exprimer tout le bonheur que m'a procuré la vue de ce bel édifice. Quel beau type de l'art dans nos contrées au x^e siècle. Quelle correction, comme les lignes sont pures ! et puis tout est parfaitement conservé, tout excepté les ornements des chapiteaux, que fit casser un malencontreux curé. Il pouvait faire encore plus de mal, je propose donc de lui pardonner, *requiescat in pace* (1). »

Ce zèle archéologique plaisait à Monseigneur de Vesins qui, pour le récompenser, fit des démarches auprès du ministre afin qu'il nommât M. Calvet inspecteur correspondant de la Commission des Monuments historiques pour le Lot-et-Garonne. Sa demande n'eut pas de succès (2).

Pendant ce temps le mouvement de rénovation des études archéologiques s'accroissait et se développait en France. Arcisse de Caumont avait continué ses cours d'antiquités monumentales et publié, en 1841, *l'Histoire sommaire de l'Architecture religieuse*. M. de Guilhermy avait donné sa *Statistique monumentale du diocèse de Paris*. Ces exemples enflammèrent le zèle de l'Evêque d'Agen, qui rêvait, peut-être confusément encore, de faire pour son diocèse ce qui avait été exécuté pour celui de Paris.

A ce moment le *Comité historique des arts et monuments* avait dressé un questionnaire afin de connaître les richesses artistiques de la France. Monseigneur de Vesins crut trouver là un moyen de recueillir sur les églises de l'Agenais des

(1) Archives de la Commission diocésaine des Monuments religieux. Evêché d'Agen. M. Calvet était un vieillisseur de monuments, l'église de Saint-Pierre de Buzet, d'ailleurs fort belle, date tout au plus du xii^e siècle. V. *Etudes sur l'Architecture religieuse de l'Agenais*, par G. Tholin, p. 76.

(2) Lettre du Ministre de l'Intérieur, 2 juillet 1843. Archives de la Commission. Evêché.

renseignements utiles et précis. Il s'en ouvrit à M. Calvet qui approuva ce projet (1). Il fallait choisir dans le projet du Comité, les questions spéciales aux édifices et objets religieux, M. Tournié fut chargé de ce travail.

Quelques jours après, le questionnaire était prêt. L'abbé Tournié l'adressait à l'Évêque en l'accompagnant d'une lettre explicative.

MONSEIGNEUR,

J'ai l'honneur de soumettre à votre Grandeur le travail qu'elle m'avait confiée. Je l'ai réduit, selon vos intentions, à la partie religieuse du questionnaire rédigé par le comité historique, la seule qui intéresse les ecclésiastiques. Il serait à désirer sans doute qu'on put leur soumettre toutes les questions, même celles qui regardent les monuments profanes. Peut-être leur concours contribuerait-il à jeter quelque jour sur bien des richesses monumentales que renferme le Diocèse, et qui n'ont pu encore être bien appréciées. D'un autre côté, il serait honorable pour eux de pouvoir prendre part aux investigations historiques qui occupent les savants de notre époque. Le moment n'en est peut-être pas encore venu ; c'est une œuvre qu'ils pourraient regarder comme étrangère, mais à laquelle ils s'associeront peu à peu à mesure que les connaissances archéologiques se seront plus généralisées, grâce à l'impulsion que votre Grandeur leur aura communiquée. L'intérêt que le clergé prendra d'abord à l'étude des monuments dont il est le gardien-né, de ces monuments qu'il commence maintenant à considérer comme un glorieux patrimoine le mettra à même de s'occuper plus tard des autres recherches archéologiques. Dispersé sur les localités avec les connaissances historiques qu'il peut posséder le clergé est dans une position très favorable pour constater toutes les découvertes d'objets d'antiquités que le temps, les fouilles et les divers travaux mettent au jour.

Demander simplement aux membres de votre clergé une description de leurs églises, c'eût été peut être, Monseigneur, ôter à plusieurs la confiance nécessaire pour entreprendre un travail qu'ils auraient regardé comme une œuvre scientifique au dessus de leurs lumières.

(1) M. Calvet, craignant que la science archéologique des curés fut insuffisante pour répondre au questionnaire, proposait à Monseigneur de se rendre à quelques conférences voisines de Marmande pour donner aux prêtres quelques notions à ce sujet. (Lettre du 13 juillet 1842.)

Au moyen du questionnaire que Votre Grandeur se propose de leur adresser, la tâche ne peut leur offrir de difficulté, puisqu'elle ne consistera qu'à placer à côté de chaque question une réponse courte et précise presque toujours formulée par la question même. D'ailleurs le questionnaire n'offre aucun terme technique et qui ne soit universellement connu.

Par le projet qui occupe Votre Grandeur, il lui sera facile d'avoir en peu d'années une statistique exacte des monuments religieux du Diocèse. Le clergé ne peut manquer de voir dans la tâche facile qu'elle lui imposera, une mesure dictée par sa sollicitude pastorale et éminemment avantageuse pour ces monuments mêmes, puisqu'elle mettra Votre Grandeur à même d'en signaler plusieurs aux divers comités archéologiques et par suite au gouvernement afin d'appeler de leur part sur ces édifices une attention proportionnée à leur importance artistique.

Pour obvier à la facilité avec laquelle on exécute des restaurations disparates, Votre Grandeur a exigé que les plans lui fussent soumis et la mise à exécution ne peut avoir lieu que sur une autorisation préalable. Les renseignements qu'elle aura déjà à sa disposition sur chaque église, lui faciliteront les moyens de juger de la convenance ou de la non convenance des constructions, restaurations ou décorations projetées. De là une économie de temps et une expédition plus prompte de l'acceptation ou du rejet des travaux proposés.

La piété même ne pourra que gagner à ce que les temples soient convenablement entretenus et restaurés avec intelligence. Le prêtre s'attachera davantage à l'édifice qui doit être son séjour habituel, et le fidèle se sentira pénétré d'un plus grand respect dans le lieu de la prière, du moment que tous les objets extérieurs commenceront à inspirer aux uns et aux autres, une plus haute idée de la majesté du Dieu que l'on y sert.

Ces motifs amèneraient tout naturellement le clergé à s'occuper de l'art archéologique avec un intérêt d'autant plus vif que chaque ecclésiastique pourra y voir attaché l'avantage particulier de l'édifice religieux confié à sa garde.

Puisque Votre Grandeur m'ordonne d'émettre mes pensées sur le sujet qui l'occupe, elle me permettra, Monseigneur, de lui soumettre un moyen propre, si je ne me trompe, à obtenir de chaque monument une description exacte, ou du moins la moins inexacte possible. Ce moyen serait fourni par les conférences ecclésiastiques du Diocèse. Il consisterait en ce que chacun de MM. les curés soumit à la confé-

rence de son canton ses réponses au questionnaire. Les omissions, les inexactitudes, les erreurs, s'il s'en était glissé quelqu'une, pourraient être relevées par les membres de la conférence, qui, appartenant au canton, sont à portée de connaître les différentes églises qui en dépendent. Ainsi le questionnaire ne serait rempli et expédié qu'après un examen capable de rassurer sur l'exactitude des réponses et l'ecclésiastique qui dès lors l'offrirait avec plus de confiance, et Votre Grandeur qui recevrait des documents plus certains.

Peut-être ce mode paraîtra trop lent vu qu'à chaque conférence on ne pourra examiner ainsi qu'une seule église. Mais, Monseigneur, je prie Votre Grandeur de remarquer que par ces lenteurs même qu'il nécessitera, il fournira au clergé une occasion de donner aux études archéologiques une assiduité plus soutenue et par conséquent plus profitable, puisque pendant plus longtemps il donnera lieu à des conférences artistiques.

Je signale à votre attention, Monseigneur, les questions 2, 7, 5, 32, 34, 35 et 36, marquées par des guillemets, et que j'ai ajoutées en tout ou en partie au questionnaire rédigé par les soins du Ministère de l'Instruction publique : elles demandent une censure particulière.

Quelques églises ne consistent qu'en un carré long de maçonnerie, d'autres avec une forme approchante, doivent cependant aux colonnes ou pilastres dont elles sont ornées un certain air architectural. La question 7 servira à faire nettement distinguer ces dernières.

La mesure que je propose de prendre à Votre Grandeur, aura encore, Monseigneur, l'avantage de faire connaître au moyen de la 36^e question les objets anciens qui peuvent exister dans les églises et d'en assurer la conservation. Peut-être même pourra-t-elle plus tard avoir pour effet la réalisation pour notre diocèse d'un projet semblable à celui que Monseigneur l'Evêque de Rennes a pris sous sa protection. Il consiste « dans la formation d'un Musée archéologique, où pourraient être déposés bien des fragments ou objets jugés surannés par les fabriques de campagnes, et qu'on regrette de voir mettre à l'écart pour faire place à des meubles modernes. La composition de ce musée serait d'abord, à la vérité, difficile et peu riche, mais une première impulsion pourrait donner l'espoir de voir par la suite prospérer cette pensée et sauver au moins de la destruction quelques objets remarquables (1) ».

(1) *Bulletin monumental*, t. VIII, p. 589.

De quelle utilité ne pourrait pas être un tel musée pour l'instruction du clergé (1).

A ce moment donc, la pensée de Monseigneur de Vesins est précise, il veut faire une *Statistique monumentale* du diocèse. Pour un seul l'œuvre est difficile, il associera à son entreprise le clergé paroissial et les archéologues qui résident dans le Lot-et-Garonne. Il ne reste plus qu'à exécuter ce projet.

Le 13 août 1843, en envoyant le questionnaire aux curés, Monseigneur leur adresse une circulaire où il explique ses désirs.

Agen, le 13 août 1843.

MESSIEURS ET CHERS COOPÉRATEURS,

Il y a aujourd'hui deux ans que nous sommes au milieu de vous ; ce temps a passé vite ; a-t-il été marqué par quelques œuvres qui ne passeront pas aussi rapidement ? Dieu le sait ; il les pèsera à la redoutable balance de sa justice ; mais ce qui n'est pas demeuré inaperçu pour nous, ce sont les nombreux droits que, depuis cette époque, vous avez acquis à notre affection, et la confiance que vous nous avez inspirée. Aussi, Nos Chers Coopérateurs, nous aimons à travailler avec vous, à vous communiquer nos projets et à compter sur vous pour leur exécution.

Nous étions à peine arrivé, que nous crûmes devoir vous adresser, le 1^{er} septembre 1841, une circulaire, n° 3, dans laquelle nous vous parlions de la direction à donner aux travaux des édifices religieux. Notre but, que vous avez si bien compris, était de protéger les monuments consacrés au culte, de réveiller le goût de l'archéologie et de ranimer l'admiration due aux œuvres qui attestent la foi de nos pères. Nous n'avons eu besoin que de vous indiquer nos pensées, et à l'instant chacun de vous s'est empressé de nous prêter son concours, d'étudier le caractère des églises, de rechercher les moyens de les restaurer et de faire disparaître les traces de mutilations qu'elles avaient subies. Nous avons vu par nous-mêmes les preuves de votre zèle, tantôt sur des rapports écrits, tantôt sur les édifices que les libéralités du gouvernement, l'empressement des communes et la piété

(1) Evêché, Archives de la Commission... Lettre de M. l'abbé Tournié.

des fidèles vous ont permis de remanier. Il y a dans le diocèse un noble élan à ce sujet, nous savons bien l'apprécier et vous en rapporter la gloire. Il est dû à un pays vraiment riche en architecture religieuse et à une population croyante et digne de prier dans des temples qui s'harmonisent avec sa foi.

Nos tournées pastorales, si consolantes sous tant de rapports, ont souvent captivé nos regards en même temps qu'elles réjouissaient nos cœurs ; c'est en les faisant que nous avons compté nos trésors archéologiques ; c'est en les continuant que nous découvrirons ceux que nous ne connaissons pas encore. Nous pouvons dire avec vérité que notre cœur était ému et notre admiration grande, lorsque nous sommes entré dans les églises du Mas, Monsempron, Vianne, Saint-Pierre-de-Buzet, Cocumont, Aubiac, Saint-Sabin. Les églises de Marmande, Sainte-Catherine de Villeneuve, Sainte-Livrade, Layrac, Laplume, La Sauvetat-du-Drot, Figuiers, les églises des Landes ne nous ont pas trouvé indifférent. Parmi ces monuments, la plupart appartiennent au style roman de l'époque secondaire et méritent certainement d'être classés.

Ces richesses sont-elles destinées à demeurer presque inconnues ? N'est-ce pas un devoir pour nous d'en exhumer le souvenir ; et en cherchant à l'accomplir, n'allons-nous pas au-devant de vos vœux ?

Nos monuments religieux exciteront-ils seulement en nous une stérile admiration et de pénibles regrets, lorsque nous verrons leur solidité compromise, le ciment rongé, les pierres désunies, les chapiteaux renversés ? N'est-ce pas à nous qu'il appartient de les signaler à la sollicitude des autorités, et d'employer avec intelligence toutes les ressources qui seront en nos mains ?

Nous croyons que le travail que nous venons vous proposer, atteindra notre double but qui est celui-ci : faire connaître nos monuments religieux à ceux qui peuvent nous aider à les restaurer, et nous mettre nous-même en mesure de les bien comprendre et de diriger sûrement les travaux qui doivent y être faits.

Voici les moyens : une statistique monumentale du diocèse est à faire, et c'est par elle que nos édifices religieux seront placés à leur rang, et que le Gouvernement, instruit de leur mérite et de leurs besoins, les couvrira de son puissant patronage. Quelle est donc notre œuvre ? C'est de préparer les documents de cette statistique et d'en presser l'exécution. Nous aurions pu nous contenter de vous demander une exacte description de vos églises ; mais déjà quelques-uns d'entre vous nous ont fourni ces documents, et il ne nous resterait

done qu'à activer le zèle de ceux qui ne nous les ont pas encore donnés. Ce n'est pas là tout ce qui nous est nécessaire, nous allons expliquer notre pensée.

Ces descriptions, laissées aux soins de chacun de vous, pourraient peut-être ne pas préciser exactement certains détails importants, et par cela même ne concourraient pas à former un travail complet. Cet inconvénient nous a paru facile à lever, en vous adressant une série de questions auxquelles vous voudrez bien répondre ; elles simplifieront l'œuvre et abrègeront des détails superflus. Il y aura uniformité, précision et rectitude de jugement. Nous n'avons pu mieux faire que d'extraire des questions adressées par le Comité historique des arts et monuments, celles qui vous regardent particulièrement. Lorsque vous les aurez lues, vous vous convaincrez de leur clarté et du bon résultat qu'elles amèneront.

Ce sont donc les tableaux que nous vous adressons qui seront la vraie description de vos églises, les documents certains qui les feront connaître, et nous donnerons, à nous, les moyens de ne pas errer lorsque nous approuverons ou rejetterons les plans de restauration que vous nous soumettrez.

Chaque tableau portera en tête le nom de l'église qui devra y être décrite ; nous en adresserons un à chacun de MM. les Curés ; ils auront le soin de le remplir et de le remettre à leur Archiprêtre, qui nous le renverra lorsque le travail de son archiprêtré sera complet.

Nous verrons avec plaisir que les conférences, lorsque les matières assignées pour chaque conférence seront épuisées, vous fournissent le moyen de causer ensemble de l'objet qui nous occupe. Vous vous prêterez ainsi un mutuel secours pour aplanir les difficultés que vous aurez rencontrées, et rectifier peut-être quelques opinions personnelles. Ce ne sera donc qu'après avoir conféré ensemble de ce travail que vos réponses, mises au net, devront être inscrites sur le tableau.

Occupé depuis quelque temps de la pensée que nous vous communiquons, nous avons dû nous rendre compte du concours que nous trouverons auprès des archéologues distingués qui habitent en ce moment le diocèse ; il en est plusieurs, nous en avons la certitude, qui apprécieront nos efforts, et nous sommes autorisé à vous citer un nom. M. Calvet, Procureur du roi à Marmande, Inspecteur des monuments historiques du Lot, Correspondant des comités historiques des ministères de l'instruction publique et de l'intérieur, a bien voulu nous offrir son concours et nous faire espérer qu'il recevrait

avec le plus vif intérêt les communications que vous auriez à lui faire pour perfectionner le travail que nous vous demandons.

Nous nous appuierons aussi avec confiance sur l'autorité supérieure administrative à laquelle nous adressons notre lettre et le tableau ; nous les présenterons aux Ministres de l'instruction publique et de l'intérieur. Nous espérons que par ces moyens nous ferons ressortir le mérite de nos monuments religieux ; nous obtiendrons le classement de quelques-uns, et nous exciterons en leur faveur la sollicitude du Gouvernement, qui se montre empressé de conserver les richesses archéologiques qui couvrent encore le sol de notre belle patrie.

Nous serions heureux que nos recherches et leur publicité parussent assez importantes pour déterminer MM. les Ministres à désigner un Inspecteur des monuments du département de Lot-et-Garonne, et à provoquer la formation d'une commission ; nous osons l'espérer.

Vous avez compris, Nos Chers Coopérateurs, quelle sera la portée de l'œuvre que nous vous proposons, et nous ne mettons pas en doute le zèle avec lequel vous y travaillerez. Vous n'aurez pas tous à nous signaler des chefs-d'œuvres, mais vous aurez presque tous à remarquer dans vos églises quelque vestige d'architecture dont la connaissance nous sera précieuse. En conséquence, nous croyons devoir vous prier de ne pas vous en tenir à des apparences souvent trompeuses ; et c'est pour cela que nous avons placé dans l'ordre du tableau, au n° 7, une question spéciale.

Au n° 36, nous avons eu en vue les objets anciens, tels que tableaux, tapisseries, sculptures, titres ou médailles dont la conservation est souvent négligée sous prétexte que ces restes ne sont bons à rien. Nous vous demandons de nous en faire le détail avec soin, afin que nous puissions, avec l'agrément des fabriques, faire déposer en lieu sûr ces précieux vestiges d'antiquité qui pourraient un jour être assez nombreux pour former une collection intéressante et instructive (1).

Nous en avons assez dit, Nos Chers Coopérateurs, pour vous faire partager nos vœux et nos espérances. Nous vous renouvelons l'assurance de nos sentiments les plus dévoués et les plus affectueux.

† JEAN,
Evêque d'Agen.

(1) Nous saurons toujours respecter et reconnaître les droits des Fabriques sur ces divers objets ; mais nous sommes convaincu que, lorsqu'elles ne pourront pas les utiliser, elles ne s'opposeront pas au désir que nous venons d'exprimer.

Le questionnaire était envoyé en même temps que cette circulaire. Nous le donnons en son entier dans l'appendice.

Les réponses furent assez nombreuses, 200 environ. Mais quelle indigeste macédoine de renseignements ! Si quelques-unes sont précises et utilisables, le plus grand nombre témoigne de l'ignorance complète du clergé en matière archéologique. Les correspondants de l'Evêque confondent facilement l'architecture romaine et l'architecture romane, les pilastres et les colonnes ne se différencient guère dans leur esprit et c'est souvent au petit bonheur qu'ils écrivent une description confuse de leur église.

Les réponses aux articles 33^e et 36^e fournissent cependant quelques renseignements curieux. J'ai déjà utilisé quelques indications sur les dévotions anciennes de l'Agenais (1). Parmi les objets signalés à l'article 36^e, nous pouvons citer les vases sacrés de l'Abbaye d'Eysses, conservés à Sainte-Catherine de Villeneuve, le beau calice de Saint-Sardos, provenant du couvent des religieuses de Fongrave, un autre calice en cuivre au pied armorié, donné par un commandeur à l'église du Temple, un plat attribué à Bernard Palissy, conservé jadis dans l'église de Beauville. Voici la note relative à ce plat.

« L'Eglise de Beauville possédait il y a cinq ans un superbe plat de Palissy, de forme ovale, orné de douze figures représentant les apôtres. M. Debéaux, agent-voyer de 2^e classe, a remplacé sans autorisation, par un plat de fer blanchi, notre beau plat. Nous espérons que Monseigneur l'Evêque usera de son autorité pour le faire réintégrer. C'est le vœu de tous les paroissiens ». (2)

Somme toute, le résultat était médiocre. Il faut bien avouer aussi que le zèle archéologique de l'Evêque déconcertait un peu le clergé étranger à cette nouvelle science. Jusqu'ici il avait traité les églises en pays conquis, avec un sans-gêne et une fantaisie par trop criante. De malencontreuses réparations

(1) *Dévotions anciennes du Lot-et-Garonne*, par J.-R. Marboutin, *Revue de l'Agenais*, 1904. t. xxxi, p. 219.

(2) Evêché. — Archives de la Commission.

avaient mutilé nos plus beaux monuments, le badigeon multicolore s'était étalé effrontément sur les murs, de larges fenêtres carrées avaient été ouvertes dans les chœurs romans, les colonnes entaillées à l'aplomb des murs pour donner de la place, les chapiteaux martelés sous prétexte d'obscénités, cachés sous une épaisse couche de mortier ou de plâtre. Habitué à réparer ou plutôt à maltraiter les monuments sans contrôle, le clergé fut un peu étonné de cette croisade d'un nouveau genre. Quelques-uns peut-être murmurèrent, c'est du moins ce que nous permet de croire une lettre de M. Calvet.

Marmande, le 27 janvier 1844.

Après avoir parlé d'un projet d'excursion et d'un projet de Commission archéologique, il ajoute :

« Si MM. les ecclésiastiques avaient rempli leur questionnaire, je m'armerais de ceux que vous voudriez bien m'adresser pour commencer le travail et les comparer en visitant les églises. On m'a annoncé que plusieurs de vos Messieurs l'avaient singulièrement rempli.

« Mais aussi, Monseigneur, quel travail avez-vous donc inventé et dans quel but ? à quoi bon cette circulaire questionnante ?

« Ceci vous surprend, Monseigneur, vous seriez bien plus étonné si vous saviez tout. D'abord vous avez en deux ans écrit quarante circulaires, c'est-à-dire, demandé plus que n'avait fait, en quelque sorte, une ancienne et longue administration.

« Puis, vous avez une activité ! un zèle ! et d'excellentes intentions, c'est juste.

« Mais savez-vous que tout cela dérange, trouble ce que le malin Despréaux eut peut être osé nommer le *beat statu quo*. Aussi.... vous voilà *embarrassé* pour trouver un vicaire général.

« D'autre part, la providence a expédié à Marmande un procureur du roi qui s'ingère de visiter les églises. Voyez

comme il va furetant, prenant des notes, griffonnant, critiquant.

« Il est du Rouergue ! Eh ! bon Dieu, cela ne vous explique-t-il pas que Monseigneur l'a fait nommer à Marmande dans des vues toutes particulières.

« Ce que c'est pourtant que l'imagination de l'homme, comme cette machine fonctionne avec justesse. »

M. Calvet parle dans cette lettre d'un projet de Commission archéologique et Monseigneur de Vesins déjà dans sa circulaire du 13 août 1843 avait dit : « Nous serons heureux que nos recherches et leur publicité parussent assez importantes pour déterminer MM. les Ministres à désigner un Inspecteur des Monuments du département de Lot-et-Garonne et à provoquer la formation d'une Commission ; nous osons l'espérer. » Ce projet, encore vague à ce moment, se précise et cette Commission Monseigneur de Vesins va essayer de la constituer.

La Société des lettres, sciences et arts d'Agen ouvrit ses portes à l'Evêque le 4 mai 1844. Cette Société ne s'occupait guère à cette époque que d'études agricoles, scientifiques, philosophiques ou littéraires. Ce ne fut que plus tard, vers 1853 ou 1854, que les études d'histoire locale et d'archéologie prirent dans son sein un plus grand essort (1). Aussi Monseigneur de Vesins voyant qu'une Commission archéologique ne nuirait pas à la Société académique, se décida à mettre son projet à exécution.

Le 6 novembre 1844, il adresse au clergé et à plusieurs laïques une circulaire où il expose son dessein.

Il rappelle en commençant ses diverses circulaires, et il ajoute :

Ce n'était qu'un premier pas vers le but que je voulais atteindre ; une introduction au *mouvement archéologique* que je désirais propager, cet appel a été compris.....

(1) *Histoire de la Société Académique d'Agen*, par M. Ph. Lauzun, p. 173.

A l'aide de ces premiers moyens j'ai à cœur de faire une œuvre utile au diocèse, de contribuer à la renaissance chrétienne dans l'art de retracer le plus fidèlement nos églises, en un mot de faire une *Statistique monumentale religieuse du diocèse d'Agen*.

Nous avons des maîtres savants, qui nous indiquent la voie ; si nous les suivons de loin nous avons au moins la volonté de ne pas les perdre de vue. Leur voix sera puissante pour nous et nous chercherons à imiter nos modèles. M. le baron de Guilhermi dans sa *Statistique monumentale du diocèse de Paris* est un guide précieux ; l'intéressante publication des *Annales archéologiques* de M. Didron est aussi d'un grand secours ; je crois devoir les citer comme une base sur laquelle nous pourrions édifier.

Ma position et mes rapports habituels avec le clergé paraissent au premier abord circonscrire mon action et réduire le nombre de collaborateurs que je désirerais appeler à mon aide, cependant je n'hésite pas à réclamer les lumières des laïques et j'ai la confiance qu'un certain nombre d'entr'eux ne refusera pas son concours.

Dans cette circonstance, Messieurs, je n'ai rien à prescrire, je viens seulement proposer, demander des conseils, chercher des moyens d'exécution ; permettez-moi de développer ma pensée.

Il y a, je crois, un premier travail à faire que j'appellerai : travail préparatoire ou matériaux à réunir pour bâtir l'édifice.

Un second travail que je désignerai : choix des matériaux propres à édifier.

Un troisième travail serait la formation d'un tableau général des monuments religieux du diocèse, classés : 1^o par arrondissement, archiprêtre, paroisse ; 2^o par degré d'importance.

Une partie de ce travail est déjà faite par les tableaux de renseignements que j'ai reçus, mais comme ils peuvent contenir des erreurs, il faudrait les revoir sur place et les comparer aux monuments.

Le second travail aurait pour objet le choix des monuments les plus intéressants parmi ceux portés au tableau général, afin de les soumettre plus particulièrement aux études descriptives, les soins à y apporter devraient être, autant que possible, en rapport avec le mérite du monument.

Le troisième travail serait le produit des deux premiers, il consisterait : 1^o à décrire les monuments sous le rapport archéologique ; 2^o à en faire l'histoire ; 3^o à ajouter un plan des lieux et une vue pittoresque.

Il me semble que l'on pourrait ainsi compléter l'œuvre que je

propose. Mais ce n'est pas l'affaire d'un seul. Il faut le dévouement de plusieurs, le concours des amis de l'art et de la religion, de ceux qui comprennent par la foi ce qu'ont d'imposant et de respectables les immortels chefs-d'œuvre dont nous voulons nous occuper.

La formation d'une commission est donc indispensable, il ne m'appartient pas de lui donner un caractère légal, mais son concours sans ce caractère suffit pour le travail que je viens d'indiquer. Je serais très reconnaissant que vous voulussiez en faire partie et m'accorder le tribut de vos lumières.

Je suis si confiant dans votre savoir et votre zèle que je voudrais vous demander de coopérer aussi à un autre travail bien intéressant que M. le Ministre de l'Instruction publique m'a recommandé : c'est la recherche des inscriptions latines inédites ou publiées de tous les monuments présumés antérieurs au ^{vii}^e siècle et qui existent encore.

Par le moyen des correspondants d'arrondissement que la commission désignerait, les travaux seraient simplifiés. Elle devrait avoir un Président, un Vice-Président, un Secrétaire, le nombre des membres serait illimité, ainsi que celui des correspondants.

Je vous prie, Messieurs, de me faire part de vos observations que je recevrai avec un grand intérêt, elles prépareront les heureux résultats que je me promets de votre concours.

Les adhésions arrivèrent bientôt.

Le 26 novembre 1844, M. Rozan, de Tonneins, répond le premier en acceptant de faire partie de la commission. Puis ce sont : MM. Bourrière, architecte, Bechade-Labarthe, percepteur à Saint-Barthélemy, Tournié, professeur au Petit Séminaire, etc,

M. Lagarde, de Tonneins, se conformant au désir de Monseigneur, expose ses idées.

Tonneins, le 27 décembre.

MONSEIGNEUR,

(Il accepte d'abord de faire partie de la commission).

La chose qui me paraît importante au début c'est l'organisation réglementaire de la commission. Il faut que l'entreprise marche droit au but proposé, et pour éviter tout ce qui pourrait l'entraver, il est

nécessaire que la commission soit surveillée et dirigée par un chef unique. Je proposerais donc que la présidence de la commission, dans tout le diocèse, vous fut dévolue de plein droit, avec faculté de vous adjoindre des vice-présidents nommés par vous.

Je parle de vice-présidents, Monseigneur, parce que je regarde comme impossible que les membres de la commission disséminés sur toute la surface du diocèse puissent se réunir pour travailler tous ensemble. Chacun d'eux pourra fort bien connaître ce qui se trouvera près de lui, dans son canton, par exemple ; mais s'il s'agit, pour lui, de faire un voyage, sa bonne volonté pourra fléchir devant des obstacles ou moins réels et le travail en souffrira.

Il vaudrait mieux, ce me semble, que la commission générale ou diocésaine fut partagée en deux parties.

1° Une commission centrale, dont le siège social serait établi à Agen, qui serait composée de membres résidant à Agen, ou dans les environs, et qui ferait pour le canton d'Agen l'office de commission cantonale. Cette commission se réunirait une fois par trimestre et s'adjoindrait les délégués des commissions cantonales. Elle entendrait les rapports de ceux-ci et délibérerait avec eux sur les conclusions des rapports.

2° Des commissions cantonales, dont le siège serait établi au chef-lieu de chaque canton et qui seraient composées de membres résidant dans ce canton qui travailleraient ensemble à l'histoire et à la description des monuments du canton, qui se réuniraient périodiquement une fois par trimestre, quinze jour avant la réunion de la commission centrale et qui dans leurs assemblées trimestrielles délégueraient un de leurs membres à l'effet d'assister à la réunion de la Commission centrale, de faire le rapport du travail effectué dans le canton, pendant le trimestre et de délibérer avec les membres de la Commission centrale sur les conclusions des rapports.

Que si dans un canton, il ne se trouvait pas assez d'éléments pour former une commission, ce canton serait réuni au canton le plus voisin.

Ainsi, par exemple, dans l'arrondissement de Marmande, les cantons de Bouglon, Meilhan, Lauzun, Duras pourraient être réunis à Marmande et ceux de Castelmoron, Le Mas et Seyches et même celui de Damazan quoique dépendant d'un autre arrondissement pourraient être réunis à Tonneins,

Je soumets ces propositions à votre haute sagesse.

J'ai fait un travail sur l'église de Saint-Vincent du Mas-d'Age-

nais. Ce travail a été publiée dans le journal l'*Echo de Marmande*. Je ne sais, Monseigneur, s'il est parvenu jusqu'à vous. J'ai l'honneur de vous en offrir une copie manuscrite et je vous la ferai parvenir par la voie qu'il vous plaira de m'indiquer.

Il y a beaucoup à faire sur l'église de Saint-Pierre de Clairac. Je m'en suis occupé et je m'en occupe encore. J'ai copié et envoyé à Monsieur le Ministre de l'Instruction publique plusieurs pièces relatives à cette église et à l'ancienne abbaye (1).

Au mois de janvier c'est le curé de Castelmoron qui écrit et expose ses idées. Sa lettre est longue, mais curieuse et surtout elle montre bien l'opinion générale du clergé sur les études archéologiques, à ce titre il convient de la citer toute entière.

Castelmoron, le 24 janvier 1845.

MONSEIGNEUR,

L'Eglise d'Agen vous devra une éternelle reconnaissance pour l'intérêt profond et le zèle éclairé avec lesquels vous vous occupez sans relâche de tout ce qui peut rehausser sa gloire et embellir son histoire. Les églises, ces maisons sacrées, images du ciel, où Dieu habite, ont particulièrement éveillé votre sollicitude et plus d'une fois votre Grandeur a fait part à son clergé de ses idées pleines de goût et de justesse à ce sujet. L'étude de l'Eglise, en effet, fait partie de la religion et jamais on n'aura une connaissance approfondie des dogmes, des sacrements et de la discipline, si l'on ne possède au moins jusqu'à un certain degré la connaissance de l'archéologie chrétienne. L'Eglise c'est l'histoire de la religion peinte sur les vitraux, sculptée sur la pierre et le bois, gravée sur les métaux. Nous perdriions nos livres saints que nous retrouverions toutes nos traditions religieuses sur les murs et les autels de nos cathédrales. Voilà, sans doute, ce qui explique cet amour exclusif de l'art gothique ou chrétien qui distingue la plupart de vos vénérés collègues dans l'épiscopat et que

(1) Evêché. Archives de la commission diocésaine. MM. Lagarde, juge paix à Tonneins, et Bareyre-Rozan, docteur en médecine de la même ville, étaient protestants. M. Calvet qui les avait désigné à l'évêque disait dans sa lettre du 29 janvier 1844 : « Mes deux premiers laïques sont protestants et cependant je vous les présente avec confiance. Quand vous connaîtrez leur savoir, leurs instructions et leur caractère honorable vous approuverez le choix de pareils collaborateurs ».

l'on remarque aussi généralement dans le clergé secondaire. Pour vous, Monseigneur, il suffit de lire vos circulaires pour voir où sont vos affections et pour discerner l'impulsion que votre Grandeur a l'ambition de communiquer au clergé de son diocèse.

Aujourd'hui Votre Grandeur me fait l'honneur, par sa circulaire, de me demander mon concours pour former une commission qui s'occuperait à créer une statistique des monuments religieux du diocèse. Quoique cette marque de confiance ne soit due qu'à une gratuite bienveillance de votre part, je m'en sens tout honoré et pour répondre de mon mieux à votre attente, Votre Grandeur voudra bien me permettre quelques réflexions sur l'ensemble de l'œuvre et quelques naïfs aveux sur le concours que je pourrai lui prêter.

Votre Grandeur veut créer une statistique monumentale et religieuse des églises du diocèse et pour arriver à ce but, elle assigne trois opérations.

1^o Réunion des matériaux. Malgré les tableaux de renseignements que Votre Grandeur possède déjà, je pense que ce travail est tout entier à faire. Les cadres remplis doivent nécessairement fourmiller de fautes soit parce que mes vénérables confrères sont pour la plupart absolument étrangers à l'art, soit parce qu'ils n'attachent pas à ces documents l'importance qu'ils méritent, soit parce qu'on n'a pas examiné scrupuleusement et que l'on s'est contenté presque partout d'un simple aperçu, soit enfin parce que la dimension des cadres eux-mêmes ne comportaient pas des développements toujours utiles et souvent essentiels. Il faut donc, comme vous le dites très bien, revoir ces renseignements sur les lieux et les comparer avec les monuments. Mais voilà un travail long, fatigant et coûteux. Long et fatigant parce qu'il faudrait visiter, examiner plus de six cents églises, coûteux parce qu'il y aurait des frais de voyage assez considérables, pour parcourir tout le diocèse dans tous les sens. Qui donc le fera ? Ce ne peut pas être les curés respectifs, puisque c'est précisément leurs ouvrages qu'il faut réviser. Sera-ce quelque ecclésiastique ou laïque que Votre Grandeur désignerait ? Parmi les ecclésiastiques, vous pourriez en trouver quatre ou cinq qui seraient capables et qui auraient bonne volonté (car il faut ces deux choses, qui ne se trouvent pas réunies). Mais comment concilier avec les devoirs incessants du Saint Ministère, des excursions artistiques de plusieurs semaines et de plusieurs mois ? Parmi les laïques je serais d'avis de ne les admettre dans l'œuvre, qu'en qualité de membres correspondants. Leur donner des fonctions plus hautes ou plus

étendues, ce serait entrer dans une voie de complication fâcheuse pour tout le monde et compromettante pour le succès de l'œuvre. Voilà donc un premier embarras.

2^o Le second travail consisterait dans la rédaction des études descriptives partielles. Ce travail, pour être traité comme il le mérite, exige des études approfondies soit de l'art en général, soit des monuments en particulier. Pour parler avec justesse sur une matière quelconque, il faut la bien connaître et l'on n'apprécie convenablement que ce que l'on a sérieusement étudié. Faute de cette préparation, on dit souvent des choses fausses, on avance des propositions incohérentes, on confond tout, on mêle tout et bien loin de faire une œuvre, qui aille à la postérité, l'on n'arrive qu'au ridicule. Or, les hommes capables de remplir cette tâche, sont bien rares dans le diocèse, si toutefois il s'en trouve un seul. Et il est à croire qu'il en sera longtemps ainsi, parce que les études archéologiques n'étant regardées que comme des études de pur agrément, on se gardera bien de faire, pour son plaisir, des sacrifices considérables de temps et d'argent qui sont dûs à des occupations de rigoureux devoir. Ainsi vous n'aurez qu'un personnel incapable ou peu capable et dans les deux cas, vous ne parviendrez à réaliser qu'une œuvre imparfaite et de très médiocre valeur.

3^o Enfin le troisième travail consiste à décrire les monuments sous le rapport archéologique et à confectionner des dessins, etc. Si les deux premières difficultés étaient levées, celle-ci n'en serait pas une; mais tant qu'elles subsisteront, comment concevoir ce dernier travail ? Comment écrire sur l'archéologie, quand on ne la connaît pas, ou qu'on ne la connaît que très superficiellement ? Comment écrire l'histoire sans détails historiques ou avec des détails imparfaits et insuffisants ? Pour le plan des lieux et les vues pittoresques, il faut un dessinateur. Un seul même ne suffirait pas, il en faudrait plusieurs pour opérer à la fois dans tout le diocèse. Car ce n'est pas une petite besogne que d'effectuer six cents dessins au moins. Or, quels prêtres seront à même d'entreprendre ce gigantesque travail ? La plupart ne savent pas le dessin et le sauraient-ils, ils ne parviendraient jamais à exécuter tant de vues et de plans, qu'au détriment des fonctions de leur ministère. Je sais bien que l'on parle dans le monde de certains curés qui font des merveilles. L'un battit une église et sculpte lui-même les colonnettes, l'autre fait des essais admirables en terre cuite. Mais que je crains que ces honorables confrères ne soient moins curés qu'archéologues, que les amateurs les bénissent plus

que leurs paroissiens et qu'au lieu d'amasser, ils ne perdent pour l'éternité!

La commission, que Votre Grandeur se propose de nommer, pourra bien diminuer les obstacles, mais elle sera bien loin de les lever tous. Elle aura bien son président, son vice-président, son secrétaire et ses correspondants. Mais tous ces employés seront des prêtres consacrés au Saint Ministère, et alors comment vont-ils remplir leurs fonctions de présidents, etc. Où trouver le temps nécessaire pour examiner les lettres de cent ou deux cents correspondants, leurs croquis et dessins et en rendre compte? Ne faudra-t-il pas aussi correspondre soit avec les membres de la commission, soit avec les correspondants. Ne faudra-t-il pas se réunir pour examiner, discuter et juger les ouvrages de rédaction ou de dessins présentés. Tout cela exige un détail infini et un temps très considérable.

Il me semble que le seul moyen de parer à tous ces inconvénients et de résoudre toutes les difficultés, c'est de former à Agen un centre d'action, qui tour à tour recevrait et imprimerait le mouvement. Le personnel se composerait d'un ou de deux prêtres, qui n'auraient d'autre travail que celui là, et qui s'en occuperaient avec intelligence et activité. Cet ecclésiastique devrait savoir dessiner, raisonner sur l'art chrétien et l'art payen, s'entendre, au moins un peu, en numismatique et en blason, etc. Ce prêtre pourrait être encore utile pour donner des leçons d'archéologie dans l'un des deux séminaires, comme cela se pratique déjà à Tours, à Troyes et en d'autres diocèses. Il pourrait s'occuper de procurer ou dresser lui-même des plans pour l'édification, l'ameublement ou l'ornementation des églises, se mettre en rapport avec Messieurs les curés de canton et les principaux artistes et fabricants de France pour procurer à Messieurs les curés du diocèse tous les objets nécessaires au culte, conformes au style général de leur église, et à un prix modéré, etc. Pendant les vacances et même pendant l'année dans les jours de repos il pourrait s'occuper de visiter les églises, de dessiner et de recueillir sur les lieux des dessins précieux et des renseignements utiles, et tout cela sans frais. Car les curés seraient enchantés de le recevoir pour lui demander des conseils. Il donnerait les conseils et en retour il recevrait la passade. Ce prêtre pourrait avoir le titre de secrétaire de la commission et ses autres membres seraient choisis à votre gré. Ce serait le secrétaire qui préparerait seul, ou avec quelques hommes dévoués, tout le travail de correspondance, de dessin et de rédaction. Les autres dignitaires seraient spécialement pour donner

du relief à la chose. Ils pourraient d'ailleurs s'adonner à l'étude et rendre au moins dans quelque temps des services réels. Cette création serait utile pour le présent afin de réaliser l'œuvre que Votre Grandeur a à cœur et pour l'avenir, afin d'avoir des églises neuves, chrétiennes et non pas payennes, parfaitement meublées et assorties à leur caractère architectonique, soit au culte catholique.

Pour moi, Monseigneur, je n'apporterai pas à votre excellente œuvre mes lumières. *Nemo dat quod non habet*, mais au moins ma bonne volonté. J'accepterai très volontiers et avec reconnaissance ce titre de correspondant et je ne négligerai rien pour me montrer digne de la confiance dont m'honore Votre Grandeur.

Afin que vous puissiez vous servir de moi avec plus de discernement, jé vous exposerai simplement et en toute *verité* ce dont je me crois capable.

Archéologie,	très peu.
Archéologie payenne,	assez bien.
Menuiserie,	un peu.
Tour,	un peu.
Peinture en décor à l'huile ou à la détrempe,	assez bien.
Bronze sur métaux et bois, antique et florentin,	assez bien.
Dorure à l'huile.	
Dessin, jamais je ne l'ai appris. Je fais quelques croquis pour mon usage. Voyez peinture et dessin de Dolmayrac.	
Numismatique, O, je n'ai pas d'auteur.	
Blason, O, idem.	

J'espère, Monseigneur, que vous voudrez bien pardonner toutes ces réflexions, comme vous m'en avez pardonné d'autres. Elles ont leur source dans l'extrême confiance que votre Grandeur m'inspire et dans celle qu'elle daigne m'accorder.

Je suis avec un très profond respect
votre très humble et très obéissant serviteur.

MAUREL

Cette lettre, il faut bien le dire, n'était guère encourageante. Mais en revanche le *Bulletin du Comité historique des arts et monuments près le Ministère de l'Instruction publique* annonça, avec éloge, que l'évêque d'Agen allait créer une Commission archéologique, aussi Monseigneur de Vesins ne se découragea pas. Les adhésions qui lui étaient parvenues, les

bonnes volontés qui s'offraient à lui, prouvaient que le mouvement qu'il avait voulu imprimer dans son diocèse avait réussi. Une preuve convaincante, c'est l'autorisation donnée à M. Calvet de faire un cours d'archéologie au collège de Marmande. Ce cours commença le 5 juin 1844.

Les efforts de Monseigneur de Vesins n'avaient pas été inutiles, ils allaient aboutir à la création d'une *Commission diocésaine des Monuments religieux* destinée dans la pensée de l'Évêque à travailler à la statistique monumentale du diocèse, qu'il rêvait depuis son élévation au siège épiscopal d'Agen.

J. MARBOUTIN.

(A suivre.)

Une Verrerie à Saint-Sylvestre

Un édit royal stipulait que tout gentilhomme pouvait, sans dérogeance, exercer la profession de verrier. Cette sage mesure avait pour but de développer une industrie naissante. C'était aussi une dérogation à la loi générale qui interdisait aux nobles le commerce au détail et les travaux d'humble condition, l'agriculture exceptée.

Jusqu'à la Révolution il y eut toujours des nobles qui exercèrent « l'art de la verrerie ».

Le 20 juillet 1768 devant M^e Paganel, notaire à Villeneuve-sur-Lot, le marquis d'Hauterive, Arnaud-Augustin de Raffin, s'associa pour 15 années avec Jean de Boutier, seigneur de Saint-Sernin. Il s'agissait de construire une verrerie au lieu de la Canavelle dans la paroisse de Saint-Sylvestre.

L'emplacement fut donné par le seigneur de Saint-Sernin et le marquis d'Hauterive prit l'engagement de faire les avances nécessitées par la construction et l'exploitation de la verrerie.

Jean de Boutier, qui ne comparut pas personnellement, se fit représenter à cet acte par un gentilhomme de son voisinage. J. D.

ORIGINE DU FIEF ET DU PÉAGE DE LÉCUSSAN*

Le Port d'Agen. — Contestations. — Procès.

(1049 — 1330)

Dans la charte de 1049, Guillaume, fondateur du Prieuré de Moyrax, s'exprime ainsi : *Nous donnons au lieu de Cluny et au Monastère de Moyrax, le port d'Agen* (1) Que faut-il entendre par là ? Il ne peut être question dans cette charte, et les événements et procès ultérieurs le démontreront amplement, que du *péage de Lécussan*, reliant la rive droite à la rive gauche, le village de Boé à la paroisse de Moyrax et mettant en communication l'Agenois avec le Brulhois et l'Armagnac. Ce *port* est qualifié d'*Agen*, à raison de son voisinage de la ville d'Agen, dont la Garonne était le trait d'union. Ce que la charte de 1049 désignait par *Port d'Agen*, constituait un point stratégique très important à cette époque ; et au *x^e* siècle, comme plus tard, celui qui était maître de cette position possédait de grands avantages, même lorsqu'il y a eu des ponts à Agen, car il avait une des clés de l'Agenois. En outre, du pied de la motte de Lécussan partait la voie romaine appelée la *Peyrine* qui, des bords de la Garonne, serpente le long des coteaux, traverse le village de Moyrax, Brimont et par La Romieu et Lectoure, va jusqu'à Saint-Bertrand de Comminges. Les communications entre les habitants de la rive droite et ceux de la rive gauche étaient là établies et l'Agenois et l'Ar-

* Cet article est détaché d'une monographie de Moyrax, en préparation, que nous espérons publier un jour.

(1) Le recueil des chartes de l'Abbaye de Cluny publié par Alex. Bruel, tome iv, page 174, contient la charte par laquelle Guillaume d'Arnaud fonda le monastère de Notre-Dame de Moyrax. Entre autres donations nous signalons la suivante sur laquelle nous donnerons quelques explications :

Donamus Domino Deo et sanctis apostolis Petro et Paulo et ad locum Cluniacum..... Ecclesiam sancti Amanei et Portum de Aganno.

La charte porte la date de l'année *MXLVIII*.

magnac se trouvaient reliés ensemble. Comme les deux régions furent placées pendant de longs siècles sous la même administration religieuse, civile et politique, il était de première nécessité que l'autorité dirigeante eût la facilité de maintenir l'exercice de ses droits sur toutes les parties de son gouvernement.

Or, le port d'Agen ou le péage de Lécussan a été de fait, pendant des siècles, la voie principale pour pénétrer de l'Agenois dans la Gascogne, et réciproquement. Nous trouvons au ^x^e siècle les vicomtes du Brulhois et de Gabarret en possession des deux points aboutissants de ce passage. Ainsi en 1049, Guillaume d'Arnaud, seigneur de Moyrax, en déclarant transmettre au monastère de Moyrax, le *port d'Agen*, indique bien par là qu'il avait dans son domaine le péage de Lécussan. Et au point de vue féodal, ce péage avait l'importance d'un port. Quelques années plus tard, en 1062 et 1064, ses deux neveux, Hugues, vicomte de Brulhois, et son frère Hunalde donnent au monastère de Layrac l'église de Saint-Caprais de Boé, située sur la rive droite de la Garonne, vis-à-vis la motte de Lécussan, et formant la tête du port d'Agen(1). Ces dispositions et donations légales et juridiques démontrent que ces seigneurs possédaient des droits dans l'Agenois, sur le territoire où venait se rattacher et s'amorcer ce que la charte de 1049 désigne par le *port d'Agen* et qui plus tard sera appelé péage de Lécussan et de Boé.

Dans la suite, des modifications ont été apportées dans cette suzeraineté, s'étendant d'une rive à l'autre. Toujours est-il que les seigneurs Prieurs du Monastère de Saint-Martin de Layrac, héritiers et légataires des vicomtes du Brulhois, ont conservé jusqu'à la fin du ^{xviii}^e des droits seigneuriaux et de

(1) *Domanus... Ecclesiam Sancti Caprasii de Bibitorio. — Monographie de Cauleroste*, page 5. — Le Diocèse d'Agen et la juridiction épiscopale des évêques d'Agen, s'étendaient sur les deux rives de la Garonne. Ce ne fut qu'en 1317, par suite de l'érection de l'abbaye de Condom en évêché que le diocèse d'Agen fut limité par la Garonne et cessa de s'étendre sur la rive gauche. Depuis le Concordat de 1801, l'antique évêché d'Agen a repris son extension primitive, sauf quelques petites différences.

patronage sur la paroisse de Saint-Pierre de Gaubert, qui est un membre de la commune de Boé. Et d'un autre côté, la charte de 1049, signée par les seigneurs suzerains et dominants, reconnaissait le droit féodal du seigneur doyen de Moyrax sur le port d'Agen ou passage de Lécussan.

Mais ce droit avait besoin d'être protégé et défendu par l'épée contre des voisins usurpateurs ou des intrus, et cela ne pouvait convenir à des moines. Voilà pourquoi surgit la nécessité pour eux de se susciter un défenseur et de le lier à leur cause pour défendre leurs propres intérêts. Le fief de Lécussan fut donné à un gentilhomme féal, à des conditions bien stipulées, de manière à assurer la conservation d'un droit très précieux, aussi utile au vassal qu'au suzerain. Le seigneur de Lécussan, devenant vassal du seigneur doyen de Moyrax, obtint en retour de ses services le tiers des droits de péage. Les deux autres tiers restaient la propriété du suzerain. Dans toutes les contestations ultérieures, il sera reconnu que la seigneurie de Lécussan est d'*origine monastique* : c'est un point d'histoire qui ne sera jamais contesté par le vassal de Lécussan.

A quelle époque fut créé ce fief (1) ? C'est ce qu'il nous est impossible de préciser, mais tout porte à croire que ce fut à la suite des luttes que les Religieux de Moyrax eurent à soutenir après la mort de leur fondateur. Nous avons raconté dans un chapitre précédent les persécutions et les spoliations que les parents de Guillaume de Moyrax firent subir aux moines de Moyrax pour revendiquer des terres qu'ils prétendaient devoir leur revenir. Ces luttes violentes furent très longues, et les Religieux, toujours victimes. Cette impuissance à défendre leurs droits les amena à chercher et à se constituer des défenseurs, car la possession du *Port d'Agen* les exposait à la jalousie et aux convoitises d'hommes qui ne connaissaient et ne respectaient que le droit de la force.

(1) Dans le procès de 1766, il fut dit que le bail primitif n'existait plus depuis longtemps et que le plus ancien titre connu est l'hommage du 12 août 1464 rendu par Odon de Goulard au doyen de Moyrax. — Réplique, p. 4.

Un peu plus tard la Gascogne, par suite du mariage d'Eléonore d'Aquitaine, passa sous la suzeraineté des rois d'Angleterre. Les occasions de conflit et de guerre se multiplièrent et nécessité fut pour les moines de se créer des défenseurs. En effet les monastères et les abbayes du ^x^e et du ^{xii}^e siècles virent surgir des abbés séculiers, c'est-à-dire des gentilhommes à qui l'on confia la défense des domaines dépendant des prieurés et des Abbayes. C'est vers cette époque que fut créée la seigneurie de Lécussan. Nous la trouvons déjà établie dans le ^{xiv}^e siècle.

• Le 27 avril 1330, Edouard II, roi d'Angleterre, voulant se concilier les seigneurs gascons, devenus ses vassaux, envoya deux commissaires avec pleins pouvoirs d'écouter les plaintes de ses sujets et de corriger les abus qui leur seraient signalés. Il notifia l'envoi de ces commissaires et les pouvoirs dont ils étaient revêtus à Jean de Grailly, Arnaud de La Lande, *Arnaud de Lécussan*, Bernard de Béarn, Guilhem de Galard et à une foule d'autres seigneurs mentionnés dans Rymer (1).

Nous dirons dans le paragraphe suivant quels ont été les premiers seigneurs connus de Lécussan, appelés par les moines de Moyrax pour monter la garde à ce poste de combat et pour défendre leurs droits.

Pour le moment, il nous suffit d'avoir constaté l'origine de ce fief et son importance stratégique. Nous citerons à ce sujet le témoignage de M. de Laffore.

« La commune de Moyrax, dit-il, est traversée par la voie romaine d'Agen à Saint-Bertrand de Comminges (autrefois *Lugdunum Convennarum*). Cette voie romaine partait d'Agen, traversait la Garonne au village de Boé, laissait à droite le château actuel de Lécussan, montait sur les coteaux de Moyrax, se maintenait sur les hauteurs, passait à Brimont, se dirigeait vers La Romieu, Lectoure et pour aboutir à Saint-Bertrand de Comminges. Dans son parcours de Moyrax vers Lectoure, cette voie romaine est exclusivement appelée La

(1) Monlezun, *Histoire de la Gascogne*, III. p. 215.

Peyrigne. Elle doit son nom à ce qu'elle est un mur plein de pierres de la largeur de la route et d'un mètre de profondeur (1) ».

Les troupes, voulant pénétrer de l'Agenais dans la Gascogne remontaient le cours de la Garonne, et après avoir traversé ce fleuve au péage de Boé, se trouvaient dans l'Armagnac. Lorsque les Agenois voulaient se mettre en défense contre les troupes venant de l'Armagnac, ils se préoccupaient des chemins devant aboutir à Lécussan et à Boé.

En 1353, des bruits de guerre parviennent à Agen et font craindre une attaque du côté de l'Armagnac. Aussitôt les conseils de la ville s'assemblent pour aviser à mettre la cité en état de défense et à réparer les palissades qui se trouvaient en mauvais état. Même ils sont avertis que Mgr Bernard d'Armagnac veut élever sur la motte de Lécussan une construction. Les consuls voient là une menace et un danger. Ils décident de faire des démarches pour l'obliger à renoncer à son projet ; et s'il s'obstine, ils s'adresseront au lieutenant du Roy de France pour qu'il y pourvoie et empêche toute espèce de fortification à Lécussan (2).

Les Agenais eurent toujours les yeux fixés sur cette porte ouverte, par laquelle pouvait pénétrer un ennemi, qui menacerait leur indépendance et leur sécurité. Cette préoccupation devint chez eux une idée fixe, à ce point qu'ils voulurent en avoir les clefs et ils en revendiquèrent la possession. Ce fut l'occasion d'un procès qui dura plus d'un demi-siècle.

Nous raconterons plus loin les péripéties de cet interminable procès.

Mais comme il n'y avait pas de pont à Agen, ou bien ce pont ayant été détruit, il résultait que les communications entre l'Agenois et l'Armagnac, surtout lorsqu'il s'agissait de passages de troupes, avait lieu par le port de Lécussan et de

(1) *Notice historique sur les Monuments Féodaux et Religieux du département de Lot-et-Garonne. (Recue de l'Agenais, 1879, p. 70.)*

(2) Monsehor Bernat d'Armagnac vulha bastir en la mota del Lécussan, laquelle poira estre damnaciosia à la vila d'Agen. — *Jurades de la ville d'Agen*, p. 334.

Layrac ; et, soit dit en passant, les Agenois qui revendiquaient au xv^e siècle la possession du péage de Boé et de Lécussan, ne se montrèrent pas moins ardents à élever des prétentions sur le port de Layrac.

Au mois de novembre 1569, Monluc est averti que les Protestants commandés par Montgomery se dirigeaient sur le Port-Sainte-Marie en passant par Laplume et Moyrax. Aussitôt le vaillant capitaine monte à cheval et va passer la Garonne au péage de Boé et de Lécussan, « là où Moyrax est assis et près d'Estillac qui est à moy (1) ».

Plus tard, lors des guerres de la Fronde, lorsque le Prince de Condé voulut se rendre maître des villes de l'Armagnac, sises sur la rive gauche de la Garonne, et lorsqu'il alla faire le siège de Miradoux, livrer bataille au comte d'Harcourt, à Astaffort et au Pergain, il pénétra en Gascogne par le péage de Lécussan. Après avoir été vaincu il dut se replier sur l'Agenais pour échapper aux poursuites des troupes royales, il rentra à Agen et fit passer ses troupes au péage de Lécussan et de Boé(1).

Ces faits et bien d'autres, que nous pourrions citer, témoignent de l'importance stratégique du fief de Lécussan, au temps de la féodalité.

Les quelques actes qui subsistent établissent en même temps que les seigneurs doyens de Moyrax avaient le droit de percevoir les deux tiers du péage, et que le dernier tiers revenait à son vassal, le seigneur de Lécussan.

En 1544, le 31 décembre, Arnaud de Baynac protonotaire apostolique et doyen de Moyrax, dans le dénombrement qu'il fit au Roi, déclara que le seigneur de Lécussan tenait en la juridiction de Moyrax la 3^e partie du Passage et Pont de Lécussan, sur la rivière de Garonne, dont il faisait hommage à tout *sieur nuant* par l'offrande d'une paire d'éperons d'or, les deux autres tiers revenant au seigneur doyen de Moyrax(2).

P. DUBOURG.

(1) *Commentaires* de Monluc.

(2) Mémoire-Réplique de M. F. Dubernard de Lécussan, dans le procès de 1768, p. 12.

MÉMOIRES

. DE

PIERRE VERDOLIN, D'AIGUILLON

Procureur Syndic du District de Tonneins

CHAPITRE III

LA RÉVOLUTION A TONNEINS

(1792-1793)

Verdolin, à Tonneins, prend parti contre la municipalité et le parti jacobin représenté par Jouan le Jeune. — Affaire des tabacs : les dénonciations de Jouan. Lutte entre la municipalité et le district. Verdolin craint de se trouver « sur la crête d'un volcan ». Il dénonce la municipalité. — Le mobilier du duc d'Aiguillon ; dispute entre Verdolin et le commissaire du département. — Réquisition de volontaires. — Garrau et Paganet en mission. — Sectarisme de Jouan. — Comité de surveillance ; Verdolin supprime les dénonciations. — La correspondance secrète de Peynaud, ci-devant curé. — Jouan accuse Verdolin d'être le protecteur des aristocrates. Dénonciations du pasteur Dubois. — Menaces de la force armée bordelaise. — Incidents relatifs au passage d'un bataillon de chasseurs. — Formation d'un club politique contre Jouan. — Congrès de sociétés populaires à Toulouse. — Arrivée à Tonneins des représentants du peuple en mission, Baudot et Ysabeau. Verdolin essaie de répliquer à leurs discours violents. Destitution de Brunet-Latuque, président du tribunal révolutionnaire, et de Verdolin, procureur-syndic du district.

Surpris d'avoir ainsi été nommé procureur-syndic (1) sans m'y attendre, au préjudice de plusieurs autres plus instruits que moi, je vis les écueils et les dangers de la nouvelle car-

(1) Le décret du 22 décembre 1789-janvier 1790, qui avait créé les procureurs syndics, avait également déterminé les formes de leur élection, leurs fonctions et attributions. Ils étaient élus pour 4 ans et rééligibles pour 4 ans de plus, avaient voix consultative, étaient entendus sur chaque affaire et chargés de la suite à y donner, conformément aux décisions du conseil et du directoire du

rière qui s'ouvrait devant moi dans une ville agitée depuis longtemps par deux partis également forts et puissans (1), à la tête d'un desquels étaient Jouan, Henry Arthaud et Dubois, que j'ai appris depuis avoir puissamment concouru à ma nomination (2). J'hésitai longtemps, même chez moi, entre l'acceptation et le refus. Enfin je pars et j'arrive à Tonneins pour occuper la place. Le jour même de mon arrivée, qui était un jour de fête publique, j'eus le bonheur, plutôt par ma présence que par l'éloquence de ce que je pus dire en public, de réunir les deux partis, d'aller ensemble à l'église catholique chanter un *Te Deum* en action de grâces de la réunion et de faire embrasser les chefs des deux partis. Un repas fraternel suivit, le soir, cette réconciliation sur la place publique (3).

district. Leurs attributions furent confirmées et augmentées par les décrets des 9-25 juillet 1790, 2-17 mars, 15-27 mars, 26 juillet-27 août 1791, etc...

Le décret du 2-11 septembre 1790 avait fixé leur traitement, pour les villes, comme Tonneins au-dessous de 20.000 habitants, à 1.600 livres. Les membres du directoire touchaient 900, le secrétaire 1.200 livres.

Le procureur-syndic, dans l'exercice de ses fonctions, portait en sautoir un ruban tricolore et une médaille en métal blanc portant ces mots *Respect à la loi* et rattaché au ruban tricolore par une tresse et deux glands blancs.

(1) La ville et le district de Tonneins furent très agités pendant la Révolution. C'était le centre le plus jacobin du département. A Valence et à Auvillars, dans l'autre partie du Lot-et-Garonne, les feuillants et les aristocrates dominaient. A Tonneins, les sans-culottes amis de Jouan le Jeune furent, comme l'indique Verdolin, de véritables terroristes. Il suffit, pour s'en rendre compte, de parcourir la série des délibérations du club populaire, qui nous ont été heureusement conservées. Jugeant que leur commune devait honorer le jacobinisme triomphant et pour imiter bon nombre d'autres localités, ils obtinrent que leur ville s'appelât Tonneins-La-Montagne (décret du 27 septembre 1793). (Bonnat, *Inventaire de la série L*, tome 1, page 41 a). En l'an III, d'après un recensement conservé aux archives départementales, la population de Tonneins atteignait 5.941 habitants; celle du district, composé de 34 communes: 42.745. (Bonnat, *Inventaire de la série L*, page 152 a). En l'an II, d'après une autre statistique, la ville comptait 6.125 âmes.

Sur les deux partis qui agitaient la ville voir Bonnat, *Les troubles de Tonneins en 1792 et 1793. Verdolin et Jouan le Jeune, dit Marat* (*Recue de l'Age-nais* 1903, pages 161 et suivantes).

(2) Le pasteur Dubois, maire de Tonneins, présidait comme doyen d'âge les opérations électorales du district en 1792. C'est lui qui désigna Verdolin comme secrétaire provisoire. Ce choix fut confirmé par un vote de l'assemblée. Nous avons vu au chapitre précédent comment l'auteur des *Mémoires* fut élu secrétaire définitif, puis procureur-syndic.

(3) Verdolin exagère singulièrement le rôle qu'il eut à jouer et les conséquences heureuses de son arrivée. Lors des élections municipales, le 2 décem-

Cependant ceux qui, mieux que moi, connaissaient Jouan, Dubois et compagnie me témoignèrent le lendemain (1) qu'il ne fallait pas trop se fier à cette simagrée de réconciliation, que c'était un piège tendu à ma bonne foi pour m'induire et me tromper. Pétiton-Laffiteau (2), un de mes amis, m'ajouta même que tout ce qui était honnête à Tonneins avait tremblé en apprenant ma nomination et que certaines familles se disposaient pour se retirer à la campagne. Je fus vivement affecté, je l'avoue, qu'une si mauvaise réputation m'eût précédé dans l'esprit des gens honnêtes. J'en attribuai la cause à la malignité de quelques-uns de mes concitoyens. Je le priai de rassurer ses concitoyens et de leur dire que je mourrais plutôt que de souffrir qu'il leur fût fait aucune injustice, si ma place me permettait de l'éviter.

Boc (3), jeune homme instruit et honnête, mon prédécesseur,

bre 1792, de violents incidents s'étaient produits, des coups avaient été échangés entre les principaux champions des deux partis. Une enquête faite sur place les 3 et 4 décembre par deux membres du conseil du département, Durand et Laliman-Varenne, amena un semblant de réconciliation générale. Une fête civique fut organisée, dans ce but, par la municipalité. Elle eut lieu le 9 décembre, et c'est à elle que fait allusion le nouveau procureur-syndic de Tonneins, qui tout fraîchement débarqué, dut naturellement y prendre la parole. Le discours qu'il prononça ne nous a pas été conservé, mais nous savons que Jouan le Jeune, dans une allocution qui eut les honneurs d'une séance au conseil du département, y déclama longuement dans le style original, emphatique, émaillé de citations bibliques, qui lui était particulier et qui faisait vibrer les sans-culottes tonneinquois. (Bonnat, idem, *Recue de l'Agénais*, 1905, pages 166 et suivantes). Verdolin s'attribue donc à tort l'honneur d'avoir « réuni les deux partis ». Il arriva après la bataille, au moment où l'on signait l'armistice.

(1) C'est le lendemain de cette fête civique, le 10 décembre 1792, que Verdolin remplit pour la première fois au directoire du district les fonctions de procureur-syndic. Crebessac jeune, Harmand, Girodeau et Farcit étaient membres du directoire. Girou y remplissait les fonctions de secrétaire. (Archives départementales de Lot-et-Garonne, série L., fonds du district de Tonneins.)

(2) Ce Pétiton-Laffiteau avait un certain talent de chanteur. Il se faisait entendre volontiers à la société populaire des *Amis de la Liberté et de l'Égalité*. C'est ainsi, par exemple, que le 26 décembre 1792, il interprète une chanson patriotique nouvelle et chante un duo avec Jouan le Jeune, qui, décidément, avait tous les talents et s'essayait dans tous les genres.

(3) Boc était procureur-syndic du district de Tonneins depuis le 20 juin 1790. Il cessa ses fonctions le jour même où Durand et Laliman-Varenne vinrent procéder à une enquête sur les troubles de Tonneins (4 décembre 1792). Il avait été l'objet au conseil du département d'une dénonciation de Barenne-

qui jusques-là s'était présenté à moi avec les sentimens de mépris qu'il paraissait avoir dans le cœur, vint le lendemain pour me remettre les clefs d'un bureau où était renfermée une grande quantité de tabac appartenant à la nation. Je lui représentai que, quoique intimement convaincu que lui ni personne eussent violé le dépôt, mais instruit cependant des mauvaises chicanes que Jouan et consorts venaient de lui faire éprouver en raison de ce, il serait imprudent et pour lui et pour moi de m'en charger, sans préalablement l'avoir fait vérifier par les nouveaux membres du district. Boc goûta mes raisons, garda les clefs et se retira après m'avoir fait mille honnêtetés et m'avoir offert de la manière la plus pressante ses services dans l'exercice de ma charge. Je répondis à son honnêteté et Boc parut se retirer content de moi, puisque j'ai appris de lui qu'en me quittant il était allé dans les meilleures maisons de la ville dire qu'on fût tranquille, que je n'étais pas tel qu'on m'avait dépeint, qu'il voyait que je serais un homme juste, ferme et honnête.

J'appris qu'on se disposait à me faire visite. Je fis prier de n'en pas faire pour ne pas jeter les semences de la suspicion contre moi. Quelques-uns, malgré cela, se hasardèrent de venir. Je fis dire que je n'y étais pas, ou si on me trouvait, je priais de ne pas être scandalisé si je ne rendais pas la visite pour ne pas demeurer exposé au soupçon dans les occasions qui pourraient se présenter. Je fis faire la même demande et la même réponse au parti de Jouan. Bref, je ne reçus que la municipalité de Tonneins (1).

Dès que les membres du directoire et du conseil du district

Faurès pour une adjudication irrégulière (*Inventaire de la série L*, t. I, pp. 29 a et 29 b). Après avoir quitté la ville, il devint membre du conseil général de la commune du Mas-d'Agenais.

(1) Cette municipalité, dont Jouan le Jeune était l'âme, était ainsi composée :
Maire : Bonnegarde, élu le 3 décembre 1792 par 292 voix sur 366 votants.

Officiers municipaux (élus le 4 décembre) : Souilhagon, Rolland, Girodeau, Blavignac, Bertrand, Laperche, Lacoste et Justament.

Procureur de la commune : Jouan le Jeune, élu le 5 décembre par 7 voix contre une au citoyen Bareyre.

Notables (élus le 5 décembre) : Dupouy, Dumas, Dalliès, Cazenoves, Bareyre

furent réunis, je me hâtai, conformément au désir de l'ancien directoire et de mon prédécesseur, de faire délibérer que les tabacs de la manufacture seraient vérifiés. En conséquence, Nugues aîné et Bourges, membres du conseil du district, furent nommés commissaires à l'effet de cette vérification, à laquelle ils procédèrent (1) pendant plusieurs jours à grands frais. Après quoi, je reçus l'état du poids et de la quantité avec les clefs. Je reçus enfin, par l'intermédiaire du Département un ordre du Ministre pour la vente de ce tabac (2). Je fis rendre non seulement le directoire, mais encore le conseil du district, à l'adjudication qui se fit de ce tabac, qui fut divisé en plusieurs lots. Il en fut réservé une quantité pour être vendue en petits lots ou même au détail jusqu'à l'entière livraison. J'ai appris depuis que Nugues et Bourges, commissaires encore nommés pour la livraison de ce tabac, avaient, par le moyen d'un prête-nom, eu l'adjudication de tous les tabacs invendus, d'après les adjudications déjà faites, c'est-à-dire le reste à tant le quintal. Je déclare que j'ai été souvent au bureau pendant la livraison, que j'ai fait prendre plusieurs livres de tabac, de celui qu'on détaillait, pour envoyer à Aiguillon à ceux qui m'en demandaient ou qui en demandaient à mon épouse ; que jamais je ne suis sorti du bureau sans y avoir payé au préposé au détail le prix de ce que j'y avais pris, jusques-là qu'il m'est arrivé plusieurs fois, après m'être fait peser du tabac pour mettre dans ma boîte, de le payer malgré que le détailliste m'exhortât à le prendre sans payer. Cependant j'ai eu le mal au cœur d'apprendre dans la suite

Boudon, Normand, Passet, Paul Bareyre, Augier, Contin, Valentin, Labarthe, Henry Arthaud, Aubré, Chardon, Jolis et Lamothe.

C'est contre elle que devait lutter Verdolin, soutenu par le district. (Arch. dép. de Lot-et-Garonne, série L. District de Tonneins.

(1) Cet inventaire fut terminé en janvier 1793. (Arch. dép. de Lot-et-Garonne, série L, fonds du district de Tonneins).

(2) La vente de ces tabacs donna lieu à un échange de lettres entre Verdolin et le Département. Le 4 mars 1793, le procureur-syndic demandait encore au directoire l'autorisation de vendre. Le 15 avril, il annonçait que tous les tabacs étaient enfin vendus au prix de 130 livres le quintal. Les principaux acquéreurs furent les citoyens Passet, Fauché, Cazeaux et Azam, de Toulouse. (Archives dép. de Lot-et-Garonne, série L, fonds du district de Tonneins.)

que j'étais accusé d'avoir connivé avec Nugues et Bourges pour acheter le reste, que ce reste était indéfini et m'avait produit des sommes considérables pour ma part. Je me bornai, comme je me borne aujourd'hui, à répondre que j'ignorais que Nugues et Bourges eussent enchéri, puisqu'ils se servaient d'un prête-nom, que ce n'était pas à moi à les surveiller dans la première vérification qu'ils firent, qu'ils étaient les commissaires du conseil général du district, que s'ils avaient malversé dans cette vérification en portant moins de tabac qu'il n'y en avait en effet et que s'ils avaient profité de ce surplus, quelque considérable qu'il pût être, par l'acquisition qu'ils firent indéfiniment du reste. à tant le quintal, je ne pouvais être aucunement suspecté de connivence, parce qu'il me suffirait de pouvoir balancer le produit de la vérification avec le produit de la livraison qui donnait un quintal quelques livres de bénéfice d'après les états remis aux archives du district (1).

Chaque jour était marqué par des services particuliers que je rendais indistinctement aux membres des deux partis qui, malgré la réconciliation apparente, étaient encore bien divisés et se surveillaient l'un l'autre.

Souvent Jouan, Arthaud, Dubois, membres de la municipalité de Tonneins, et autres, membres d'une société particulière (2), venaient me faire des dénonciations contre certains membres de l'autre parti, tantôt pour cause de fanatisme, tantôt pour cause d'aristocratie, etc. Toujours je les exhortais à la tolérance et à la simple surveillance de ce qui pourrait être fait contre le gouvernement. Mes exhortations déplaisaient, leur confiance en moi diminuait. Enfin ils se

(1) Ces états sont conservés aux Archives de Lot-et-Garonne série L (Fonds du district de Tonneins). Ils confirment l'exactitude et la véracité du récit de Verdolin.

(2) Il s'agit de la Société populaire dont Jouan le Jeune était l'âme et l'orateur favori : *Les Amis de la Liberté et de l'Egalité*, qui avaient pour devise l'exergue révolutionnaire bien connue : *Virre libre ou mourir*. Ce club politique dont les délibérations nous ont été conservées (Arch. départ. série L) avait été fondé en 1790, le 30 décembre, et il dura jusqu'à l'an III. Verdolin y fut naturellement admis et prêta le serment requis le 18 décembre 1792.

décidèrent à faire arrêter et emprisonner deux malheureux artisans sous prétexte qu'ils n'allaient pas à la messe du prêtre constitutionnel (1). Instruit de cela par la dénonciation qui m'en fut faite par les parents des détenus, j'envoie prier la municipalité de Tonneins de passer dans mon bureau. Jouan et Dubois y viennent. Je leur observe, et surtout au dernier qui était ministre protestant, combien il était ridicule de vouloir forcer les citoyens d'avoir confiance à tel ou tel ministre. Je lui demande pourquoi lui-même ne va pas à la messe et n'y conduit pas ses croyans. Il répond et bat la campagne. Je les exhorte à faire mettre de suite les détenus en liberté. Ils insistent. Je les menace de faire convoquer le directoire, de faire ma dénonciation contre eux et de les faire punir, attendu qu'il n'y avait pas de loi qui forçât ainsi les citoyens. Ils se retirent en murmurant et vont faire mettre les citoyens en liberté (2).

Cependant une loi ordonne la proclamation de la République aux formes les plus solennelles dans toutes les communes et principalement aux chefs-lieux de district. Je fis inviter toutes les autorités constituées de Tonneins et particulièrement la municipalité pour se rendre comme d'usage au district et de là, à l'arbre de la liberté. Je fus informé que la

(1) Jauffret, curé constitutionnel de Tonneins, qui, lui aussi, finit par être en butte à l'hostilité de Jouan. Sur ce dernier personnage qui sera le grand adversaire de Verdolin, voir l'introduction qui précède les *Mémoires*. Quant à Jauffret après avoir été l'un des piliers de la fameuse société populaire de Tonneins, après avoir été cité comme exemple aux prêtres constitutionnels du district, il avait été rayé des *Amis de la Liberté et de l'Égalité*, sur la proposition de Jouan. Prêtres assermentés ou insermentés, disait à cette occasion l'ancien secrétaire du ci-devant marquis de Flamarens, sont de mauvais citoyens. Les portes de la Société ne tardèrent pas cependant à se rouvrir devant Jauffret. Mais le 11 juin 1793 il eut le courage de protester, en pleine séance, contre les attaques visant les Girondins et d'affirmer ses sentiments relativement modérés. Alors Jouan et ses acolytes lui firent passer définitivement la porte. On l'accusa naturellement de fédéralisme. On essaya de le remplacer par un de ses confrères plus « sans-culotte », le citoyen Mollié curé du Mas, qui refusa. (Arch. dép. Délibérations de la Société populaire de Tonneins.)

(2) Des difficultés semblables surgirent assez souvent entre le district et la municipalité. En août 1793, deux citoyens, Guichard et Galup provoquèrent un violent tumulte, en prenant dans l'enceinte de la Société populaire la défense d'un de leurs amis, Prébousteau, accusé de vols. Jouan demanda leur arrestation dont se chargea la municipalité. Mais le district les fit arracher de force des mains des municipaux. D'où colère de la Société populaire outragée.

municipalité ne voulait pas s'y rendre et qu'elle voulait faire particulièrement sa proclamation.

L'heure du rendez-vous étant passée et la municipalité ne s'étant pas rendue, toutes les autres autorités constituées réunies, nous nous acheminâmes vers l'arbre de la liberté, où, étant rendu, j'envoyais dire par un gendarme à la municipalité que nous l'attendions. N'ayant pas voulu venir, j'y envoyai trois gendarmes avec un piquet de la garde nationale pour notifier de nouveau à la municipalité de se rendre, sans quoi le district verbaliserait et ferait ce que les lois lui prescrivaient. Alors Jouan, mal vêtu, vint avec deux municipaux en écharpe. Emu sans doute par cette scène, je ne pus que faiblement prononcer un bout de discours que j'avais préparé.

Je ne dirai pas quelles étaient mes opinions politiques. Je me bornerai à dire que sincèrement attaché à la Révolution dans laquelle je n'avais entrevu que la réformation des anciens abus, je n'avais jamais été assez pénétrant pour voir les maux dont ma patrie et tous ses vrais amis étaient menacés. Cependant j'eus assez de lumières pour voir que j'étais sur la crête d'un volcan qui allait me consumer, soit que j'avançasse, soit que je reculasse.

D'abord me démettre me parut le plus sage parti. Mais soit vanité, soit la crainte d'une retraite dans ce moment de danger, soit trop de présomption sur moi-même, sur ma fermeté et surtout sur ma probité, je me déterminai à suivre la carrière sans prévoir le but. Je vis bien que les jacobins dominaient, gouvernaient ; je vis bien que Jouan et consorts étaient de zélés jacobins, qu'ils avaient des correspondances intimes et particulières (1). Cependant ne pouvant être persuadé que ces hommes voulussent abuser de leur autorité pour gouverner par le crime, je me déterminai à conserver ma place pour

(1) Dans la courte notice qu'Andrieu a consacré à Jouan, l'ancien instituteur de Tonneins est représenté comme étant « intimement lié avec Carra, Hébert, Chaumette, Robespierre et Lacombe », le sanguinocrate bordelais. « Il y a évidemment exagération de la part de l'auteur de la *Bibliographie générale de l'Agenais*. Jouan n'eut guère que des relations épistolaires avec les terroristes parisiens. Au nom de la société populaire de Tonneins dont il était

n'administrer le district que par une sage et modérée application des lois. Cependant l'audace de la municipalité de Tonneins et de ses affidés allait chaque jour en augmentant. Déjà, de son autorité privée, elle avait fait enfoncer les portes d'un grenier où j'avais fait déposer des grains que le Département m'avait envoyés pour la subsistance de toutes les communes du district (1). Déjà ce blé avait été distribué aux affidés de la municipalité de Tonneins. Déjà Jouan et consorts avaient fait imprimer et distribuer une diatribe des plus outrageantes contre le gouvernement (2). Déjà les sectaires de Jouan, armés, avaient arrêté sur la Garonne et pillé plusieurs bateaux de blé pour la subsistance de Bordeaux (3).

le porte-plume ordinaire, il leur écrivait de temps à autre soit pour les féliciter de telles ou telles harangues prononcées aux Jacobins ou à la tribune de la Convention, soit encore pour leur dénoncer quelque fédéraliste ou fonctionnaire peu patriote, soit enfin pour les complimenter au sujet d'articles inspirés « par les sentiments du plus éclatant sans-culottisme. »

(1) Ces envois de grains faits par le Département furent très fréquents pendant toute la période révolutionnaire. La question des subsistances tient, dans le Lot-et-Garonne, une place prépondérante. Le pays pourtant si fertile ne pouvait suffire à l'alimentation de ses habitants et, surtout, aux réquisitions dont l'accablaient commissaires des armées et du gouvernement et représentants en mission. Un certain nombre de sociétés populaires et notamment les *Amis de la Liberté et de l'Égalité de Tonneins*, pour remédier aux dangers de la famine, firent de louables efforts pour vulgariser la culture de la pomme de terre.

Dans les distributions de blé et de grains, Tonneins, l'un des plus importants districts du Lot-et-Garonne, eut toujours une large part. A la fin d'avril 1793, par exemple, le directoire du département lui fit envoyer les grains saisis chez l'émigré Narbonne. En même temps, il autorisait la commune à contracter un emprunt de 50.000 livres pour achat de vivres. (Bonnat, *Inventaire de la série L*, tome 1, pages 125 a et 127 b). A la fin de juin de la même année, il lui faisait encore parvenir cent sacs de blé.

(2) Cette diatribe de Jouan le Jeune n'est point la seule qui soit sortie de sa plume féconde. Il avait déjà publié quelques brochures dont les titres sont assez suggestifs : *Un mot aux Prêtres!* — *Deux mots aux prêtres!* *Préservatif contre les terreurs paniques que les aristocrates et les mauvais prêtres ne cessent de faire naître....!*

Celle dont parle Verdolin tendait à obtenir la dissolution de la Convention et à frapper d'incapacité les députés qui votèrent l'appel au peuple lors du jugement de Louis XVI. C'était le cas de Boussion, Laurent, Claverie, Laroche, Guyet-Laprade, Noguères, soit de 6 conventionnels du Lot-et-Garonne sur 9. Vidalot, Paganel, Fournel votèrent contre la ratification du peuple (Bonnat, *Les Troubles de Tonneins*, op. cit., *Recue de l'Agenais*, 1905). La Société populaire avait pris fait et cause pour Jouan.

(3) Ces « arrestations » de farines furent assez fréquentes pendant la Révo-

Je crus de mon devoir de dénoncer (1) tous ces faits au Département en la personne de Coutausse, lors procureur général syndic (2). Un ordre à la municipalité de Tonneins de se rendre auprès du Département fut le seul résultat de ses dénonciations. Elle se retira triomphante, se fit accueillir par des sectaires armés à l'extrémité de la commune et vint dans cet ordre braver le district presque dans le local qu'il occupait.

Dès lors la municipalité de Tonneins fut en guerre ouverte avec le District. Crebessac jeune (3), Girodeau aîné et Harmand (4), membres du District, n'osaient déjà plus parler et moins agir. Farcit, autre membre du district, Girou, secrétaire (5), et moi étions seuls pour soutenir la lutte. Nous étions

lution. Mais elles furent d'un usage courant à Tonneins, comme l'indique les *Mémoires*, confirmés par les registres des procès-verbaux du conseil et du directoire du département.

(1) A dire vrai, Verdolin oublie un détail qui a son importance. L'administration du district ne voulut point viser le certificat de civisme délivré à Jouan par le conseil général de la commune. D'où colère des sans-culottes de Tonneins et protestations de Jouan à la société populaire. Les citoyens Breton, tailleur, Norman, notable, et Beau-Martin, dit Laviolette, demandèrent des explications. Il leur fut répondu que la loi dispensait les autorités de motiver leur refus. Le 17 mai, après une manifestation en faveur de Jouan, quatre officiers municipaux Justament, Rolland, Dupouy et Bertrand déclarèrent au District que, devant ce refus, le peuple était prêt à se soulever et qu'ils cessaient de répondre de l'ordre public. C'est alors que Verdolin dénonça brochure subversive et administration municipale.

(2) Le conseil du département convoqua les officiers municipaux le 18 mai 1793. Le 20 mai, après un discours « analogue aux circonstances » de Latour-Lagravère, vice-président, ils déclarèrent « que leurs intentions étaient bonnes et que ce n'était que la crainte du trouble que pouvait occasionner le refus du visa au certificat de civisme fait au citoyen Jouan le Jeune, en faveur de qui la voix publique paraît s'élever d'une manière générale, et ils promirent d'être toujours soumis aux lois, d'en procurer l'exécution et de maintenir surtout la paix et la tranquillité publique dans leur ville. »

Après leurs explications que le conseil jugea satisfaisantes, ils furent invités à assister officiellement à la séance. Verdolin peut donc dire avec raison qu'il se retirèrent triomphants.

(3) Crebessac avait été élu vice-président du conseil du district.

(4) L'un des piliers de la société populaire. Il y prenait constamment la parole. C'était le substitut de Verdolin comme procureur-syndic.

(5) Girou, secrétaire du district, eut le même sort que Verdolin. Il fut destitué à la même époque comme fédéraliste. Sa femme, intelligente et très active, était l'une des citoyennes les plus patriotes de Tonneins. Elle prit souvent la parole, et avec succès, à la société des *Amis de la Liberté et de l'Égalité*.

bien encouragés par la majeure partie des membres du tribunal judiciaire et par tout ce qui était honnête à Tonneins et dans les autres communes du district. Mais ils ne se montrèrent ni ne pouvaient se montrer.

Cependant le trop fameux 31 mai 1793 arriva (1). A la suite je reçus une circulaire du procureur général syndic du département qui m'invitait à convoquer au District (2) toutes les municipalités et toutes les sociétés populaires du ressort par députation. Je déférai à cet ordre. Jouan fut député par la commune de Tonneins. J'ouvris l'assemblée par un discours où je développai sans détour mes principes d'amour pour ma patrie et de craintes sur les suites de cette malheureuse journée. Je rappelai alors les lettres que j'avais vues à Casteljaloux écrites par les députés Vidalot et Paganel et je ne doutai pas que leurs principes fussent autres que les miens, c'est-à-dire que je crus véritablement, comme la suite l'a prouvé, que cette journée était le triomphe des anarchistes sur les vrais patriotes.

Le procureur général syndic du département m'ordonna quelques jours après d'inviter les sociétés populaires à se concerter pour prendre des mesures propres à délivrer la Convention Nationale du joug des Parisiens, me disant que la mesure était générale (3). Je le fis. Je fus député vers la société populaire d'Aiguillon où des affaires de district m'appelaient. Je remplis ma mission avec exactitude et sagesse (4).

Les affaires du district qui m'avaient appelé à Aiguillon

(1) Verdolin fait allusion à la chute des Girondins.

(2) Il s'agit d'une circulaire du commencement de juin 1793. Les délibérations du conseil du district de Tonneins n'ont pas été conservées. En général les archives de ce district ne sont parvenues au dépôt départemental que par fragments.

(3) Le 14 juin 1793, les membres des administrations et des représentants des sociétés populaires se réunirent à Agen pour aviser « aux moyens de sauver la patrie ». (Bonnat, *Incent. de la série L*, t. I, p. 127 a).

(4) C'est le 11 juin 1793 que Verdolin fut désigné par la société populaire de Tonneins pour aller à Aiguillon. Deux délégués de la société populaire d'Agen, Lafont et Lacuée de Cessac, assistaient à la séance.

En même temps qu'on désignait Verdolin pour Aiguillon on envoyait des commissaires aux autres sociétés populaires du district. Jouan le Jeune alla au

étaient la vente des meubles et effets du château et, à ce sujet je dois dire comment cette vente se lit (1).

Déjà, par l'intermédiaire de mon collègue, le Département avait pris et m'avait envoyé deux arrêtés pour la vente de ces effets. Les citoyens Nugues aîné et Turpin, médecin, furent nommés commissaires et Carrier, secrétaire pour la vente (2). Mon ministère m'obligeait à me rendre pour faire l'ouverture de cette vente. Le Département y avait envoyé le citoyen Durand, un de ses membres, comme commissaire (3). D'après les lois lors existantes, la présence de ce commissaire me paraissait fort inutile. Cependant c'était lui qui voulait diriger tout. C'était lui qui s'opposait à ce que le citoyen Leroy, fondé de pouvoirs de la vieille duchesse d'Aiguillon, créancière de cette succession (4), enchérit pour compenser partie de sa

Mas ; Girou, à Gontaud ; Florans, à Galapian ; Borderie, à Clairac ; Jauffret, à Castelmoron, et Harmand, à Lacépède.

Verdolin rendit compte de son mandat à la séance de la société populaire du 13 juin 1793. (Arch. dép.. Délibérations du club de Tonneins.)

(1) Sur la vente des biens, meubles et immeubles, du duc d'Aiguillon, voir archives départementales, série Q. Biens nationaux, une liasse très importante.

Déjà les 26 avril et 14 mai 1793, le département avait écrit au district de Tonneins au sujet de la vente des meubles et effets de Vignerod, émigré. Le 28 mai, le conseil envoya le citoyen Lespinasse procéder à l'estimation des biens; ce dernier opéra avec le citoyen Rocher. Les deux experts touchèrent une indemnité de 170 livres (19 juin). Les citoyens Saint-Amans et Noubel, assistés de Dergny, ingénieur en chef, avaient été chargés le 28 mai de faire le triage des livres, tableaux et objets d'art que l'administration départementale se réservait. Ils dépensèrent 84 livres dont le paiement leur fut ordonné le 9 juin. (Bonnat, *Inc. série L*, t. 1, p. 34 b, 35 b et 36 a.

(2) Ils furent désignés par le directoire du district le 3 juin 1793. Ils devaient opérer avec deux officiers municipaux d'Aiguillon. (Arch. dép. série L. Arch. du district.)

(3) C'est le 5 juin 1793 que Durand fut désigné par le conseil du département pour faire procéder à la vente des meubles et effets du château d'Aiguillon. Les livres, tableaux, objets d'arts, tapisseries mentionnés dans un état en date du 30 mai, signé de St-Amans et de Noubel, étaient réservés à l'administration départementale, qui prit encore au prix de l'estimation, deux lustres, des poêles et des cartons. Les titres et papiers devaient être transportés aux archives du district de Tonneins. (Arch. dép. série L. 30, p. 199 et fonds du district, délibérations du 3 juin 1793.)

(4) En juillet 1793, un arrêté du directoire du département le déclarait encore créancier du dernier duc d'Aiguillon pour 2000 livres. (Bonnat, *Inc. de la série L*, t. 1, p. 128 a.)

Les scellés avaient été mis sur les salles du château le 18 septembre 1792,

créance. J'avais dit à Leroy qu'il pouvait et devait enchérir sur tout ce qu'il y avait de plus précieux ; les lois lors existantes le lui permettaient. Le commissaire du département et moi eûmes à ce sujet une dispute très vive. Il verbalisa contre moi ; je verbalisai contre lui. La colère lui procura une colique des plus violentes et des plus dangereuses. Je me rendis auprès de lui, je le fis soigner par des gens de l'art que j'appelai moi-même. Etant rétabli, il me communiqua son verbal qui était des plus graves contre moi, étant son inférieur. Je lui communiquai le mien, qui n'était pas doux, mais qui était vrai. Nous nous embrassâmes, nous déchirâmes nos verbaux et nous convinmes de nous en rapporter au Département pour la décision du fait qui nous divisait. Le Département, ayant décidé que j'avais raison, rappela son commissaire (1). Mais Leroy, malgré mes avis et mes sollicitations, ne se fit adjuger que peu d'effets (2), que j'ai appris depuis qu'il avait revendus à Paganel (3), Thomasson, d'Agen (4), et autres. Le Département prit par arrêté plusieurs meubles et effets de ce château, entre autres des poêles, les lustres, la bibliothèque, les tableaux, etc...

Déjà la Vendée commençait à faire des progrès ; déjà le département avait ordonné la levée des bataillons et leur organisation à Tonneins. J'étais chargé de pourvoir à leur équipement par la voie des achats (5). Je fis acheter et je fis moi-

alors que Verdolin remplissait les fonctions de procureur de la commune d'Aiguillon.

(1) La vente des meubles du château d'Aiguillon commencée le 6 juin 1793 dura jusqu'au 16 juillet. Durand cessa de s'en occuper dès le 15 juin.

(2) La vente aux enchères publiques atteignit le chiffre respectable de 98.725 livres 12 sols. Leroy, procureur fondé de la citoyenne Vignerod d'Aiguillon, acquit pour 11.409 livres 9 sols d'objets mobiliers : sièges, canapés, fauteuils, lits, glaces, tapisseries, commodes en marqueterie, etc... (Arch. dép., série Q. Biens Nationaux.)

(3) Il s'agit du conventionnel Paganel, l'ancien curé de Noailiac et procureur-syndic de Villeneuve, que nous retrouverons au cours des *Mémoires*.

(4) Thomasson était directeur de l'administration départementale des domaines nationaux et de l'enregistrement. (Bonnat, *Invent. série L.* pp. 22 a et 43 a.)

(5) Le 19 mars 1793, devant les autorités constituées de Tonneins réunies au directoire de district, Verdolin prit la parole contre les « monstres et infâmes brigands » de la Vendée. C'est le seul discours politique de Verdolin qui nous soit parvenu in-extenso. Nous le publierons en appendice.

même le marché d'une grande quantité de toiles, de bas, de souliers, etc. . Je mis les tailleurs, les couturières et les cordonniers du district en réquisition ; je fis marché avec eux ; je fis livrer aux cordonniers qui n'avaient pas les moyens de faire des avances des marchandises, notamment aux citoyens Florans, cordonnier (1), et le sellier d'Aiguillon, Fauché (2), aux cordonniers de Tonneins et autres. Je fis exactement vérifier les fournitures et bien payer. Je fis également mettre tous les chevaux du district en réquisition. Plusieurs particuliers m'offrirent ou me firent offrir beaucoup d'argent pour faire réformer les leurs. Ils furent toujours pris de préférence, en refusant leurs offres. Je fis tout par moi-même, me faisant aider pour ce que je ne connaissais pas par des citoyens probes et honnêtes. Bref, j'eus la satisfaction de recevoir du Département une lettre qui, en louant mon exactitude, me déclarait que j'étais le procureur syndic de tous les districts qui avait fourni les meilleures marchandises et au meilleur marché.

Les citoyens Coutausse (3), Lamarque (4) et Laliman (5),

(1) Florans, cordonnier d'Aiguillon, fournit en effet 85 paires de souliers pour les volontaires et reçut en échange 1275 livres (25 vendémiaire an II). Bonnat, *Inc. de la série L*, t. 1, p. 42 b.

(2) L'un des membres les plus assidus de la Société populaire de Tonneins.

(3) Coutausse de Saint-Martin, membre du conseil et du directoire du département depuis 1790. Elu procureur général en 1791, à la place de Lacuée de Cessac ; en butte à l'hostilité de Paganel qui le fit mander à la barre de la Convention en juillet 1793, mesure qui fut d'ailleurs rapportée ; destitué par le représentant du peuple en mission Tallien, le 25 septembre 1793 et remplacé par Sembauzel (Bonnat. *Inc. de la série L*, t. 1, pp. 4 b, 37 a, 39 b, 163 b.) Réinstallé au directoire du département par un autre représentant en mission, Ysabeau, le 26 vendémiaire an III. Membre de l'administration centrale du département.

(4) Elu membre du conseil du département de Lot-et-Garonne, en 1791, et du directoire (22 novembre), substitut du procureur général syndic le 29 novembre 1792, destitué par Tallien, le 25 septembre 1793. C'est le 27 avril 1793 qu'il avait été nommé commissaire « pour l'organisation du bataillon de Tonneins » qui devait partir pour la Vendée. (Bonnat. *Inc. de la série L*, p. 127 a.) Boutheron, commissaire de ce dernier département, était venu au conseil, à Agen, pour réclamer des secours. Les administrateurs décidèrent alors de faire partir le bataillon de Tonneins (21 avril 1793), (*Idem*, p. 32 b). D'où la mission de Lamarque. Le 8 frimaire an VIII, il fut nommé commissaire du gouvernement dans le Lot-et-Garonne en remplacement de Filhastre, non acceptant.

vinrent successivement à Tonneins pour l'organisation des bataillons. Ensuite vinrent les représentans du peuple Paganel (1) et Garrau (2). Je présidais alors la Société populaire de Tonneins (3) ; je mangeais avec eux chez le citoyen Lavigne (4).

(Note 5 de la page précédente). Elu membre du conseil du département en novembre 1792. Nommé membre du directoire le 25 septembre 1793, par arrêté de Tallien. Il se trouvait à Tonneins au mois de mars de cette année. Il n'y manquait pas les séances de la société populaire.

(1) Sur le conventionnel Paganel, voir la *Bibliographie Générale* d'Andrieu et l'*Agenais illustré* de Bellecombe.

(2) Pierre-Anselme Garrau, né à Sainte-Foy le 19 février 1762, avocat au Parlement, président du district de Libourne, maire de Sainte-Foy (Gironde). Député à la Législative et à la Convention, envoyé en mission en 1793. Président de l'administration cantonale de sa ville natale ; membre du conseil des Cinq-Cents, il protesta contre le coup d'état du 18 brumaire, fut proscrit, mais rentra en grâce trois mois plus tard comme sous-inspecteur aux revues, intendant de la province de Varsovie (1806), chevalier de la Légion d'honneur ; inspecteur en chef aux revues (1807), président de la commission des prises et des séquestres de l'armée du Midi en Espagne. Membre de la Chambre des députés pendant les Cent-jours, il resta partisan de Bonaparte. Obligé de s'expatrier, il ne revint dans son pays qu'en 1819. Il mourut le 15 octobre de cette même année. (Voir Guinodie, *Histoire de Libourne*, t. II, page 418, note 2.)

(3) C'est le 27 mars 1793 que Paganel et Garrau entrèrent en séance à la société populaire que présidait Verdolin. Ils prirent tous les deux la parole en termes véhéments, après quoi Verdolin dut leur donner l'accolade fraternelle au bruit des applaudissements et des acclamations. L'enthousiasme était si considérable que Garrau n'hésita point à placer un second discours encore plus énergique, qui se ressentit de l'agitation patriotique des sans-culottes tonneinquois. La fête se termina par des chansons. Et alors ce fut au tour du secrétaire des représentans en mission de se faire entendre dans un « hymne à la Liberté » qui fut très applaudi. Puis le chœur des chanteurs de la société entonna la *Marseillaise*, « cet air terrible aux trattles et fripons politiques », écrit Jouan le Jeune, l'auteur du procès-verbal de la séance.

Verdolin, entré à la société populaire le 8 décembre 1792, en avait été élu président le 21 mars 1793. Il prit possession du siège présidentiel le 24 et prononça à cette occasion un discours très applaudi. Il ne dut évidemment son élection qu'à sa qualité de procureur-syndic, car il ne fut jamais très assidu aux séances, même au temps de sa présidence ; il n'y prit pas souvent la parole ; il n'avait, d'ailleurs, ni le tempérament fougueux, ni l'éloquence véhémence, indispensables pour briller dans un club jacobin comme celui de Tonneins. Le président étant renouvelable tous les mois, Verdolin fut remplacé, le 18 avril, par son adversaire Jouan le Jeune. Il présida sa dernière séance le 11 avril et abandonna son siège pour combattre une proposition du procureur de la commune tendant à obtenir le remplacement des conventionnels qui votèrent l'*appel au peuple*. Après avoir demandé l'ajournement de la motion, mais sans succès, il refusa, avec son ami Harmand, de signer l'adresse envoyée dans ce sens à la Convention.

(4) Lavigne était le meilleur hôtelier de Tonneins. Après la chute des Girondins, on l'accusa de fédéralisme à la société populaire.

J'eus occasion de me convaincre par leurs discours publics et particuliers et surtout de Garrau, que les Jacobins de Paris dirigeaient le gouvernement, qu'un grand incendie couvait et que bientôt j'allais être le témoin et l'instrument par ma place des plus grands malheurs. Je fis part de mes craintes à plusieurs de mes amis et entre autres à Lavigne, Brunet, Jauffret, etc. Donner ma démission et me retirer fut mon premier projet. Cependant encouragé par mes amis qui promirent le secours de leurs lumières, je me déterminai à rester en place et de ne m'en servir que pour faire le moins de mal possible et barrer, au contraire, les projets des méchants.

La municipalité de Tonneins, Jouan à la tête, voyait avec peine la faveur dont je jouissais. Une réquisition d'armes est ordonnée. L'exécution en est confiée aux municipalités ; celle de Tonneins fait entièrement désarmer tous les citoyens honnêtes : fusils, sabres, pistolets, épées, tout leur est enlevé ; les sectaires de Jouan ne sont pas requis de remettre les leurs. Je demande que ces armes soient portées au district. D'abord, on s'y refuse ; je demande avec plus d'insistance ; on obéit. Alors je fis remettre à plusieurs personnes, entre autres aux citoyens Lilancourt, Laperche, médecin, etc., les armes de prise inutiles et impropres au service pour lequel on les leur demandait.

Une loi ordonna que dans chaque commune et dans chaque chef-lieu de district il y ait un comité central pour arrêter à la poste et ouvrir toutes les lettres qui paraîtraient suspectes. J'étais membre-né de ce comité central ; Jouan et Rolland, membres de la municipalité de Tonneins, Crebessac et Farcit, le composaient (1). La correspondance de tout ce qui était honnête, à Tonneins, était arrêtée et portée au comité. Je ne laissai ouvrir que très peu de lettres venant de l'étranger. Je faisais remettre les autres sans être décachetées. Un jour,

(1) Verdolin veut parler du comité de sûreté générale formé à Tonneins le 1^{er} avril 1793. En faisaient partie, Crebessac jeune, Harmand et Farcit, membres du directoire du district, qui devaient se joindre à trois citoyens désignés par la municipalité. (Archives départementales de Lot-et-Garonne, fonds du district de Tonneins.)

Jouan se permit d'en arrêter une, adressée à la citoyenne Labruyère et de lui ordonner par un soldat de guet de se rendre de suite au district pour reconnaître cette lettre qu'il prétendait suspecte. Cette pauvre femme se trouva d'abord mal, me le fit dire en me faisant prier de passer chez elle. Je lui fis répondre que je ne le pouvais pas, que ce serait me rendre suspect, mais qu'elle fût tranquille et qu'elle me prescrivit l'heure à laquelle elle pourrait se rendre au district où je convoquerais le comité. Elle s'y rendit. Jouan y arriva avant moi. Je le trouvai chargeant cette femme de propos et de menaces. Je la rassure, je prends la lettre, la décachète, la lis seul ou fait semblant de la lire comme j'en avais le droit, la remets à cette femme, en déclarant au comité qu'il n'y avait rien de suspect et qu'on y traitait d'affaires d'intérêt, qui devaient être secrètes. Après quoi, Farcit et moi reprochames vivement à Jouan sa mauvaise conduite vis-à-vis des gens honnêtes de Tonneins et le renvoyames à ses fonctions municipales.

Quelques jours après, les citoyens Brienne fils, Lalanne-Garrigue et Lacroix, membres du comité d'Aiguillon, m'adressèrent et devaient m'envoyer à mon adresse deux lettres, dont l'une écrite par le citoyen Mautor et l'autre adressée au citoyen, Merle-Dubarry d'Aiguillon, avec un procès-verbal fulminant contre ces deux citoyens. Ayant lu ces lettres et n'y ayant trouvé rien de suspect, mais trouvant le procès-verbal extrêmement chargé contre ces deux citoyens, sachant déjà que le comité d'Aiguillon s'était adressé à Jouan pour la poursuite de cette affaire et que, d'après cela, il était à craindre, comme la loi l'ordonnait, que ces pièces et le procès-verbal seraient envoyés au Comité du Salut Public à Paris et que Mautor et Dubarry pourraient bien y être traduits, je me déterminai à ne pas en accuser réception, à la nier même si j'étais forcé d'en venir là; en conséquence, je gardai cet envoi secret, je ne le communiquai à personne, malgré les vives instances que le comité d'Aiguillon me fit verbalement et par écrit pour en avoir l'aveu de ma part. Jouan lui-même me demanda souvent, en séance, compte de cette affaire; je

niai toujours avoir reçu, ce qui me valut une députation de douze sans-culottes de Tonneins, à la tête de laquelle était Breton, surnommé *le Fou*, qui m'ayant trouvé seul dans mon bureau, après les reproches d'usage de favoriser les aristocrates, usa des propos les plus durs et même des menaces à mon égard. Je lui répondis, quoique seul, avec le courage d'une conduite irréprochable et m'étant levé pour appeler les commis et envoyer chercher du secours, il disparut avec sa troupe. Bref, quand je crus n'avoir rien plus à craindre des poursuites du comité d'Aiguillon, je fis brûler les deux lettres et le procès-verbal. D'après ma conduite qui, j'ose le dire, était sage et conforme à la bonne interprétation que l'on pouvait donner aux lois, j'étais en butte aux persécutions non-seulement de la municipalité de Tonneins (1), mais encore de tous les exaltés des autres communes du district.

Le représentant du peuple Paganel s'étant arrêté et ayant couché à Aiguillon chez Coq jeune (2), lors procureur de la commune, celui-ci lui remit un long et volumineux mémoire dans lequel il m'accusait, entre autres choses, de n'avoir pas voulu mettre en vente ou en ferme les grandes possessions que le duc d'Aiguillon avait dans le district, malgré ses pressantes sollicitations. Paganel, à son passage à Tonneins, eut l'honnêteté de me remettre et de me laisser ce mémoire pour en faire ce que j'aviserais. Je l'ai soigneusement gardé. Cependant, craignant qu'on me reprochât et qu'on ne me fit punir de l'inexécution de mes devoirs, je me déterminai à prier et à solliciter le citoyen Leroy comme procureur fondé de la vieille duchesse d'Aiguillon à enchérir et à se faire allouer à

(1) La lutte entre Verdolin et Jouan le Jeune — si l'on en juge par les procès-verbaux du conseil général de la commune, du directoire du district et de la société populaire — ne fut jamais très violente, au moins ouvertement. Les deux rivaux évitaient, semble-t-il, d'engager le fer et de s'attaquer résolument. On les voit constamment se ménager, notamment au club jacobin. C'était entre eux une lutte d'insinuations et de critiques, d'observations malignes, lutte sourde, mais constante, que n'interrompaient pas les scènes pathétiques de réconciliation, généreusement provoquées par Jouan le Jeune.

(2) Coq jeune avait remplacé Verdolin comme procureur de la commune d'Aiguillon.

quelque prix que ce fût toutes les possessions du duc d'Aiguillon au compte des créances de la duchesse. Leroy n'ayant pas voulu ou osé le faire, je me bornai à faire ratifier par le district les fermes déjà faites par le duc d'Aiguillon, à faire mettre en régie les moulins et à affermer ceux qui ne l'étaient pas déjà (1).

Une lettre que Peynaud (2), ancien curé de Tonneins, écrivait à sa sœur est interceptée. Il disait, entre autres choses, que quand on voudrait lui écrire quelque chose de secret il fallait écrire en interligne avec du jus d'orange ou de citron, qu'en approchant la lettre du feu l'écriture ressortirait et qu'on pourrait la lire. Je n'arrivai qu'après l'ouverture de cette lettre. Déjà Jouan avait fait délibérer par le comité que cette citoyenne à qui la lettre avait été adressée serait mise en arrestation. Je fis rapporter cet arrêté par la raison que cette femme n'avait pas provoqué cette confiance de la part de son frère, qu'il serait dangereux de rendre responsables ceux qui recevraient des écrits suspects et que d'ailleurs on devait lui savoir gré de nous avoir procuré une découverte pour nous prémunir à l'avenir. Jouan sortit furieux, vomissant mille imprécations contre moi, me taxant d'être toujours le protecteur des aristocrates.

Dans ce moment un paquet chargé était à la poste à mon adresse. Arthaud, buraliste (3), m'en fit avertir pour que j'aille le retirer moi-même. Mes affaires ne me permettant pas de sortir du bureau, je l'envoie prier de le remettre à mon premier commis que je lui envoyai. Arthaud s'y refuse ; je lui renvoie ce commis avec une lettre dans laquelle je lui ordonnais de remettre ce paquet, le rendant responsable du retard, lui offrant de signer la décharge sur son registre, si mieux il

(1) Le récit de Verdolin est confirmé, sur ce point, par les documents conservés aux archives de Lot-et-Garonne, série Q. Biens nationaux. District de Tonneins.

(2) Peynaud (Louis), vicaire de la cathédrale Saint-Etienne d'Agen, curé de Saint-Pierre de Tonneins et vicaire général depuis 1776. Il refusa de prêter le serment d'adhésion à la Constitution civile du clergé et mourut pendant la Révolution. (Durengues, *Pouillé du diocèse d'Agen*, p. 641.)

(3) Henry Arthaud avait été élu directeur de la poste aux lettres de Tonneins le 21 novembre 1792.

n'aimait m'envoyer son registre par son commis avec le paquet, qu'Arthaud remit alors en m'écrivant une lettre des plus impertinentes, à laquelle j'eus la sottise de répondre en lui reprochant ce que j'avais fait pour lui, c'est-à-dire que ses concitoyens n'ayant pas de confiance en lui s'étaient adressés à la direction de Paris pour le faire destituer : 1° comme failli, 2° comme insolvable, 3° comme suspect à raison de ses mœurs etc... Cette dénonciation m'ayant été envoyée pour donner mon avis, je crus devoir soutenir l'ouvrage de l'assemblée électorale qui avait nommé Arthaud à cette place. En conséquence, sans lui donner connaissance des signatures de la dénonciation, je lui dis que je répondrais ce qu'il voudrait et qu'il fit lui même le projet de la réponse, ce qu'il fit. Et certes, il ne se blâmait pas dans cette réponse ! Les dénonciations persistant, la direction envoya un commissaire sur les lieux pour prendre des renseignemens. Ce commissaire étranger s'adresse à moi. J'envoie chercher Arthaud ; ils concernent ensemble les moyens de prendre ces renseignemens et on imagine bien qu'Arthaud n'adressa pas ce commissaire à ses ennemis. Bref, depuis ce moment, il resta tranquille dans sa place (1) et il ne s'en prévalut dans la suite que pour m'inquiéter et me nuire et me vouer une haine qui a failli me perdre.

(1) Henry Arthaud fut en effet l'objet de dénonciations qui motivèrent une enquête. Mais, contrairement à ce qu'affirme Verdolin, il n'était point question de « mœurs ». D'autre part, il y a confusion — volontaire ou non — dans l'esprit de l'auteur des *Mémoires*, au sujet de la personnalité du « failli ». Ce n'était point Henry Arthaud, mais son père, qui n'avait pu faire honneur à ses engagements commerciaux. Le 24 décembre 1792, au conseil du département, le citoyen Delage, contrôleur des postes de Lot-et-Garonne, fit part de l'enquête dont l'avait chargé l'administration supérieure. Le Département devait d'ailleurs mener une enquête parallèle. Le 15 janvier 1793 il écrivait au District la lettre suivante, confirmée, le 30 du même mois, par le procureur général syndic :

« Nous vous avons envoyé depuis plusieurs jours copie de la lettre du Ministre des contributions publiques par laquelle il marque qu'on lui a assuré que le citoyen qui vient d'être nommé par l'assemblée électorale du district de Tonneins à la place de directeur de la poste de votre ville n'a aucune des qualités propres à mériter la confiance publique ; que ses affaires sont dérangées, qu'il existe contre lui plusieurs condamnations dont l'ensemble s'élève à

Le ministre du culte protestant Dubois, lors juge de paix, ne cessait de me tracasser par des dénonciations continuelles contre un autre ministre protestant, Lagarde, que la municipalité de Tonneins avait fait emprisonner à l'instigation de Dubois, que j'avais fait mettre en liberté et qui, enfin, fut forcé de fuir pour se soustraire aux persécutions (1). Tantôt

une somme assez forte et que sa gestion inspire au commerce les craintes les plus vives et les mieux fondées.

« Nous vous prions de nouveau de vouloir bien vérifier les faits avec toute l'attention possible et nous faire part des résultats de vos recherches pour les communiquer au Ministre le plus tôt possible. Nous serions bien fâchés que cette dénonciation fût fondée. Nous attendons là-dessus votre avis ultérieur. »

Le Département n'eut pas lieu d'être « fâché ». Henry Arthaud garda sa place. Verdolin nous dit comment et pourquoi. (Archives départementales, série L. 30, pages 8 et 9 et correspondance du département.)

(1) Le ministre protestant Lagarde fut en butte, comme le dit Verdolin, à l'hostilité de Dubois soutenu par la municipalité et la société populaire.

Le 18 décembre 1792, Jouan le Jeune pria le club jacobin de lancer « les foudres de la proscription contre Lagarde, ministre de l'un des cultes ». Et l'assemblée d'applaudir et d'approuver la motion de Jouan, car elle ne voyait dans la personne du pasteur « qu'un homme dont les démarches contrastaient singulièrement avec les paroles..., un homme dont l'influence devait être prépondérante, un caractère dominant qui ne souffrait point la communion précieuse de l'égalité » !

Et alors les dénonciations allèrent bon train ! Voici l'une d'entre elles, mentionnée dans un arrêté du directoire du district de Tonneins, pris sur la réquisition de Verdolin le 4 avril 1793.

« Vu la délibération prise par les anciens et les membres composant l'assemblée de Dubois, ministre protestant à Tonneins, dans laquelle ils articulent divers griefs contre le citoyen Lagarde, ancien ministre protestant de la ville de Tonneins et lui reprochent : d'avoir répugné à ce que dorénavant il ne serait établi qu'une seule église, en disant tout court « non ! » et en disant en outre que le sieur Dubois n'était pas un ministre, ni même n'aurait jamais paru dans aucun synode ; d'être un chef de désordre qui ne fait par ses dépradations qu'altérer la tranquillité publique, ce que nous éprouvons depuis plus de trente ans, disent les pétitionnaires, surtout depuis l'arrivée du sieur Lagarde ;

« Vu le réquisitoire du procureur de la commune de Tonneins qui conclut à ce que la délibération des citoyens composant l'assemblée de Dubois soit envoyée à l'administration du département, pour que dans sa sagesse elle prononce ce qu'elle verra être juste dans l'intérêt de la tranquillité publique et surtout dans l'intérêt des demandeurs qui doit être pris en essentielle et prompt considération, eu la légitimité de leurs demandes ;

« Considérant que dans tout Etat bien organisé le législateur et les magistrats ne considèrent les hommes que sous les rapports qu'ils ont avec leurs concitoyens et nullement sous leurs rapports avec l'Etre suprême, qui approuve toutes les manières de l'honorer, pourvu qu'elles soient marquées au coin de la bonne foi ;

« Considérant que ces grands principes ont été considérés d'une manière

Dubois me représentait sa misère, tantôt il me demandait d'appuyer ses demandes pour avoir des pensions ecclésiastiques (1), tantôt il me demandait une église pour faire ses fonctions. J'avais beau lui déclarer mon incompétence pour de pareilles demandes, il prenait mes observations pour des refus. Un jour, il poussa l'inconséquence à me demander une place d'aumônier protestant dans un des bataillons nouvellement formés. Sachant que cet homme était à charge

bien claire dans l'article X de la déclaration des Droits de l'Homme où il est dit que *nul ne doit être inquiété pour ses opinions mêmes religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble point l'ordre public établi par la loi* ;

« Considérant que les dissentimens des ministres Dubois et Lagarde sont, aux termes mêmes de la délibération des membres de l'assemblée du premier, le résultat d'une différence d'opinion religieuse, sinon quant au dogme, du moins quant à la discipline ;

« Considérant que si les magistrats doivent, conformément à la loi, sûreté et protection aux ministres de tous les cultes, pourvu que leur doctrine ne soit point en opposition avec le système politique de l'Etat, il serait cependant bien dangereux de leur donner trop d'importance, en leur accordant une attention plus particulière qu'au reste des citoyens qui sont leurs égaux et leurs frères ;

« Considérant que dans un Etat qui se régénère, le magistrat doit consulter les circonstances, travailler de toutes ses forces et par des moyens de douceur et de persuasion à faire sympathiser les mœurs avec le nouveau gouvernement et prendre garde surtout de ne pas se servir inconsidérément de la verge de la loi ;

« Oui, et ce requérant le procureur-syndic, le directoire du district estime que ces débats qui se sont élevés entre les ministres Dubois et Lagarde, étant purement religieux, ne sont pas du ressort d'un corps administratif, qui n'a pas le droit de commander aux consciences, et que cependant comme ces funestes querelles peuvent influencer sur la tranquillité de la ville de Tonneins, il serait peut-être à propos que l'administration du département écrivit aux citoyens de la ville une lettre paternelle pour les engager à honorer tranquillement la divinité, chacun à sa manière et d'après sa conscience, et de renoncer enfin à leurs malheureuses discussions qui détournent leurs regards du salut de la République dont leur patriotisme énergique les rend si dignes de s'occuper ».

Lagarde s'était installé à Tonneins en 1781. Après avoir quitté cette ville, il fut emprisonné quelques jours à La Réole. De retour à Tonneins, il y resta jusqu'en 1812, puis devint pasteur à Larnas (Ardèche). Il y mourut vers 1815.

(1) Le directoire du district de Tonneins eut à prendre une décision sur ces demandes incessantes du pasteur Dubois. Le 9 janvier 1793, ce dernier sollicitait une pension curiale ; il faisait valoir tous ses titres, politiques et autres : ministre protestant à Tonneins ou dans les villes voisines depuis 35 ans, maire de Tonneins, président de l'assemblée électorale du district en 1792, juge de paix. D'autre part, « il s'est constamment occupé à faire végéter le feu sacré du patriotisme et il a défriché trois églises » ! Le directoire déclara qu'il ne pouvait accorder à un ministre protestant une pension réservée aux prêtres catholiques. (Archives départementales. Délibérations du directoire de Tonneins.)

à toutes les personnes tranquilles de Tonneins, je fis avertir les principaux du moyen qu'il y aurait de s'en défaire en lui assurant une pension de 1.200 francs et que de mon côté, je le ferais partir comme il l'avait demandé. Dans le jour j'eus la soumission pour les douze cens francs qui devaient être payés d'avance. Mais Dubois ne voulut plus partir, l'ayant dès lors prié de me laisser tranquille, il me voua sa haine et sa vengeance.

Cependant la ville de Bordeaux avait déjà levé une force départementale, déjà cette force était à Langon, déjà la municipalité de Bordeaux m'avait donné avis du passage de cette force sur le territoire du district. J'avais envoyé cet avis au gouvernement pour en recevoir des ordres (1), déjà le procureur-syndic de Casteljalous, David, m'invitait à faire armer les communes du district pour les joindre aux siennes à Aiguillon à l'effet de nous opposer au passage de la force bordelaise.

J'envoyai aussi cette invitation au département. Déjà la municipalité de Tonneins, Jouan à la tête, avait à mon insu et sans que j'eusse les moyens de m'y opposer, fait arrêter plusieurs bateaux de grains destinés pour Bordeaux et qu'il avait fait distribuer aux sans-culottes. Il ne me restait d'autre moyen que d'en donner de suite avis au Département après avoir inutilement cherché à ramener la commune de Tonneins à remettre ces grains et à discontinuer ses pirateries. Déjà des commissaires envoyés par le Département de Bordeaux étaient venus à Tonneins pour réclamer la remise des grains arrêtés. Sachant que le peuple s'ameutait, je les fis partir nuitamment pour aller à Agen chercher des ordres (2). Déjà le comman-

(1) Le 21 juillet 1793, le Conseil du département envoya deux commissaires au devant du bataillon des Bordelais pour l'engager à regagner ses foyers. (*Inventaire de la série L*, page 37 a.)

(2) Le 25 juillet 1793 un courrier extraordinaire vint au conseil du département exprimer les craintes qu'éprouvait la ville de Bordeaux de manquer de subsistances, celles qu'elle avait fait venir de Toulouse et de Moissac étant arrêtées par la municipalité de Tonneins (série L. 31, page 20 et 21). Le conseil donna l'ordre de restituer les grains (série L, page 128 b), mais sans obtenir de résultat. Il fallut l'intervention d'Ysabeau et de Baudot pour trancher la question (septembre 1793). (Archives départementales, L. 31, page 96.)

dant de la force bordelaise m'avait écrit de Langon que si dans vingt-quatre heures les grains arrêtés dans la commune de Tonneins n'étaient pas partis, il allait venir avec sa troupe pour se faire faire raison. Il est aisé de concevoir quels étaient mes embarras et mes craintes de voir le district troublé et agité. Le Département était toujours le point sur lequel je me rejetais, mais le Département lui-même était trop faible pour oser rien entreprendre (1) contre la commune de Tonneins qui s'était déclarée pour ainsi dire en révolte contre le District et le Département, jusques-là qu'ayant convoqué le conseil général du district, je fis délibérer que le Département serait prié d'autoriser notre translation dans la commune de Clairac pour pouvoir avec plus de sûreté réduire la rébellion de celle de Tonneins.

Les citoyens honnêtes de Tonneins, voyant notre embarras et nos craintes, avaient formé une société sous la dénomination de *Cercle* (2). Il n'y avait ni présentation ni admission ; y allait qui voulait. Je fus invité d'y aller, j'y fus quelquefois. Il n'y a jamais été agité que les moyens de défense en cas d'attaque ouverte de la part de la municipalité. Je puis dire avec vérité de n'y avoir jamais entendu tenir aucun propos contraire aux principes d'honneur, de probité et de respect aux personnes et aux propriétés.

(1) Les délibérations des deux administrations de département : Conseil et Directoire, les correspondances officielles justifient l'opinion sévère de Verdolin. C'est à peine si de temps à autre, quand Jouan le Jeune se montre par trop violent, le Département esquisse un geste en faveur du district et du procureur-syndic. Ça et là quelques encouragements timides et craintifs, rarement un acte.

(2) A cette époque (juin 1793) il y avait trois clubs politiques à Tonneins : la société populaire proprement dite, la société politique et le Cercle, qui tenait séance chez la citoyenne Lassuderie. La « Politique » fusionna bien vite avec les amis de la Liberté et de l'Egalité. Quant au *Cercle*, malgré les attaques incessantes dont il fut l'objet de la part de Jouan et des amis de ce dernier, et précisément à cause de ces attaques, il refusa de se soumettre à l'omnipotence tyrannique du procureur de la commune. Les modérés continuèrent à le fréquenter. D'où colère de Jouan et des amis de la Liberté et de l'Egalité. Henry Arthaud demanda qu'on chassa du club jacobin tout citoyen faisant également partie du Cercle. Lacoste, notable de Tonneins, et Girou, secrétaire du district, eurent le courage de protester. Il s'en suivit un tumulte indescriptible. Les attaques continuèrent ; la lutte devint plus ardente, mais aussi très inégale.

Les débris d'un bataillon de l'Aude passant et logeant à Tonneins, un soldat s'étant noyé en se baignant, ses camarades le portèrent chez le médecin Laperche. Sa fille, ayant fermé la porte à la vue d'un homme nu, — d'ailleurs son père n'étant pas à la maison — on enfonce les portes, les croisées. On entre, on brise tout. La fille et la servante se sauvent par derrière, en sautant par une fenêtre du premier. On menace d'incendier la maison. La municipalité est instruite de ce qui se passe ; elle se cache ; on vient m'en instruire ; je cours à la municipalité ; je n'y trouve personne ; je fais chercher Jouan ou quelque autre membre. Jouan s'était réfugié au club ; j'y vais ; je lui parle, je l'exhorte, j'ordonne, je menace. Il part, mais lentement. Je reviens à la commune ; Jouan temporisait sous prétexte qu'il n'y avait pas assez de citoyens avec lui. Cependant les dévastations continuaient chez Laperche. J'entends que la troupe donnait la générale. Je sors avec Farcit et quelques citoyens sans armes. Nous allons vers la maison de Laperche. En allant, nous rencontrons une troupe de soldats mutinés ; je veux leur parler pour les ramener à l'ordre : ils me menacent. Je tire mon écharpe pour me faire reconnaître, les sabres sont levés sur ma tête. Des citoyens m'entraînent chez Mathieu Arthaud. Un instant après Jouan passe avec la force armée. Le commandant du bataillon avait déjà fait cesser le pillage et la dévastation. La nuit fut calme, mais le lendemain

Les jacobins dominaient et les modérés, traités de fédéralistes, de protecteurs d'aristocrates, et par conséquent disqualifiés, durent courber la tête. Le 18 juillet 1793, la municipalité de Tonneins demandait au Département la dissolution du Cercle, dont elle avait fait consigner et désarmer les membres les plus influents. Agen fit la sourde oreille et, fidèle à ses douces habitudes, se garda bien d'intervenir. Le 10 septembre, Jouan le Jeune renouvela cette petite opération de police : il fit incarcérer treize citoyens et désarmer cinquante membres du Cercle qu'il consigna chez eux. Cette fois, le Département s'émut et désigna l'un des administrateurs, Filhastre, pour procéder à une enquête sur place. Jouan et la municipalité se livrèrent alors à un simulacre attendrissant d'union et de réconciliation générales, dont le bon Filhastre fut la dupe. Le commissaire du Département parti, les événements reprirent leur cours naturel et la lutte continua ; elle aboutit à la dissolution du Cercle social, sur l'ordre des représentants du peuple en mission. (Archives de Lot-et-Garonne. Délibération de la Société populaire de Tonneins. Registres de correspondance, et Bonnat, *Les Troubles de Tonneins*, op. cit.).

on mène dans mon bureau deux soldats de ce bataillon, qui déclarent que certains citoyens — qu'ils désignèrent assez pour voir que Jouan était à leur tête — avaient fait boire et manger les plus déterminés d'entre eux pour qu'ils fussent dans la nuit piller et égorger les propriétaires de plusieurs maisons qu'ils désignèrent et marquèrent à la craie. On imagine bien que je n'étais pas oublié. Je fis partir le lendemain un exprès pour donner avis au Département de ce qui s'était passé et de ce qui avait été déclaré. Mais le Département, faible et craintif, n'osa rien faire ni entreprendre contre ce bataillon, ni contre la municipalité de Tonneins (1).

Dans ce même temps, la municipalité de Toulouse députa vers celle de Tonneins un commissaire. Jouan, à qui il fut adressé, convoqua le club à mon insu. Je ne m'y rendis pas. Mais on me rendit compte que ce commissaire nommé Julien, après avoir fortement tonné contre les Bordelais, après avoir, pour mieux dire, exhorté les sans-culottes à se défaire de tout ce qu'ils regardaient pour suspect dans les communes du district, avait demandé que le club nommât un député pour aller à Toulouse se joindre à d'autres députés et au représentant du peuple Chabot, qui y était alors, pour prendre des mesures pour un massacre général (2). Venés, membre du tribunal

(1) J'ai raconté cet incident dans la *Revue de l'Agenais* (1905, p. 174), d'après les procès-verbaux du conseil du département et le récit d'un des chasseurs entendu par l'administration. C'est le 10 juin 1793 qu'eut lieu la scène dont parle Verdolin. L'arrivée du commandant et des officiers du bataillon y mit fin. Le conseil général de Tonneins n'en félicita pas moins Jouan le Jeune « d'avoir à lui seul arrêté les excès commis par 200 soldats qui revenaient de la Vendée ! » On voit par le récit de Verdolin, confirmé par les textes officiels, ce qu'il faut penser de ces félicitations.

(2) C'est le 24 mai 1793, que Julien, agent de Robespierre, vint « inviter la société populaire à envoyer un membre de cette société à Toulouse, pour se concerter avec les autres députés de toutes les sociétés majeures de dix-sept départemens voisins des Pyrénées sur les mesures à prendre pour l'intérêt de cette frontière. » (Délibération de la société populaire). Il s'agissait encore — d'après la déclaration de Venés au conseil du département — de « prendre des mesures de sûreté générale... tendantes à démasquer tous les complots qui pourraient être formés contre la Liberté et l'Egalité. » (Archives de Lot-et-Garonne, série L. 30, p. 143.)

Le représentant du peuple Chabot, dont parle Verdolin, était l'élégant capucin qui prit femme, à la Révolution, et fut député à la Législative et à la Con-

judiciaire de Tonneins, fut nommé député (1). Ils devaient partir le lendemain. Je me concertai avec Farcit et quelques autres citoyens ; Girodeau, Harmand et Crebessac étaient déjà terrorisés. Je fis partir un gendarme dans la nuit pour remettre au Département une lettre, dans laquelle je lui marquais ce qui se passait. Mais le Département se borna à faire arrêter Venés et Julien et leur laissa ensuite continuer leur route pour Toulouse (2). Mais les habitans de Toulouse, qui connurent sans doute les dangers d'une telle réunion, la bafouèrent et la dissipèrent par la force et Venés se retira honteusement à Tonneins, après avoir, dit-on, reçu des coups sur les épaules.

Quelques jours après les représentans du peuple Ysabeau (3)

vention. Rédacteur du journal *Le Catéchisme des Sans-Culottes*, il fut l'un des membres les plus influents du club des Jacobins. Accusé de malversations par Robespierre, il fut décapité le 5 avril 1794.

(1) Venés fut élu en remplacement de Jouan le Jeune, qui refusa la mission dont l'avaient chargé les sans-culottes de Tonneins. Le voyage à Toulouse se faisait aux frais de la société.

Venés avait été élu membre du conseil du département et juge au tribunal du district (19 novembre 1792). Il opta pour cette dernière place, mieux rétribuée, et donna sa démission d'administrateur en septembre 1793. C'était un des membres les plus assidus de la société populaire où il avait fini par se créer une spécialité : celle de chanteur. A la prière de ses collègues du club, ou plus exactement sans se faire prier, il grimpait souvent sur l'estrade où se tenait le bureau, et, la tête coiffée du bonnet rouge orné de la cocarde tricolore, il entonnait, au milieu des applaudissements de l'assistance, quelques couplets patriotiques de sa composition. Jouan le Jeune, qui l'honorait de son amitié, le qualifiait toujours de *patriotique Venés*.

(2) Venés et Julien furent, en effet, arrêtés par le Département le 27 mai 1793. On les retint pendant une heure environ, puis on les relâcha, après que Venés eut expliqué à ses collègues du conseil la mission dont l'avait chargé les sans-culottes de Tonneins. Il leur demanda même l'autorisation de les représenter *officiellement*, ce qui lui fut refusé, mais on le laissa libre de continuer sa route et d'agir comme il l'entendrait. Cette arrestation, ou plus exactement cette entrave apportée à l'exécution de la mission confiée à Venés eut le don d'exciter la colère de la société populaire de Tonneins qui protesta énergiquement, le 26 mai, par la voix de Jouan le Jeune.

Venés ne resta pas très longtemps à Toulouse. Le 9 juin, il avait repris sa place au club jacobin.

(3) Claude-Alexandre Ysabeau, ex-oratorien, ex-curé de Saint-Martin de Tours, député d'Indre-et-Loire, plus tard membre du Conseil des Anciens. Sous l'Empire, il fut employé des postes à Paris ; proscrit par Louis XVIII, il mourut en 1831. (Aulard, *Recueil des Actes du Comité de Salut Public*, t. III, p. 215.)

et Baudot (1) vinrent à Tonneins. Ils se rendirent d'abord au district, accompagnés d'un grand nombre de citoyens, qui remplirent la salle des séances. Leur arrivée imprévue me fit plaisir, par l'espoir que j'avais que par leurs conseils ou autrement ils mettraient fin aux persécutions que j'éprouvais de la part de la municipalité de Tonneins, qu'ils ramèneraient au devoir (2). Mais quelle fut ma surprise, lorsque par leurs discours suivis et non interrompus, qui durèrent pendant plus d'une heure, je les entendis exhorter le peuple à violer le respect dû aux personnes et aux propriétés ; que la Convention dont ils étaient membres avait détruit et anéanti l'aristocratie nobiliaire et sacerdotale ; qu'il fallait qu'à son tour le peuple détruisit et anéantît l'aristocratie mercantile et bourgeoise, ennemies nées du peuple ; qu'il fallait réduire l'infâme ville de Bordeaux à la misère et à la famine, en interceptant tout ce qui lui serait envoyé par terre et par eau. Je frémis d'horreur et d'indignation en entendant de tels discours. Je crus de mon devoir de leur dire que le peuple n'avait pas de meilleurs

(1) Marc-Antoine Baudot, médecin à Charolles, député de Saône-et-Loire à la Législative et à la Convention, décrété d'accusation en 1795, chef de division au ministère de la guerre sous Bernadotte, retiré sous l'Empire, proscrit en 1816 par Louis XVIII, mort à Moulins, dans son pays d'origine, en 1837. « Il a laissé des *Mémoires* dont Edgar Quinet a donné des fragments » dans sa *Révolution* (Aulard, *op. cit.*, p. 215.)

(2) Verdolin ne pouvait ignorer que les représentants du peuple venaient à Tonneins pour « épurer » les autorités constituées.

La lutte entre la municipalité et le district était, à cette époque, plus ardente que jamais. Elle se poursuivait à coups d'arrêtés contradictoires et perfides. Le 3 août 1793, Verdolin, d'ordinaire plus calme et plus réservé, n'hésita pas à attaquer violemment la municipalité qui venait de faire emprisonner les citoyens Guichard et Galup, « sous prétexte qu'ils avaient causé du trouble à la société populaire ». Les citoyens de Tonneins, dit Verdolin, sont « las et fatigués des persécutions que leur fait éprouver depuis quelque temps la municipalité, soit par des incarcérations illégales, soit par des menaces, soit par des dénunciations calomnieuses faites au Département, à la Convention, aux Sociétés populaires ». Sur sa réquisition une lettre de reproche et de protestation fut adressée à la municipalité.

La riposte ne se fit pas attendre. Le 4 août le conseil général de la commune protesta à son tour violemment contre la « diatribe » du District. Il tonna contre les administrateurs : « Le Conseil général ne s'épouvantera pas ni de vos menaces, ni de celles de ces prétendus honnêtes citoyens, selon vous victimes d'une persécution non méritée. Il fera passer à qui de droit l'historique vraie, mais scandaleuse, des Isaacs et des Ismaëls, comme des Géroboams qui divisent

amis dans le district que la classe mercantile et bourgeoise qu'ils venaient de proscrire et que je ne connaissais pas le crime dont les Bordelais avaient pu se rendre coupable pour mériter un pareil traitement.

Baudot me répondit avec fureur que ceux qui prenaient ainsi le parti des proscrits étaient aussi les ennemis du peuple. J'allais lui répondre, lorsque le mielleux Ysabeau me demanda à quelle heure je serais visible le lendemain seul dans mon bureau ou chez moi, où il viendrait pour conférer avec moi et me communiquer des choses de la plus haute importance, ajoutant que les renseignemens qu'ils avaient eu sur mon compte, les assuraient qu'ils pouvaient me donner leur entière confiance. Je répondis à cette honnêteté, en leur demandant leur heure pour le lendemain dans leur logement. Ils persistèrent à vouloir venir ; ils se levèrent, prirent congé du Dis-

les tribus et attendra avec patience un tribunal plus équitable que celui de Saint-Yves et de Lévi (sic) et se tiendra ferme au poste pénible et désagréable que leurs commettans et la loi leur ont assigné, quoique vos manœuvres le rendent insoutenable. En finissant, ils vous déclarent que le Conseil général de la commune ne peut plus vous accorder sa confiance et termine cette désagréable missive avec la douleur et l'indignation la plus profonde et avec les sentimens qui vous sont dûs ! Suivait une autre réponse, moins violente, plus habile et plus souple de Jouan le Jeune, qui est évidemment l'auteur de la première.

Le 9 août suivant, 140 citoyens venaient protester au Directoire « contre le despotisme de Jouan, procureur de la commune et contre la Société populaire. Verdolin, dans des considérans très durs, fit constater par le Directoire que « les citoyens de Tonneins ne jouiraient jamais de leur tranquillité tant que le procureur de la commune conserverait ses fonctions, et d'après les vexations dont il se rend coupable depuis longtemps, le directoire persistait dans ses précédents avis tendant à le suspendre de ses fonctions. » (Archives de Lot-et-Garonne, série L. Délibérations du directoire de Tonneins.)

La lutte, on le voit, était dans sa période aigue. Il fallait qu'à bref délai l'un des adversaires succombât et, naturellement, ce devait être suivant le mot du conventionnel Mailhe, « le républicain luttant contre un jacobin ».

Déjà, à la société populaire, le 15 août 1793, Jouan avait demandé la destitution de tous les administrateurs fédéralistes. Déjà, il avait annoncé que les représentans du peuple lui donneraient satisfaction. Déjà le 22 août, sa parole véhémence avait trouvé un puissant écho dans l'assemblée quand il avait exigé « que les maisons des monstres que la Convention a vomis de son sein fussent rasées, que leurs écrits fussent brûlés ; que leurs noms infâmes ne passent à la postérité que comme ceux des Nérons, des Commodos, des Héliogabales ; qu'ils fussent rayés de tous les registres publics et que leurs têtes tombassent sous le fer de la guillotine. »

trict. Mais j'étais si plein et si indigné de leurs discours devant le peuple, que je n'eus la force de les accompagner que jusqu'à la porte extérieure du district, où je pris congé d'eux sous prétexte que des affaires m'appelaient dans mon bureau.

Crebessac les accompagna. Ils se rendirent d'abord sur la place où ils haranguèrent encore le peuple comme au district, puis ils furent à la municipalité, où Jouan déclama fortement contre le district et particulièrement contre moi qu'il dépeignit comme le protecteur le plus déterminé des aristocrates et des royalistes et comme le persécuteur le plus acharné des patriotes. De là, ces représentans, accompagnés de la municipalité et d'une foule innombrable de peuple, se rendirent au club où je me rendis aussi et où j'entendis la répétition des discours prononcés au district (1). Il est facile de concevoir que je ne dormis pas beaucoup dans la nuit. Cependant ayant convoqué le lendemain Crebessac, Girodeau, Harmand et Farcit, membres du directoire du district, nous décidâmes d'aller faire visite aux représentans chez Bacqué, où ils étaient logés. Nous y trouvâmes Jouan, Henry Arthaud et Dubois qui avaient soupé avec eux la veille. Ils sortirent à notre arrivée. Baudot était dans son lit; il se leva. A peine fumes-nous assis qu'Ysabeau me dit qu'il va me remettre un arrêté qu'ils venaient de prendre pour la destitution de Brunet-Latuque, président du tribunal judiciaire de Tonneins (2), à qui je devais le notifier moi-même. J'eus beau leur représenter que les principes de Brunet ne leur étaient sans doute pas connus, qu'ils

(1) C'est le 17 septembre 1793 que Baudot et Ysabeau se rendirent à la société populaire. On les attendait depuis le 22 août; la citoyenne Girou s'étonnait de ce retard: « Ces brigands sont donc en prison à Bordeaux, s'écria-t-elle ». Ce propos, répété aux amis de Jouan, motiva son exclusion du club. Les conventionnels venaient de La Réole. Dans leurs discours, très violents, ils annoncèrent leurs intentions de destituer les fédéralistes et d'épurer les autorités constituées.

(2) Brunet-Latuque, avait été constituant, puis, le 14 octobre 1790. élu premier juge, c'est-à-dire président du tribunal du district de Tonneins par 40 voix sur 62 votants; constamment réélu, notamment le 19 novembre 1792. A la société populaire de Tonneins, on l'appelait Judas-Latuque ou le traître Brunet!

avaient été trompés sur son compte, ils persistèrent et leur secrétaire, Perrin d'Orval, prenant la parole, dit qu'il était étonnant que j'osasse faire des représentations et que j'en verrais bien d'autres. Il me fut facile d'entendre ce que cela voulait dire. Je demandai à Ysabeau l'heure à laquelle il voulait venir au district. Il me répondit que leurs affaires les obligeaient à partir, mais qu'ils me transmettraient leurs ordres lorsqu'ils seraient rendus à La Réole. Nous nous retirâmes. Je fus de suite, la larme à l'œil, porter la destitution à Brunet, qui en exigea la notification par un gendarme. Nous présageâmes ensemble partie des maux qui nous sont arrivés. Je me rendis dans mon bureau que je mis en règle, et trois jours après, un gendarme vint me porter par l'intermédiaire de la municipalité de Tonneins ma destitution. A peine l'eus-je reçue que je partis pour me retirer chez moi (1).

RENÉ BONNAT.

(*A suivre*).

(1) A la date du 22 septembre 1793, le successeur de Verdolin a pris possession depuis quelques jours des fonctions de procureur-syndic (Correspondance du département, série L., Archives de Lot-et-Garonne.) Au reste, depuis le 26 août 1793, Verdolin se fait toujours remplacer par Harmand, substitut du procureur-syndic. Son nom de parait plus dans les procès-verbaux du district. Le secrétaire Girou, à qui la municipalité avait refusé un certificat de civisme, disparaît avec lui ; il est remplacé par Frézal, chef de bureau, puis par Merle, secrétaire de l'administration du district nommé par les représentants en mission. Ce dernier prit possession de son poste le 20 septembre 1793.

LETTRES

DE BORY DE SAINT-VINCENT^(*)

CXXIII

A Monsieur Léon Dufour.

Paris, ce 22 mai 1826.

Je ne sais, mon cher Dufour, si je réponds à votre dernière, mais ce que je sais bien, c'est que je comptais vous écrire longuement et joindre à ma lettre un petit ouvrage par l'occasion de Lamarque qui devait venir dîner dans ma philosophique retraite avant son départ. Une fièvre cérébrale le retint et me priva du plaisir de lui faire voir comme on fait bonne chère chez moi. Pendant qu'il était au lit grelottant, j'y étais aussi pour érésypèle abominable et furieux, qui, à la suite d'un excès de travail microscopique de plusieurs jours et de plusieurs nuits me prit aux paupières, au front et au nez, avec des douleurs pires que celles que peut causer le *furia infernalis*, s'il existe. Les sangsues en quantité, des sinapismes aux pieds, des cataplasmes, me tirèrent d'embarras ; mais je n'en fus pas moins comme aveugle pendant huit à dix jours, sans compter huit à dix jours de convalescence, ce qui m'a singulièrement arriéré, au point que je ne sais plus comment me reconnaître au milieu des lettres à répondre et des épreuves à corriger que j'ai trouvées accumulées sur mon bureau. Joignez à cela qu'à peine guéri, mon bon et vieil ami Delise qui m'a constamment aimé, qui ne m'a jamais tourné en ridicule dans ses lettres à mes correspondans, qui m'a toujours montré une fidélité semblable à la mienne et qui a cru pouvoir m'apporter quelques consolations par sa présence, mon camarade enfin, élève et émule de vingt-cinq ans, m'est tombé ici. Vous sentez bien que les libraires ont été envoyés au diable, au moins pour la moitié du temps

(*) Voir *Revue de l'Agenais*, t. xxxiii, p. 560.

que je leur donnais ordinairement. Nous n'avons plus rêvé que lichens et hydrophytes. Il a été abasourdi de mes richesses....

Il s'est mis à courir Paris et à fureter les herbiers. Avec ma recommandation et sa réputation naissante tout lui a été ouvert. On lui a beaucoup donné. Il a aussi enrichi tout le monde avec l'immensité de doubles qu'il avait portés avec lui... Il vient tous les jours à quatre heures dîner avec moi ; car j'ai exigé qu'il n'eût d'autre table que la mienne, et après avoir pris le café et bavardé guerre pendant une heure, nous nous remettons vers six heures aux lichens et aux fucus qu'il connaît parfaitement bien. Le temps passe avec lui comme le vent, et je prends tant de plaisir à le garder que j'en engraisse. Ne viendrez vous pas ajouter à mon embonpoint et le remplacer ici ? Ce serait fort aimable à vous. Ce pauvre Delise s'était bercé de l'espoir de vous voir ici et que votre voyage coïnciderait avec le sien. Il partira sous huit jours tout marri de vous avoir manqué... .

.....(Il lui demande toujours des échanges, des conferves, des lichens, des fucus, surtout venant d'Espagne. Il sera content de l'ouvrage de Delise sur les stictes et les lichens, où son nom est souvent cité. Il lui en manque toujours quelques uns)... Vous voyez par là qu'il n'y a pas moyen de tout avoir. Il faudra en vérité que je fasse un voyage au Pérou ou au Mexique pour me compléter.

En attendant, agréez l'assurance des sentiments de tendresse avec lesquels je suis de vous et des vôtres, le sincère.

B. DE SAINT-VINCENT.

(Paris ce 22 mai 1826, chez M. Guyard, bureau du *Moniteur Universel*, rue des Poitevins.)

CXXIV

A Monsieur Léon Dufour...

Paris, ce 25 juin 1826.

Puisque vous devez venir nous voir à la mi-juillet, je ne vous en dirai pas aussi long cette fois-ci que je l'eusse fait, si je n'eusse pas eu l'espoir de vous en dire bien plus de vive voix sous quinzaine. Je ne vous jette que des mots sur le papier pour vous annoncer que je fais mettre à la poste mon article *Matière*, refondu, revu, châtié, etc., auquel j'ajoute un tableau des *Microscopiques* que vous pourrez joindre à l'essai que je vous envoyai naguère, s'il vous prend jamais fantai-

sie de faire brocher en un petit volume les divers opuscles que j'ai ainsi fait imprimer à part et dont je dois vous avoir envoyé plusieurs, en ayant du reste ici quelques autres à votre service.

Quand nous nous serons vus, vous n'aurez sans doute plus à vous plaindre de *phrases irritatrices*. Je vous remettrai les pièces qui m'y ramènent quelquefois, malgré moi, et qui, m'ayant été dans le temps adressées, me blessent la vue et le cœur. Votre présence cicatrisera toutes ces piqûres ; vous mettrez ces lettres au feu et il ne restera plus de motifs à irritation. Venez donc vite et faites comme Delise ; venez vous loger dans mon voisinage et prendre votre pension chez votre ami, c'est à-dire dîner avec lui tous les jours sans façon. Grâce à un ancien frère d'armes, digne officier, mon camarade, qui, ne faisant pas de livres, tue le temps en faisant la cuisine, nous avons un ordinaire délicieux, et ma dépense est pourtant fort raisonnable. Nos potages sont sans pareils. Alexandre Laborde (1), la famille Bosc, les Geoffroy Saint-Hilaire (2), Jullien (3) et autres chefs de maison qui viennent en tâter, leur ont fait une grande réputation. Il n'y a que nos soupes vertes qui puissent leur être comparées. Nous les réservons pour les jours où ma fille, à qui elles sont ordonnées, vient dîner avec moi. Je reçois trois fois par semaine quelques amis, en très petit nombre, car j'en ai peu et la maison de Socrate n'est pas grande, mais elle est commode ; et encore une fois on y devient gras, sensuel et gourmand. Ses caribons, ses artichauts farcis, ses rognons à la spartiate, ses tendons de veau à l'engoulevent et autres mets de son invention me consomment le temps que n'absorbent pas les imprimeurs et le soin de mes collections. Moi qui jadis, et avant de devenir sage et philosophe pratique, n'eût pas

(1) Laborde (Alexandre-Louis-Joseph, comte de) né à Paris (1774-1842) d'abord marin, puis militaire, maître des requêtes, puis directeur des Ponts et Chaussées sous l'Empire, fut reçu en 1813 membre de l'académie des Inscriptions. Député de la Seine en 1822, il fit de l'opposition au ministère Villèle, soutint Martignac et prit une part énergique à la Révolution de juillet. Il devint après préfet de la Seine et aide de camp du Roi. Il publia de nombreux ouvrages sur ses voyages en Espagne et en Autriche, sur Paris, sur Versailles, etc.

(2) Geoffroy Saint-Hilaire, célèbre naturaliste, né à Etampes (1772-1844), associé de Cuvier dans tous ses travaux, et l'un des membres les plus actifs de l'académie des Sciences (1807-1844).

(3) Jullien, de Paris, fils du conventionnel Jullien de la Drôme, né à Paris (1775-1848), joua un rôle politique très accusé pendant la Révolution et sous le 1^{er} Empire, fut plusieurs fois révoqué par Napoléon, combattit la Restauration, et créa, en 1818, la *Recue Encyclopédique* ; ne s'occupa plus que de sciences, les dernières années de sa vie.

donné deux sous d'un plat de Véfour et auquel l'ail, le gaspacho, les oignons et le fromage, avec de l'arros à la *Valenciana*, suffisait, je vois venir l'heure du diner avec une sorte de ravissement. Vous jugerez si j'ai raison et ajouterez à la satisfaction que me cause mon petit ordinaire, en m'apportant la recette de la *garbure*. On doit en faire chez vous. La pauvre dame Thore m'en faisait manger d'excellente à Dax. C'est un mets de Gascogne dont vous habitez le *cap*. N'oubliez pas cet article très important ; après les hydrophytes, les lichens et les fougères, les garbures sont ce que j'aime le plus. Vous feriez bien de prendre une petite leçon de votre cuisinière, non que je vous dise de perdre quelques jours à y exceller, mais pour pouvoir ici, en une matinée, diriger, la recette à la main, ce plat délicieux, duquel la famille des Crucifères et le genre *Brassica* tirent certainement leur plus grande illustration.

Je ne puis revenir que *M. de Saint-Amans*, dans sa *Flore d'Agen*, qui a tant discerté sur l'*Alium magicum* qui n'est pas même bon, comme au temps des enchantements de Circé, à faire descendre la Lune en terre, n'a pas dit un mot de la *garbure* en mentionnant le choux.

Quoiqu'il en soit et plaisanterie à part, je vous concède, vous qui viendrez à Paris pour la science, de vous loger comme Delise, rue Copau, n° 6, hôtel du jardin des Plantes, ou loge Straus que j'aime et vois beaucoup, pour mon instruction. De là, vous serez près du Museum, des savans et de moi. Vous pourrez venir me voir à toute heure, de midi à cinq heures, et même depuis les dix du matin, en restant à parcourir mes richesses cryptogamiques jusqu'à neuf du soir. Dans ce cas, il faudrait m'écrire huit jours d'avance. J'arrêteraï, comme je le fis pour le lichenographe de Vire, une petite chambre pour le jour indiqué ; je donnerais les ordres nécessaires pour que vous pénétrassiez de suite jusque à ma retraite, où je vous jure n'entre pas qui veut ; je vous montrerais ma cryptogamie, que je m'amuse à mettre en ordre dans mes momens de récréation. Quoique bien riche, il y manque pourtant bien des choses ; car j'ai toujours plus donné que reçu. Cependant comme vous, je me contente de ce que j'ai, je suis à cet égard des plus raisonnables ; je laisse les Clarion, les Gay, les Kenith et autres usuriers accapareurs botaniques, y compris le petit Brongniart, courir après les voyageurs, les sucer, les épuiser, ne leur rien donner, ne pas même leur offrir une tasse de café, quand il n'y a plus rien à prendre ; et quelque jour je ferai encore un voyage qui leur fera bien tirer la langue ; car je ne leur donnerai même pas un bout de feuillage.

... Pour enrichir mes collections, faute de pouvoir herboriser moi-même, j'ai imaginé un petit botaniste, à qui je fais les frais de voyages aux bords de la mer et que je fais payer comme pot de vin par mes libraires. Il vient de m'envoyer de Cherbourg des choses magnifiques. Je l'expédierai le 15 août pour l'île d'*Arigny*, et puis les *Sorlingues*, un pêcheur se chargeant de l'y porter. Il n'en devra revenir qu'à la fin d'octobre ; s'il ne m'apporte la *Néréide britannique*, il sera bien bête. Du reste, il prépare à ravir les échantillons.

Votre production 183 est bien évidemment animale ; c'est une petite tubulariée ; à moins que ce ne soient de ces fausses racines de quelque zoophyte dont je m'occupe aussi beaucoup. Mais ne voilà-t-il pas que ne voulant vous dire que deux mots, je vous ai griffonné quatre pages. Il ne me reste pas même assez de papier pour vous dire combien je suis de vous et des vôtres le dévoué et zélé

B. DE SAINT-VINCENT.

CXXV

A Monsieur Léon Dufour...

Paris, 28 juin 1826.

MON CHER AMI,

J'ajoute supplémentairement à ma dernière, un tableau dont l'impression a été retardée, et qui doit former le complément de mon Essai in-8° sur les *Microscopiques*, dans lequel je vous engage à le plier, quand vous l'aurez reçu, si vous faites jamais brocher mes petits opuscules. Ce tableau se trouvera dans le mémoire sur la Matière que l'on met à la poste. Venez verbalement m'en donner des nouvelles de la réception, et en causer au lieu de m'écrire. Portez-moi quelques uns de vos doubles de plantes, vu que je ne puis aller herboriser ; songez à mon herbier et accourez vite.

Tout à vous,

B. DE S.-V.

N'avez-vous pas de beaux *Gyrophora tessellata*, *ramollina*, *villosa* et *atlantica*, que vous avez du trouver à Valence ? de beaux *Solenia saccata* et *crocea*, etc. ? Tout cela serait bien reçu.

CXXVI

A. Monsieur Léon Dufour...

Paris, 19 juillet 1826.

Qu'est ce que ? je n'entens plus parler de vous, mon cher ami ? Est-ce à dire que vous vous apprêtez à nous venir voir à la fin de l'été, comme vous nous l'avez si souvent fait espérer ?

Avez-vous reçu mes deux volumes sur l'*Homme* ? Vous ne m'en avez jamais dit un mot.

Tout à vous de cœur,

B. DE S.-V.

CXXVII

A M. Dufour, juge au tribunal de Saint-Sever, en ce moment à Paris, hôtel de Bruxelles, rue Richelieu.

Paris, ce mercredi matin 1826.

Mon cher Dufour, c'est avec une sorte d'humeur que je reçois une lettre de Léon qui m'annonce qu'on ne le verra pas cette année. J'en suis réellement furieux. Mais enfin, comme il faut que j' (exhale) ma furie verbalement, seriez-vous assez bon pour venir dîner vendredi avec moi ? Alors vous entendrez toutes les expressions de ma colère pour les rendre dans toute leur énergie à votre frère cruel, duquel je suis et serai toujours, comme de vous, le meilleur ami.

B. DE SAINT-VINCENT.

Ma fille se joint à moi pour vous inviter.

CXXVIII

A Monsieur Léon Dufour, à Saint-Sever.

Paris, ce 20 octobre 1826,

Si jamais, mon cher Léon, j'ai éprouvé une secousse de bonheur, c'est avant-hier. Un Monsieur vient me voir : « Dufour est arrivé, me dit-il. Il m'envoie vous le dire et vous demander les moyens de pénétrer dans votre cabinet ». Sans m'informer davantage, je vous écris,

je donne les ordres pour que vous franchissiez tous les obstacles. Je vous cite à dîner pour le lendemain et voilà que je vois arriver votre frère qui m'a fait un grand plaisir, que j'ai bien reçu, avec qui j'ai bavardé trois heures, mais qui cependant n'était pas vous. Il m'a ensuite rendu bien heureux en m'annonçant que vous le viendriez chercher et que vous passeriez un mois avec nous incessamment. N'allez donc pas lambiner. Profitez du temps. Accourez. Je vous en aurai la plus grande obligation. Vous me rajeunirez de vingt-cinq ans. N'allez pas encore remettre à l'année prochaine. Vous admirerez mon petit palais. Vous verrez comment le philosophe peut organiser le bonheur autour de lui. Vous admirerez mes lichens et le reste de ma cryptogamie, et surtout on tachera de vous amuser. Vous seriez un homme charmant, si vous m'apportiez quelques plantes de cette chère cryptogamie surtout et des graminées ; car je n'en puis aller chercher moi-même. Il faudrait y joindre un pot de cuisses d'oies afin de faire de la garbure... Adieu, mon ami, tout à vous et aux vôtres.

B. DE SAINT-VINCENT.

CXXIX

A Monsieur Léon Dufour à Saint-Sever.

Paris, ce 1^{er} novembre 1826.

Mon cher Dufour, votre frère est venu dîner hier avec moi et nous avons parlé de vous et du Midi durant plus de deux heures dans ma jolie petite retraite. Il n'y manquait que vous pour que je fusse complètement heureux. Mais que j'ai été désappointé, quand il m'a dit que probablement vous ne viendriez pas cette année comme vous me l'aviez promis. Qui peut donc vous retenir de la sorte ? Y a-t-il tant de malades à St-Sever ? N'en pourriez-vous laisser crever quelques-uns en un siècle où la population augmente selon nos grands hommes d'Etat d'une manière alarmante ? En vérité si vous vous tenez si longtemps éloigné de la capitale, vous allez devenir totalement provincial et étranger à vos amis de Paris. Je vous en supplie, venez chercher votre frère et passer un mois avec nous. Venez embellir ma philosophique retraite ; je vous en aurai la plus vive reconnaissance. J'ai conservé si peu d'amis (ayant rayé de ma liste tous les tièdes) que la vue du plus ancien et du plus solide me serait un grand objet de consolation.

Si vous venez passer un mois avec nous, il ne faudrait pas, comme votre frère, aller vous mettre à l'extrémité de la rue Richelieu. Comme je serais l'un des principaux buts du voyage, il faudrait comme Delise vous établir dans la rue Copo, à l'hôtel du Jardin des Plantes. Vous y seriez sur le même carré que ce bon et excellent Straus, que j'aime de tout mon cœur et auquel j'ai prouvé mon attachement au mot *Cyclope* de l'Encyclopédie de Courtin. C'est là que Delise passa un mois et demi avec moi. Tous les jours il venait dîner ici et travailler comme un perdu. Vous reverriez mes 25 cartons in-folio de lichens admirablement rangés, moins les opégraphes et quelques *licanores* qui vous attendent.

Adieu, si tout cela ne vous détermine pas, je ne sais plus que vous dire, sinon que vous êtes le plus cruel des *Cocoloba* et pire que *per-fida Chloris*.

Tout à vous,

B. DE S.-V.

CXXX

A Monsieur Léon Dufour

Paris, ce 19 novembre 1826.

TRÈS CHER ET INJOIGNABLE AMI,

Votre frère est un bien bon garçon, mais un drôle d'homme. Il m'avait promis de venir dîner avec moi hier. Je comptais qu'il me donnerait le temps de vous faire un petit paquet de doubles que vous me demandiez, mais que je devais vous envoyer de bien mauvaise humeur, car je comptais que vous le viendriez vous-même chercher. Voilà qu'il m'arrive vers midi pour me dire qu'il part le jour suivant, qu'il a payé sa place, qu'il n'y a pas moyen d'attendre seulement deux heures, qu'il ne peut vous porter que des verres de montre à trois sous pièce, qu'il ne tatera pas de mon excellent potage, que je ne pourrai pas avoir le plaisir de lui présenter mon aimable et jolie fille, véritable Antigone, et qu'il a tout au plus le temps de me permettre de rouler pour vous le portrait de l'un de vos meilleurs amis, que je lui confie pour vous le remettre et qui vaut un peu mieux que cette espèce de *Toussaint Louverture* que vous avez si longtemps conservé dans votre cabinet, encore qu'il ne fut qu'une détestable épreuve

faite sur un horrible dessin mal payé par le vilain avare de Buisson (1). Il n'a même pas eu le temps d'attendre cette lettre, que je suis réduit à écrire quand il est sorti et de jeter à la poste.

(Il regrette toujours qu'il ne vienne pas à Paris. Il l'attend pour le printemps prochain, et, d'ici là, va lui envoyer de nouveaux articles de lui sur la partie microscopique de l'histoire naturelle.)

... Adieu, tout à vous de cœur; je me recommande à Madame pour un bon pot de cuisses d'oies et pour des gratons, si on ne les jette pas dans votre pays. Adieu, tout à vous de cœur, ainsi qu'aux vôtres.

B. DE SAINT-VINCENT.

CXXXI

A Monsieur Léon Dufour

Ce 15 décembre 1826.

Etes-vous mort, mon cher Dufour ? Votre frère vient me faire palpir le cœur en m'annonçant votre prochaine arrivée. Je lui donne mon portrait pour vous. Je vous écris une longue lettre par la poste pour l'annoncer; et vous, qui dans votre dernière me sollicitez de réchauffer, d'activer ma correspondance, vous ne me répondez seulement pas ?

Tirez-moi donc d'inquiétude, et m'écrivez. Je suis en vie. Je vous souète une bonne année; ma femme et toute ma famille vont au mieux et se portent bien.

... En attendant que je reçoive cette lettre qui me dise tout cela et les cuisses d'oie que vous m'avez promises pour faire de la garbure, je vous demanderai si vous recevez la *Revue Encyclopédique* ou si elle est à Saint-Sever. Lisez-y dans le numéro qui vient de paraître (n°95, p. 437) l'analyse que j'ai donné d'un petit ouvrage, *Floral sur les Pyrénées*, où j'ai donné à cause de vous un petit coup de griffe à M. George Bentham.

Si vous voyez aussi le *Dictionnaire d'histoire naturelle*, dont vous n'avez pas voulu être collaborateur, dites-moi votre avis sur l'article *Montagne* du tome XI.

B. DE S.-V.

(1) Ce nouveau portrait de Bory de S. Vincent est celui que nous donnons en tête de ce travail, « dessiné d'après nature en 1826 et gravé par Ambroise Tardieu ».

CXXXII

Paris.... 1826 (1).

MON CHER AMI,

Voici votre Drury, dont je vous remercie bien. Je veux faire copier tous les dessins de Lépidoptères qui existent et en former une belle Iconographie. Mais ce sera long.

En attendant je pâtis sur les conferves et les infusoires, et le temps qui me reste est consacré à la Chambre des députés que je rédige pour gagner mes 400 francs par mois au *Courrier*, puisque le Ministère me les a refusé et que je ne veux pas m'avilir jusqu'au point de demander à cette canaille ce que me doit la patrie.

Je vais publier de nouvelles excursions souterraines où je vous cite. Je l'avais déjà fait au sujet des orgues souterraines ; mais j'ai perdu ces notes. Veuillez donc me dire afin que je puisse citer exactement la page et le volume où vous avez mentionné : 1° Un conduit ou puits naturel (orgue géologique) que vous avez trouvé dans les anciennes carrières de Wesseguicourt, département de l'Aisne, sur la lisière de la forêt de Saint-Gobin.

2° Où avez-vous imprimé ce passage ?

« En effet, il est prouvé que les montagnes calcaires sont, en plus grande partie, composées de dépouilles de madrépores accumulées pendant des millions d'années, et qu'encore actuellement ces dépouilles forment tous les jours, avec rapidité, de nouvelles îles sous les latitudes intertropicales ; il suffit de lire les voyages des navigateurs modernes, ceux de Cook principalement, pour se convaincre de cette vérité. »

Vous m'obligerez beaucoup, mon cher ami, en m'envoyant la citation exacte de ces choses.

Agréez l'assurance de mon amitié aussi sincère que vieille,
Tout à vous.

B. SAINT-VINCENT.

Rue Neuve-Saint-Eustache, n° 18, ou 58.

Amitiés à Madame et à votre belle-fille.

(1) Archives départementales de Lot-et-Garonne. Sans date, ni adresse ; semble avoir été écrite en 1826.

CXXXII (*bis.*)

Sans date, ni adresse.

Il paraît, mon cher ami, que vous m'avez tout à fait oublié. L'on ne vous voit plus ; on n'entend plus parler de vous. A quoi dois-je attribuer un tel silence ? J'ai cependant tant de plaisir à vous recevoir, que vous devriez bien vous arranger pour que cela fut régulièrement une fois au moins par mois. Voici l'époque où l'on entrera jusqu'à cinq heures. Alors, sans perdre de temps, vous pourriez venir dîner avec vos amis.

En attendant, voici un article sur l'ouvrage de Marbot que j'ai fait recopier. Tâchez de l'insérer le plus tôt possible ; car cet excellent ami mérite bien qu'on s'occupe de ses productions toujours remarquables. Tâchez de m'en envoyer les épreuves. Celui que l'Empereur jugea digne d'écrire son histoire et qui mérita une place dans son testament, n'en aurait-il pas une dans votre Revue ?

J'ai lu, dans votre dernier numéro, un mot sur mon *Résumé d'Espagne....* etc. (1).

CXXXII (*ter*)

A Monsieur le Directeur général (2),

Paris, le 23 mars 1827.

MONSIEUR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Demeuré sans fortune par suite de la Révolution, mais non pas sans famille ; ayant servi l'Etat de mon mieux et confiant dans l'impérissable bonté d'un gouvernement qui s'occupe, autant qu'il le peut, d'adoucir le sort des anciens militaires, je viens solliciter pour ma

(1) Bien que cette lettre, conservée avec beaucoup d'autres assez insignifiantes pour que nous n'ayons pas jugé à propos de les reproduire ici aux Archives départementales de Lot-et-Garonne (fonds non classé), soit sans date ni adresse, il est permis de supposer qu'elle dut être écrite peu après la publication du *Résumé géographique de la Péninsule Ibérique*, paru en 1826. La mention que fait Bory de son ami le général Marbot, devenu depuis si célèbre par ses *Mémoires*, et l'auteur d'une brochure en réponse à l'ouvrage de Calvet-Rogniat sur l'*Art militaire*, écrite à cette époque, méritait que ce fragment de correspondance trouvât place dans notre publication.

(2) Archives départementales de Lot-et-Garonne. Fonds non classé (Communiquée par M O. Fallières).

filles M^{lle} Augustine de Saint-Vincent, un bureau de tabac avec la certitude que s'il dépend de votre excellence (*sic*) d'accorder ce que je demande, ma fille ne tardera pas à vous devoir une reconnaissance que je partagerai toute ma vie.

Je profite de cette circonstance pour vous offrir, Monsieur le Directeur général, l'assurance des sentimens avec lesquels j'ai l'honneur d'être de votre excellence,

Le très humble et obéissant serviteur,

Le Colonel BORY DE SAINT-VINCENT,
rue Copeau, n° 26.

CXXXIII

A Monsieur Léon Dufour.

Paris, ce 27 mars 1827.

MON CHER AMI.

Je profite de l'adresse de M^{me} Ducasse que vous me donnez, pour envoyer à l'instant mon ouvrage sur l'*Homme*, en faisant des vœux pour qu'il vous arrive sans retard et que vous trouviez plaisir à le lire. Je l'ai beaucoup augmenté avec des notes qui pourraient bien faire aboyer contre moi certains docteurs du genre *Eucalypta* ; mais cela m'est égal. Je serais plus fâché qu'il ne trouvât pas grâce devant vous. Je joins selon vos desirs le catalogue de M. Bentham. C'est l'exemplaire même sur lequel j'ai rendu compte. Est-ce que donc vous lisez à St-Sever la *Revue Encyclopédique* ?

J'emploierai désormais la nouvelle adresse que vous m'indiquez et et suis, en attendant le plaisir de vous voir à Paris, votre sincère et dévoué,

B. DE SAINT-VINCENT.

CXXXIV

A Monsieur Léon Dufour.

Ce 2 septembre 1827.

Je vous croyais mort en vérité et je venais d'écrire à Lamarque dont les journaux m'avaient appris l'arrivée pour savoir ce qui en était, lorsque j'ai reçu votre lettre où vous m'annoncez le ravage qu'a

fait la grêle dans vos vignes. J'éprouve beaucoup de chagrin de vous voir ainsi maltraité. Heureusement qu'un médecin habile a un revenu non moins sûr sous l'égide d'Esculape que sous celle de Bacchus.

Charmé de vous savoir bien portant et supposant que tous les membres de votre famille le sont aussi, je vous prie de me dire si vous avez *oui* ou *non* reçu dans le temps, reçu mon *Homme* en deux volumes par les sœurs de Lamarque. Vous ne m'en avez jamais dit un mot. S'il ne vous était pas parvenu, je tâcherai de vous en envoyer un autre. A l'heure qu'il est vous aurez reçu mon *Essai sur les Oscillaires* que je vous ai envoyé par la poste.

Je viens aussi de finir un essai sur les *Zoospermes* qui vous sera incessamment adressé.

Vous me demandez si j'ai vu le *Général Lamarque*. Vous sentez bien qu'un 38 qui va voir Sa Majesté, ne vient pas voir un 38 dans ma position. En vérité je ne sais de quoi sert l'esprit ; mais je commence à ressentir qu'il est bon de conserver sa dignité.

Tout à vous de cœur,

B. DE SAINT-VINCENT.

CXXXV (*Confidentielle*)

A Monsieur Léon Dufour

Ce lundi soir (sans date) mais
l'adresse est timbrée du 16 décembre 1827.

Au moment où j'ai reçu votre lettre, mon cher ami, je prenais la plume pour vous écrire, car je connais votre amitié pour moi et je suis bien sûr que ce qui m'est très heureux doit vous faire le plus grand plaisir. Or, comme il vient de m'arriver une de ces fortunes inespérées qui influent sur toute la vie, je ne puis différer à vous faire partager ma joie. Je dois vous prévenir seulement avant d'entrer en matière que je réclame de vous un secret inviolable. Vous ne pourrez le rompre qu'alors que je vous déliera positivement la langue. Vous ne devez le dire à aucun ami ni en instruire qui que ce soit, pas même votre femme, et surtout vos correspondants de Paris.

Après cet exorde j'entre en matière, en vous disant que d'un mariage contracté trop jeune pour qu'il pût être heureux j'ai eu deux filles : l'une avec qui j'ai été en procès, qui vit dans la famille de sa mère et que je regrette beaucoup de ne pas serrer contre mon cœur, parce qu'il est de la dignité d'un père offensé de se montrer inflexible ; l'autre

bonne, tendre, respectueuse, dévouée, qui dans les petits troubles intérieurs de mon mariage s'est toujours rangée de mon côté, âgée de vingt-trois ans, spirituelle comme un lutin, légère en apparence comme une plume, raisonnable au fond comme un Caton, mignonne, jolie surtout au point d'être citée comme l'une des plus remarquables personnes de Paris ; voulut, lors de mes malheurs, les partager ; elle vint m'offrir le peu de bien de sa mère qui lui était échu lorsque *je devins veuf*, il y a quatre ans environ, et vint se loger à côté de mon azyle, renonçant au monde, aux salons, aux spectacles, aux plaisirs que sa famille lui pouvait ouvrir. Ma position s'étant améliorée, lorsque je fus hors des griffes de l'usure, je pus reconnaître tant de dévouement, en ne la laissant manquer de rien, en embellissant son existence, en satisfaisant tous ses goûts, qui du reste sont fort modestes. Elle vient, depuis tout à l'heure trois ans, tous les jours ici à trois heures. Notre domestique, qui demeure avec elle, fait nos provisions ; nous dînons ensemble ; pour l'égayer, je lui ai quelques amis et amies à dîner deux ou trois fois dans la semaine, nous passons la soirée en lectures agréables ; bref, c'est bien la plus jolie petite Antigone qu'on ai jamais vue, et, comme je ne suis pas aveugle, je suis bien plus heureux qu'un Œdipe. Je n'avais à me fâcher contre elle que, lorsque ayant quelques petites économies, je voulais l'envoyer de temps en temps au spectacle ou dans quelque soirée. Elle obéissait rarement, ne voulant pas me laisser seul et cette obéissance a été bien récompensée.

Un beau jeune homme de vingt-cinq ans, doux, modeste, même un peu trop timide, la vit chez une de nos amies communes et n'en fut pas même remarqué, tant il parlait peu. Devenu bien amoureux, il demanda à m'être présenté par la personne chez qui ma fille s'était trouvée avec lui. Ma position n'y faisait rien, et après m'avoir justifié de douze belles mille livres de rente, bien à lui, ne devant rien à personne, constituées sur deux belles maisons à Paris, plus la certitude d'un héritage prochain qui ne peut aller au dessous de douze mille autres, il m'offrit de partager sa fortune avec ma fille. Il s'agissait de préparer celle-ci, qui fut bien surprise lorsqu'elle vint dîner, d'apprendre ce qui s'était passé le matin. Elle demanda le temps nécessaire pour étudier le caractère du prétendant. La chose était délicate. J'ai assez d'ennemis pour avoir pu craindre que si elle s'ébruitait on traverserait nos projets. Il fut donc convenu que rien ne devait transpirer. Mes économies d'ici m'avaient mis en mesure d'amasser le capital de 1,200 francs de rente, tout ce que je possède au monde, que je donnai à ma fille, samedi dernier, de la main à la

main, au moment du mariage qui a eu lieu à la municipalité et qui fait de ma chère fille une femme riche. Voilà mon bonheur, mon ami, vous en concevez l'étendue.

Mais voici le plus singulier de l'affaire. Le contrat passé, la cérémonie faite, on vint dîner chez moi, avec l'aimable dame qui a dirigé la chose et les quatre témoins qui sont de mes amis et gens fort considérables. Avec une fermeté et un calme que je ne saurais vous peindre, mon Augustine déclara qu'elle ne consentirait à devenir femme, que lorsque je la conduirais à l'Eglise et qu'il fallait conséquemment, que malgré le projet si fermement arrêté par moi de finir ici mes cinq ans, je devais sortir pour remettre moi-même l'épouse à l'époux. Toute instance fut inutile. Le marié se piquant d'honneur admira le procédé de sa femme. Il voulait le surlendemain aller payer mes dettes ; je dus refuser. Mais il y aurait eu tant de barbarie à différer longtemps le bonheur d'un si joli couple que j'autorisais l'un des témoins, homme en affaires, actif et dévoué, à faire racheter par dessous main les créances de mes usuriers, qui m'ayant laissé manqué d'allimans, traiteront pour un morceau de pain. C'est cette semaine qu'on traitera le tout. J'ai justement dans mon tiroir les quinze cent ou deux mille francs qui me seront nécessaires et je compte dans le courant de février avoir terminé tout cela.

Le secret devient donc plus que jamais nécessaire, car mes gueux se prévaudraient de la circonstance pour me juguler. Je fais un grand sacrifice à ma fille en sortant sitôt. Je regretterai sans doute mon azyle ; mais je me dois à tant d'amour et de dévouement. Jugez quelle sera la position de ces pauvres enfants jusques là, condamnés à se voir à peine, à se fuir pour ainsi dire pour cacher ce qui fait leur bonheur ; mais enfin avant deux mois, nous serons tous ensemble, et les témoins de la cérémonie en admireront davantage ma chère fille.

Je vous jure, mon bon ami, d'aller vous conter tout cela de vive voix ce printemps ; je ne veux pas que nous soyons ici les seuls heureux. Vous n'allez pas, comme moi, me trouver lache d'avoir faussé le serment de passer ici cinq ans. Rassurez moi donc contre moi-même ; car je vous avoue que depuis que nous nous sommes vus, je suis devenu si horriblement entêté que je regarde presque comme une faiblesse de manquer à des engagements pris avec moi-même ; mais on est père, vous l'êtes ; dites-moi, je vous prie, que j'aurais eu tort d'en agir autrement. Cela me rassurera et vous m'oterez une sorte de remors. Vous sentez bien qu'après ce que je viens de vous raconter, je n'ai pas trop la tête à vous parler botanique, dictionnaire, histoire

naturelle, ou autres légumes de même farine. Laissez moi me réjouir pour avoir fait une si heureuse rencontre et réjouissez-vous avec moi dans le plus profond silence.

Tout à vous.

B. de S.

P.-S. — A l'heure qu'il est, mon gendre cherche un logement de 12 à 1,500 francs, où nous entrerons chacun pour un tiers et dans lequel nous irons tous nous réunir, dès que les choses seront bien en règle et où se fera la seconde noce qui, par une bizarrerie que la Congrégation admirerait, se trouvera la plus réelle. A demain ou après demain les lichens, les fucus, etc.

CXXXVI

A Monseigneur le Vicomte de Martignac, ministre secrétaire d'Etat, au département de l'Intérieur (1).

Paris, le 23 avril 1828.

MONSEIGNEUR ET ILLUSTRE COMPATRIOTE,

Je n'ai pas voulu vous importuner l'autre jour à notre séance des quatre Académies, où votre présence a produit un si excellent effet, pour demander à Votre Excellence l'honneur d'un rendez-vous (*sic*), où je désire lui offrir, comme un sincère hommage de gratitude, un grand ouvrage que je publie en ce moment (2), et que je crois digne d'orner sa bibliothèque, du moins par le luxe que le libraire met à son exécution. Je m'estimerai très heureux si, en qualité de compatriote, si vous daignez agréer cette preuve des sentiments avec lesquels je suis, serai et fut toujours votre bien dévoué,

Le colonel BORY DE SAINT-VINCENT.

De l'Académie des Sciences, rue Copau, n° 77.

(1) Archives départementales de Lot-et-Garonne.

(2) Sans doute son *Histoire naturelle sur les Reptiles*. (Voir sa Bibliographie.)

RICHESSES ARTISTIQUES RELIGIEUSES

DU DÉPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE

M. Couyba, député, rapporteur du budget des Beaux-Arts, a dressé l'état par département des objets artistiques de caractère religieux classés comme monuments historiques avant le 1^{er} novembre 1906 et, par conséquent, placés désormais sous la protection de la loi du 30 mars 1887.

Nous reproduisons les quelques mentions relatives au Lot-et-Garonne en y faisant les corrections indispensables.

AGEN. — *Chapelle du collège Saint-Caprais*. — Sarcophage chrétien, en marbre, du vi^e siècle, classé par arrêté ministériel du 25 janvier 1898.

FONGRAVE. — *Eglise*. — Rétable en bois sculpté du xvii^e siècle. Arrêté du 6 juin 1895.

LAMONTJOIE. — *Eglise*. — Châsse en cuivre doré et émaillé, du xiii^e siècle. Arrêté du 6 juin 1902.

LE MAS-D'AGENAIS. — *Eglise déjà monument historique*. — 1^o Pied de bénitier portant une inscription antique, marbre du iii^e siècle. Arrêté du 6 juin 1902 ; 2^o Sarcophage chrétien, marbre du iv^e siècle. Arrêté du 6 juin 1902.

VILLENEUVE-SUR-LOT. — *Eglise Sainte-Catherine*. — Vitraux des xiv^e, xv^e et xvi^e siècles. Arrêté du 24 avril 1902.

Depuis le 1^{er} novembre 1906 d'autres objets artistiques ont été classés. Nous ne manquerons pas de les signaler aux lecteurs de la *Revue*.

René BONNAT.

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

Nos Papillons. — *Les premiers pas dans l'Entomologie*, par PAUL MARYLLIS. (Un volume in-4° avec 40 illustrations et 4 planches en couleurs. — Paris, 1907, Lucien Laveur, éditeur, 13, rue des Saints-Pères.)

A Monsieur Paul Maryllis,

MON CHER AMI,

En m'envoyant votre très intéressant travail sur *Nos Papillons*, vous m'avez fait un plaisir infini. Je tiens à vous le dire bien vite en cette lettre toute familière, à vous en exprimer ma reconnaissance et à vous adresser en même temps mes plus sincères félicitations.

Votre livre est en effet un guide sûr et pratique pour les débutants dans l'entomologie. Par son style clair, précis et persuasif, il ne peut que faire aimer cette branche de l'histoire naturelle. De plus, il fournit à foison aux jeunes gens avides de s'instruire « tous les conseils qui pourront leur être utiles pour la chasse et la collection des lépidoptères, depuis le choix des instruments nécessaires, l'emploi des épingles et du filet, en passant par les diverses particularités que présentent la chiasse aux papillons de jour et celle aux papillons de nuit, jusqu'aux moyens de conserver et de classer définitivement leurs captures. » En outre, il est orné de superbes planches dont quatre en couleurs où sont reproduites les plus belles espèces. Enfin, et là se trouve pour moi l'attrait principal, il rappelle les souvenirs de la prime jeunesse, les courses folles dans les bois et dans les prairies, les douces émotions des résultats obtenus. C'est vous dire qu'il m'a fait revivre cinquante ans en arrière, évoquant dans ma mémoire une foule de faits, de circonstances, d'incidents que je croyais à jamais oubliés, et dont je vais, si vous le voulez bien, vous faire connaître ceux qui pourraient en même temps être utiles à vos lecteurs.

Jolis papillons ! comme vous, je les vois encore « aller et venir,

« décrire en volant leurs sinueuses arabesques sur l'émeraude des « prairies, vagabonder insouciant, légers, libres et gracieux, les « enviant en secret de pouvoir voltiger çà et là, en tous lieux, à leur « fantaisie. »

Je sais un lieu charmant, paresseusement enfoui sous de grands ormes dans la plaine de la Garonne, où abondaient autrefois les Vanesses, ces beaux papillons de jour auxquels j'ai toujours voué un culte particulier. Un superbe lilas croissait à côté des sombres ramures. Il fut témoin de mes premières armes, et, sur ses grappes embaumées, je capturai, un jeudi de la fin d'avril, les plus jolies espèces : — le Morio, aux bandes blanches le printemps, jaunes l'été, qui planait d'habitude sur la toiture de la grange voisine, quand il n'était pas dérangé par le passage du Podalyre au vol tout aussi majestueux ; — la Grande Tortue, le premier des Papillons qui, sortant de l'écorce des arbres où elle a passé tout l'hiver, annonce l'arrivée du printemps ; — le Gamma, au vol élégant et rapide ; — le Paon de jour, surtout, assez rare chez nous, dont les écailles sont si merveilleusement nuancées.

Je n'aurai garde d'oublier le Vulcain, aux ailes d'un noir velouté frangées du rouge le plus vif, que j'avais surnommé l'*Ami des Enfants*, tant il est familier dans ses approches. Ne le voit-on pas descendre, en effet, vers les quatre heures du soir, de la cime des grands arbres pour voler d'un vol capricieux dans les allées des jardins, les grandes avenues des parcs et des bois, se poser par terre et ne se lever que quand vous le dérangez ? Mais que vous vous arrétiez et demeuriez immobile, il tourne aussitôt autour de vous, vous frôle de ses ailes gracieuses, et finalement se pose sur votre chapeau ou même sur votre main, si seulement vous étendez le bras. Que de fois je l'ai vu faire cet amusant manège sur l'ancienne pelouse, alors tout unie, des allées du Gravier d'Agen, bordées, on le sait, d'arbres magnifiques, au coucher du soleil, à cette heure du printemps,

Où du fond des boudoirs les belles indolentes,
Balançant mollement leurs tailles nonchalantes,
Sous les grands marronniers commencent à venir.

Il va sans dire que je lui laissais toujours la liberté qu'il avait si bien méritée. N'aurait-ce pas été un crime que de l'épingler sur mes lièges ?

Puis, quand les jours devenaient plus longs, c'était des courses sans fin le long des oseraies de la Garonne, ou encore dans la plaine de

Bon-Encontre, et aussi dans les jolis vallons de Vérone et de Naux. Souvent j'ai capturé l'Aurore, le Cléopâtre, le Citron, au-dessus du coteau de La Rocal, au retour d'un pèlerinage au sanctuaire vénéré. Dans les champs de luzerne ou de trèfle en fleurs, je m'emparais au vol du jaune Machaon ; et, le long des ruisseaux qui serpentent au dessous de Monbran, je poursuivais sur les frênes et sur les aulnes, au plus fort de l'été, les Nymphales azurées, le Sylvain ou le Grand Mars dont les ailes ont de si beaux et si curieux reflets.

Les fleurs ferment généralement le soir leurs corolles parfumées. Il en est, au contraire, quelques-unes qui les entrouvent et « les tournent, encore vierges, comme l'écrit Georges Sand, vers la lune, leur bonne amie ». Voulez-vous prendre en ce moment des Nocturnes ? Semez des belles-de-nuit. J'en avais un massif devant la porte de ma chambre, à la campagne. Un soir qu'elles étaient toutes fleuries, par un temps chaud et orageux, je vis venir à moi toute la tribu des Crépusculaires, les Sphinx du Tithymale, de la Garance, de la Vigne, ce dernier tout de rose et de vert habillé, le Sphinx du Liseron, le plus commun de tous, et aussi l'Atropos ou Tête de mort, d'allures lourdes, au vol sinistre, dont je ne m'approchais au début qu'avec effroi. Ce fut sous le château de Bonaguil que pour la première fois je capturai le beau Smérinthe du Chêne ; et c'est en secouant, un soir de mai, un des arbres nouvellement plantés de la Plateforme d'Agen que je pris le Smérinthe du Tilleul.

Avez-vous remarqué le vol si déconcertant et si fantasque du Bombyx du Chêne, cette jolie espèce dont les ailes d'un beau jaune fauve sont ornées de deux points blancs comme deux petits yeux et dont les antennes sont soyeuses comme une plume ? C'est un papillon de nuit, et pourtant il vole pendant le jour. De la mi-juillet à la fin d'août, il quitte tous les soirs, vers trois heures, son abri, et d'un vol saccadé, inégal, comme s'il n'y voyait guère, il parcourt dans le même temps le même chemin. On le revoit, au bout de cinq à six minutes, repasser aux mêmes endroits, soit qu'il fasse le tour d'un groupe de maisons, soit qu'il suive de longues allées d'arbres, qui très certainement lui servent de jalons. Assez commun dans nos régions, le Bombyx du Chêne se plaît beaucoup sur les bords de la mer. Je l'ai vu très fréquemment voler le long des tamarins qui tapissent les roches pittoresques de Royan ou de Biarritz.

Mais, chaque image de vos planches évoque en moi de nouveaux souvenirs. Je ne m'arrête plus qu'à la Lichenée, dite La Mariée, dont les ailes inférieures sont d'un si beaux rouge frangé de noir, tandis

que les supérieures, ternes, grisâtres et repliées sur les précédentes en forme de triangle quand elle est au repos, la dérobent presque entièrement à l'œil du chasseur, sa teinte se confondant avec celle des murs contre lesquels elle se pose. C'est le dernier papillon de la saison. Son arrivée annonce celle des froids et des mauvais jours, et aussi la fin de la chasse. Il ne reste plus, ainsi que vous le conseillez si bien, qu'à commencer la préparation de la collection, qu'à pratiquer son classement et à jouir en paix des richesses acquises, en se promettant bien de recommencer au printemps prochain.

Et voilà comment, « de simple coureur de papillons, on devient, « sans y songer presque, naturaliste, bon nombre de grands savants « ayant ainsi commencé par n'être que de tout petits chasseurs de « papillons. »

Dans la patrie des Lacépède, des Saint-Amans, des Lamouroux, de tous ceux de l'Agenais qui ont si fort contribué au développement du goût de l'histoire naturelle, votre livre, mon cher ami, ne pourra qu'être très favorablement accueilli. Je serais heureux, quant à moi, si, en le faisant connaître dans cette Revue, je contribuais à inculquer cette passion dans l'esprit et le cœur des générations nouvelles, qui semblent s'en désintéresser tous les jours davantage, et si j'arrivais à leur procurer ainsi ces saines et fécondes jouissances, qui nous ont valu autrefois de si doux moments.

PH. LAUZUN.

Tables d'inventaires. — On sait avec quel soin minutieux et quelle méthode impeccable MM. Gaston Ducaunnès-Duval et Jean-Auguste Brutails ont rédigé les trois volumes d'*Inventaires des Archives de la Gironde (Série E, supplément)*. M. Pierre Meller, l'érudit auteur de l'*Armorial Bordelais*, vient d'accroître encore la haute valeur de ces inventaires en composant les *Tables des noms propres de personnes* cités dans ces ouvrages. Les tables pour les deux premiers tomes ont déjà paru. Les chercheurs sauront gré à M. Meller de son utile travail.

J. D.

NÉCROLOGIE

LAULANIÉ

Je m'étais rendu à Toulouse pour y accomplir mon pèlerinage annuel, et relire, une fois encore, dans le livre de la vie, les premiers chapitres de ma jeunesse.

Involontairement, je me dirigeai tout d'abord vers l'Ecole vétérinaire où je faisais une halte à chacun de mes voyages, pour aller serrer la main de mon ancien professeur, M. Laulanié. Mais le grand amphithéâtre, qu'il avait transformé en laboratoire de physiologie, était vide.

J'appris que le Maître, épuisé par un labeur acharné, était allé en Suisse demander au calme de la grande nature et à l'air vivifiant des montagnes des forces nouvelles et une nouvelle énergie pour continuer ses admirables travaux et arracher encore au mystère de la vie quelques-uns de ses secrets.

Et je le voyais, comme autrefois, actif, remuant, au milieu de ses instruments qu'il avait perfectionnés et souvent conçus de toutes pièces, suivant avec une attention inquiète le mouvement de ses appareils enregistreurs qui traçaient sur le papier des hiéroglyphes indéchiffrables.

C'est là qu'il aimait recevoir ses anciens élèves.

D'un abord facile, de commerce agréable, il était recherché par tous ceux qui avaient eu la bonne fortune de l'approcher et qu'il séduisait par son esprit vif, enjoué et toujours en éveil.

« Son caractère, impressionnable à l'excès, reflétait l'âme du savant. La guigne ou la chance, plutôt que le directeur, devait parfois accueillir les gêneurs. Excusable faiblesse, innocentes boutades, courts moments d'humeur bien vite pardonnés ; car une bonté native, une conscience droite effaçaient cette mauvaise impression, comme les premiers rayons du soleil dissipent les brumes du matin. »

Mais hélas ! la couche de poussière qui s'était déposée un peu partout dans le grand amphithéâtre et qui recouvrait comme d'un

grand linceuil grisâtre les chaises et les instruments, ne devait pas disparaître encore !

Là-bas, à Vevey, dans cette Suisse hospitalière et bienfaisante, la mort accomplissait lentement son œuvre de destruction. Epuisé par un surmenage trop prolongé, miné par une maladie implacable, Laulanié s'éteignait subitement, le 18 juin 1906.

Cette mort frappait au cœur l'Ecole de Toulouse qu'il avait si longtemps dirigée et qui conservera toujours le souvenir ému de celui qui avait porté si haut sa prospérité et son rayonnement scientifique.

Fils d'un modeste maréchal-ferrant, qui pratiquait à Agen la médecine des animaux, Ferdinand Laulanié naquit dans cette ville, le 25 septembre 1850.

Après de bonnes études au lycée d'Agen, il entra, en 1869, à l'Ecole vétérinaire de Toulouse, pourvu de ses deux baccalauréats. Il marcha de succès en succès et se fit distinguer par son professeur, M. Arloing, à cause de son penchant marqué pour les sciences naturelles.

Au mois de mai 1874, encore élève de quatrième année, il concourait, à Alfort, pour l'emploi de chef des travaux anatomiques. La fortune lui sourit, et, le 1^{er} octobre, il rentrait en fonctions à l'Ecole de Toulouse, malgré les instances de Bouley qui voulait le garder à Alfort.

En 1876, M. Arloing passait à l'Ecole de Lyon et laissait vacante, à Toulouse, la chaire d'anatomie et de physiologie. Laulanié se mit sur les rangs et disputa cette place, à M. Toussaint, venu de Lyon. Il échoua. Mais, comme le disait Bouley, « les deux candidats avaient rivalisé de savoir véritable, de science approfondie, d'habileté d'exposition et d'aptitudes expérimentales. »

En 1878, il fut nommé professeur d'anatomie, d'histologie, de tératologie et d'extérieur.

M. Toussaint gardait pour lui la chaire de physiologie. Mais ce dernier ressentait presque à cette époque les atteintes de la maladie qui devaient l'entraîner lentement. Pendant cinq ans, Laulanié le suppléa pour lui conserver les dernières ressources sur lesquelles il pouvait compter. Durant cette même période, il était nommé suppléant de la même chaire à l'Ecole de Médecine de Toulouse et se faisait recevoir docteur en médecine devant la Faculté de Lyon.

La retraite volontaire de M. Baillet laissait vacante la direction de l'Ecole de Toulouse. Laulanié était appelé à le remplacer le 29 mars 1888.

Nommé chevalier, puis officier du Mérite agricole, il était fait chevalier de la Légion d'honneur en 1892, puis officier du même ordre en 1905.

Jamais décoration mieux méritée ne vint couronner une carrière aussi remplie.

Enfant du Lot-et-Garonne, Laulanié aimait passionnément sa petite patrie. Une grande partie de la gloire désormais attachée à son nom a rejaili sur sa ville natale.

Agen s'honorerait en donnant à l'une de ses rues le nom d'un de ses fils les plus illustres.

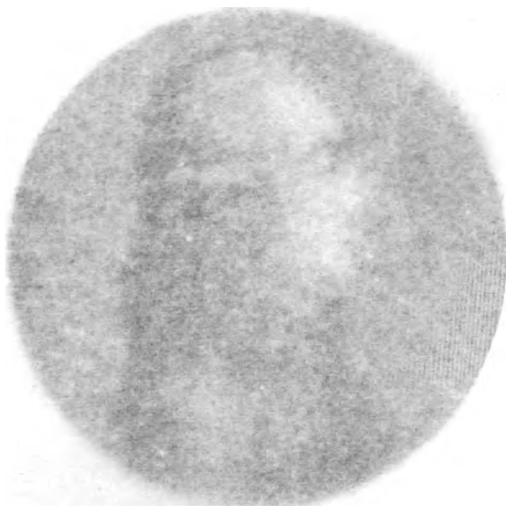
E. PÉRIER

Vétérinaire départemental

Agen, ce 1^{er} février 1907.



PIERRE BOUSSION



MÉMOIRES

DE

PIERRE VERDOLIN, D'AIGUILLON

Procureur Syndic du District de Tonneins

CHAPITRE IV

LA TERREUR (1793-1794)

Arrestation de Verdolin. Son incarcération à Nérac. Le régime d'une prison à l'époque révolutionnaire : scènes diverses. Verdolin, malade, se fait soigner à l'auberge Taverne. — Sembauzel, procureur général syndic, et Diché, secrétaire en chef de l'administration départementale. — Le comité de surveillance de Tonneins veut faire traduire à Bordeaux l'ancien procureur syndic, à qui la Société populaire d'Aiguillon accorde un certificat de civisme. — Les « horreurs révolutionnaires » de Bordeaux : craintes de Verdolin. Démarches courageuses de M^{me} Verdolin. — Le représentant du peuple en mission Monestier (de la Lozère). — Verdolin est conduit à Tonneins : ses compagnons d'infortune ; la maison de réclusion. — Encore Jouan le Jeune, dit Marat. — Le point faible du président du tribunal révolutionnaire de Toulouse. — Prébousteau acquitté par le tribunal révolutionnaire de Paris. — Le 9 thermidor ; chute de « l'anthropophage » Robespierre. — Paganel et Boussion font mettre Verdolin en liberté.

Rendu à Aiguillon, les Coq, les Nugues, les Lacroix, les Cabanes, les Carrion et autres me fuyaient. Je les voyais sans cesse avec Mautor et Merle, médecin, Nebout et autres, contre lesquels nous avions été ensemble dans les affaires du procès (1). Je me hasardais quelquefois d'aller les joindre. Les premiers fuyaient presque toujours à mon approche. Je me familiarisai peu à peu avec les derniers. Cependant arriva la loi du 17 septembre 1793 qui frappait d'arrestation les fonc-

(1) Il s'agit encore des comptes des anciens consuls d'Aiguillon.

tionnaires publics destitués qu'on regarderait comme suspects (1). Déjà les clubs avaient reçu l'impulsion de s'épurer. A Aiguillon, comme ailleurs, on avait formé un noyau d'épuration (2). Ce noyau ne me paraissait pas favorable. Cependant le représentant du peuple Paganel vint à Aiguillon avec Jouan, Henry Arthaud et Borderie (3). Ils vont au Club ; ils parlent. Je m'y rends ; on casse d'abord le club ; on forme un autre noyau. Paganel et sa suite se retirent au château. A l'instigation de Jouan, Dubouil, Lacroix et autres prennent la qualité de députés du club. Ils se rendent devant Paganel. Cette députation, Dubouil portant la parole, demande mon arrestation comme fonctionnaire public destitué et suspect. J'ignore cette dénonciation. Je vais le lendemain faire visite à Paganel. Il me reçoit froidement. J'en ignorais la cause. Paganel part pour Agen. Jouan et sa suite se retirent à Tonneins pour se constituer en tribunal révolutionnaire. Deux

(1) Le décret du 17 septembre 1793 visait non seulement les fonctionnaires destitués, mais encore tous les gens suspects. Et le décret regardait comme tels : 1° ceux qui, soit par leur conduite, soit par leurs relations, soit par leurs propos ou leurs écrits, s'étaient montrés partisans de la tyrannie ou du fédéralisme et ennemis de la liberté ; 2° ceux qui ne pourraient pas justifier de leurs moyens d'existence et de l'acquit de leurs devoirs civiques ; 3° ceux à qui il avait été refusé des certificats de civisme ; 4° *les fonctionnaires publics suspendus ou destitués de leurs fonctions par la Convention ou ses commissaires* ; 5° les ci-devant nobles qui n'avaient pas constamment manifesté leur attachement à la Révolution ; 6° ceux qui avaient émigré dans l'intervalle du 1^{er} juillet 1789 à la publication du décret du 30 mars-8 avril 1792, quoiqu'ils fussent rentrés en France dans le délai fixé par ce décret ou précédemment.

(2) Ces sociétés populaires « épurées » prirent en général, dans le département de Lot-et-Garonne, le nom de « *Société des Amis de la Constitution de 1793 strictement régénérée* ».

(3) Paganel venait d'Agen où, du 16 septembre au 14 octobre, il n'avait cessé de procéder à l'épuration des autorités constituées. Pendant cette période mouvementée, toute une série de représentants du peuple passèrent à Agen : Tallien, Paganel, Ysabeau, Baudot, Dartigoeyt, Monestier (du Puy-de-Dôme), Pinet, Leyris, Chaudron-Rousseau.

Paganel partit pour Toulouse le 27 vendémiaire an II. Pendant le séjour qu'il y fit, Jouan revint à Aiguillon. Il y fut reçu solennellement par la Société populaire le 24 octobre 1793. Discours, chants, banquet, rien n'y manqua, pas même la « couronne civique que Jouan déclara n'accepter qu'à la condition d'en « décorer le buste du vertueux Marat » ornant la salle des séances de la Société de Tonneins. (*Inventaire de la série L. p. 43 a et délibérations du club de Tonneins, séance du 25 octobre 1793.*)

jours après, j'apprends par la voix de Carrion la dénonciation faite contre moi. Je pars pour aller joindre Paganel à Agen. Il me reçoit plus froidement encore ; il se borne à me dire qu'il va écrire au Comité de Salut public et que mon arrestation ne sera pas longue s'il ne peut l'éviter.

Je me retire à la campagne. Etant un jour à dîner chez ma mère, ma fille, toute essoufflée, vint me dire qu'un détachement de la garde nationale d'Aiguillon est chez moi, à la campagne, pour m'arrêter et me conduire en prison à Aiguillon. Je me rends chez moi. La garde nationale me conduit à la commune. Léaumont, maire, Coq, procureur de la commune, et autres y étaient. Mon malheur paraît les effrayer. Ils veulent se retirer. Je demande en vertu de quels ordres je suis ainsi arrêté et conduit. On me répond que des gendarmes sont venus leur en intimer l'ordre. Je demande, je prie qu'on me procure quelqu'un qui veuille partir de suite, en payant, pour aller à Agen porter une de mes lettres à Paganel qui y était encore.

Les municipaux sont sourds à ma demande. Un sourire malin et satisfait me fit juger du plaisir de quelques-uns. Un seul citoyen, Janot-Manset, que je ne connaissais presque pas, se présente à moi, m'offre ses services, se donne des mouvemens et me procure pour exprès un nommé Piarrille, lors domestique chez Grenier, aubergiste. Cependant j'obtiens de la municipalité qu'au lieu de me garder en prison elle me laisserait chez moi jusqu'à la réponse de Paganel. On me donna une garde de quatre citoyens parmi lesquels devait être Lacroix qui eut honte, sans doute, de venir, et se fit remplacer. La réponse de Paganel que je reçus dans la nuit fut évasive et négative. Je sus que je devais être traduit à mes dépens à Nérac. J'étais lors sans argent. Mon épouse fut en emprunter chez la veuve Dayre. L'épouse de Lacroix, instruite sans doute de ma détresse, vint m'en offrir. Je refusais et j'eus la force d'âme de la remercier sans lui témoigner le moindre mécontentement contre son mari, à qui j'avais rendu des services essentiels comme parent de mon épouse. Le lendemain, tandis que mon épouse et ma famille fondaient en larmes, un

gendarme vint me prendre. Je m'arrache lors aux embrassades et aux sanglots de ma famille. Je traverse la ville ainsi escorté ; mes concitoyens qui me voient fuient devant moi. Je me rends à une voiture où je trouve Lavigne, Lafargue (1) et l'abbé Lassuderie, escortés par d'autres gendarmes. Le désespoir dans l'âme et la rage dans le cœur j'arrive au Port, chez Gimat.

Le peuple, peu accoutumé encore aux arrestations, se précipite en foule sur notre passage. Ceux qui me connaissaient se demandaient quel crime je pouvais avoir fait. J'entendais les uns dire que j'étais coupable de vol ; les autres, que j'avais prévarié dans mon état, etc... Nous arrivâmes ainsi à Nérac, dans l'auberge du citoyen Taverne (2) où nous sommes déposés, la municipalité de Nérac n'ayant pas encore préparé de maison de réclusion. La gendarmerie va annoncer notre arrivée à la municipalité, qui, pendant huit jours, nous envoya douze gardes nationaux pour nous garder. Nous fûmes obligés de payer fort chèrement et la gendarmerie et la voiture qui nous avaient conduits et de donner quarante sols par jour à chaque garde-national qui nous gardait chez Taverne et qui avait la consigne de ne nous laisser communiquer avec personne.

Au bout de huit jours, la gendarmerie de Nérac vint nous prendre et nous défilâmes entre deux haies de gardes nationales dans la maison du citoyen Trenqueléon (3), désignée pour le lieu de la réclusion, où nous trouvâmes les citoyens Duvigneau et Ninon, de Moncrabeau (4), qui venaient d'y arriver et qui avaient choisi les appartemens les plus commodes.

(1) Lafargue-Tauzia que nous retrouverons reclus avec Verdolin, à Nérac. A la fin de juin 1792, il avait été dénoncé par Jouan le Jeune pour « actes et propos inciviques ».

(2) Cet hôtelier de Nérac fut, en frimaire an III, adjoint au commissaire chargé du recensement des grains destinés à l'armée des Pyrénées. (Bonnat, *Invent. série L.*, p. 48 a.)

(3) Charles de Batz de Trenqueléon.

(4) Il s'agit probablement de Ninon qui fut plus tard président de l'administration cantonale de Moncrabeau, puis administrateur du département le 9 brumaire an VII, en remplacement du citoyen Jalabert, démissionnaire. Il fut installé dans cette dernière fonction le 12 brumaire suivant. (Arch. dép. L. 102. pp. 232 et 254.)

Lavigne nous avait quitté et avait été traduit à Agen (1). Rendu dans cette maison de réclusion, imaginant avec raison que notre compagnie augmenterait bientôt, je pris une chambre au troisième. Mais ces malheureux de Tonneins en firent autant. Dans moins de trois jours, nous fûmes au nombre de vingt, et successivement le nombre s'augmenta tellement qu'il n'y eut plus de place pour placer un grabat, jusques-là qu'un ci-devant baron de Montaut, homme âgé de près de quatre-vingts ans, d'une figure honnête et respectable, étant arrivé et n'y ayant d'autre place à mettre son grabat que sous les degrés de l'escalier, je me sentis obligé, par le respect que cet homme m'inspira, de lui offrir la portion de la chambre que j'occupais pour me réduire dans un galetas, ce que j'eus toute la peine du monde à lui faire accepter.

Cette honnêteté fut cause que cet homme me força à accepter sa table, à laquelle il ne me laissait fournir que quelques petits plats que je faisais porter de l'auberge, — ce à quoi il n'avait voulu consentir que pour ne pas m'humilier, — et qui était si bien servi, car cet homme était très riche, que dans moins d'un mois j'épaissis singulièrement.

Je ne détaillerai pas ce qui se passait dans cette maison d'horreur. Je dirai simplement que presque tous les reclus étaient d'une honnêteté sans égale, à l'exception du citoyen Lafargue-Tauzia, de Tonneins, qui n'ayant pas la force sans doute de supporter ses malheurs, rendait les nôtres plus pesants et plus désagréables par sa malhonnêteté et sa brutalité envers tous les reclus. Dans le nombre de ceux de Nérac, il en était, et entre autres Darbissan, Bouet, etc., qui étaient suspects aux pères d'émigrés et autres qui m'en avertirent. Mais la franchise de mes principes me valut la confiance des uns et des autres et je vivais bien avec tous.

(1) Lavigne avait été renvoyé à Agen par ordre de Paganel. Il y jouissait d'une liberté relative. Il n'en fallut pas plus pour motiver une protestation de la société populaire de Tonneins, qui décida de dénoncer Paganel à la Convention nationale. (8 et 14 octobre 1793.)

Chaque jour une garde nombreuse, avec un membre du comité de surveillance révolutionnaire de Nérac, gardait la maison de réclusion. Un jour étant dans la cour, un homme m'accoste et me demande si je ne suis pas Verdolin. Je lui réponds que oui.

— « Me reconnais-tu, me dit-il ? »

— Non !

— Je suis Bordes, membre du comité de surveillance à qui mon ami Dubouil t'avait recommandé lors de l'assemblée électorale de Nérac. Qu'as-tu fait pour avoir mérité d'être ainsi traité ? Je te croyais patriote !

Je lui racontais mes malheurs. Je lui dis que mes principes étaient toujours les mêmes, que je n'étais coupable que de justice et de probité et que ce même Dubouil qui, dans un autre temps, m'avait préconisé, était devenu mon ennemi sans que je l'eusse mérité, et qu'il était aujourd'hui l'un des auteurs de mon malheur.

Cet homme, sensible sans doute à mon récit, m'exhorta à être tranquille et me promit d'adoucir autant qu'il serait en lui les horreurs de ma détention. Et en effet, depuis ce moment, je ne payais plus de garde comme je l'avais fait jusqu'alors. Le concierge me fournit tous les moyens d'écrire et de recevoir des lettres, ce qui n'était pas permis aux autres reclus. Il me fut même offert de sortir, si je le voulais, pour aller promener le soir. Par ce moyen, j'ai beaucoup servi aux autres reclus pour leur correspondance avec leur famille. J'eus une chambre non barrée, donnant sur la rue, mais que l'indiscrétion de certains autres reclus fit barrer dans la suite, en s'en servant trop ostensiblement. Le concierge m'avait annoncé que je n'étais pas sujet à l'appel qui se faisait à 10 heures du soir. Cependant je m'y rendais. En un mot, j'étais libre autant qu'on pouvait l'être dans une maison de réclusion.

Cependant mon cœur était déchiré par les scènes d'horreurs que je voyais se renouveler chaque jour sur les autres détenus. Tantôt leur soupe et autres aliments, que leur famille leur envoyait du dehors, étaient en ma présence touchés, fouillés et bouleversés par les mains crasseuses des gardes, — j'en ai même

vus qui y ont craché dedans. Tantôt un père, Josselin (1), voyant son fils, court ; la porte s'ouvre ; ce fils chéri se jette à son col ; le père et le fils tombent évanouis sur la porte. Les gardes les séparent, les emportent l'un dehors, l'autre dedans, les insultent, les menacent et les frappent. Tantôt un malheureux père, Capot-Quissac (2), apprend que sa fille unique, dans sa maison, à peine âgée de 17 ans, est dans les bras d'un membre du comité (Duniagon), qui l'a séduite jusqu'au point de se faire livrer l'argent et l'argenterie que ce malheureux avait cachés dans un mur de sa maison. En vain ce malheureux père réclame que sa fille soit remise dans les bras de son frère et qu'on garde, si l'on veut, l'or et l'argenterie. Il ne reçoit d'autre réponse que la menace de le mettre au cachot s'il ne demeure pas se taisant.

Je ne rapporterai pas les autres scènes scandaleuses, plus affligeantes les unes que les autres. Je me bornerai à dire combien je fus moi-même affecté, lorsqu'un jour, mon ami, mon fidèle Roussille, qui au moins venait une fois par decade me voir et me porter ce dont j'avais besoin, fut brusquement arrêté à la porte par le garde qui ne voulut pas le laisser entrer. Cet homme, habitué à entrer sans obstacle, eut beau prier, j'eus beau prier moi-même à travers la grille qui nous séparait, on persista à refuser. Un garde le bourre avec son fusil ; il tombe, il se relève, pleure en m'appelant « *mon cher maître* ». Le cœur déchiré de douleur je rentre dans ma prison. Je me livre aux réflexions les plus sinistres ; je perds l'appétit, je ne dors plus, je tombe malade. Tous les reclus, à l'envi les uns des autres, se disputent le plaisir de me rendre service. L'un veut faire le bouillon ; l'autre fait la tisane ; tous m'offrent les services les plus abjects (*sic*). Leur honnêteté aggrave mon mal. Un officier de santé est envoyé. Je le prie de demander la permission de me faire transporter à l'auberge chez Taverne pour y être soigné. Cette permission qui n'avait été accordée,

(1) Il appartenait à la famille de Jausselin ou Josselin de Brassay. (Voir Samazeuilh, *Biographie de l'arrondissement de Nérac*, pp. 361 et suiv.)

(2) Sur les Capot de Quissac, voir Samazeuilh, *op. cit.*, pp. 179 et 180.

quoique demandée, à aucun reclus, m'est donnée. On me transporta dans une chaise à porteurs. Un membre du comité que je ne connaissais pas, Barrère, est sur la porte. Il me déclare que je n'aurai pas de garde ; il m'exhorte à être tranquille sur mon sort et finit par recommander à la femme Taverne et à l'officier de santé qui m'avait accompagné d'avoir bien soin de moi et que, si je ne pouvais pas payer, le comité payerait.

A peine mon épouse et ma fille furent-elles instruites de ma maladie qu'elles volèrent à Nérac. Par leurs soins et leur présence ma santé se rétablissait chaque jour. Barrès, l'officier de santé qui me voyait, homme sage et honnête, m'instruisait de ce qui se passait. Je vis par les colloques que j'avais avec lui que la vie des reclus était en danger. Je conçus l'idée de me faire mettre entièrement en liberté. En conséquence, demeurant instruit que les citoyens Diché (1) et Sembauzel (2), mes camarades de collège et que je croyais être mes amis, parce que dans toutes les occasions je leur avait prouvé — surtout au premier — que j'étais le leur (lorsque nous étions à Bordeaux, à suivre le Palais, j'avais souvent partagé ma modique pension avec lui pour l'aider à vivre) ; demeurant instruit, dis-je, qu'ils étaient parfaitement liés avec les représentants du peuple Ysabeau, Tallien (3) et Paganel (4), lors en mission dans

(1) Diché était secrétaire en chef de l'administration départementale depuis le 11 mars 1792. Il fut réélu le 20 juillet et le 26 novembre de la même année. *Invent. de la série L.* pp. 21 a, 24 b, 27 b.)

(2) Sembauzel, membre de l'administration départementale, fut désigné par le représentant Tallien comme procureur général syndic (25 septembre 1793) à la place de Coutausse, destitué.

En 1790, il avait signé avec Besançon, Roche et Boé, une circulaire invitant les curés de campagne à faire connaître la *Feuille cillageoise*. Le 30 frimaire an VIII, il fut nommé directeur des contributions directes.

(3) Né à Paris en 1760, mort en 1820 ; il représentait la Seine-et-Oise à la Convention. C'est lui qui provoqua la chute de Robespierre au 9 thermidor. Il épousa la belle Thérèse Cabarrus, épouse divorcée d'un conseiller au Parlement, Davis de Fontenay. En 1805, Madame Tallien, de nouveau divorcée, épousa le comte de Caraman, plus tard prince de Chimay. Elle mourut en 1835.

(4) Paganel était revenu à Agen. Le 27 brumaire an II, par un arrêté lu au conseil du département, il érigea le tribunal criminel de cette ville en tribunal révolutionnaire « à l'instar de Paris. » (*Inventaire de la série L.* p. 47 a.) Il était encore à Agen en frimaire an II.

le département, je me déterminai à prier ma femme d'aller à Agen les prier de solliciter mon élargissement. Vaines espérances ! J'étais pauvre, j'étais malheureux et j'ai appris depuis que Diché, pour se débarrasser de ma femme, avait promis d'agir — ce qu'il n'avait jamais fait — et que Sembauzel avait répondu qu'il ne pouvait rien.

Ma femme, rendue à Aiguillon à son retour d'Agen, apprend que le comité de surveillance de Tonneins a ordonné que je serais traduit à Bordeaux et que la gendarmerie était partie pour me traduire (1). Imaginant avec raison que j'étais perdu s'il en était ainsi (2), elle se détermine à partir pour Bordeaux. Mais, avant, elle veut se munir d'une délibération de la société populaire d'Aiguillon qui atteste mon civisme et mes principes. J'ai appris d'elle et d'autres, qui me l'ont attesté depuis, que toute la société se prononça ainsi que je le méritais ; que Dubouil seul, alors président, et Mautor, secrétaire, se refusèrent à signer, ce dernier sous prétexte qu'il avait mal au doigt, mais il est facile de deviner le motif qui le dirigeait. Ma femme partit donc en poste par un temps des plus durs avec sa nièce, Barrier aînée, qu'elle pria de l'accompagner. Arrivée à Bordeaux où tout était dans le deuil et la désolation par les horreurs révolutionnaires qui s'y commettaient, elle

(1) C'est le 7 nivôse an II que le comité de surveillance de Tonneins ordonna le transfèrement de Verdolin dans une des maisons d'arrêt de Bordeaux. Voici l'arrêté qu'il prit à cette occasion :

« Le citoyen Verdolin, procureur syndic destitué par les représentans du peuple Ysabeau et Baudot, détenu dans la maison d'arrêt de Nérac par ordre du comité de surveillance de Tonneins, sera traduit, mené et déposé dans une des maisons d'arrêt de la commune de Bordeaux, département du Bec d'Am-bés, par la gendarmerie nationale à la résidence de cette ville, à ses frais et dépens, pour être jugé par les représentans du peuple Tallien et Ysabeau ou par telle autre autorité qu'ils désigneront, d'après les pièces que les gendarmes déposeront entre les mains des juges à qui la connaissance devra appartenir ; requérant, au nom de la loi, toutes les autorités constituées de prêter aide, secours et assistance en cas de besoin aux citoyens Delsuc et Brustand, gendarmes conduisant ledit Verdolin. Signé : Marat, ci-devant Jouan le Jeune, Labarthe, Bégouille, Aubié, Daguzan, Henry Arthaud, Brethion, Lacombe aîné ». (Archives du Comité de surveillance, qui nous sont parvenues par fragments.)

(2) C'était l'époque où Lacombe « opérait » à Bordeaux au tribunal révolutionnaire. Voir, à ce sujet, Vivie : *La Terreur à Bordeaux*, 2 vol. in-8°).

fut se morfondre dans les escaliers et les antichambres des représentans du peuple Ysabeau et Tallien qui y étaient alors.

Cependant mon épouse m'avait instruit de ce qui s'était passé à Agen, à Aiguillon, et de ce qui se passait à Bordeaux me concernant. J'étais agité entre la crainte et l'espérance, lorsque le troisième jour après le départ de mon épouse pour Bordeaux, on vint me dire dans mon lit que trois gendarmes de Tonneins, au nombre desquels était le beau-frère de Jouan (1), étaient venus me chercher pour me traduire à Bordeaux. D'abord, je me crus perdu. Puis reprenant mes sens, j'envoie prier les citoyens Bordes, membre du comité, et Barrès, officier de santé, de passer de suite dans ma chambre. Je leur raconte ce que je viens d'apprendre et les dangers que je cours si on n'empêche que je sois traduit à Bordeaux. En effet, Bordes et Barrès vont au comité ; ils attestent que je suis trop malade pour pouvoir être traduit. Le comité convoque le District. Les uns et les autres délibèrent que le comité de Tonneins était incompétent pour ordonner la translation d'un reclus qui était dans leur arrondissement et qu'en conséquence la gendarmerie de Tonneins serait renvoyée avec inhibitions et défenses d'attenter à ma personne (2). Bordes qui venait souvent me voir chez

(1) L'administration du département, qui avait blâmé Jouan et ses acolytes lorsqu'ils avaient en face d'eux Verdolin et le district, revint sur ses décisions pendant la Terreur, lorsque les représentans du peuple en mission leur eurent montré que Jouan était seul dans les bons principes. Faiblesse, pusillanimité, acceptation du fait accompli, crainte de compromissions, tels semblent avoir été les principes de l'administration du département.

Voici en quels termes, elle écrit à Jouan le Jeune, procureur général des sans-culottes du département, le 8 novembre an II.

« Au procureur général des sans-culottes. L'administration a entendu avec
« le plus vif intérêt la lecture de votre adresse. Elle vous remercie de l'envoi
« que vous lui avez fait. Elle a applaudi au style énergique et original qui
« caractérise toutes vos productions ; elle est persuadée que s'il est un homme
« propre à former des élèves républicains, à leur inspirer l'amour de la liberté,
« la haine des despotes et des oppressions, c'est celui qui, défendant la Révo-
« lution, a su combattre avec autant de courage que de succès, les aristo-
« crates, les feuillans, les modérés, les faux patriotes, les muscadins, les mes-
« sieurs culottés, les fédéralistes, les girondins et tous les côtés droits de toutes
« les assemblées. Salut et fraternité ».

(2) C'est au moins ce qui fut dit à Verdolin. L'administration du district de Nérac, en prévenant de cette décision le district de Tonneins, se montra plus

Taverne, s'empessa de m'apprendre cette détermination. Je fus un peu rassuré. Mais ma fille, frappée du coup qui venait de me menacer, tomba malade. Ce n'était pas assez de mes propres maux ! Ceux de ma fille me déchirèrent le cœur. Ayant besoin moi-même de consolation et de tranquillité, j'étais obligé de déguiser mes craintes pour rassurer celles de ma fille.

Dans ce même temps vint à Nérac un commissaire envoyé par Ysabeau et Baudot pour prendre des renseignements au sujet de je ne sais quoi qui s'était passé à Nérac même (1). Il logea chez Taverne. Je le fis prier de passer dans ma chambre où j'étais détenu dans mon lit. Il vint. Je lui racontai succinctement mes malheurs et ma conduite. Il se borna à me demander si je n'avais pas donné dans le fédéralisme. Je lui répondis qu'on m'en accusait, mais que je n'avais jamais su ce que c'était, et que j'avais toujours été le partisan zélé de la patrie. A ces mots, il me quitta sans mot dire.

Quelques jours après les citoyens Sembauzel et Dupin (2), de Damazan, administrateurs du département, vinrent en mission à Nérac. Ils logèrent chez Taverne. Je les fis prier, surtout Sembauzel, de passer dans ma chambre, ne pouvant me lever, ni n'osant sortir ; ils restèrent deux jours ; ils me firent espé-

réservée et moins affirmative. Le 13 nivôse an II, elle écrivait aux administrateurs de Tonneins qu'elle n'avait point « le droit d'ordonner l'élargissement des citoyens arrêtés » ; d'autre part les comités de surveillance ayant été modifiés, elle ne pouvait plus reconnaître comme légales les délibérations ou arrêtés de ces comités. « Vous ne blâmez pas sans doute la prudence de notre conduite et nous sommes persuadés que, comme nous, vous croirez qu'il faut un ordre exprès des représentans du peuple pour opérer les translations mentionnées dans les procès-verbaux ou arrêtés des 7 et 9 de ce mois ». Il s'agissait non seulement de Verdolin, mais encore de Lafargue-Tauzia qu'on voulait transférer à Tonneins. (Archives de Lot-et-Garonne, Série L., fonds du district de Nérac.)

(1) C'est Antony, juge de paix à La Réole, qui vint faire une enquête sur les troubles politiques et religieux survenus à Nérac le 7 nivôse an II. Il y fut envoyé par arrêté des représentans du peuple Ysabeau et Tallien le 11 nivôse an II et se présenta au district le 15 du même mois.

(2) Sembauzel était, nous l'avons vu, procureur général syndic du département. Un arrêté de Paganel, de nivôse an II, l'avait chargé provisoirement des fonctions de membre du directoire en remplacement du citoyen Gironde, malade depuis quelque temps. Quant à Dupin, il avait été nommé membre du directoire de Lot-et-Garonne, le 25 septembre 1793, par le représentant Tallien qui « épurait » les autorités constituées.

rer et partirent sans vouloir me voir. Leroy m'envoya son domestique, Saint-Pierre, qui causa quelque temps avec moi.

Un soir, Bordes entre dans ma chambre ; il me dit qu'il vient d'apprendre que le comité de Tonneins avait de nouveau envoyé la gendarmerie pour m'enlever furtivement cette même nuit ; que le comité de Nérac venait de décider qu'il s'opposerait de vive force à mon enlèvement, si je voulais rentrer de suite dans la maison de réclusion, ce qu'il ne pourrait pas faire si je voulais rester dans l'auberge. Ma détermination fut bientôt prise. Je ramasse le peu de forces qui me restaient ; j'embrasse ma fille qui fondait en larmes, que je livre à des étrangers ; et je rentre en réclusion, escorté par Bordes et quelques-uns de ses amis qu'il avait pris au cas que, dans le trajet, la gendarmerie voulût m'enlever. Je ne saurais exprimer la joie et le plaisir que me témoignèrent mes malheureux compagnons d'infortune, qui déjà avaient été instruits des dangers que j'avais courus. Moi seul étais insensible à tout. Et je me regardais comme un revenant au milieu de squelettes encore vivants.

Cependant ma femme intriguait à Bordeaux. Elle sollicitait auprès des représentans du peuple mon prompt jugement. Le hasard veut que ce même. (1), lors secrétaire des représentans, lui parle, lui demande le sujet de ses sollicitations. Elle s'explique ; il lui dit qu'il connaît cette affaire, qu'il m'a vu à Nérac et lui conseille de ne pas solliciter mon jugement, parce que quelques femmes avaient ainsi hâté la mort de leurs maris, et l'exhorte à se retirer. Il ne lui en fallut pas davantage. Elle part et revient à Aiguillon. A peine arrivée, elle apprend que Monestier, représentant du peuple (2), va se rendre à Marmande pour se prononcer sur le sort des détenus. Elle part, se rend à Marmande. Passant à Tonneins, elle est reconnue. Le comité fait partir en poste deux de ses membres avec un gendarme pour

(1) Le nom du secrétaire est laissé en blanc.

(2) C'est Monestier, de la Lozère (1755-1800), qu'il ne faut point confondre avec Monestier, du Puy-de-Dôme. Ce dernier vint également dans le Lot-et-Garonne.)

devancer mon épouse et obtenir un ordre pour que je fusse traduit à Bordeaux. Mais Monestier leur avait répondu sans doute qu'il ne le pouvait pas, puisque, lorsque mon épouse lui parla, il répondit qu'il venait de donner l'ordre que tous les reclus du district de Tonneins seraient traduits dans la maison de réclusion qui y était.

La gendarmerie de Tonneins vint donc pour la troisième fois me chercher. Je m'arrachai des bras des malheureux reclus de Nérac ; leur vertu, la reconnaissance que je devais à leurs bons procédés à mon égard firent couler mes pleurs, et je fus mis dans une mauvaise voiture avec Lafargue, de Tonneins, et les malheureux Dupré et Taillac. Nous étions escortés par huit gendarmes et six commissaires du tribunal de Bordeaux. Passant à Aiguillon, le peuple, naturellement curieux, parut avoir horreur du traitement qu'on me faisait éprouver. J'eus la satisfaction de voir que toutes les portes, excepté quelques-unes, furent fermées ; personne ou presque personne ne parut. Cette ville que j'aimais tant me parut un désert. Je refusai l'offre d'un gendarme qui voulait m'accompagner à ma maison, si je désirais embrasser ma famille que je savais ne pas y être. Mon fils, à peine âgé de huit ans, s'était rendu au passage avec d'autres enfans. Il m'embrasse ; le malheur avait, pour ainsi dire, étouffé en moi le sentiment de la nature. Je n'étais sensible à rien. Nous arrivons à Tonneins ; il était déjà nuit, je me sépare des citoyens Taillac et Dupré, qui furent guillotins le lendemain de leur arrivée, par la raison qu'ils étaient pères d'émigrés, remplis de lumières et de probité (1).

Me voilà donc rendu et enfermé dans la maison de réclusion de Tonneins où je trouvai MM. Brunet-Latuque, constituant (2),

(1) Bartouil-Taillac, de Nérac, ci-devant noble, âgé de 66 ans, fut condamné à mort le 23 prairial an II (11 juin 1794). Il fut guillotiné le même jour que son co-détenu Dupré-Pommarède (Lambert), 62 ans, de Moncrabeau, également ci-devant noble.. (Vivie : *La Terreur à Bordeaux*, tome II, page 362.) Pierre de Bartouil-Taillac avait été trésorier d'Albret, puis lieutenant au siège de Nérac.

(2) Nous avons déjà parlé de Brunet-Latuque. Il était né en 1757 à Puch de Gontaud et avait été élu député du Tiers-Etat pour la sénéchaussée de Nérac. Après le 9 thermidor il sortit de prison ; il fut juge de paix à Puch, puis à Damazan. Il mourut à Puch en 1824. (Voir la similitude gravure qui le représente.)

Lavigne, législateur (1), Jauffret, curé de Tonneins (2), Gondés aîné, plusieurs autres de mes anciens amis, des prêtres assermentés, tels que Chaubet (3), Sécheyron (4) et plusieurs nobles entachés du crime d'honneur et de probité. Pendant les premiers jours de mon arrivée, la garde de la réclusion fut doublée ; il fut interdit à mes parens et amis du dehors de venir me voir. Cependant mon épouse et ma fille obtinrent enfin cette grâce. Le cœur déchiré de douleur, sans cesse en butte aux insultes et aux menaces des gardes et des membres du comité de Tonneins, j'étais forcé de dissimuler les craintes qu'on ne cessait de me donner d'un prochain enlèvement de ma personne pour être traduit à Bordeaux au tribunal de sang du fameux Lacombe, à qui je savais être recommandé par Jouan et ses complices. Mais heureusement l'arrivée et la visite dans la maison de réclusion du représentant du peuple Monestier rassura un peu mes craintes par l'espoir qu'il donna que les reclus devaient être jugés chacun dans leur district par une commission dont il cacha les noms, mais qu'on apprit depuis devoir être présidée par le fameux Jouan. Mais cette commission n'ayant pas eu lieu et Jouan avec ses complices, voulant toujours me perdre avec quelques autres reclus, fit arrêter et traduire au tribunal révolutionnaire de Toulouse le

(1) Lavigne (Jean), négociant à Tonneins, avait été membre du directoire du département. Il fut élu le 1^{er} septembre 1791 quatrième député de Lot-et-Garonne à l'Assemblée Législative.

(2) Nous donnerons plus loin une notice détaillée sur Jauffret, curé de Tonneins.

(3) S'agit-il ici de Chaubet, curé constitutionnel d'Aiguillon ? Très probablement ; mais en tous cas, Chaubet ne resta point longtemps dans la maison de réclusion de Tonneins. Né le 22 avril 1765, ordonné prêtre par l'évêque Constant, vicaire de Dubois à Aiguillon, il prêta tous les serments, devint curé d'Aiguillon et reçut en cette qualité son évêque consécrateur, qui se trouvait dans une situation pécuniaire très obérée, presque dans la misère. A la réorganisation des cultes, il fut nommé curé de Puymasson, transféré à Granges le 25 mars 1805, à Saint-Pastour le 16 juillet 1813, à Saint-Sulpice-Rivelot en 1815, à Bias le 10 février 1818 et de nouveau à Saint-Sulpice-Rivelot le 18 janvier 1831. Il y mourut le 18 mars 1818.

(4) Jean Sécheyron était né en 1749. Ordonné prêtre à Agen en 1773, vicaire à Monclar, puis à Aiguillon, il devint curé de Nicole en 1779. Après le Concordat, il fut maintenu à son poste où il mourut en 1832.

filz de M. Laperche, le médecin, et trois autres artisans de Tonneins à qui il fit promettre la liberté et la grâce s'ils voulaient dire que dans le *Cercle*, dont j'ai déjà parlé et dont ces trois artisans étaient membres, il n'y avait que des aristocrates ; que Brunet, Lavigne, Jauffret, Gondès et moi y professions ouvertement des principes anti-républicains et que nous avions projeté l'assassinat des patriotes. Et si cette fois nous échappâmes à la mort, nous en eûmes l'obligation et toute l'obligation à M. Laperche père, médecin, qui, pour sauver son fils se rendit de suite à Toulouse où, par le moyen d'une femme publique qu'il gagna et qui était entretenue par le président du Tribunal révolutionnaire de Toulouse, il parvint à faire rendre la liberté à son fils et, avec lui, aux trois artisans et à faire brûler les pièces de procédure qui avaient déjà été faites.

Jouan et ses complices, ayant encore manqué leur coup, en tentèrent un autre sur la personne du nommé Prébousteau, menuisier de Tonneins, qui avait déjà servi et qui, pour se soustraire aux tracasseries et aux poursuites de Jouan, se détermina à reprendre du service dans les armées (1). Il était dans la Vendée avec son régiment, lorsque Jouan parvint à le faire arrêter et traduire au tribunal révolutionnaire de Paris. Là, on lui promit la grâce et la liberté s'il voulait dire que Brunet et autres et moi, avions professé dans le *Cercle* dont s'agit les principes anti-républicains et que nous avions projeté l'assassinat des patriotes. Mais ce brave jeune homme ayant résisté à ces offres et ayant été traduit devant le Tribunal

(1) Ce Prébousteau avait été accusé par Jouan le Jeune et ses amis, le 13 juin 1793, d'avoir volé sur les droits d'étapes d'un bataillon de volontaires qu'il accompagnait. Dénoncé à la Société populaire de Tonneins par un volontaire, il fut défendu par Verdolin et par ses camarades. Le 20 juin, il vint se disculper en séance du club. Mais, comme l'écrivit Verdolin, en butte aux attaques et aux dénonciations des sans-culottes, il se décida à repartir aux armées (séance du 19 septembre 1793). Prébousteau était brigadier au 8^e régiment de chasseurs ; prévenu de complicité avec la faction de la Gironde, acquitté par le tribunal criminel de la Haute-Garonne, puis repris, il fut mis en liberté par le tribunal révolutionnaire de Paris le 4^e sans-culottide an II. (20 septembre 1794.) (Wallon, *Histoire du tribunal révolutionnaire de Paris*, tome IV, page 201.) Prébousteau mourut à Tonneins le 12 mars 1820. (Archives de Lot-et-Garonne, Série M. *Tables décennales*.)

révolutionnaire de Paris y fut acquitté à la demande du public assistant à la séance pour le récompenser de sa fermeté à résister à la séduction et, plus encore, en considération de ce que, dans une bataille qui avait eu lieu la veille de son arrestation, il avait eu deux chevaux tués sous lui. Me voilà donc encore miraculeusement sauvé de la mort ! Cependant j'étais dans des craintes continuelles ; je me faisais violence pour ne pas alarmer ma famille désolée ; je vivais, ou plutôt je ne vivais plus, lorsqu'on vint nous annoncer que le 9 thermidor avait délivré la France et l'humanité de l'anthropophage Robespierre et de ses principaux complices. Un rayon d'espoir se répandit dans mon âme déjà affaissée par les humiliations et par l'épuisement de mes faibles moyens, qui réduisait ma famille à une bien triste existence, et plus encore par une longue et dangereuse maladie que je venais de faire dans la maison de réclusion.

Je ne tardai pas à apprendre que Paganel (1) et Boussion (2),

(1) Paganel devint sous le Directoire « chef de la 6^e division du département des relations extérieures », puis secrétaire général au même ministère. Un certificat lui fut donné en l'an V par l'administration centrale de Lot-et-Garonne. C'est un véritable *curriculum vitae* : « Certifions qu'il a exercé dans la commune d'Agen et dans le collège qui y était établi les fonctions de professeur de cinquième depuis le 27 octobre 1772 jusqu'au 31 août 1778, et de professeur de rhétorique depuis cette dernière époque jusqu'au 1^{er} septembre 1781, jour auquel les ci-devant prêtres de l'Oratoire furent mis en possession, ce qui résulte des lettres-patentes du 20 juillet 1781, enregistrées au Parlement de Bordeaux le 17 août suivant ; que les dites lettres-patentes lui attribuèrent une pension de 400 livres ; que le 13 septembre 1791, le directoire fixe au citoyen Paganel, comme curé de la paroisse de Noailiac, le traitement attaché à cette cure à la somme de 1.975 l. 4 s. 5 d. ; que dans ce traitement ne fut point comprise la pension dont il jouissait comme ci-devant professeur et fixée par les dites lettres-patentes ; qu'il fut élu procureur-syndic du ci-devant district de Villeneuve, le 17 juin 1790 ; qu'il fut législateur le 29 août 1791 et membre à la Convention le 5 septembre 1792, ainsi qu'il résulte des procès-verbaux des assemblées électorales déposés au secrétariat du département ». (Bonnat, *Incertaine*, Série L., page 227). La date d'élection à la Législative se rapporte à l'ouverture de l'assemblée électorale qui dura plusieurs jours. En réalité Paganel fut élu le 3 septembre 1791. Il obtint l'année suivante 288 suffrages pour la Convention.

(2) M. de Bellecombe a consacré à Pierre Boussion une très curieuse notice dans l'*Agenais illustré*. Fils d'un chirurgien de Lauzun, le futur conventionnel naquit en 1753, fit ses études à Agen, Bordeaux et Montpellier, fut nommé député suppléant aux Etats-Généraux de 1789 où il remplaça Escourre de Peluzat, démissionnaire. Inéligible à la Législative, il fit partie de la Convention nationale où il vota la mort de Louis XVI sans sursis. Ami de M^{re} Roland et de Joséphine de Beauharnais qu'il contribua à faire mettre en liberté,

or



BRUNET-LATUQUE



représentans du département à la Convention, à qui j'avais dans mes malheurs adressé une réclamation comme mes amis, se donnaient du mouvement, mais tardif, pour obtenir mon élargissement.

En effet, quelques jours après le 9 thermidor, Girodeau aîné, lors procureur syndic du district, se rendit à la maison de réclusion et me remit le décret qui ordonnait mon élargissement (1).

Quelqu'agréable que me fut cet acte, qui était le premier rendu encore pour les reclus du département, je ne tairai pas que les embrassades et les larmes de mes camarades d'infortune m'auraient fait désirer de rester encore avec eux, si l'amour paternel et de mon épouse qui, par hasard, se trouva ce jour-là à Tonneins, ne m'avait pressé de revenir dans ma maison pour y jouir de la tranquillité que j'avais perdue depuis un an dans les différentes maisons de Nérac et de Tonneins.

Le premier usage que je fis de ma liberté et de ma vie fut d'en exprimer, par lettre, ma reconnaissance à ceux qui avaient concouru à me la procurer, et surtout au comité de Nérac. Rendu à Aiguillon, j'eus la satisfaction d'embrasser ma famille, très peu d'amis. Ma présence ou ma vie semblait reprocher à

il fut suspecté de fédéralisme, mais il n'eut point de peine à se justifier. Membre du Conseil des Anciens du 4 frimaire an IV au 1^{er} prairial an VI ; conseiller de préfecture de Lot-et-Garonne de 1800 à 1815 ; proscrit comme régicide par Louis XVIII, il habita Bruxelles, puis Liège, où il mourut le 18 mai 1829, après avoir repris son premier état de médecin.

(1) Après Verdolin, fut mis en liberté Brunet-Latuque (arrêté du directoire de Tonneins du 11 vendémiaire an III). Dans le tableau de sa vie politique l'ancien constituant exposait « qu'avant 1789 il appelait la liberté et l'égalité par ses vœux, en provoquait le règne par ses écrits ; que nommé par le peuple député à l'Assemblée Constituante, on le vit toujours au poste d'honneur, qu'il fut le 8^{me} à prêter le serment du Jeu de Paume ; que la loi qui rétablit les non-catholiques dans leurs droits fut rendu sur sa motion ; que s'il refusa d'accepter la Constitution de 1793, ce fut parce qu'il ne fut pas écouté lorsqu'il voulut faire des observations sur l'ordre judiciaire et que, croyant les droits du peuple souverain blessés par les obstacles qu'il éprouvait à émettre son opinion, il vota pour la négative dans un moment où sa sensibilité était vivement émue, mais que son cœur avait d'autant moins de part à ce refus qu'au 10 août, lorsque la Constitution fut proclamée, il manifesta son assentiment et sa joie ».

Le district de Tonneins rendit hommage à sa sensibilité, à sa probité et à son amour de la liberté et de l'égalité et décida sa mise en liberté définitive.

quelques-uns de mes concitoyens leur connivence avec Jouan pour me conduire à l'échafaud. Cependant, appris à l'école du malheur, je crus devoir dissimuler pour attendre du temps ce que je ne pouvais que conjecturer.

Quelque temps après mon élargissement, j'eus la satisfaction de voir passer à Aiguillon Jouan traduit dans les prisons d'Agen par la gendarmerie ; oui, Jouan qui, quelques jours auparavant, avait paru à Aiguillon avec l'éclat de la plus grande pompe, craint par les uns, chéri par les autres de mes concitoyens, fêté par tous, et le voilà livré à l'ignominie et à la juste punition de ses crimes, et le voilà livré à la populace qui le conspuie et menace de l'égorger ! Je le vois et tout à coup le désir de la vengeance se convertit en mépris et je me retire. Il eut beau réclamer tous ses amis d'Aiguillon, le bruit de son malheur et de son passage les retenait cachés chez eux (1).

(1) Le Conseil général de la commune de Tonneins dont Jouan était maire avait été destitué le 17 vendémiaire an III par arrêté du représentant du peuple Ysabeau. Dans un écrit daté du 25 vendémiaire et intitulé :

« *Justice, Impartialité.*

« *Première réponse préparatoire aux citoyens opprimés de Tonneins-La-Montagne* », il affirmait avoir lui-même demandé sa destitution et terminait par sa profession de foi nouvelle :

« Respect à la Convention Nationale, soumission à ses décrets.

« Attachement inviolable aux Jacobins régénérés depuis le 10 thermidor.

« Exécution entière du décret du 17 septembre (vieux style) contre tous les malveillans.

« Paix, union et fraternité, avec les Sans-Culottes de 1789 de toute la République.

« Indulgence pour les Feuillans égarés ; anathème aux riches froids et inhu-

« mains, aux aristocrates, aux modérés, aux fayettistes, aux girondins, à ceux « qui sont aujourd'hui patriotes et demain aristocrates, et aux fanatiques de « quelque religion qu'ils aient été ».

Les attaques s'étaient renouvelées sans cesse contre Jouan, qui n'avait plus l'oreille de la Société populaire. Autant il était dangereux avant thermidor d'entrer en lutte avec lui, autant en l'an III on devint suspect à vouloir le défendre. Chassé de la Société populaire, il fut arrêté et conduit à Agen à la fin de 1794. « Les gendarmes qui l'accompagnaient eurent quelque peine à le protéger contre la fureur populaire, surtout à Aiguillon, où une foule de femmes accourues sur son passage voulaient absolument le mettre en pièces. » (Archives départementales. Fonds du district de Tonneins et *Bibliographie générale de l'Agenais*, tome 1, page 387).

Après la réaction thermidorienne, Jouan le Jeune redevint, comme ci-devant, instituteur à Tonneins. Il ouvrit un pensionnat qui, en l'an VII, comptait un certain nombre d'élèves et qui lui valut, le 15 vendémiaire, les félicitations de l'administration centrale du département (Série L. 101, page 58).

CHAPITRE V

APRÈS LA TERREUR (1794-1801)

Verdolin est nommé commissaire du Directoire exécutif près l'administration cantonale d'Aiguillon. Il protège les victimes des sans-culottes et lutte contre les anciens amis de Jouan le Jeune et contre Nugues. — Il est présenté à l'assemblée électorale pour faire partie du directoire du département ; son refus. — Verdolin, redevenu notaire, se voit entravé continuellement dans l'exercice de ses fonctions ; il cède sa charge et rédige ses *Mémoires*.

Quelque temps après et, à mon grand étonnement, je reçus directement du gouvernement de Paris la commission de commissaire près l'administration du canton d'Aiguillon (1). Je

(1) Les districts furent supprimés par la Constitution de l'an III. En fait, ils fonctionnèrent jusqu'à l'organisation des administrations cantonales destinées à les remplacer et établies dans le Lot-et-Garonne par arrêté du directoire du département daté du 5 brumaire an IV. Au district on substitua donc le canton. Celui d'Aiguillon, dont Verdolin fut le premier commissaire du Directoire exécutif, était formé de 8 communes : *Coleignes, Dominipecq, Galapian, Niccle, Saint-Saley, Saint-Vincent, Saint-Brice et Aiguillon*, et d'une partie de celle de *Clairac*. Chaque commune ou fraction de commune nommait un agent municipal et un adjoint. Aiguillon, plus peuplé (3258 habitants), formait deux communes. Il y avait donc pour composer l'administration cantonale dix agents et dix adjoints, qui furent élus par l'assemblée communale le 15 brumaire an IV. Ces dix agents étaient présidés par Nugues dont les pouvoirs duraient deux ans. Ils devaient se réunir au moins trois fois par mois et avaient dans leur ressort les affaires précédemment attribuées aux municipalités, aux districts et aux agents nationaux. (Bonnat, *Inc. série L*, pp. 191 et 193.)

Les fonctions de commissaire du directoire exécutif confiées à Verdolin, l'obligeaient à résider à Aiguillon. Il ne devait être prise aucune délibération sans qu'il ait formulé son avis. Il avait seulement voix consultative. Quant à son traitement, la loi du 21 fructidor an III (7 septembre 1795) le fixait à 400 myriagrammes de froment par an.

n'ai jamais pu savoir par quel canal ou par quelle faveur j'avais ainsi pu être signalé le premier dans tout le département (1). Ayant toujours le passé présent à ma mémoire, j'hésitai longtemps entre l'acceptation et le refus. Cependant, soit amour-propre, soit vanité, soit le désir de faire du bien à mes amis et de me venger par des bienfaits de mes ennemis dans toutes les occasions qui se présenteraient, je me décidais enfin à accepter (2).

Quelques-uns de mes concitoyens, que j'avais suspectés d'être ligüés avec Jouan, ou plutôt d'être les instigateurs des persécutions auxquelles j'avais été en butte, parurent vouloir se rapprocher de moi. Je les accueillis sans faire le moindre reproche, ni même sans paraître connaître leur trame contre moi. L'administration cantonale se forma. La cabale porte Nugues l'ainé, président, Lacroix et autres, adjoints. En un mot cette administration fut composée, en grande partie, des anciens amis de Jouan. Me méfier et me tenir en règle, c'est tout ce que je pouvais faire. Cependant tous les malheureux avaient des droits et un facile accès dans mon cœur et dans ma petite protection. Témoins de cette vérité : tous les parents des *conscripts* ; la dame de Clairfontaine (3) qui, livrée à la misère et abandonnée de tous ses anciens amis, livrée à ses ennemis et aux usurpateurs de sa fortune, ne trouva que moi pour adoucir ses maux et la défendre contre ses persécuteurs ; l'émigré Gaulejac (4), que certains membres de l'administration voulaient faire arrêter pour le livrer au fer de

(1) C'est l'administration départementale qui le présenta au choix du gouvernement, non le premier, mais en même temps qu'un certain nombre de ses collègues.

(2) Verdolin fut nommé commissaire provisoire du Directoire exécutif près l'administration cantonale d'Aiguillon le 13 brumaire an IV. (Arch. de Lot-et-Garonne, série L. 76, p. 69). En même temps que Verdolin furent également désignés provisoirement les citoyens Bourges, pour Castelmoron ; Crebessac, pour Laparade ; Farcit-Calbiac pour Montpezat. Le Directoire exécutif devait lui-même nommer ses commissaires. Il confirma les pouvoirs donnés à Verdolin par l'administration centrale du département.

(3) La dame Levelu de Clairefontaine, d'une vieille famille aiguillonnaise, qui habitait le manoir de Saint-Armand. (Alis, *op. cit.*, pp. 307, 310, 314, 362, 367).

(4) Ce Gaulejac, émigré, était rentré en France et s'était réfugié à Saint-Brice chez son beau-frère Monerot.

la guillotine ; Malvin de Montazet (1), dont certains membres de l'administration voulaient acheter ou se faire adjuger les biens situés dans le canton ; la ci-devant duchesse d'Aiguillon, à qui le président de l'administration, ligué avec l'homme d'affaires de cette dame et quelques autres de sa trempe, voulaient enlever les moulins ; le chanoine Passelaigue (2), qu'on voulait dépouiller de son bien de *Blanchard*, etc , etc. ; en un mot, j'ai la vanité de me féliciter de mon zèle et de ma fermeté pour résister aux entreprises du crime et de prouver l'injustice, et de défier mes ennemis de prouver que pendant cette administration, ni jamais, j'aie manqué aux sentimens d'honneur et de probité.

Cependant, Nugues, président (3), — je ne sais de quel droit ni de quelle autorité, — s'était emparé de la recette et de la caisse communale et cantonale ; déjà, plusieurs fois, je lui avais amicalement demandé qu'il rendit compte, entre autres choses : 1° d'une grande quantité de chanvre appartenant à la commune d'Aiguillon qui avait été vendu aux enchères, de même que la métairie de Latané, et des arbres appartenant à la même commune ; 2° de cent vingt sacs de blé qui auraient été pris aux moulins d'Aiguillon, lors en régie, pour fournir à la nourriture des prisonniers de guerre et pour le paiement des mois de nourrice, lequel blé avait été remplacé pour le même service par l'administration du département qui, en ce faisant, m'avait donné ordre de faire rétablir celui pris aux moulins, etc., etc. Mes invitations amicales ayant été inutiles, je crus de mon devoir, pour mettre ma responsabilité à couvert, de faire consigner ces demandes sur les registres de délibérations. Il y

(1) Sur les Malvin de Montazet, voir Alis, *op. cit.*, passim.

(2) Jean Bernard de Passelaigue, né en 1711, étudia à Paris, devint curé d'Aiguillon et vicaire général sous l'épiscopat de MM. de Chabannes et d'Usson de Bonnac, chanoine de la cathédrale Saint-Etienne et official du diocèse d'Agen. En 1753, il fut nommé abbé de Pérignac. Il refusa de prêter le serment d'adhésion à la Constitution civile du clergé, fut alors condamné à la réclusion qu'il subit chez lui à cause de son âge et de ses infirmités. Il mourut à la fin de la Révolution. (Durengues, *op. cit.*, p. 9, note 2.)

(3) Nugues avait été nommé président de l'administration municipale du canton le 16 brumaire an IV. Après avoir refusé pour cause de maladie, il finit par accepter le 24 brumaire.

a trois de mes réquisitions à ce sujet, mais toujours inutilement, et jamais Nugues n'a rendu compte.

Nugues, piqué contre moi, vint un jour dans mon bureau et me dit qu'étant et ayant été toujours mon ami, il n'avait jamais imaginé que je le tracassasse de la sorte. Ce nom d'ami dont il voulait se parer soulevant toute mon indignation, je lui dis que je n'ignorais pas qu'il était un des principaux auteurs de mes malheurs et que Jouan n'avait été que son instrument pour me faire périr, qu'il devait rappeler le temps où étant membre du district de Tonneins et moi procureur syndic, que [moi] n'ayant pas voulu recevoir la clef qui renfermait la grande quantité des tabacs nationaux que préalablement tous ces tabacs ne fussent pesés et vérifiés, lui, Nugues, eut l'adresse de se faire nommer commissaire pour cette pesée et vérification, opération qui dura plus d'un mois ; qu'étant terminée, la clef me fut remise avec l'état des pesées et vérifications ; que, quelque temps après, la vente aux enchères ayant été ordonnée par le ministre, il y fut procédé en présence du District et par lots séparés ; que ce fut Nugues et Bourges, son collègue, qui déterminèrent la quantité et la quotité de ces divers lots dont le dernier fut qualifié sous la dénomination vague du restant de tabacs ; que ce dernier lot, en comparant ceux déjà vendus avec notre état de pesées, devait tout au plus être composé de 8 ou 10 quintaux ; que ce dernier lot, dis-je, fut adjugé à un quidam de Tonneins ; que toutes les adjudications faites, il eut encore l'adresse de se faire nommer commissaire pour la livraison des tabacs adjugés ; que, m'ayant remis l'état des livraisons, cet état concorda à un quintal près en plus avec le premier, lesquels états furent par moi envoyés au Département. Mais Jouan, dans la lutte qu'il avait avec le District, instruit de ce qui s'était passé, s'avisa d'inculper quelques membres du directoire du district, et particulièrement moi, d'avoir fait adjuger le dernier lot sous la dénomination vague du *restant* qui n'aurait dû être composé que de 8 ou 10 quintaux, comme je l'ai déjà dit, et qui cependant s'était trouvé composé de plus de 200 quintaux ; que le quidam de Tonneins, à qui l'adjudication avait été faite, avait reçu 24 francs

pour prêter son nom, et que cette grande quantité de tabacs avait tourné au profit de quelques membres du directoire et surtout au mien. Cette inculpation était trop grave pour que l'honneur et la délicatesse du District pût rester dans le silence. Farcit et moi fûmes chargés de vérifier les faits, et déjà nous tenions le fil des manœuvres de Nugues et consorts, lorsque Farcit et moi fûmes frappés de la destitution.

Et, pour lors, on vit avec étonnement que Nugues, contre qui seul Jouan pouvait avoir des preuves qu'il avait déjà signalées, s'accomoder, je ne sais comment ni à quelles conditions, avec Jouan qui le fait nommer président du District et qui ne fait plus qu'un avec lui. N'y a-t-il pas lieu de croire que la mort de Farcit et la mienne étaient une des conditions de cet accord, pour que nous ne puissions pas dévoiler ce que nous avons déjà découvert des manœuvres de Nugues au sujet du tabac ? Et Jouan ne l'a-t-il pas dit et expressément déclaré, lorsqu'après avoir perdu toute sa puissance, et en parlant de moi, il a dit que les torts qu'il avait à mon égard, je devais les imputer à certains de mes ennemis d'Aiguillon qui l'avaient conjuré de me perdre et qui avaient intérêt à ce que je ne vécusse plus.

Il est aisé de concevoir d'après cela que Nugues ne pouvait pas être mon ami. Cependant dans la crainte, sans doute, que je ne donnasse suite à l'affaire des tabacs et autres dont je le connaissais coupable, il dissimula et se borna à me tendre des pièges. D'abord il séduisit Cabanes, mon secrétaire ; il fit espérer à Duburgua, lors [agent municipal] (1), que si on pouvait parvenir à me faire destituer ou à me forcer à demander ma démission, il occuperait ma place. Lacroix, agent (2), et autres se liguèrent contre moi. A l'aide de

(1) La qualité de Duburgua n'est pas indiquée dans la copie du manuscrit de Verdolin. Duburgua avait été nommé agent municipal de la commune d'Aiguillon-ville le 13 germinal an V. (Alis, *op. cit.*, p. 472.)

(2) Lacroix fils était « l'adjoint » de Duburgua. Un jour, il écrivit à l'administration centrale « pour savoir si, conformément à la loi sur la police des cultes, il devait faire enlever une enseigne sur laquelle était peinte une croix blanche, » Lafont, commissaire du Directoire exécutif près l'administration centrale du

mon secrétaire et de fausses clefs, on pénétrait dans mon bureau. On y enleva les papiers les plus conséquens. Deux fois on enleva mes registres de correspondance ; on me disputa le droit d'avoir un bureau, ou on me refusa l'encre, le papier, le feu et autres choses nécessaires à un bureau. En vain, je me plaignis à l'administration en corps, de toutes ces vexations ; il n'en était ni plus ni moins. Enfin, je m'adressai à Lafont (1), mon collègue supérieur auprès du Département. Un commissaire fut envoyé sur les lieux et fit droit à mes réclamations. Mais à peine fut-il parti qu'on continua les mêmes vexations et les mêmes tracasseries. Alors, craignant qu'on ne parvint à me compromettre et ne voulant pas établir une lutte qui aurait pu être dangereuse pour les uns ou pour les autres, je pris le parti de donner ma démission, que le Département refusa d'abord, mais que je le forçai d'accepter, en lui promettant de ne pas donner au ministre connaissance de tout ce qui s'était passé (2).

Duburgua fut donc nommé à ma place, et Nugues jouit tranquillement du fruit de ses rapines, parce qu'on ne pouvait par reconnaissance lui faire rendre des comptes.

J'étais encore commissaire du gouvernement lorsqu'une assemblée électorale se tint à Agen, où j'étais en qualité

département, répondit à Verdolin « que l'administration cantonale ferait mieux de feuilleter ses registres et de voir si quelque opération ou réquisition est arriérée que de s'occuper d'une enseigne portant une croix blanche ! »

(1) Charles Marie de Lafont du Cujula était né à Agen le 7 avril 1749. Il appartenait à une vieille famille de Clairac et fut l'un des rédacteurs des cahiers de la noblesse pour les Etats-Généraux de 1789. Député à la Législative du 1^{er} octobre 1791 au 10 août 1792, maire d'Agen à la fin de 1791, destitué comme ci-devant noble, puis commissaire du Directoire exécutif près l'administration centrale du département, membre de la Société académique d'Agen qu'il contribua à reconstituer et dont il fut nommé le second secrétaire perpétuel ; élu au Conseil des Anciens du 1^{er} prairial an III au 18 brumaire an VIII. Réelu jusqu'en 1804, c'est-à-dire jusqu'à sa nomination comme secrétaire général de la préfecture de Lot-et-Garonne. Auteur de nombreux articles sur l'art musical, sur la philosophie, éditeur de l'*Annuaire ou Description statistique du département de Lot-et-Garonne*. (Agen, Noubel, 1806.) Il mourut à Agen le 1^{er} novembre 1811. (Andrieu, *op. cit.*, pages 32 et 33.)

(2) C'est le 4 nivôse an VI que Verdolin démissionna et fut remplacé par Duburgua. (Alis, *op. cit.*, page 475), à qui Lacroix succéda comme agent municipal, le 26 prairial an VI.

d'électeur du canton (1). Je puis dire que cette assemblée était mieux composée qu'aucune de celles où j'avais été en qualité d'électeur. Il n'y eut que quelques anarchistes d'Agen et des environs, qui furent forcés de se retirer à cause de l'horreur que leur présence inspirait aux électeurs honnêtes qui composaient cette assemblée. MM. Merle père, médecin, et Miraben aîné étaient mes collègues pour le canton d'Aiguillon. La première opération de cette assemblée fut de nommer une commission de 48 électeurs qui devaient ensuite se réduire eux-mêmes à 12, pour choisir et épurer les sujets qui seraient reconnus les plus dignes par leurs lumières, leur conduite et leur probité d'occuper les diverses places auxquelles on devait nommer, soit pour la Législature, soit pour le Département, soit pour le Judiciaire. J'eus l'honneur d'être membre de ces deux commissions. Quelle fut ma surprise, lorsque à l'unanimité, cette commission me désigna pour occuper une place au Département ! J'eus beau opposer mon défaut de moyens moraux et physiques, tout fut inutile. Je fus porté par la commission sur l'état des candidats qui devait être présenté, le lendemain, à l'assemblée. Me rappelant du passé et bien résolu de ne pas accepter, je me rendis le lendemain à l'assemblée. Mes amis et autres électeurs que je ne connaissais pas viennent me féliciter. Je leur donne des raisons qui toutes tendaient à ne pouvoir accepter. M. Massac prend la parole, approuve mes raisons et se joint à moi pour exhorter les électeurs à ne pas me nommer. M. Pélissier, l'ainé, me dit :

« Je sais que vous n'êtes pas riche, mais je vous prie d'accepter, et je vous offre pour vous et votre famille un logement, des domestiques et ma table. »

(1) C'est le 1^{er} et le 2 germinal an V que se tint dans une des salles du château d'Aiguillon l'assemblée primaire de la commune chargée de désigner les électeurs. Verdolin fut élu le quatrième sur quatre, par 209 voix. Ses collègues étaient : Nebout aîné, 227 voix ; Merle-Massonneau, 222 ; Dunau, 220. C'était un échec pour les adversaires du commissaire du Directoire exécutif, qui furent battus, Duburgua, avec 161 voix ; Dubouil, avec 156, Nugues aîné et Dulau avec 155.

Les quatre électeurs d'Aiguillon se rendirent à Agen à l'assemblée électorale, qui se tint dans l'église du ci-devant collège du 20 au 26 germinal an V. (Archives de Lot-et-Garonne, Elections, Série L.)

Je répondis à toutes ces honnêtetés aussi bien que mes facultés le permirent. Sitôt que liste de la commission fut remise au président de l'assemblée, je le priaï instamment de ne pas mettre mon admission aux voix, pour les raisons que j'avais déjà mises en avant, ajoutant que si je venais à être agréé et donnant ma démission, la place resterait vacante. Le bureau, bien convaincu de ma résolution, ordonna que la commission s'assemblerait de nouveau, pour présenter un autre candidat. J'eus encore la satisfaction que la commission assemblée, après m'avoir témoigné les regrets que mon refus lui donnait, me pria de lui désigner moi-même le sujet que je croirais un des plus dignes de me remplacer. Cédant aux instances, je leur proposai Poitevin-Desbarris qui fut unanimement nommé par la commission et agréé par l'assemblée (1).

Me voilà donc encore une fois réduit à cet état de quiétude et de tranquillité dans lequel j'aurais dû rester. Mais, d'un côté, le délabrement de ma modique fortune, de l'autre, mon goût pour les occupations de la plume, et la certitude que j'avais qu'un homme sans état est un être isolé, méprisé, en butte aux caprices et à la méchanceté de ses ennemis, je me déterminai à demander à être réintégré dans l'état de notaire que j'avais abandonné depuis 1789 (2).

L'ayant obtenu (3), je ne tardai pas à m'apercevoir que je

(1) L'élection devait porter sur deux places d'administrateurs du département. Elle eut lieu le 24 germinal an V et nécessita deux tours de scrutin. Au premier tour Phiquepal fut élu par 274 voix sur 311 votants. Venaient ensuite Poitevin-Desbarris, 130 voix ; Raymond Noubel, 82 voix ; Verdolin, 78 ; Sembauzel, 13, etc... Verdolin ayant refusé toute candidature et s'étant désisté pour Poitevin-Desbarris, ce dernier fut élu par 193 voix sur 299 votants. Noubel obtenait 78 suffrages, Coutausse 16, Sembauzel 6, Delbourg 2.

Poitevin-Desbarris avait été administrateur du district de Tonneins, puis commissaire du Directoire exécutif près l'administration cantonale de Verteuil. Il fut installé, avec son collègue Phiquepal, le 25 germinal an V, en séance extraordinaire de l'administration centrale du département. Il démissionna le 5 fructidor de la même année. (Archives de Lot-et-Garonne, Série L. Elections et L. 76, page 69. *Inventaire*, tome 1, pages 224 et 226.

(2) Depuis 1792 plus exactement.

(3) Les minutes de Verdolin, redevenu notaire, vont du 13 nivôse an XIII au 10 septembre 1809.

ne jouissais plus de la même confiance qu'auparavant et que mes ennemis me poursuivaient encore.

Nugues l'aîné était alors devenu maire de la campagne, même maire du maire de la ville (1), qu'à l'aide de son consort Cabanes il dirigeait à son gré. En menaçant ceux-ci, pères des conscrits présens ou futurs, que, s'ils ne s'adressaient pas à son frère notaire, il ne ménagerait pas leurs enfans ; ou ceux-là, que, s'ils n'étaient pas bien exacts à payer leurs contributions il les recommanderait au percepteur, son beau-frère ; à ceux-là, ses sujets ou ses débiteurs, que, s'ils ne s'adressaient plus à son frère, il les renverrait ou les poursuivrait jusques à payement, en un mot, craint par tous ou presque tous, à raison de sa place qui lui donnait la domination dans la ville et dans la campagne ; de l'autre côté, l'épouse de Nugues, notaire, qui, comme de raison, s'intriguait de toutes les manières pour attirer des pratiques à son mari (je rougirais de dire par quel moyens), aussi les Lacroix, les Cabanes et autres — qui étaient mes ennemis parce que je n'avais pas voulu correspondre à leurs vues criminelles et spoliatrices — ; en un mot, tous ces individus réunis me rendirent pour ainsi dire la risée de mon état, que j'avais la prétention de remplir avec plus d'honneur et de probité que Nugues, notaire. Ajoutons à cela que par souplesse mes ennemis étaient parvenus à me mettre sans cesse en butte avec les agents de l'enregistrement qui, sans cesse, pronçaient des amendes, non seulement pour les plus légers manquemens aux formes, mais encore pour des manquemens qui n'existaient pas ou qui n'étaient attribuables qu'à eux, à leurs caprices et à leur intention bien prononcée de me nuire et de favoriser par là mes ennemis. Je sentais si bien à quel point j'en étais qu'il m'est arrivé souvent et très souvent, après avoir donné mes avis et même avoir remis les projets des actes à passer, de renvoyer des malheureux — dont les enfans étaient sujets à la conscription ou à qui je prévoyais que

(1) Nugues aîné était maire d'Aiguillon *extra-muros*. Le maire de la ville était Simon Pierre Merle de Massonneau, nommé en 1799. Ce dernier resta en exercice jusqu'en 1807.

l'administrateur Nugues pourrait faire de la peine — devant son frère, notaire, pour les actes à passer. Ce n'est pas tout : Nugues l'aîné, voulant entièrement me faire perdre la confiance en m'associant pour ainsi dire à ses crimes, quoique déjà grandement brouillé avec moi pour tout ce que j'ai précédemment dit et à raison d'un procès que j'avais eu avec lui et dont je parlerai ci-après, vint un jour me prier d'aller avec lui à Poulard chez le sieur Javel pour un acte très pressé. Je refusai d'abord ; mais sur les observations qu'il me fit que son frère était incompetent pour cet acte, que Bézin, autre notaire du canton, était malade, et que, si je ne voulais déférer à son invitation, il allait lui-même partir pour Agen à l'effet de me faire enjoindre, je me décidai à partir, sous réserve qu'allant instrumenter à la campagne, où d'ordinaire les témoins sont peu instruits, il mènerait deux témoins d'Aiguillon. Il choisit en conséquence et mena MM. Jauffret, prêtre (1), et Lormino, maître de poste. J'espérai qu'arrivé à Poulard, par mes observations et par l'aveu que je fis au sieur Javel qu'il prit bien garde à lui, qu'il avait à faire à un homme plus fort que lui, qui le tromperait, et que d'après cela je le priais de ne pas me laisser instrumenter, et que je n'étais venu que dans l'intention de me retirer sans le faire, le sieur Javel me répondit qu'il

(1) C'est l'ancien curé constitutionnel de Tonneins, dont nous avons souvent parlé. Jauffret (J.-B) était un provençal « déraciné » et transplanté d'abord à Toulouse où il enseigna les belles-lettres au collège, puis à Roubillou dont il devint curé par la grâce du Chapitre de Saint-Sernin, enfin à Tonneins où l'assemblée électorale le choisit comme curé constitutionnel en 1790. Nous l'avons trouvé, au cours des *Mémoires*, d'abord en excellentes relations avec le parti de Jouan, puis en butte à l'hostilité de ses anciens amis. Mis en réclusion comme son coreligionnaire politique Verdolin, puis libéré après thermidor, il revint à Roubillou. Puis, avec un de ses compatriotes qui avait professé avec lui au collège de Toulouse, l'ex-abbé Fabre-Dumoustier, il fonda une pension dans un vieux château près de Clairac, et fut à ce sujet félicité par l'administration départementale le 15 fructidor an VI (Archives départementales, Série L. 100, pages 203 ; 99, page 312). En 1799 le deux associés s'installèrent à Aiguillon ; en 1802 ils déménagèrent dans l'ancien couvent des filles de la Croix. En 1810, Jauffret, devenu curé de Duras, abandonna la direction du pensionnat à son associé, qui fut moins heureux et dont l'établissement disparut en 1820. Jauffret mourut en 1846, à l'âge de 90 ans. (Alis, *op. cit.*, pages 492 et 493 et note de M. Dubos.)

savait bien à qui il avait à faire, mais qu'il était dans ses fers (*sic*), et qu'il ne pourrait en sortir qu'en exécutant ce que Nugues avait exigé de lui et de son épouse. Il me pria même avec instance de ne pas faire d'observations et me dit qu'il fallait exécuter ce qui avait été convenu entre son épouse, lui et Nugues. Cependant, avant de rien commencer, je crus prudent d'aller parler secrètement et en particulier à l'épouse du sieur Javel qui était détenue malade dans son lit ; je lui fis les mêmes observations que celles que j'avais faites à son mari. Mêmes réponses ou à peu près. Je me retirai donc dans une chambre voisine, où je rédigeai non un acte, mais trois, dont deux portant obligation, et l'autre, reconnaissance d'une vente sous seing-privé. Avant de lire les actes, j'exigeai que la dame Javel et son époux déclarassent eux-mêmes et intelligiblement devant les témoins le contenu desdits actes qui furent de suite signés et par là revêtus de toutes les formes. Je sentis bien dans la suite que Nugues ne m'avait pour ainsi dire forcé à lui prêter mon ministère que pour faire sanctionner ces actes par la réputation de ma probité ou me faire suspecter de complicité, moi qui jusques-là n'avais voulu lui prêter mon ministère que dans les actes où il paraissait agir avec honneur et probité, et qui le lui avais refusé dans les cas contraires, tels que pour des affaires qu'il a eues avec les malheureux Boudon-Lacombe, Barrier, de la Cibadère, et autres, qui, d'après l'opinion publique, ont été dépouillés par lui ! Aussi fus-je tellement honteux et humilié de lui avoir ainsi gratuitement servi d'instrument, jointes ses manœuvres et celles de mes ennemis, que l'état de notaire me devint à charge et que je résolus de m'en défaire de quelque manière que ce fût ; mais voulant me venger de l'injustice de mes ennemis et brouiller les Nugues, acteurs, et Cabanes, leur instrument, je condescendis à la proposition que me fit ce dernier de me prêter autant qu'il le serait en moi pour le faire pourvoir à ma place. Je fis, en conséquence, tous les agissemens qui me furent dictés ; mais dans l'intervalle, le sieur Laffitte, aussi digne par ses lumières que par sa probité, m'ayant été présenté pour me succéder, je crus qu'il était de mon honneur et de l'intérêt de mes conci-

toyens de faire céder la vengeance à la justice, et le sieur Laffitte fut pourvu à ma place, sur ma démission-volontaire (1).

Quoique d'un caractère vif, actif et pétulant, me voilà donc encore réduit à l'état de nullité d'un simple citoyen, sans même aucun goût, ni pouvoir à cause de mon infirmité, ni talent pour l'agriculture,

Qu'ai-je donc à faire qu'à rendre raison à ma famille et à mes descendants s'ils veulent les lire, des principaux traits de ma vie publique et privée. Puissent-ils voir dans ma vie publique les dangers qu'il y a dans une révolution pour un homme qui ne connaît que l'honneur et la probité et qui cependant a le malheur de se laisser entraîner dans le chaos et le tourbillon révolutionnaire !

Il me reste donc à parler des principaux traits de ma vie privée, avant, pendant et après la Révolution, à laquelle j'ai pris part, comme je l'ai décrit.

RENÉ BONNAT.

(A suivre.)

Imprimeur agenais assassiné en 1539.

« L'an 1538 (2), au mois de février, dans la cité d'Agen, et au devant la maison des hoirs de feu Jean Gane, au bout des cornières, vers la glise saint-Estienne dud. Agen, Bernard Mathieu, libraire, feust meurtry et mys à mort d'un cop de punhard que un sien serviteur nommé Jehan de Chastres lui bailla en sa poitrine (3) ».

La boutique du défunt passa aux mains de Barthélemy Mathieu.

J. D.

(1) Jean Laffitte, successeur de Verdolin, exerça du 12 novembre 1809 au 13 janvier 1816. (*Statuts et règlements des notaires de l'arrondissement d'Agen* p. 145.)

(2) En 1539 (nouveau style.)

(3) Archives d'Agen, BB. 23, fol. 238 et 277.

LES ÉGLISES DU CANTON DE PRAYSSAS

NOTES ARCHÉOLOGIQUES

Quittimont (annexe de Lacépède). — Quittimont, simple hameau de la commune de Lacépède, était autrefois le centre d'une paroisse et au moyen-âge le chef-lieu d'une seigneurie(1). Son église fut élevée à la même époque que celle de Saint-Sardos et, peut-être, par les mêmes ouvriers.

Le plan est très simple. Il comprend un sanctuaire, moins large que la nef, composé d'une abside et d'une travée plus large que l'abside. Ces dispositions se retrouvent, à Saint-Loup (Montagnac) Mourrens (2), Esclottes, et à l'église voisine de Lussac.

La nef rectangulaire lambrissée, sans caractère, est éclairée par deux fenêtres. Un arceau à cintre brisé, arrondi en tore sur les angles, ouvert en brèche dans le mur nord, donnait accès dans une chapelle de la période gothique. Elle fut démolie par les protestants au xvi^e siècle. A cette même époque, sans doute, le mur du midi fut démantelé jusqu'à la hauteur de l'imposte de l'arc triomphal (3).

(1) Dans le serment de la baylie de Port-Sainte-Marie, en 1271, figure la villa de Quiquimont. Villa a le sens de village ou bourg non muré par opposition à Burgus ou Castrum. Au xiv^e siècle, Raymond Bernard de Quittimont, combattit, selon son intérêt, tantôt sous la bannière anglaise, tantôt sous la bannière française. En 1420 Quittimont était au pouvoir des Anglais. Le seigneur de Montpezat s'en empara et le remit sous la domination du roi de France.

(2) G. Tholin, *Etudes sur l'Architecture, etc.*, planche xvi, p. 14.

(3) Cette ruine partielle de l'église de Quittimont dut arriver en 1560, d'après un rapport des consuls d'Agen. Bibliothèque nationale, fonds français 15871, folio 119. Nous citerons les termes de ce rapport à propos de l'église de Lacépède.

La travée de chœur est voûtée en croisées d'ogives, aux nervures taillées en biseau. Cette voûte est évidemment bien postérieure. Les branches des ogives retombent, en effet, du côté de l'abside sur deux chapiteaux romans relancés dans les angles et taillés en console, du côté de la nef elles reposent sur les tailloirs de l'arc triomphal. Cette réparation maladroitement faite, date tout au plus de la fin du xv^e siècle.

Les colonnes, qui reçoivent l'arc triomphal en plein cintre, sont couronnées de chapiteaux curieux. L'un d'eux, celui de droite, nous permet d'affirmer la contemporanéité des églises de Quittimont et de Saint-Sardos.

Il représente la tentation d'Ève. Nous retrouvons ici la même ordonnance et les mêmes détails : le dragon ailé aux pattes puissantes donnant le fruit à la femme, pendant que celle-ci en cueille un second à l'arbre stylisé placé derrière elle. L'habileté de l'exécution, la similitude des attitudes, nous persuadent que nous sommes bien en présence d'une œuvre du sculpteur Danhiel, dont nous avons déjà admiré la maîtrise à Saint-Sardos.

Le chapiteau de gauche est orné de larges feuilles surmontées de grosses volutes sur les angles. Les tailloirs sont biseautés.

L'abside voûtée en cul de four est plus basse que la travée de chœur, ce qui produit une retraite d'un effet bizarre. Un bandeau chanfreiné en fait le tour à la naissance de la voûte.

Une fenêtre, très étroite à l'extérieur, très ébrasée à l'intérieur, et deux autres ouvertes dans la travée de chœur, éclairaient ce sanctuaire. L'une de ces dernières, celle de gauche, a été remaniée, l'autre a disparu, pour faire place à un large arceau, ouvert sur une chapelle aujourd'hui détruite.

A l'extérieur deux contreforts peu saillants, à l'abside, s'amortissent en talus sous la corniche, simple bandeau biseauté.

Le portail, ouvert au midi, est décoré de moulures prismatiques.

Sur la façade ouest, qui paraît refaite, s'élève le clocher arcade à deux baies, ses angles sont emboîtés par deux énormes

mes contreforts. Nous savons que les contreforts d'angles de ce genre ne furent guère en usage qu'à partir du ^{xv}^e siècle.

Marsac (commune de Laugnac). — L'église Saint-Etienne de Marsac, bâtie sur un des points culminants du pays (248^m d'altitude) était jadis le siège d'un prieuré dépendant de Clairac (1). En 1579, le 3 mai, le seigneur de Laugnac, François de Montpezat, fit l'acquisition du temporel de ce prieuré (2). En 1714, il fut uni au collège d'Agen, et, en 1729, à la sacristie de Saint-Jean de Latran (3).

M. Tholin, dans le *Supplément aux Etudes* (4), range cette église parmi celles qui sont pourvues d'un transept, et il cite comme ayant un plan semblable, celles de Saint-Christophe de Trentels, de Bimont (Beauville), Saint-Pierre de Massoulès (5). Dans le chapitre VIII, des *Etudes*, nous voyons que les églises de Monluc, Clermont-Dessous, Saint-Pé-Saint-Simon, sont bâties sur ce modèle.

Nous pouvons encore rapprocher l'église de Marsac de celle de Mourrens (6). Mais, c'est surtout avec celle de Clermont-Dessous qu'il faut la comparer.

Comme cette dernière elle se compose d'une abside précédée d'une courte travée de chœur, d'un transept peu développé et d'une nef un peu plus large que le chœur.

La nef n'a peut-être jamais eu de voûte, en tous cas nous n'en avons trouvé aucune trace. Cette nef subit dans la suite des remaniements partiels. Au ^{xvii}^e siècle une petite porte ornée de têtes de clous fut ouverte au midi, en 1620, par un

(1) *Pouillé historique du diocèse d'Agen*, par l'abbé Durengues, p. 180.

(2) Archives du château de Lafox. Inventaire de 1695.

(3) Abbé Durengues, *loc. cit.*

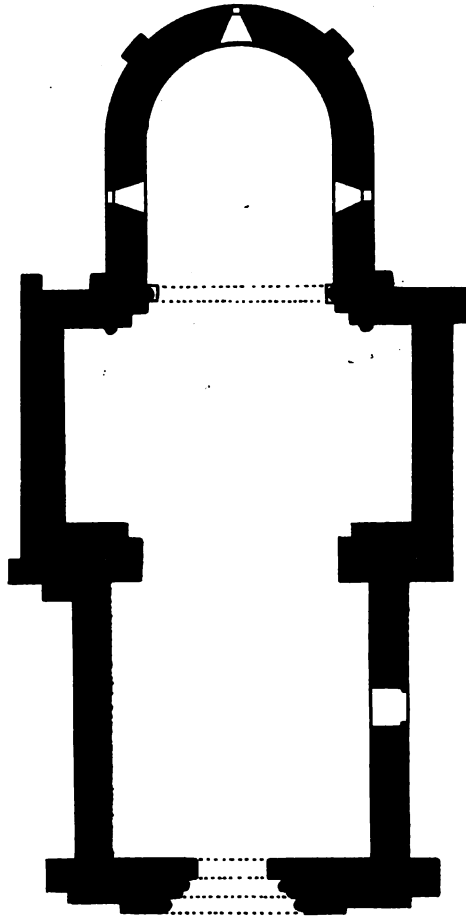
(4) *Supplément aux Etudes sur l'architecture religieuse de l'Agenais*, p. 35.

(5) C'est par erreur, que M. Tholin range cette église dans cette catégorie. Les chapelles qui forment croisillons furent ajoutées à l'époque gothique.

(6) Dans le plan et la coupe de l'église de Mourrens donnés par M. Tholin (pl. xiv) figure un doubleau entre l'abside et la travée de chœur. En réalité ce doubleau n'existe pas. Mais l'abside étant moins large que la travée il se produit une retraite semblable à celle que nous avons signalée à Quittimont et à Saint-Loup. L'escalier à vis donnant accès au clocher élevé sur le carré du transept et placé dans l'empatement formé par le contrefort intentionnellement renforcé de l'arc triomphal à gauche, n'est pas indiqué.

maçon du nom de I. CALBET qui a signé et daté son œuvre.

Le carré du transept est délimité par de robustes dosserets, contre lesquels s'appuyaient les demi-colonnes, dont deux encore en place, recevant la retombée des doubleaux. Au-dessus, très certainement, s'élevait une coupole.



Eglise de Marsac

S'il en était ainsi, et les dispositions semblent l'indiquer, l'église de Marsac appartiendrait à l'école Périgourdine que l'on pourrait appeler, nous dit M. Enlart, école romano-byzan-

tine. L'origine de cette école a donné lieu à une controverse, qui est loin d'être close. Les uns y voient une imitation des églises orientales, pendant que les autres soutiennent que cette architecture est vraiment autochtone (1).

Les croisillons de l'église de Marsac peu développés et éclairés par des œils-de-bœuf devaient être comme à Clermont-Dessous recouverts d'un berceau plein cintre.

Le clocher s'élevait sans doute au-dessus de ce transept, ainsi qu'on le constate à Clermont-Dessous. Il se pourrait qu'un escalier à vis fut logé dans l'empattement produit par le dossier et les contreforts de l'angle nord-ouest. Malgré tous mes efforts, il m'a été impossible de m'en assurer.

L'arc triomphal, à double retraite, en plein cintre, retombe sur deux colonnes, aux chapiteaux ornés de grosses feuilles et de pommes de pins. Les tailloirs sont évidés en cavets et les bases composées de deux tores séparés par une large scotie, sont une déformation de la base attique.

Au niveau du lambris de la nef et sous l'arc triomphal, à une époque récente, on a bandé un arc en anse de panier.

L'abside est voûtée en cul de four. Autour de ce chœur, éclairé par trois fenêtres, circule un cordon de trois rangs de billettes correspondant aux abaques des chapiteaux.

A l'ouest, dans un mur en applique, le portail s'ouvre par deux retraites. Les archivoltes, ornées de tores et de gorges, sont supportées par des colonnes placées dans les angles rentrants des pieds-droits. Les chapiteaux, chargés de grosses feuilles et de monstres, sont d'un vigoureux relief. Les tailloirs sont couverts de rinceaux et de palmettes d'un très joli effet,

(1) La première de ces opinions fut lancée par M. Félix de Verneilh dans son ouvrage *l'Architecture byzantine en France*, 1851. Presque tous les archéologues du Périgord ont admis les conclusions de M. Félix de Verneilh. Parmi les adversaires de ce système M. Brutails, archiviste de la Gironde et l'un des maîtres de l'Archéologie française, est celui qui, à mon avis, a porté les coups les plus rudes et les arguments les plus décisifs. Après avoir lu ce qu'il a écrit sur cette question, il me paraît difficile de ne pas être de son avis. Cf. *La question de Saint-Front* dans le *Bulletin monumental* de 1895. L'Archéologie du Moyen-âge et ses méthodes, 1900, p. 87 et suiv. *Congrès archéologique*, 1902, d'Agén, *Note sur Saint-Front de Périgueux*, p. 310.

L'un des chapiteaux de ce portail est sculpté sur trois faces en sorte qu'il a fallu entailler le pied-droit pour le poser d'aplomb. A l'église d'Aubiac, j'ai fait la même remarque. A gauche de la nef en entrant, une colonne ayant été construite trop près d'un pilastre existant déjà, on fut obligé d'entailler ce dernier pour poser le chapiteau dont la sculpture disparaît ainsi en partie. Nous savons en effet que les chapiteaux étaient sculptés avant la pose (1).

Le clocher arcade, fermé de trois côtés, s'élève au-dessus du portail. Il est contrebuté par de gros contreforts, et est postérieur à l'ensemble de l'église.

Les contreforts de l'abside et ceux du transept sont de faible saillie. Ceux de l'abside s'amortissent sous une corniche évidée en cavet et soutenue par des modillons taillés en biseau.

Cette église nous a fourni les marques de tacherons, qui suivent.



Eglise de Marsac. - Marques de tacherons

Ces marques nous les avons relevées sur toutes les parties de l'église et jusqu'au point où commencent les arcades du clocher. Ce qui nous prouve qu'à l'exception de quelques portions de la nef, où ces marques font défaut et où les remaniements sont très visibles, l'église de Marsac fut construite par assises horizontales et toutes les parties à la fois.

Il est regrettable que cette église ait été mutilée. Si elle

(1) Evidemment, bien que cette règle fut à peu près générale, il y a des exceptions. V. Tholin, *Etudes*, p. 13, note ; Enlart : *Notes sur les sculptures exécutées après la pose du XI^e au XII^e siècle* dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de France*, 1894.

était intacte, nous aurions une réplique de celle de Clermont-Dessous (1).

Saint-Jean de Balesme (commune de Montpezat). Cette église, autrefois le centre de la paroisse de Montpezat, n'est plus aujourd'hui qu'une annexe de Saint-Vincent de Pérignac.

M. Tholin en a donné une description accompagnée d'une phototypie et de deux dessins (2).

Cette église comprend une abside semi-circulaire précédée d'une courte travée de chœur et d'une nef de même largeur.

La nef, ruinée en partie, fut refaite à la période gothique. La voûte romane retombait sur des colonnes dont quatre sont encore en place. L'une d'elles est surmontée d'un curieux chapiteau représentant trois scènes de la vie de Jésus-Christ, la Visitation, la Présentation au Temple, et le Baptême.

A la fin de la période gothique, xv^e ou xvi^e siècle, on ouvrit dans le mur du midi, deux arcades donnant accès dans une chapelle de deux travées, voutées en croisées d'ogives aux moulures prismatiques.

La nef est séparée du chœur par deux forts dosserets, contre lesquels s'appuient les colonnes de l'arc triomphal, couronnées de chapiteaux profondément fouillés.

L'un d'eux représente Daniel dans la fosse aux lions. Le prophète « est accompagné de personnages placés sur les côtés dont le rôle est difficile à déterminer. S'agit-il de gardiens des bêtes fauves, de curieux surpris de constater que le prophète est sain et sauf ? Sur l'abaque de ce chapiteau on a représenté des hommes couchés, opposés tête à tête, dont le costume est curieux (3) ».

Il est cependant facile d'expliquer cette scène. En examinant avec soin ce chapiteau, nous remarquons que l'un de ces

(1) Dans le volume du *Congrès archéologique d'Agen*, 1901, p. 315, on trouve une étude avec plan et coupe transversale de cette église, par M. Courau, architecte.

(2) *Monuments et portraits agenais*, fascicule II, p. 78 à 80. Cette étude a été reproduite à la fin de l'*Histoire de Montpezat*, par de Bellecombe.

(3) G. Tholin, *Monuments et portraits agenais*, loc. cit., p. 80.

personnages en tient un autre par les cheveux. La Sainte Ecriture, au livre de Daniel, nous raconte que le prophète fut jeté à deux reprises différentes dans la fosse aux lions. Ce fut à la seconde fois, qu'un ange saisit le prophète Habacuc par les cheveux et le transporta auprès de Daniel, auquel il donna le diner préparé pour ses moissonneurs. Le septième jour, le roi vint pour pleurer sur le sort de Daniel, mais à sa grande joie, il le trouva sain et sauf. C'est probablement le roi et ses suivants qu'il faut reconnaître en ces hommes sculptés sur le tailloir (1).

Le chapiteau de l'autre colonne est orné de grosses feuilles terminées en volutes. L'arc triomphal à cintre brisé est à double retraite.

Autour du chœur cinq arcatures encadrent les fenêtres et retombent sur des colonnes montées sur un stylobate à angle arrondi.

Au-dessus de ces arcatures un cordon de quatre rangs de billettes circule tout autour du sanctuaire, à la naissance de la voûte en cul de four.

Trois fenêtres éclairent le chœur. Celle du milieu est richement ornée. Sa profondeur très grande, grâce au contrefort dans lequel elle pénètre, a permis de loger dans les retraites de ses montants quatre colonnettes dont les fûts faits au tour sont décorés de moulures formant anneaux. Les chapiteaux très fouillés sont ornés de grosses feuilles, de fruits et de volutes. Leurs abaqes couvertes de rinceaux et de palmettes se reliaient à celles des arcatures. « Ce groupement est d'un grand effet, d'autant plus que chaque pièce étant variée comme dessin, la proportion des creux et des reliefs est cependant si bien établie que l'ensemble est des plus harmoniques (2) ».

Les chapiteaux du chœur de Saint Jean peuvent supporter la comparaison avec les meilleurs que possède l'Agenais. « Leur corbeille d'un grand relief, est généralement ornée d'un rang de longues feuilles à la pointe en crochet ; quelques-

(1) Cf. Daniel, c. xiv, v. 32 à 41.

(2) G. Tholin, *loc. cit.*, p. 79.



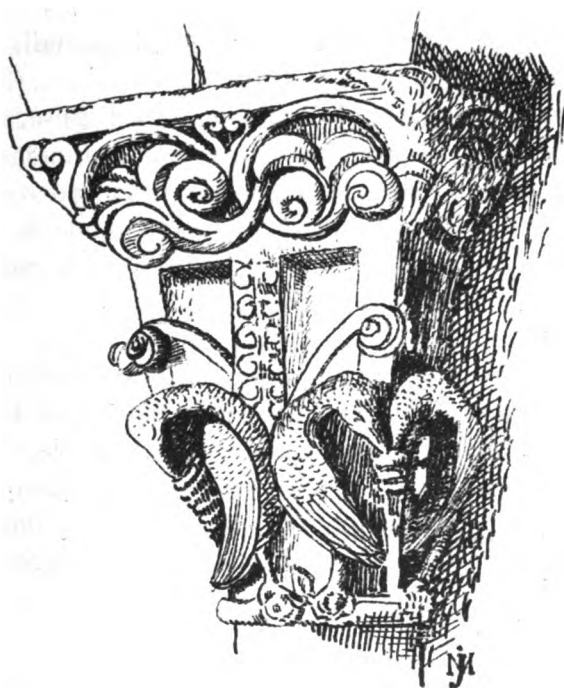
CHAPITEAU DE SAINT-JEAN

unes de ces feuilles sont plaquées d'entrelacs. Les volutes des angles, fort saillantes, se déroulent en colimaçon.

« Rien n'égale la variété des motifs d'ornementation appliqués au fond des corbeilles et surtout aux abaques ; des palmettes et des rinceaux sont combinés avec des entrelacs, des chainons, des volutes opposées ; le tout est exécuté de la façon la plus capricieuse et d'un si grand relief que, vu de loin, ces sculptures produisent l'effet d'une dentelle (1). »

Il convient de signaler une représentation naïve de la tentation. Eve accepte un fruit présenté par le serpent enroulé autour de l'arbre de la science du bien et du mal, et elle en donne un second, à Adam, qui, d'une main couvre sa nudité, et porte l'autre à sa gorge.

Un autre chapiteau nous montre deux couples d'oiseaux



(1) G. Tholin, *loc. cit.*, p. 79.

contournés, buvant dans un vase à long pied. Ce motif très fréquemment employé au Moyen-Age pourrait bien être un souvenir de quelque tissu d'Orient. Nous savons, en effet, et M. Em. Molinier a pu l'affirmer avec autorité, que l'orfèvrerie, les étoffes, les ivoires de l'Orient ont fourni beaucoup d'éléments à nos ornemanistes (1). M. Brutails a donné la reproduction d'un chapiteau de Bommès, qui représente le même motif mais d'une façon plus grossière (2).

Ces sculptures si curieuses et si habiles de Saint-Jean peuvent être rapprochées de celles du cloître de Moissac. Nous retrouvons ici plusieurs motifs remarquables au célèbre cloître, entre autres les entrelacs plaqués sur les grosses feuilles.

A l'extérieur l'abside est contrebutée par trois gros contreforts de 0,75 centimètres de saillie et de 1 m, 70 de largeur. La fenêtre centrale, nous l'avons fait remarquer, s'ouvre dans celui du milieu.

Le clocher en triangle, s'élève au-dessus du portail, œuvre du XIV^e siècle (3).

Au-dessous du cimetière qui s'étend autour de l'église, s'ouvre un souterrain refuge. Il se compose d'un couloir principal dont la voute est en arc brisé, d'où partent deux galeries plus étroites. L'une d'elles aboutit à une salle ronde à moitié comblée. Je n'ai pu suivre tout ce souterrain à cause des éboulements.

Pérignac (commune de Montpezat). L'abbaye de Pérignac, de l'ordre de Cîteaux, fut fondée grâce aux libéralités de Flandrine dame de Montpezat, vers le milieu du XII^e siècle, *Conditæ medio fere seculo XII, ab monachis et abbate Bonifontis, cujus monasterii filia est de linea Morimundi. Fundum et prædia dedit Flandrina, ut tradunt, domina de Montepen-*

(1) Em. Molinier, *Les Ivoires*, p. 131.

(2) Brutails, *L'Archéologie du Moyen-âge et ses méthodes*, pl. I.

(3) Sous le porche, on remarque deux chapiteaux provenant, sans doute, de la nef. L'un d'eux représente le Christ debout revêtu d'une chasuble courte bénissant de la main droite et tenant le volumen de la gauche. Il est encadré d'une mandorle dont la bordure est ornée de losanges.

sato (1) ». Les auteurs du *Gallia Christiana* ignoraient la date exacte de la fondation. M. de Bellecombe croit pouvoir affirmer que ce fut vers 1140 (2).

L'ordre de Cîteaux était alors dans toute sa ferveur. Ses fondateurs pour réagir contre le luxe et le faste introduit dans les monastères de l'ordre de Cluny, revinrent à la stricte observation de la règle de Saint Benoît et à la pratique rigoureuse de la pauvreté. Aussi l'église, d'après leurs constitutions, devait être très simple. « Les vitraux seront uniquement de couleur blanche, sans croix ni ornements. Il ne devra pas être élevé de tours de pierre, ni de bois pour les cloches, d'une hauteur immodérée, et par cela même en désaccord avec la simplicité de l'ordre » (3).

Ces prescriptions furent-elles bien observées à Pérignac ? Nous ne saurions le dire. Un bâtiment tombant en ruine, à demi couvert de lierre, connu sous le nom de sacristie, est tout ce qui nous reste de l'abbaye. J'ai hâte d'ajouter que, si ce bâtiment a servi, dans la suite, de sacristie, telle n'était pas sa destination première ; c'était une partie de l'église.

Selon la tradition cistercienne, dont nous avons déjà parlé, l'abbatiale de Pérignac fut bâtie en briques et mise sous le vocable de la Sainte Vierge. Ces grandes briques dites de Saint Bernard mesurent 0,35 centimètres de longueur sur 0,07 à 0,08 d'épaisseur. Le mortier, étendu en couches épaisses de 0,03 ou 0,04 centimètres, se compose de chaux, de sable et de cendre avec débris de charbon, selon une formule souvent employée au Moyen-âge (4).

Ce qui subsiste de cette église forme actuellement une salle barlongue, couverte d'un berceau plein cintre. Il est facile de voir que la voûte, les murs du nord A et de l'est B, bâtis avec des débris de démolitions sont postérieurs. Si, par la pensée, nous les faisons disparaître, ce qui nous reste, me paraît être

(1) *Gallia Christiana*, t. II, col. 952.

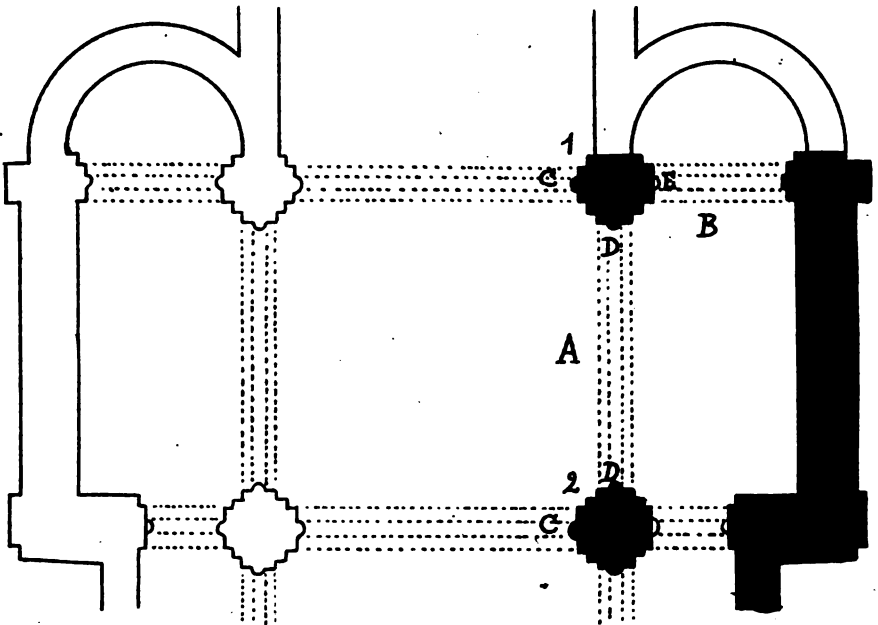
(2) *Histoire de Montpezat*, par A. de Bellecombe, p. 24.

(3) Viollet-le-Duc, *Dictionnaire d'Architecture*, t. I, p. 269

(4) *Manuel d'Archéologie* par Enlart, t. I, p. 6.

le croisillon sud d'un transept avec l'arc triomphal de son absidiole.

Examinons le croquis du plan que je donne (1). Nous avons deux piliers, 1 et 2, de plan cruciforme avec ressaut dans les angles et colonnes engagées sur les faces. Ces dernières taillées dans la brique ont des chapiteaux et des bases en pierre. Les chapiteaux d'une excessive simplicité sont plaqués de larges



Eglise abbatiale de Pérignac.-Restitution du transept



feuilles d'un très faible relief. Les bases, dont une seule est conservée au cimetière de Rides, avaient deux tores reliés par une scotie et des griffes en boule.

Les colonnes du côté nord, C, C, ont une élévation de 6^m80 jusqu'au tailloir. Celles qui se font face D, D, ont la même

(1) Les parties du plan qui sont teintes en noir existent encore. Les autres sont un essai de restitution.

hauteur. Cela nous indique que, la clef de l'arc bandé entre ces deux colonnes, était à la même hauteur que celle des doubleaux de la nef, ce qui n'a guère lieu qu'aux transepts.

Un absidiole orientée, dont nous **avons encore** l'arc triomphal, s'ouvrait sur ce croisillon. Cet arc, à cintre brisé et à double retraite, retombe sur deux colonnes dont le tailloir de l'une d'elles, celle de gauche E, correspond avec une corniche en pierre, composée d'un bandeau et d'un cavet séparés par un onglet, qui fait le tour du pilier et en épouse les formes.

Les chapiteaux de ces colonnes sont d'une indigente simplicité. Ils sont ornés de feuilles à peine indiquées par de légères moulures en relief. Sur le milieu de la corbeille, deux oiseaux grossièrement représentés, perchés sur une haute tige, boivent dans un vase à long pied placé entre eux.

Les constructeurs de notre église devaient penser aux prescriptions de Saint Etienne Harding : « On ne tolérera dans les églises, ni tableaux, ni sculptures, parce que l'attention est captivée par ces objets, la gravité religieuse est perdue, et le fruit de la contemplation divine est abandonnée » (1).

Nous sommes loin, en effet, de la luxueuse décoration que nous admirons dans les églises de l'ordre de Cluny, comme Moirax et Layrac et contre laquelle Saint Bernard protestait avec force. « Dans les cloîtres, dit-il, sous les yeux des frères qui lisent, que viennent faire ces monstres ridicules... que signifient ces singes immondes, ces lions sauvages, ces centaures monstrueux ? Que viennent faire ces êtres qui sont moitié bête et moitié homme, ces tigres tachetés ?... On peut voir plusieurs corps sous une seule tête et aussi plusieurs têtes sur un seul corps. Ici, on remarque un quadrupède à tête de serpent, là, un poisson à tête de quadrupède, ailleurs, un animal est cheval par devant, chèvre par derrière. De grâce si on ne rougit pas de semblables inepties, qu'on regrette au moins la dépense. » (2)

(1) *Vie de Saint Etienne Harding*, 3^e abbé de Cîteaux. N. D. de Lerins, 1878, p. 108.

(2) S. Bernard, *Apologia ad Guelmum*. Quelques lignes plus haut on peut lire un curieux passage où Saint Bernard s'élève contre les pavement historiés

De fait d'après ce qui nous reste (trois ou quatre chapiteaux), la décoration paraît avoir été bien négligée à Pérignac.

Dans le mur qui fait face à l'absidiole, une arcade se perd derrière la voute actuelle. Elle retombait peut-être sur une colonne adossée au pilier. Un décollement du mur, bâti pour fermer cette arcade, nous a permis de constater qu'elle était à double retraite.

Était-ce là, l'entrée d'un bas côté ? Je le crois. A l'extérieur et à l'alignement de cet arceau, nous trouvons un fragment de mur qui, pourrait bien être le reste du mur de clôture du sud. Il faudrait faire des fouilles pour contrôler cette hypothèse.

S'il en était ainsi, il deviendrait facile de se faire l'idée du plan primitif. L'église de Notre-Dame de Pérignac aurait donc été composée d'une nef flanquée de bas côtés, d'un transept dont les croisillons étaient pourvus chacun d'une absidiole orientée et d'un chœur. Nous pourrions ainsi rapprocher notre abbaye des églises de Moirax de l'ordre Cluny et de celle de Flaran de l'ordre de Cîteaux (1).

Cours. — Je n'ai pas connu la vieille église romane de Cours qui a été démolie et remplacée par une neuve en 1876. Voici ce que M. Tholin en a dit : « Le chœur est voûté en berceau brisé. Le clocher se compose d'une tour carrée dans l'œuvre. Il forme la travée du fond de la nef, travée voûtée en berceau brisé. Le portail qu'il abrite a le style du ^{xiii}^e siècle (2).

Le clocher a été conservé. On y accède par un escalier à vis logé dans une tourelle carrée à l'extrémité nord de la façade. Au ^{xvi}^e siècle, il fut exhaussé et muni de deux étages de meurtrières pour armes à feu. L'église, ainsi fortifiée, se rattachait aux défenses du château et au mur d'enceinte du village, dont il ne reste qu'un débris caché sous le lierre et tombant en ruines.

Un décrochement d'appareil, nous fait croire que le portail

(1) *Abbaye de Flaran* par P. Lauzun et Benouville, planche I.

(2) G. Tholin, *Supplément aux Etudes*, p. 25.

a été refait au xiv^e siècle. Il est composé de deux archivoltes en arc brisé aux tores amincis en amende, retombant sur des colonnettes ornées de deux contre-courbes et d'un méplat. Les chapiteaux, simplement épannelés, ont des tailloirs polygonaux. Ce portail est très mutilé.

Granges. — L'église Saint-Damien de Granges (1) est citée parmi les dépendances de l'abbaye de Sarlat dans la bulle d'Eugène III, de 1153. Le chœur seul est parvenu jusqu'à nous.

Il comprend une travée de chœur et une abside voûtée en cul de four. Un arc doubleau retombant sur deux colonnes engagées sépare l'abside de la travée de chœur. L'un des chapiteaux est décoré d'animaux affrontés, l'autre d'animaux qui paraissent tenus en laisse par des personnages placés sur les côtés. Un des tailloirs est orné de palmettes. Nous retrouvons une disposition analogue dans plusieurs églises, notamment à Clermont-Dessous, Saint-Cyprien de Dolmayrac, etc.

A l'extérieur, deux contreforts peu saillants sont dans l'axe du doubleau.

La nef et les chapelles datent de la fin de l'époque gothique.

Signalons un autel en bois doré curieux. D'après le costume des patrons de l'église Saint-Cosme et Saint-Damien il semble être de la fin du xvi^e siècle.

Montaguzou, Quissac (annexes de Cours). Ces deux églises n'ont conservé de la période romane qu'une abside en hémicycle flanquée de contreforts amortis aux deux tiers de la hauteur. Celle de Quissac a été remaniée à l'intérieur à l'époque gothique.

Floyrac (commune de Montpezat). — L'abside semi-circulaire de Floyrac paraît être de la période romane. Mais sa voûte en cul de four très surbaissé retombant sur deux colonnes basses a été refaite dans la suite. Les chapiteaux de ces colonnes et ceux des colonnes de l'arc triomphal sont de profil

(1) G. Tholin, *Supplément*, etc., p. 20. — G. Rohault de Fleury. Croquis du plan et vue extérieure dans la Messe. — *Monuments des Saints liturgiques*.

gothique. Leur corbeille basse est ornée de feuilles et fleurs mal dessinées, sur l'une, dans le chœur, on a sculpté les armes de France. Les tailloirs peu épais correspondent à un bandeau biseauté qui circule autour du chœur.

Les auteurs de cette restauration ont voulu faire une œuvre romane, mais ils n'étaient pas habitués aux formes et aux profils de cette période (1).

Les trois églises qui suivent auraient dû être décrites avec celle du ^x^e siècle.

Arpens (commune de Prayssas). — Le plan est très simple, il comprend une nef rectangulaire sans caractère et un chœur un peu moins large que la nef.

Celle-ci paraît avoir été refaite au ^{xvi}^e siècle.

Les colonnes de l'arc triomphal sont adossées à de gros dosserets. Sur l'un des chapiteaux nous voyons des feuilles de faible relief, comparables aux sculptures du chœur de Fraysses et sur l'autre deux couples d'animaux à tête unique tenant une large feuille dans la gueule. Les tailloirs sont décorés d'un damier.

L'abside, voûtée en cul de four, est éclairée par trois fenêtres. Un bandeau chanfreiné marque la naissance de la voûte.

A l'extérieur quatre contreforts peu épais, à l'abside, s'amortissent en glacis aux deux tiers de la hauteur.

A l'ouest, un clocher arcade, soutenu par deux énormes contreforts d'angle, abrite le portail aux moulures prismatiques et pénétrantes, œuvre du ^{xvi}^e siècle.

Lasfargues (commune de Laugnac). — L'église Sainte-Colombe de Lasfargues, autrefois centre d'une paroisse, est aujourd'hui une propriété particulière.

Elle possède une nef sans caractère de la fin de la période gothique et un chœur roman. Ce dernier comprend une travée de chœur couverte d'un berceau plein cintre et une abside

(1) M. Brutails a signalé un exemple d'archaïsme bien plus curieux dans l'église des Francs (Gironde). *Revue archéolog. de Bordeaux* xvii (1892) p. 21.

voûtée en cul de four. Deux doubleaux à double retraite délimitent la travée. Ils retombent sur quatre colonnes appuyées à de gros dosserets et montées sur un stylobate dont l'angle est arrondi. Les chapiteaux, très mutilés, sont composés d'arcatures profondément découpées, ornées de traits en gravure ou de torsades et sous lesquelles sont représentés des personnages ou des animaux. Sur l'un, celui de gauche de l'abside, il faut remarquer un oiseau à longues jambes, traité comme les fibules ornithomorphes des temps carolingiens. Ces sculptures d'ailleurs sont d'aspect très archaïque et rappellent les procédés des âges précédents.

Les bases très grossières de ces colonnes sont formées de deux tores séparés par un large bandeau.

Les abaques en biseau correspondent à un cordon orné de têtes de clous, qui circule dans tout le sanctuaire.

A l'extérieur quatre contreforts contrebutent les doubleaux, et se perdent sous une corniche sans ornement, supportée par des modillons en biseau.

Nous retrouvons les dispositions de cette église, à Lussac, Granges, Saint-Cyprien de Dolmayrac.

Saint-Amand (commune de Saint-Sardos). — Au ^{xiv}^e siècle Saint-Amand était le chef-lieu d'une baylie. C'était une petite bastide, fondée par un sénéchal anglais Feltone. La tradition populaire tout en le dénaturant un peu a conservé ce nom. Les habitants disent que la ville s'appelait Fountoune.

Cette ville neuve fut créée autour d'une vieille église romane, dont il ne reste que l'abside. M. Tholin a dit que cette église avait trois absides diversement orientées (1). Cette erreur facile à commettre vient de l'état actuel des lieux. Cette vieille abside en hémicycle, devenue sacristie, fait saillie sur le côté droit de l'église actuelle qui n'est pas orientée et dont le chœur est au midi.

La voûte de cette abside n'existe plus. Un bandeau chanfreiné circule tout autour à hauteur des abaques de l'arc triom-

(1) G. Tholin, *Abrégé de l'Histoire des communes*, page 135.

phal. Celui-ci en plein cintre, fermé par le mur de l'église retombe sur des colonnes adossées à des dosserets très saillants. De grosses feuilles surmontées de volutes ornent les chapiteaux. A l'extérieur quatre contreforts dont deux correspondent à l'arc triomphal flanquant cette abside.

J. MARBOUTIN.

(A suivre.)

Antoine François Duvigier, abbé de Gondon.

La *Gallia Christiana* ne cite pas dans sa liste des abbés de Gondon Antoine-François Duvigier. Ce personnage tint le 2 juillet 1750 sur les fonts du baptême Jean-Baptiste-Amédée-Charles-Antoine, fils de Guillaume-Charles de Bonsol, écuyer, seigneur de Légis, et de Catherine Pontet (1.)

J. D.

* * *

Barthélemy d'Elbène, évêque d'Agen et sa famille (2).

Barthélemy d'Elbène, évêque d'Agen, assista, le 14 mars 1655, aux cérémonies du baptême conférées il à sa filleule, Françoise d'Elbène, fille du seigneur de Villeceau et de Damartin et de Charlotte de Refuge. Cette enfant avait été ondoyée au moment de sa naissance (6 mars 1655.)

Le 15 octobre de la même année Barthélemy d'Elbène perdit son frère. Les entrailles du défunt furent inhumées le lendemain en l'église Cathédrale de la ville d'Agen, dans la chapelle des Apôtres, et son corps fut enseveli le 21 du même mois dans le chœur de la même église.

Huit ans après (4 mars 1663), Barthélemy d'Elbène, évêque et comte d'Agen et prieur de Saint-Caprais de la même ville, mourut entre onze heures et minuit. Le lendemain ses entrailles furent portées à Saint-Etienne dans la chapelle des Apôtres, et le 8 mars son corps fut enseveli dans la même église, près du maître-autel, du côté de l'évangile.

J. D.

(1) Archives de la Gironde, E supplément 3046.

(2) Archives d'Agen, reg. par. de Saint-Etienne.

LA POLÉMIQUE CICÉRONIENNE AU XVI^E SIÈCLE

J.-C. SCALIGER ADVERSAIRE D'ÉRASME

LE CICERONIANUS

En regard du portrait d'Erasmus plaçons celui de Jules-César Scaliger, son plus redoutable antagoniste.

Malgré la bonne foi de ses efforts pour ouvrir les yeux de ses contemporains sur le ridicule d'une imitation servile, l'humble moine de Rotterdam vit se dresser contre lui un soldat dans la personne de J.-C. Scaliger, véritable athlète non moins emporté que vigoureux. Ce soldat mania la plume, comme il avait manié l'épée au service de Maximilien (1). En somme, personnage extraordinaire, au moral et au physique, plus craint qu'aimé, violent batailleur (2), toujours fier d'appeler sur lui l'attention de ses contemporains.

A peine établi à Agen, en qualité de médecin de l'évêque Antoine de la Rovère qui l'avait amené avec lui d'Italie, J.-C. Scaliger n'eut qu'une ambition, celle de marquer sa place parmi les érudits. Il traduisit en latin l'*Histoire des animaux* d'Aristote, les *Insomnies* d'Hippocrate, le *Traité des plantes* de Théophraste. Il écrivit, outre ses discours contre Erasme, des livres de philologie, des poésies latines, un art poétique, et des lettres nombreuses adressées aux savants de son époque. Ses occupations de père d'une nombreuse famille (3), dans lesquelles il était admirablement soutenu, il est vrai, par le

(1) Il combattit à Ravenne (11 avril 1512.)

(2) V. Joseph Scaliger : *Scaligeriana* (*passim*).

(3) Il eut quinze enfants.

dévouement intelligent de sa jeune femme Audiette de Larroque, la surveillance de son domaine de Vérone ne le détournèrent point, même aux premières années de son mariage, des travaux d'érudition. De sa retraite de Vérone, il écrivait à des personnages en vue; il intéressait à ses œuvres professeurs et étudiants. Sans cesse à l'affut des livres nouveaux, il se lamentait de vivre comme en un coin retiré du monde, en pleine barbarie (1). Ainsi, sa bonne ville d'Agen où il avait trouvé honneurs, fortune, repos après sa vie aventureuse d'Italie, où il devait vivre heureux et mourir, il la dédaignait parce qu'elle était pauvre en hommes de lettres et en ressources littéraires.

Il acquit cependant une érudition étendue, au prix des plus grands efforts et des plus grands sacrifices. Les livres qu'Agen ne lui fournissait pas, il allait les chercher à Bale, à Venise, à Florence et même à Rome (2).

Cet érudit fut un critique sévère, étroit, ennemi de tous ceux qui ne partageaient pas ses jugements. « Il avait une défiance « secrète de l'invention et de l'imitation directe de la nature, « le souci presque exclusif de la forme, l'orgueil croissant de « son érudition, une intrépide confiance dans ses mérites d'auteur. Tout le prédisposait à jouer le rôle de critique à « fêrule (3) ». Autant Erasme, comme je l'ai dit, se tenait dans les voies moyennes, autant J.-C. Scaliger s'en écartait. Ce critique était aussi outré dans le dénigrement que dans l'admiration. Et cependant possédait-il l'indépendance absolue du jugement ? Erasme, rompant avec le Moyen-Age, tenait ses yeux attachés plus sur l'avenir que sur le passé. J.-C. Sca-

(1) Une lettre de J.-C. Scaliger nous donne un tableau intéressant de la vie intellectuelle des Agenais au XVI^e siècle « ... Agen, cité obscure, malgré ses prétentions, où le soleil sert moins à féconder la terre qu'à incommoder les habitants ; où chacun n'a de souci que de sa récolte, où l'esprit est ce que l'on cultive le moins, où, si l'on s'applique à l'étude des lettres, c'est uniquement pour y trouver les moyens de faire ou d'augmenter sa fortune. On n'y vend aucun livre... » *Lettre aux étudiants de Paris*.

(2) Ibidem.

(3) E. Lintilhac : « J.-C. Scaliger, fondateur du classicisme ». *Nouvelle Revue*, juin 1890, p. 528.

liger eût l'idolâtrie littéraire de son temps. Virgile avait été regardé, au Moyen-Age, comme un prophète du Christ. Quand la Renaissance eut remis en honneur les lettres profanes, Cicéron fut, lui aussi, l'objet d'un culte. On se porta avec passion vers ces dieux de la poésie et de l'éloquence ; et cette passion entra dans l'âme de J.-C. Scaliger.

Son admiration pour Virgile fut telle que l'idée ne lui vint jamais de le comparer à Homère. Le chantre d'Achille s'effaçait devant le poète de Mantoue. Tout ce que les siècles ont admiré dans l'Iliade n'était que naïveté, sottise et mensonge à ses yeux. Il disait des plus beaux endroits : « c'est ridicule, c'est *homérique*, c'est d'un Grécule, ce n'est pas virgilien, ce n'est pas romain (1) ».

Même admiration pour Cicéron modèle unique à proposer aux orateurs. Aussi est-ce avec l'état d'esprit d'un défenseur ardent et partial des gloires de Rome qu'il lira le *Ciceronianus* et en écrira la réfutation.

« Il n'est point d'érudit, écrit Ch. Nisard, qui n'ait lu ce dialogue plein d'enjouement, de plaisanterie fine et de littérature exquise (2) ». Cet éloge n'est pas exagéré. Mais est-il vrai que tous les érudits aient lu ce dialogue ? Combien ne soupçonnent pas l'existence de cette œuvre d'Erasme tombée dans l'oubli avec la polémique cicéronienne, et qui mériterait pourtant d'être éditée et commentée *ad usum studiosæ juventutis* (3) ! Nos jeunes gens amis du latin (il y en a encore quelques-uns) y puiseraient la connaissance approfondie de Cicéron, y trouveraient un modèle de critique large et loyale,

(1) E. Lintilhac (*loco citato*). Il est intéressant d'opposer à ce jugement celui de Napoléon (*Mémorial de Sainte-Hélène*) : « Homère a vu, agi... Virgile est un régent de collège qui n'a jamais rien vu ni rien fait ».

(2) *Les Gladiateurs de la République des Lettres* II, p. 311.

(3) Cet oubli s'explique. On ne s'occupe guère que des œuvres écrites en français. On semble ignorer que l'esprit français s'est exprimé dans une très-bonne langue latine et a produit des œuvres remarquables au Moyen-Age, pendant la Renaissance, et même au xviii^e siècle. Une histoire de la littérature latine en France, compléterait l'histoire de l'esprit français. Mais... *arduum et ingratum opus*.

et enfin des conseils pour les guider dans l'imitation des auteurs.

Le *Ciceronianus* est un dialogue à la manière de Platon, on pourrait dire une sorte de drame, de tragi-comédie, où sont mis en scène des personnages à tempéraments différents, à caractères nettement dessinés. On sait que Platon, fidèle aux leçons de Socrate, voulut par le moyen du dialogue donner de l'agrément et de la vie à un enseignement froid et abstrait. Telle fut aussi l'intention d'Erasme (1).

Trois personnages portant des noms tirés du grec se donnent la réplique dans ce petit drame. Le premier, *Nosoponus*, est un maniaque en proie à une maladie (son nom seul le dit) dont il guérira difficilement. Le second, *Bulephorus* (porte conseil) est un homme sensé qui, tout en souriant, prodiguera les remèdes au malade. Le troisième, *Hypologus*, conseiller peu sévère, sorte de Philinte, ne contredira jamais, et tiendra la balance entre les deux autres personnages.

L'entrée en matière est un éclat de rire à l'adresse de Nosoponus qui s'avance. « Que vois-je ? s'écrie Bulephorus. Est-ce là Nosoponus cet ancien camarade autrefois replet, à la mine si fraîche ? Quel changement ? Il a tout l'air d'un févreux, d'un lépreux, d'un phthisique. » Le malade interrogé, ne saisissant pas l'ironie des questions qu'on lui pose, déclare qu'il est en proie, depuis dix ans, à un délire amoureux ; qu'il poursuit, sans pouvoir l'atteindre, l'objet de sa passion. — Qu'est-ce donc ? s'écrient ses interlocuteurs en simulant la surprise. — L'éloquence de Cicéron : voilà, dit-il, la nymphe pour qui je meurs d'amour. — Afin de pousser le naïf Nosoponus dans la voie des aveux, Bulephorus feint d'être atteint du même mal. — Ou je mourrai, ou je serai en possession de ce que je désire, s'écrie Nosoponus enhardi..... J'aimerais mieux avoir acquis la gloire de Christophe Longueil (2) qui passe, en Italie, pour un Cicéronien, que d'être

(1) V. *Lettre à Vlattenus* (in fine). Cette œuvre si intéressante étant trop peu connue, on ne s'étonnera pas si nous en donnons une assez longue analyse

(2) V. *infra*, page 162.

placé au rang des dieux. — Sans doute, répond Bulephorus ; car, qui ne préférerait, dans le ciel, le nom de Cicéronien à celui de saint ? — Nosoponus ne lit, depuis sept ans, que Cicéron, évite, avec un scrupule religieux, la lecture de tout autre écrivain. Bien plus, dans sa bibliothèque, dans son foyer, sur toutes les portes, partout dans sa demeure, il a placé des portraits de l'orateur afin que seul il occupe sa pensée. — Moi, s'écrie Hypologus, narquois, je lui ai donné une place dans mon calendrier, au milieu des Apôtres. — Cela se comprend ajoute Bulephorus, puisque Cicéron est un dieu, le dieu de l'éloquence...

Mais comment Nosoponus travaille-t-il ? Par quelle méthode espère-t-il arriver à reproduire le grand orateur ? C'est ce que ses interlocuteurs sont pressés de savoir. Aucune question ne pouvait être plus agréable à Nosoponus. Il étale avec complaisance tous ses efforts, toutes les recherches auxquelles il s'est livré pour établir un lexique du vocabulaire cicéronien plus volumineux que toutes les œuvres de Cicéron réunies, lexique, dit-il, que deux portefaix robustes auraient de la peine à porter. Et ce n'est pas le seul. Il y en a deux autres consacrés aux expressions cicéroniennes, aux périodes, aux nombres, etc. Il y consigne le même mot toutes les fois qu'il présente une acception différente, et, avec ce mot, la phrase entière. Tel substantif n'a jamais été employé au génitif, tel verbe n'a pas été employé à l'imparfait par Cicéron : Nosoponus évitera, lui aussi, dans l'emploi de ces mots, le génitif et l'imparfait, quoique très corrects dans les meilleurs auteurs. Car, ajoute-t-il, une expression, une forme non cicéronienne déparerait tout un livre, et produirait l'effet d'une verrue sur la figure d'une jeune fille d'une beauté par ailleurs parfaite.

Comment suffire à semblable besogne ? s'écrie Bulephorus. — Nosoponus ne travaille que la nuit, profitant de ce silence qui permettait à Pythagore d'entendre l'harmonie produite par le mouvement des sphères célestes. C'est, dit-il, pendant la nuit que les dieux et les déesses aiment à s'entretenir avec les hommes. C'est alors surtout que nous sentons qu'un dieu réside en

nous, nous inspire et nous échauffe (1) ! C'est alors enfin que se communique à nos écrits la flamme divine de l'âme humaine. Et afin qu'aucun bruit ne pénètre jusqu'à moi, je m'enferme dans une sorte de temple aux murs épais, aux doubles portes, en ayant soin de fermer avec de la poix toutes les fissures. Je n'entends aucun bruit, si ce n'est un bruit de forge ou de femmes qui se chamaillent. Dans les pièces voisines de ce sanctuaire, point de lits ; car rien n'est plus contraire aux solitaires méditations que les ronflements des dormeurs. Enfin, défense même aux mouches d'entrer.

C'est fort bien, répond Bulephorus, à condition que vous puissiez exclure aussi les soucis et les chagrins qui nous suivent partout, plus importuns que le marteau du forgeron. — Sans doute, réplique Nosoponus ; quiconque est torturé par l'amour, la haine, la jalousie, la crainte, aspire en vain à la gloire d'écrivain cicéronien. On ne l'obtient pas sans une âme libre de toute préoccupation, exempte de toute souillure. Il est facile, quand on veut atteindre un but aussi élevé, d'imposer silence à ses passions. Chez moi, elles s'arrêtent à la porte du sanctuaire où je travaille. Et Nosoponus ajoute qu'il s'est voué au célibat, qu'il a renoncé à toute dignité ecclésiastique, préférant à tous les honneurs le titre de cicéronien.

Voici comment il travaille, dans le calme des nuits. Doit-il écrire une lettre pour réclamer à un ami un manuscrit prêté depuis quelques jours ? Il revoit le plus grand nombre possible de lettres de Cicéron ; il consulte ses index. Du tout il détache des expressions, des figures, des formules, etc., qu'il adapte à son sujet. Une nuit d'hiver ne suffit pas pour la rédaction de cette courte lettre. Tout au plus achèvera-t-il une période qu'il remaniera encore quelques jours après.

Mais comment Nosoponus se prépare-t-il à l'art de parler comme Cicéron ? Bulephorus est impatient de le savoir.

Il évite toute occasion de parler en latin. Comme ce serait

(1) C'est le vers d'Ovide :

Est deus in nobis ; agitante calescimus illo.
Impetus hic sacre semina mentis habet. (Fastes, vi, 5.)

profaner cette langue sacrée que de l'employer dans la conversation, il se servira du français ou du hollandais. Faudra-il complimenter un ami érudit, de retour d'un long voyage, ou sauvé d'une longue maladie? Il tiendra, à cet effet, en réserve des phrases ou des expressions toutes faites prises dans Cicéron. — Et si les circonstances exigeaient une improvisation? objecte Bulephorus. — J'agisrais comme Démosthène qui ne monta jamais sans préparation à la tribune, malgré les instances du peuple. Et si l'on disait de moi comme de Démosthène que mes discours sentent l'huile de la lampe, cela ne serait point, à mon avis, un déshonneur.

Telle était la folie de l'imitation de Cicéron au xvi^e siècle. Erasme nous en a donné une peinture exacte dans la personne de Nosoponus, peinture qui n'est point une œuvre de fantaisie, de pure imagination. Nosoponus n'est-il point de la famille de ces étudiants « martyrs de Cicéron » dont parle Colletet, dans son discours à l'Académie française (1)?

A la Cicéromanie, maladie d'une espèce nouvelle, il est temps d'opposer le remède. Trêve aux railleries et aux sourires. Le ton du dialogue va s'élever avec le sujet. Après avoir montré qu'il faut, dans l'imitation, se servir de l'exemple des anciens eux-mêmes, Bulephorus fera la critique de ce qu'il vient d'entendre, et dira ce qu'il pense de Cicéron.

Deux choses sont nécessaires, dit-il, à celui qui veut bien parler et bien écrire: l'étude des règles et l'imitation. Je déclare que, chez les Latins, aucun orateur ne peut disputer le premier rang à Cicéron. Or son art, comme celui d'Apelle imitant les peintres, est une synthèse des qualités excellentes des autres orateurs. — Nosoponus ne le nie pas. — Que pensez-vous de Zeuxis d'Héraclée? demande Bulephorus. — Ce fut un très grand artiste. — Eh bien! se proposant un jour de donner aux habitants de Crotone un portrait d'Hélène qui serait l'idéal de la beauté, il ne prit point pour modèle une

(1) Voir *Rerue de l'Agenais*, t. xxxiii, p. 612.

seule femme, la plus belle, mais plusieurs, et réunissant en un seul type les traits les plus remarquables de chacune, il réalisa son idéal (1). Pourquoi donc demanderions nous à Cicéron seul les secrets de la grande éloquence, quoiqu'il soit, je le reconnais, un très grand orateur? — Zeuxis, réplique Nosoponus, se fût contenté d'un seul modèle, s'il lui eût suffi pour son idéal, comme Cicéron peut nous suffire à nous-mêmes. — Cicéron modèle unique à proposer aux orateurs? Bulephorus ne peut l'admettre. Voyez dit-il, Brutus attaquant le plan et les divisions du *pro Milone*; Pomponius Atticus, grand ami et en même temps critique redouté de Cicéron, marquant du coin de l'ongle ou au crayon rouge les passages défectueux de ses discours; Marcus Caton traitant de ridicule la plaisanterie de l'orateur. Hommes sérieux et graves, leurs jugements faisaient autorité à Rome. Que direz-vous si j'ajoute à ces critiques celles de Gallus, de Licinius, de Cestius, de Calvus, et de Sénèque? Pour les uns, Cicéron était un orateur *sec, décharné, dépourvu de sang et de nerfs* (2), et, de plus, un homme sans caractère. Pour les autres, c'était un asiatique par la redondance et la verbosité.

Après ces considérations générales, Bulephorus passera en revue les éléments constitutifs de l'éloquence. La plaisanterie est comprise dans l'art de la rhétorique. Or, Cicéron n'en a-t-il pas abusé jusqu'à la bouffonnerie? Et n'est-il pas, en cette partie de l'art oratoire, bien inférieur aux Grecs, aux Attiques surtout?

Cicéron a-t-il excellé dans les pensées? Sénèque place au-dessus de lui Publius Syrus. — Mais Sénèque, répond Nosoponus, recherche le trait avec excès. — Dans les pensées la concision est la qualité dominante. En demanderons-nous des exemples à Cicéron plutôt qu'à Salluste ou à Brutus?... On loue la vigueur et le naturel du style de Démosthène. A qui faudra-t-il emprunter le modèle du style nerveux? A Démosthène ou à Cicéron?

(1) Voir Cicéron : *De Invent. reth.*, II, 91.

(2) V. Tacite : *Dialogue des Orateurs*. xxii

D'autre part, si nous recherchons la gravité du discours, nous attacherons-nous à Cicéron, à Brutus ou à Pollion ? Enfin, Cicéron posséda-t-il toutes les qualités qui inspirent la confiance ? Celle-ci tient à l'opinion que l'on a de la probité de l'orateur ; elle est amoindrie quand son art fait douter de sa sincérité. Qu'il soit le *vir bonus*, je l'admets. Mais on ne peut nier qu'il fait parade de son art, qu'il parle souvent de lui avec jactance, et qu'il attaque les personnes avec moins de mesure que Caton ou Cœlius.

Nosoponus n'y tient plus. Vous êtes venu, crie-t-il à son interlocuteur, avec l'intention arrêtée de ne relever que des défauts dans Cicéron. — Pas le moins du monde. Je plaide sa cause autant que la nôtre. Prenons garde d'obscurcir sa gloire par une imitation maladroite ; prenons garde d'obscurcir aussi la nôtre, en poursuivant une ombre insaisissable, semblables à Pâris qui, pour une Hélène substituée, lutta pendant dix ans avec les Grecs, la véritable ayant été transportée en Egypte, par un artifice des dieux.

Parmi les anciens, qui a été assez grand admirateur de Cicéron pour penser qu'on ne devait demander qu'à lui seul tous les secrets du style ? A quel homme la nature a-t-elle départi toutes les perfections à la fois dans toutes les parties de la science et de l'art ? Suivons donc l'exemple de Zeuxis et, après lui, de Quintilien qui recommande de ne jamais s'attacher à un seul modèle, mais à plusieurs parmi les excellents.

D'ailleurs, on ne saurait reproduire qu'en partie l'image de Cicéron, parce que de ses œuvres les unes sont perdues, les autres incomplètes. De plus, Cicéron n'a pas traité tous les sujets. Irons-nous aux Champs-Élysées lui demander comment il aurait parlé sur telle ou telle matière inconnue de lui et de ses contemporains ?

Nosoponus esquivé la difficulté en déclarant qu'il choisira ses sujets et qu'en écrivant seulement trois lettres absolument cicéroniennes, il acquerra plus de gloire qu'en écrivant cent volumes. — Bulephorus insiste : Mais comment atteindre cette gloire, alors que, dans beaucoup d'œuvres, Cicéron lui-même n'est pas cicéronien ? Il renia les livres de l'*Inven-*

tion et leur substitua l'*Orateur* ; il condamna comme une œuvre médiocre son plaidoyer pour le roi Dejotare... Comment serait-il un second Apelle ou un second Lysippe celui qui reproduirait seulement les tableaux commencés de l'un et les statues ébauchées de l'autre ?

Non seulement les œuvres de Cicéron sont mutilées, mais encore interpolées, remaniées par la fantaisie des Allemands et des Italiens. Beaucoup d'écrits apocryphes ont été, à la légère, attribués à Cicéron. Tels sont les livres à Herennius, le plaidoyer pour Valerius. Les vraies Catilinaires elles-mêmes ont été confondues par quelques-uns avec une déclamation de Porcius Latro.

Enfin, Bulephorus n'hésite pas à signaler quelques solécismes de Cicéron, des anacoluthes, des expressions employées contrairement à l'usage des bons auteurs, d'autres qu'il a rejetées, quoiqu'on les rencontre dans César et dans Salluste qui écrivaient purement. Et ces vers tirés d'Homère, de Sophocle, d'Euripide, insérés dans ses œuvres, altérés ou traduits trop librement ? Et ces phrases où un mot commence par les syllabes qui finissent le mot précédent, comme dans ce vers : *O fortunatam natam, me consule, Romam !...*

Avouez donc, dit-il, que votre auteur a d'incontestables imperfections, qu'il sommeille quelquefois, et que, dans les endroits où il sommeille, il vaudrait mieux imiter Salluste ou Brutus, ou César en éveil. Virgile, émule d'Hésiode et d'Homère, leur a pris seulement ce qu'ils avaient de meilleur. Horace a de la même manière imité les lyriques grecs, se comparant à l'active abeille qui cherchait le thym ça et là dans les bois et sous les frais ombrages de Tibur.

Et qu'ai-je besoin de tous ces exemples ? ajoute Bulephorus. Celui que m'offre Cicéron suffit. Doit-il son éloquence à un seul modèle ? Philosophes grecs, historiens, rhéteurs, poètes tragiques, comiques, lyriques : voilà les sources d'où elle est sortie.

Au surplus, s'attacher à l'imitation d'un modèle unique, c'est s'exposer à mettre en plein jour moins les qualités de l'orateur convaincu, que l'habileté de l'artiste. Le comble de l'art, c'est de dissimuler son art ; sans quoi l'auditeur reste

froid ; car il sent bientôt que ce n'est pas le cœur qui parle avec la simple intention de persuader, mais l'esprit en quête d'applaudissements.

Nosoponus est poussé à bout : Quelle que soit mon imitation, je veux surtout paraître cicéronien. » En effet, il n'a pas d'autre préoccupation. — Soit ! réplique Bulephorus, si nous devons nous préparer à l'éloquence pour la parade plutôt que pour l'intérêt des auditeurs. Il n'en est point ainsi. Evitons de placer sur le même rang l'orateur et l'histriion. Celui-ci veut plaire ; celui-là veut être utile, s'il est réellement homme de bien, qualité sans laquelle il n'est point d'orateur digne de ce nom. J'accorde cependant qu'on serait éloquent, si l'on parvenait à imiter avec bonheur Cicéron. Mais où sont-ils ces heureux imitateurs ? Ils ne reproduisent qu'une infime partie de leur modèle. Vrais singes, ils croient reproduire son éloquence, parce qu'ils emploient ses expressions favorites, ses tropes, ses fins de phrases. Ainsi autrefois on croyait, en desséchant son style, avoir atteint la finesse et la pureté du genre attique. Non moins ridicules ont été, de tout temps, et déjà du temps de Quintilien, ceux qui pensaient donner la couleur cicéronienne à leur discours en mettant aux premières lignes de l'exorde des prépositions, des conjonctions, des formules familières à Cicéron, et en terminant fréquemment leurs phrases par les mots *esse videatur*.

Est-ce faire revivre la personne du grand orateur ? Non ; on nous montre quelques côtés de son extérieur. L'âme échappe. Celui-là imiterait réellement Cicéron qui aurait son abondance d'idées, son art de les disposer, son heureuse mémoire. Comme on ne peut s'approprier son âme, l'imitation est aussi froide qu'incomplète... On peut naître, on ne devient pas un Cicéron.

Admettons qu'on s'attache principalement aux qualités les plus remarquables. On croit les égaler, on tombe dans des défauts. « Je veux être concis, dit Horace, je deviens obscur. » Vous désirez reproduire l'élégante sobriété des attiques ? Vous vous exposez à n'être que sec. Vous imitez les Asiatiques ? Vous tombez dans l'emphase.

Tout écrivain a sa manière. Souvent elle confine à un défaut racheté par d'éminentes qualités. Isocrate et Sénèque, par exemple, sont quelquefois secs à force d'être concis. Mais on est surtout frappé par l'élégance et le choix des expressions et la richesse des pensées. Nous aurons cette précision sèche. Quant aux qualités qui la compensent, traits caractéristiques de leur personnalité, nous ne les imiterons pas.

Ces réflexions judicieuses n'effraient point Nosoponus. Il répète avec obstination qu'il n'a qu'un but : acquérir la réputation de cicéronien, devrait-il n'avoir que les défauts de l'orateur. Cet entêtement amène Bulephorus à traiter des questions de plus en plus élevées. Il faut approprier, dit-il, le discours aux temps et aux personnes : règle fondamentale de l'art oratoire qu'il va mettre en lumière, à l'aide d'exemples frappants.

A quoi servirait le talent de Cicéron à celui qui ferait entrer dans une comédie, de longues dissertations de philosophie stoïcienne, ou qui, plaidant en faveur d'un homme accusé de crime, rechercherait l'esprit et la plaisanterie ? Il serait aussi ridicule que s'il affublait un singe de la pourpre, et représentait Bacchus ou Sardanapale avec la dépouille d'un lion et la massue d'Hercule. De même Cicéron, dont le beau style fut en rapport avec son siècle, eut été un mauvais orateur, aux temps d'Ennius et de Scipion.

Bulephorus revient encore aux comparaisons tirées de l'art de la peinture. Supposons, dit-il, qu'Apelle, revivant au milieu de nous, peignit les Allemands comme autrefois les Grecs, et qu'il revêtît nos monarques du costume d'Alexandre. Supposons encore qu'il donnât à Dieu la figure de Jupiter, et qu'il représentât le Christ avec les traits d'Apollon... Dirait-on de lui qu'il est un bon peintre ? — Non, répond Nosoponus. — Le pinceau d'Apelle ne peut donc pas plus être utile aujourd'hui que l'éloquence de Cicéron, puisque l'artiste et l'orateur doivent peindre et parler suivant la convenance des temps. Or, l'imitation rigoureuse et entière de Cicéron nous empêche de remplir cette condition fondamentale de l'art de bien dire. Voyez combien les temps sont différents ! Religion, gouvernement, pouvoirs publics, magistratures, lois, mœurs,

tout est changé. Vous prétendez que nous devons, en toutes circonstances, nous exprimer comme Cicéron. Eh bien ! qu'on nous rende la Rome ancienne avec le Sénat, l'ordre équestre, le peuple divisé en centuries. Qu'on nous rende les collèges des augures et des aruspices, les grands pontifes, les flamines et les vestales, les édiles, les préteurs, les tribuns du peuple, les consuls, les dictateurs, les Césars, les comices, les sénatus-consulte, les plébiscites, les triomphes. Qu'on nous rende les provinces, les colonies, les municipes, les alliés. Qu'on relève enfin le Capitole... Voilà quels étaient les aliments de l'éloquence cicéronienne. Les sujets que nous avons à traiter sont si différents que, loin de nous porter à l'imitation de Cicéron, ils nous en éloignent. Nous avons devant nous une tout autre scène, un tout autre monde. Chrétien, je parlerai demain à des chrétiens de leur religion. Me ferai-je par l'imagination le contemporain du grand orateur ? Faudra-t-il accumuler dans mon discours les expressions, les figures, les nombres, les formules qui lui sont familières comme si j'allais haranguer le Sénat romain ? Mon auditoire, c'est une foule où l'homme instruit coudoie l'illettré ; il y a des jeunes filles, des femmes et des veuves. On attend de moi que je vante les mérites du jeûne, de la pénitence, de la prière, de l'aumône, et que je conseille le mépris des choses qui passent... Sujets inconnus de Cicéron. Comment me fournirait-il les expressions propres à les développer ?... O le plaisant orateur que celui qui prêchant sur la Passion salua le pape Jules II du nom de Jupiter Optimus Maximus ; puis tirant ses développements de la mythologie grecque et de l'histoire de Rome, exalta le sacrifice d'Iphigénie et le dévouement de Decius et de Régulus, précurseurs du Christ mourant pour la rédemption du genre humain. Cet irrévérencieux et, malgré son talent, ridicule orateur, était bien pourtant un cicéronien.

Il avait parlé en vrai Romain. Mais qu'avait-il dit de la mort du Christ ? Son discours était moins un sermon qu'une déclamation, un exercice d'école. — Vous accusez, vous ne nommez pas, riposte Nosoponus. — Peu importe le nom de l'orateur ; ce qu'il faut avant tout savoir, c'est que ces préten-

des cicéroniens nuisent aux jeunes candidats à l'éloquence, poussés par eux dans une mauvaise voie. D'autre part, je le répète, ils font tort à Cicéron lui-même, exactement comme des moines font tort à saint Benoit et à saint Augustin dont ils déclarent suivre la règle, tout en vivant à la façon de Sardanapale.

Ces pseudo-cicéroniens n'ont que du mépris pour le style, barbare à leurs yeux, de Scott et de saint Thomas. Et pourtant ces philosophes, sans viser à l'éloquence, sont plus cicéroniens que ceux qui les dédaignent.

Cette affirmation hardie, un peu obscure pour son interlocuteur, Bulephorus l'explique à l'aide d'un précepte fondamental de l'art oratoire. Pour bien dire, il faut être profondément pénétré de ce qu'on dit, et s'exprimer avec tout son cœur. De vastes connaissances puisées dans les livres des philosophes, des jurisconsultes, des Augures et des historiens : voilà l'aliment de l'éloquence de Cicéron (1). Connaissions-nous aussi biens les Lois et les Prophètes, les mystères de la religion, fondement de l'éloquence chrétienne? Nous différons donc de notre modèle par la science nécessaire à l'orateur.

Mais supposons qu'au lieu de sujets d'ordre religieux, nous ayons à développer des questions concernant un mariage, un traité à conclure, une guerre à déclarer? Emprunterons-nous le style de l'orateur romain?... Dans notre société régie par les lois du Christ, des idées nouvelles ont amené des mots nouveaux. Imitateurs scrupuleusement fidèles de Cicéron, nous dirons comme lui, au lieu de Dieu le père, *Jupiter*; au lieu de Christ, *Apollon*; au lieu de pape, *flamine dial*; au lieu d'évêques, *préfets des provinces* (2), etc. Et si nous ne parlons pas en tous points comme Cicéron, gâterons-nous notre discours? Non certes. Car, suivant les sujets à traiter, n'a-t-on pas le droit (c'est même souvent une nécessité) de prendre de toutes mains dans Aristote et dans Xénophon, dans Caton, dans Vir-

(1) Cf. Cicéron (*de Oratore*, III, 26) : *Ut ita dici primum, silva rerum et sententiarum oratori comparanda est.*

(2) C'est ainsi que s'exprimaient les Italiens au xv^e siècle.

gile, dans Varron et dans Columelle ? Cicéron a introduit dans ses traités de rhétorique et de philosophie des mots, soit nouveaux, soit employés avec une acception nouvelle ; il a enfin, en traduisant les Grecs, enrichi le vocabulaire latin (1). Et nous ne croirions pas pouvoir adapter à des pensées nouvelles des expressions nouvelles ? La grammaire, les mathématiques, toutes les sciences, tous les arts ont leur langue. La philosophie et l'éloquence chrétiennes n'auraient pas la leur ? Membres d'une société fondée par le Christ, nous rougirions d'emprunter des mots à la Judée, à l'Asie-Mineure, à la Grèce, pays où le christianisme est né et s'est d'abord propagé ? Cicéron, s'il faisait partie de cette société, ne trouverait pas le nom de Jésus-Christ moins élégant que les noms de Romulus et de Scipion ; il n'hésiterait pas à dire *foi chrétienne*, *Trinité*, *Paraclet*, pas plus qu'il n'hésita, dans ses *Topiques*, à parler la langue du droit si différente de la langue de la rhétorique. Païen, il emprunta aux païens. Nous, chrétiens, nous craignons de gâter notre style par des passages des livres de Moïse et des proverbes de Salomon... Des vers de Pindare ou d'Horace ornent nos discours, et des versets du Psalmiste les déparent ! Nous sommes fiers de faire parler Platon, et nous n'osons citer la parole du Christ lui-même !

Conséquence fâcheuse de notre éducation, répond Hypologus. On nous a accoutumés, à ne voir rien que d'inculte et de barbare, en dehors des écrits des Gentils. — Oui, ajoute Bulephorus, le paganisme que nous portons en nous est le grand malfaiteur. Attirés, trompés par lui, nous ne sommes chrétiens que de nom ; l'eau du baptême a purifié notre corps ; l'esprit est resté impur. Jésus est sur nos lèvres, Jupiter et Romulus dans notre cœur. Si nous rejetions loin de nous ce paganisme, si nous nous livrions à l'étude avec une âme chrétienne, les noms du Christ, de la Vierge, de saint Pierre et de saint Paul ne seraient pas pour nos discours de moindres ornements que ceux de Camille et d'Annibal. Mais, encore une fois, le paganisme nous attire tout entiers à lui. Une inscription

(1) V. Font. : *de Cicerone græca vocabula usurpante* (Paris, 1899).

rongée par le temps, une monnaie portant l'effigie d'Alexandre nous captivent. Un fragment d'une loi des XII tables a plus de prix à nos yeux que toutes les lois gravées par le doigt de Dieu lui-même... Entrez, à Rome, dans une salle d'étudiants. Vous n'y verrez ni l'image du Christ crucifié, ni celle des Apôtres; sur les murs, partout des statues, des tableaux rappelant le paganisme. Chez nous, même spectacle. Au Christ montant au ciel, on préfère Ganymède enlevé par un aigle. Les peintures des Bacchanales et d'autres turpitudes ont plus de charmes que les tableaux représentant Lazare ressuscité.

Voilà le paganisme que nourrit en nous l'imitation de Cicéron.

Ces réflexions jettent le trouble dans l'âme de Nosoponus : il attendait des éloges et des encouragements ; il ne rencontre que des critiques.

Bulephorus ne tardera pas à le désabuser. On ne saurait, dit-il, imiter avec succès un orateur ou un poète, si l'on ne possède son tempérament et ses qualités natives. On ne fera pas, avec une nature de poète, un homme de guerre, avec les dispositions au mariage, un bon moine. Celui qui est né pour l'agriculture, se trouvera déplacé à la cour. Si le travail, en effet, peut corriger et aider la nature, il ne la change pas.

Mais, réplique Nosoponus, je ne crois pas que mes qualités d'esprit diffèrent sensiblement de celles de Cicéron. Le travail me donnera ce qui me manque. — Donc, vous espérez, reprend Bulephorus, reproduire l'image parfaite de Cicéron... Mais nous n'aurons pas celle de votre personne. Et alors, que sera votre discours, sinon un long et ridicule mensonge ? Apprenez plutôt de l'orateur lui-même comment il faut imiter. Démosthène fut le premier modèle qu'il se proposa. Quant à le reproduire tout entier, il n'y songea jamais. Il s'efforça de s'assimiler les qualités en conformité avec son tempérament oratoire, corrigeant souvent, surpassant même quelquefois son modèle. A cela il ajouta la connaissance approfondie de toutes les sciences nécessaires à l'orateur ; et ainsi il fut l'émule de Démosthène et l'homme de son temps à la fois.

Etudions les sciences sacrées, comme il étudia l'histoire, les

lois et la religion de Rome : appliquons, comme lui, les règles de l'art ; et nous serons cicéroniens, sans laisser d'être chrétiens.

Tel est l'idéal que nous devons chercher à réaliser.

Déplacée dans la chaire, l'éloquence de Cicéron ne serait d'aucune utilité dans les tribunaux. Les jugements consistent en formules employées par les procureurs, les avocats et les juges très-peu versés dans la connaissance de la langue littéraire de Rome. Dans les conseils secrets, trois hommes, échangeant leurs idées, suffisent à trancher les questions. D'ailleurs, les affaires seraient-elles aujourd'hui traitées en latin, qui supporterait des développements comme ceux de Cicéron tonnait contre Verrès, Catilina ou Clodius ?

Votre plaidoyer, répond Nosoponus à court d'arguments, ne peut rien contre une passion maîtresse de mon âme. — Pourtant votre mal n'est pas incurable. Je le connais ; j'en ai été guéri sans le secours d'Esculape ni d'Hippocrate. La raison, ce médecin des âmes, m'a apporté le remède. Quand j'étais au paroxysme de mon mal, ce médecin me dit : « C'est une honte insupportable pour toi de n'être pas cicéronien, alors que tu partages cette honte avec tant de milliers d'hommes ! Réponds : Trouve-moi un cicéronien en dehors de Cicéron. »

Transition habile qui permet à Bulephorus de faire une revue rapide de la Littérature latine, depuis César jusqu'au xvi^e siècle. Il cite les noms. Nosoponus juge, et met en relief les traits distinctifs du talent de chaque écrivain. Même dans la bonne époque de la littérature, il ne rencontre aucun cicéronien. Sa critique est souvent méchante. Il ne pardonne pas à Tite-Live sa *patavinité*. Il reproche à Valère-Maxime « aussi peu semblable à Cicéron qu'un mulet à un homme », d'avoir, étant Italien, écrit comme un Africain (1). Les historiens de l'Histoire-Auguste, puis Aulu-Gelle, Macrobe, Apulée, ne sont pas moins maltraités.

Les écrivains chrétiens sont jugés avec la même sévérité.

(1) Son style a, en effet, les défauts du style des Africains : dans des sujets historiques, il écrit en rhéteur et en poète.

Seul, Lactance, mérite l'attention. On sait, dit-il, qu'il a ambitionné le titre de Cicéron chrétien (1). Dans le 3^e livre des *Institutions*, il déclare son intention de mettre au service du christianisme une éloquence qui sera ou rappellera celle de l'orateur. Nosoponus nous montre, par le détail, ses procédés d'imitation : mêmes constructions, mêmes fins de phrases, mêmes clausules métriques ; emploi fréquent du scazon et de ditrochée. Mais Lactance n'a de Cicéron que la forme. Il lui est inférieur par le fond. Il n'apporte, dans la défense de la philosophie chrétienne, ni la science étendue, ni la vigueur, ni la conviction avec lesquelles Cicéron soutient les intérêts de Rome.

Nosoponus intente leur procès aux écrivains du Moyen-Age. En styliste il fait bon marché de l'éloquence passionnée de saint Ambroise, de saint Grégoire-le-Grand, de saint Bernard, ainsi que de l'admirable science théologique de saint Thomas. Rien de plus puéril, à ses yeux, que les efforts de celui-ci pour donner, en quelques endroits, à sa prose, la couleur oratoire. Laissons, dit-il, ces écrivains scholastiques.

Eh bien ! répond Bulephorus, considérons ceux qui sont plus près de nous, les Italiens, par exemple, qui, les premiers, ont ressuscité l'éloquence antique.

Nos deux interlocuteurs vont-ils découvrir enfin un cicéronien ? Non, pas encore. Cependant, quelle longue suite de grands hommes dans le xv^e siècle italien ! Quelle unité dans leurs efforts pour reconstituer et répandre la langue des beaux temps de la République ! « Rome a perdu l'empire, dit Valla ; mais elle gardera par sa langue romaine parlée en tous lieux, sa domination morale sur l'univers (2) ». Malgré ces savants et patriotiques efforts, ni Pétrarque, ni Philelphe, ni l'Arétin, ni Valla, ni le Pogge, ni Pic de la Mirandole, ne seront cicéroniens.

De l'Italie, Bulephorus conduit Nosoponus en France où « les

(1) Ce titre lui est resté. V. Ekermann : *Dissertatio de Lactantio Cicerone christiano* (Upsal, 1754).

(2) Laurent Valla : *Préface des Elégances latines*,

études sont florissantes ». Aucun nom n'arrête leur attention, pas même celui de Guillaume Budé. Ils ne sont pas plus heureux dans leur voyage à travers l'Angleterre. — Passons en Hollande. Là nous trouvons Erasme de Rotterdam, dit Bulephorus. — Vous aviez promis, répond avec surprise Nosoponus, de ne citer que des écrivains... Erasme un cicéronien ! Appelons-le un polygraphe, un correcteur d'épreuves d'imprimerie, qui, debout sur un seul pied, écrit des volumes, homme sans consistance, incapable de se relire, plus versé dans la terminologie des théologiens que dans le style de Cicéron (1.)

Après cette infructueuse excursion dans les pays du Nord, on retourne au Midi. Que pensez-vous, demande Bulephorus, de l'Espagnol Jean-Louis Vivès ? — C'est un écrivain de talent, très érudit, remarquable par l'abondance des pensées et la richesse des expressions. Son éloquence fait tous les jours des progrès. Son style, un peu dur jusqu'ici, s'assouplit. Vivès sera bientôt, je l'espère, un cicéronien (2).

Voyez, répond Bulephorus, combien de régions nous avons parcourues, combien d'hommes illustres des temps anciens et modernes nous avons nommés ! Pas un n'a obtenu la gloire qui est l'objet de vos rêves maladifs.

Cependant la liste n'est pas close. Bulephorus a oublié un orateur de renom, né en Brabant, et qui fit ses études en France, un orateur que l'Italie honore du nom de cicéronien : c'est Christophe Longueil (3) ; c'est l'homme dont Nosoponus envie la réputation. Bulephorus est plein de respect pour la mémoire de ce brillant humaniste, versé dans toutes les sciences, y compris celle du droit, enlevé aux lettres en pleine jeunesse. Pourquoi hélas ! s'est-il consumé dans la poursuite d'un vain titre ? J'ai admiré, dit-il, ses deux discours prononcés à Rome. Il y a fait entrer tout ce qu'un orateur peut tirer de Cicéron

(1) Il est piquant de voir Erasme se citer lui-même. Sans doute, c'est pour montrer qu'il se moque des critiques de ses ennemis. Celles que lui adressera J. C. Scaliger seront bien plus graves, et il n'y répondra pas.

(2) J. L. Vivès, né à Valence, en 1492, mort à Bruges en 1540, ami et correspondant d'Erasme, un des plus grands humanistes du xvi^e siècle.

(3) Né en 1492 à Malines, mort à Padoue, à l'âge de 32 ans. D'abord avocat, il se consacra à l'étude des lettres. Il fut admiré des Italiens.

et de son génie propre. S'il n'est pas un pur cicéronien, c'est la faute des temps. Rome n'est plus dans Rome ; nous n'y voyons que des ruines, des vestiges de ses malheurs. Supposez qu'il n'y ait ni pape, ni cardinaux, ni évêques, ni curie, ni légats. Que restera-t-il dans cette ville, sinon une population de marchands affluant de toutes parts ? Néanmoins Longueil composa ses discours comme s'ils devaient être entendus des Romains en toge, maîtres du monde. Dans sa réponse à un adversaire qui lui reprochait d'avoir, barbare, loué Erasme et Budé, barbares comme lui (1), et d'avoir, étranger, usurpé le titre de citoyen de Rome, il parla comme devant un auditoire de sénateurs et de Quirites ; il fit mention de provinces, de municipes, de colonies ; il lut un sénatus-consulte ; il cita des textes de lois... Je ne sais comment il oublia la clepsydre.

Je ne vois dans ce discours qu'un exercice d'école, auquel je souscris, bien que Quintilien recommande de proposer aux jeunes gens des sujets empruntés à la vie réelle, et non de poétiques fictions. J'admire toutefois Longueil, au point de le placer au-dessus de tous les Italiens. Mais je ne veux pas que les jeunes gens, épris de sa gloire, se laissent consumer par la même fièvre mortelle, au détriment d'études profitables à eux-mêmes et à leurs contemporains.

Pauvre Longueil ! s'écrie Nosoponus, embarrassé pour trouver de nouveaux arguments. — Bulephorus termine cette revue d'écrivains en citant les noms de Bembo et de Sadolet, personnages respectables par leurs dignités et leurs talents. L'orateur Pontanus et le poète Sannazar (Acticus Syncerus) lui procurent l'occasion de décocher encore une fois, en finissant, des traits sur les écrivains dont le paganisme littéraire tue la religion.

Le moment est venu de préciser sa pensée dans une conclusion. Quelle est, en tout ceci, votre intention ? demande Nosoponus. Vous êtes-vous proposé de faire tomber de mes mains les livres de Cicéron ? Voulez-vous proscrire l'imitation, quoi-

(1) En Italie, on appelait barbares les écrivains qui n'étaient pas Italiens.

qu'elle constitue une partie importante de la Rhétorique ? — Je suis, répond Bulephorus, pour l'imitation qui aide, mais ne contrarie pas la nature, qui la dirige et ne l'étouffe pas. Je veux que l'on se choisisse un modèle suivant ses forces, pour ne pas se risquer dans une lutte avec les Géants. Je suis pour l'imitation libre qui tire des meilleurs auteurs ce qu'ils ont d'excellent. Je veux enfin que ce qu'on leur prend s'infuse dans notre esprit, comme la nourriture dans notre sang. . . . Faites que l'on voie votre caractère et votre talent dans ce que vous imitez, qu'aucune beauté ne trahisse l'emprunt, mais paraisse émaner de votre cerveau, comme Pallas sortit du cerveau de Jupiter, portant les traits de son père. Que votre discours ne soit pas un assemblage de centons, une sorte de mosaïque ; je veux y trouver l'image vivante de votre âme. . . .

D'ailleurs, ajoute Bulephorus, pourquoi se consumer à reproduire la manière d'un écrivain, quand on peut l'égaliser, tout en étant différent de lui ? Et il fait avouer à Nosoponus qu'il aimerait mieux être Quintilien que l'auteur de la *Rhétorique à Herennius*, et qu'il préférerait au nom de Quinte-Curce celui de Salluste, pourtant moins cicéronien.

Hypologus donne des signes de fatigue. Il réclame une conclusion. Nosoponus aussi. Ils demandent à Bulephorus de dire brièvement ce qu'il pense de Cicéron et de la manière de l'imiter. — Pour me résumer, Cicéron fut un maître dans l'art de la parole, et, de plus, un honnête homme, *vir bonus*. Philosophe chrétien, sa sagesse l'eut fait monter au ciel (1). Il dut beaucoup aux règles de l'art et à l'expérience ; mais il fut encore plus redevable de son talent à ces dispositions naturelles que l'on n'acquiert pas. De tous les auteurs latins c'est celui que je conseille surtout aux jeunes candidats à l'éloquence, tout en faisant cette réserve qu'ils doivent d'abord lire les poètes, lesquels conviennent à l'enfance. Quant à l'imitation de Cicéron, ils s'y exerceront seulement après l'étude de la Rhétorique. Il sera pour eux le premier, le principal guide. Mais il ne sera pas le seul. . . . Je ne veux pas de cette imitation

(1) Cf. préface de son édition des Tusculanes. — V. plus haut, page

scrupuleuse qui dégénère en superstition. On prendra aux meilleurs auteurs ce qu'ils ont de bon. Aristote, Théophraste, Pline fourniront les idées, s'ils ne peuvent fournir les modèles du style oratoire. En un mot, je ne crois pas qu'on doive s'attacher à Cicéron au point de rejeter toute inspiration personnelle et tenter, malgré Minerve, et au détriment de sa santé, une œuvre impossible.

Enfin, Bulephorus veut que l'on prenne, en toute liberté, aux Latins, le mot dont on a besoin, qu'il fasse partie ou non du vocabulaire cicéronien. Une expression nous choque parce qu'elle est peu usitée, dure à notre oreille ? L'usage l'adoucirait et la rendra présentable. Pourquoi nous refuser une liberté dont usaient les anciens faisant appel au Grec quand le Latin eut rendu imparfaitement leur pensée ? (1)

En finissant, Bulephorus ne peut s'empêcher d'invoquer encore comme dernier argument, la considération du péril religieux. Faire miroiter aux yeux de la jeunesse la gloire d'écrivain cicéronien, c'est lui faire une âme païenne, c'est provoquer la renaissance des anciennes hérésies, c'est prêter la main au Judaïsme qui relève la tête. N'a-t-on pas vu dans l'Italie, si vouée au culte de Cicéron, se former des sectes de Platoniciens et de Péripatéticiens ? Que les chrétiens se livrent s'ils veulent, aux études profanes, pourvu qu'ils en tirent des forces pour le christianisme...

Voilà, dit Bulephorus, les remèdes qui ont eu raison de ma maladie. Employez-les, et votre fièvre tombera. — Il y a longtemps que je suis guéri, répond Hypologus. — Et moi, dit, Nosoponus, je suis guéri aussi, si ce n'est que je me ressens encore un peu de mon mal invétéré.

F. FERRÈRE.

(A suivre).

(1) Erasme et quelques contemporains auraient voulu faire du latin une langue vivante, idiome commun des peuples de l'Europe. Or, vouloir écrire et parler comme Cicéron, c'était restreindre l'usage, retrécir le domaine de la langue latine. Montaigne et du Bellay réclamaient la même liberté pour le Français. « Que le Gascon y aille, si le Français n'y peut aller » disait le premier (*Essais*, liv. XV.) « Pillez-moi les sacrés trésors du temple delphique » disait le second. (*Défense et illustration de la langue française*).

ANCIENS BILLETS DE BANQUE ET LOTERIES

BANQUE DE LAW

Si beaucoup de personnes connaissent Law et son système, il en est peu qui aient vu les billets de la Banque créée par le fameux financier ; ces billets, après avoir perdu toute valeur, ont été rapidement détruits et c'est par hasard, si après deux siècles, on peut en retrouver quelques-uns.

Les huit billets qui existent aux archives du château de Xaintrailles sont donc une curiosité ; cinq de ces billets sont de mille livres tournois chacun et trois de cent livres ; tous ont été émis du 14 juin 1719 au 1^{er} janvier 1720, c'est-à-dire pendant la période de prospérité de la Banque.

Ces billets ne présentent aucun des caractères artistiques des billets de Banque actuels, ils n'ont pas été tirés sur un papier spécialement fabriqué, ce qui autorise à croire que, malgré leur valeur, on redoutait peu les contrefacteurs.

Ils sont extraits d'un livre à souche, imprimés les uns en ronde, les autres en caractères ordinaires, signés « Bourgeois », visés « Fenellon », rien de l'archevêque de Cambrai, contrôlés « Durevest », ou leurs fondés de pouvoir.

Ce qui nous frappe le plus et peut expliquer, dans une certaine mesure, le prodigieux succès de la Banque de Law, c'est que ces billets répondaient à un besoin ; ils n'étaient pas seulement des titres facilement transportables, payables en numéraire au porteur, comme nos billets actuels, mais présentaient sur eux l'avantage inappréciable d'être de véritables lettres de change, transmissibles par endos.

A cette époque le taux des lettres de change était très élevé, le transfert du numéraire difficile, le billet de la Banque supprimait les frais, c'était une lettre de change gratuite, et

N. 134949

Mill-lurca Tounnoia

La Barque proma paga au portau à Vinc
Mill-lurca Tounnoia au Especta d'argant,
Valau rous à Paris le 14 Juin 1719
vü fureur

Donquet
Compté *Donquet*

du moment qu'on avait une confiance absolue dans la Banque le succès devait être et fut prodigieux.

Malheureusement par suite des excès de l'agiotage, le succès ne fut pas de longue durée et le système de Law au lieu d'enrichir le pays, causa sa ruine financière, dont il se ressentait encore au moment de la Révolution.

L'un des billets est revêtu de six endos successifs, du 25 octobre 1719 au 10 août 1720, ce qui prouve les services qu'ils pouvaient rendre, malheureusement le dernier détenteur ne fut pas assez diligent et subit la perte de ses capitaux.

ANCIENNES LOTERIES

Le désir de s'enrichir rapidement et par le hasard a hanté les esprits à toutes les époques; aussi peut-on dire que la loterie est aussi vieille que le monde.

Mais le billet qui le représente n'a pas toujours été la vignette plus ou moins artistique, que nous connaissons de nos jours.

Au ^{xvii}^e siècle il consistait en un simple papier, souvent manuscrit, quelque fois imprimé, revêtu de la signature de l'agent chargé de l'émission.

Nous avons trouvé un certain nombre de ces billets dans les archives de Xaintrailles, sur lesquels existent des mentions révélant l'état d'âme des acquéreurs de billets.

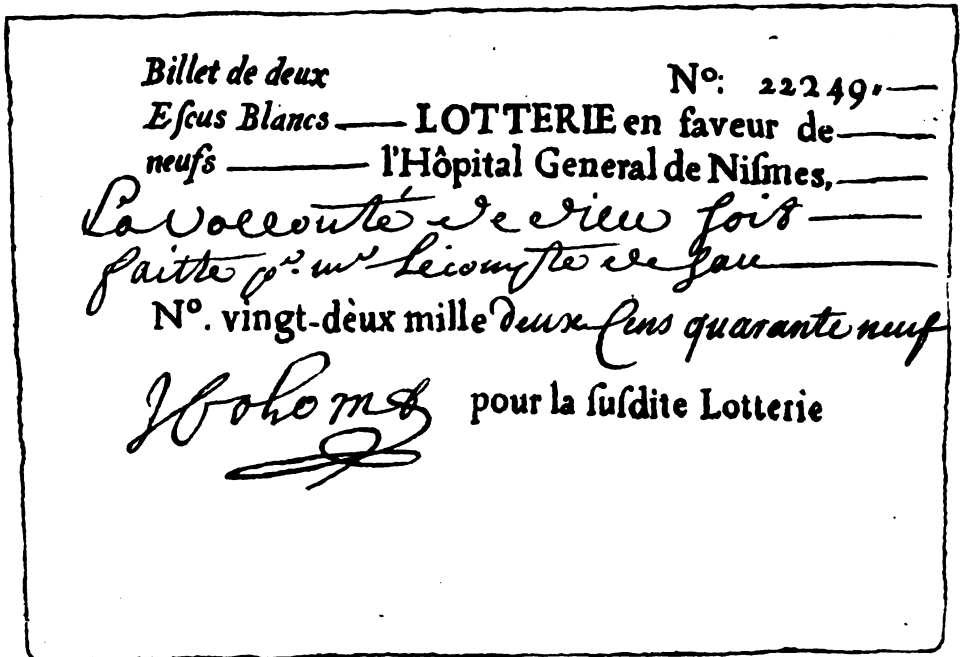
L'acheteur des billets de loterie est en somme un joueur, et comme tous les joueurs il est superstitieux; tantôt il a un numéro de prédilection, tantôt il le prend tel jour, à telle heure, et il veille les rencontres qui doivent lui porter bonheur; les uns invoquent Dieu et les saints, d'autres Belzébuth.

Certains font simplement mentionner leurs noms; enfin il intervient souvent des associations pour l'achat de billets.

Nous possédons un véritable contrat d'association passé à Toulouse en juin 1730, pour l'acquisition de billets de loterie de Lyon, de l'hospice de Nîmes, de Bordeaux et de la Rochelle.

L'un des billets est ainsi libellé :

Billet de deux écus blancs neufs, n° 22,249, loterie en faveur de l'hôpital général de Nîmes. La volonté de Dieu soit faite pour M. le



Un autre porte la mention « mon bon ange conduira la main pour M. X. »

Un autre « pour l'heureuse rencontre de deux associés ».

Comme on peut le constater, chacun porte sa chance sous un vocable ayant sa confiance ; l'espoir est souvent trompé, le joueur attribue alors sa déconvenue à des circonstances plus ou moins extraordinaires, de mauvaises rencontres de personnes ayant le mauvais œil, etc., etc.

Après quoi il recommence généralement toujours avec la même confiance dans le succès, pourvu qu'un porte-guigne ne se trouve pas sur sa route.

C. CHAUX.

e en
soit

49.-

Enuf

in

is

le

is

r-

a

e



Fragment de vase grec du VII^e siècle avant l'ère chrétienne
trouvé à La Mourrasse près de Clermont-Dessous.



D'UN FRAGMENT DE VASE GREC A PEINTURES NOIRES

RECUEILLI EN AGENAIS

Qu'il me soit permis de reproduire quelques lignes d'une courte note que j'insèrai, il y a près de quatre ans, dans la *Recue de l'Agenais* (1). « Au mois de septembre dernier, M. l'abbé Etienne, curé de Bazens, explorant les ruines romaines de La Mourrasse, dans la commune de Clermont-Dessous, recueillit un fragment de vase grec à peinture noire sur fond jaune, représentant la tête avec le haut du corps d'un satyre aux longues oreilles, à la barbe abondante et pointue. Au-dessus de sa tête passe une branche d'arbre. Les détails de l'œil, de l'oreille, de la chevelure et de la barbe, ont été dessinés avec un style, qui a mis à nu l'engobe de couleur blanche, sur laquelle a été appliquée la peinture. La barbe et le devant de la chevelure sont peints en rouge.

« La présence de poteries grecques antérieures au second siècle avant notre ère, a été fort rarement constatée dans les Gaules. L'exemple classique en est la célèbre canthare, avec figure d'athlète, découverte en 1874, dans la tombe de Somme-Bionne, avec les riches parures et les armes merveilleuses d'un chef gaulois, enterré sur son char. Depuis cette époque, les découvertes de ce genre se sont multipliées, et M. le baron de Witte en a pu dresser une liste qui, sans être encore bien longue, prouve que, en cela, comme pour tout, il n'y a qu'à chercher pour trouver... »

Prudemment, je m'étais borné à cette notation pure et simple d'une découverte dont je sentais trop l'importance pour être tenté de la gâter par des développements intempestifs. La connaissance approfondie de la céramique grecque est trop

(1) *Année 1902*, p. 73 et suiv.

difficile à acquérir en province pour qu'il n'y eut pas témérité à vouloir serrer de plus près les diverses questions d'âge et de style posées par ce bel échantillon d'un art admirable entre tous. Aussi n'ai-je pas hésité à m'adresser au maître le plus éminent en la matière, M. Edmond Pottier, conservateur des Antiquités Orientales et de la céramique antique au Musée du Louvre, qui a bien voulu m'honorer de la réponse suivante, document capital pour les études archéologiques en Agenais.

«... Mon collègue M. Jamot m'a remis le petit fragment de vase antique que vous avez bien voulu soumettre à mon examen, et qui a été trouvé dans les ruines d'une villa près d'Agen. C'est certainement un morceau provenant d'un vase attique appartenant au système à figures noires de la seconde moitié du VI^e siècle avant J.-C. C'est un produit de la fabrication courante, de style un peu rapide, dont l'emploi s'est prolongé jusque dans le courant du V^e siècle. J'étudie cette catégorie de vases dans le troisième volume de mon petit catalogue de Vases du Louvre qui est actuellement sous presse et qui paraîtra au mois de mai. Les sujets bachiques y sont très fréquents; et je pense qu'on pourrait même se risquer à reconstituer la scène d'après la formule connue : à gauche un Silène et une Ménade, au centre Dionysos, à droite une Ménade et un Silène.

D'après l'épaisseur et la forme du fragment, il me semble que le vase a pu être une petite amphore. Voyez mon *Album des Vases du Louvre*, pl. 63. F. 3 ; pl. 78, F. 204..

Le musée de Narbonne possède le plus beau fragment de vase grec de ce genre — de style plus archaïque — qui ait été trouvé en France, à Monlaurès en 1864. (Voyez *Notes et observations sur le pays Narbonnais* (1905), par H. Rouzeaud, extrait du *Bulletin de la commission archéologique de Narbonne*, tome VIII^e. Voyez aussi Michel Clerc et Arnaud d'Agnel, *Découvertes archéologiques à Marseille*, 1904. Les planches contiennent plusieurs fragments de vases grecs attiques à figures rouges et noires... »

La villa de La Mourrasse est probablement la ruine antique

la plus importante de tout le Lot-et-Garonne, après le *castrum*, d'Aiguillon, toutefois ; un de ses murs, long de 60 mètres, domine encore le champ voisin d'une hauteur variant de 1^m 50 à 3 mètres, et il est encore facile de reconnaître, aux affleurements des murs, l'emplacement de trois corps de logis entourant une cours carrée. Dès qu'il nous aura été possible d'en relever le plan, nous publierons la description minutieuse de cette villa qui serait si intéressante à fouiller.

J. MOMMÉJA.

Un Maître de danse à Beauville en 1754

Sous l'Ancien Régime, la danse fut toujours très en honneur, non seulement au sein des classes populaires, mais aussi dans la noblesse et la haute bourgeoisie.

Riches bourgeois et gentilshommes attachaient une telle importance à l'art choréographique, qu'ils n'hésitaient pas à s'imposer des sacrifices pécuniaires pour faire donner des leçons de danse à leurs fils et à leurs filles. Et — comme l'exemple est contagieux, surtout lorsqu'il vient de haut — nous ne serions pas étonné de constater positivement un jour que les plus riches parmi les paysans se mirent eux aussi à la mode et payèrent un maître de danse.

Ce qui tend à confirmer notre hypothèse c'est l'existence en 1754 d'un maître de danse dans la petite ville de Beauville. Nous avons trouvé dans les registres paroissiaux de St-Jacques de Beauville, le nom de ce professeur de danse ; il s'appelait Louis Breteuil (1).

J. D.

(1) Il mourut le 22 août 1754. Archives de Beauville, GG. 2.

JOURNAL

DU PRÉBENDIER DE SAINT-ETIENNE D'AGEN

Le douziesme jour d'octobre 1627, Monsieur Jehan de Loret, conseiller en l'Election d'Agenois, exposa damoiselle Anne de Cambefort, de la maison de Besat, un mardy, dans l'esglise de Nostre-Dame de Bon-Encontre, sur les neuf heures du matin.

Le quatorziesme jour de novembre 1627, un dimanche sur les deux heures **apres midy**, entra Monsieur d'Espernon dans Agen; **fust** logé dans la maison de Monsieur de Roques, venant devers Bourdeaux; et le mesme jour, sur le soir, Monsieur d'Espernon resceut une lettre du Roy touchant l'heureux avenement de ces armes dans l'ille de Ré et d'Olléron qui estoient la venus et c'estoit saisis d'une partie de ceste ille, mais divinement ils en furent repoussés par deux diverses fois ou ils perdirent deux mille hommes et quelques principaux furent prins et le restant en reculant se jettarent sur leurs navires et ce mirent en pleine mer. Atendant et pour rendre actions de graces, le lendemain, quinziesme dudict mois, Monsieur d'Espernon vint a Vespres avec toute sa noblesse et Messieurs les Présidiaux et Consuls avec leurs robes rouges et grand nombre des habitans pour ouïr chanter vespres en musique et puis le *Te Deum* en rendant actions de graces, priant Dieu conserver et bénir les armes du Roy (1).

(1) D'Espernon arrivait de Nérac. Le consul d'Hugues et le jurat Buard étaient allés y prendre ses commandements. Le *Te Deum* fut chanté le 15. Le 16, on alluma le feu de joie. Messieurs du clergé refusèrent d'y venir, le président de la Cour ayant présidé la cérémonie, alors qu'en l'absence de l'Evêque, c'était au Vicaire-Général à présider. Question de préséance.

Quelques jours avant, le 5 novembre, Monsieur de Laburgade (de Moncuq), écrit que Monsieur de Rohan est sur le point d'entrer dans Montauban et que les

Le seizesme jour de novembre 1627, sur les quatre à cinq heures du soir, Monsieur d'Espernon fist faire feu de joie devant Saint-Estienne et fist sortir à la Porte Neufve les canons et les autres pièces de la Maison de Ville qui tiraient ; et à la place ce rendirent les paroisses tous armés. Autour du feu il y eust grande assemblée. Les Consuls avec leurs robes allèrent trouver Monsieur d'Espernon à son logis pour le conduire à la place avec toute sa suite et, estant arrivé, mit pied à terre et le premier Consul qui estoit Monsieur de Goudail, luy baillia le flambeau allumé pour mettre le feu aux quatre coins du bucher et peu après les Consuls (1), l'un après l'autre et puis après Monsieur d'Espernon fist le tour pour veoir tous les gendarmes. Personne ne tira jusques à ce qu'il eust faict le tour et puis ce retira et s'en alla au Grevier incontinent avec sept ou huit cens mosquets quy tirarent et les grands pièces qui estoit au dehors de la Porte Neufve. Il y avoit quatre trompettes et force taborins. La grande cloche seule sonna trois fois à branles et tous ceux qui estoit la présents criarent : Vive le Roy (2) !

Et le quinziesme jour, Monsieur d'Espernon avoit envoyé M. de Maurin, conseiller en la Chambre, Huguenot, avec un

huguenots de Causade, Réalville et Lebyas (?) y sont allés pour quelque entreprise contre le service du Roy.

La déclaration du Roi contre le duc de Rohan et ses complices et les Communautés adhérant à sa faction est datée du Camp d'Etré (14 oct. 1627). (*Mercurius Gallicus*, t. xiv, pp. 316 à 319.) Rohan n'avait pas tenu les solennelles promesses faites à la paix du 5 février 1626 ratifiée par les Assemblées des Eglises convoquées à Nîmes par lui le 21 mars. Le jour de la publication de cette paix, on alluma un grand feu de joie. En y portant le flambeau, lui, le général des églises des Cévennes et de Languedoc, s'était écrié : « qu'il y étoignait à jamais sa généralité. » (*Hist. de Languedoc*, etc., t. xi, p. 1000.)

(1) Les Consuls de l'année 1627 étaient Messieurs Gratien de Goudailh, sieur d'Arasse, 1^{er} Consul ; Bernard de Faure, avocat en la Cour ; Pierre Lassort, procureur ; Noble Jehan d'Hugues, escuyer ; Arnaud Chabrières, avocat en la Cour ; Jehan Chastellet, avocat au Siège Présidial.

(2) Le Journal des Consuls donne les renseignements suivants. Le dimanche, 14 novembre, le duc entra par la Porte Neuve. Le soir, devant les Consuls et la jurade il fit « lecture à haulte voix de la lettre du Roy a lui envoyée disant « qu'il y a heu deux divers combats devant la citadelle de l'isle de Ré le V^e et « VI^e de ce mois auxquels combats est demeuré sur la plasse, au premier six « cents et au second douze cents anglois, outre plusieurs blessés et prisonniers, prins divers drapeaux des ennemis, fracassé divers navires. A l'instant

trompette pour le suivre devers Montauban pour luy faire sçavoir et voir la lettre du Roy portant la deffaitte de la plus grande partie des Anglois qui estoit dans l'ille de Ré qui furent repossés et quittèrent la terre (1).

Monsieur d'Espernon partit d'Agen pour aller devers Puymirol, deux lieues d'Agen, le second jour de décembre 1627 et s'en retourna le jour mesme.

Le quinziesme jour de décembre 1627, un mercredi, Monsieur d'Espernon partit d'Agen, s'en alla devers Lectoure et aux lieux du comté de la Gascoigne (2).

« ledit Seigneur a fait imprimer cette nouvelle. Ledit jour la garde du jour a esté surcise pendant le séjour dudit Seigneur et toutes les portes ouvertes. « Monsieur Cunolio estoit capitaine ledit jour au Pin ».

Le lundi 16, le *Te Deum* fut chanté à Saint-Etienne. Le 16, pour le feu de joie, on alla chercher le duc « à une maison aultre que son logis en laquelle il estoit en visite ». Il y eût un incident au feu de joie. Au moment où le Duc, après avoir allumé le bûcher, remettait le flambeau au premier Consul, Monsieur de Godailh, un de ses pages s'en empara. Le Duc le lui retira aussitôt des mains et le passa à Monsieur de Godailh. « Comme on alloit pour mettre le feu les grandes cloches de Saint-Estienne sonnèrent et trois trompettes de Mondit seigneur et celluy de la ville. Les quatre compagnies des paroisses estoient à la plasse avec leurs capitaines, sergens de cartier, quatre tambours battans ».

Le 23 et le 24, le Duc se fit remettre les clefs de la ville et les garda toute la nuit. Il les garda mesme le 25. Le lendemain, 26, le Tiers Etat d'Agenois étoit réuni à Agen ; les Consuls conduisirent les députés des douze villes à Monsieur d'Espernon qui leur demanda d'armer des gens de guerre. Il fust résolu que sur ce sujet les villes seroient consultées (BB. 44).

(1) Le 8 novembre, le Maréchal de Schomberg avait jeté dans l'île de Ré un secours de 4.000 hommes. Les Anglais évacuèrent le bourg de Saint-Martin. Six cents hommes du Régiment de Champagne sortirent de la Citadelle pour occuper le bourg. On hésitait à attaquer les Anglais qui se retiraient. Les uns disaient qu'au contraire « il falloit faire un pont d'or aux ennemis faisans retraicte ». Le sieur de Toiras dit que « l'honneur de la France requeroit qu'on les attaquât ». Les Gardes du Roy, Piémont et Champagne foncèrent sur les Anglais, les mirent en déroute et en perdition dans le marais (*Mercurie François*).

Le 28 novembre, arrive à Agen la nouvelle de la retraite des Anglais, laissant 500 hommes dans la Rochelle et « que le Roy continue les fortifications pour bougler les Rochelois ». « Monsieur Duplessy qui estoit chef au combat et victoire obtenue contre les Anglais est arrivé en ville le dernier dudit mois de novembre qui a assuré la mesme nouvelle et que au combat fut prins quatre canons et quarante huit drapeaux des ennemis » (BB. 44.)

(2) Départ du duc pour Astaffort, Lectoure, Auch et Muret, sénéchaussée de Comminges (Mercredi, 15 décembre) (BB. 44). Le 8 décembre, l'assemblée des douze villes principales d'Agenais offrit au duc 400 soldats avec charge

Le premier jour de febvrier 1628, un mardy, sur les trois quatre heures du soir entra par la Porte du Pin Monsieur d'Espernon, venant de Tolose voir Monsieur le Prince Condé (1). Le jour et feste de Nostre-Dame, Monsieur d'Espernon assista à l'office dans Saint-Estienne.

Despart de Monsieur d'Espernon d'Agen s'en allant devers Nérac et par après à Castel-Jalous, et puis à Bourdeaux et de là à La Rochelle trouver le Roy, voir l'armée et les troupes qu'il y avoit pour la destruction d'icelle ville. Le susdict despart fust le septiesme jour de février, un lundy matin de l'année mil six cens vint huict.

Le huitiesme jour de février 1628, décéda Monseigneur le Reverendissime Cardinal de Sourdis, archevesque de Bourdeaux.

Le 25 février 1628, décéda ma mère, un vendredy, sur les sept heures du soir, fust ensevelye le lendemain sur les quatre heures dans l'esglise de la Chappelle, aient esté munie de tous les sacrements, estant de l'eage de quatre vint dix ans.

Le 28^e jour de février, an susdict décéda Monsieur Martinet, chanoine, sur les quatre heures du soir; fust ensevely le lendemain après vespres dans Saint-Estienne et dans la Chappelle de Saint-Eloy: les deux chapitres et tous les couvens assistèrent à sa sépulture.

Le premier jour du mois de mars 1628, dans Saint-Estienne, les grandes cloches sonnèrent à bransles pour les honneurs de Monseigneur le Cardinal de Sourdis, archevesque de Bour-

aux Consuls d'Agen d'emprunter somme suffisante sur le pays pour l'entretien des soldats, deux mois durant (BB. 44).

(1) Le Prince de Condé, gouverneur des duchés de Berry et de Bourbonnais, fut investi par le Roy du commandement de ses armées en Languedoc, Dauphiné, Guienne et Lyonnais (Niort, le 10 octobre 1627) (*Mercurie François*, tome xiv, pages 313 à 619).

Les Consuls avoient envoyé au duc d'Espernon le messenger François Chamin porteur d'une lettre du commandeur de La Hillière. Le messenger rapporta une réponse du duc et une lettre de son premier secrétaire, le sieur de Fages. Le 3, le duc ordonna aux Consuls d'acheter 10 milliers de poudres, 50 quintaux de plomb et 20 quintaux de mèche. Les Consuls convoquèrent Monsieur de Boissonnade, juge mage, et le procureur du Roy, de Redon, tous les deux Conseils du Pays (BB. 51).

deaux ; et on dict une grand'messe de mors avec la musique. Tous les Messieurs de la Chambre de l'Édict et celle du Sénéchal et les Consuls (1) assistèrent à icelle messe (2).

Le 3^e jour du mois d'avril 1628, Monsieur d'Espernon entra dans Agen, venant de Bourdeaux, mercredi après midy (3).

Le huitiesme jour d'avril 1628, Monsieur d'Espernon sortit d'Agen pour s'en aller devers Grenade et delà à Tolose. Monsieur le Cardinal de La Valette l'estoit venu voir dans Agen (4).

Le 14^e jour d'avril 1628, Monsieur d'Espernon est entré dans Agen venant de la ville de Grenade avec Monseigneur le Cardinal de La Valette, son fils (5).

Le quinziesme jour d'avril 1628, Monsieur d'Espernon envoya chercher Monsieur de Lesinian à son chasteau qui est

(1) Consuls de l'an 1628 : Guillaume de Maurès, avocat, 1^{er} consul ; Jean Duluc, docteur en médecine ; Antoine Buard, bourgeois ; de Cauzac ; François de Vivès, avocat ; Pierre Mèja, avocat.

(2) François d'Escoubleau, Cardinal de Sourdis (1575-1628). C'est lui qui assista Henri IV mourant. Il était cousin de Gabrielle d'Estrées. Son frère, Henri d'Escoubleau de Sourdis lui succéda sur le siège Métropolitain de Bordeaux. D'Espernon, qui ne pouvait supporter la moindre atteinte à ce qu'il croyait être ses droits et son honneur, le bâtonna devant son église cathédrale (1632) et fut obligé par Louis XIII à lui faire, agenouillé, de très humbles excuses sur le seuil de l'Eglise de Coutras (1634).

(3) La Valette venait de la Cour : les Consuls allèrent le saluer chez Monsieur le Président Boissonnade. Le 6, les députés des villes du Tiers Etat d'Agenais accompagnés des Consuls, partirent de l'Hôtel de Ville pour rendre visite au duc d'Espernon. Le duc partit le 8 pour aller avec le Cardinal de La Valette voir Monseigneur le Prince de Condé à Grenade (BB. 51, page 50). (Grenade-sur-Garonne).

Le Prince de Condé commandait l'armée de Languedoc contre les religieux soulevés par le duc de Rohan.

(4) Le duc d'Espernon, malgré son désir, se vit refuser la réception solennelle du cardinal par la Chambre de l'Edit (Voir Tamizey de Larroque, *Une lettre écrite d'Agen à Peirese en 1628*). Le Cardinal était archevêque de Toulouse. Il se démit de son siège, cette même année 1628. Il était aussi abbé de Saint-Sernin.

François de Joyeuse, archevêque de Toulouse depuis 1590, s'était démis en 1605 de ses fonctions en faveur de Louis de Nogaret de La Valette qui avait alors douze ans. Il est probable que cette substitution ne fut point approuvée puisque Joyeuse renouvela sa démission toujours en sa faveur en 1614 (*Histoire de Languedoc*, page 709 et note 3).

(5) D'Espernon « passa fossés de ville » à la Porte du Pin où il fut reçu par les Consuls en robe rouges.

près d'Agen vers le Port Sainte Marie, une lieue dudict Agen, et estant dans Agen luy baillia une garde pour estre assuré de sa personne et le 17^e jour il fust conduit avec huist mosque-tères dans un bateau à la ville de Bourdeaux. Il avoit les menotes aux mains et pieds liés, et attaché du corps afin d'estre mieux assurés (1).

Monsieur d'Espernon est parti d'Agen pour s'en aller devers Moissac, le sixième may 1628 (2).

(1) Le duc envoya chercher Lusignan, par son capitaine des gardes et deux de ses carabins. On le logea à l'Hotellerie Saint-François. Il fut conduit à Bordeaux par le capitaine des Gardes, le sieur Laroche, avec quatre carabins, dit le *Journalier des Consuls*. On partit de bon matin « et moi (le Consul en « charge) dans un bateau, le jour estant le lendemain des Rameaux ». (BB. 51. p. 33, s.

L'arrestation du marquis de Lusignan fut vraisemblablement la conséquence de la conférence de Condé et de d'Espernon. Il fallait s'assurer en ces temps de troubles des fauteurs habituels de désordres.

(2) Le *Journalier des Consuls* dit que le duc allait à Moissac pour passer en Rouergue « joindre Monseigneur le Prince ». Le Prince était alors au diocèse de Vabres et s'app préparait à y assiéger Viane-D'Espernon, en partant, recommanda aux Consuls de faire bonne garde, de maintenir paix et intelligence entre les habitants « et particulièrement Messieurs de la Chambre de l'Edict faisant « profession de la R. P. R. selon l'intention du Roy ». Le 7 mai, le sieur Dupont, maître d'hotel du duc, réclama deux grandes caisses de médicaments et drogues que Monseigneur avait laissés chez Monsieur d'Estrades. On le embarqua dans un bateau en partance pour Moissac. Le 12 juin, les Consuls furent avisés que les ennemis du Roi devaient passer à Castelmoron et Lafitte, près Clairac, pour se rendre à Montauban. On écrivit au duc à Villefranche de Rouergue. Le Président Pichon, de la Chambre de l'Edit, envoya sur la rivière du Lot le vice-sénéchal « pour faire serrer les bateaux afin d'éviter ledit passage ». (BB. 51, pp. 35-36). Le 28 mai, ils avaient reçu avis que le marquis de La Force s'app préparait à passer à Castelmoron. « Là-dessus, on ne jure plus « dans Montauban que par le sieur de Rohan : on ne parle plus que de piller, « brusler et massacrer et faut que les serviteurs du Roi et les pacifiques minuent leur retraicte.

« Le duc d'Espernon estant adverty de tout le désordre vient à Moissac pour « essayer d'y mettre quelque remède. Loupiac, troisième consul, Bardou, conseiller, Rieupeyrous, avocat, Arbusi, bourgeois, sont deputez vers luy ; « auxquels il fait plusieurs reproches de ce qu'ils avaient tant reçu d'estranger « dans leur ville, supporté le baron d'Islemaire, Savignac (Visçose envoyé de la « part des Rochelois) et St-Michel et leur enjoinct d'envoyer vers le Roy pour « faire des protestations d'obéissance ; cependant il demande qu'on lui envoie « pour otages douze bourgeois à son choix et nomination, et avec ce commandement et une lettre, les deputez s'en retournent à Montauban le 16 juin ».

(*Mercurius François*, t. xv, p. 38 à 42).

Le 20 mai, les Consuls d'Agen reçurent avis que Monsieur le Marquis de La Force devait passer la rivière du Lot pour aller à Montauban (BB. 51. p. 39.)

Le septième jour de may 1628, est arrivé dans Agen venant de Paris, Monseigneur l'Archevesque de Tolose qui se logea dans l'Evesché et s'en alla le neuvième jour du mesme mois devers Tolose afin d'estre resceu. Le chapitre de Saint Estienne de Tolose avoit député quatre chanoines pour le saluer et le conduire et le clergé de Tolose en avoit député huit. Il estoit logé dans la Maison Episcopale car il estoit cousin de Monsieur d'Agen (1).

Le 14^e jour de may 1628, un dimanche, l'oraison des quarante heures se commença dans Saint Estienne. Le Saint Sacrement se exposa à descouvert sur le grand Autel pour les prières publiques qui se devoit faire dans Agen. La mesme station se continua aux autres Eglises comme ci-devant et c'estoit pour les armes du Roy (2) et mesme jour le Chapitre Provincial des Pères Carmes se tint dans Agen et tous en procession vindrent dire la grand'messe dans Saint Estienne et le sermon et l'après dignée chez eux. Il y eust disputes publiques. Les thèses des disputes estoit dédiées à Monsieur d'Agen. Ils estoit environ un cent de religieux de divers couvens de la Province assemblés et tous pour prier Dieu pour les armes du Roy et pour sa santé. Il y avoit cent ans que le Chapitre et Assemblée Provinciale ne se estoit tenue dans Agen (3).

Le seizième jour de may 1628, sur les dix heures du soir, décéda Monsieur l'assesseur de Redon; fust ensevely le lendemain dans Saint Estienne et chappelle du Purgatoire. Les deux chappitres assistèrent à son enterrement.

Le quatrième jour de juin 1628, la procession des Pénitents

(1) Charles de Montchal, le nouvel archevêque de Toulouse, en faveur duquel s'était démis le Cardinal de La Valette, plutôt soldat qu'homme d'église et qui d'ailleurs n'avait jamais été sacré. Le 18 juin de cette même année 1628, jour de la Trinité, Charles de Montchal, officia pontificalement dans une procession solennelle (V. *Hist. de Languedoc*, t. XI, p. 1023).

(2) Le Roi et le Cardinal de Richelieu assiégeaient La Rochelle depuis 1627 et tout le haut Languedoc soulevé par le duc de Rohan était en feu.

(3) Il y avait cent six ans que l'Assemblée du Chapitre Provincial n'avait été tenue à Agen « comme un religieux nous a fait « voir » (BB, 51. p. 36). Un mois après (11 juin 1628) se tenait à Toulouse le Chapitre Général des Jacobins (*Hist. du Languedoc*, t. XI, p. 1023).

bleus fust à Notre Dame de Bon-Encontre faisant la dévotion pour le Roy qui estoit devant la ville de La Rochelle avec son armée.

Le septièmesme jour de juin 1628, un mercredi matin sur les trois heures après minuict, décéda demoiselle de Lamothe Bezat ; fust ensevelye le lendemain sur les onze heures du matin dans l'Eglise des Pères Cordeliers, tombeau de la Maison de Bezat et Cambefort (1). Les deux chapitres assistèrent et les autres paroisses et tous les mendiants. Il y eust grande assemblée, comme estant la plus ancienne maison d'Agen.

Le dix-septiesme juin 1628, Monsieur d'Espernon est arrivé dans Agen venant devers Rodès et fust logé chez Monsieur d'Estrades.

Le 20^e jour de juin 1628, Monsieur d'Espernon est sorty d'Agen s'en allant à Cadillac et ce dispoisoit pour faire le dégât à Montauban par le commandement du Roy (2).

Le 28^e jour de juin 1628, un mercredy, sur les huit heures du soir, entra par la porte de Saint-Anthoine le Reverend Père Seraficus Cicquus ? général de l'Ordre de Saint-Domini-

(1) La vieille famille des Cambefort se divisait en deux branches, celle des Cambefort de Selves et celle des Cambefort de Lamothe-Bezat.

(2) « En ce temps là les troupes du duc d'Espernon descendirent vers « Bordeaux : mais tost après, ils remontèrent et sa compagnie de gendarmes alla prendre logement à Montech, faisant une course en passant aux environs de Montauban prez la Villedieu et Monteton » (*Merc. franç.* t. xv, p. 42).

Montauban se révolte gouverné par Saint-Michel, lieutenant du sieur de Rohan. D'Espernon les menace du dégât. Ils envoient des députés au duc à La Mole près Villedieu. Ils reçurent pour réponse d'avoir à se soumettre (12 juillet). Le 14 et le 17, d'Espernon, malade à Montech, fait commencer le dégât, « puis se retire vers Bordeaux et laisse sa gendarmerie à Montech, Catalens, Saint-Porquié, Castelsarrazin et autres lieux circonvoisins, pour tenir les Montalbanais en alarme. Mais ils ne purent empêcher les incendies, meurtres, violences et voleries que ces rebelles firent à trois ou quatre lieues à la ronde de la ville ». (*Mercurie François*, t. xv, p. 44-45).

Le 17 juin, d'Espernon, « revenant de la guerre du Pays de Rouergue et de Sainte Fricque où Monsieur le Prince de Condé estoit avec luy », dit aux Consuls d'Agen « qu'il nous falloit garder de ceux de Cahors où la contagion est ». Le 18, il leur commanda d'appréter leurs coulevrines pour aller au dégât de Montauban. Le 20, le duc partit pour Cadillac. Il s'embarqua au Havre d'Agen avec sa maison et ses gardes et laissa son écurie à Agen (BB. 51, pp. 43-44).

que, venant de l'Assemblée Générale qui c'estoit faite dans la ville de Tolose et, passent Agen, alloit trouver le Roy qui estoit au camp de son armée devant la ville de La Rochelle. Il estoit accompagné de douze religieux. Vint par eau et le lendemain s'en alla coucher au Port-Sainte-Marie. Il étoit de l'eage de soixante dix ans et estoit patriarche d'Antioche et proche parent du Sainct Père Urbain huitiesme (1).

.....S'en alla a Bourdeaux afin de garder la ville en cas que les Anglois descendissent par mer pour les assiéger.

Le 3^e jour du mois d'aoust 1628, un jeudi, avant la grand' messe et feste de l'Invention de Sainct-Estienne, prime dicte ; tous les chanoines et presbendiers et reste du chœur avec la croix s'en allèrent en procession à l'évesché dans la chappelle d'icelle, tous attendirent Monsieur d'Agen. Et estant arrivé, tous ce prosternèrent devant la chasse et reliquaire de Sainct-Dulcide, jadis évesque et comte d'Agen, laquelle relique avoit esté pourtée du lieu de Chambery qui est en Limosin et ce par la diligence de Monsieur le Grand Archidiacre, frère dudict évesque, quy avoit faict faire la dicte Chasse d'argent à Paris, que le dict Seigneur évesque porta de Paris. On fist avant la grand'messe procession autour des Cornières, icelle estant parées, les cloches sonnant toutes à branles pendant la procession la ou tous les messieurs de la Chambre et ceux des Présidiaux assistèrent avec tout le reste du peuple en grand nombre et ou il y eust grand'dévotion. Monsieur d'Agen célébra la messe et fist commémoration de Sainct-Dulcide et pour le Roy la nommant translation de Sainct-Dulcide et reliquaire et chasse et fust fort agréable à tout le peuplic et contans d'un si précieux trésor parce qu'il avoit esté jadis évesque d'Agen et successeur de Sainct-Fiary, aussi évesque de la présente ville, digne prédécesseur.

Le onziesme d'aoust 1628, Monsieur le premier président de Tolose est passé dans Agen pour aller à La Rochelle voir le Roy qui estoit au siège de la ville avec une grande armée ; il fust logé à l'hostellerie Sainct-Jehan, il fust fort visité des fins

(1) Ici manquent les pages 112 à 115 inclusivement.

chapeaux de la ville. Le vendredy il vint et s'en alla le samedi à Bordeaux et à La Rochelle.

Le douziesme aoust 1628, sont arrivés dans Agen Monseigneur l'archevesque de Tolose et Monsieur l'évesque d'Agen, tous deux logèrent à l'esvêché et le lendemain s'en allèrent à La Rochelle trouver le Roy (1).

Le 17^e jour d'aoust 1628, est arrivé dans Agen venant devers Bourdeaux, Monsieur d'Epéron. Logé à la maison de Monsieur d'Estrades (2).

D^r COUYBÀ.

(A suivre).

(1) « Ledit jour (29^e juillet) le Parlement de Tolose (Monsieur le Prince y « assistant) fit une députation au Roy du Premier Président avec cinq conseil-
« lers anciens, tant pour les différends de l'Archevesque et pour demander la
« suppression de la Chambre de l'Edict, attendu l'entière révolte des Hugue-
« nots, que pour représenter le misérable estat des affaires du Languedoc ». (*Mercur* François, tome xv, pages 49 et 50).

Le premier Président du Parlement de Toulouse était Monsieur Le Mazuyer.
(2) Le 11 août, la jurade d'Agen se réunit pour délibérer au sujet de 4.000 écus que le duc demandait pour l'entretien des gens de guerre. Le 20 août, une ordonnance du duc assigna pour sa quote-part au pays d'Agenais la somme de 9.124 ll., 12 sols sur celle de 120.000 ll. imposée sur la Province pour les quartiers de juillet et d'octobre. Le 21, la Jurade emprunta 8.000 ll. à Monsieur de Malartic, (BB. 51).

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

DES INTENDANTS DE GUYENNE, AU XVIII^e SIÈCLE

LES PÉPINIÈRES ROYALES

En Guyenne, l'administration des Intendants au XVIII^e siècle fit de grands efforts à partir de 1760 pour favoriser l'agriculture, développer l'industrie et combattre partout la routine. Toutefois la transformation économique du pays avait commencé bien avant cette date. Durant la Régence et après la « crise » du système de Law, les plantations d'arbres fruitiers, de mûriers blancs et d'autres espèces d'arbres avaient été favorisées par la création de pépinières royales. En 1723, quatorze villes, grandes ou petites, de la généralité de Bordeaux avaient leurs pépinières.

Il fallait faire face avant tout au déboisement. Beaucoup de propriétaires se plaignaient du manque de bois. Le subdélégué de Monflanquin déclarait, en 1760, que le « bois entrant partout et étant la base et la racine du commerce de la Société » on devait faire tout ce qu'il était possible pour le conserver et augmenter les productions. Il ajoutait que la province était dépourvue de bois de hautes futaies et qu'elle était obligée de donner, chaque année, des sommes immenses, uniquement pour le merrain dont elle avait besoin. Les défrichements s'étendaient partout ; en outre, presque toutes les forêts des seigneurs ou des ecclésiastiques étaient en coupe. La disette de bois se faisait donc vivement sentir à cette époque. C'est pourquoi trois causes principales paraissent avoir déterminé l'administration centrale à s'occuper de cette question et à créer des pépinières. L'usage du bois était, certes, plus répandu que de nos jours pour le chauffage et la cuisine ; on ne connaissait point en effet alors ni le gaz, ni le pétrole, ni la houille, ni le coke. Dans toutes les constructions, le bois tenait une grande

place. Presque toutes les maisons, aussi bien celles des paysans que celles des citadins, étaient, encore ainsi que les granges, bâties, en pans de bois. Les grandes constructions, comme les marchés-couverts, par exemple, employaient pour leurs charpentes de véritables forêts de madriers et de poutrelles. Les grandes cheminées de jadis devaient absorber des bûches énormes. En second lieu, l'hiver de 1709 avait détruit tous les arbres fruitiers ou à peu près et porté un grand préjudice aux arbres de hautes futaies. Dans le nord de l'Agenais notamment, les chênes s'étaient fendus sous l'action de la gelée et les châtaigniers avaient péri en grande partie. Enfin, comme les impôts grossissaient toujours, comme la population augmentait, il était nécessaire de trouver de nouveaux revenus. La plantation d'essences nouvelles, comme celle du mûrier par exemple, pouvait amener l'extension de l'industrie de la soie et donner à la généralité de Guyenne de nouvelles ressources.

Il nous a été impossible de connaître ceux qui ont été les promoteurs des pépinières. Déjà quelques municipalités de la province avaient (notamment celle de Bourg), au xvii^e siècle, délibéré au sujet de leur création. Quoiqu'il en soit, dès 1724, les pépinières royales existaient. Voici comment leur organisation avait été faite. Le sol avait été pris à bail par l'administration qui, généralement, avait loué une bonne terre ; à Bordeaux, notamment, ce fut une terre de jardin située tout à côté de l'église Saint-Seurin. Le travail de la pépinière était confié aux soins d'entrepreneurs chargés de travailler la terre, de faire les plantations de « semis ou de pourrettes » et de leur donner les divers soins nécessaires. Quand les plants étaient en bon état, ils devaient les livrer aux particuliers après avoir reçu l'ordre de vente ou de cession. D'ailleurs, les ordonnances de l'Intendant renfermaient toutes les prescriptions nécessaires au bon entretien de la pépinière. La question de la « fumure du sol, du transport de la terraille » et même « la hauteur des pourrettes » était prévu par lui, et les subdélégués étaient chargés de donner tous les renseignements nécessaires à ce sujet. Les graines des diverses essences étaient fournies par l'administration qui les achetait dans les généra-

lités de Rennes ou de Montpellier. Le nombre des labours était fixé. « Il faut, dit une ordonnance de 1721, faire les façons requises et nécessaires en bon père de famille et en saisons convenables » ; on doit employer du fumier de premier ordre, du fumier de pigeon si on en trouve, remplacer, chaque année, les brins d'arbres morts par de nouvelles pourrettes, enter les arbres qui en ont besoin. Il faut aussi défendre la pépinière contre les maraudeurs, les bergers, ou simplement les voisins qui font un chemin à travers les plantations. Aussi dans le bail signé avec l'entrepreneur le creusement d'un fossé était-il prévu, ainsi que la plantation d'une haie vive, tout autour de l'enclos. Les pépinières de Bordeaux, de Condom, de Nérac, étaient entourées de clôtures ou de palissades. A Agen, malgré les défenses réitérées du subdélégué Assolant, la pépinière n'était pas respectée ; il fut décidé, en 1758, qu'un garde serait nommé pour la surveiller.

La location du terrain, les plantations, l'entretien de ces pépinières coûtaient cher. Le Conseil du Roi décida que dans toutes les juridictions de la Guyenne un impôt spécial serait levé dans ce but. Ces fonds étaient remis par les receveurs des tailles aux receveurs généraux des finances qui payaient les « fonctionnaires » des pépinières (propriétaires des terres et entrepreneurs) sur des mandats ordonnancés par l'Intendant. Le chiffre de cet impôt nouveau fut très variable. En 1724, il fut fixé à 14.216 livres 16 sols ; en 1726, à 7.564 livres 3 sols 6 deniers répartis de la façon suivante : 2.069 livres pour Agen, 1.777 pour Bordeaux, 1.476 pour Condom, 1.471 pour Périgueux, 771 pour Sarlat. En 1730, les frais d'entretien ne s'élèvent plus qu'à 2.775 livres 5 sols ; en 1738, 2.044 livres seulement ; en 1742, 3.109 livres 8 deniers. Les frais d'installation de la pépinière de Bordeaux s'élevèrent en 1724 à 682 livres 10 sols. Le loyer fut de 60 livres. Il fallut payer 240 livres pour 288 journées d'hommes pour défricher le jardin ; 40 charretées de fumier coûtèrent 80 livres ; 150 tombereaux de terraille 52 livres 10 sols. Les plantes, les semences et le transport nécessitèrent une dépense de 195 livres. Les noyers et les châtaigniers furent ensemencés ainsi que les

hêtres et les frênes, les pommiers et les poiriers; les charmes et les érables furent obtenus par les semis et par la plantation de petites pousses. Les ormeaux et les coignassiers furent introduits uniquement sous forme de plants. Enfin les gages de l'entrepreneur, payé d'abord pour six mois, furent fixés à 600 livres par an.

Comme nous le voyons, les pépinières royales renfermaient des sujets variés. A coté de nombreuses espèces d'arbres fruitiers se rencontraient presque toutes les essences d'arbres « forestiers » parfaitement acclimatés et cultivés depuis longtemps dans le pays. De toutes les pépinières royales celle de Condom était à l'origine la mieux pourvue en fait de variétés. En 1728 elle renfermait 1.000 noyers, 1.160 pêcheurs, 800 poiriers, 2.070 cerisiers, 625 châtaigniers, 1.024 amandiers, 1863 pruniers, 60 néfliers, 759 pommiers et 4.000 « sujets » pour greffer des poiriers et des néfliers. La pépinière de Périgueux, à la même date, possédait des pommiers, des cerisiers, des noyers, des châtaigniers ; celle de Villeneuve avait une étendue de 24 arpents, mesure de Paris de 900 toises chacun, ce qui faisait 21.600 toises carrées, elle était complantée en châtaigniers, ormeaux, peupliers d'Italie, et surtout en pruniers greffés ou à greffer ; celle de Bordeaux avait des noyers, des châtaigniers, des hêtres, des charmes, des érables, des ormeaux, des coignassiers, des poiriers et des pommiers. En effet, à côté des arbres fruitiers se trouvaient des essences destinées à donner de beaux arbres dont le bois était estimé pour de nombreux usages. En premier lieu venait l'orme ou ormeau qui comprenait plusieurs espèces. Une surtout était estimée : c'était le bois dit de « Tortillard » tout spécialement travaillé par les charrons. Aussi les pépinières avaient-elles de nombreux sujets de ce plant. Celle de Bordeaux en renfermait 3 milliers en 1724 ; 15,200 en 1728 et 33.700 en 1764 ; celle d'Agen en 1737 avait 4.117 pourrettes et on avait prévu l'emplacement pour 8.000 ; celle de Villeneuve en tenait 2.049 celle de Périgueux 5.840 ; celle de Nérac 3.000 en 1728 et celle de Marmande 3.024. Après les ormes venaient les frênes, les charmes, les érables, les cicomores ; les hêtres étaient peu

nombreux, les tilleuls également, mais les peupliers abondaient partout ; la pépinière de Bordeaux en 1764 en renfermait 24.460.

Il y eût d'ailleurs une espèce d'évolution dans le choix qui présida aux plantations. Dès le début les variétés de plants étaient très nombreuses dans presque toutes les pépinières. Peu à peu l'administration décida que 3 ou 4 espèces seulement prendraient de l'extension : les noyers et les châtaigniers à Périgueux, les ormes et les peupliers un peu partout, les pruniers à Villeneuve, firent avec les muriers blancs le fond général de tous ces établissements. Seul, celui de Bordeaux conserva pour ainsi dire le monopole des arbres fruitiers et en 1764 il en renferma 120 espèces. (La dépense annuelle de cette pépinière s'élevait alors à 6.987 livres 19 sols.) C'est surtout à partir de 1743 que les « pourrettes » de mûrier blanc dominèrent partout. Le Conseil d'Etat s'était préoccupé d'étendre dans le sud-ouest l'industrie de la soie, et une impulsion vigoureuse avait été donnée pour le développement de la culture du mûrier. L'intendant Tourny décida que 200.000 plants de mûrier seraient assurés par 6 livres de semis ; en 1754, Bordeaux avait 50.500 plants de mûrier et dix ans plus tard 68.450. Le nombre de ces plantations alla croissant. Villeneuve de 2.000 en 1728 passa à 24.000 en 1754. Périgueux en 1743 en eut 5.000 ; Libourne 5.000 également. Sainte-Foy, un instant supprimée, rétablie ensuite, en eût 38.000 en 1754 ; Duras 6.000. Bref au total, au milieu du XVIII^e siècle, les pépinières de Guyenne renfermaient 310.595 mûriers prêts à être livrés aux particuliers.

Aucun agriculteur désireux de reboiser ses terres ou de s'adonner à la culture du mûrier ne pouvait se plaindre de l'extension des pépinières. Les principaux centres agricoles de la généralité en étaient pourvus. Toutes les vallées fertiles de la Garonne, du Lot, de la Dordogne, de la Baise avaient de quoi s'approvisionner. A la date du 13 mars 1725, la vallée de la Dordogne avait 4 pépinières : 1^o Sarlat ; 2^o Bergerac ; 3^o Sainte-Foy la Grande en Agenais ; 4^o Libourne ; la vallée de la Garonne en avait 5 : 1^o Agen ; 2^o Damazan ;

3° Marmande ; 4° Bazas ; 5° Bordeaux ; dans la vallée de la Baise étaient les établissements de Condom et de Nérac ; dans celle du Lot se trouvaient celui de Villeneuve ; dans celle de l'Isle, Périgueux. Plus tard, Duras dans la vallée du Dropt eut sa pépinière, et à la lisière des Landes se trouva le centre de Casteljaloux. D'ailleurs, elles ne furent pas maintenues pendant le XVIII^e siècle tout entier. Bien vite, l'Intendant trouva que les fonds, consacrés à leur entretien, étaient dispersés dans trop d'entreprises. Certaines parurent inutiles. De plus, dans plusieurs régions, les subdélégués se montrèrent soit par routine, soit par jalousie (car c'étaient généralement des « bourgeois-cultivateurs ») hostiles à ces plantations, même au moment où l'administration se proposait de les développer davantage. Les raisons qu'ils faisaient valoir montrent suffisamment leur état d'esprit éminemment conservateur. Ils sont ennemis de tout ce qui est nouveau, justement parce que cela est nouveau et surtout parce que ce ne sont pas eux qui en ont pris l'initiative. Le subdélégué de Condom écrivait le 24 décembre 1728 qu'il y avait déjà trop d'arbres dans le pays, que « depuis 1709 les particuliers avaient renou-
« velé et augmenté leurs plantations d'arbres, tout particuliè-
« rement les noyers, ce qui gâtait les terres..., les chemins,
« ajoutait-il, sont bordés de chênes, la pépinière est inutile. » Et l'Intendant Boucher répondait « puisqu'elle est inutile, il
« n'y a qu'à la supprimer, il faut vendre tous les arbres, ainsi
« que les noyers, ce qu'on pourra, et remettre le terrain au
« propriétaire. » Boucher ne paraît pas avoir été partisan d'un grand nombre de pépinières. L'argent qui était levé pour leur entretien étant trop dispersé, n'était pas suffisant pour amener de bons résultats. Aussi en 1737, les pépinières furent réduites de moitié, il n'y en eut plus que 7 et encore paraissaient-elles trop nombreuses pour deux raisons principales. La première c'est que les paysans s'habituèrent difficilement à acheter des arbres à l'établissement de l'administration ; ils ne les acceptaient même qu'avec difficulté lorsqu'on les leur donnait gratis, surtout lorsqu'une ordonnance du 20 novembre 1730 de l'Intendant de Bordeaux voulut les obliger de

force, sous peine d'amende, à planter des arbres sur les grandes routes dont ils étaient riverains par « leurs terres ou héritages. » Cette plantation devait se faire à leurs frais ; aussi n'eut-elle pas de succès, et la politique autoritaire discrédita plutôt les pépinières ; la seconde raison était une question financière. L'argent levé en 1724, et en 1725, lors des premiers frais, avait été insuffisant pour les 14 établissements. Il fallait donc imposer encore de ce chef. Cet impôt ajouté aux nombreuses charges que supportaient les propriétaires pouvaient causer de graves mécontentements. « Le public, dit l'Intendant dans une lettre au contrôleur général, sait qu'on fait des impositions pour cette dépense..... bien que j'ai fait donner les arbres gratis, le préjugé (!) subsiste toujours » et il ajoute en 1729, le 17 juin, que seule la pépinière de Bordeaux a fait des ventes, tandis qu'on n'a « presque rien retiré des arbres des autres pépinières. » Or, pour que la pépinière subsiste, il faut renouveler sans cesse les plants, en vendant ou en donnant ceux qui sont aptes à être transplantés. Le ministre Le Pelletier écrit à l'Intendant Boucher, le 17 septembre 1728, qu'il faut faire planter les arbres de haute futaie en bordure des routes et des chemins. Un premier essai ne réussit point. L'Intendant donna le travail à l'adjudication, mais personne ne se présenta, à l'exception d'un particulier de Marmande dont les offres ne furent pas acceptées parce qu'il demandait un prix trop élevé. Toutefois quelques propriétaires riverains et plusieurs municipalités suivirent les ordres de l'Intendant. La route de Bordeaux-Toulouse, et celle de Libourne-Sainte-Foy-Bergerac-Périgueux, celle d'Agen à Cahors et d'Agen à Villeneuve furent bordées de jeunes pousses. La plupart furent armées d'épines et défendues ainsi contre le bétail et les autres animaux. Malheureusement cette défense était insuffisante. Elle n'arrêta pas les mauvais instincts des bergers, des valets de loueurs de chevaux, des maquignons et des passants en général qui, ignorants, ennemis de la nouveauté, coupèrent ces arbres sans merci. Depuis Sainte-Bazille jusqu'à Marmande, dit l'Intendant, dans une lettre au contrôleur général, il en a été coupé 560 pieds ; de Marmande à Tonneins 680.

Aussi des prescriptions sévères furent-elles prises. Défense fut faite aux loueurs de chevaux, conducteurs et postillons, de couper les jeunes arbres des routes « à peine de 60 livres d'amende et du fouet pour la récidive ». Malgré cela, beaucoup de plantations furent infructueuses, et en 1737 Boucher proposait de réduire de 7 à 4 le nombre des pépinières de la Guyenne et de supprimer celles de Sainte-Foy, de Casteljalous et de Nérac.

Il n'en fut rien cependant, tout au contraire. L'administration royale persista plus que jamais dans son idée première. Malgré le peu de faveur dont avait joui au début les pépinières, elle voulut les sauver et elle y réussit en les transformant. Il est inutile d'entretenir dans ces pépinières, écrivit le ministre Le Pelletier, des arbres fruitiers, des bois blancs et autres espèces ; il faut les réduire à élever des ormes, des châtaigniers, des noyers, et surtout des mûriers blancs. Depuis le xvii^e siècle quelques mûriers avaient été plantés dans le pays, mais c'est surtout après 1736 qu'un vaste mouvement d'opinion en leur faveur se dessina dans tout le Sud-Ouest. L'inspecteur des pépinières Chatal en fut l'ardent promoteur ; bien vite le « goût » du mûrier blanc fit fureur ; d'ailleurs les questions économiques intéressaient de plus en plus les gens cultivés. Le clergé, les rares nobles résidant sur leurs terres, les bourgeois cultivateurs, les commerçants s'émurent. La « physiocratie » naissante fut à la mode. La culture du mûrier sauva les pépinières ; elle apprit aux propriétaires leur importance ; désormais à partir de 1743 elles furent prospères. « Je vous exhorte à donner tous vos soins à la plantation des mûriers blancs qui procurera à la province un bien infini, écrit le contrôleur général Orry, le 27 septembre 1737. » Un arrêt du Conseil d'Etat du 6 août 1743 décida que 8 pépinières seraient maintenues ou rétablies dans la généralité de Bordeaux : ce furent celles de Bordeaux, Libourne, Périgueux, Blaye, Sainte-Foy, Villeneuve, Agen, Nérac.

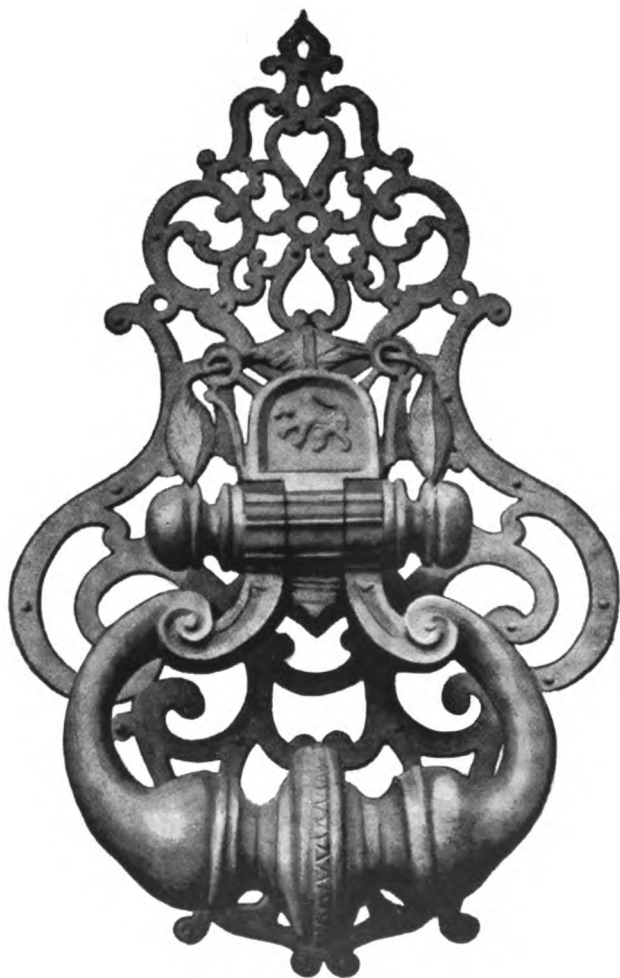
Les « fonds » où se trouvaient établies les plantations furent améliorés ; là où le sol était épuisé, l'emplacement fut changé. Partout les travaux furent repris, le fumier apporté en abon-

dance, les mauvaises pousses arrachées et remplacées, les palissades relevées, des « soins intelligents » donnés aux pourrettes.

Aussi dès l'année 1743, les agriculteurs connurent le chemin de la pépinière. Partout les demandes se multiplièrent : en 1754, 76 particuliers demandèrent 9.370 pourrettes à Bordeaux ; en 1755, 16.400 plants furent réclamés. En Agenais surtout, à Duras, à Villeneuve, à Clairac, à Damazan, à Monclar, à Monflanquin, les propriétaires ne cessent de demander des « pourrettes ». Le régisseur du château de Duras, M. de Vivens, à Clairac ; M^{me} Raymond de Saint-Amans, à Agen ; le lieutenant-colonel Duvignau, M. Lamothe du Chambarest, pour n'en citer que quelques-uns, dans leurs lettres écrites entre 1757 et 1768 réclament à l'Intendant et aux subdélégués des plants de mûriers et aussi d'ormeaux. Les consuls de Monclar sont navrés de ne point trouver en 1763, dans la pépinière de Villeneuve, des plants d'ormeaux dits « boutonier », c'est-à-dire destinés à faire des moyeux, propres à être transplantés. Le directeur de la pépinière Séguy leur expose qu'il a besoin d'être aidé dans ses plantations, et qu'il serait heureux si les syndics des paroisses, après avoir ramassé les plants dans les campagnes, voulaient bien les lui faire parvenir. Bref, chaque pépinière eut désormais ses essences propres. A Périgueux, le mûrier blanc, le châtaigner et le noyer dominèrent ; à Villeneuve, l'orme, le prunier et le peuplier ; à Agen, le mûrier blanc, l'orme, le noyer, et les campagnes furent ainsi couvertes de beaux arbres qui faisaient encore l'admiration de nos grands pères, et dont l'utilité, sauf pour le mûrier blanc dont la culture échoua, fut incontestable.

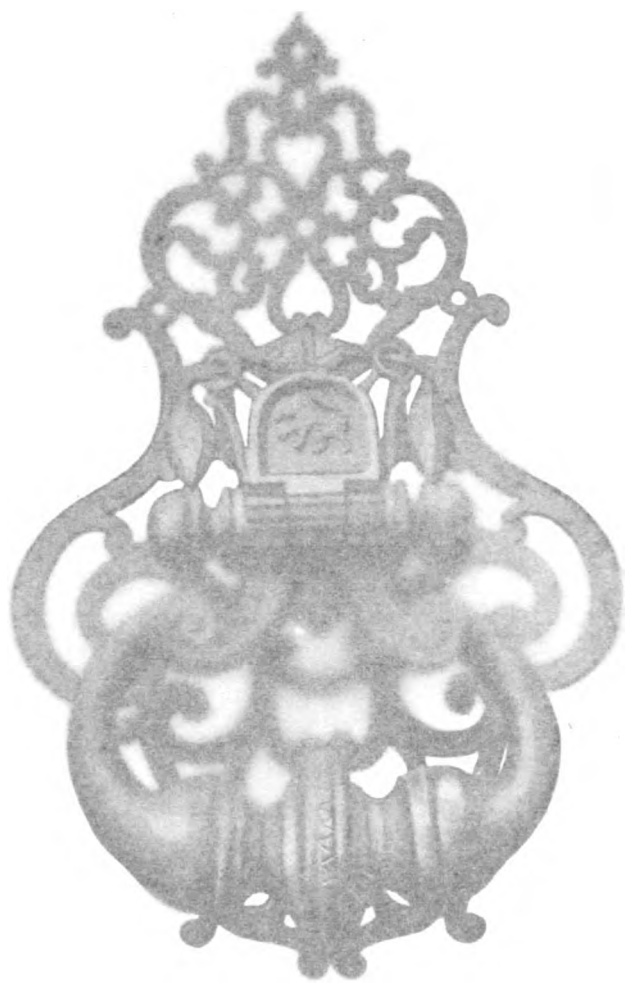
O. GRANAT.

(*A suivre.*)



Cliché Ph. Lauzun

HEURTOIR DE LA RUE CAJARC



HERBERT

JARC

HEURTOIRS AGENAIS

Le beau heurtoir, dont on trouvera la reproduction ci-contre, a longtemps fait la joie et excité la convoitise des amateurs agenis ; ils en parlaient avec cette grandiloquence admirative qui est le plus sûr indice de la concupiscence particulière aux collectionneurs. Ils le montraient aux étrangers ; on raconte même que certains, la nuit, allaient le contempler au clair de lune, même à la lumière fugitive d'une allumette de bougie. On attendait, je dirai presque avec impatience, la mort de sa propriétaire, qu'aucun offre n'avait pu tenter, pour acheter aux héritiers le heurtoir si longtemps convoité. La bonne dame mourut enfin ; on se précipita : la nuit même qui suivit les funérailles les héritiers étaient partis emportant avec eux le heurtoir. Heureusement M. Ph. Lauzun en possédait une photographie ; elle seule désormais perpétuera à Agen le souvenir de ce petit chef-d'œuvre de ferronnerie locale.

Il décorait la porte d'une très modeste maison de la rue Cajarc. Cette maison, qui porte le numéro 12, avait appartenu à un maître serrurier nommé Tourette, et il est de tradition constante que le heurtoir avait été ouvré de toutes pièces par Tourette, soit que celui-ci l'eut présenté comme chef-d'œuvre afin d'obtenir la maîtrise dans sa corporation, soit qu'il lui eut été laissé pour compte par quelque riche client. Cette dernière version a prévalu ; on précise même les faits. L'architecte Leroy avait commandé ce heurtoir pour le portail du palais épiscopal qu'il était en train de construire aux approches de la révolution ; celle-ci arrêta les travaux d'abord, puis changea la destination de l'édifice qui, muant plusieurs fois d'affectation d'abord école centrale, puis palais de la légion d'honneur, devint enfin la préfecture actuelle ; certaines fournitures

exécutées mais non payées restèrent entre les mains de ceux auxquels on les avaient commandées, et ce fut spécialement le cas du heurtoir que le maître serrurier Tourette fixa à la porte de sa demeure faute de trouver un amateur qui voulut lui en donner le prix. A l'appui de cette tradition, on fait remarquer que deux autres marteaux presque aussi beaux et de forme très approchante, se voient aux portes des hôtels Garreau (rue Floirac) et d'Escouloubre (rue Montesquieu), que le même architecte Leroy fit construire à la même époque. En second lieu, comme un lion passant est ciselé sur la plaque cintrée qui se dresse au-dessus du heurtoir, on en a conclu que celui-ci était destiné à l'évêché, M^{re} d'Usson de Bounac ayant un lion dans ses armoiries. On peut discuter cet argument; le prélat en effet avait un blason assez compliqué — écartelé, au 1 de gueule au lion d'argent, aux 2 et 3 d'azur au roc d'échiquier d'or traversé de sable, et au 4, d'or à trois pals de gueule — et il l'eut dénaturé en ne le faisant pas reproduire tout entier : le meuble d'un quartier ne pouvant, en aucun cas, prendre rang sur un écartelé. Ce lion ne serait-il pas plutôt un motif familier au serrurier Tourette puisqu'il l'a reproduit sur le heurtoir de l'hôtel Garreau ?

L'excellente reproduction que nous donnons de ce très bel objet nous dispense de le décrire; nous ne tairons pourtant pas quelques observations qu'il nous a suggérées.

Un heurtoir ou marteau de porte se compose généralement d'une partie fixe pourvue d'un coïl à travers lequel passe un écrou rivé sur lequel pivotte librement la partie mobile; celle-ci, quelle que soit sa forme, s'appelle le battant. La plaque de fer plus ou moins décorée qui entoure la partie fixe se nomme la platine; ceci soit dit pour abrégé le discours.

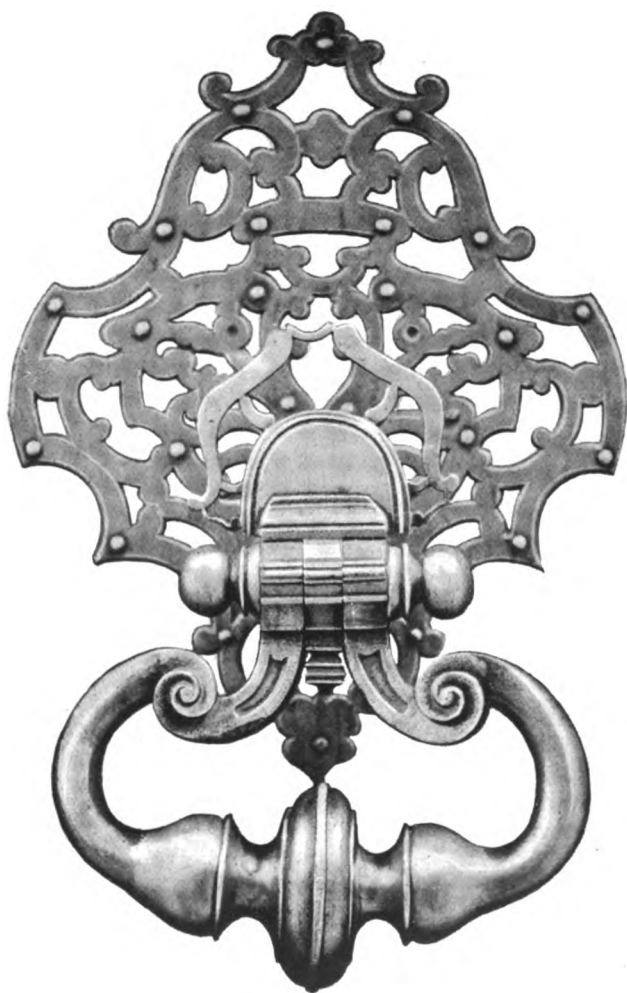
Les trois heurtoirs, dont nous venons de parler, ont leur battant de forme identique, et cette forme est très caractéristique de la fin du XVIII^e siècle. Je cherche un mot expressif pour la désigner, et ne trouvant aucun terme de comparaison meilleur que la *pelta* — le bouclier lunulé et doublement échancré par le haut des Amazones — le qualificatif *pelté* des botanistes accourt sous ma plume. Le

terme consacré est, je crois, anneau en fer à cheval ; mais ce terme devrait être réservé aux heurtoirs du xvii^e siècle. Cette forme apparaît au xvi^e siècle : les heurtoirs du château d'Anet, conservés aux Musées du Louvre et de Cluny, en sont d'excellents spécimens ; mais c'est en Italie, et surtout à Venise qu'il faut aller pour en trouver les plus merveilleux spécimens. C'est au Sansovino qu'on les attribue généralement, et il ne fallait pas moins que le génie d'un grand artiste pour insérer dans les lignes ondoyantes de ces battant sen forme de lyre, de fougueux Neptune gourmandant des chevaux marins, tels ceux du Musée Correr et des palais Cornaro et Garzoni, d'admirables Cybèle caressant des lions, telle celle du palais ducal, des nymphes marines dressées deux à deux et joignant leurs bras, tel le *battitojo* enlevé à la porte de je ne sais quel palais du *Canal grande* et que j'admirai, l'année dernière, dans ce *South Kensington Museum* de Londres, dont l'incomparable richesse, due uniquement à des initiatives privées, dépasse de si haut tout ce qu'ont pu faire en France les gouvernements divers qui se sont succédés.

Le battant de heurtoir n'arrive jamais chez nous à une pareille richesse ; il est vrai qu'il est presque invariablement de fer, tandis que les *battitoji* du Sansovino et de son école sont de bronze. Même au xvii^e siècle, en pleine floraison du plus pur style Louis XIV — pourquoi ne pas dire le style Lebrun, puisque ce style fut la grande œuvre de ce grand peintre qui fut un ornementiste encore plus grand — les battants de heurtoirs enserrant entre leurs branches cintrées une tête plus ou moins grotesque, conservent dans leur pompe néo-classique un motif qui fut cher au moyen-âge et que le fougueux Viollet-le-Duc a oublié, comme il a oublié tant d'autres choses. Pourtant, à la longue, les types inventés par un autre ornementiste trop oublié, Mathurin Jousse, prenaient le dessus sur ces formes archaïques, et tel battant de heurtoir est illogique dans sa somptuosité comme le décor de Berain auquel il est emprunté : décor qui était logique dans son caprice même quand il s'appliquait aux légères décorations peintes, mais qui devenait insupportable quand un serrurier

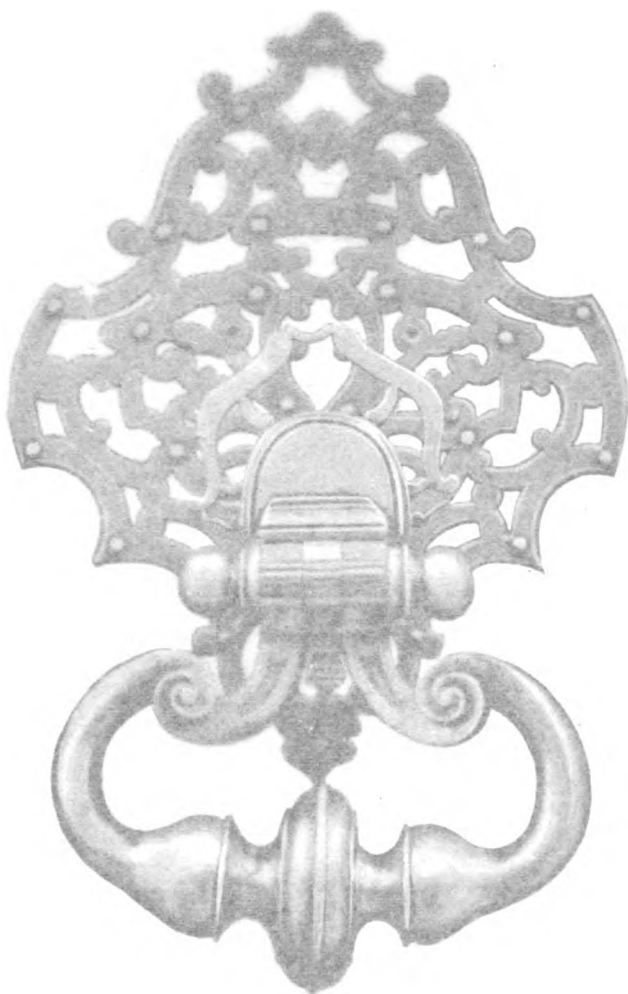
trop audacieux l'adaptait à des œuvres de ferronneries. En écrivant ceci, je songe à certains heurtoirs de la collection de M. Le Secq des Tournelles, particulièrement à celui de l'hôtel-de-ville de Strasbourg, essentiellement composé de deux lions bondissant sur deux bases jumelées ; ils sont tellement vivants, ces lions, leur élan est si fougueux et si naturel que l'on craint, malgré soi, de voir la base jumelle échapper à leurs pieds qui la repoussent, car cette base n'est autre chose que la partie inférieure du battant dont les lions forment les branches montantes. Le lecteur, qui n'aura pas vu l'œuvre merveilleuse dont je parle, ne comprendra pas cette critique, aussi lui conseillerai-je de s'empresser d'aller à son premier voyage à Paris, admirer au Musée des Arts décoratifs, l'incomparable collection de ferronnerie que M. Le Secq des Tournelles a généreusement prêté à la si passionnante création de l'Union des Arts décoratifs.

Au moment où j'écris ces notes sur un sujet dont les historiens des arts somptuaires et dérivés de l'architecture se sont fort superficiellement occupés, la *Fine art Society* de Londres expose dans ces belles galeries de New Bond Street, une collection exceptionnelle d'objet de ferronnerie gothique et renaissante, d'origine allemande en général. Les marteaux de porte y abondent qui, de la fin du XIII^e siècle au milieu du XVIII^e, varient inlassablement les combinaisons dont leurs éléments sont susceptibles sans jamais sortir du type consacré : l'anneau accroché au centre d'une platine circulaire de diamètre à peu près égal. C'est l'évolution artistique du classique anneau des portes antiques pris entre les crocs d'une tête de lion, pareil à celui qui est encastré dans le panneau supérieur d'une des portes du tombeau de Kourino au Musée du Louvre. Dans ces heurtoirs grecs et romains, la partie fixe et la platine dont on l'a garnie depuis se confondaient, le tout étant constitué par la tête d'un lion dont le mufle donnait passage à l'anneau battant, et dont la crinière étalée en nimbe circulaire remplaçait avec avantage la platine moderne. Les heurtoirs d'églises durant tout le moyen-âge ont vécu de cette donnée : tout le monde connaît les beaux heurtoirs circulaires de la cathé-



Cliché Ph. Lauzun

HEURTOIR DE L'HOTEL D'ESCOULOUBRE



CHAPITRE

LE JOUR DE L'HOTEL D'OR

drale du Puy-en-Veley, de la porte occidentale de la cathédrale de Noyon, de Saint-Julien de Brioude, etc. Tous ont ce caractère commun, c'est que la pièce dormante, par l'œil de laquelle passe l'anneau battant, est assise au centre même de la platine. Au xvi^e siècle, il n'en est plus de même : cette pièce dormante descend à l'extrémité inférieure de la platine, de sorte que le heurtoir entier apparaît nettement divisé en deux parties plus ou moins circulaires superposées comme les deux boucles du chiffre 8. Dans ce cas, comme dans l'autre, la tête de clou sur laquelle vient battre l'anneau, reste en dehors de l'ensemble décoratif. Il n'en est pas de même dans le heurtoir de la rue Cajarc dont la platine gracieusement découpée englobe à la fois la tête de clou sur laquelle heurte le battant et l'implanture de celui ci qui est ferrée au centre de figure de l'ensemble : disposition décorative excellente, car tous les organes de l'appareil se trouvent ainsi normalement et très élégamment englobés dans le même réseau de fer découpé qui en fait un tout homogène autant qu'harmonieux. Au contraire, dans les heurtoirs des hôtels d'Escouloubre et Garreau, le vieux dispositif s'est conservé, leur battant pend à la partie inférieure de la platine. A l'hôtel d'Escouloubre, ce dernier organe est d'une richesse élégante et forte inspirée des modèles du xvii^e siècle plutôt que de ceux du xviii^e, tandis que le battant, qui est d'un travail irréprochable, ne diffère que par les proportions de celui de la rue Cajarc, ce dernier se rapprochant beaucoup plus de la forme circulaire.

Il faut encore appeler l'attention du lecteur sur la plaquette rectangulaire ou cintrée qui se dresse en avant de la platine, au-dessus du battant dont elle est indépendante ; elle est très caractéristique des heurtoirs de la région. Jamais je ne l'ai remarquée ailleurs, ce qui ne veut pas dire qu'elle soit exclusivement agenaise. En général, on trouve à la place un amortissement pyramidal plus ou moins richement mouluré, parfois épanoui en feuilles d'acanthé, quelquefois surmonté d'un bou-ton en forme de vase. Il n'est que juste, en tout cas, de signaler les nombreuses variantes de ce motif sur les heurtoirs agénais : le fait est tout à l'honneur de nos vieux serruriers

qui, toujours fidèles à la formule générale que nous avons fait connaître, n'ont jamais reproduit deux fois le même modèle. Il reste encore aux portes des vieux logis d'Agen assez de heurtoirs des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècle pour qu'on puisse se rendre pleinement compte de cette fertilité d'invention et de cette conscience dans la main-d'œuvre, dont on ne retrouve guère d'exemple en notre temps de travail latif et à bon marché.

Il ne faut pas se le dissimuler, d'ailleurs, le bon vieux heurtoir a fait son temps, il ne reste plus guère sur nos portes que comme simple ornement ; partout, ou à peu près, il a été remplacé par la sonnette et par la sonnerie électrique. Il serait temps d'écrire son histoire qui n'a été qu'esfleurée jusqu'ici par M. Havard, dans son *Dictionnaire de l'ameublement et de la Décoration* et par Viollet-le-Duc dans son *Dictionnaire de l'Architecture française*. Bien qu'admirablement préparés aucun de ces deux auteurs n'a songé à rattacher le heurtoir moderne au heurtoir antique et cette faute initiale a faussé la partie la plus importante de leur travail. Pour Viollet-le-Duc, cet appareil est une création du moyen-âge dont l'origine fut une « sorte de petit maillet suspendu extérieurement aux huis des portes (1). » Il n'existe d'ailleurs d'autre preuve de cet usage qu'un vers de *Li Romans de Berte aus grans pies* ; le voici :

Bien sembloit l'hermitage de viel antiquité,
Ceste part est alée s'a l'huisset hurté.
D'un maillet qui là pent a sus l'uis assené.

Cela n'est nullement probant : le poète parle d'un hermitage, et l'on ne saurait sans exagération généraliser un cas aussi particulier ; d'autre part n'est-ce pas prendre trop à la lettre une expression poétique ? commettre la faute de confondre une métaphore avec un fait réel, quelque chose comme chercher un usage oublié dans le vers du *Plaideur* :

On avait beau heurter et m'ôter le chapeau
On n'entrait point chez nous sans graisser le marteau ?

(1) *Loc. cit.* t. vi, p. 83.

L'expression figurée a de tout temps été chère aux poètes français : celui qui rima *Le Roman de Berte* préféra sans doute employer la périphrase du « maillet qui là pent » au lieu du mot *bugnoire* (1) dont on se servait alors couramment ; de même que Lamartine, dans son poème de *La Mort de Socrate* a répudié les termes consacrés, heurtoir, marteau, pour s'attacher à une métaphore à laquelle le contexte seul donne un sens :

Attendant le réveil du fils de Sophronique
Quelques amis en deuil erraient sous le portique,
Et sa femme, portant son fils sur ses genoux,
Tendre enfant dont la main joue avec les verrous,
Accusant la lenteur des géoliers insensibles,
Frappait du front d'airain les portes insensibles.

En tout cas les Grecs, les Etrusques et les Romains usaient du heurtoir sous ses deux formes, l'anneau et le marteau (2). Ces deux formes durent se perpétuer par les gallo-romains jusqu'au moyen-âge, le fait est constant pour les heurtoirs d'églises, il n'y a pas de motif plausible pour qu'il n'en ait pas été de même dans les édifices privés.

Nous avons esquissé plus haut l'évolution du heurtoir à anneau ; nous avons toutefois négligé de dire que, à partir de la Renaissance, cet anneau est, la plupart du temps, coupé par en haut, et fixé dans l'œil du dormant par un boulon qui réunit ses deux extrémités.

Le heurtoir en forme de marteau fut d'abord et pendant des siècles suspendu au dormant par deux tourillons ; vers le milieu du xv^e siècle, il perd ces tourillons et s'attache au dormant par l'œil dont il est désormais percé et grâce auquel il peut tourner librement autour d'une axe solide. Il faudrait un volume pour passer en revue les formes diverses qu'on se plût à lui donner ; Viollet-le-Duc en a reproduit quelques-unes qui sont vraiment exquises. M. Havard, aux articles *Heurtoirs* et *Mar-*

(1) Victor Gay *Glossaire, archéologique* t. I. p. 233.

(2) Voir *Dictionnaire des Antiquités Grecques et Romaines de Saglio*. t. v. *Janua*.

teaux, de son *Dictionnaire de la Décoration*, en fait connaître quelques autres plus beaux encore peut-être; mais qui dénombrera tous ceux dont se parent encore les portes de quelques villes de province et ceux qui se pressent dans les musées et dans les collections privées?

En Agenais, ceux du Moyen-Age et de la Renaissance ont à peu près tous disparu; la tradition affirme toutefois qu'il y en eut sinon de très beaux, du moins de fort originaux, un surtout dont les amateurs déplorent encore la disparition, bien légitimement explicable pourtant; M. de Villeneuve-Bargemont (1) a raconté son histoire que voici :

« Henri IV était amoureux d'une jeune et jolie veuve qui habitait un château au milieu des Landes, près de Casteljaloux. Il part un jour de Nérac pour la voir, accompagné d'un seul domestique; mais à mesure qu'il avance, il voit se rapprocher de lui un de ces violents orages qui sont si fréquents et si effrayants dans ces contrées désertes. En vain presse-t-il son cheval, il reçoit une pluie abondante, et pour comble de malheur les coups redoublés qu'il frappa à la porte du château, qui ne s'ouvrait guère que pour lui ne sont point entendus. Enfin on vient, et le prince trempé jusqu'aux os, se vit réduit à prendre une chemise et un habit de défunt... La dame du château d'Allons (elle n'est désignée que sous ce nom) s'excusa beaucoup, comme on peut le croire, sur ce qu'on ne l'attendait point par un aussi mauvais temps, et prétendit que le bruit de la pluie et du tonnerre avait empêché d'entendre les coups du marteau qui, d'ailleurs, était très petit : « à la bonne heure, dit le roi; mais, ventre-saint-gris ! je mets ordre à ce qu'on ne puisse plus me donner une pareille excuse. »

« En effet, dès son retour à Nérac, il commanda à un serrurier un marteau de fer d'une forme et d'une grosseur extraordinaires. Il le porta ensuite au château d'Allons et dit à la dame, en le faisant poser à la grande porte : « Je vous ai promis que je vous mettrai à l'abri de la méprise : voilà un marteau qui se fera entendre des plus sourds ; et quand vous l'entendrez frapper, vous ne pourrez douter que ce ne soit un amant passionné qui se rend près de vous. »

(1) *Notice historique sur la ville de Nérac*, Agen, Raymond Noubel, 1807, in-8°.

« Plusieurs personnes dignes de foi, ajoute M. de Villeneuve, attestent que ce marteau a existé dans le château d'Allons, jusqu'aux approches de la Révolution(1). »

M. de Villeneuve, dans ce récit, s'est exclusivement servi du mot *marteau*; ce n'est en effet que depuis peu de temps que le mot *heurtoir* a été adopté. « Les honnêtes gens, dit Richelet, appellent ordinairement le *heurtoir* un *marteau*. » et plus tard, le *Dictionnaire de Trévoux* confirme cette coutume de langage : « Les honnêtes gens disent *marteau* et non pas *heurtoir*, de même que *frapper* et non pas *heurter*. »

Au xvi^e siècle l'usage était le même; « anciennement on avait des marteaux attachés aux portes, dont on tabourait pour avertir ceux du dedans » dit Amyot, cité par M. Havard (2). On remarquera la ressemblance frappante de cette phrase avec celle du *Roman de Berte*, reproduite ci-avant. Je note encore que Bernard Palissy se sert du mot *tabourner* pour exprimer l'action de heurter à une porte afin de la faire ouvrir (3). On a donné comme preuve de l'emploi exclusif dans le langage poissard du mot *heurtoir*, le passage de *La Pipe cassée* de Vadé, où Margot invectivant un malencontreux abbé, s'écrie :

. Moi
J'en ferai un hurtoir de grand'porte.

Je n'oserais affirmer que l'observation soit juste, car Vadé, expliquant en note le terme *heurtoir*, dit « Figure hideuse à laquelle on attache le marteau (4) » ; il semble donc que pour l'auteur de *La Pipe cassée* le heurtoir fut la platine à laquelle pend le battant ou marteau. Il serait téméraire de dire qu'il a raison.

J. MOMMÉJA.

(1) Voir Samazeuilh, *Dictionnaire de l'arrondissement de Nérac*, 2^e édition, p. 72.

(2) *Dictionnaire*, t. III, p. 666.

(3) *Œuvre de Bernard Palissy*, édit. de 1777, in-4^e, p. 624.

(4) *Œuvres poissardes*, de J.-J. Vadé, Paris, an XI, in-12, p. 27.

LA RUE SAINT-COME A AGEN

ET

LE CHEMIN COMMUNAL DE COURPIAN

Bien qu'il sorte légèrement du cadre habituel de ses études, la *Revue de l'Agenais* a été heureuse d'accepter des mains du conseiller Gauja, le travail suivant, qui, sous forme de lettre à M. le Maire de la ville, reconstitue tout un coin, aujourd'hui disparu, du vieil Agen. Il est intéressant en effet de savoir ce qu'était autrefois le quartier Saint-Côme, à quoi servait la tour de ce nom comprise dans la dernière enceinte de la ville, comment elle fut démolie bien avant l'établissement du chemin de fer, par quelles péripéties passèrent le projet de construction de la gare et le choix de son emplacement, quels droits enfin de propriété sur ces lieux, entièrement transformés, demeurèrent acquis à la ville. Solidement étayée sur les documents les plus authentiques, l'étude administrative et juridique de M. Gauja constitue une page des plus curieuses de notre histoire locale moderne. Aussi avons nous pensé qu'elle ne pourrait manquer d'intéresser les lecteurs de cette Revue, apportant en même temps à la question pendante de l'agrandissement de la gare un fort appoint d'actualité.

N. D. L. R.

Agen, le 14 Mai 1907.

MONSIEUR LE MAIRE.

J'avais l'honneur de vous écrire, le 28 mars dernier, une première lettre où je disais :

« On parle beaucoup de grands travaux projetés par la Compagnie du chemin de fer du Midi qui amèneraient, dans notre ville, des effets fructueux pour la population ouvrière, et une amélioration sensible du trafic commercial et industriel.

« A ce point de vue, tout le monde s'en réjouit, et se félicite d'une satisfaction donnée à l'intérêt général.

« Mais ce dernier n'exige pas qu'on lèse certains intérêts locaux, si, à peu de frais, ils peuvent être sauvegardés, et, de ceux-ci, vous êtes le premier tuteur.

« Les travaux projetés consisteraient en la création de nouvelles gares ou bâtiments annexes. Ils supprimeraient le passage à niveau de Saint-Côme et les deux chemins qui en partent, l'un, à droite, quand on fait face au nord, vers le faubourg de Gaillard, l'autre, à gauche, vers celui de Rouquet.

« Le terrain qu'ils occupent serait annexé aux voies ferrées qui auraient ainsi pour limites, au midi, les boulevards Scaliger et Sylvain-Dumon, au nord, le quai du port du canal latéral à la Garonne.

« La traversée de la ligne serait, tant pour les voitures que pour les piétons, reportée à l'ouest. Il y serait pourvu par un pont qui, partant du quai du canal, livré à la circulation publique, à proximité du dépôt des machines du Midi, aboutirait du côté du boulevard Scaliger, au-dessus du ruisseau de la Masse, recouvert, à cet effet, d'une voûte.

« Là serait créée, parallèlement au boulevard Scaliger, à angle presque droit avec le pont, une rampe à pente douce qui descendrait vers l'Est, pour se terminer, en face la rue Raspail, à la hauteur du moulin Fillol.

« Ce serait, pour les gens accédant au Coteau et à Gaillard, ou en venant par le pont de Courpian, une augmentation de parcours considérable : d'où gêne pour les personnes, dépréciation des propriétés (1).

(1) D'après le plan de M. Caury, de 1895, que possède tout agenais, la distance du point du quai correspondant au milieu du passage à niveau de Saint-Côme, au dépôt des machines, est de 180 mètres, ci..... 180

On peut contrôler ce calcul, sur la plus grande étendue de cette distance, à l'aide de huit bornes destinées à l'amarrage des bateaux, sur le port, et qui sont séparées de vingt mètres l'une de l'autre.

La traversée de la voie qui, d'après le même plan, est aujourd'hui de vingt mètres, sera, au droit du dépôt des machines, du quai jusqu'à la limite du boulevard Scaliger de 110 mètres : Différence..... 90

Si l'on compte, pour la rampe du côté de la ville un nouveau parcours de mètres..... 180

On obtient un total de..... 450
Autant pour le retour..... 450

Total..... 900

« Voilà ce qu'on assure être certain.

« De plus, on murmure que les intérêts du faubourg de Rouquet étant, par là, sauvegardés, on satisferait à ceux du Coteau et de Gaillard, en posant, presque en prolongement du pont de Courpian, entre la berge du canal et un point du boulevard Sylvain-Dumon, en face de l'ancien Café Trouillé, une passerelle à piétons qui constituerait une dépense relativement bien minime auprès des travaux coûteux projetés.

« Je déclare de suite, Monsieur le Maire, que, si ce bruit est exact, la démarche que je me permets de faire, auprès de vous, n'a plus d'objet, et je serai le premier à vous prier de la considérer comme non avenue.

Et encore, ce chiffre qui paraissait devoir être un maximum, pourrait bien n'être qu'un minimum.

Je prie mes lecteurs locaux de s'arrêter, un instant, ils n'attendront pas longtemps, jusqu'au passage d'une locomotive suivie d'un wagon à guérite de chef de train, sur le boulevard Scaliger, en face le dépôt des machines, ou, du côté opposé du chemin de fer, sur les bords du canal.

Ils se rendront compte que l'élévation du quai de celui-ci, au-dessus du niveau des voies ferrées, n'est pas assez haute pour dispenser de rampes d'accès au pont projeté, d'une assez longue étendue, afin d'exhausser le point de départ de ce dernier.

Sans ces rampes, le nouveau viaduc devra être bâti en dos d'âne tellement prononcé, que le commerce regretterait vite l'ancien état de choses. Qu'on consulte, à cet égard, les négociants en farine, en vins, en chiffons, les camionneurs ou bateliers, en un mot les clients les plus habituels du canal.

Il ne faudrait pas s'exposer à voir se renouveler ici ce qui est arrivé à la route nationale n° 21, où la Compagnie, croyant répondre à un vœu général, par la création d'une passerelle à piétons, parallèle au passage à niveau de l'abattoir, a plutôt mécontenté tout le monde, par la façon dont elle l'a établie. Là, au moins, le remède est resté à côté du mal, et l'on attend, en maugréant, que la circulation, chez soi, redevienne libre. Mais à Saint-Côme, à partir de l'inauguration du pont, l'on n'aura pas l'option entre lui et le passage à niveau. Ce dernier sera, à jamais supprimé.

Supposons cependant, qu'on arrive à gagner, sur neuf cents mètres, quelques décamètres : il en restera toujours trop pour que, multipliés par le nombre de courses quotidiennes en ville d'un habitant du coteau, ils ne constituent pas un nombre de kilomètres supplémentaires absolument insupportable.

Et cela sur une voie qui n'aura pas les beaux arbres de celle d'antan, qui sera violemment ensoleillée et poussiéreuse l'été, affreusement boueuse l'hiver par suite d'un camionnage incessant et de son absence de pente, qui, le jour, en toutes saisons, ayant moins de seize mètres de large, sera encombrée de charrettes, acculées aux bateaux, de marchandises débarquées ou à embarquer, qui le soir, au contraire, sera absolument déserte, sur une voie où l'Agonais ne sera plus chez lui, à moins d'un arrangement particulier avec l'Etat.

Mais, si cette rumeur est sans fondement, j'ai l'honneur de solliciter de vous l'examen de la question de savoir si la Ville n'a pas le droit d'exiger sa confirmation officielle, comme condition de son consentement à la suppression du passage à niveau de Saint-Côme et des rampes qui y accèdent.

« J'ai entendu, à la vérité, prétendre qu'il n'y avait pas lieu à intervention de l'autorité municipale et que tout pouvait se régler par une convention entre l'Etat et la Compagnie, parce que le premier seul aurait des droits sur ce passage à niveau et ces rampes.

« J'affirme que c'est une erreur et que la Ville d'Agen peut les revendiquer comme siens ; et j'essaie de lui en fournir la preuve ou tout au moins un commencement de preuve. »

Depuis le 28 mars, encouragé par votre bienveillant accusé de réception du 3 avril, j'ai continué mon enquête qui a exigé de multiples recherches dans les dépôts publics d'Agen : Archives départementales, Bureaux de la Préfecture, Bibliothèque et Archives municipales, Secrétariat de la Mairie, Bureau des Travaux publics à l'Hôtel de Ville, Bureau vicinal de l'arrondissement d'Agen (rue Montesquieu, hôtel d'Escouloubre), Bureau de l'Agent-voyer cantonal (rue Danton), Greffe du Tribunal civil de première instance d'Agen.

Partout, j'ai trouvé une inlassable complaisance qui m'a valu une abondante moisson de documents qui me permettent de faire aujourd'hui, non plus seulement un commencement de preuve, mais une démonstration complète des droits de propriété de la Ville sur le passage à niveau de Saint-Côme et la rampe latérale au canal, depuis ce croisement, jusqu'au pont de Courpian.

Mon raisonnement continuera à ne porter que sur le passage à niveau et la rampe vers Gaillard ; j'ai déjà dit que Rouquet sera plutôt avantagé par le nouveau pont.

Je vais encore diviser mon exposé en trois parties concernant trois périodes différentes : avant l'établissement du canal et du chemin de fer ; après l'établissement du canal ; après l'établissement du chemin de fer.

Avant le canal et le chemin de fer

Au moment, que nous préciserons plus loin, de l'établissement du canal, la Ville n'avait de communication avec la partie est des plateaux qui la dominent au nord, les quartiers de l'Hermitage, de Courpian et de Gaillard, que par les chemins qui figurent au plan n° 1, et qui est la synthèse, réduite à l'échelle d'un demi millimètre pour un mètre, de tous ceux que j'ai calqués. J'ai supprimé de ceux-ci tout ce qui était inutile pour l'étude de la question qui nous préoccupe, et j'y ai même substitué la figuration de quelques emplacements qui n'y étaient point portés. On sera fixé, à cet égard, toutes les fois qu'on verra, joints à leur dénomination, les mots « futur ou aspect actuel. »

Les trois premiers, chemin de la Porte du Pin à Saint-Georges ou de Contensou, chemin de l'Hermitage, chemin de Gaillard à Sainte-Foy, sont retracés :

1° Sur le célèbre plan dressé en 1789, par l'Ingénieur Lomet, dont l'original appartient à M. Payen, architecte, dont deux copies seulement sont connues, l'une aux Archives départementales, l'autre sur les murs du secrétariat de la Mairie, où, par parenthèse, elle est bien exposée aux injures de l'air, du jour et de la poussière ;

2° Sur un plan évidemment postérieur au plan Lomet, mais certainement antérieur à 1830, classé à la Bibliothèque de la ville (Fonds à classer de l'époque révolutionnaire). La quatrième voie, la rue Saint-Côme, n'était pas encore née.

3° Mais elle est reproduite, avec ses trois devanciers, sur un plan parcellaire, dressé, le 21 décembre 1839, par l'aspirant ingénieur Maniel, avec l'approbation de son ingénieur en chef, de Job, comme l'avant-projet de l'établissement du canal par l'Etat. C'est celui qui a été soumis aux Jurys d'expropriation, a servie de base aux acquisitions amiables par actes administratifs, fort nombreuses à cette époque, *et est ainsi devenu, aux termes d'une jurisprudence constante, un des monuments*

de la convention intervenue entre tous. On le trouve aux archives départementales, liasse S. xv, n° 21. L'état indicatif qui l'accompagnait est classé liasse S. xv, n° 6 bis. Il y a vingt-cinq ans, ils étaient réunis liasse S. xv, n° 22 que j'ai indiquée dans ma lettre du 28 mars.

4° Les quatre voies se retrouvent encore sur le plan parcellaire dressé, le 25 juin 1855, par MM. les Ingénieurs en chef et ordinaire Debauge et Lefèvre, au service de la compagnie du chemin de fer du Midi, pour servir d'avant-projet de l'établissement de celui-ci et être soumis aux Jurys d'expropriation. Il est classé au greffe du tribunal civil de première instance. Je n'ai pas retrouvé l'état indicatif qui devait y être annexé.

5° La quatrième, la rue Saint-Côme, se trouve enfin figurée sur un plan resté au greffe du Tribunal civil de 1^{re} instance, après les expropriations pour le boulevard Sylvain Dumon, et dressé par l'architecte de la ville Verdier, le 26 décembre 1861, sans compter son plan personnel dont il sera question plus loin.

Ici je reprends chacune de ces quatre voies de communication pour fixer ce qu'elle peut avoir de particulier, et je commence, à tout seigneur tout honneur, par la principale.

*Chemin de la Porte du Pin à Saint-Georges
ou de Contensou.*

Lorsqu'après la loi du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux, le Conseil municipal s'occupe de dresser, le 2 mai 1838, un premier tableau de ceux-ci, qui sera approuvé par M. le Préfet le 10 juin 1839, il lui donne le second rang, ne considérant comme plus important que celui d'Agen à Layrac. (Délibération du 2 mai 1838, f° 4.) Il est donc classé sous le n° 2 qu'il a encore, avec le nom de chemin de Contensou, commençant à la route royale n° 21, traversant sur un pont dit des Anes, une des branches du ruisseau de la Masse, longeant la ville dans sa partie nord, et se terminant au pont de Saint-Georges, par où, à cette époque, entrait en ville la route de Bordeaux, dont la traversée dans Agen est tracée sur un plan conservé aux archi-

ves départementales, Série C. 18, de 1778 à 1789 et mentionné à l'inventaire sommaire des archives de Lot-et-Garonne.

J'ajouterai, mais seulement comme horsd'œuvre historique, que, sur le plan Lomet, le chemin de Saint-Georges à la Porte du Pin, après avoir dépassé le Pont des Anes et avant d'arriver à sa jonction avec la rue Sainte-Foy, avait un embranchement partant du point où sont, sur mon premier plan, les lettres O R du mot Georges, allant vers l'ouest, puis tournant à angle presque droit en face l'église Sainte-Foy, mais s'arrêtant à une certaine distance d'elle, devant le mur d'enceinte de la ville. C'était là, croit M. Philippe Lauzun, dans l'intéressant opuscule dont je vous parlerai dans un instant, qu'étaient la porte et la tour Sainte-Foy, déjà démolies du temps de Lomet.

Je me permets de supposer que, jusqu'à cette démolition, cet embranchement aboutissait à l'église même, et que vers le milieu du XVIII^e siècle, porte et tour auront disparu, par suite des agrandissements du cimetière, autour de l'église, surtout à cause de la désaffectation contemporaine du lieu de repos entourant la chapelle de Notre-Dame du Bourg.

Quoiqu'il en soit, il en résulterait que le nom de Porte Sainte-Foy que j'ai inscrit sur mon plan, plus à droite, en l'empruntant à celui de la Bibliothèque de la Ville, (n^o 2), n'est pas l'indice de l'emplacement réel de la porte de ce nom.

Chemin de l'Hermitage et chemin de Gaillard à Sainte-Foy

Je ne trouve pas encore au tableau de 1838, trace de leur classement nominatif, mais ils profitent naturellement de celui du n^o 2, pour toutes les parties leur faisant suite qui sont au sud de leur jonction avec lui.

Rue Saint-Côme.

J'ai, à son sujet, un assez long exposé à faire. J'avais cru d'abord qu'elle ne faisait qu'un avec le chemin vicinal auquel elle aboutissait au nord. Je m'étais trompé, je l'ai depuis

reconnu et je vous ai averti, Monsieur le Maire, de mon erreur par ma lettre du 24 avril. Cela ne change rien du reste, à la situation, puisqu'aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 8 juin 1864, toute rue qui est reconnue, dans les formes légales, être le prolongement d'un chemin vicinal, en fait partie intégrante et est soumise aux mêmes lois et règlements.

Frappé de cette circonstance que, dans leur plan du 25 juin 1855, les ingénieurs de la Compagnie, eux mêmes, appelaient rue Saint-Côme, le passage à niveau qui en traverse une partie, j'ai cherché ce que pouvait être cette rue, de nos jours sans plaque indicatrice.

Et d'abord, d'où lui venait son nom ? car les noms des rues étaient jadis la manifestation de leur histoire.

Un de nos érudits les plus distingués, M. Philippe Lauzun, dans les *Enceintes successives de la ville d'Agen* (1894. Imprimerie Veuve Lamy, édition complètement épuisée, et *Recueil de la Société académique d'Agen*, à la même date), a eu la bonne fortune de pouvoir reconstituer fidèlement les dénominations des tours de la dernière enceinte dont la topographie seule était fixée par le plan Lomet.

Il a retrouvé aux archives municipales, liasse EE. 17, un procès-verbal des réparations à faire aux murs d'Agen, rédigé les 27 et 28 janvier 1612.

C'est le récit d'une visite de ces murs faite par M. de Gourgues, conseiller du Roy et trésorier général de France en Guyenne, accompagné de maistre Jehan Duportal, conseiller et secrétaire du Roy, maison et couronne de France, et contrôleur des fortifications, réparations, vivres, munitions et ravitaillement des pays et duché de Guyenne, Poitou et Languedoc, de Pierre Juge et Arnaud la Boyrie, consuls de la ville d'Agen qui avaient requis l'opération, de Pierre Capmartin et Jehan Reynau, maîtres massons, de Pierre Pinèdre et Guinot Brivadel, maîtres charpentiers, experts assermentés pour la circonstance.

On commence par la tour de la Poudre qui n'est autre que celle encore debout dans le jardin de l'hôtel de Calmels-Puntis, sur le Gravier.

De là, allant d'abord de l'ouest à l'est, pour suivre l'enceinte, on examine successivement quatorze tours ou portes avant d'arriver à la tour du moulin de Saint-Caprais ou Saint-Côme.

« Plus avons trouvé une place de gueritte à la dite muraille de ville pour y mettre ung sentinelle, laquelle il faut remettre tout à neuf.

Et estant arrivés au dit corps de garde de S. Caprazy, avons icelluy veu et visitté, et avons trouvé estre besoing et necessaire de faire des canonières et deffences à la dite tour, n'en ayant point. »

La tour Saint Côme devint de moins en moins défensive. Elle jouera cependant un petit rôle d'utilité publique, pendant quelques années.

Le 27 juillet 1775, un brevet du Roy Louis XVI, monté sur le trône l'année précédente, en concéda la jouissance à la communauté de chirurgie. (Archives municipales, dossier des chirurgiens.)

On y dissèque des cadavres, sur une superbe table qui est au musée, et les vieux Agenais racontent, à ce sujet, différentes légendes qu'ils tenaient de leurs pères.

Mais la communauté de chirurgie est pauvre, et lorsqu'arrive la Révolution, elle est endettée, car sa principale source de revenus qui consiste dans les droits perçus pour la réception des nouveaux membres est tarie.

Aussi, le 15 janvier 1791, écrit-elle à MM. les Administrateurs du Directoire du district d'Agen, qu'elle ne possède d'autres biens que la tour Saint-Côme qui sert d'amphithéâtre, avec un petit jardin qui en dépend, et elle prie la nation de s'en charger.

La ville ne l'utilise à rien et la pauvre tour doit se dégrader peu à peu.

Aussi voyons-nous, au folio 12 du registre des délibérations du Conseil municipal, que, le 28 mai 1832, celui-ci décide qu'il sera procédé à la vente de la tour, rue Saint-Fiary, dite Saint-Côme et de ses dépendances.

Or, moins d'un mois avant, une loi du 22 avril 1832 avait

concéder l'établissement du canal latéral à la Garonne. Cela fit sans doute faire quelques réflexions.

Toujours est-il que le 8 novembre 1832 (folio 16), le Conseil rapporte sa délibération précédente. Les matériaux de la tour seront seulement vendus à charge de démolition sur une mise à prix de 42 francs.

Aucun motif de ce changement n'est donné, mais nous voyons bientôt se dessiner l'intention formelle de rejoindre, au nord de la Ville, le chemin de Saint-Georges à la porte du Pin, aussi appelé simplement chemin de Contensou, par une rue qui sera le prolongement de la rue Saint-Caprais, aujourd'hui Raspail.

A l'intention succèdent bientôt les actes.

Un plan est demandé à l'architecte de la mairie, M. G. Bourièrre, qui le dresse le 15 décembre 1835 : il est resté déposé aux archives municipales ; il est sur une grande échelle, 22 centimètres, 80 millimètres pour 100 mètres.

Les deux rues, ancienne et nouvelle réunies, constitueront une voie droite de dix mètres de large et de deux cent onze de longueur, à partir de l'angle nord de la Cathédrale et en passant sur les vestiges de la tour Saint-Côme, de son jardin et du mur d'enceinte qui sont à peu près à moitié du parcours.

Si l'on reprend l'étude des distances, en détail, en ne tenant plus compte que de l'état actuel des lieux, d'après le plan de M. Caury, dressé à une époque où toutes les rues, boulevards, voies ferrées et quai du canal avaient la largeur qu'elles ont encore, on constate :

De l'angle nord de la Cathédrale à l'angle nord de la rue Saint-Fiary.....	80 mètres
De ce point à l'angle sud du pan coupé qui commence le boulevard Sylvain Dumon.....	40 id.
De ce point à la barrière du passage à niveau, du côté du Boulevard.....	40 id.
Pour la traversée du chemin de fer.....	20 id.
De la barrière du passage à niveau, côté du canal, à l'escalier qui monte vers celui-ci....	20 id.
Total.....	200 Seulement

la différence s'expliquera plus tard.

L'exécution ne semble pas présenter de grandes difficultés. Entre la Cathédrale et le coin nord de la rue Saint-Fiary, sur une longueur de 78 mètres, il y a à traiter, pour un seul emplacement, avec M. Baron, puis de là à la face nord de l'ancien mur d'enceinte, sur une longueur de 17 mètres, il faudra ponter la Masse, démolir le mur de clôture du jardin de la tour, ponter un peu plus haut le ruisseau qui est la suite de celui d'écoulement des eaux du moulin de la Salève.

Entre la tour et le chemin de Contensou, il n'y a plus, sur une longueur de cent seize mètres, que des prairies appartenant à M. de Sevin, avec lequel il sera facile de s'entendre, car la rue projetée et son complément d'une avenue de quarante mètres de long allant rejoindre le cimetière Sainte-Foy, et qui sera, plus tard, englobée dans le boulevard Sylvain Dumon, feront des terrains à bâtir de tout ce qui lui restera à droite et à gauche, ses prairies ayant une largeur moyenne approximative de quatre vingt mètres.

On va se mettre à l'œuvre. Aux chapitres additionnels du budget de 1835, folios 82 et 83 du registre des délibérations du Conseil municipal, figure une prévision de 3,554 fr. 11, pour achat de terrain et réparation à Saint-Côme.

17 décembre 1835. Lettre du Maire au Préfet (Registre de correspondance, Archives municipales) :

« J'ai l'honneur de vous adresser, pour être soumis à votre approbation, un arrêté que j'ai pris aujourd'hui pour fixer deux alignements à suivre par M. de Sevin, dans le prolongement de la rue Saint-Côme. La ville profitant, par cet alignement, de 1,401 mètres de terrains évalués ensemble à 1,122 fr. 04, elle devra payer cette somme au propriétaire. Il existe un crédit pour cet objet aux chapitres additionnels du budget courant. »

20 janvier 1836. Lettre du Maire au Préfet (Registre de correspondance) :

« Le mauvais temps ayant empêché d'entreprendre les travaux projetés pour ouvrir une communication à Saint-Côme, dont la dépense est autorisée aux chapitres additionnels du budget de 1835, il n'a pu

être payé sur cet article que l'achat du terrain et les frais montant à	1.191 01
Le crédit est de.....	3.554 11
Reste.....	2.363 10

J'ai l'honneur de vous prier d'avoir la bonté de m'autoriser à les dépenser pendant le délai restant à courir pour la clôture financière de l'exercice 1835. »

18 avril 1836. Lettre du Maire au Préfet (Registre de correspondance) :

« J'ai l'honneur de vous envoyer par double un devis et un cahier des charges pour être soumis à votre approbation, et procéder ensuite à l'adjudication de certains travaux à la nouvelle rue Saint-Côme évalués à 1,736 fr. 08. La dépense sera payée au crédit alloué pour cet objet aux chapitres additionnels du budget de 1835, en vertu de l'autorisation que vous avez eu la bonté d'accorder.»

22 avril 1836. Renvoi par le Préfet au Maire, avec approbation (Archives municipales).

Quels étaient les travaux visés ? Le cahier des charges annexé à cette correspondance et signé par l'architecte de la mairie, M. Bourièrre, le maire, comte de Raymond, le préfet, Brun, nous l'apprend.

On lit en tête : « Il sera construit un pont sur le ruisseau de la Masse, sur la direction de la nouvelle rue ouverte au nord de la ville, et formant suite à la rue Saint-Côme (*sic*). Le pont aura une largeur de trois mètres sous clef et une longueur de dix mètres. »

Page 4, on lit ce renseignement utile pour apprécier où commençait la nouvelle rue, point que je n'ai pu exactement préciser : « Le mur de clôture de l'ancien jardin de Saint-Côme et sur la rue Saint-Fiary sera démoli sur toute la largeur de la rue, ainsi que celui formant clôture avec le jardin de la Miséricorde. Il sera construit un nouveau mur pour clôturer ce jardin dans la direction de la nouvelle rue. »

2 mai 1836. Lettre du Maire au Préfet (Registre de correspondance) :

« J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le procès-verbal

d'adjudication consenti, le 30 avril dernier, au sieur Melin, moyennant la somme de 1,720 fr., pour des travaux à la nouvelle rue Saint-Côme.»

31 juillet 1836. Registre des délibérations, n° 97. Compte administratif de M. le Maire.

DÉPENSES SUPPLÉMENTAIRES

86. — Terrain et réparation à Saint-Côme :

DÉPENSES AUTORISÉES	SOMMES DÉPENSÉES		TOTAUX	RESTES ANNULÉS
	En 1835	En 1836		
3.554 11	68 97	3.041 79	3.110 76	443 35

5 mai 1837. Registre des délibérations, n° 112.

Sur la demande de M. le Maire, tendant à être autorisé à faire couvrir d'une voûte le bassin du moulin de Saint-Caprais, pour détruire un lieu dangereux et malsain et faciliter surtout la circulation, le Conseil municipal :

Délibère qu'il y a lieu d'autoriser M. le Maire à faire couvrir le bassin du moulin de Saint-Caprais.

13 octobre 1837. Lettre du Maire au Préfet (Registre de correspondance) :

« J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation les devis et cahier des charges montant à 1,600 fr. pour le pontage d'une portion du moulin de Saint-Caprais longeant la voie publique. »

On s'est trompé sur l'importance de ce travail. Dans le compte administratif du maire présenté le 12 août 1839 (Registre des délibérations), nous voyons qu'on y a dépensé 600 francs et dans les prévisions du budget de 1840, on inscrit 3,400 francs pour le même objet.

Quoiqu'il en soit, le travail est si avancé que nous avons constaté à l'Hôtel de Ville, bureau des Travaux publics, que le plan général d'alignement dressé, en 1838 et 1839, par MM. Bernès et Gardès, géomètres de 1^{re} classe au cadastre,

porte la rue Saint-Côme comme ouverte jusqu'au chemin de Contensou. Elle paraît commencer à la rue Saint-Fiary.

Ce plan d'alignement avait été mis au concours, par une délibération du Conseil municipal du 5 mai 1837, f° 112, sur la mise à prix de 6,000 fr., et à charge de l'exécuter dans un laps de temps qui ne pouvait excéder le 1^{er} août 1839.

Nous savons déjà, par ailleurs, que la même voie figure, le 21 décembre 1839, sur le plan de M. l'aspirant Ingénieur Maniel. Elle y est marquée sans indication littérale, en blanc, comme terminée dans la partie nord, la seule intéressant le canal.

La partie sud ne sera achevée que plus tard : M. Baron résiste toujours, et si je vais citer, un peu longuement, les délibérations du Conseil municipal qui le concernent, c'est pour bien faire voir l'importance qu'attachait à la rue Saint-Côme, l'édilité agenaise.

Le 3 novembre 1840 (Registre des délibérations, f° 72), on lit :

« Considérant que depuis les premiers mois de l'année 1836, M. le Maire n'a pu parvenir à négocier avec M. Baron, propriétaire d'un jardin et d'une partie de petite maison indispensables à l'achèvement de la rue dite de Saint-Côme, devant servir de communication de la gare qui va être établie au canal latéral à la Garonne au centre de la ville ; que ce propriétaire a refusé les offres les plus convenables et n'a rien voulu retrancher de ses prétentions exagérées ;

Considérant que la rue qu'il s'agit d'achever est de la plus impérieuse nécessité pour la commune ; qu'il est impossible d'en changer la direction et de se dispenser de la continuer sur la propriété de M. Baron.

M. le Maire est autorisé à se pourvoir aux formes de droit pour faire exproprier, pour cause d'utilité publique, la partie de jardin et maison appartenant à M. Baron, place Saint-Caprais, qui est indispensable pour l'établissement d'une voie de communication du centre de la ville à la gare du canal latéral. »

Mais mettre en mouvement tous les rouages de la loi de 1833, et, plus tard, de celle de 1841, paraît une bien grosse affaire : on espère, sans doute, transiger et on attend jusqu'au 2 mai 1849 jour où (Registre des délibérations, f° 18),

« Le Conseil,

Vu le plan d'alignement et de rectification de la ville d'Agen sur lequel figure un projet d'ouverture d'une rue nouvelle à partir de la rue Saint-Caprais jusqu'au chemin dit de Contensou, longeant le canal latéral à la Garonne.

Vu les titres 1 et 2 de la loi du 3 mai 1841, en ce qui concerne les formalités à remplir pour obtenir l'expropriation pour cause d'utilité publique.

« Considérant que l'achèvement des travaux du canal latéral à la Garonne et l'arrivage des barques affectées au transport des marchandises, entre la ville d'Agen et les villes importantes que le canal du Midi est destiné à desservir, rend indispensable l'ouverture d'une rue qui relie le canal latéral au centre de notre cité.

Considérant que la ville d'Agen ne saurait, sans préjudice pour les intérêts généraux de ses habitants, ajourner, plus longtemps, l'ouverture de cette voie de communication, dont l'utilité incontestée est vivement réclamée par le commerce et l'industrie.

Considérant que, pour opérer cette ouverture, il est nécessaire d'acquérir quelques propriétés particulières indiquées au plan parcellaire joint à la présente délibération et indicatif des noms des propriétaires tels qu'ils sont inscrits sur la matrice du rôle.

Considérant que, pour parvenir à cette acquisition, la commune d'Agen peut disposer d'une somme de 3.200 francs, montant d'une souscription ouverte par les propriétaires aboutissant à la place Saint-Caprais, en faveur du maintien de cette place dans sa grandeur et sa largeur actuelles; qu'indépendamment de cette première ressource, la ville pourra disposer encore de la vente qu'elle demande aussi l'autorisation d'effectuer, de quelques emplacements communaux qu'elle possède dans la rue du Cloître et dans la rue Saint-Fiary, attenant à la rue nouvelle projetée.

Considérant qu'il importe de procéder sans retard à l'accomplissement des formalités prescrites par les titres 1 et 2 de la loi du 3 mai 1841, et d'obtenir la déclaration d'utilité publique, afin de pouvoir commencer prochainement la procédure d'expropriation.

Délibère :

M. le Maire d'Agen est invité à transmettre à M. le Préfet la présente délibération et le plan parcellaire qui y est joint, et de solliciter l'autorisation :

1^o De procéder à l'enquête de *commodo et incommodo* sur le pro-

jet d'ouverture d'une rue nouvelle entre la place Saint-Caprais et le canal latéral à la Garonne, sur les propriétés de M. Baron.

2° De vendre, pour le prix en être affecté, concurremment avec le produit de la souscription particulière mentionnée plus haut, au paiement des terrains à acquérir, deux emplacements communaux désignés dans le plan ci-joint par les lettres A et B. »

La procédure suit son cours ; un décret du 22 décembre 1849, a déclaré d'utilité publique le prolongement de la rue Saint-Côme, jusqu'à la place Saint-Caprais, à travers la propriété de M. Baron. A une lettre du 16 février 1850, par laquelle ce dernier réclame 10,940 francs, le Conseil municipal, par une délibération du 27 du même mois (Registre des délibérations, fol. 44), répond en autorisant le Maire à lui faire offre de 3,000 fr. qui seront imputés sur les 3,350 fr. souscrits par les habitants, pour concourir à cette dépense, parce que, dit-il, le prolongement de la rue Saint-Côme jusqu'à la place Saint-Caprais doit donner aux immeubles qui resteraient la propriété de M. Baron, une plus value considérable, attendu qu'ils borderont la nouvelle rue des deux côtés de la voie, tandis que dans l'état actuel, ils sont placés dans une véritable impasse. Puis (f^{os} 57 et 58) on porte aux chapitres additionnels au budget de 1849, et aux recettes supplémentaires, le montant d'une souscription particulière pour l'agrandissement de la place Saint-Caprais, 3,350 francs, et le même chiffre aux dépenses supplémentaires pour le prolongement de la rue Saint-Côme, avec cette observation, à l'appui des chapitres additionnels au budget de 1850, « on attend la décision du jury, dans l'affaire Baron. »

Enfin, nous apprenons, par une délibération du 21 septembre 1850 (Registre des délibérations, f^o 70), que M. Baron a obtenu le 20 août, du jury d'expropriation, 4,500 francs, et qu'il offre de les laisser à la commune, contre paiement d'un intérêt de 5 %, jusqu'en 1859, ce qu'accepte le Conseil municipal.

Voici terminé l'historique complet, grâce à une légère anticipation de dates, des seules voies de communication entre une grande partie du coteau et la ville au moment de l'établisse-

ment du canal. Voyons ce qui va arriver d'elles après cet établissement.

Après le Canal

Une loi du 22 avril 1832 concède le canal à un sieur Doin, avec un cahier des charges qui y est annexé et dont, par cela même, les clauses sont converties en articles de loi.

Mais Doin n'arrive pas à constituer une compagnie. Une loi du 3 juillet 1838 lui substitue l'Etat qui se trouve obligé par celle du 22 avril 1832 et son cahier des charges.

Suivant l'article 4 de ce dernier, le concessionnaire contracte l'obligation spéciale « de construire, à ses frais, des ponts
« dans les endroits où, par suite des travaux, les routes et
« chemins qui existent actuellement se trouveraient inter-
« ceptés : les ponts fixes auront une largeur entre les têtes,
« savoir : pour les routes royales, huit mètres et dix mètres,
« aux abords des villes ; sept mètres pour les routes départe-
« mentales, et quatre à cinq mètres pour les chemins vicinaux »

Pour les chemins vicinaux ! Qu'est-ce à dire ? Notons que ce texte est de 1832. Il ne s'agit donc pas de chemins classés suivant les formes qu'établira plus tard la loi du 21 mai 1836. Il s'agit de ces voies de communication dont M. le baron de Gerando, qui écrivait en 1830, disait dans ses *Institutes de droit administratif français*, t. III, p. 39 : « Les chemins vicinaux ou communaux sont ceux qui sont reconnus nécessaires à la communication des communes. (Lois des 28 sept., 6 oct. 1791, tit. 1^{er}, sect. VI, art. 2 ; du 28 juillet 1824, art. 1^{er}). »

Et quoique l'Etat, créateur du canal et de ses abords, opérât après la loi du 21 mai 1836, mais en vertu d'un cahier des charges de 1832, il a dû, lorsqu'il rencontrait un chemin communal, se demander, non pas si sa nécessité à la communication des communes avait été déclarée dans telle ou telle forme, mais si cette nécessité était réelle et devait être reconnue par lui, tuteur de tous.

C'est, évidemment, ce qu'ont fait ses représentants, MM. les

Ingénieurs de Job et Maniel, lorsque commençant les opérations par le nord, pour dresser leur plan du 21 décembre 1839, ils ont rencontré les deux chemins portés sur celui de notre étude sous les noms de « de l'Hermitage » et de « de Gaillard à Sainte-Foy », qui aboutissaient, à peu de distance l'un de l'autre, à celui de la Porte du Pin à Saint-Georges. Et leurs conclusions ont été les suivantes :

Des deux, un seul est nécessaire aux approches du canal : il faut les fusionner entre celui-ci et le coteau, en déviant légèrement une partie de l'un et de l'autre. C'est ce qui fut fait.

Pour faire franchir le canal à la voie unique, résultat de cette fusion, le cahier des charges nous impose un pont : ce sera le pont de Courpian.

Après avoir suivi le pont, le chemin nouveau se trouvera par suite des remblais que vont entraîner les travaux, à une telle altitude au-dessus du chemin vicinal n° 2 de la Porte du Pin à Saint-Georges, que les piétons seuls pourront le rejoindre, par un escalier ménagé dans le talus et dont il existe encore vingt-deux marches.

Quant aux bêtes et voitures, force sera de leur assurer un nouvel accès au chemin vicinal n° 2. Ce sera la rampe latérale au canal.

Le chemin vicinal n° 2, lui-même, se trouvant, dans sa fraction la plus septentrionale, compris dans la structure du canal et de son port, il sera, sur une certaine étendue, dévié et porté plus au midi, à droite et à gauche de la rue Saint-Côme : d'où le nouveau tracé du chemin de la Porte du Pin à Saint-Georges.

La rue Saint-Côme, à son tour, a eu la tête enfouie sous un morceau du port et du talus qui soutient l'escalier de dix-sept marches(1) établi à peu près dans son axe, d'où la différence de sa longueur d'après le plan Bourrière et celui de M Caury. Au pied de ce talus, viendra se confondre avec elle la rampe

(1) Ce chiffre de dix-sept marches, multiplié par la hauteur de l'une d'elles, indique, à lui seul, le peu d'élévation du quai à cet endroit.

partie du pont de Courpian, pour aller rejoindre, un peu plus bas, le chemin vicinal.

Tous ces changements sont rendus sensibles par la comparaison des plans numéros 1 et 2. Ils ont été effectués par l'Etat qui a fourni les terrains nécessaires aux détournements ou déviations qu'il opérerait, et qui, en échange des voies nouvelles qu'il fournissait à la ville, a gardé les parcelles qui jadis appartenaient à celle-ci, et dont l'une me sera, le 23 juin 1883, vendue par lui, aux enchères publiques, devant M. le Préfet.

J'en ai la preuve certaine, pour ce qui concerne les déplacements des chemins de l'Hermitage et de Gaillard, le pont de Courpian et les rampes qui y accèdent. Mon excellente voisine, madame Millet, vaillante octogénaire, dont les souvenirs toujours jeunes m'ont beaucoup aidé dans mon étude, est la veuve de l'entrepreneur qui a accompli la plupart de ces travaux. Elle a bien voulu me confier quelques pièces s'y référant datées de 1842 et 1843, et signées soit par M. Couturier, ingénieur, soit par M. de Montigny, conducteur des Ponts-et-Chaussées, qui ne laissent aucun doute à cet égard.

J'ai dû, naturellement, me préoccuper de chercher la constatation de la remise des voies nouvelles par l'Etat à la Ville. En bonne pratique administrative, lorsque semblable remise se fait, il est dressé un procès-verbal. Je n'en ai découvert aucun mais je suis loin d'avoir la prétention d'avoir mis au jour tous les documents. Il doit encore y en avoir de cachés dans telles ou telles archives, que leurs savants dépositaires sauront bien faire sortir de l'obscurité.

A défaut de cette constatation de forme, j'en puis produire une autre de fond ; c'est la prise de possession effective par la commune.

J'ai dit, que le 2 mai 1838, le chemin de la Porte du Pin à Saint-Georges, ou de Contensou, avait été classé comme vicinal, avec le numéro 2. En même temps que lui étaient classés en la même qualité, sous le n° 13, le chemin de Tibet, partant de la route de Villeneuve, à Gaillard, contournant le coteau de l'Hermitage et traversant une partie du plateau qui le couronne, pour se terminer au chemin communal de Bayon ;

et, sous le n° 14, celui de Buard, commençant au précédent, complétant avec lui les communications essentielles pour les propriétaires et habitants du plateau de l'Hermitage, et aboutissant à Buard, lieu que le plan de M. Caury m'apprend être au-dessus de l'Hermitage. Il ne me dit pas où est Tibet qui, sans doute, est trop au nord pour y avoir trouvé place, mais le plan annexé au dernier tableau de classement de 1878 qui, par contre, ne me signale pas Buard, inscrit Tibet aussi au-dessus de l'Hermitage. Tous ces lieux appartiennent au même quartier d'Agen.

Or, une délibération du Conseil municipal du 16 février 1850, f° 44, décide qu'il y a lieu d'étudier le classement du prolongement du chemin n° 14, de Buard sur Agen, par Courpian, avec embranchement sur le Pont canal, puis une autre délibération du Conseil municipal du 9 août 1851, f° 87, prononce, après enquête à laquelle l'Etat n'est pas venu contredire, le classement de ce prolongement. Notons que le pont de Courpian a été fini le 8 août 1843, appert la liquidation intervenue, le 27 décembre de la même année, entre M. Millet et M. Virinque, son associé pour cette entreprise. Ce pont et la rampe qui conduit à la rue Saint Côme sont le seul moyen, pour Buard, d'accéder à Agen.

Plus tard, sur un tableau des chemins vicinaux proposé par l'Agent-voyer en chef de Sevin-Talives, le 8 décembre 1862, et approuvé par M. Paillard, préfet, le 19 février 1863, déposé dans les archives de M. l'Agent-voyer cantonal Lidon, 30, rue Danton, le nom de Buard a disparu, mais nous y trouvons notre chemin, sous le n° 8 : il s'appelle maintenant de Tibet et de Gaillard vers Rouquet et vers Saint-Côme, sv, tp. uk, et le plan qui y est annexé indique qu'il part du passage à niveau et traverse le pont de Courpian. La colonne des observations porte qu'il est la confusion des numéros 13 et 14 de l'ancien tableau.

Enfin voici encore plus de précision. Au bureau vicinal de l'arrondissement d'Agen, rue Montesquieu, hôtel d'Escouloubre, à la tête duquel est un autre M. Lidon, et à celui de M. l'Agent-voyer cantonal prénommé, sont déposés des exem-

plaires avec plans à l'appui, du dernier tableau des chemins vicinaux de la commune d'Agen, dressé le 26 juin 1878, par MM. Lugeol, maire, et Cabadé, agent-voyer cantonal, présenté par M. l'Ingénieur-Voyer en chef Laterrade, approuvé le 28 novembre 1879, par la Commission départementale de Lot-et-Garonne. Signé: Lanes, président.

Je transcris :

N°	NOM DU CHEMIN	OU IL COMMENCE Lettre Indicatrice	LIEUX QU'IL TRAVERSE	OU IL FINIT Lettre Indicatrice
9	D'Agen à Tibet	Au passage à niveau du chemin de fer vis-à-vis la rue St-Caprais u.	Traverse le pont de Courpian, sur le canal, passe à Courpian, à l'Hermitage et à Tibet.	Limite de Foulayronnes à Fonroche r.
10	De Rouquet à Gaillard	Route n° 127 à Rouquet. z.	Se dirige vers l'Hermitage jusqu'à la rencontre du chemin n° 9, emprunte celui-ci sur 250 mètres environ pour descendre à Courpian, d'où il se dirige directement vers Gaillard, en passant à l'extrémité du chemin de Foyte Por.	Chemin n° 11 à Gaillard a'

Ce sont précisément les indications que chacun peut relever sur le plan de M. Caury, et s'appliquant à des voies qui se sont incorporé le chemin de Buard, classé le 9 août 1851, et que, par conséquent, la Compagnie, concessionnaire du canal, un an plus tard, ne justifiera pas lui avoir été remis en charge comme une de ses dépendances par l'Etat, et si, par impossible, une telle inadvertance avait été commise, elle voudrait bien se souvenir que les chemins vicinaux sont imprescriptibles. (Art. 10 de la loi du 21 mai 1836.) D'ailleurs, si elle avait reçu, en 1852, la rampe de Saint-Côme à Courpian, elle aurait dû la rendre, quand l'Etat a repris le canal en 1898, nouvelle justification qu'elle ne fera pas, à moins encore d'inadvertance.

On fait à ceci une objection qui n'est pas sérieuse. Comment se fait-il qu'en réalité l'administration du canal entretienne la rampe, depuis le passage à niveau jusqu'à la hauteur du tournant des voitures se rendant au port du canal, à l'est du

bureau des bateaux Couderc ? La réponse est facile. C'est à titre de subvention industrielle, spontanée ou imposée, je ne sais, en vertu de l'article 14 de la loi du 21 mai 1836, qui dit que toutes les fois qu'un chemin vicinal, entretenu à l'état de viabilité par une commune, sera habituellement ou temporairement dégradé par des exploitations de mines, de carrières, de forêts ou de toute entreprise industrielle appartenant à des particuliers, à des établissements publics, à la Couronne ou à l'Etat, il pourra y avoir lieu à imposer aux entrepreneurs ou propriétaires, suivant que l'exploitation ou les transports auront eu lieu pour les uns ou les autres, des subventions spéciales dont la quotité sera proportionnée à la dégradation extraordinaire qui devra être attribuée aux exploitations.

Donc on peut tenir pour certain qu'entre l'établissement du canal et celui du chemin de fer, le coteau avait ses relations assurées avec la ville, à piétons, comme il les avait auparavant, et de toute autre façon, par la rampe latérale au canal qui a successivement porté les noms de chemin de Buard et celui de chemin de Tibet. Ses habitants arrivés à la rue Saint-Côme avaient la faculté de choisir, entre marcher devant eux, tourner à droite ou à gauche.

Quelles modifications va apporter à ce régime l'établissement du chemin de fer ? Presqu'aucune, mais seulement grâce à la création qui le suivra bientôt, des boulevards Scaliger et Sylvain Dumon.

Après le chemin de fer

La première délibération du Conseil municipal d'Agen, où il soit question de chemin de fer, est celle du 28 août 1851, f^o 88. Cette assemblée y émet le vœu unanime que la proposition de M. Tarbé des Sablons, de substituer au canal latéral à la Garonne, livré à la circulation de Toulouse à Agen, depuis plusieurs années, et à la veille de l'être dans tout son parcours, une voie de fer installée dans son lit, mis à sec, ne soit pas prise en considération.

Je me hâte de dire que l'auteur de cette singulière proposition était étranger à la Compagnie actuelle. C'était un financier, originaire, m'a-t-on dit, de Castillonnès.

Ce n'est en effet que les 8-15 juillet 1852, qu'une loi autorise le Ministre des Travaux Publics à concéder le chemin de fer de Bordeaux à Cette et le canal latéral à la Garonne. (*Bulletin des lois*, n° 4.253 p. 126.)

L'article 58 du cahier des charges annexé à la loi constate que la partie du canal entre Toulouse et la Baise est aujourd'hui terminée. Les éphémérides de l'*Annuaire de Lot-et-Garonne* de 1849 notent qu'à la date du 25 Octobre 1848, l'eau a été introduite jusqu'à Agen, et que des barques de Toulouse sont arrivées dans notre port.

Les 24 août-6 septembre 1852, intervient un décret qui approuve la concession faite (*Bulletin des lois* n° 4.401, p. 477.)

Le 18 janvier 1853, un arrêté du Préfet de Lot-et-Garonne autorise les études du Chemin de fer de Bordeaux à Cette, dans le département. (*Annuaire de Lot-et-Garonne* de 1854.)

Le 3 juin 1853, le Conseil municipal délibère sur le premier projet présenté par la Compagnie concessionnaire : il est presque aussi fantaisiste que celui de M. Tarbé des Sablons, mais c'est la dernière réflexion que je me permettrai, avant d'avoir donné la copie *in extenso* de toutes les délibérations qui sont intervenues à propos du chemin de fer. Maintenant que la preuve est faite de la propriété de la ville et sur la rue Saint-Côme où va être toléré (1) le passage à niveau, et sur la rampe latérale au canal, depuis ce croisement jusqu'au pont de Courpian, il importe de les lire avec suite, pour se convaincre qu'il est impossible qu'elle y ait jamais renoncé.

Je ne reprendrai l'exercice de mon droit de discussion que lorsque sera épuisée la reproduction des décisions de notre

(1) Le mot toléré est ici employé avec le sens qu'il a dans l'article 9 du cahier des charges de la Compagnie du Midi qui est ainsi conçu : « A moins d'obstacles locaux, dont l'appréciation appartiendra à l'Administration, le chemin de fer, à la rencontre des routes nationales ou départementales, devra passer soit au-dessus, soit au-dessous de ces routes. Les croisements de niveau seront tolérés pour les chemins vicinaux, ruraux ou particuliers ».

Assemblée communale et de leurs motifs. Après la date de chaque délibération, je donnerai d'abord son dispositif, et ensuite les considérants qui l'ont déterminé. Tant que durera cette transcription, mon sentiment ne se trahira que par quelques traits de plume soulignant certains passages.

(A suivre)

G. GAUJA.

Notre Dame de Tous Gaus

Sur le territoire de l'ancienne paroisse de Saint-Vincent des Corbeaux se trouvait la chapelle rurale de Bonel dédiée à Notre-Dame de Toute-Joie. On la nommait vulgairement Notre-Dame de Tous Gaus ou de Toucaut. Un baptême (1) y fut administré le 8 avril 1738.

J. D.

Question sur le Président Lacépède

Parmi les bibliophiles qui se sont occupés des pamphlets écrits pour ou contre les Réformés, il n'en est aucun qui ignore l'*Apologie de Reboul sur la Cabale des Réformez*.

De ce curieux petit volume nous possédons un exemplaire sans nom d'imprimeur, ni lieu d'impression, mais portant la date de MDXCVII.

La dédicace de cet ouvrage fut faite à « *Monsieur de Lacépède, président en la Chambre des Comptes, Aydes et Finances de Provence* ». Nous soupçonnons que le Président de Lacépède était agenais. Quelque érudit provençal pourrait-il apporter à notre hypothèse une confirmation ou un démenti ?

J. D.

(1) Arch. d'Agen, registre paroissial de Saint-Vincent des Corbeaux.

MÉMOIRES

DE

PIERRE VERDOLIN, D'AIGUILLON

Procureur Syndic du District de Tonneins

APPENDICE

MA VIE PRIVÉE ⁽¹⁾

Je ne parlerai pas ici des écarts de ma jeunesse, je me bornerai à dire que le jeu était ma principale passion, mais soit bonheur, soit savoir défendre mon argent, j'ai plutôt gagné que perdu ; et de toutes les passions que j'ai eues, aucune n'a été contraire aux sentimens de l'honneur et de la probité.

J'ai déjà dit qu'en arrivant de Bordeaux mon père me mit en pension chez Nugues où je restai deux ans, après quoi je fus mis en pension chez Lapipemallet. Cependant mon père et ma mère se brouillèrent et se séparèrent. Ma mère se mit en pension à l'hôpital avec deux cens livres de pension que mon père lui payait. Mon père m'avait défendu de recevoir ma mère et je ne pouvais lui donner que peu de secours, étant réduit moi-même aux revenus des vignes de Garrou et de la terre du Portail, ce qui me donnait, année commune, environ

(1) La vie privée de Verdolin nous intéresse bien moins que le récit des événements politiques auxquels il fut directement mêlé. Nous ne publions point *in extenso* la relation qu'il a laissée de ses affaires de famille. Aussi bien, elle est vraiment peu curieuse ; c'est plutôt un mémorial de ses conflits incessants, de ses procès et de ses difficultés avec tous ceux qui l'approchèrent. Il avait le caractère tatillon, le tempéramment processif, un peu de manie de la persécution comme bien des vieillards arrivés aux bords de la tombe. (N'oublions pas que ces mémoires ont été écrits en 1828.) Nous donnerons seulement des extraits de cette relation d'ailleurs très courte, pour éclairer un peu la figure de Verdolin, le situer dans son milieu, avec les personnages qui gravitent autour de lui.



LE CONVENTIONNEL BAUDOT

MÉMOIRES

DE M. VERDOLIN, D'AIGUILION

Notaire à Nîmes, le 10 août 1828, et de Tonneins

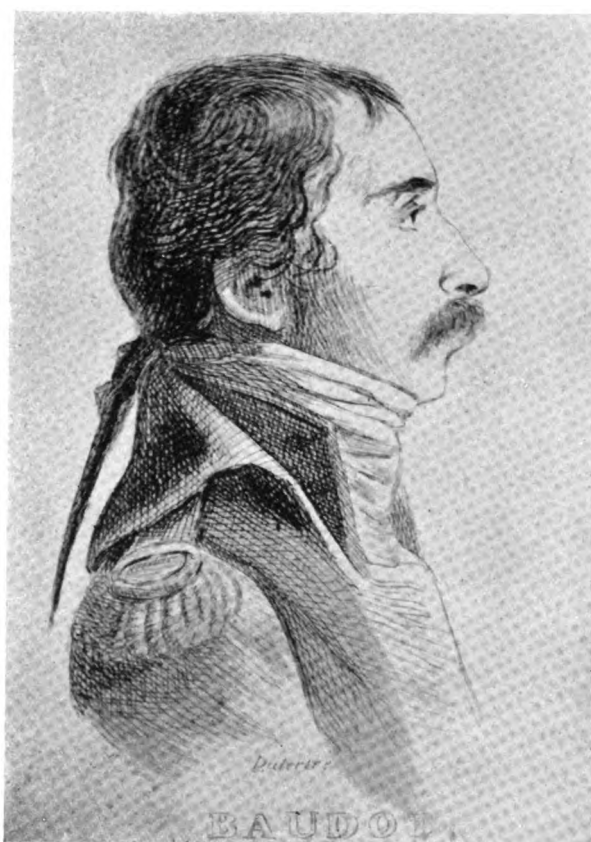
AVERTISSEMENT

MA VIE PRIVÉE ⁽¹⁾

Si j'ai pris ici des écart de ma jeunesse, je me borne à dire que le jeu était ma principale passion, mais soit que je ne sçusse défendre mon argent, j'ai plutôt gagné que perdu. Parmi toutes les passions que j'ai eues, aucune n'a été capable de me faire sacrifier l'honneur et la probité.

Après mon départ de Bordeaux mon père me mit en pension chez M. de Lamoignon, où je restai deux ans, après quoi je vins à Nîmes chez Laplèpennahet. Cependant mon père et moi nous nous querellâmes et se séparèrent. Ma mère se mit en pension à l'hôpital avec deux cens livres de pension que mon père lui payait. Mon père m'avait défendu de recevoir ma mère et je ne pouvais lui donner que peu de secours, étant réduit moi-même aux revenus des vignes de Garrou et de la terre du Portail, ce qui me donnait, année commune, environ

(1) La vie privée de Verdolin nous intéresse bien moins que le récit des événements politiques auxquels il fut directement mêlé. Nous ne publierons point *in extenso* la relation qu'il a faite de ses affaires de famille. Aussi bien elle est vraiment peu curieuse; c'est plutôt un memorial de ses conflits incessants, de ses progrès et de ses difficultés avec tous ceux qui l'approchèrent. Il avait le caractère tatillon, le tempérament processif, un peu de manie de la persécution, comme bien des vieillards arrivés aux bords de la tombe. N'ajoutez pas que ces mémoires ont été écrits en 1828. Nous donnerons seulement des extraits de cette relation d'ailleurs très courte, pour en laisser un peu la figure de Verdolin, le situer dans son milieu, avec les personnes qu'il gravitait autour de lui.



LE CONVENTIONNEL BAUDOT

septsacs de blé, un peu de mongettes et huit ou neuf barriques de vin, joint à cela mon état de notaire qui à peine me donnait de quoi m'entretenir. Après avoir longtemps représenté à mon père l'impossibilité de payer ma pension et vivre avec un si modique revenu, et l'humiliation que j'éprouvais de voir ma mère à l'hôpital, quoiqu'en pension, mon père me fit alors la grâce d'acquiescer à ma demande et me permit de recevoir ma mère chez Baptiste, cordonnier, où nous primes une servante et fûmes obligés de vivre avec les mêmes revenus que dessus. C'est alors que, forcé par le besoin, je fis emprunter à mon père par Duburgua les cinq cens livres dont j'ai déjà parlé. Quelque temps après, mon père et ma mère s'étant reconciliés et remis ensemble, mon père acheta pour moi la maison d'Alberny, tellement délabrée qu'elle était inhabitable. Mon père ordonna bien et paya à Lafargue, charpentier, quelques réparations, mais elles étaient si peu de chose, en comparaison des besoins, que je fus obligé de fournir clandestinement et de ma poche plus de six cens francs dans un ou deux ans. Me voilà donc dans cette maison avec une servante et le même revenu que dessus. Cependant mon père cherchait à me marier; les partis qu'il me proposait ne me convenaient pas ; j'avais le cœur pris. Mon père avait beau me représenter que si l'on ne fait pas ses affaires en se mariant on est toujours pauvre et que la demoiselle que je convoitais n'avait rien : mais mon père avait oublié sans doute que l'amour est sourd et aveugle. . . .

. (1).

Quelques temps après la mort de mon père, mon frère, qui jusques-là s'était éloigné de la maison paternelle, revint chez notre mère. Je lui fis l'accueil que l'honneur et mes sentimens pour lui me suggérèrent. Je lui payais les six mille livres de sa légitime et je donnai mille livres à ma mère, aux dépens des sept mille cinq cens livres que j'avais trouvées à la mort de mon père en argent ou en papier, tellement que ma fortune

(1) Le passage que nous supprimons est relatif à la mort presque subite du père de Verdolin, aux démêlés très vifs qu'il eût avec sa mère pour la liquidation et le partage de la succession.

ne fut augmentée que du bien du Padouen, consistant en 28 cartonnats d'un revenu annuel de 400 livres ou environ, qui jointes aux 600 livres de mon revenu précédent, formait une somme de mille livres. C'est avec un tel revenu que, maîtrisé par la passion de l'amour, j'eus la témérité de me marier avec mon épouse, qui n'avait rien qu'un bon cœur, des sentimens d'honneur, — je ne veux pas dire des sentimens d'amour, parce que je me suis toujours rendu la justice de ne pouvoir en inspirer — mais, du moins, des sentimens d'affection et peut-être de reconnaissance, comme j'ai eu lieu d'en être convaincu par tout ce qu'elle a fait pour moi et pour la conservation de mes jours. A notre mariage succédèrent bientôt trois enfans, dont l'un mort en nourrice. Malgré nos peu de moyens, mon épouse ne pouvant nourrir, nous mimes nos enfans en nourrice, ce qui ébréçait beaucoup nos moyens ou plutôt les rendait insuffisans, joint à cela les dépenses indispensables de mon mariage et les dettes que j'avais contractées, mais que j'avais payées en grande partie à la mort de mon père.

Cependant mon frère mourut, et sa mort parut m'assurer la propriété future non seulement des biens de ma mère, mais encore de ceux de ma tante Combret, de ma cousine Verdolin, veuve Jaffre, et de la substitution en faveur de la famille faite par feu Verdolin, mon cousin. Mais il était dans les destins que je devais acheter ces successions, partie par l'argent. partie par les peines, les tribulations et les craintes.

. (1).

A peine goûtais-je les douceurs de la vie privée qu'il plût à

(1) Suit le récit des difficultés qu'il eût à surmonter pour entrer en possession d'une partie de ces héritages, notamment de celui de sa tante Combret, vieille femme, faible d'esprit, mais ayant quelque argent qu'essayaient d'accaparer servante, amis, curé et jeune époux de 18 ans !

Verdolin raconte ensuite ses procès avec Nugues aîné, son associé dans la ferme de la dîme de Saint-Côme et son adversaire politique le plus déterminé ; avec la dame de Clairefontaine ; avec Florans, juge au tribunal du district de Tonneins, puis il conclut :

« O vous, mes chers enfans, pour qui seuls j'écris ma vie, gardez-vous autant que possible d'avoir des affaires et des procès avec des fripons reconnus, avec des intriguans, avec des personnes plus riches que vous, parce qu'il est à

M. le Préfet de me nommer à une place de conseiller à la commune. Mes ennemis, et surtout le sieur Nugues, qui était alors maire de la campagne, parurent alarmés de cette nomination ; mais comme je ne voulais pas établir une nouvelle lutte avec ces éternels ennemis de l'ordre et de la justice, je répondis à M. Pieyre, lors préfet, en lui donnant une démission motivée et le priant, s'il le jugeait à propos, de nommer mon fils à cette place, ce qui fut fait.

. (1).

Je me proposais de vivre tranquille au sein de ma famille, mais mes principaux ennemis, au nombre desquels je dois classer les Nugues, les Lacroix, Duburgua, Carrion, Cabannes et autres subalternes, soit crainte qu'on ne me donnât ou que je ne sollicitasse des places, soit le désir de me tracasser, s'intriguèrent en tous sens pour me faire perdre la confiance du peuple qui, rendant justice à mes principes, venait me consulter sur les affaires d'intérêt et litigieuses. Ils persuadèrent aux acquéreurs de domaines nationaux que j'étais leur ennemi ; à ceux qui avaient pris part aux horreurs de la Révolution, que je provoquais la vengeance ; aux faibles qui s'étaient réunis à moi au commencement de la Révolution que j'avais déserté leur cause et que j'avais vendu ma personne et les pièces que j'avais eues en mains à nos adversaires ; à ceux-ci, que j'étais un royaliste effréné ; à ceux-là, que j'étais un bonapartiste caché et déguisé ; en un mot, que j'étais un homme équivoque et très dangereux.

craindre que la balance des lois et de la justice sera dans des mains à gages ou qui auront marqué dans la Révolution. L'homme honnête, probe et juste sera toujours sacrifié aux intérêts du malhonnête et de l'injuste qui convoitera votre bien et voudra vous attaquer. D'après ce que je viens de dire que tous les révolutionnaires mes ennemis triomphaient de mes malheurs, qu'ils cherchèrent à provoquer l'opinion publique contre moi en me représentant aux yeux de quelques sots honnêtes comme un homme de mauvaise foi et un tracassier. Mais moi, fier de mon honneur, de ma probité et de ma justice, je ne cherchai jamais à justifier ma conduite et mes principes. Puisse le temps corriger les uns et dessiller les autres ! »

(1) Suivent quelques observations sur les mariages de sa fille avec Villette et de son fils avec la demoiselle Carmentran, mariages auxquels il « ne participa que par son contentement » et qui ne paraissent pas lui avoir causé le moindre plaisir.

Il n'en fallut pas davantage pour que les gens timides et honnêtes n'osassent pour ainsi dire plus me fréquenter et que je ne fusse livré à la rage et aux entreprises de tous les partis et, en effet, au moment où les troupes étrangères entrèrent sur le territoire français et où nos troupes se permettaient dans l'intérieur, et surtout à Aiguillon, toutes espèces d'horreurs et où la ville était menacée par les plus grands malheurs par la réunion des soldats qu'on y avait entassés, les réquisitions de toute espèce pesèrent sur moi ; j'eus continuellement et sans relâche des officiers et des soldats à loger et à nourrir, et cela, par la méchanceté de la nouvelle municipalité bonapartiste qui venait de se former elle-même et qui était composée de Nugues fils pour maire, Lacroix et Lagarde, adjoints, et Cabannes pour secrétaire, tous mes ennemis déclarés. J'appris et il était notoirement connu qu'à Aiguillon, comme dans quelques autres villes du département, les bonapartistes avaient fait une liste de proscriptions dans laquelle je remplissais un rang distingué et dont l'exécution devait être confiée aux soldats. Il fallait craindre, mais taire et déguiser mes craintes à mon épouse qui en serait morte, si elle eut su ou connu le danger qui me menaçait. Je restais en ville pour épier tout ce qui se passait, mais au moindre trouble dans la ville, je montais à cheval et me rendais à la campagne avec mon épouse. Je fis ce manège pendant plusieurs jours, jusques à ce qu'enfin le Roi étant rentré en France, l'ancienne municipalité ayant été rétablie et des souscriptions ayant été ouvertes pour donner des secours au Roi en hommes et en argent, je souscrivis pour 50 francs et j'engageai mon fils et mon gendre à souscrire pour partie.

Ceux qui, dans la suite, liront cette faible esquisse des craintes, des dangers et des malheurs auxquels les gens honnêtes d'Aiguillon, et surtout moi, avons été en proie, auront de la peine à croire qu'il se soit trouvé des concitoyens assez méchants et assez pervers pour remettre leur vengeance dans des mains aussi terribles et aussi dangereuses qu'étaient les soldats à cette époque. Je dois cependant dire ici que si de plus grands malheurs n'ont pas à cette époque affligé la ville

d'Aiguillon, on en doit l'obligation à la sagesse et au désintéressement de M. Merle-Saint-Germain et de son épouse, qui constamment voulurent loger et nourrir non seulement les chefs des divers corps de troupe qui passaient ou séjournaient à Aiguillon, mais encore tous les officiers qui voulaient aller et manger chez lui, et qu'ils empêchèrent par ce moyen les malintentionnés de pouvoir faire exécuter leur projets par les soldats qui étaient contenus par leurs chefs.

Lorsque les Bourbons furent enfin rétablis sur le trône, je mêlai ma joie à celle des honnêtes gens. J'eus l'honneur de recevoir, je ne sais par quel canal, la décoration du lis⁽¹⁾ et imaginant que la justice reviendrait avec les Bourbons, je crus pouvoir et désirer la prévenir en établissant en faveur de la fabrique d'Aiguillon une rente constituée sous l'intérêt légal au principal de 1.000 francs à raison d'environ cinq cartonnats de biens, presque devant ma porte du péage, que ma mère avait acquis de la nation... Comme cet acte avait été fait et consenti immédiatement après la première rentrée du Roi, mes ennemis en prirent prétexte, lors de la rentrée de Bonaparte, pour me dénoncer comme provoquant par là la remise des biens nationaux, ce qui engagea le Ministre de l'Intérieur d'écrire au sieur Turpin, lors maire d'Aiguillon, pour avoir des renseignemens sur ma moralité, mes principes et mes opinions au sujet de cet acte; mais, heureusement pour moi sans doute, à peine la réponse était à Paris, que déjà le roi était remonté sur le trône.

. (2).

Je dirai qu'à l'ombre des lis je restai quelque temps tranquille, recherchant l'amitié des gens honnêtes, craignant et fuyant les méchans que, cependant, je ne provoquais jamais ni par mes propos, ni par mes actions, fuyant, refusant même les places qui m'étaient proposées, notamment celle de mem-

(1) Ordre établi par la Restauration. Le signe distinctif était une fleur de lis en argent.

(2) Verdolin raconte ici les difficultés et les ennuis que lui causa son rôle d'arbitre dans un litige Ranse-Cabannes à propos d'un fossé.

bre du Conseil de la commune, à laquelle je fis nommer mon fils à ma place, avec recommandation à raison de son inexpérience de me communiquer tout ce qui lui serait proposé pour le tenir en garde contre l'astuce et les projets de Cabannes qui, en raison de sa criminelle animosité contre le vertueux M. Merle, en surprenant sa signature, l'aurait exposé à des peines afflictives, si M. Pieyre, préfet du département, ne l'avait engagé à donner sa démission de maire, et qui depuis avait compromis M. Saint-Germain, maire, par la signature dans un rôle de la contribution mobilière, et, qui, à raison de ce, fut obligé de donner sa démission de maire pour éviter les poursuites et les condamnations qui auraient pu être prononcées contre lui.

Je laisse à l'histoire [le soin] de décrire les discussions politiques qui s'agitèrent du temps de Bonaparte et de la rentrée des Bourbons. Je me bornerai à dire que j'ai toujours été et serai toujours bon, fidèle et loyal patriote, c'est-à-dire qu'en 1789 et avant, j'ai été patriote, que je l'ai été à la première législature; que j'ai détesté la Convention; que j'ai eu quelque espèce de tranquillité dans la république qui a été sans républicains, que j'ai vu que le Consulat ne pouvait se soutenir pour former des républicains; que Bonaparte, qui s'était déclaré unique consul à vie et puis empereur, m'avait donné l'espoir qu'il ne s'était fait arroger cette place que dans le dessein de rappeler les Bourbons et de leur remettre leurs droits légitimes — ce qui l'aurait grandement honoré — ; que déçu de cette espérance et voyant qu'il ne travaillait que pour lui, je désertais son gouvernement auquel cependant j'obéissais pour ne pas me compromettre, attendu que je le trouvais tyran et despote.

Me voici enfin parvenu à l'âge de quatre-vingt ans. Je me bornerai à dire que dans ma vie privée, j'ai toujours été guidé par les sentimens d'honneur, de probité et de justice (1.)

.
Fini à Aiguillon, le 25 août 1828.

VERDOLIN.

(1) Nous supprimons ici un paragraphe, sans intérêt, relatif aux démêlés qu'il eût avec ses enfans.

II

Séance extraordinaire du Directoire du district de Tonneins ; le 19 mars 1793, l'an 2 de la République, à 7 heures du matin (1).

« Le Directoire étant composé des citoyens Crebessac, Harmand, Farcit, Girodeau, administrateurs ; Verdolin, procureur-syndic, assemblé à sept heures du matin dans les lieux des séances du Tribunal, avec le conseil général de la commune, les membres du Tribunal, les juges de paix, les chefs de la garde nationale, la séance publique a été ouverte par la lecture de la lettre [écrite] au directoire de Lot-et-Garonne par le citoyen J. B. D. Mazade, l'un des trois commissaires de la Convention Nationale chargés de l'inspection des côtes de la République depuis Lorient jusqu'à Bayonne au sujet de la révolte qui vient de se manifester dans les deux départemens de la Loire-Inférieure et de la Vendée, et de l'arrêté du directoire du département du 17 mars courant relatif à la levée d'une force départementale et à des mesures de sûreté publique.

« Après cette lecture, le citoyen procureur-syndic a dit :

« Citoyens !

« Il n'est que trop vrai que les ennemis de la chose publique, enhardis par l'impunité de leurs forfaits contre les droits de l'homme, viennent de déclarer une guerre à mort, la guerre civile dans les deux départemens de la Loire-Inférieure et de la Vendée. Qui de vous ne frémit pas d'horreur et de rage en voyant que des hommes pervers et méchants, désespérés de se voir assimilés aux autres hommes par la suppression de leurs prétendus titres et de leur orgueil, plongent peut-être dans ce moment le poignard dans le sein de nos amis, de nos frères, de

(1) Voir plus haut, page 65, note 5.

leurs vieillards, leurs femmes et leurs enfans ! Qui de nous, convaincu qu'il n'est pas de ville, de bourg et de hameau dans ce département où il n'existe des monstres conspirateurs qui ont juré notre perte et, peut-être et sans doute, en correspondance de trame et de trahison avec ceux de la Loire et de la Vendée, ne craint pas d'éprouver le même sort !

« Citoyens, le toscin du malheur et de la mort sonne sur nos têtes ! Il n'est plus temps de se dissimuler. Levons-nous tous, restons debout, sauvons la patrie, il en est temps encore ! que tous nos ennemis périssent ! Que dis-je, serions-nous les bourreaux de ces êtres vils et infâmes, nos mains ne seraient-elles pas souillées de leur sang impur ? Ce serait une lâcheté de notre part que de donner la mort à des conspirateurs sans force, non, citoyens, l'idée seule d'un tel projet déshonorerait les hommes de ce district ! Qu'ils vivent plutôt ces monstres s'il en existe, qu'ils vivent et que de leurs cavernes solitaires ils voyent que les vrais républicains n'emploient la force que contre les ennemis armés de la République et qu'ils savent déjouer par leur maintien imposant les conjurations des ennemis de l'intérieur.

« Je n'entends cependant pas, citoyens, qu'une trop grande sécurité ne nous assoupisse sur les trames et les manœuvres que peuvent ourdir nos ennemis, nous devons au contraire user de la surveillance la plus active pour éclairer et déjouer tous les complots. Que chacun de nous reste à son poste. Vous, administrateurs, rappelez-vous que vous êtes le point central de l'action et de la réaction des municipalités et de la garde nationale de ce district, que votre surveillance doit être active et permanente. Vous, officiers municipaux, rappelez-vous que ce n'est que par vos yeux que le Directoire doit voir, que c'est vous qui devez exercer dans vos communes respectives la plus grande surveillance dirigée par la justice et par la prudence, qu'avant de dénoncer et faire arrêter un ennemi de la chose publique, vous devez avoir contre lui des preuves légales ou du moins de très fortes présomptions. Vous, juges du tribunal du district et de paix, rappelez-vous que c'est à vous qu'il est réservé de prononcer sur les délits qui vous

seront dénoncés et qu'une indulgence que la loi réproouve est très dangereuse dans un temps de crise pour la tranquillité du territoire de ce district.

Vous, gardes-nationales, rappelez-vous que la force armée est essentiellement obéissante, que vous devez déférer aux réquisitions qui vous seront faites légalement et que l'arbitraire ne peut prendre la place de la loi, en un mot, qui que soyez, unissons-nous tous pour exercer une surveillance commune et la tranquillité de ce district ne sera pas compromise. Ce n'est pas tout encore, citoyens, le département vous demande 274 hommes qui seront à la disposition du commissaire de la Convention pour être envoyés comme auxiliaires des patriotes dans le département de la Vendée et de la Loire-Inférieure. Je ne proposerai ici ni le sort, ni la désignation pour cette levée, ce serait trop mal augurer de patriotisme de nos concitoyens pour oser soupçonner qu'au premier signal ils ne partissent pas tous, s'il le fallait, pour aller défendre la chose publique, et, avec elle, nos frères des départemens menacés. Cependant, comme nous ne pouvons pas nous dissimuler que, soit insouciance soit léthargie produite par le chant des sirènes de l'ancien régime, le patriotisme de plusieurs de nos concitoyens ne se soit beaucoup refroidi, il faut nécessairement le réchauffer et sortir ces citoyens de l'engourdissement dangereux où ils se trouvent plongés.

En conséquence je requiers que sans désespérer il soit pris un arrêté dans lequel il sera dit que vous avez cru devoir vous entourer des lumières des corps administratifs de ce district pour se concerter avec lui sur les moyens les plus prompts d'exécution de l'arrêté du département et qu'à cet effet toute la garde-nationale de ce district soit mise en état de réquisition permanente ; que toutes les municipalités soient rappelées à l'exercice de la plus grande surveillance à l'égard des malintentionnés et que, si les circonstances exigeaient qu'elles fussent forcées d'en venir au désarmement des hommes suspects ou prétendus tels, ce désarmement ne peut avoir lieu qu'après une délibération du Conseil général de la commune ; qu'en outre, dès l'instant que l'arrêté sera parvenu aux municipalités,

elles fassent battre la générale pour avertir les citoyens du danger de la patrie et assembler pour le lendemain leurs gardes-nationaux et les exhorter à fournir volontairement le contingent qui leur sera attribué par votre arrêté, de fournir de suite les armes de guerre qui pourront être dans leurs communes, pour les dites armes portées dans la maison d'administration être payées à dire d'experts à ceux qui en désireront le paiement, et attendu qu'il y a déjà un certain nombre de fusils pour être distribués aux volontaires déjà enrolés et que l'armement de ces derniers ne parait pas être aussi urgent, je requiers que ces armes soient distribuées à ceux qui vont voler à la défense des patriotes de la Vendée et de la Loire Inférieure ».

Les membres composant l'assemblée se sont empressés à l'envi de donner des témoignages de leur dévouement pour la chose publique et cet exemple a été suivi par le grand nombre des citoyens présents à cette séance.

RENÉ BONNAT.

Le capitaine Noël

Le 27 septembre 1573, dans le château du Fréchou, en Condomois, Guillaume de Nasse, *dit le capitaine Noël*, habitant de Thouars, aussi en Condomois, se reconnut débiteur de François de Montpezat-Laugnac pour la somme de 600 écus (1). Nous ignorons quel rôle fut joué par ce capitaine dans les guerres de religion.

J. D.

(1) Arch. du château de Lafox ; original papier.

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

DES INTENDANTS DE GUYENNE, AU XVIII^e SIÈCLE

LA CULTURE DES MURIERS BLANCS

C'est sous le ministère du cardinal Fleury, en 1736, qu'il faut placer le développement de la culture du mûrier blanc dans tout le Sud-Ouest et plus particulièrement dans l'Intendance de Guienne. Ce fut surtout Chatal, devenu plus tard inspecteur des pépinières royales, qui en fut le véritable instigateur. Il dépensa une énergie peu commune dans la tâche qu'il avait entreprise. Mémoires adressés aux pouvoirs publics (Intendant et contrôleur général), voyages à travers la province, lettres à des chanoines et aux principaux membres du clergé, appels pressants à la Chambre de commerce de Bordeaux, rien ne fut négligé par cet homme qui paraît avoir été sincèrement convaincu des bénéfices énormes de son entreprise.

Voici quelles étaient les trois principales raisons indiquées par lui qui devaient entraîner les particuliers à faire des plantations de mûriers. 1^o Dans cette province « bon nombre de familles » n'ont que le vin pour subsister. Or le vin est vendu à vil prix et les producteurs sont à la discrétion des acheteurs; 2^o l'élevage du ver à soie prendra de grandes extensions grâce à la culture du mûrier blanc et les soieries assureront au pays des sommes immenses; » 3^o le moment ne pouvait être mieux choisi puisque « le roy d'Espagne vient de défendre la sortie des soies de ses royaumes. » Ce sera donc là forcément, ajoutait Chatal, une augmentation de ressources nécessaire pour la France.

Chatal ne se borna pas seulement à adresser lettres et mémoires. Il passa de la théorie à la pratique; il sut trouver des champs d'expériences, tout particulièrement dans l'Agenais, à Tonneins. Dès 1737, Chatal avait élevé des vers qui avaient

fort bien réussi. Ces vers avaient donné une soie aussi belle qu'en « Provence et Languedoc ». L'année suivante, il fit une nouvelle expérience et malgré les orages, les pluies et la grêle, il put obtenir 6 livres de soie. Aussi écrivait-il à l'Intendant « plus de doute pour la solidité de l'établissement de cette industrie dans la généralité. » Il faut planter de tous côtés des mûriers blancs pour élever des vers à soie.

Toutefois l'administration royale restait prudente. Le 5 décembre 1738, un écheveau de soie provenant de l'essai de Châtal était envoyé par l'Intendant au Contrôleur général des finances. Ce dernier répondait en approuvant le dessein de Châtal. Il faut, disait-il, à l'Intendant mettre les particuliers de cette province en état d'élever des vers; j'ai approuvé « qu'on « élevât des mûriers dans les pépinières; vous pouvez les faire « délivrer gratis à ceux qui voudront en faire usage. » L'intendant voulait tout d'abord que Châtal se bornât à faire un essai de culture de vers à soie à Bordeaux; mais les prétentions de ce dernier étaient un peu trop élevées, car il demandait une subvention de 1.500 livres, un jardinier expérimenté dans la culture des mûriers blancs et deux ouvriers experts en l'art d'élever les cocons, venus tout exprès du Languedoc. De plus, il voulait établir une pépinière royale dont il aurait été le directeur et pour la surveillance de laquelle il aurait touché des appointements.

Au plan de la pépinière royale, Châtal ajoutait celui d'une manufacture de soie également royale, mais il se heurta à un refus catégorique du contrôleur Orry qui déclarait : « Jamais cette proposition ne peut avoir lieu, il ne convient pas que le roi entre pour rien dans cette manutention. »

Malgré cela l'idée faisait des progrès. Peu à peu entre 1737 et 1750 les plantations de mûriers se multiplièrent, et les pépinières se peuplèrent de pourrettes. L'opinion publique se montra très favorable à ces essais. La Chambre de commerce de Bordeaux surtout insista auprès de l'Intendant pour que les mûriers blancs fussent répandus dans le pays. Les directeurs estimèrent l'exécution du projet de Châtal d'une extrême utilité parce que, disaient-ils : 1° les mûriers blancs croissent avec

facilité même dans les fonds les plus légers de la province ; 2° la culture de ces arbres nécessite peu de soin et ils « ne mangent pas la terre » ; 3° le climat de la province est doux et se prête à l'élevage des vers à soie ; 4° entre la naissance des vers à soie et la formation des cocons « il ne se passe que peu de temps, et cette époque comprend justement le mois de mai, c'est-à-dire la saison où les premiers travaux de la vigne sont faits et la moisson n'est pas encore commencée » ; 5° le travail de la soie est très facile ; on peut apprendre aussi bien qu'en Italie à faire éclore les vers et à les nourrir, à conserver les cocons et à filer la soie ; 6° tout cet élevage et toutes les étoffes de soie donneront au pays des profits considérables.

Grâce à la propagande active de Châtal, à l'intelligence des particuliers, à l'appui de la Chambre de commerce de Bordeaux, les graines arrivèrent du Languedoc, les mûriers furent semencés ; les pépinières se peuplèrent de plants, comme nous l'avons vu, et celle de Bordeaux pour sa part en 1754, eut 200,000 pourrettes. De tous côtés les particuliers en demandèrent, et la distribution fut faite avec largesse par les Intendants. C'est en Agenais surtout que les efforts de Châtal se portèrent ; c'est là qu'il avait pu tout d'abord organiser son champ d'expérience ; à Tonneins tout d'abord, à Duras ensuite où des essais antérieurs avaient été faits et où il existait encore en 1744, une « maison des vers à soie », à Aiguillon, à Agen enfin où plusieurs membres du clergé soutinrent avec ardeur les projets de sériciculture. Non seulement les particuliers plantèrent des mûriers dans leurs propres fonds selon les prescriptions déterminées, non seulement plusieurs créèrent ce qu'on appela des « meurières » dont les plans nous sont restés (1),

(1) Le plan d'une de ces meurières est conservé aux Archives départementales de la Gironde, C. 1322.

C'est un terrain de 33 toises, au carré, y compris les fossés. Ce terrain est divisé en 4 compartiments, séparés par des allées. Au centre se trouve une demi-lune où aboutissent les quatre allées principales. Là devaient être plantés des mûriers à haute et basse tige et en charmille. Le tout devait être « rangé en quinconces qu'on pouvait prolonger ou augmenter ». Les arbres à haute tige y sont marqués par des points ; les charmilles y sont marquées par des lignes noires.

mais souvent aussi les plantations de mûriers fournirent des arbres d'agrément autour de leurs demeures.

L'enquête agricole de 1760 nous apprend qu'à Clairac le « peu d'essai fait sur les vers à soye a réussi » et Salomon de l'Isle ajoute, le 20 juillet 1761, qu'une « once de graine lui donna 8 livres de soye très belle et très bonne en 1760, mais que l'année suivante ne donna pas d'aussi bons résultats ». A la même époque M. Balguerie de Paillères déclare qu'il a semé, en 1751, des mûriers qui ont réussi ; il en a 500 de plantés dans ses propriétés de Galapian : en 1760 il a élevé une once de « graine de vers à soye » qui lui ont donné 10 livres de soie ; en 1761 il se propose d'en élever une once et demie, mais il trouve que les frais que nécessite ce travail sont trop élevés. M. Daurée de Prades d'Agen, le 21 juin 1761, au contraire, n'a pas réussi sa culture ; il avait planté des mûriers dans un terrain rougeâtre et caillouteux ; il est obligé d'abandonner ses projets. Dans la subdélégation de Sainte-Foy d'Agenais, M. Delaporte, en 1757, a planté une avenue de mûriers de 600 pieds qui ont presque tous réussi et il se propose d'encourager cette culture. A Villeneuve, M. Descorailles, écuyer, propriétaire de 100 sexterées dans le territoire de Courbiac a planté une quantité « prodigieuse » de mûriers. M. Labarrière sieur de Touzeaux, propriétaire de 30 sexterées dans Allez et Sainte-Livrade a suivi le mouvement et fait planter de nombreux mûriers. A Sainte-Foy, M^e Jauge, avocat, M. Rigaud, ancien garde du corps, M. Sambellie, notaire royal et commissaire des chemins, ont planté également des mûriers en « haute tige et en haye » ; le dernier a mis de ces arbres en bordure autour de ces luzernières et de ces « vimières. » A Clairac, M. de Lormandie a fait un essai très important sur la sériciculture, et le 16 juillet 1761, il déclare qu'il rendra compte à l'Intendant de ses efforts, M. Malet, de Mombalen écrit le 14 mai 1762 qu'il a planté les allées et les charmilles et 40 pieds de mûrier mais qu'il n'a pas eu un grand succès, parce que le terroir n'est pas bon et qu'il manque d'engrais. Pour favoriser cette culture, en 1764, une ordonnance royale avait annoncé qu'une gratification serait accordée à tous les cultivateurs taillables, pro-

portionnellement à la quantité de plants utilisés. Ce n'étaient pas seulement les propriétés qui devaient être plantées, mais aussi les routes et les chemins. Dès 1737, 115 mûriers avaient été placés sur la grande route de Toulouse à Bordeaux, entre Nicole et Lamothe-Landeron. Les ordonnances des Intendants postérieures à cette date et conformes à l'arrêt du Conseil, du 3 mai 1720, qui ordonnait de planter d'arbres tous les chemins royaux et les routes de communication de ville à ville, obligeaient les cultivateurs à « planter des arbres fruitiers » parmi lesquels sont rangés les mûriers et « les arbres à ouvrages » sur « leurs héritages le long des chemins (1) ».

Ajoutons qu'aux encouragements des pouvoirs publics s'ajoutaient les conseils des négociants lyonnais eux-mêmes qui engageaient les habitants de la généralité de Bordeaux à planter des mûriers, car, disaient-ils, « il entre pour vingt millions de soyes étrangères dans le royaume,.... le mûrier se plante dans les terres incultes »,.... sa culture « sera d'un

(1) *Ordonnance de Tourny du 25 juillet 1744*

Elle rappelle l'arrêt du Conseil du 3 mai 1728, ordonnant de planter d'arbres les chemins royaux ou de communication de ville à ville ; cette plantation est nécessaire dans cette province, pour y fournir un jour une « ressource contre la disette de bois, dont elle est menacée » ; les plantations seront faites à mesure que les chemins seront redressés ou alignés.

ARTICLE PREMIER. — Nous ordonnons aux propriétaires d'héritages situés en notre généralité...., de planter ou de faire planter sur les dits héritages le long des chemins, soit des arbres fruitiers, tels que noyers, châtaigniers, poiriers, pommiers, pruniers, merisiers, muriers, soit des arbres à ouvrages, tels que chênes, ormes, hêtres, frênes ou autres, suivant que la nature du terrain y sera propre..... les propriétaires les remplaceront à mesure qu'ils mourront, à peine de 10 ou 20 livres d'amende par arbre manquant.

ART. 2. — Seront lesdits arbres plantés en droite ligne, à 6 pieds au moins du bord extérieur des fossés, dans la distance de 20 pieds les uns des autres, etc.

ART. 3. — Les trous pour planter les dits arbres, devront être de 6 pieds d'ouverture en carré, sur 3 pieds de profondeur, principalement dans les mauvais terrains. La terre qui en sortira sera remplacée jusqu'à 9 pouces de leurs bords, par la meilleure qu'on pourra trouver à portée, sur laquelle on posera les arbres en temps sec, leurs racines coupées à 1 pied de long et réduites à celles qui paraîtront les plus vivantes..... seront rangées avec soin et recouvertes de bonne terre de la hauteur de 2 pieds, de façon que les tiges soient buttées de 12 à 15 pouces pour être moins ébranlées par les vents ; autour des buttes il sera pratiqué dans les terrains secs, une espèce de rigole de 7 à 8 pouces de profondeur et de pareille largeur pour recevoir l'eau des pluies et entretenir plus longtemps de la fraîcheur aux racines des arbres.

grand avantage pour la province » (1). Les Intendants de Bordeaux, Tourny et Boutin, font tous leurs efforts pour répandre les traités de sériciculture. Leurs lettres aux subdélégués sont pleines de recommandations à ce sujet ; ils leur font parvenir tous les ouvrages parus, en les priant de les distribuer aux principaux agriculteurs. C'est ainsi que des ballots de livres arrivent à l'Intendance pour être envoyés dans les subdélégations. C'est d'abord le « Traité du mûrier blanc » ; « l'Instruction pour la culture du mûrier » qui est distribuée en un grand nombre d'exemplaires, « la culture des arbres à haute tige » et d'autres ouvrages intitulés « Projet de plantation de meuriers pratiqué avec succès en Quercy, Languedoc et autres provinces »... « Mémoire sur le moyen de « procurer en peu d'années abondance de feuilles de mûriers « par une nouvelle manière de disposer la plantation des arbres « de cette espèce et de les élever ».

Aussi, dès 1760, beaucoup de mûriers avaient été plantés dans toute l'étendue de la généralité surtout dans les subdélégations de l'Agenais, le long de la Dordogne, dans la vallée de la Garonne en amont de Bordeaux et autour de cette ville. Le moment semblait venu de s'occuper en grand de la fabrication de la soie, en dehors des essais tentés par les propriétaires de mûriers.

C'est ce que voulut faire M. Piot, chanoine à Agen. Il songea à fonder dès 1744 une compagnie chargée d'établir une manu-

Exhortons de n'employer aux dits plans que les arbres d'une bonne sève et d'une belle tige, de leur donner les deux premières années trois labours, chacun aux saisons convenables, enfin de les soutenir avec de fortes gaules et de les garnir d'épines. »

ART. 4. — Défense de les rompre ou couper, à peine de 60 francs d'amende.

ART. 5. — Quand les arbres étendent sur les chemins les branches qui les ombragent et les empêchent de sécher, ordonner aux propriétaires de les couper et à leur défaut aux syndics des paroisses, auquel cas les branches ainsi coupées leur appartiennent.

ART. 6. — Seront tenus ces syndics des paroisses de Nous avertir dans les 15 jours du mois d'avril, des propriétaires qui n'auront point planté leurs héritages. L'Ingénieur des ponts et chaussées, les inspecteurs et commissaires des chemins feront des tournées, les subdélégués tendront la main à l'exécution de la présente ordonnance.

(1) Archives municipales d'Agen, DD. 18.

facture de soie dans l'élection d'Agen. Et voici quel était son projet : « en Agenais, dit-il, on pourrait planter plus de 800 mille pieds de mûriers dont chacun rapportera dans son temps un écu de rente... Il faudrait, ajoutait-il encore, une compagnie pour surveiller la plantation des mûriers ; elle achèterait la feuille des mûriers aux propriétaires et les cocons aux autres... » Il ne s'agissait pas d'ailleurs d'obtenir le monopole de la fabrication de la soie dans l'élection d'Agen. Piot voulait que les propriétaires restassent libres de fabriquer de la soie ou de vendre leurs cocons. En mars 1745, il avait réuni huit « particuliers les plus aisés et les plus intelligents » et leur avait exposé les obligations qu'il faudrait contracter pour établir la compagnie. Le rôle de cette dernière devait être très chargé. Elle devait établir des pépinières, distribuer des mûriers pour tous les chemins, acheter les feuilles de ces arbres à ceux qui ne voudront pas élever des cocons, acheter les cocons à ceux qui en élèveront. C'est elle aussi qui « doit fournir la graine des vers aux pauvres et même aux riches ; elle ne doit point exiger d'argent pour le prix de cette graine, elle se paiera en cocons ». La Compagnie devant établir son magasin général à Agen et y créer ainsi une manufacture de soie dans cette ville, elle s'obligeait « à faire travailler tous les pauvres, jeunes et vieux, et à les payer à proportion de leur travail ; à tenir un registre exact de toute la soie qui se tirerait dans la manufacture et à en « faire un état qui serait envoyé au Conseil du Roi ».

Cette tentative échoua pour plusieurs raisons : d'abord, le chanoine Piot et ses associés voulaient placer sous le patronage de l'administration leur établissement et demandaient à s'appeler « Compagnie Royale » ; en second lieu, ils demandaient des fonds destinés à « corser » leurs avances. A la rigueur l'Intendant et le ministre aurait consenti à leur première requête, mais la demande d'argent arrêta tout. L'Intendant refusa de s'occuper de l'affaire ; il répondit qu'une compagnie ne s'engagerait sans doute point à prendre la feuille de mûrier chez les particuliers, ni à en fixer le prix, ni à leur assurer un revenu, qu'elle ne présenterait « aucun avantage »

et il engagea « les huit personnes dont on lui avait parlé à mettre leurs bonnes intentions à élever des mûriers chacune en leur particulier... C'est ce qu'elles peuvent faire de mieux... d'ici quelques années ». En somme le gouvernement royal refusa de donner une subvention comme nous dirions de nos jours ; le chanoine Piot et ses huit capitalistes, toujours pour employer un terme moderne, ne voulurent point s'engager seuls et sans aide de l'Etat. La manufacture de soie ne fut pas créée. Sa réussite n'était rien moins que certaine. Les propriétaires de mûriers fabricants de soie abandonnaient petit à petit leurs essais. Les mûriers venaient bien sans doute ; ils avaient des feuilles, mais généralement elles donnaient aux vers une nourriture médiocre ; les pluies, les brouillards, la grêle, en un mot le climat du sud-ouest, humide avant tout, variable aussi, convenait assez mal à l'élevage du ver et au tissage des cocons. De plus les éleveurs manquaient d'expérience ; ils étaient très sujets au découragement. Les premières tentatives ne furent pas suivies et vers 1780, l'industrie de la soie, dans la généralité de Bordeaux avait vécu.

Les pépinières en général, malgré l'abandon des plantations de mûriers après 1780, subsistèrent jusqu'à la Révolution comme établissements d'Etat, et se maintinrent dans la suite comme établissements particuliers. Elles conservèrent leur importance économique qui fut à la réalité, surtout en Agenais, considérable. Les Seguy de Villeneuve, les Cathala d'Agen et plusieurs autres furent ou les descendants ou les héritiers à un titre quelconque des directeurs des pépinières royales du XVIII^e siècle. Il est certain que grâce à elles, surtout à partir de 1780, le prunier d'ente se multiplia dans tout l'Agenais, que les peupliers des bords immédiats du Lot et de la Garonne, se développèrent et que l'orme « boutonniér », dont l'espèce tend à disparaître ou à peu près de notre pays, fut l'objet de plantations importantes. Nos pères vécurent à leur ombre et tirèrent aussi parfois un bon profit de leur bois. L'amélioration des espèces de fruits, surtout pour les noix et les châtaignes, fut aussi un des résultats de la création des pépinières royales. Elles répondaient à un besoin réel et rendirent de bons ser-

vices. Si elles n'amenèrent pas le « reboisement du pays » comme le demandait le subdélégué de Monflanquin en 1760, elles empêchèrent du moins les espèces de nos arbres de disparaître, elles en facilitèrent le renouvellement et introduisirent des espèces nouvelles.

O. GRANAT.

Moulins à tan

La plupart des moulins à eau et à vent servaient à moudre les grains, plus spécialement le blé ; quelques uns, employés à la fabrication du drap, portaient le nom de foulon, en langue vulgaire : *batan*. Un certain nombre, faisant fonction de pressoirs, servaient à la fabrication de l'huile, de là le nom de *Tombeloly*, qui leur fut donné et qui s'est conservé, même dans les villes, aux lieux où s'élevèrent jadis ces moulins. Il y a, à Bordeaux, la rue *Tombeloly*.

D'autres moulins servirent à broyer le tan destiné à la préparation des cuirs. Il devait y en avoir plusieurs en Agenais au XVIII^e siècle, car les tanneries n'y étaient pas rares.

Nous connaissons celui de Parizot, dans le voisinage de Port-Saint-Marie ; il fut donné à loyer, pour un an et au prix de douze livres, le 1^{er} mai 1758, par L. Boé et son beau-frère, L. Castaing (1).

J. D.

(1) Document original faisant partie de notre collection.

LES ÉGLISES DU CANTON DE PRAYSSAS

NOTES ARCHÉOLOGIQUES

IV. PÉRIODE GOTHIQUE

De cette période, le canton de Prayssas ne possède que des édifices de la fin du ^{xv}^e siècle ou du commencement du ^{xvi}^e. C'est, d'ailleurs, la règle générale dans le diocèse (1). A cela il y a plusieurs causes.

Lorsque l'architecture gothique fut introduite dans notre pays, presque toutes nos paroisses avaient des églises romanes. Il serait, au reste, difficile de dire à quel moment exact l'art gothique pénétra chez nous. Si déjà, dans le Nord, ses procédés sont couramment employés, dès la seconde moitié du ^{xii}^e siècle, nos architectes et nos maçons furent fidèles aux formes romanes pendant une bonne partie du ^{xiii}^e siècle. « On a cessé de construire à la façon romane vers 1250 (2). »

Nous pouvons affirmer que le territoire du canton était couvert d'églises romanes au ^{xiii}^e siècle. Nous en avons déjà décrit ou cité une vingtaine. En outre, la bulle d'Eugène III nous apprend que les églises de Lesterne et de Sainte-Foy de Pechbardat existaient au ^{xii}^e siècle. Celles de Floyrac, Saint-Amand, Castillou, Saint-Maurice, Saint-Martin de Pagnagues, Sainte-Foy, Lusignan, Saint-Julien sont nommées dans les restitutions de dîmes, faites dans la première moitié du ^{xiii}^e siècle. La paroisse de Lacépède est citée dans le serment de la baylie du Port-Sainte-Marie en 1271 (3).

(1) G. Tholin, *Etudes sur l'Architecture*, p. 185.

(2) G. Tholin, *Etudes sur l'Architecture*, p. 186.

(3) *Recueil des travaux de la Société des lettres, sciences et arts d'Agen*. 2^e série, t. XIII, p. 186.

« De plus, au ^{xiii}^e siècle le pays était ruiné par les guerres des Albigeois, et sans cesse troublé par des menaces de conflits nouveaux. On manquait à la fois de la sécurité et des ressources indispensables pour entreprendre de nouvelles constructions (1).

Le rôle des architectes des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles se réduisit donc à peu de choses, dans nos contrées, au point de vue religieux. Leur activité se tourna surtout vers la construction des châteaux et des bastides.

Autrement important fut celui des architectes des ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles. Lorsque le tumulte des guerres anglaises fut apaisé et le calme revenu, on releva les ruines, on répara les désastres.

Je n'ai pas la prétention de faire ici, l'histoire de la guerre de Cent ans, dans notre canton, mais un coup d'œil rapide sur ces temps troublés, nous montrera combien nos églises eurent à souffrir.

La première atteinte fut celle de Saint-Sardos. En 1289, un paréage pour le temporel du prieuré fut conclu entre le roi de France et l'abbé de Sarlat, et une bastide s'éleva bientôt autour de l'église. Les travaux n'étaient pas encore terminés lorsque les Anglais, en 1324, envahirent et détruisirent, cette ville neuve, firent pendre le procureur du roi de France et emporter au château de Montpezat le butin enlevé. Ce furent les débuts de la guerre dans notre contrée.

Dès cet instant notre territoire sera sans cesse traversé par les gens de guerre. Deux châteaux placés aux extrémités du canton, Madaillan et Montpezat, souvent disputés, assiégés, pris et repris, par les divers partis, furent deux menaces perpétuelles et deux causes de nombreux désordres, dont eurent à souffrir tous les lieux voisins.

Les ruines s'accumulèrent, à tel point qu'à la fin du ^{xiv}^e siècle (1373) les localités de Saint-Sardos, Granges, Lacène, Feltone (Saint Amand) sont détruites (2).

Avec le ^{xv}^e siècle, le désastre s'étendit encore. En 1416,

(1) G. Tholin, *Etudes*, p. 186.

(2) *Recueil de la Société des lettres, sciences et arts d'Agen*, 2^e série, t. VI, p. 36.

Prayssas tombe au pouvoir de Pons de Castillon, un partisan à la solde de l'Angleterre. Mais le seigneur de Montpezat ne tarda pas à le reprendre. Presque en même temps Amanieu de Montpezat remettait au pouvoir du roi de France, Dolmayrac, Quittimont et Frégimont dont les Anglais s'étaient emparés. En 1430, la ville et le château de Montpezat, après une bataille acharnée, tombèrent aux mains des Anglais, mais peu de jours après son seigneur s'y établissait de nouveau. Le château de Cours est pris de vive force par Raimond Bernard de Montpezat, en 1451.

Pendant ces luttes continuelles l'abbaye de Pérignac fut tellement saccagée, qu'en 1459, elle ne comprenait plus que des restes informes au milieu desquels il était fort difficile de reconnaître l'église et le cloître. « *Monasterium predictum propter guerras et mortalitates quæ partes illas diutius affixerunt pénitus monachis destitutum et adeo collapsum existit, quod domus, neque claustrum, nec ecclesia fore dinoscetur* » (1).

Il est aisé de comprendre, que de ce long siècle de luttes sans cesse renaissantes et de mêlées épiques, nos édifices religieux sont sortis mutilés. Les églises rurales, en effet pour la plupart, servirent souvent de refuge. « L'église romane, déjà forte par l'épaisseur de ses murailles, était tout indiquée pour servir de réduit : il suffit de quelques adjonctions pour transformer en forteresse cette construction d'une résistance purement passive (2) ».

Nous avons ainsi l'explication de ces remaniements si nombreux, exécutés dans nos églises à la fin du xv^e et au commencement du xvi^e siècle. A ce moment, le calme étant rétabli, on répara les édifices endommagés par les guerres, et on remplaça par des constructions neuves dans le goût du jour, ceux qui étaient trop ruinés pour pouvoir être remis en état.

Voilà pourquoi, comme nous allons le voir, dans le canton

(1) *La désolation des églises, monastères et hopitaux en France pendant la guerre de Cent ans*, par le P. Denifle. Paris, 1897, t. I, p. 372.

(2) Brutails, *Notes sur l'art religieux du Roussillon* dans le Bulletin archéologique du comité des travaux historiques et scientifiques, 1892, p. 606.

de Prayssas l'époque gothique n'est représentée que par des monuments de la fin de cette période.

Montpezat. — Avant la Révolution l'église de Saint-Jean de Balesme, était le centre de la paroisse ; l'église paroissiale actuelle était la chapelle du château.

Le baron Charles de Montpezat adressa, vers 1480 ou 1481, une supplique au pape, pour obtenir la faculté de construire, dans l'enceinte de son château, une chapelle qui serait desservie par quatre chapelains. Le 12 janvier 1482, le pape Sixte IV, ordonne à l'évêque d'Agen d'accorder cette permission : « *Nos igitur... mandamus quatenus, dicto Carolo, capellam hujus modi in oppido predicto aut alio convenienti et honesto loco, vel si sibi placuerit, in alia sua capella in oppido ejusmodi consistente, sine alicujus prejudicio, ac jure parochialis ecclesie et cujuslibet alterius in omnibus semper salvo, contruendi et edificandi, ac in illa quatuor perpetuas cappellanas instituendi.... licentiam auctoritate nostra concedas (1) ».*

La construction dut suivre de près cette bulle. Mais cette église a été agrandie dans la suite.

Actuellement, elle se compose d'une nef de deux travées, voûtées en croisées d'ogives, séparées par un doubleau très saillant, de deux chapelles formant croisillons et d'un chœur pentagone.

La nef, jusqu'au milieu de la première travée, est assez récente. « La chapelle ducale du duc d'Aiguillon, transformée en club républicain sous la Terreur, fut préservée par les soins de mon père, qui l'a fit ériger en église paroissiale après le Concordat de 1802. On voyait dans la chapelle ducale deux grandes tribunes en bois que l'on a supprimées, il y a quelques années, pour l'agrandissement de l'église (2). Cette réparation, nous dit le même auteur, se fit en l'an XII (1804).

L'arc triomphal, à double retraite, est ouvert dans un mur de refend ; ses angles sont arrondis en tore et abattus en biseau.

(1) *Archives de l'Evêché*, H. 379.

(2) *Histoire de Montpezat*, par A. de Bellecombe, p. 147.

Le chœur est couvert d'une voûte d'ogives à six branches, retombant sur des culs de lampe ; quatre sont à pans coupés et les autres représentent un homme accroupi. Une lierne, partant du sommet de l'arc triomphal, vient rejoindre la clef de voûte. Toutes les nervures ont les angles biseautés.

L'axe du chœur est sensiblement dévié vers le sud. Est-ce le résultat d'une maladresse ? ou bien cette disposition était-elle imposée par l'état des lieux (1) ?

L'abside de Montpezat faisait saillie sur le mur d'enceinte du château, à la manière des tours. Du côté nord, au-dessus du toit de la sacristie, on voit encore les arrachements de la courtine, qui venait s'appuyer à l'angle d'un contrefort.

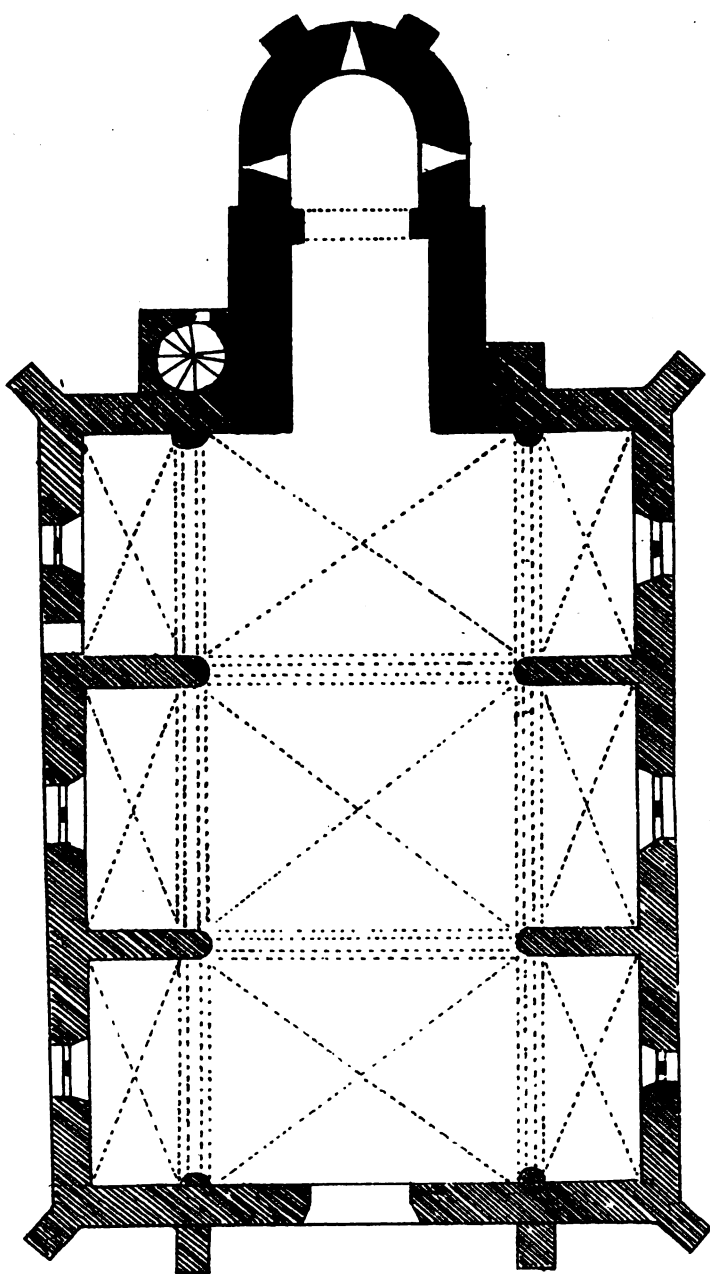
Je peux citer des exemples de déviation au sud, dans deux églises voisines et de la même époque, celle de Quissac et celle de Dolmayrac. Cette dernière, chapelle d'un château, appartenant à la famille de Montpezat, faisait également saillie sur la ligne des courtines.

Quatre gros contreforts, à double ressaut, amortis en pignon, soutiennent l'abside de Montpezat. Un large larmier circule autour de l'abside et des contreforts, à la hauteur du premier ressaut. Les fenêtres de petite dimension s'ouvriraient au-dessus de ce larmier, elles ont été murées et remplacées par de plus grandes ouvertes plus haut.

De petites baies carrées au sommet des pans coupés ont dû servir à la défense.

Prayssas. — L'église de Prayssas, nous l'avons déjà fait remarquer, se compose de deux parties bien distinctes : une

(1) Cette question de la déviation de l'axe des églises a suscité une intéressante et longue controverse. Cette irrégularité est-elle intentionnelle et symbolique. D'excellents archéologues l'ont soutenu : Mgr Crosnier, l'abbé Auber, M. de Cougny, Madame Félicie d'Ayzac, etc., plus récemment Victor Mortet, Brutails, Mâle, Anthyme Saint-Paul. Parmi les adversaires nous trouvons deux allemands Kraus et le docteur J. Sauer, en France Mgr Barbier de Montault et M. de Lasteyrie. Ce dernier dans un travail paru dans les *Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles lettres*, t. xxxvii et dans le *Bulletin monumental*, t. lxi, 1905, a apporté des arguments si péremptoirs que M. Anthyme Saint-Paul s'est rangé à son opinion *Les Irrégularités de plan dans les églises* dans le *Bulletin monumental*, 1906.



Eglise de Prayssas

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

abside et un chœur romans que nous avons décrits et une nef gothique.

Cette nef de trois travées est bordée de chapelles entre les contreforts. Elle se rattache ainsi à ce genre d'églises gothiques spéciales au Languedoc. M. G. Tholin, dans deux dissertations remarquables (1), nous dit que ce plan est sorti de la région toulousaine, où l'absence de la pierre et l'usage de la brique avaient dicté cette disposition.

Il est possible que la nature des matériaux soit entrée pour une bonne part dans la création de ce plan, mais ce n'est pas la seule raison. Son exécution facile et économique explique aussi son adoption (2).

« Le plan des églises gothiques du Languedoc est très rationnel. Il serait superflu d'insister sur les avantages qu'il présente sous le rapport de la construction. Il élimine la plupart des difficultés : plus de piliers qu'il est mal aisé de tailler et plus mal aisé d'équilibrer, plus de voûtes compliquées dans le déambulatoire, plus de tribunes, plus d'arcs-boutants. Les ouvriers élèvent des contreforts intérieurs assez puissants par leur masse pour qu'il soit permis de négliger le choix des matériaux et le soin de l'appareil ; sur ces supports ils bandent les arcades, les nervures des grandes voûtes et des voûtes des chapelles, et sur toutes ces voûtes, ils posent la toiture sans charpente. C'est simple et solide (3). »

Déjà, au ^{xii}^e siècle, ce plan fut suivi à Marcoux et à Monteton (4).

A l'époque gothique, les églises agenaises de Monclar,

(1) G. Tholin, *Les églises du Haut-Languedoc dans la Bibliothèque de l'école des Chartes*, 1872. — *Les églises du Haut-Languedoc*, dans les *Mémoires de la Société archéologique du Midi de la France*, 1876.

(2) M. Brutails, dans son ouvrage *l'Archéologie du Moyen-Age*, pp. 15 et 16, cite l'exemple du chapitre de Girone, consultant les architectes pour savoir quel plan il doit adopter pour terminer son église. L'un des architectes consultés répond que par l'adoption du plan languedocien, les dépenses seront moindres d'un tiers.

(3) Brutails, *Notes sur l'art religieux du Roussillon*, dans le *Bulletin archéologique*, 1892, p. 533.

(4) G. Tholin. *Supplément aux Etudes*, pp. 43 et 46.

Sainte-Catherine de Villeneuve, Lamontjoie, Bruch, Laplume, etc., etc., sont bâties sur ce modèle.

Les travées de la nef de Prayssas sont voûtées en grandes croisées d'ogives. Elles sont modernes, mais faites d'après les indications fournies par le commencement des nervures. Ces nervures se perdent dans les colonnes engagées à moitié et qui s'amincissent au-dessus du point de pénétration des arcades. Les bases de ces colonnes sont polygonales.

Les chapelles, au nombre de trois de chaque côté, ont des voûtes en croisées d'ogives longitudinales. Les grands formerets sont à plein cintre. Les nervures ornées de deux cavets pénètrent dans de petits fûts élevés sur des culs-de-lampes moulurés. Deux de ces consoles, cependant, ont pour ornement, l'une des volutes en forme de cosse de graines et l'autre des feuilles d'acanthes.

Les fenêtres, très grandes et à plein cintre, s'ouvrent dans ces chapelles. Un meneau les divise en deux panneaux couronnés par des arcs tréflés, sur lesquels repose un quatre feuille.

Cette église est, en outre, éclairée par un large œil de bœuf ouvert dans la façade.

A l'extérieur, quatre contreforts à double ressaut emboîtent les angles. Deux autres, sur la façade, contrebutent la poussée des arcades des chapelles.

Le portail, ouvert à l'ouest, est à plein cintre et à moulures pénétrantes. Il est encadré par deux pilastres ornés de losanges et de chapiteaux formés de volutes, de coquilles et de fleurs. Au-dessus, s'étend une frise sans ornements entre deux corniches saillantes. Un fronton triangulaire flanqué de petits fleurons couronne l'ensemble. Au centre de ces frontons une niche à coquille ouverte entre deux petits pilastres ornés de disques abritait sans doute une statue.

Ce portail de style François I^{er} paraît postérieur au mur dans lequel il s'ouvre, comme on peut s'en convaincre, en remarquant le décrochement d'appareil et le changement de nature des matériaux. Cependant il n'a pas dû s'écouler beaucoup de temps entre la construction de l'église et celle de ce

portail. Quelques détails d'ornementation comme les volutes et les feuilles d'acanthé sont semblables à celles que nous avons signalées dans les chapelles.

Nous pouvons rapprocher notre église de celles de Bruch et de Laplume, parfaitement datées.

Celle de Laplume, commencée en 1511, fut consacrée en 1541 et eut pour architecte noble Pierre de Saint-Cyr. C'est une grande et belle église, très soignée dans sa construction et dans sa luxuriante ornementation. Les influences de la Renaissance sont ici presque nulles; c'est encore le gothique flamboyant, exubérant et maniéré qui règne en maître (1).

L'église de Bruch (2) est la copie de celle de Laplume. Les dimensions sont moindres, mais les dispositions, la décoration sont identiques. A Bruch, cependant, la Renaissance a une plus large part; le portail, en effet, avec ses pilastres ornés de disques, les cartouches à figures de sa frise rappelle bien le style François I^{er}.

Que les deux églises de Laplume et de Bruch aient eu le même architecte, je n'en serais pas étonné. Elles sont voisines et elles furent élevées en même temps.

J'ai eu la bonne fortune de trouver dans l'*Inventaire des papiers du prieuré de Paravis* (3) les deux mentions qui suivent :

« Procès-verbal pour réparer l'église de Bruch, fait en 1525. »

« Procès-verbal de dire par écrit et autres actes concernant les réparations de l'église de Bruch 1525. »

Ces deux indications nous fixent suffisamment sur la date de construction de Bruch (4), car on peut se rendre compte par

(1) *Hist. relig. et monumentale du diocèse d'Agen*, par l'abbé Barrère, t. II, pp. 177 à 183. Tholin, *Etudes*, p. 246.

(2) G. Tholin. *Loc. cit.*, p. 241.

(3) Archives de la Préfecture. Supplément E.

(4) Les voûtes actuelles de l'église de Bruch sont récentes. Elles furent élevées en 1867 et 1868 sur les plans de M. Léo Courau, d'après les indications données par les formerets. Est-ce que les voûtes primitives n'étaient pas en étoile comme à Laplume? Là, les tiercerons au moyen d'une accolade se perdent dans les nervures des formerets, des doubleaux et des grandes branches d'ogives, de telle sorte que le fond des retombées ne présente que trois nervures.

l'examen du monument que les réparations mentionnées dans ces procès-verbaux furent une reconstruction totale.

D'après ces diverses comparaisons, nous croyons l'église de Prayssas du xvi^e siècle.

Cette église, avec sa toiture unique couvrant la nef et les chapelles, est lourde d'aspect à l'extérieur. L'abside romane petite et basse, accolée à la nef gothique d'assez grandes dimensions, produit l'effet disgracieux d'une petite tête sur un gros corps.

Lusignan-Petit. — Au moyen-âge, Lusignan-Petit était un prieuré dépendant de l'abbaye d'Aurillac en Auvergne.

L'église de Lusignan, que M. Tholin a décrit sommairement (1) mais qu'il avait vue d'une façon trop rapide, comprend une nef de trois travées, deux chapelles formant transept et un chœur pentagone.

Les travées de la nef, voûtées en étoile, sont délimitées par des dosserets et des doubleaux saillants, contre lesquels s'appuient les colonnes dans lesquelles pénètrent les nervures évidées en cavet. Le clocher, élevé sur la dernière travée, s'étant effondré vers le milieu du xix^e siècle, entraînant dans sa chute les voûtes des deux travées du fonds; ces voûtes furent refaites vers 1860.

La retombée des voûtes de la première travée du côté de l'arc triomphal est assez curieuse. Les deux tiercerons et la grande branche d'ogive se réunissent sur une tête humaine grossièrement sculptée et supportée par une grosse nervure. Cela rappelle un peu les retombées de Laplume dont nous avons parlé plus haut.

La clef centrale de cette travée porte les armes de France soutenues par deux anges. Sur la petite clef nous voyons des étoiles, des quadrilobes et la salutation *Ave Maria* en lettres gothiques. Ces mots furent fréquemment en usage dans la décoration religieuse du xvi^e siècle. Nous la retrouvons notamment sur deux chapiteaux de l'église de Monclar, de la même

(1) G. Tholin, *Etudes sur l'architecture*, p. 220.

époque, et sur la jolie cloche de Montaguzou (annexe de Cours) 1505.

De chaque côté de cette travée s'ouvraient les chapelles formant croisillons. Elles sont voûtées en croisées d'ogives. Primitivement, elles n'avaient qu'une travée; on en ajouta une seconde quelques années après leur construction.

Le chœur, à cinq pans coupés, est séparé de la nef par deux grosses colonnes qui supportent l'arc triomphal. Les nervures de la voûte en étoile, aux angles évidés par deux cavets, retombent sur des colonnes plus petites placées dans les angles des pans coupés. Leur chapiteau, espèce de frise entre deux bagues, est orné de feuilles de vigne, de raisins et de feuilles de chêne. Sur l'un, deux anges portent un écusson. Les bases rappellent les bases toscanes.

Sur les clefs de voûte du chœur, on a représenté la lune, le soleil, des fleurs, des quadrilobes, etc. Cette ornementation est d'un usage courant à cette époque; nous la retrouvons à Lamontoie, à Laplume, à Monclar, à Dolmayrac, etc.

A l'extérieur, de gros contreforts à base moulurée, pourvus de larmiers saillants, emboîtent tous les angles, sauf ceux du côté nord, où le mur a été repris et renforcé à la base.

Le clocher s'élevait en forme de tour carrée, au-dessus de la dernière travée. Après sa chute, il fut établi à l'angle formé par le chœur et la chapelle du midi. C'est alors que fut refait le portail.

Une porte en tiers-point, aux moulures prismatiques, qui donnait accès dans la seconde travée de la chapelle de gauche, fut transportée sur le côté sud de la dernière travée.

L'église de Lusignan-Petit avec ses voûtes élégantes, ses proportions harmonieuses est un édifice intéressant. Nous pouvons la rapprocher de celle de Frégimont, où nous retrouvons les mêmes dispositions de plan, les mêmes formes des supports et une décoration semblable. Or, cette dernière est du xvi^e siècle, d'après une indication fournie par un inventaire des papiers de la famille de Montpezat.

« N^o 82. Tranzaaction passée entre Messire Pierre de Montpezat et M^e Guillaume Péchimbert, curé dudit lieu (Frégi-

mont nommé à l'article précédent) concernant la construction de l'église paroissiale et de la maison presbytérale du 11^e mars 1506, reçue et expédiée par Valety notaire (1). »

Saint-Julien de Terrefosse (commune de Madaillan). — Au Moyen-âge, la possession du territoire de Saint-Julien donna lieu à d'interminables discussions entre la ville d'Agen et les seigneurs de Madaillan (2).

L'église, bâtie sur la rive droite du Bourbon, comprend une nef lambrissée sans caractère et un chœur pentagone, couvert d'une voûte à six branches d'ogives. Les nervures, ornées de deux cavets, pénètrent dans les supports.

A l'extérieur de gros contreforts emboîtent les angles des pans coupés et contrebuttent la poussée de l'arc triomphal.

Le clocher fermé de trois côtés s'élève sur le mur de façade. Le portail ouvert au-dessous est de 1751.

Lacépède. — L'église de Lacépède possède une nef lambrissée et un chœur à cinq pans coupés. Les branches d'ogives, qui recouvrent le sanctuaire, biseautées sur les angles, retombent sur des culots moulurés. L'arc triomphal est ouvert dans un mur de refend.

Le clocher devait s'élever sur le fond de l'église, en forme de tour, un robuste doubleau le soutenait sur la nef. Le dessous de ce clocher était voûté en croisées d'ogives, dont on voit encore le commencement des nervures. De gros contreforts contrebutent les murs.

L'église de Lacépède eut à souffrir des guerres protestantes. Nous lisons, en effet, dans un rapport des Consuls d'Agen à Burie : « Plus vous remonstrent que plusieurs esglises en la présente sèneschaussée d'Agenois ont été pillées et les ymaiges de boys bruslées et celles de pierres brisées et mises en pièces, même les églises de Tonenx-Dessous, Sybert en la juridiction de Lenhac (Lévig-nac), Sermet, Subrebosc, Saint-Jean de las Pezons, Saint-Réméd-y, Nostre-Dame de Lesterne, Domi-

(1) Archiv. du château de Lafox. Inventaire de 1692.

(2) G. Tholin, *Villes libres et Barons*.

nipech, Laceppède, Saint-Amans, Saint-Vincent, Barez et plusieurs autres de nuit par gens incogneus, résulte des informations des septiesme, unziesme, treiziesme, quinziesme et dix-huitiesme janvier mil cinq cens soixante (1). »

Lesterne (annexe de Prayssas). — La bulle du pape Eugène III nous apprend qu'une église existait à Lesterne en 1153. Il en reste peut-être deux contreforts et deux colonnes, qu'on a utilisés dans les nouvelles constructions.

Actuellement, nous trouvons une nef de deux travées et un chœur pentagone.

La nef, maintenant lambrissée, était voûtée en croisées d'ogives, dont les nervures descendant jusqu'à terre formaient un faisceau de colonnettes prismatiques.

L'arc triomphal retombe sur deux gros dossierets.

Les voûtes du chœur étaient divisées en deux compartiments dont les nervures retombaient sur des culs-de-lampe, ornées de feuillages. Ceux du milieu, polygonaux, sont posés maladroitement sur deux colonnes à bases romanes.

Le clocher arcade s'élève sur le mur de l'ouest.

Le portail ouvert au midi est surmonté d'un arc en accolade, orné de fleurons et de choux frisés. Deux pinacles aigues et fleuronées encadrent le tout. L'ensemble est assez décoratif. Cette église pourrait être de la fin du xv^e siècle.

Saint-Denis de Bordes. — Nous avons déjà cité cette église comme ayant une partie de son mur nord en petit appareil.

Le reste est tout au plus de la fin du xv^e siècle. La nef est lambrissée. L'arc triomphal en tiers points, à double retraite, retombe sur des pilastres très saillants, ayant comme ornement un bandeau chanfreiné du côté de l'arcade.

Le chœur pentagone est couvert d'une voûte d'ogives, dont les nervures, évidées en cavet, retombent sur des culs-de-lampe à pans coupés.

Une chapelle s'ouvre au nord sur la nef.

(1) Bibl. Nationale. Fonds Français 15871, f° 119.

Le portail ouvert à l'ouest est orné de moulures prismatiques. Au-dessus un clocher arcade très élevé a pris un aspect militaire par l'adjonction d'un édifice carré en forme de tour.

Quissac. — Au ^{xv}^e ou ^{xvi}^e siècle, une maçonnerie d'applique faite dans le chœur roman de l'église de Quissac le divisa en cinq pans coupés pour y établir une voûte d'ogives. Les nervures à deux cavets pénètrent dans les colonnes. Un seul cul-de-lampe contre l'arc triomphal à gauche, représente un dragon ailé. J'ai déjà signalé la déviation au sud de l'axe du chœur, provenant sans doute de la maladresse de l'ouvrier.

C'est probablement à cette époque que l'on éleva la nef et les deux chapelles, ce qui donna à l'église de Quissac le plan cruciforme.

La voûte du sanctuaire s'écroula au ^{xvii}^e siècle. Voici ce que nous trouvons dans un document de ce temps : L'église de Quissac est dans un si pitoyable état qu'il n'y a plus de grand autel, la voûte du sanctuaire est par terre et a brisé le maître-autel et le débris occupe tout le sanctuaire, si bien qu'on peut dire que ce n'est plus une église, mais une grange (1).

Saint-Maurice (commune de Montpezat). — Eglise citée en 1153. L'église actuelle est un bâtiment barlong sans caractère. Le portail ouvert à l'ouest est curieux. Trois archivoltes ornés de contrecourbes et d'un méplat, correspondent à des colonnettes de même profil et de même dimension, Les chapiteaux forment un large bandeau, orné de cercles entrelacés au milieu desquels se trouve à droite un homme, à gauche une femme. Cette ornementation est faite avec soin.

Au sommet du portail à l'intrados de la grande archivoltte on a représenté une sirène, et à la clef un homme, dont le petit corps accroupi, est surmonté d'une grosse tête ornée de deux bois de cerf. Cette décoration curieuse est bien dans le genre du ^{xv}^e ou ^{xvi}^e siècle, alors que les sculpteurs donnaient libre cours à leur verve satirique et railleuse.

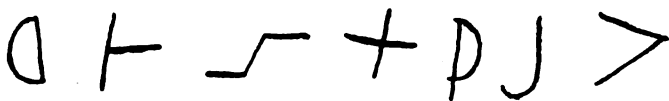
(1) Archiv. de l'évêché, H. 441.

Granges. — Les deux chapelles latérales sont voûtées en croisées d'ogives et paraissent être du *xvi^e* siècle.

Il faut signaler autour de cette église une litre funèbre dont quelques armoiries, malgré les ravages du temps, sont en partie visibles.

Les églises de *Saint-Amand*, *Floyrac* et *Rides* ont des parties gothiques.

L'église de *Saint-Vincent-de-Pérignac* est moderne, du *xviii^e* siècle environ. Le chœur est voûté en berceau surbaissé, Le portail ouvert à l'ouest est fait avec des matériaux provenant d'une construction plus ancienne, sur lesquels nous relevons les marques de tacherons qui suivent :



Marques de tacherons à l'Eglise de Saint-Vincent de Pérignac

Citons enfin les églises de *Castillou* et de *Sainte-Foy-de-Pechbardat*, bâties sur le même plan, une nef rectangulaire terminée par un chœur à pans coupés, toutes les deux du *xviii^e* siècle au plus. Sur l'une nous avons relevé la date de 1783, sur l'autre 1781.

L'église de *Laugnac* date probablement du commencement du *xix^e* siècle. On a prétendu que c'était l'ancienne chapelle du château. C'est une erreur. Le château de Laugnac n'a jamais eu de chapelle; nous avons pu nous en convaincre par les nombreux documents qui sont passés entre nos mains.

J. MARBOUTIN.

JOURNAL

DU PRÉBENDIER DE SAINT-ÉTIENNE D'AGEN

Le 22 aoust 1628, Monsieur d'Espernon est party d'Agen avec sa suite ordinaire, aient fait monter par eau de Bourdeaux sept grans canons pour aller assiéger la ville de Caussade (1), passa devers Baïamon (2), aient oparavant fait avancer ces troupes devers ce lieu pour le cerner et assiéger (3).

Le 24^e jour de septembre 1628, Monsieur d'Espernon est entré dans Agen venant devers Bregerac et de La Causade (4).

(1) Tarn-et-Garonne.

(2) Canton d'Agen.

(3) « Leduc d'Espernon estant adverty que Chastillon et ses complices travailloient au relèvement de Caussade, remonte derechef la Garonne, joint l'armée qu'il avoit es environs de Montauban et vont voir s'il y a moyen d'arrester ces rebelles. De façon que le 27 aoust il s'achemina vers Caussade avec trois ou quatre cent chevaux et trois mil hommes de pied ou environ; et le mesme jour à neuf heures du matin, sa cavalerie et son infanterie paroissent sur un tertre dit le Pech de Bonnemort, chemin d'Hugonot (de là se voit toute la ville); en après descendent au fort de Thuet et coulent, par les champs de Condomine, au grand chemin de Montauban; et là se fit quelques escarmouches. Mais après avoir considéré la résolution de ces désesperez, on ne jugea pas à propos de les assiéger pour lors, ains seulement de les arceler et mater peu à peu: veu mesme que la maladie contagieuze estoit extresme à Tolose et es lieux circonvoisins, desquels on ne pouvoit avoir les secours nécessaires pendant le siège » (*Mercuré François*, tome xv, pages 48-49).

D'Espernon se retira et deux jours après mit le feu au bourg de Piquecos, où le Roy, en 1621, avait établi son quartier général (*Histoire du Languedoc*, tome xii, page 1026).

(4) Fin août, le duc d'Espernon était autour de Caussade, comme on vient de le voir. Le 31 août le duc de Rohan avec quatre mille hommes et trois cents chevaux assiégeait Cresseil, situé à une portée de canon de la ville de Milhau. Le Prince de Condé fit dire à ceux de Cresseil de tenir bon jusqu'au dimanche, 10 septembre, où ils seraient infailliblement secourus. Condé envoya aussitôt le baron de Chabanes au duc, lui laissant le choix de demeurer autour de Caussade et de Montauban ou de venir le rejoindre contre Rohan. « Le duc d'Espernon ayant trouvé plus utile au service du Roy sa demeure en

Le 4^e jour du mois d'octobre 1628 Monsieur d'Espernon est sorti d'Agen et s'en est allé devers Nérac et de là à Bordeaux (1).

Le 9^e jour du mois de novembre 1628, un judy, sur les deux heures après midy, dans Saint-Estienne, vespres ce dirent solennelles avec chappes, les deux chasses et reliquaires estant sur le grand autel et avant complies arriva le chapitre Saint-Caprasy en procession, apportant leur chasses, et les mirent sur le grand autel, toutes quatre doncques sur l'autel furent après portées en procession autour des Cornières, les autres paroisses et mendiens estans présents et la Cour du Sénéchal et Consuls avec leurs robes rouges et avec grand nombre du peuple et ce pour assister et ouïr le sermon qui ce dict après la procession par un capucin et aussy pour voir le feu de joie qui ce devait faire au milieu de la place là où il y eust grand nombre de peuple sur la grande réjouissance de la prise de la ville de La Rochelle laquelle le Roy avait tenue assiégée l'espace de treize mois et enfin l'emporta par famine (2).

« Guyenne, donna la dite compagnie de Montestruc (Cheveau-légers) et le « régiment du comte de Maillé, sieur de Bourg, qui se trouva le quatriesime « jour de septembre au rendez-vous (à Valence d'Albigeois)... » (*Mercure François*, tome xv, pages 51-52). Le seigneur de Cancon et de Casseneuil, le sieur de Montferrand, fut chargé en octobre de faire le dégât autour de Caussade : «... Pour rembarrer ces mutins, le sieur de Montferrand avec environ trois cens chevaux et quinze cens hommes de pied fut le sixiesme jour « d'octobre faire le dégât aux vignobles de Caussade; ceux de la ville sortent « à l'escarmouche qui dura trois heures ou environ où il y eust plusieurs bles- « sez et tuez. Mais ce dégât fut bien vengé d'autant que ceux dudit Caussade « sortirent la nuit suivante et firent un furieux bruslement et dégât en divers « lieux du voisinage ». (*Mercure François*, tome xv, page 79).

(1) D'Espernon partit le 4 octobre pour Nérac « et de là au soir à Bourdeaux « suyvant le commandement du Roy ». On lui donna pour garde le trompette Sarzac. A ce moment-là, arriva la nouvelle de l'apparition de 160 voiles d'Angleterre devant l'île de Ré. (BB. 51, p. 67.)

(2) Le 5 novembre, les Consuls reçoivent de MM. du Burg, receveur et jurat une lettre annonçant que le samedi 20 octobre La Rochelle s'est rendue et que sa Majesté y entra par la brèche, « mardi dernier ». « S. M. a donné la vie aux habitants et permis l'exercice de la Religion entre la ville de La Roche (*sic*) et La « Leu. M. de Saint-Chaumont est dedans avec huit mille hommes de guerre que « S. M. a laissés pour rompre et abattre les fortifications ». 8 novembre, lettre de d'Espernon envoyant une dépêche du Roi concernant la prise de La Rochelle. Le Duc engage les Consuls à se réjouir publiquement. On décide pour le lendemain des actions de grâce et un feu de joie. Tous les canons tireront « pour

Et le jour de la feste de tous les Saints, Monsieur le président Boyssonnade assisté des conseillers de mesme siège et des gens du Roy (1) et les Consuls pour l'intérêt public et le Senné du chappitre et Mgr le Vicaire général, frère de Monsieur l'Evesque pour son intérêt, l'esglise vue et visitée avec deux maistres massons et deux maistres charpentiers, serment fait de reporter fidelement l'estat et nécessité de la dicte esglise pour les réparations qu'il convenoit faire, les maistres prendrent quinze jours de terme afin de faire le plan de ladicte esglise, suivant la réquisition des sieurs Consuls et dans ledit delay faire voir les moiens qu'il faudroit tenir pour les réparations de la susdicte esglise de toutes parties, afin qu'ils ce puissent pourvoir, suivant leur relation, devant la Cour du Parlement de Bourdeaux et qu'on poursuivoit toujours le procès de la susdicte fabrique qui estoit nécessaire, estant l'esglise la cathédrale d'Agen (2).

Le 19^e jour du mois de mars 1629, Monsieur le Président, accompagné de force conseillers, tous ensemble allèrent faire leur communion à l'Ermitage de Saint Vincent et firent un vœu et donnèrent une chasuble et un devant d'autel et c'estoit afin d'optenir de Dieu par les mérites de Saint Vincent la

« l'honneur et service de Dieu et du Roy et de la ville ». Dans le paquet, lettres pour l'Evêque d'Agen, l'Evêque de Vauris, pour M. de Monferran, pour les Consuls de Condom et de Lectoure, par messenger exprès « qu'il nous a faleu payer ».

D'après le *Journalier des Consuls* les vêpres commencèrent à midi et demi. Le Chapitre de Saint-Caprais porta les reliques de Saint-Capras et de Sainte-Foy. Après le feu de la grand'place, chaque capitaine en alluma un dans son quartier.

« Les cappitaines des gardes aux portes et après chascue habitant devant sa maison crioient Vive le Roy ce qui a continué jusques à minuiet et les capitaines des cartiers ont fait leur escopeterie au Gravier où le canon a aussi « tiré. » On cessa aussitôt la garde aux postes. (BB. 51, pp. 74 et 75.)

(1) Les magistrats du Parquet, comme nous dirions aujourd'hui.

(2) La question des réparations étoit une vieille querelle entre l'Evêché et le Consulat. Un arrêt du Parlement de Bordeaux avait condamné le cardinal-évêque Léonard de la Rovère à y appliquer non plus 500 livres selon l'arrêt de 1487, mais 1.200 livres (1509). Un autre La Rovère, Antoine, fut condamné, outre ces 1.200 livres, à employer un quart de ses revenus diocésains au même objet. Plus tard intervint un arrêt du Parlement de Guyenne partageant la dépense entre l'Evêque pour moitié et les Consuls et Chapitre Saint-Etienne chacun pour un quart (1630). Et les difficultés renaissaient toujours (GG. 184).

fin de la maladie contagieuse qui estoit dans Agen et es lieux circonvoisins. La ville avoit fait faire force hutes et petits logetes à Renaud et au lonc de la muraille de la Porte Neufve du costé de dehors et derrier Sainte-Foy dans les prés et sur les focés pour louer ceux qui seroit atains et frappés de la contagion afin de garantir le restant de la ville. Deux religieux de Saint-François, cordeliers, ce exposèrent et furent logés à Sainte-Quitaire (1) et deux chirurgiens dans la tour et maison de la Chapellenie de La Niboire (2) près la Porte Neufve. On ensevelissoit les morts pestiférés dans les champs qui sont près la Tour Cornalère, à costé de la Porte du Pin dans la ville (3).

Le septiesme du mois d'avril 1629, à cause de la contagion qui estoit dans plusieurs maisons d'Agen, le chappitre fist oster la tapisserie du chœur et on alla dire complies *devant* Nostre-Dame au devant le Saint-Sacrement, et estant au caresme et le lendemain qui fust le dimanche des Rameaux, le chœur demura ouvert pour le peuple et on dict matines sur le haut de la tribune au lieu qu'on entent le sermon et le reste de l'office, et la messe grande ce chantoit de ce lieu *en hors*. Les prestres pour la grand'messe ce habilloit derrier le grand autel et pour les messes basses on ce habilioit dans la chapelle de Sainte--Marguerite qui est contre la sacristie. On ne reposa point le Saint Sacrement dans aucune esglise de toute la ville à cause de la foule du peuple et du dangers qui s'en fust ensuivi.

Le 6^e jour de juillet 1629 les Consuls (4) voyant la maladie de la peste continuer tant dans Agen que es lieux circonvoisins prient les Messieurs des chanoines qui estoient demurés

(1) Sainte-Quitterie. — Les pères Mommejean et Gavarret (*La Peste en Agenais au xvii^e siècle*, page 209, note 1).

(2) Chapellenie de La Niboire dont le chapelain était le prieur de Camboc, Jean Canteloube.

(3) Dr Couyba, *La Peste en Agenais au xvii^e siècle*.

(4) Consuls de l'an 1629 : Arnould Delpech, jadis lieutenant criminel; Bernard Corne vieux, bourgeois et intendant des rivières; Jehan de Lavergne, avocat; Etienne Cunolio, écuyer, seigneur d'Espalais; Géraud Daurée, jeune, avocat; Anthoine Rocquier, procureur en la Cour.

pour faire le service, qui estoit sulement cinq à six probendiers, de voloir faire célébrer dans Saint-Estienne une messe grande avec la musique et l'orgue, et poser les reliquaires sur le grand autel et qu'on la dict de Saint Dulcide avec mémoire de Saint Estienne et de Saint Roch, afin qu'il pleust à Dieu vouloir retirer sa main et faire que le mal print fin ; leur déclarent les dicts consuls qu'à Saint-Caprasy on avoit fait autant et au devant les reliques, affin d'apaiser l'ire et courroux de Dieu justement irrité contre nous à cause de nos péchés.

Le Chappitre après avoir entendu les sieurs consuls, au nom de toute la ville, agrearent et accordarent leur requeste veu la nécessité publique et ledit sixiesme jour firent célébrer par un chanoine la grand'messe, sur les sept heures du matin, un vendredy, avec la musique et l'orgue, et tous ceux qui estoit, demeurés du chœur estoit presens, et les six consuls sans livrée comme tous humiliés devant Dieu avec le reste du peuple ; et la messe dicte ce retirèrent et un peu après on sonna les heures pour la messe ordinaire. On ensevelissoit ceux qui mouroit dans la ville aux champs de la Tour Cornalère, près la Porte du Pin, qui fust bénist afin de servir de sépulture ; et pour ceux qui décédoit à Renaut aux hutes on les ensevelissoit en ce dict lieu de Renaut. Il y avoit une cinquantaine de hutes et il y en avoit de Porte Neufve jusques à la Tour de la Poudre contre la muralie du costé de dehors et aussy derrier Sainte Foy, et ceux de dehors étoit ensevelys à Renaut.

A la fin voyant la maladie augmenter oparavant ce veu, les sieurs Consuls fisrent bastir une maisonette pour le logement des hommes qui ensevelissoit les pestiférés et loger aussy les deux chirurgiens à une maison qui est près de Renaut, afin de ne infecter le reste de la ville, car de trois pars les deux estoit retirés aux champs à leurs maiteries. Il y avoit un bourgeois qui estoit capitaine du guet (1) tant pour la nuict que le jour

(1) Le capitaine Buard, ancien consul et jurat, qui commandait une compagnie de 33 hommes dont le rôle avait été arrêté le 3 mai 1629. (V. *La Peste en Agenais au XVII^e siècle*, p. 222.)

avec force souldats des habitans, et lorsqu'il y avoit quelque malade dans la ville, le capitaine et un consul et un chirurgien le visitoit et, sistot qu'il estoit mort, on rapportoit au bureau de la Sancté s'il estoit décédé de la peste ou non et on le faisoit ensevelyr par les corbeaux qui estoit six avec un charriot qu'ils trainoit pour la sépulture.

Cependant le Roy faisoit le dégât à Montauban par Monseigneur le Prince Comté (*sic*) et Monsieur d'Espernon pour par après assiéger la ville (1). Le Roy estoit dans l'Italie assiégeant et combattant Nismes et les autres villes Huguenotes et poursuivant Monsieur de Rohan, chef des Huguenots.

Le huitiesme jour de juillet 1627 décéda sur les huit heures du matin Monsieur de Daurée, le vieux, de l'âge de qua-

(1) « Au commencement du mois de juin se firent les dégasts es environs de Montauban par M. le Prince et le duc d'Espernon... » (*Mercuré François*, t. xv, p. 490, an 1629). Ce fut le 27 juin. La paix de Nismes était accordée au duc de Rohan et aux rebelles du Languedoc (juillet 1629). Mais Montauban résistait toujours, « ville des plus accariastres et malignes qui aye jamais esté après La Rochelle... Et mesme le dégast fait autour de cette ville plus d'un mois durant par Monseigneur le Prince et le duc d'Espernon ne les pouvoit réduire à leur devoir. » (*Ibid.*, p. 537.)

Le duc d'Espernon reçut sa commission du Roi le 25 juin et ne s'en acquitta qu'en juillet.

Richelieu voulait depuis longtemps en finir avec les rebelles. Le 26 mai 1629, il écrivait déjà à d'Espernon que « le Roy affectionnait tellement le dégast de Montauban qu'il avoit cru ne pouvoir trouver un meilleur moyen que del'y employer. » (Avenel, *Lettres et instructions du cardinal de Richelieu*, t. III, p. 322.) D'Espernon qui n'aimait pas Richelieu, rechignait. « Le duc d'Espernon, gouverneur de Guyenne, ne cherchait pas à faire sa cour à un ministre « avide de déference. En 1629 il s'était décidé mal volontiers à pousser jusqu'à Montauban pour le saluer. » (L. Lavissee, *Hist. de France*, t. vi^e, 2^e partie. Henri IV et Louis XIII par Mariéjol, p. 363.)

Le Roi avait ordonné au Prince de Condé, qui était à Bordeaux, d'unir ses forces à celles de d'Espernon et avec dix et à douze mille hommes de bloquer Montauban. Condé y arriva vers la mi-juin. (*Ibid.*)

Le 3 juin, Condé écrivit aux Consuls d'Agen (qui reçurent sa lettre le 9 juin) d'embarquer deux coulevines, 200 boulets, 100 quintaux de poudre, autant de plomb et de mèche. Le duc le même jour réclamait ces pièces d'artillerie, 60 quintaux de poudre et 80 quintaux de plomb et de mèche. On envoya ces munitions par les soins de Corne et de Valadon, commissaire de l'artillerie. Le 12, on délivra pour le dégât les provisions de guerre que les Consuls de Condom et de Grenade avaient mises sous la garde des Consuls d'Agen à leur arsenal dans deux grands bateaux. On chargea soixante faix de sarments pour la couche et le pontonnage des pièces.

Le 18 juin, le duc d'Espernon, venant de Villeneuve d'Agenois, arriva à Agen.

tre vins et six ans ; fust enseveli dans l'église de l'*Ave Maria* couvent des religieuses (1).

Le 21^e jour de Juillet 1629, Monsieur d'Espernon venant de faire le dégât devant Montauban, là où estait Monsieur le Prince Comté pour faire aussy le dégât d'autre costé. Iceluy sieur d'Espernon passa devant Agen, estant dans un bateau sur Garonne et aborda au fons des Moulins pour parler aux sieurs Consuls estant accompagnés de force habitans et grand nombre de gens armés. Iceluy sieur s'en alloît à Cadillac et le lendemain son carrosse et charriot avec force cavaliers passèrent devant Agen, ne volant pas entrer dans la ville à cause de la contagion (2).

Pendant une partie de temps de la contagion la cour du Sénéchal rendait justice dans Granfons, lieu près de Lafox, qui est à une petite lieue d'Agen (3).

Le 14^e jour du mois d'aoust 1629, Monseigneur le Cardinal de Richelieu député pour le Roy fist l'entrée dans Montauban avec quatre mille hommes armés, comme aient esté rebelles au Roy. Enfin s'estans rendus entre les bras de Sa Royale

M. de Faure, avocat et jurat, qui s'était retiré aux champs à cause de la peste, fut prié d'aller le saluer au nom des Consuls. (BB. 51, p. 110.)

Chose singulière ! Notre prébendier, parlant de M. de Rohan, semble placer Nîmes en Italie. C'est juste au moment du dégât de Montauban que le Roi accordait la Paix d'Alais à Rohan et à son frère Soubise et pardonnait aux habitants rebelles du Haut et Bas Languedoc, du Haut et Bas Vivarais et de la Guyenne. Le Roi confirmait les Edits touchant l'exercice de la R. P. R. (27-28 juin 1629). Cette paix fut suivie de l'Edit de pacification de Nîmes (juillet). (V. *Histoire Générale du Languedoc*, t. xi, p. 1039.)

(1) Cette mort n'est pas mentionnée dans le *Livre de Raison des Daurées* publié par M. G. Tholin (Agen 1880).

Il est probable qu'il s'agit de Jehan Daurée qui naquit le 31 août 1544. « Audict an et le dernier d'aôût, une heure après mydy nasquit Jehan Daurée - « mon filz, jour de dimanche, et feust son parrain maître Jehan Secondat, re- « cepveur lors en Condomoys et depuis général à la survivance, et marraine « Françoise Daurée, ma fille, estant mariée. » (*Livre de Raison...* p. 117.)

(2) D'Espernon venait de Montauban et du siège de Lacauzade. Il s'était embarqué à La Magistère. Les Consuls l'attendaient sur le quai pendant qu'il passait en barque devant Agen. Il accosta et leur demanda des nouvelles de la santé de leur ville. (B.B. 51 p. 114.)

(3) La Chambre de l'Edit avait quitté la ville en Mars 1629. Elle ne reparut à Agen qu'en Janvier 1632. (*Journal de Malebayse. Recue de l'Agenais* t. xx p. 247.)

Majesté, il leur pardonna leurs crimes et méchansetés et comanda au sieur et seigneur Cardinal comme prince de l'Esglise de faire démolir toutes leurs forteresses et le lendemain jour de l'Assomption de Nostre Dame, Monseigneur le Cardinal célébra la Sainte Messe dans Montauban assisté de plusieurs évesques et de tous ces quatre régimens pour son assurance, comme aussy M. de Bassompierne avec ces régimens. Il y avait deux archevesques, celui de Tolose et de Bourdeaux, et dix évesques pour accompagner Monseigneur le Cardinal de Richelieu, comme estant desputé pour le Roy, lequel donna charge à de commissaires de rompre les fortifications. Les habitans de la ville étant très comptans de la grâce que le Roy leurs faisoit et eux-mêmes travailloit à rompre et détruire ce qu'ils avoit fait autour de la ville pour résister contre le Roy. Monsieur aussy d'Espernon fust dans Montauban avec toute la compagnie des messieurs qu'il avoit avec soy ; mais il n'y demeura que fort peu dans icelle et puis Monseigneur le Cardinal s'en retourna en Cour par commandement du Roy en aient besoin, et laissa Monsieur de Bassompierne avec force gens d'armes dans Montauban pour assister à la démolition des fortifications, afin qu'il n'y peust plus avoir occasion de rébellion (1).

(1) Bassompierre s'était avancé jusqu'à Fronton et préparait l'investissement de Montauban. Quarante députés, conduits par le sieur de Guron, allèrent trouver le Cardinal à Alby (12 août) le suppliant de venir prendre possession de la ville. Le Cardinal fit quelque résistance. Quand il y entra, on lui donna les clefs et le Cardinal donna le mot d'ordre. Le 18 le Parlement de Toulouseregistra purement et simplement l'Edit d'abolition. De Bassompierre entra le 20 avec six compagnies des Gardesvingt compagnies de Picardie, six du Piémont et trois cents chevaux.

Le Cardinal, lui, fit son entrée solennelle en litière le 21, accompagné du duc de Montmorency, du marquis d'Efflat, surintendant des Finances, le père du malheureux Cinq-Mars, avec un même nombre de soldats, quelques Compagnies de cavalerie et cinq ou six cents gentilshommes.

Le premier Consul, Nouallan, dans sa harangue, qualifia le Cardinal « d'ange tutélaire ». Sa réponse fut comme la première (à Alby), courtoise et civile, avec cette grâce naturelle, qui remplit ces gens d'admiration et de contentement.»

Lorsque le Cardinal eût passé le Pont, il monta à cheval, entouré des consuls qui, bon gré, mal gré, voulurent lui faire escorte. Il piqua droit à l'église pour y faire chanter le *Te Deum*.

Le lendemain, 22 août, il reçut la visite du Premier Président de Toulouse,

Le troisieme jour de septembre 1629, décéda Monsieur Ledouble, conseiller et chanoine de Saint-Estienne, un lundy, sur le soir, hors d'Agen, au lieu qu'on nomme Gouts, vers La Magistère. La maison estoit à Monsieur de Gouts, avocat du Roy, comme estant de ces amis. Il ce estoit la refugié, à cause de la contagion qui estoit dans Agen. Fust ensevely dans l'esglise de Saint-Romas (1).

Le unzieme jour de novembre 1629, feste Saint Martin, un dimanche dans Agen pour rendre grâces à Dieu de ce qu'il les avoit pardonnés et c'estoit appaisé et avoit usé de miséricorde en leur endroit, faisant finir la contagion qui avait duré cinq à six mois dans la dicte ville. En conséquence de ce qu'ils firent procession solennelle, apportant le Saint Sacrement de

des Conseillers du Parlement, du Sénéchal et de l'Université. Harangué en latin il répondit en la même langue avec une élégance que tout le monde admira.

Assisté de deux archevêques et de huit évêques, il célébra la messe et fit distribuer de grandes aumônes aux pauvres. Deux jours après il partit pour Fontainebleau où était le Roi, en passant par l'Auvergne.

Le sieur de Calvières, Premier Président de Toulouse, et le lieutenant du Roi à Verdun, Biscarrat, restèrent comme commissaires des démolitions à Montauban.

Un détail curieux : « Les Montalbanais ayant représenté à M. le Cardinal leur pauvreté et le peu de moyens qu'ils avaient de faire les démolitions des fortifications, il leur fut permis de prendre les deniers d'une imposition *sur les pruneaux* de St-Antonin qui passaient sur la rivière du Tarn par leur ville. »

Les deux archevêques, mentionnés plus haut, étaient le Cardinal de Sourdis, archevêque de Bordeaux et Ch. de Montchal, archevêque de Toulouse. (*Merc. François* An 1629, t. xv, p. 553. — *Histoire du Languedoc*, t. xii.) Les Consuls d'Agen apprirent seulement le 14 août que le Cardinal était à Alby où les députés de Montauban traitaient de la reddition de leur ville et qu'il y devait faire son entrée, disait-on, le 18 ou le 19. On réunit tous les jurats, qui n'avaient pas encore fui la ville, on proposa d'aller à Montauban exposer au Cardinal la desolation d'Agen, la foule du pays de l'Agenois par les gens de guerre, l'extrême disette qui l'affligeait. On le supplia de décharger la ville du paiement des gens de guerre; on demandera la remise de plusieurs années de tailles et de plusieurs emprunts faits au nom du pays de l'Agenais par les Consuls d'Agen et dont la ville paie encore les intérêts. On l'entretiendra enfin de diverses autres affaires du pays. On décida de lui envoyer les jurats qui avaient gagné les champs et on députa MM^{rs} de Loubatery, de Lescases jeune, avocat, de Relhery, avocat, auxquels on écrivit aussitôt à leurs métairies. Le 16 août, on envoya un messager à Nérac au duc d'Espernon l'informer de ce qu'on avait fait. M. de Fages, son secrétaire, dit que le Duc en était fort aise. Finalement les députés partirent pour Montauban le 19 août (B.B. 51 p. 117).

(1) On pourra lire un épisode de la peste concernant la famille Ledouble à propos de cette mort in *La Peste en Agenais*, p. 88.

Saint-Estienne à Saint-Crapasy par dessus (*sic*) la Cornière toute parée; et estant dans Saint-Caprazy on chanta un motet, les chasses de Saint Caprazy et de Sainte Foy exposée sur un autel au devant du chœur. Et s'en retournant par l'autre costé de Cornière du costé de Saint Estienne, passant devant l'esglise, on alla passer devant l'esglise de la Chapelle et par la rue qui va droit au Palais, puis droit la Maison de Ville et par la rue de Garonne droit à Saint Estienne, toutes les rues parées, les quatre couvens estant en procession, les paroisses et les deux chappitres aient les pluvials chacun et la plus-part un cierge blanc allumé en main. Les Consuls avec les robes rouges portant le poille, aient communié à la Grand' Messe et Monsieur le Président aussy et quelques autres du peuple. Les Consuls avoit esté offrir à la Grand' Messe des cierges et suivant le Saint Sacrement par la ville, les Messieurs du Présidial et les Consuls apportoit chacun un cierge blanc et le reste du peuple qui estoit en grand nombre suivoit la procession la hou quasi toute la ville estoit en action de grâces. Il y avoit eu sermon par le gardien des Capucins qui fust avant la procession et, quelques jours oparavant, les consuls, aient fait le vœu au nom de toute la ville, furent avec leurs robes rouges faire la communion à l'esglise et hermitage de Saint Vincent par les prières et intercession duquel ils croient avoir esté délivrés de la maladie de la contagion. Les cierges des frairies (1) marchoit devant le poille, comme estant procession sollennelle. Les cloches de Saint-Estienne et de Saint-Caprazy sonnait à bransles. Pendant la procession on encensoit devant le Saint Sacrement par ville par les deux sacristains, l'un de Saint-Estienne, l'autre de Saint-Caprazy, laquelle action fust ford admirée et louée de tout le peublic, de quoy tous restèrent ford comptans, rendent grâce à ce grand Dieu de les voir délivrés de ceste grande maladie contagieuse.

Le second jour de décembre 1629, décéda damoiselle présidente d'Orty, un dimanche matin, après minuict et feust ensevelye le mesme jour, après les vespres, dans Saint-Estienne,

(1) Les Confréries.

chapelle de Saint Marcial, tombeau de son feu mary, président d'Agen quand vivoit (1).

Le unzième jour de février 1630, décéda Monsieur de Cambes, sieur de Prades, estant premier consul d'Agen; fust ensevely le lendemain dans Saint-Estienne audevant la chapelle de Saint-Marcial, au costé droit de l'entrée (2).

Le 23^e février 1630, Messieurs les Pénitens gris alèrent en procession à Saint-Estienne pour visiter l'esglise où le Saint Sacrement reposoit à cause du grand Jubilé octroyé par Notre Saint Père le pape Urbain huitiesme. Iceluy estoit dans Agen pendant deux symaines et c'estoit de mercredy, vendredy et samedy. Le Saint Sacrement reposoit à decouvert dans Saint-Estienne.

Le 13^e jour d'avril 1630, décéda Monsieur de Bertrand, conseiller, et fust ensevely dans l'esglise Saint-Caprazy : les deux Chapitres et les quatre mendiens assistèrent et Messieurs de la Cour Présidiale en corps (3).

Le 13^e jour d'avril 1630, décéda demoiselle d'Allot, fille de feu M^e de Lobatery, et fust ensevely le lendemain, jour de

(1) La Présidente d'Orty était une de Nort. Le Registre paroissial de Saint-Etienne d'Agen assigne comme lieu de sa sépulture la chapelle de Saint-Eloy (GG. 2.)

(2) Jean-Jacques de Cortète de Prades. Le Procureur général de la chambre de l'Edit, le sieur de Ranse, les Présidiaux, les Consuls accompagnés de leurs six mandes « chascun un flambeau de sire à la main du pois de trois livres » et à chasque flambeau estoit attaché les armoiries de la ville » suivaient le corps porté par six prêtres, le poêle par les quatre plus anciens jurats. Mademoiselle de Prades, qui devait être conduite par deux consuls, ne put venir étant indisposée. Le corps était recouvert du chaperon et de la robe consulaire. A mi-office, les Consuls, portant un drapeau de soie rouge aux armes de la ville, précédés de leurs mandes et du bedeau, firent le tour de la nef suivant toutes les chapelles qui leur appartenaient et allèrent recouvrir le corps du drapeau de soie. (BB. 51, p. 132). Mademoiselle de Prades s'appelait Marie de Paloque. La première femme de M. de Prades était Marguerite de Durtfort, fille d'Hermann, seigneur de Born et de Belabre, lieutenant général de l'artillerie de France. (V. *Nobiliaire de Guyenne et de Gascogne*, par J. de Bourrousse de Laffore, t. IV, p. 351.) J.-J. Cortète de Prades, sieur de Cambes, mourut rue Maillé, dans la paroisse Saint-Hilaire.

(3) Le 20 juillet 1628, le premier cas de peste s'était produit dans sa maison sur la personne de son gendre, M. Jehan Malhoc, avocat. On l'enterra dans le jardin de son beau-père et on l'exhuma pour le porter aux Cordeliers en novembre 1629. (V. Malebaysse, *Recue de l'Agenais*. t. XX, p. 241; D^r Couyba, *La Peste en Agenais*, au XVII^e siècle, p. 55.)

dimanche, après vespres, dans l'esglise des Pères Cordeliers. Les deux Chapitres assistèrent à son enterrement. On dit l'office des mors vespres dans Sainct-Estienne et puis le recteur avec quelques prestres accompagnièrent le corps au devant l'esglise des Cordeliers et le prindrent, *car on n'y entra pas à cause de la contagion.*

La ville d'Agen en conséquence de la contagion que les habitans eurent l'année 1629. pendant six ou sept mois, firent veu à Nostre Dame de Bon Encontre, promettant si Dieu leur faisoit grâce d'estre délivrés, de donner une lampe d'argent, laquelle la ville d'Agen fist faire dans Paris, M. de Daurée estant consul et député à Paris, pour les affaires du Pays en cette année modicte, laquelle lampe il fist porter dans Agen et puis on la porta à Nostre Dame de Bon Encontre, le seiziesme d'avril, un mardy matin de l'année 1630. Monsieur l'Evesque d'Agen assista et M. le Grand Archidiacre et d'autres chanoines de Sainct-Estienne, estant au dict lieu de Bon Encontre, des consuls, et vieux et nouveaux, ce portèrent au dict lieu de Bon Encontre, faisant apporter la lampe d'argent, estant assistés de deux à trois mille personnes et tous dans l'esglise de Nostre Dame entendirent la messe que Monsieur d'Agen célébra. Pendant icelle, on chanta musique. Ledict sieur disent la messe basse et, estant à l'offertoire, Monsieur d'Agen se tourna vers le peuple, la mitre en teste ; et estant assis vint M. Delpech qui avoit esté premier consul l'année oparavant, assisté de ces collègues, baillièrent la lampe à M. de Maures, second consul, car le premier estoit décédé, assisté des autres, emportant les robes rouges. Le dict sieur de Maures l'offrit à à l'autel, la baillant à Monsieur d'Agen, luy faisant voir par escript le vœu que les consuls et toute la ville avoit fait à Nostre Dame en conséquence de la peste qui avoit été dans Agen l'an 1629, laquelle lampe ils donnoit de très bon cœur à la Vierge et vouloit qu'icelle fust pendue au devant l'autel d'icelle allumée pour servir de mémoire à la postérité du bénéfice que la ville avoit resceu de Nostre Dame, et le dict sieur Evesque leur fist une exortation sur ce sujet ; et à la fin de la messe, les consuls en robes rouges firent la sainte commu-

nion et plusieurs des autres de la compagnie qui estoit des jurats et deux à trois cens demoiselles ou autres femmes de médiocre qualité qui firent aussy leur communion. On célébra ce jour-là force messes basses et, le tout achevé, tout le peuple ensemble s'en retournèrent dans Agen car le jour fust fort favorable.

Le 19^e jour d'avril 1630, décéda Monsieur de Las de Brimont, un vendredy, où tous les deux Chapitres et les quatre mendiens assistèrent à son enterrement qui fust à Saint-Antoine dans la chapelle de Sainte Marguerite, tombeau de ces prédécesseurs.

Mademoiselle de Domain, vefve décéda le jour de Saint Marc, 25^e d'avril ; fust ensevelye dans une chapelle de l'esglise Saint-Caprasy, l'an 1630.

Le dernier jour du mois d'avril 1630, Monsieur d'Agen est party de la dicte ville pour aller à Bourdeaux afin de plaider l'affaire touchant la voute de l'esglise de Saint-Estienne et pour l'excecive taxe des décimes. Sa partie estoit Monsieur de Saulveur, chanoine et théologal (1).

Le 8^e jour de juin 1630, un samedy matin, une heure après minuict, décéda Monsieur de Fontirou, sieur de La Tour, dans Agen, maison de feu son père (2).

Les deux chapitres et le reste des parroisses et couvents assistèrent à la sépulture ; fust ensevelye dans Saint-Estienne, chapelle des apostres, tombeau de ces prédécesseurs, et ce fust le mesme jour après Vespres. — Les pœnitens blans assistèrent à son enterrement (3).

Le 19^e jour de juin 1630, entre douze heures et une heure

(1) Le chanoine Pierre Sauveur était surintendant du collège des Jésuites et du Séminaire (EE. 13). Il fit donation de tous ses biens au même collège, ne se réservant qu'une rente, un capital de mille livres et « son petit orgue » — (GG. 210). — Il avait aussi affecté une rente de 70 livres pour fondation de prix (GG. 214). Il fut débouté d'une demande qu'il avait faite aux consuls d'Agen à qui il réclamait des honoraires pour prédication du Carême de 1622 et 1623. (GG. 183.)

(2) Voir plus haut.

(3) Le père de Monsieur de La Tour était mort le 15 juillet 1624 (Voir plus haut). Il fut en 1625 lieutenant dans la compagnie armée par la ville d'Agen pour le dégât de Montauban (juin 1625.)

après midy, un mercredi, d'un coup de tonnerre, le foudre tomba au milieu de la place d'Agen et l'esclair entra dans Saint-Estienne, fist le tour de l'esglise sans faire aucun damage que quelque jeu à une pierre de la porte sur l'entrée et ne fust pas suivy ny de pluye, ny de grelle.

Le 23 juin 1630, sur les sept à huit heures du soir, Messieurs de la Cour des Aides, Monsieur le Président de La Bardemon (1) et Monsieur le Procureur Général arrivèrent dans Agen et les commissaires députés pour le Roy, tant pour rescevoir les officiers conseillers et autres, afin d'installer ceste souverène cour dans la ville d'Agen et le lieu pour exercer la justice, qui fust dans le couvent des Pères Jacopins. Les consuls (2) les attendirent à la porte Saint-Antoine et les resceurent, aient leurs livrées rouges et Monsieur le Président avec le reste de sa suite descendirent de carrosse, et l'arange faite, les consuls les conduisirent à la maison de Monsieur le Président (3) chez Monsieur de Maurès. Le chapitre Saint-Estienne furent le voir, la chambre et cour de Messieurs les esleus et force autres personnes de marque de la ville, attendant l'installation qui devoit estre faite comme commissère député par Monsieur l'Evesque et comte d'Agen, le Roy lui aient baillé la commission pour les installer dans Agen (4).

28^e jour de juin 1630, la messe fust célébrée dans la chapelle de la Maison de Ville qui fust avec diacres et fust du Saint

(1) Jacques Martin, baron de Laubardemont (1590 ? — 1653), président de la chambre des Enquêtes au Parlement de Guyenne, puis premier président de la Cour des Aides, le servile instrument des vengeances de Richelieu. « Donnez-moi, disait-il, une ligne de la main d'un homme, et je le ferai pendre ».

M. Lebel était procureur général de la dite Cour.

(2) Consuls de l'an 1630 : Noble Jehan Jacques de Courtète, escuyer, seigneur de Prades, mort le 11 février 1630 ; Michel de Maurès, avocat en la Cour ; sire Pierre Delpech, bourgeois ; Noble Herman de Sevin, écuyer ; seigneur de Gannes ; Guillaume Rangouze, conseiller du Roy, contrôleur des décimes du Quercy ; François Jeyan, procureur en la Cour Présidiale.

(3) Monsieur le juge mage Boissonnade.

(4) L'édit de translation est de l'an 1629. — La Cour des Aides ne resta pas longtemps à Agen. En 1634, pour mettre fin aux conflits qui s'élevaient entre Messieurs de l'Edit et Messieurs des Aides, le Roy envoya la Cour à Libourne, puis à Bordeaux (1637). Enfin, pour cause des conflits incessants entre le Parlement et la Cour des Aides, celle-ci fut de nouveau transférée à Agen en 1649 d'où elle fut encore envoyée à Libourne en 1651.

Esprit par un prébendier de Saint-Estienne. Il y eust musique celle de Saint-Etienne, où Messieurs de la cour des Aydes establee par le Roy dans Agen assistèrent, savoir Monsieur le le Premier Président et six commissaires pour establir la dicte cour et le premier huissier, avec leurs robes rouges, et les autres huissiers avec leurs robes noires et leur verge à la main. En ceste façon entendirent la messe grande et icelle finie allèrent dans le parquet de la Maison de Ville là où les Messieurs de la chambre de l'Edict avoit accoustumé de tenir l'audience et déclarer comme le Roy les avoit establis dans Agen pour rendre justice à toute sorte de personnes. Cella fait ce retirèrent chacun à sa maison (1).

Le cinquiesme juillet 1630 est décédé Jehan Doumairenc mon oncle, âgé de 90 ans, à la métairie de Monsieur de Lamothe de Bezat, paroisse de Saint-Pierre de Gaubert, et fust ensevely le lendemain, un samedi, à Sainte-Radegonde, tombeau de ces prédécesseurs.

Le 28^e jour de juillet 1630, est arrivée dans Agen, un dimanche, sur le soir, Madame la mareschale d'Aubeterre, fust logé chez Monsieur de Monmejean, conseiller, rue des Juifs.

Le 30^e jour de juillet 1630 dans Agen ce fist procession générale qui alla aux Carmes à cause du veu de la ville, jour de Saints Abdon et Sernein, icelle estant ordinere tous les ans, et il se rencontra que dans l'esglise des Pères Carmes, on solennisait la canonisation et beatification de Saint André Cursin, evesque et confesseur de leur ordre. Il y avoit deux cent ans qu'il estoit mort evesque de l'Italie, de Florence, de la maison de Médicis, parent du roi de France, Louis treziesme. Il y eust sermon par un père jésuite. Il y eust grande dévotion et le Saint Père avoit donné indulgence plénière, visitant la dicte esglise, estant communiés.

Le 30^e jour de juillet 1630, un mardy, dans la ville de Tolose, décéda Monsieur de Vernioles, chanoine de Saint-Estienne d'Agen, et fust ensevely le lendemain dans la grande nef de Saint-Estienne de Tolose, au devant la grande chaire.

(1) La Cour siègea dans le réfectoire des Jacobins.

Le 8^e jour d'aoust 1630, un judy de soir, décéda Monsieur de Chastelet, jadis procureur et bourgeois d'Agen, et fust le lendemain ensevely dans Saint-Estienne, derrière le banc des Consuls, tombeau de ces prédécesseurs (1).

Le mesme jour, dans la nuict du judy décéda une religieuse carmeline au lieu et maison de Monsieur Belcastel et fust portée à Lectoure pour y estre ensevelie au couvent qu'elles y ont.

Le 16^e jour du mois d'aoust 1630, décéda Monsieur de Corne, marchant et bourgeois, et fust ensevely le lendemain, un samedy, après vespres, dans l'esglise des Pères Cordeliers (2).

Le 6^e jour d'octobre 1630, on fist procession générale, chacun portant son pluvial et cierge blanc allumé pendant icelle, à cause du Saint Sacrement qu'on portoit dessoubs le poille. Les Consuls avec les robes rouges le portoit. Les Cornières et rues parées jusques à Sainte-Foy et les chasses d'argent de Saint Estienne et de Saint Caprasy. Le Saint Sacrement demura tout le jour à decouvert. Il y eust sermon. Le matin Monsieur d'Agen porta le Saint Sacrement de soubs le poille. Ceste devotion se faisoit que le Roy estoit malade en la ville de Lion (3).

Le dimanche après, 13^e d'octobre, le Saint Sacrement à decouvert reposa à Saint-Estienne continuant l'estation pour la sancté du Roy, estant malade. Il y eust grand dévotion par les habitans et le Saint Sacrement fust visité par le chapitre de Saint-Caprasy.

(A suivre)

D^r COUYBA.

(1) Le Registre paroissial de Saint-Etienne (GG. 2) mentionne le décès de Chastelet, procureur, enseveli dans Saint-Etienne, le 22 avril. Il avait été consul en 1627.

(2) Bernard Corne, consul en 1629, intendant des revenus. Il ne faut pas le confondre avec Etienne Corne, receveur des tailles, conseiller du Roi, consul en 1631 et mort en avril de l'année de son élection.

(3) Les Consuls reçurent un courrier annonçant la maladie, le 4 octobre. Ils s'empressèrent de faire publier une ordonnance à ce sujet par leurs mandes. (BB.51.)

CONGRÈS D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DU SUD-OUEST

La Société des Archives Historiques de la Gironde et la Société Archéologique de Bordeaux ont pensé qu'il convenait de profiter du mouvement que crée à Bordeaux l'Exposition Maritime Internationale, pour y réunir un *Congrès d'Histoire et d'Archéologie du Sud-Ouest*.

Elles ont vu là l'occasion d'imprimer à la science régionale une impulsion nouvelle et aussi de nouer des relations suivies et confraternelles entre des Sociétés similaires qui s'ignorent presque, malgré leur voisinage. Ce congrès créera entre leurs membres des relations qui faciliteront leurs recherches techniques dans les différents dépôts de nos départements ; il permettra, par une entente sur les échanges de publications entre les Compagnies, de faire plus largement connaître leurs travaux ; en un mot, il deviendra un aide certain au développement déjà si accentué des études historiques et archéologiques locales.

Elles espèrent que là ne se borneront pas les efforts utiles de cette réunion de 1907 et elles souhaitent qu'après l'étude qui en sera faite en commun par les Délégués des Sociétés adhérentes, l'institution puisse être établie de Congrès régionaux annuels, qui se tiendraient alternativement dans chacune des villes où ces Sociétés ont leur siège.

Ci joint le règlement et le programme du Congrès.

RÈGLEMENT DU CONGRÈS

1^o Le *Congrès d'Histoire et d'Archéologie du Sud-Ouest* se tiendra à Bordeaux, du 17 au 20 octobre 1907.

2^o Toute personne désirant prendre part au Congrès devra envoyer son adhésion, ainsi que la demande du billet de chemin de fer à demi-tarif, soit à M. le D^r Barraud, secrétaire du Congrès, 35, rue Ferrère, soit à M. Th. Amtmann, trésorier du Congrès, 68, cours de la Marti-

nique, avec un bon de poste de trois francs destiné aux frais d'organisation. Les membres de la famille des congressistes pourront adhérer au Congrès dans les mêmes conditions.

3° Les membres de la Société des Archives historiques et les membres de la Société Archéologique qui voudront prendre part au Congrès devront également acquitter le droit de trois francs.

4° Toute adhésion non accompagnée de cette somme sera considérée comme non avenue.

5° En échange de ce versement, chaque adhérent recevra une carte de membre du Congrès, qui sera rigoureusement exigée à l'entrée des séances.

6° Les adhésions devront être formulées avant le 30 août 1907.

7° Le prix du banquet et celui de l'excursion seront représentés par des cartes spéciales, qui devront être retirées, la veille, dans la salle des séances.

8° Les congressistes qui désirent faire des lectures ou des communications sont priés d'en envoyer le titre exact et d'en faire connaître la durée probable au Secrétariat du Congrès avant le 30 août.

9° Aucune lecture faite en séance ne devra dépasser vingt minutes.

10° *La Société des Archives historiques* se proposant d'imprimer dans son volume de 1907 le compte-rendu analytique du Congrès, les auteurs sont priés de rédiger à l'avance un résumé de leurs communications qui devra être remis au secrétaire du Congrès. Celui-ci, sans prendre néanmoins aucune responsabilité, s'efforcera d'utiliser aussi complètement que possible les résumés ainsi reçus.

Chaque congressiste pourra se procurer un tirage à part de ses procès-verbaux au prix de revient.

PROGRAMME DU CONGRÈS

Jeudi 17 octobre. — A 8 heures 1/2 du soir : Réception des Congressistes étrangers par les membres de la SOCIÉTÉ DES ARCHIVES HISTORIQUES et de la SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE. Le lieu de la réunion sera ultérieurement indiqué.

Vendredi 18 octobre. — A 8 heures 1/2 du matin : Séance dans une des salles de l'Athénée, 53, rue des Trois-Conils.

A 2 heures 1/2 de l'après-midi : Séance dans la salle des Congrès de l'Exposition. Visite de l'Exposition (les Congressistes ont droit à l'entrée gratuite pour la journée).

A 8 heures 1/2 du soir : SÉANCE SOLENNELLE DU CONGRÈS dans le grand amphithéâtre de l'Athénée, sous la présidence de M. Camille JULIAN, professeur au Collège de France, correspondant de l'Institut, professeur honoraire de l'Université de Bordeaux, membre de la Société des Archives historiques et de la Société Archéologique. Conférence sur « les Expéditions maritimes des Gascons et des Basques au XVI^e siècle », par M. COURTEAULT, professeur de première au Lycée de Bordeaux, secrétaire général de la Société des Archives historiques.

Samedi 19 octobre. — *A 8 heures 1/2 du matin* : Séance à l'Athénée.

A 2 heures 1/2 de l'après-midi : Séance à l'Athénée (l'étude du projet de la périodicité du Congrès se fera au cours d'une de ces séances).

A 7 heures 1/2 : Banquet par souscription des Congressistes.

Dimanche 20 octobre. — Excursion et déjeuner à Saint-Emilion ; visite historique et archéologique de la ville.

Commission d'Organisation du Congrès : MM. Francisque HABASQUE, 5, rue du Jardin-Public ; Th. AMTMANN, 68, cours de la Martinique ; Dr BARRAUD, 35, rue Ferrère ; F. THOMAS, 63, rue Minvielle ; O. SERVAN, 4, rue Aupérie.

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

Sous la griffe du Dragon, par J. DE LA JALINE (Lemerre, in-12, 1906).

M. Jean de la Jaline a offert à la Société son dernier livre « Sous la griffe du Dragon », qui fait suite au « Journal de Bord sentimental » paru depuis plusieurs mois déjà. L'auteur a donné à ces deux ouvrages le titre « les Chemins du Rêve. »

Le nouveau livre est divisé en séries correspondant aux voyages effectués par l'auteur comme officier de la marine de l'Etat, dans l'Extrême-Orient et pour le retour à Toulon, du mois de février 1902 à la fin de janvier 1903. Les cinq premières séries dédiées à diverses dames sont des notes prises au jour le jour, dans lesquelles l'auteur a consigné ses impressions sur tout ce qui se présentait à sa vue ; elles sont ainsi désignées : « 1^o Croquis d'Annam et du Tonkin ; 2^o le Fleuve Bleu ; 3^o Matin Calme et Soleil Levant ; 4^o d'Haï-Phong à Vladivostock ; 5^o au Fougi-Yama. Enfin la sixième série, dédiée à un homme, comprend, outre le journal de l'auteur, des observations d'un ton grave, qui sont comme la synthèse des réflexions qu'il a recueillies durant son voyage ; cette série a pour titre « Dans le Sud. »

On a plaisir à se faire le compagnon de M. de la Jaline, à vivre à son bord, à le suivre à terre. Il est indulgent pour certains écarts excusables de ses hommes ; il est bienveillant, affable, sensible, instruit, artiste, ami du beau et du bien, et, sans être sceptique, respectueux de toutes les opinions sincères. On regrette que la brièveté des relâches ne lui permette pas de séjourner plus longtemps au milieu de ces populations encore mal connues du Céleste Empire, de la Corée et du Japon. Avec lui on peut visiter les rues et les places d'une ville maritime, ses marchés, ses lieux de plaisir cosmopolites ; on peut aussi, dans une certaine mesure, étudier les mœurs des habitants de cette ville, mais l'âme du peuple fixé loin des côtes reste tou-

jours une énigme pour le visiteur de quelques heures, ou même de quelques jours.

Les scènes attrayantes, les croquis délicats, les paysages magnifiques décrit en style élégant et poétique abondent dans le livre de M. de la Jaline qui sait nous dire ses émotions et nous émouvoir avec lui. A l'occasion il nous raconte de piquante façon comment les marchandes de lorgnettes d'Hanoï jouent les rôles de grandes dames ; comment S. M. l'Empereur d'Annam avait amené sur un vaisseau français, pour une promenade qui devait durer deux jours, une demi-douzaine d'impératrices qu'il mécontenta grandement, au point que le lendemain matin il sortait de sa chambre le visage labouré de coups de griffe ; comment les Chinois devenus catholiques représentent les anges avec la peau jaune, les yeux bridés et la queue, tandis que les réprouvés à la peau blanche rôtissent en enfer.

Loin d'éprouver de l'aversion pour les peuples d'Orient, M. de la Jaline serait plutôt disposé à leur donner sa sympathie. Il vante le bon naturel des Annamites et des Coréens, l'hospitalité et la propreté des Japonais ; il ne se plaint pas trop des Chinois ; en somme il semble avoir gardé un souvenir heureux de son voyage. Voici la conclusion de son livre qui peut éclairer à cet égard : Il me reste de « ma campagne ce que l'esprit acquiert de force et d'indépendance « au contact de mentalités inaccoutumées, à la contemplation de « paysages nouveaux. Ils ont contribué à élargir ma conception de « l'humanité, par l'étude de civilisations diverses, la connaissance de « solutions du problème de la vie différentes de celle que nous avons « adoptée dans nos pays imprégnés d'anthropomorphisme grec et « d'idéalisme chrétien. Ils ont affermi en moi la certitude que ce « fourmillement humain dont notre planète est enfiévrée obéit à des « lois certaines et uniques, malgré les divergences et les contradictions apparentes ; qu'une intelligence souveraine plane au-dessus « du travail obscur de ces termites, et, mieux que toutes les déclama- « tions des prophètes d'une humanité meilleure et des apôtres du « progrès indéfini, les conduit vers un but dont la splendeur échappe « à nos yeux débiles, vers un infini où le mot amour reprendra sa « valeur profanée, où, suivant la belle expression du Père Gratry, « on lui fera rendre un son qu'il n'a jamais rendu. »

S. ALLÈGRE.

La crise de la Viticulture et les moyens d'y remédier tout spécialement en Lot-et-Garonne, par O. GRANAT, propriétaire à Chaubard, professeur agrégé d'histoire au lycée Bernard Palissy. (Agen, Imprimerie Moderne, 1907. In-8° de 12 pages.)

La viticulture se meurt ! La viticulture est morte ! Tel est le cri, qui du Médoc à la vallée du Rhône, de la Touraine aux Pyrénées, retentit depuis trois ans, lamentable, désespéré, poussé par les propriétaires aux abois, les vigneron ruinés, les paysans expropriés. Faut-il donc arracher les vignes si coûteusement replantées ? Faut-il, au contraire, faire contre fortune bon cœur, ne pas se décourager, lutter encore contre tous les fléaux déchirés, à commencer par la mévente du vin, plus continue, plus énervante que jamais ?

C'est à ce dernier parti que s'arrête M. Granat, et c'est lui qu'il préconise dans sa brochure qui, pour ne présenter que douze pages, n'en renferme pas moins, très condensées et très claires, toutes les raisons qui militent en vue de continuer la lutte. Mais à quel prix et par quels moyens ?

Après un rapide historique des vins de l'Agenais, propres de tous temps à l'exportation et qu'affectionnait au XVIII^e siècle tout particulièrement la Hollande, après une division un peu factice du vignoble Lot-et Garonnais en deux parts, le groupe Marmandais, de la Garonne à la Dordogne, par Seyches, Lauzun et Duras, et celui des côteaux de la rive gauche de la Garonne, depuis Layrac jusqu'au Mas, M. Granat aborde immédiatement la grosse question de la mévente et se demande tout d'abord quelles sont les causes de cette crise terrible.

« Il faut placer, dit-il, en première ligne, la surproduction provenant, non pas du pur jus de la vigne, mais bien des mouillages « savants et fréquents, en d'autres termes de la fraude. » Pratiquée de tout temps, depuis les Grecs et les Romains, jusqu'à nos jours, elle règne en ce moment en souveraine, aussi bien sur les quais des Chartrons que sur ceux de Bercy, et les gros falsificateurs demeurent impunis. La politique les protège ; et que ce soient les farines, les vins ou les autres denrées alimentaires, « tout se passe sous le « manteau, bien que les faits connus soient trois fois répréhensibles, « pour vol de l'Etat, vol des particuliers et empoisonnement des « citoyens. »

Une autre cause de la mévente des vins est la qualité médiocre des

produits. On a replanté dans le Lot-et-Garonne trop de mauvais cépages, et la plupart du temps en plaine, c'est-à-dire dans des terrains défectueux.

L'auteur signale, enfin, l'indifférence, l'apathie du propriétaire, qui attend que le secours lui tombe du ciel, et, en dernier lieu, la concurrence sur les marchés étrangers des vins Portugais, Espagnols et Italiens.

— Quels remèdes à apporter ?

En premier lieu, la répression de la fraude. Et d'abord, que le Gouvernement fasse son devoir. Deux lois existent, celle du 29 décembre 1902 et celle du 1^{er} août 1906, qui doivent être appliquées dans toute leur rigueur. « Il faut que les fraudeurs ne soient plus protégés « par les administrateurs et les hommes politiques. » S'il en est ainsi fait, les bons résultats ne tarderont pas à être obtenus.

Il est nécessaire aussi d'améliorer la qualité de nos vins ; de renoncer à la quantité, de greffer les vignes avec nos bons vieux cépages, de remplacer au plus tôt les producteurs directs ; et, si le sacrifice paraît trop considérable, de distiller les vins défectueux. Profitons de ce que le droit des bouilleurs de cru nous a été rendu, — du moins momentanément, — et attendons ainsi le jour où l'Etat monopolisera l'alcool, comme il l'a fait pour le tabac, ce dont aucun planteur ne s'est encore plaint.

Supprimons enfin l'intermédiaire et ne comptons que sur nos propres forces. Ici, M. Granat insiste tout particulièrement sur ce point et donne des conseils que nous ne saurions trop approuver et recommander. Il propose la vente directe au consommateur ou au débitant, non pas de tous les vins, mais uniquement de ceux qui ont du corps, de la saveur, du bouquet ; que le viticulteur ait la patience d'attendre un an à exporter sa marchandise dans le Nord et dans l'Est, et, s'il ne peut y suffire tout seul, qu'il se syndique. Le syndicat, voilà le grand remède ; c'est d'ailleurs le Dieu du jour, qui mène la ronde, et conduit le monde entier à la conquête de la terre promise ! Or, quand tous les corps se syndiquent pour le bien ou le mal, — le mal, pensons-nous, le plus souvent, — les viticulteurs resteraient en arrière, isolés ? — « Sans doute, écrit M. Granat, il y a des Comices agricoles « et des Associations d'agriculteurs, dont l'action est fort efficace. « Mais il n'y a pas au moins dans notre pays d'union de producteurs « en vue de l'exportation. » Que cette union se fasse ; qu'elle trouve un voyageur « débrouillard », qui sache présenter les vins de nos pays dans les régions septentrionales, qui fasse aux nouveaux clients

l'éducation de leur « palais », et qui leur apprenne combien le pur jus de la vigne a un goût supérieur à toutes les affreuses mixtures auxquelles il sont accoutumés. Ce qui n'empêcherait pas en même temps de pétitionner sans cesse auprès du Parlement pour demander des modifications aux tarifs douaniers de nos vins fins.

Il faut donc agir sans cesse, conclut M. Granat et lutter sans trêve, si l'on veut subsister. Aussi espère-t-il : « 1°. Que les lois sur la « repression de la fraude seront appliquées ; — 2°. que des modifica-
« tions seront introduites dans les cépages et le vinage Lot-et-Garon-
« nais ; — 3°. qu'une prime sera donnée aux producteurs d'alcool de
« vin ; — 4°. que les viticulteurs, groupés en syndicats de vente, trou-
« veront tant sur le marché intérieur que dans l'exportation de nou-
« veaux débouchés ; — 5°. qu'ils obtiendront des modifications de
« tarifs de transport des futailles pleines ou vides, et que, se conten-
« tant d'un bénéfice modique suffisant, ils soutiendront avantageuse-
« ment la concurrence. »

Ces vœux, si légitimes, ne sont pas nouveaux. Seront-ils, cette fois du moins, pris en plus sérieuse considération, et le Midi, de plus en plus ruiné, finira-t-il par avoir raison du Nord ? Rien, hélas ! à nos yeux, ne nous permet de l'espérer.

PH. LAUZUN.

Un Prélat italien sous l'ancien Etat Pontifical. Léon XIII, d'après sa correspondance inédite, par M. BOYER d'Agen. (Paris, librairie Félix Juven, 1907. Grand In-8° de 580 pages avec de nombreuses gravures.)

Comment M. Boyer d'Agen a-t-il eu communication d'une partie de la correspondance de S. S. Léon XIII, au moment où Joachim Pecci faisait ses premières armes dans l'administration et la diplomatie ? C'est ce que l'auteur de la *Jeunesse de Léon XIII* ne nous dit pas dans son nouveau volume. Sans chercher à pénétrer ses secrets, nous nous contenterons des précieux renseignements inédits qu'il nous donne aujourd'hui sur le compte d'un des plus grands prélats qui aient illustré le Siècle de Saint Pierre, le remerciant du régal qu'il nous procure, et le félicitant, une fois de plus, du superbe monument qu'il élève à son auguste mémoire.

Un Prélat italien sous l'ancien Etat pontifical, tel est le titre du Tome II de cette trilogie, dont la *Jeunesse de Léon XIII*, forme le

premier volume et qui se terminera par *Le Cardinal de Pérouse, pendant les Révolutions du Risorgimento*, de 1846 à 1878, c'est-à-dire pendant tout le règne de Pie IX.

Dans ce volume, M. Boyer d'Agen ne publie que les lettres de Monseigneur Pecci à sa famille, à ses amis, à ses chefs hiérarchiques, pendant sa première délégation comme préfet de Grégoire XVI, à Bénévent de 1838 à 1841, comme son délégué à Pérouse de 1841 à 1843, enfin comme nonce apostolique à Bruxelles de 1843 à 1846.

Mais, pour aussi intéressante que soit cette correspondance, jetant des aperçus nouveaux sur la situation politique et sociale des Etats pontificaux à cette époque, sur leur mode d'administration, les dessous de la diplomatie romaine, les occupations officielles ou particulières du jeune monsignor dans ces postes de confiance que ses nombreuses qualités lui avaient valus, pour aussi élogieuses que soient certaines lettres, notamment celle où le roi des Belges Léopold recommande à Sa Sainteté l'archevêque Pecci, « ayant rarement vu, « écrit-il, un dévouement plus sincère à ses devoirs, des intentions « plus pures, et des agissements plus droits », elles ne suffiraient pas à remplir le gros volume que M. Boyer d'Agen leur a consacré, si ce dernier n'avait eu soin de les faire précéder et de les faire suivre de substantiels chapitres, qui en rehaussent singulièrement l'attrait.

C'est, en premier lieu, dans l'Introduction, une promenade charmante, dialoguée, à laquelle il nous convie, à travers les résidences successives du jeune prélat, tant à Carpinetto, dans sa famille, qu'à Bénévent et qu'à Pérouse, dont il décrit les beautés, tenant ainsi, d'après la méthode nouvelle, « à tracer le cadre extérieur de la vie « intérieure du Prélat, dont il se propose de continuer l'édifiant « récit. »

Puis, dans les quatre chapitres qui forment la première partie, c'est le tableau de la Société romaine avant 1830, en ces temps romantiques où Chateaubriand, après avoir été « promené comme « poète dans la classique péninsule par Madame de Staël et Madame « Récamier, sibylles mûries, nymphes retardataires d'un paganisme « usé, » intrigue à présent au Conclave de 1829, comme ambassadeur de France, et rédige, ou fait rédiger peut-être par le jeune J. Pecci qu'il a pris sous sa protection, ce *Journal officiel et secret du Conclave*, entièrement inédit, que M. Boyer d'Agen a retrouvé aux archives des affaires étrangères sous le ministère du comte Portalis et qu'il n'hésite pas à publier.

Mais la Révolution de 1830 éclate. Chateaubriand, trouvé trop libéral à Rome, est vite démodé. C'est Metternich qui lui succède et qui triomphe. C'est l'Autriche qui s'érige en protectrice de la Papauté contre la Révolution déjà grondante des Romagnes. Et Pecci « simple ponent » encore, de se rallier aux idées du « Rocher de l'Ordre », « mêlant toutefois la pondération trop rétrograde d'un Metternich à « l'envolement trop prompt d'un Chateaubriand, et de ces deux « éléments, sagement combinés, se composant à la longue un manuel « politique personnel, qui saura accorder plus tard les monarchies et « les républiques, les principes immuables des temps anciens et les « formules variables des temps modernes, l'Eglise qui demeure et le « Siècle qui passe... »

Enfin, sous le titre de *l'Antichambre du Pape* c'est un dernier tableau, celui de la Cour pontificale de Grégoire XVI, de 1831 à 1846, avec ses usages démodés, ses qualités, ses défauts et tous les personnages qui l'encombrent ; monde disparu, oublié, mais qui n'en est que plus curieux à connaître et à étudier.

Après l'*Epistolaire de Mgr Joachim Pecci*, qui constitue le gros de l'ouvrage, c'est-à-dire la deuxième partie, M. Boyer d'Agen nous donne, comme formant la troisième, quatre monographies spéciales, qui ne se rattachent que de très loin à la vie du futur Léon XIII, mais qui n'en présentent pas moins un très vif intérêt.

L'une est la description détaillée des prisons de Rome et particulièrement du fort Saint-Ange, avec le récit de tous les faits connus ou mystérieux qui depuis le moyen-âge jusqu'à nos jours se sont déroulés sous leurs voûtes lugubres. L'autre contient, à propos de la nomination de J. Pecci à Bénévent, de nouveaux et très curieux documents sur Talleyrand prince de ce même Bénévent, dont la mort à Paris coïncida avec l'arrivée du jeune Prélat, notamment la publication de son *Bréviaire*, « renfermant, écrit-il lui-même, l'ensemble des principes « et des maximes des moralistes et des philosophes qui ont dirigé mes « actes et ma conduite », et qui nous montre à nu l'état d'esprit de ce ministre néfaste, douze fois traître aux douze gouvernements qu'il a servis, « et dont le nom restera parmi les noms les plus odieux des « plus célèbres politiques comme des plus remarquables bandits. » La troisième comprend une étude complète des théâtres de Rome depuis le xvi^e siècle jusqu'à l'époque moderne, écrite en grande partie d'après les notes inédites d'un certain abbé Benedetti. Dans la dernière enfin, sous le titre de *La Cour du Pape*, nous voyons s'agiter les personnages nouveaux qui remplacent la vieille Cour de

Grégoire XVI et exposé fort habilement par l'auteur le nouveau cérémonial adopté dans toutes les fêtes religieuses ou politiques, qui inaugurèrent le pontificat de Pie IX.

L'ouvrage de M. Boyer d'Agen est illustré d'un nombre considérable de magnifique gravures. C'est toute l'Italie qui défile devant vous. A ceux qui ne connaissent pas la terre sacrée des arts, elles ne peuvent que donner le désir d'aller contrôler sur place leur rigoureuse exactitude. Aux autres qui, comme nous, ont déjà parcouru ces beaux sites et admiré ces merveilles artistiques et religieuses, elles rappellent de douces et charmantes heures et font naître en même temps un profond sentiment de reconnaissance pour l'auteur, qui, de sa plume originale comme de son pinceau habile, a évoqué avec tant de charme de si magiques souvenirs.

PH. LAUZUN.

Mémoires de l'Académie de Nîmes, 1903

L'Histoire des grands prieurs et du prieuré de Saint-Gilles a été écrite au xviii^e siècle, par Jean Raybaud, avocat et archiviste de ce prieuré. Cette œuvre importante a été publiée par l'abbé C. Nicolas dans les *Mémoires de l'Académie de Nîmes*. Du tome 1^{er}, paru en 1904, nous ne dirons rien ; nous tenons simplement à signaler ici la publication du second volume de ce travail.

Il y a beaucoup à glaner pour nous dans les 393 pages de cette histoire. Nous citerons au hasard des rencontres bien des noms connus de nos lecteurs, en commençant par ce bailli de Manosque, Bertrand d'Esparbès, fils d'Odet d'Esparbès, dont les nombreuses possessions étaient situées dans le comté de Pezenas et en Armagnac. Un archevêque de Salerne, et frère du doge de Gênes, Frédéric Frégose, prit part, en 1517, à une expédition contre les corsaires turcs. Son nom nous remet en mémoire un autre membre de cette même famille, monté en 1558 sur le trône épiscopal d'Agen, Janus Frégose.

La commanderie d'Argenteins, qui avait une partie de ses dépendances à Nérac, eut, en 1528, son commandeur élevé à la dignité de grand prieur, qu'il conserva jusqu'à sa mort, en 1536.

Nous saluons au passage le grand prieur Géraud de Massas, issu de la famille de ce nom, au diocèse de Lectoure. Une branche de cette famille possédait au xv^e siècle le petit château de Laclotte dans la paroisse du Fréchou.

Nous retrouvons maintenant un d'Esparbès, illustre dans son ordre et digne de s'attirer notre attention pour la part qu'il prit à nos guerres religieuses du xvi^e siècle.

Pierre d'Esparbès de Lussan, fils de Bertrand d'Esparbès seigneur de Lussan, se trouva au siège de cette ville en 1565. Grâce à ses prodiges de valeur les turcs, qui avaient mis le siège devant cette place, furent obligés de s'éloigner.

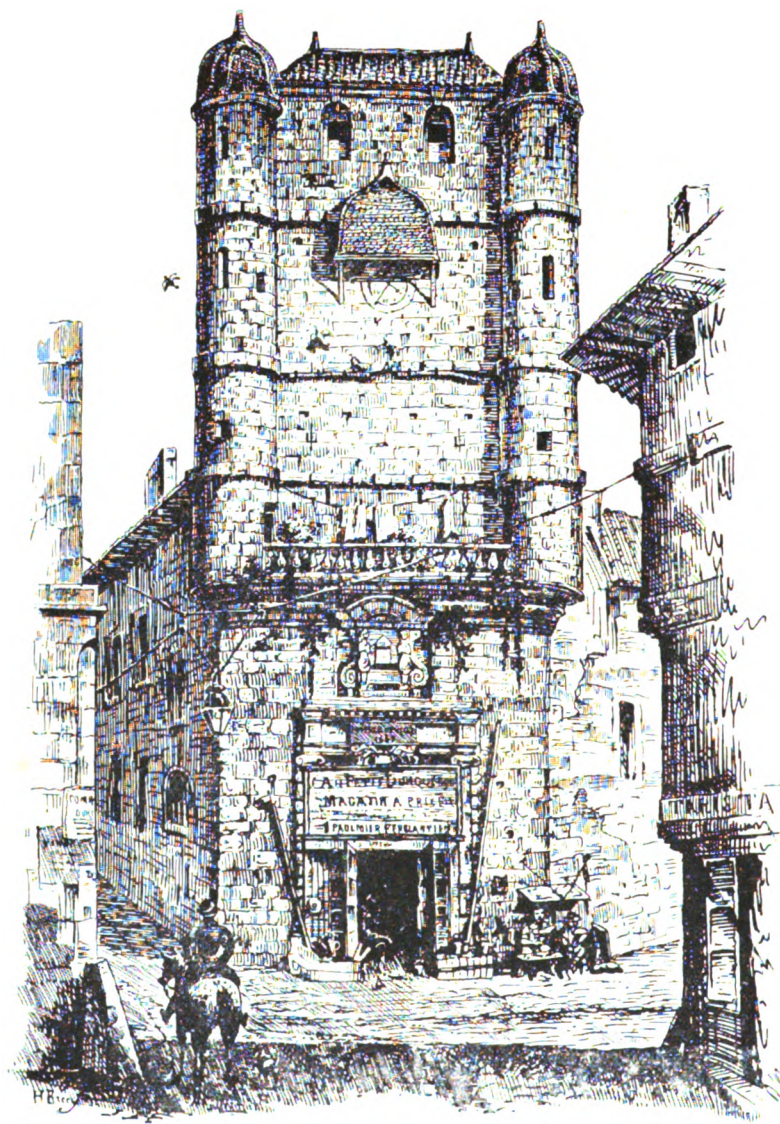
Rentré en France, Lussan prit part à la bataille de Moncontour et y eut un cheval tué. L'année suivante (1570), il se trouva au siège de Nérac. Ses frères, Jean et François d'Esparbès, furent des premiers à monter à l'assaut.

Après la prise de Nérac, Lussan resta dix mois en garnison dans cette ville sur l'ordre du duc de la Valette, son chef. Il servit aussi sous les ordres des maréchaux de Monluc et de Villars.

Pierre d'Esparbès de Lussan fut près de vingt ans grand prieur de Saint-Gilles (1602-1620). Avant de mourir, il fit plusieurs legs à son neveu, Jean-Paul d'Esparbès, seigneur de Carboneau, et aux enfants de ce dernier : Jacques, Pierre, François et autre François.

Après l'histoire du grand prieuré de Toulouse de Dom du Bourg la présente publication apporte une heureuse contribution à l'histoire du grand ordre de Malte qui a rendu de si grands services à l'Europe chrétienne.

J. DUBOIS.



Cliché Ph. Lauzun.

BEFFROI DE L'ANCIEN HOTEL-DE-VILLE D'AGEN

SOUVENIRS DE LA RÉVOLUTION

Sous ce titre, nous publierons quelques petites notices sur les monuments disparus, présentant un intérêt purement artistique.

Presque tous existaient au commencement de la Révolution, certains même étaient en construction vers le milieu du dix-huitième siècle. La plupart ont été détruits par des incendies, soit au moment où la pioche des révolutionnaires allait les atteindre, soit même plus tard, de manière à ne laisser aucun souvenir de leur existence. Le plus grand nombre des monuments qui ont échappé à quelques uns uniques, est resté intact. Nous aurons pu choisir de les faire connaître et de les publier dans la *Revue de l'Agenais*, nul autre périodique ne nous paraissant plus indiqué pour les vulgariser.

Quelques uns ont été déjà étudiés par nos prédécesseurs. Nous citerons alors leurs descriptions, en y ajoutant les renseignements personnels qu'aura pu nous fournir la découverte de documents nouveaux. D'autres ne l'ont jamais été, que nous reproduirons pour la première fois à nos lecteurs. Mais nous ne les reproduirons que par la gravure, après que nous aurons fait du dessin qui nous aura paru, comme modèle, le plus artistique.

Notre travail sera donc plutôt un simple album, accompagné de notes, qu'une étude complète et détaillée. Nous pensons en effet que la vue seule de ces monuments, pour la plupart fort curieux et tout à fait inconnus, dont nous n'avons n'ay et encore accompagnés nos notices et qui faisaient l'orgueil d'Agén, avant leur démolition, une des villes les plus riches du Sud-Ouest de la France, en dira plus long que toute quel memoire et perpétuera ainsi, de la meilleure manière, ce souvenir d'un esprit des nouvelles générations.

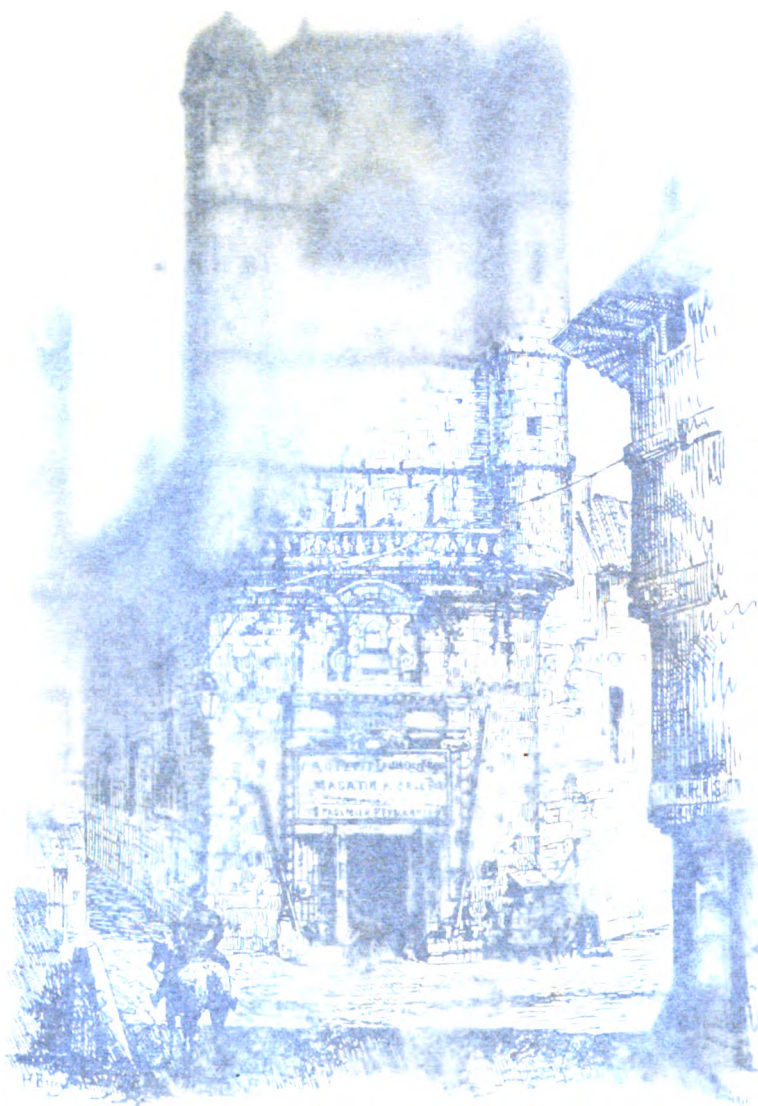


Fig. 10. 11.

BECKFOLD, SCHEN, and others, AGENTS.

SOUVENIRS DU VIEIL AGEN

Sous ce titre, nous nous proposons de publier une série de petites notices sur les monuments de notre ville aujourd'hui disparus, présentant un intérêt archéologique, historique ou seulement artistique.

Presque tous existaient au moment de la Révolution ; certains même étaient encore debout vers le milieu du dernier siècle. La plupart ont été dessinés par des amateurs, soit au moment où la pioche des démolisseurs allait les atteindre, soit même plus tard, de mémoire, mais avec beaucoup d'exactitude. Le plus grand nombre de ces dessins très rares, quelques uns uniques, est resté inédit. Nous avons jugé bon de les faire connaître et de les publier dans la *Revue de l'Agenais*, nul autre périodique ne nous paraissant plus indiqué pour les vulgariser.

Quelques uns ont été déjà étudiés par nos prédécesseurs. Nous citerons alors leurs descriptions, en y ajoutant les notes personnelles qu'aura pu nous fournir la découverte de documents nouveaux. D'autres ne l'ont jamais été, que nous présenterons pour la première fois à nos lecteurs. Mais tous seront reproduits par la gravure, après que nous aurons fait choix du dessin qui nous aura paru, comme modèle, le plus fidèle et le plus artistique.

Notre travail sera donc plutôt un simple album, accompagné de notes, qu'une étude complète et détaillée. Nous pensons en effet que la vue seule de ces monuments, pour la plupart fort curieux et tout à fait inconnus, dont nul auteur n'avait encore accompagné ses notices et qui faisaient du vieil Agen, avant leur démolition, une des villes les plus pittoresques du Sud-Ouest de la France, en dira plus long que n'importe quel mémoire et perpétuera ainsi, de la meilleure façon, leur souvenir dans l'esprit des nouvelles générations.

LE BEFFROI DE L'HOTEL-DE-VILLE

Le premier monument que nous ayons tenu à faire figurer en tête de ces monographies est le Beffroi de l'ancien Hôtel de Ville, l'un des plus pittoresques du vieil Agen. Les travaux exécutés en ce moment pour la construction du nouveau théâtre ont mis au jour une partie de ses fondations. Son étude nous semble donc toute d'actualité. Ne concentrait-il pas, en outre, la vie publique de nos pères, et n'était-il pas l'édifice auquel ils tenaient le plus, comme présentant à leurs yeux le symbole des franchises municipales, si chèrement acquises, si péniblement conservées et auxquelles, pour ces raisons, ils attachaient tant de prix ?

Il fut dessiné et lithographié en 1833, alors qu'il était encore intact, par Henri Brécy, conducteur des Ponts et Chaussées à Agen, au crayon duquel nous devons la reproduction de quelques autres monuments, notamment des ruines de la cathédrale Saint-Etienne, que nous publierons prochainement. C'est la seule vue qui nous en a été conservée. Quelques amateurs l'ont reproduite depuis dans leurs aquarelles, leurs gouaches ou leurs dessins, et y ont apporté de légères modifications, toutes de détail. Nous ne nous y arrêterons pas, ne voulant que fixer à tout jamais le dessin original de Brécy, dont le sens archéologique était très développé et des plus sûrs ; chose trop rare à cette époque pour ne pas mériter d'être signalée.

Bien que la vue de ce monument nous dispense de le décrire, nous tenons à rappeler la page que M. G. Tholin, le premier, lui a consacrée :

« La tour de l'horloge de la maison commune, écrit-il, (1)
« n'était pas bâtie hors œuvre. C'était une étroite façade qui
« coupait l'angle aigu formé par deux corps de logis, l'un sur

(1) *Les anciens Hôtels de Ville et le local du Musée d'Agen* (Revue de l'Agenais. t. v, p. 177 et suiv. — Tirage à part, in-8 de 22 pages, 1878.)

« l'alignement de la rue Garonne, l'autre sur la rue Moncorny.
« Le bas de la tour, jusqu'au tiers de sa hauteur, était occupé
« par un placage simulant un fronton sur pilastres qui enca-
« drait la porte. Au niveau du second étage de l'Hôtel de
« de Ville s'étendait un balcon en porte-à-faux, orné de balus-
« tres. Il reliait deux tourelles semi-circulaires qui se déga-
« geaient sur les angles par une série d'encorbellements. Trois
« cordons coupaient horizontalement, comme pour simuler des
« étages, la masse, un peu lourde, formée par ce groupement
« de trois tours. Elle dominait tout le quartier. Telle quelle
« cette construction était une des curiosités de la ville. Elle
« offrait de curieux détails. Les culs de lampe avaient été
« superposés avec une grande hardiesse. Les architectes de
« cette époque, comme leurs devanciers du xvi^e siècle, aimaient
« à tenter de pareils tours de force, au risque même de compro-
« mettre la solidité de leurs ouvrages. »

Par quelles péripéties passa le beffroi de l'Hôtel de Ville ?
Quelle fut son histoire ? C'est ce que nous allons essayer
d'exposer rapidement.

C'est par centaines que nous sont fournis par les Archives
municipales d'Agen les renseignements les plus divers sur
l'Hôtel de Ville, ou, pour employer le terme de nos pères, sur
la Maison Commune d'Agen. Mais si elles nous donnent sur
elle les plus minutieux détails, elles oublient de nous fixer sur
un des points les plus importants, son emplacement au
moyen-âge.

Est-il bien sûr, comme le croit et l'écrit M. Tholin, « que
« la Maison Commune se trouvait située au point où la rue
« Grande Horloge débouche sous les Cornières » ? L'exis-
tence de la tour de la Grande Horloge, qui était une des tours
de l'enceinte primitive et qui portait un beffroi, est-elle une
raison suffisante pour établir la proximité de la Maison Com-
mune ? Un de nos plus anciens registres de Jurades ne nous
apprend-il pas au contraire, qu'au xiv^e siècle (1344-1354) « la
« Maison Commune était au bout du pont, de l'autre côté de la
« Garonne, et que pour ce motif, elle doit être démolie, ainsi

« que les maisons qui sont sur ce pont (1) ? » De quel pont est-il ici question ? Pas du Pont-Long à coup sûr, ou Pont de Garonne, à cette date tout nouvellement construit, qui donnait sur les fossés de ville et au delà duquel ne se trouvaient que le Gravier et la Garonne ? Du Pont d'Angoyne beaucoup plutôt, ce pont se trouvant, on le sait, au carrefour de la rue Garonne et Saint-Antoine, précisément à l'endroit où s'élèvera plus tard le beffroi qui nous occupe, et qui était jeté devant la vieille porte de ville, dite « *Porte du Pont d'Angoyne ou de Bézat* », sur le fossé de ville, auquel aboutissait un bras de la Garonne, si bien qu'au dire de nos vieux annalistes les mariniers pouvaient venir jusque sous ses arches y amarrer leurs bateaux.

« Quand dans la suite, avons-nous écrit nous-même, tout « ce faubourg dit de Garonne fut incorporé dans la ville, le « Pont d'Angoyne, recouvert par une rue, ne forma plus « qu'une bouche d'égout, qui s'ouvrait en un large plein- « cintre au travers de la Maison Noubel, en face de la rue « Moncorny. Chanté d'abord par l'auteur de l'*Epernonisme* « *berné*, puis par Jasmin dans *Lou Chalibari*, il a été entiè- « rement recouvert au commencement du xix^e siècle. Il n'en « continue pas moins toujours les fonctions de bouche d'égout, « l'eau de la Garonne y affluant avec violence les jours de « grande inondation (2). »

Quoiqu'il en soit de l'emplacement exact de la Maison Commune au moyen-âge, qu'aucun document ne nous permet de déterminer, il est certain que, dès la fin du xv^e siècle, les consuls décidèrent sa translation au lieu dont nous venons de parler, c'est-à-dire devant le pont d'Angoyne, à la jonction des rues Garonne et Moncorny, à cet endroit qui, depuis la démolition des murs de la première enceinte et l'agrandissement considérable de la ville aux xiii^e et xiv^e siècles jusqu'à la Garonne à l'ouest et la Porte Neuve au sud, allait devenir

(1) Archives municipales d'Agen, BB. 16.

(2) *Les Enceintes successives de la Ville d'Agen*. Agen 1894, in-8° de 71 pages avec plan.

le plus fréquenté et se trouvait presque le plus central. On utilisa donc la Porte Bézat ou Porte du Pont d'Angoyne, et à sa suite, dans une maison achetée ou peut-être construite à cet effet, on y établit la nouvelle Maison Commune.

Au début, ses dimensions étaient des plus médiocres. Le cadastre de 1566 nous donne sa délimitation. Elle était enserrée entre la maison de Lucas Barilhard libraire, qui donnait sur la rue Garonne au nord-ouest, et la maison d'Estrades au nord et à l'est, achetée plus tard par les consuls. Mais, pendant un siècle, ceux-ci se contentèrent de ce petit logis, contenant quatre salles, ainsi désignées dans l'inventaire des meubles fait le 31 décembre 1613 :

1° *La Grande Chambre ou Chambre Consulaire*, qui renfermait de beaux tableaux, dont les sujets étaient presque tous religieux, un portrait d'Henri IV, un autre de Louis XIII, de riches tapisseries, « dont douze de drap parsemées de fleurs « de lis avec les armes de France, de feu Monsieur le mareschal « d'Ornano et de la ville », de très beaux meubles, le grand coffre des archives, « où il y a deux calices d'argent, l'un vieux « fort ancien, tout plainier, et l'autre ouvré et en partie doré « avec leurs platines, chacun aussi d'argent » ; cette salle servant de chapelle où la messe était dite dans certaines grandes occasions, notamment celle de l'installation annuelle des nouveaux consuls.

2° *La Salle Neuve*, ornée aussi de tableaux, où se trouvaient la garde-robe des consuls, le pavillon de velours rouge, un vieux coffre plein de papiers anciens, les registres ordinaires de comptabilité, etc.

3° *La Chambre Verte*, ou salle d'audience, également tendue de tapisseries, affermée quelque temps au Présidial, dont les membres reconnaissaient déjà, en 1560, que « la salle qu'ils « occupent dans la Maison Commune appartient bien à la ville « et assurent auxdits consuls que dans la jouissance de ce local « ils ne commettront aucun préjudice » (1).

4° Enfin la *Salle d'armes ou Arsenal*, d'abord au rez-de-

(1) Archives municipales. DD. 22.

chaussée, puis à l'étage supérieur, « la salle actuelle d'en bas, « devant, en 1625, servit de prison » (1).

Les besoins augmentant avec le temps, l'agrandissement de la Maison Commune devenait de plus en plus nécessaire. Les consuls le comprirent et, au mois de septembre 1658, ils achetèrent au maréchal d'Estrades, par l'intermédiaire de sa femme et de son procureur fondé Antoine de Grimard, la vaste maison qu'il possédait tout à côté et qui leur fut vendue 18,000 livres (2). Elle prit désormais le nom de *Maison du Roi*.

Composée de trois corps de logis séparés par une cour intérieure en forme de trapèze, comme l'indique très bien le plan de Lomet dressé avant la Révolution, cette maison avait son aile gauche, qui fut prolongée plus tard jusqu'à la rue Garonne, attenante et parallèle à la Maison Commune. Cette aile lui servit immédiatement d'annexe, alors que le corps de logis principal, celui encore debout, qui constitue l'entrée du Musée actuel, était destiné à servir de logement aux grands personnages de passage à Agen. Aussi l'entretien de cet hôtel fut-il à la charge du pays et non de la municipalité. Une somme de 1,500 livres par an lui était encore attribuée au dernier siècle (3).

Alors furent entrepris de nombreux changements à la Maison Commune, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

En bordure sur la rue Moncorny, là où se trouvait naguère le théâtre, la Maison Commune avait une fort vilaine entrée. Les consuls de l'année 1662, qui étaient noble François de Poussou, sieur de Poussou et de l'Estelle, maître Jean Paul Duluc, avocat en la Cour, Jean de Faure, bourgeois et marchand, maître Jean Sarreau, greffier en chef en la Cour Présidiale, maître Anthoine Ducros, docteur en médecine, et le sieur Anthoine Bejon, bourgeois et marchand, résolurent de l'aménager plus convenablement. A cet effet, « ils firent bastir un

(1) Archives municipales, BB. 41, 46 : CC. 336, 340, 355, EE. 19. — Voir aussi cet inventaire, publié par M. G. Tholin dans son travail précité.

(2) Idem. CC. 235. Voir la notice que nous avons consacrée au maréchal d'Estrades. *Revue de l'Agenais*. T. xxiii p. 289 et tirage à part (1896).

(3) G. Tholin, *op. cit.*

« portal et sur les deux arceaux d'icelluy, une grosse tour
« d'une excessive hauteur; mesme sur les deux costés d'icelle
« deux tours basties de pierre de tailhe à demy suspendues
« en l'air, d'une haulteur presque esgale, et, du costé de la
« rue qui va du pont d'Angoine au Palais, une galerie aussi
« bastie de pierre de tailhe, joignant lesdites tours aussi à
« demy suspendue en l'air.»

« On sentit en 1660, écrit de son côté Labrunie d'après la
« Chronique de M. Charrière, un tremblement de terre dans
« tout le royaume. Le mur de façade de l'Hôtel de Ville en
« fut lézardé du haut en bas, ainsi qu'il parait. Nos consuls
« firent faire en 1662, la Tour et le Portal de l'Horloge de la
« Maison de Ville. Le 27 mai 1672 l'horloge fut placée et
« commença à servir au public en 1673, où l'on fit le dôme au
« dessus du cadran. Ce dôme avait trois étages qui offraient
« un très beau coup d'œil. Le dernier, plus petit que les deux
« autres, était surmonté d'une girouette à chaque côté. L'ou-
« vrage était en bois, garni de plomb, et couvert d'ardoise.
« Mais, comme on négligea de le réparer et qu'il menaçait
« ruine, il fut détruit en 1717. Il ne resta que le corps de
« l'édifice avec les deux tourelles et tel qu'on le voit aujour-
« d'hui ». Et Labrunie d'ajouter à ce passage de la Chronique
Charrière : « On a travaillé de nouveau à cette façade en 1796,
« et on l'a terminée de la façon mesquine que nous le
« voyons » (1).

Jetées sur les ruines des anciennes murailles, qui consti-
tuaient, nous l'avons déjà dit, l'enceinte primitive de la ville
d'Agen laquelle avait été construite après la première invasion
des Barbares autour du *Castrum Sancti Stephani*, centre de la
Cité, les fondations de ces constructions nouvelles de la Maison
Commune manquaient de solidité. Un an ne s'était pas écoulé,

(1) *Abrégé chronologique des Antiquités d'Agen*, d'après le manuscrit de la
Bibliothèque municipale de cette ville, copié sur l'original à M. le docteur
Mouchez. — Voir aussi l'imprimé de 1892. — Martin Charrière, conseiller en
l'élection d'Agen et subdélégué de l'Intendant, né vers 1691, mort en 1779,
avait écrit une *Chronique Agenaise* de 629 à 1768, dont l'original est perdu,
mais qui avait été transcrite par Labrunie (Voir notre notice sur *Les Manus-
crits de la Bibliothèque de Saint-Amans*. Agen, 1889, page 39.)

depuis l'élévation de la tour du beffroi, que d'inquiétantes fissures se produisirent dans les tourelles. Les consuls, justement préoccupés, « conclurent à la nécessité de démolir une « des tourelles en encorbellement qui déjà menaçait ruine. » Ils consultèrent quatre maîtres maçons, qui leur conseillèrent cependant de ne point se porter à cette extrémité, mais simplement de faire boucher les lézardes, « afin de constater si le mal s'aggravait. » Ce qui fut fait (1).

En 1678, l'agrandissement de la Maison Commune continua. On acheta en effet, cette année, la maison de Bassignac qui était attenante ; et, comme elle menaçait ruine, on la démolit.

Les registres des Jurades, du reste, de cette époque, ainsi que les livres de comptes des consuls, nous fournissent les renseignements les plus détaillés sur la construction du portail et de la tour d'entrée de la Maison Commune « par maîtres Genevoy et Murailhe », son prix de revient qui s'éleva à la somme de 5,058 livres, 8 sols, l'adjonction du dôme, dont parle Charrière, dont le plan fut dressé « par Pierre Grenié, maître maçon de la ville de Toulouse, Jean Laroche et Bernard Cazeneuve », et qui, dans le devis présenté, porte le nom de « *Clocher et Impériale de l'hôtel de ville* (2) », sa destruction en 1717, etc. (3).

Mentionnons cependant, parmi les innovations, la pose en 1672, à la hauteur du troisième étage de la façade de la tour, de la nouvelle horloge, qui vint ainsi faire concurrence à la très vieille horloge, également municipale, dite la *Grande Horloge*, établie dans une autre tour de ville, à l'extrémité de la rue de ce nom, et dont nous parlerons dans l'une de nos prochaines notices.

La tour de l'horloge de la Mairie nécessita du reste, durant tout le XVIII^e siècle, de multiples et coûteuses réparations. Tous les intendants de Guyenne de cette époque, Boucher, Tourny,

(1) Archives municipales, DD. 22 (1663).

(2) Il ne reste aucun dessin, par suite aucun souvenir, de ce premier dôme de l'hôtel de ville d'Agen.

(3) Archives municipales : BB. 58 : — CC. 213, 388, 394 ; — DD. 22, 23 ; — FF. 185, 186, etc.

Boutin, Dupré Saint-Maur, de Neville, s'en préoccupent et donnent des instructions pour qu'elle soit consolidée et que l'horloge fonctionne régulièrement (1).

Les choses demeurèrent en l'état jusque vers le dernier quart du XVIII^e siècle. En 1776, préoccupés à juste titre du mauvais état de la Maison Commune, les consuls prirent une résolution radicale. Ils votèrent sa démolition complète et décidèrent « la « reconstruction à neuf d'un nouvel Hôtel de Ville » (2). A cet effet, ils s'entendirent avec un sieur Dergny, ingénieur, pour qu'il leur soumit un plan, qui fut payé 450 livres (3). On commença de démolir. Une première fournée de matériaux, « provenant de l'ancien hôtel de Ville, fut vendue 360 livres. » ; si bien que lorsque Lomet fut chargé, en 1790, par la municipalité de dresser un plan spécial pour l'installation dans la maison du Roi des administrations départementales, il écrivit en marge, nous apprend toujours M. Tholin, « Hôtel de Ville « ruiné; — Emplacement de la salle de spectacles; — Ruines. »

Nous n'avons pas à dire ici comment, quelques années plus tard, s'éleva, sur l'emplacement de l'ancienne Maison Commune, le Théâtre, qui a fonctionné plus d'un siècle et que l'on vient de démolir, construit en grande partie avec les matériaux de la cathédrale Saint-Etienne et « dont la salle « fut inaugurée, écrit Proché, le 4 décembre 1808, jour de « l'anniversaire du couronnement de l'Empereur et de la « bataille d'Austerlitz (4). » Nous ne dirons pas non plus comment les service municipaux furent transférés tout à côté dans l'hôtel d'Estrades, où ils sont restés jusqu'à la fin du siècle dernier, et dont les vastes salles vides ne pouvaient plus servir, depuis la Révolution, au logement des grands seigneurs.

Seul, le Beffroi demeurerait toujours fièrement campé, malgré son peu de solidité, sur le pan coupé de la façade, où s'ouvrit plus tard le magasin de la Belle-Jardinière. Il fut même res-

(1) Archives municipales, DD. 23.

(2) Idem. BB. 84 et DD. 22.

(3) Idem. CC. 465.

(4) *Annales de la Ville d'Agen*, par Proché, p. 117.

tauré quelques années après : « Le Beffroy, ou charpente
« qui supportait la cloche de l'Hôtel de Ville, écrit toujours
« Proché, ayant été refait à neuf à la fin de janvier 1818,
« l'horloge fut réparée ; les petites tours recouvertes en
« ardoises ; et la cloche, qui ne sonnait pas depuis huit ans,
« ainsi que l'horloge, recommença à se faire entendre le
« 18 février 1818 (1). »

C'était hélas ! le chant du cygne de l'antique monument.
A peine Brécy eut-il le temps, en 1833, d'éterniser par son
crayon sa mémoire, que, onze ans après, le 6 novembre 1844,
la municipalité d'Agen décidait sa démolition.

« M. le Comte de Raymond, maire, expose en effet au Conseil un
« rapport de M. l'Architecte de la Mairie, établissant que le bâtiment,
« les tours et le balcon de l'Horloge de la Mairie sont dans un tel
« état de dépérissement que son existence actuelle présente des dan-
« gers imminents, et qu'il serait impossible d'entreprendre la restau-
« ration de ce monument sans être obligé de recourir à des travaux
« qui équivaldraient presque à une construction neuve.

« Le Conseil,

« Considérant que l'examen des lieux par une Commission du
« Conseil a justifié les craintes manifestées par les habitants sur le
« peu de solidité de l'horloge de la Mairie à partir du stillicide ;

« Considérant qu'il devient indispensable d'adopter des mesures
« dans le but de prévenir tout accident pouvant compromettre la
« la sûreté des habitants ;

« Décrète :

• Art. 1. — M. le Maire est autorisé à faire procéder le plus tôt
« possible à la démolition des bâtiments et des tours de l'horloge de
« la Mairie, y compris jusqu'au stillicide des bâtiments communaux
« contigus.

« Art. 2. — Le Conseil se réserve de prendre ultérieurement une
« détermination concernant le reste du bâtiment.

• Fait, en Conseil municipal, à Agen, le 6 novembre 1844 (2). »

Six mois après, il n'en restait plus une seule pierre.

Ph. LAUZUN.

(1) *Annales de la ville d'Agen*, p. 288.

(2) Archives municipales d'Agen. — Reg. des délibérations pour 1844.

LA RUE SAINT-COME A AGEN

ET

LE CHEMIN COMMUNAL DE COURPIAN

Première délibération, 3 juin 1853, n° 125 :

Gare entre le Coteau et le Canal

« DISPOSITIF. — Il y a lieu de s'opposer, avec la plus grande énergie, à l'adoption du projet présenté par la Compagnie du chemin de fer de Bordeaux à Cette, en ce qui touche les gares de la ville d'Agen, et de demander, avec les plus vives instances, *que la gare des voyageurs soit placée à l'extrémité de la rue Saint-Côme* et la gare des marchandises, dans les vastes terrains compris entre l'extrémité de la rue Bourrou et les bordures de la route n° 21 de Paris à Barèges, en les rapprochant de la ville, le plus qu'il sera possible.

MOTIFS. — Vu le projet formé par MM. les Ingénieurs du chemin de fer de Bordeaux à Cette, de placer, à Agen, la gare du dit chemin, sur la rive droite du canal.

Vu l'exposé fait au Conseil par M. le Rapporteur de la Commission du chemin de fer.

Considérant qu'il résulte de l'examen le plus attentif et le plus impartial, que l'exécution du projet adopté par la Compagnie porterait l'atteinte la plus grave aux intérêts de notre ville.

Considérant, en effet, que ce projet fait passer le chemin de fer entre le canal et le coteau, place la gare des voyageurs à Courpian et propose de construire, sur le canal, un large pont (1), destiné à ouvrir une communication entre la gare et la ville.

Considérant que, dans ces conditions, cette gare serait établie à 550 mètres de l'église Saint-Caprais et qu'on n'y arriverait qu'en franchissant une rampe de 200 mètres. Que, d'ailleurs, son enceinte infiniment étroite et que l'on ne prend pas même la précaution de recouvrir, se trouverait resserrée entre le canal et le coteau, auquel on

(1) Un dessin de ce pont est conservé aux Archives municipales. Il était projeté dans l'axe de la rue Saint-Côme.

ne pourra toucher sans s'exposer à l'énorme danger des éboulements ; que, de la sorte, elle se trouverait insuffisante même, avec un chemin à une voie, et qu'elle le deviendra bien davantage, si, comme nous devons l'espérer, on donne un jour deux voies à ce chemin, et si surtout l'on vient à y embrancher le chemin de fer d'Auch et celui de Limoges.

Considérant que l'on ne pourrait joindre à cette gare les établissements publics et privés qui en seraient, cependant, le complément indispensable.

Considérant que si, au moyen d'énormes dépenses, dont il est impossible de prévoir le chiffre, on parvenait à entourer la gare de ses constructions accessoires, on déplacerait entièrement l'industrie et on favoriserait un quartier tout nouveau, situé au delà du canal, et cela, au préjudice de l'ancienne ville, ce qui est aussi inutile, que ce serait injuste.

Considérant qu'il est, au contraire, facile de placer cette gare à l'extrémité de la rue Saint Côme, à moins de 100 mètres de l'église Saint-Caprais, et de manière qu'on y arrive par une surface parfaitement plane ; que, dans cette position, on peut donner à la gare tout le développement désirable et les agrandissements que l'avenir rendra nécessaires, tous les établissements accessoires pouvant se trouver sur la place Saint-Caprais et dans les environs, d'où résulterait, pour ce quartier, de grands éléments d'activité, par suite, une nouvelle vie industrielle.

Considérant qu'il ne pourrait exister aucune gêne entre la ville et le canal, au point de vue des communications, celles qui existent aujourd'hui par les deux routes impériales et par la rue Saint-Côme devant être conservées, comme dans leur état actuel.

Considérant que le chemin vicinal n° 2, dit de Contensou, serait rapproché des maisons, depuis la porte Saint-Georges jusqu'à la porte du Pin, et deviendrait un véritable chemin de ceinture, qui permettrait d'ouvrir, sur tous les points où le besoin s'en ferait sentir, des communications nouvelles entre le chemin de fer et le canal.

Considérant que la place affectée, par les ingénieurs de la Compagnie, à la gare des marchandises, n'est pas plus heureusement choisie, puisque cette gare serait établie de l'autre côté de la grande gare du canal : s'étendant le long de la route n° 21, jusqu'au chemin Saint-Esprit, coupant et interceptant complètement le chemin n° 1, dit chemin vicinal de Grezel.

Considérant que l'entrée de cette gare serait à 400 mètres du pont établi sur la route, à la sortie de la ville, et qu'on n'y arriverait

que par une montée qui rendrait le transport des marchandises plus coûteux ; qu'on pourrait, à la vérité, donner à cette gare tous les développements désirables, mais qu'elle rendrait nécessaire, aux environs de Gaillard, l'établissement d'un quartier tout nouveau, lequel absorberait la très majeure partie des avantages du chemin de fer et en priverait le quartier de la porte du Pin, auquel ils reviennent naturellement.

Considérant que la simple inspection des lieux prouve que cette gare doit être placée plus près de la ville, bordée, d'un côté, par la route n° 21, et s'étendant jusqu'à l'extrémité de la rue Bourrou, dont elle ne serait séparée que par le chemin de ceinture ; qu'aucune dépense de roulage ne serait nécessaire, puisqu'elle toucherait presque immédiatement la ville, et que la plupart des établissements se trouveraient tout construits dans les quartiers qui l'avoisinent.

Considérant qu'il serait facile de donner à cette gare, sur une surface parfaitement plane, toute l'étendue que les besoins du commerce pourraient exiger, et que cette partie de la ville si peu favorisée, jusqu'à ce moment, puiserait, dans l'exécution de ce projet, les plus grands éléments de prospérité.

Considérant que la gare proposée par la Compagnie aurait le très grave inconvénient d'intercepter les communications actuelles entre la ville et le cimetière de Gaillard ; que, pour s'y rendre, il faudrait remonter la route n° 21, jusqu'au chemin du Saint-Esprit et revenir au cimetière par un chemin nouveau longeant la gare ; que la distance des parcours serait ainsi allongée de 400 mètres que l'on peut porter à 500, si l'on veut tenir compte de la difficulté que présente la rampe à franchir, et comme il faut aussi calculer le retour, on peut affirmer que chaque convoi aurait à suivre un parcours de 900 mètres, en sus de la distance telle qu'elle existe aujourd'hui.

Considérant que, d'une part, cet état de choses obligerait à payer de grosses indemnités à l'adjudicataire du service des pompes funèbres, et que, d'autre part, les vieillards au moins, les femmes, les infirmes ne pourraient plus accompagner un convoi jusques au cimetière, sans faire la dépense de voiture de transport, surtout en temps d'hiver, et pendant les fortes chaleurs de l'été.

Considérant que la ville d'Agen a aussi le droit de se préoccuper des atteintes que le projet de la Compagnie porterait au canal, car cette voie lui sera au moins aussi utile que celle du chemin de fer.

Considérant que, pour placer ce chemin sur l'espace si étroit et conquis, avec tant de dépenses et de danger, entre le canal et le

coteau, il faut, nécessairement, augmenter cet espace, malgré le danger des éboulements d'un côté, et de l'autre, l'inconvénient de gêner la circulation sur le canal.

Considérant que la Compagnie propose de rétrécir le canal à 20 mètres, à partir du pont de Rouquet, et que ce rétrécissement serait de 7 mètres sur ce point et irait se terminer à zéro à 100 mètres de distance.

Considérant que la grande largeur qu'on a laissée au canal, au coude qu'il forme près du pont, à Rouquet, a eu pour but de donner aux bateaux les plus longs, la possibilité de tourner, afin d'entrer, en ligne droite, sous ce pont étroit, et qu'évidemment, le rétrécissement proposé va rendre l'entrée et la sortie du pont extrêmement difficiles, si ce n'est impossibles, pour tous les grands bateaux.

Considérant qu'on avait donné, au chemin de hâlage, une largeur de dix mètres, que la Compagnie propose de réduire à trois, sur une étendue de cent mètres, et à deux mètres sur une étendue de soixante mètres; que, dès lors, c'est interdire le hâlage de ce côté, car comment concevoir qu'un cheval peut passer paisiblement sur une largeur de deux ou trois mètres, à côté d'un train de chemin de fer allant à toute vitesse ?

Considérant que le hâlage ne pourrait s'établir en face, qu'avec les plus extrêmes difficultés, puisque, sur cette berge, est précisément le quai de déchargement des bateaux, et que ceux qui stationneront devront nécessairement apporter une très grande gêne au mouvement de ceux qui voudront circuler.

Considérant qu'à côté de la grande gare du canal, la Compagnie s'empare en entier du chemin de hâlage, pour en faire le quai de déchargement de sa propre gare; que la circulation des bateaux se trouvera forcément arrêtée par ceux qui stationneront, pour recevoir ou décharger leurs marchandises, et qu'un quai de déchargement, pour la ville, se trouvant placé sur la berge opposée, il en résultera que les deux côtés, à la fois, présenteront les plus grandes difficultés pour le service de hâlage.

Considérant que ce voisinage si intime du canal et du chemin de fer sera, nécessairement, très nuisible à l'un et à l'autre : 1° au chemin de fer, parce qu'il ne permettra jamais de le mettre à deux voies, ainsi que le réservait le décret qui se rapporte à sa création; parce que les infiltrations cachées des eaux du canal pourront miner, insensiblement, le sol même du chemin de fer et occasionner subitement un affaissement de terrain; parce que les brèches faites au coteau

pourront provoquer des éboulements tout aussi inattendus, et qu'un seul de ces deux accidents suffirait pour rendre un grand désastre inévitable. 2° au canal, parce que, outre la gêne résultant du rétrécissement du canal et du chemin de hâlage, des flammèches qui s'échappent constamment de la cheminée de la machine, peuvent tomber sur un bateau chargé de chanvre, de spiritueux ou autres matières combustibles.

Considérant enfin que le projet de la Compagnie prive la ville d'Agen d'une promenade qui sera certainement une des **plus agréables**, celle que le beau chemin de hâlage actuel trace au **pied** du coteau ; qu'il sera toujours impossible de la remplacer par une autre conservant le même niveau. Que celle que l'on **voudrait** établir au pied de la levée du canal, aurait tous les **inconvéniens** des allées du Gravier, sans en représenter les **avantages** ; que, du reste, dans le système proposé par la Commission, il suffirait de planter et d'élargir le chemin de ceinture, **pour le transformer en boulevard**, et en faire, à très peu de frais, une **très belle promenade**. »

2^{me} **Délibération**, 23 septembre 1853, f° 130.

« **DISPOSITIF**. — Le Conseil persiste de plus fort, dans sa délibération du 3 juin 1853 ; donne son approbation la plus entière à la réponse de la Commission aux observations de la Compagnie,

Demande instamment, comme il a toujours demandé, que la gare des marchandises soit établie sur la rive gauche du canal, entre la ville et le chemin de fer, et le plus près possible de la ville.

MOTIFS. — Considérant que la commission du Conseil municipal, dans sa réponse aux observations de la Compagnie concessionnaire, a exprimé fidèlement la pensée du Conseil et justifié de nouveau *le très grand intérêt, pour la ville, que la gare des voyageurs soit établie à l'extrémité de la rue Saint-Côme*, et celle des marchandises sur le terrain compris entre l'extrémité de la rue Bourrou et la route n° 21, et aussi près que possible de la ville.

Qu'il y a lieu, par suite, en persistant dans sa délibération du 3 juin 1853, d'approuver cette réponse de la manière la plus absolue.

Considérant, d'autre part, que le Conseil municipal n'a jamais réclamé l'adoption du tracé sur la rive gauche, tel qu'il est présenté par la Compagnie ; qu'il a toujours demandé comme il demande encore, que la gare des marchandises soit placée, non entre le chemin de fer et le canal, mais bien entre la ville et le chemin de fer. et de ma-

nière à rendre les communications, entre l'une et l'autre, commodés et multipliées. »

3^{me} Délibération, 28 décembre 1853, f^o 136.

• DISPOSITIF. — Il y a lieu de s'opposer à l'adoption du nouveau projet et de persister dans ses précédentes délibérations.

MOTIFS. — Considérant que le nouveau projet de gare et de traverse dans la ville d'Agen, proposé par la Compagnie du chemin de fer présente les plus graves inconvénients ; qu'il sépare la ville de la rivière, détruit les plus belles promenades, sans les mettre à l'abri des inondations. » (Un point, c'est tout, pas d'autre explication. Nous comprendrons le 23 janvier suivant.) »

4^{me} Délibération, 16 janvier 1854, f^o 136.

• DISPOSITIF. — M. Bouet, Président de chambre à la Cour impériale d'Agen, membre du Conseil municipal de cette ville, est délégué pour aller à Paris, défendre les intérêts de la ville, au sujet de l'établissement de la gare du chemin de fer de Bordeaux à Cette et de la ligne du Grand Central, jusqu'à Agen, en se reliant, par Auch, au réseau pyrénéen.

MOTIFS. — Considérant que la ville d'Agen a le plus grand intérêt à ce que la gare du chemin de fer de Bordeaux à Cette soit établie sur l'emplacement indiqué dans la délibération du 3 juin 1853.

Considérant qu'elle est pareillement intéressée à ce que le chemin Grand central arrive à Agen, et se relie, par la vallée du Gers, au réseau pyrénéen.

Qu'il y a lieu, dès lors, de confier, à une délégation spéciale, le soin de défendre et de faire triompher ces intérêts, auprès de l'Administration centrale à Paris. »

5^{me} Délibération, 23 janvier 1854, f^o 137 :

Gare derrière les hôtels Baron et Casanoves

• DISPOSITIF. — Le Conseil municipal déclare persister de plus fort dans ses délibérations du 3 juin 1853 et du 12 (lisez 28) décembre 1853.

MOTIFS. — Considérant que le nouveau projet de gare et de traverse dans Agen, proposé par la Compagnie du chemin de fer de Bordeaux à Cette, est encore plus nuisible aux intérêts de la ville que le premier ; que le chemin de fer, passant sous la dernière arche du Pont-Canal, suivant la courbe formée par la rivière, couperait l'extrémité des promenades, traverserait en écharpe le champ de foire, irait couper à niveau la route du Pont de Pierre, en face de la rue Lamouroux, entrerait ensuite dans le jardin du Séminaire, pour aller, encore à niveau, traverser la route impériale n° 21, entre le Pont de Pierre et la Porte du Pin ; qu'il serait, du côté de la rivière, protégé par une digue en fer, d'une hauteur de cinq à six mètres, et obligerait la Compagnie à endiguer les ruisseaux de la Masse et de Descayrat (1), entre lesquels est située la ville d'Agen.

Attendu que le projet enferme la ville de trois côtés, dans une enceinte qui n'est interrompue sur aucun point, et rend les communications avec l'extérieur beaucoup plus difficiles ; qu'il la sépare presque complètement de la rivière et réduit à une inutilité presque absolue, le magnifique port dont elle a été dotée ; qu'en effet, toutes les avenues ou rues qui conduisent à la rivière sont interceptées ; que la Compagnie ne propose d'en établir que deux, l'une qui serait le prolongement de la rue Palissy, et une autre nouvelle, en face la rue Fon-de-Raché, toutes deux avec l'inconvénient de franchir, pour aller comme pour revenir de la rivière, une rampe de cinq ou six mètres de haut.

Attendu que ce projet détruit nos belles promenades, les enferme dans des digues d'une grande hauteur qui les traversent dans tous les sens, les privent de la vue du fleuve et de la campagne et les rendent aussi tristes que malsaines.

Attendu que le vaste champ de foire où se tiennent presque toutes les foires de la ville, et, surtout, celle du Gravier qui a une si grande importance pour tout le pays, ne pourrait plus servir à cet usage ; qu'on le couperait, en effet, diagonalement, par le chemin de fer, et qu'en supposant que le bruit des machines et que les vapeurs n'effrayassent pas les bestiaux, le triangle qui resterait du côté de la ville, serait tout à fait insuffisant et celui qu'on rejeterait au delà du chemin de fer, serait isolé de la ville et abordable, seulement, par deux entrées resserrées.

(1) Le ruisseau de Descayrat qui est la suite de celui des Ladres se jette dans la Garonne, un peu au sud de la rue Lamouroux.

Attendu que les promenades et champ de foire qui seraient, pour ainsi dire, supprimés, ne pourraient pas être remplacés, même au prix des plus grands sacrifices.

Attendu que ces inconvénients ne seraient compensés par aucun avantage, car la ville ne serait pas à l'abri des inondations ; qu'en effet, la gare, placée derrière les hôtels Baron et Cazanobes, dans la partie la plus basse, obligerait de boucher les aqueducs, dès que la rivière serait à la hauteur des quais, c'est-à-dire, probablement, quinze ou vingt jours chaque année ; que les eaux de pluies tombées non seulement sur la ville, mais même sur une partie de la campagne voisine, jointes à celles des sources débordées, et, peut-être, aux infiltrations de la digue de protection, inonderont le chemin de fer et nos rues presque aussi souvent qu'ils l'auraient été par la rivière, et d'une manière plus désagréable et plus malsaine, puisque, d'une part, les eaux sortant des aqueducs répandront une odeur infecte, et que, de l'autre, ne pouvant s'échapper que par des issues étroites, elles s'écouleront bien plus lentement.

Attendu que la Compagnie prévoit elle-même la possibilité de la rupture de la digue, et que, si ce malheur arrivait, il est impossible de calculer l'étendue du désastre occasionné aux quartiers les plus bas, par une invasion des eaux aussi rapide que violente.

Attendu que la Compagnie a combattu, elle-même, le projet qu'elle présente aujourd'hui, précisément par tous ces motifs, dans le mémoire imprimé qu'elle a fait distribuer, et qu'elle n'explique nullement pourquoi elle a changé d'avis. »

6^{me} Délibération, 23 janvier 1854, f° 138.

« DISPOSITIF. — M. Echassériaux, député au Corps législatif, est nommé délégué de la ville d'Agen et prié de se concerter avec MM. Noubel, Dumon, Bergognié et Gavarret, membres de la délégation permanente à Paris, pour défendre nos intérêts, dans tout ce qui se rapporte à l'établissement du chemin de fer Grand Central arrivant à Agen, et se reliant au réseau pyrénéen, par la vallée du Gers et par la ville d'Auch.

MOTIFS. — Vu la délibération du 9 novembre 1853 (Elle n'est pas insérée au registre spécial des délibérations), par laquelle le Conseil municipal a nommé des délégués pour soutenir d'une manière permanente, auprès de l'administration centrale, les intérêts de la ville d'Agen, en ce qui concerne l'établissement du chemin Grand Central

arrivant à Agen, et se reliant, par la vallée du Gers, au réseau pyrénéen.

Considérant que, par sa haute position et par les liens de famille et d'affection qui l'attachent à notre cité, M. Echasseriaux, député au Corps législatif, peut puissamment contribuer à nous faire obtenir une décision favorable. »

7^{me} Délibération, 14 mars 1854, f° 140.

« DISPOSITIF. — *La ville d'Agen est disposée à abandonner gratuitement la propriété de la portion de l'ancien cimetière de Sainte-Foi nécessaire à l'établissement de la gare du chemin de fer de Bordeaux à Cette, sur la rive gauche du canal, pourvu qu'elle soit aussi rapprochée que possible de la rue Saint-Côme,*

MOTIFS. — Vu la lettre de M. le maire du 9 mars courant, de laquelle il résulte que M. le ministre, ayant à la suite des observations présentées par MM. les délégués de la ville d'Agen, pressenti la possibilité d'un abandon gratuit de terrains communaux pour l'établissement de la gare de Bordeaux à Cette, jugeait convenable que le Conseil municipal fût mis en demeure de délibérer, à ce sujet, et surtout de préciser les conditions de la cession à intervenir, et de l'étendue des terrains à céder.

Où le rapport de la Commission du Chemin de fer.

Considérant que le Conseil, organe des intérêts et des besoins de la ville, a demandé dans ses délibérations des 3 juin, 23 septembre 1853 et 23 janvier 1854, et par ses délégués devant le Conseil général des Ponts et Chaussées, que *la gare du Chemin de fer de Bordeaux à Cette fût établie sur la rive gauche du canal et aux abords de la rue Saint-Côme;*

Que, dans ce cas, et, en échange de cette légitime satisfaction donnée à ces intérêts, *rien ne s'opposerait à ce que la portion de terrain nécessaire à cette gare, dépendant de l'ancien cimetière de Sainte-Foi et de la contenance de 91.40 (sic) fût cédée gratuitement par la ville.*

Considérant, néanmoins, que l'avantage de la gare ainsi établie n'existerait pour la ville, *qu'autant que son emplacement serait rapproché le plus possible de la rue Saint-Côme;*

Que dans les intentions du Conseil, cette précision devient une condition de l'abandon gratuit du dit terrain. »

8^{me} Délibération, 25 juillet 1854, f^o 154.

« **DISPOSITIF.** — Le Conseil municipal persiste dans sa délibération précédente, invite M. le Maire à demander au Gouvernement d'adopter le tracé de la rive gauche avec les modifications indiquées dans la présente délibération.

MOTIFS. — Considérant que, par ses précédentes délibérations, le Conseil municipal a suffisamment fait connaître les motifs pour lesquels il demandait que la gare du Chemin de fer du Midi fût placée sur la rive gauche du canal, plutôt que sur la rive droite; qu'il ne lui reste, en ce moment, qu'à apprécier les tracés définitifs présentés par la Compagnie:

Gare de rive gauche entre Sainte-Foi et Saint-Caprais

Considérant que celui de la rive gauche se rapproche beaucoup trop de la ville, laissant, sans les occuper, les terrains si vastes qui bordent le canal, pour se développer sur les maisons placées entre Saint-Caprais et Sainte-Foi; qu'il impose ainsi à la Compagnie une énorme dépense, sans aucune utilité, sans même permettre de donner à la gare une étendue convenable; que la gare n'est abordable que par un seul passage établi derrière Sainte-Foi, ce qui imposerait à la ville l'obligation de rectifier et d'élargir les rues étroites et tortueuses qui aboutissent à ce point.

Considérant qu'il est convenable et même nécessaire d'établir un chemin de ceinture entre la ville et le chemin de fer, depuis la route de Bordeaux jusqu'à celle de Paris; qu'entre ces deux points, et moyennant l'établissement de ce chemin aux frais de la Compagnie, le Conseil municipal a déjà offert de céder gratuitement tous les terrains dont la ville est propriétaire jusques aux berges du canal; que l'entrée principale de la gare pourrait être percée devant l'église Sainte-Foi; qu'on pourrait y arriver, d'ailleurs, par la rue Saint-Côme, et par toutes les issues qu'on percera successivement sur le chemin de ceinture.

Encore la gare de rive droite

Considérant que, pour aboutir à la gare de la rive droite, la Compagnie propose un chemin dirigé en ligne droite, jusqu'à la petite

maison de Narbonne, se divisant sur ce point, en deux branches dont l'une va aboutir au chemin de Joliet (1) et l'autre en face de la rue Bourrou; qu'il présente une rampe de plus de 0^m, 04 sur une longueur de 250 mètres; que ce projet imposerait à la ville et l'élargissement immédiat de la rue Saint Caprais à Sainte-Foi et de celle de Sainte-Foi au chemin de Joliet et enfin de la rue Bourrou; que cette dépense ne peut pas être évaluée à moins de 150 à 180 mille francs; qu'on ne pourrait, d'ailleurs, arriver à la gare, qu'en allant joindre la route de Villeneuve, ce qui allongerait le parcours de 800 à 1.000 mètres.

Considérant que la Compagnie s'empare, par ce projet, de la moitié de la gare d'eau du canal qui est indispensable au commerce d'Agen, pour le stationnement des bateaux vides et comme refuge, pendant qu'on vide le canal, et qui le deviendra bien davantage, lorsque le canal, livré jusqu'à Castex, recevra un nombre de bateaux infiniment plus considérable.

Gare à la Clote (2)

Considérant que la gare de la Clote se trouve aussi éloignée du centre de la ville que la gare de la rive droite, et à une distance double de celle de la rive gauche; que le tracé entoure la ville d'une ceinture inflexible et presque infranchissable, établit des passages à niveau à Corne, à la Croix de la mission, sur la route de Paris au pont du ruisseau de la Masse, sur celles de Cahors et de Toulouse et sur le chemin de Barletté; que ce grand nombre de passages à niveau sur les routes les plus fréquentées et, presque à l'entrée des maisons, gênera beaucoup la circulation.

Considérant que ce tracé détruit le champ de foire de la Porte du Pin qui ne pourra pas être remplacé dans ce quartier et intercepte la promenade de la Croix de la Mission, la plus fréquentée de toute la ville (3).

Considérant qu'il oblige la ville, non seulement à prolonger la rue Saint-Fiary, mais encore à ouvrir une rue nouvelle conduisant de l'extrémité de cette rue à la gare; que la dépense à la charge de la

(1) Joliet était un quartier à l'ouest du Pont des Anes et y confinait.

(2) La Clote ou Laclotte est le quartier où se trouve aujourd'hui le lycée de garçons.

(3) C'est, aujourd'hui, le square du Pin.

ville ne peut pas être évaluée à moins de 80.000 francs, et même à 100.000 francs, si on y comprend les frais de prolongement de la rue Saint-Fiary. »

9^{me} Délibération, 20 décembre 1854, f° 163.

Gare aux lieux où elle est actuellement

« DISPOSITIF. — Le Conseil demande la modification du plan de la gare du chemin de fer conformément aux observations énoncées plus haut. (Lisez plus bas, puisque j'ai interverti l'ordre des facteurs.)

MOTIFS. — Considérant que le plan de la gare d'Agen que la Compagnie du chemin de fer soumet aux enquêtes, causerait à la ville, s'il était exécuté, les plus graves préjudices dont l'évidence ressort de l'examen, même le moins attentif.

Considérant, en effet, que la ville possède un chemin vicinal d'une importance réelle, classé, par le Conseil municipal, au premier rang de ceux qu'il devait entretenir, longeant la ville au nord et ouvrant une voie extérieure de communication, entre la route n° 21 de Paris à Barèges et la route n° 127 de Montauban à Bordeaux, voie rapide et commode, *devenue surtout indispensable depuis l'établissement du canal*, non seulement pour les points extrêmes ou pour les propriétaires riverains, mais pour toute la ville, appelée vers ce lieu, par le mouvement et les besoins incessants d'un commerce considérable.

Considérant, cependant, que ce chemin qui se continue, sans interruption, de Saint-Georges à la route n° 21, est arbitrairement divisé, par la Compagnie, en deux parties qu'il lui convient d'appeler : *Chemin de Contensou, entre Saint-Georges et Saint-Côme, et chemin des rondes de Sainte-Foi, de Saint-Côme à la route de Paris* ; qu'elle restitue, il est vrai, celui de Contensou, mais en le rendant, plus étroit et plus incommode, et supprime entièrement celui des Rondes de Sainte-Foi, sous le prétexte facile qu'il devient inutile.

Considérant que cette assertion, de la part de la Compagnie, échappe à une discussion sérieuse et est repoussée par le seul aspect des lieux, qui, plus que tous les raisonnements, proclame l'indispensable nécessité de ce parcours, pour un des quartiers les plus industriels de la ville, celui de la Porte du Pin, qui n'a pas d'autre voie extérieure pour porter ses marchandises *au port du canal, vis-à-vis*

la rue Saint-Côme; ce qu'il serait forcé de faire désormais, en passant par des rues sinueuses, impraticables, comme celle de Saint-Fiary, par exemple, que la Compagnie a la prétention de substituer à l'ancien chemin vicinal, spacieux et commode, qu'elle supprime en se bornant à dire qu'il est inutile.

Qu'on ne peut, en effet, s'expliquer cette déclaration d'inutilité prétendue de ce chemin, en présence de son classement, par le Conseil, comme un des plus importants avant l'établissement du canal, en présence du canal, de ses abords et de son port si fréquenté, de la future gare qui devra être, même dans l'intérêt de la Compagnie, si facilement abordable, en présence, enfin, de la décision de M. le Ministre qui l'a reconnu si indispensable, qu'il a engagé la commune d'Agen, à porter sa largeur non point seulement à douze mètres, mais même à dix-huit.

Considérant que, s'il était permis de rechercher le motif réel de cette suppression, on le trouverait, peut être, moins dans le désir, de la part de la Compagnie, de l'obtenir, que dans l'intention, d'accord, en cela, avec son intérêt, de mettre en entier son établissement, à la charge de la ville, en s'exonérant de cette obligation.

Considérant, à cet égard, qu'il n'est pas de loi qui permette à une compagnie et même à l'Etat, de s'emparer d'un chemin vicinal sans indemnité à payer à la commune, et que, comme celles des particuliers, les propriétés communales sont protégées par les mêmes lois; que c'est même en vain qu'on voudrait assimiler la situation que la Compagnie fait à la commune d'Agen, avec le fait de l'Etat s'emparant d'un chemin vicinal, pour en faire une route Impériale, ou s'emparant d'un champ de foire pour pratiquer une route nouvelle : qu'une décision qui aurait ainsi dépouillé une commune, comme dans cette dernière espèce, aurait été mal rendue, et aurait dû être réformée, si elle avait été attaquée ; qu'on ne pourrait tout au plus la concevoir que dans ce cas spécial où, loin de nuire au champ de foire, l'ouverture ou l'élargissement de la route nouvelle aurait rendu son accès plus facile et sa circulation plus commode ; et qu'ici, au contraire, le chemin de fer, loin de remplacer le chemin vicinal, ne le rend que plus indispensable, et oblige à l'élargir, au lieu de rendre sa suppression possible.

Considérant qu'on ne pourrait pas même alléguer que la commune a voulu jamais abandonner la propriété de ce chemin : que, par sa délibération du 25 juillet 1854, qui est la dernière sur cette matière, le Conseil municipal déclare que, *moyennant l'établissement du che-*

min de ceinture, aux frais de la Compagnie, il offre de céder gratuitement tous les terrains dont la ville est propriétaire jusques aux berges du canal ; que, dès lors, au lieu d'un abandon, c'est une réserve ; au lieu d'une cession pure et simple, c'est une condition expresse ; d'où la conséquence que si la compagnie ne prend pas, à sa charge, le chemin à faire, la commune reprend le droit qu'a tout propriétaire, droit absolu, droit incontestable, de demander une indemnité, en compensation des terrains qu'on lui prend.

Considérant que l'on dirait, vainement encore, que la lettre ministérielle qui fixe l'emplacement de la gare, met ce chemin à la charge de la ville, puisqu'elle l'engage à porter de douze à dix huit mètres, le chemin de ceinture que la commune d'Agen se propose d'établir ; que son Excellence, en effet, ne rend aucune décision ; que c'est un conseil qu'elle donne à la ville, quant à la largeur. Quant à l'établissement du chemin, elle rappelle un projet de la ville, mais elle ne dit pas qu'elle le lui impose ; au reste, M. le Ministre n'avait pas à prononcer sur la propriété du chemin de Contensou ; cette question ne lui avait été soumise, ni par la Compagnie, ni par la ville ; il aurait statué sur une chose qui ne lui était demandée par personne et sans avoir entendu aucune des parties ; il s'est borné à fixer, dans l'intérêt de la Compagnie, comme dans celui de la ville, la largeur qu'il lui paraissait convenable de donner au chemin : il était nécessaire d'indiquer, en ce moment, sa largeur probable, pour que la Compagnie, dans son projet définitif, laissât l'espace nécessaire à son établissement, entre la gare et l'église de Sainte-Foy ; c'est, évidemment, dans ce seul but, que M. le Ministre parle de ce chemin ; au reste, il ne dit nulle part, à la charge de qui devait être supportée la dépense.

Considérant qu'il est même impossible qu'il eût pu décider que cette dépense serait à la charge de la ville, puisque la Compagnie, dans les devis qu'elle avait présentés, pour les dépenses à faire pour la gare de la rive gauche, prenait entièrement pour son compte, celle à faire pour l'établissement de ce chemin, auquel elle donnait une largeur de dix mètres.

Que, d'un autre côté, MM. les Ingénieurs du contrôle, chargés de vérifier les plans et devis de la Compagnie, le portent à douze mètres, mais en calculant toujours les dépenses comme devant être supportées par elle. Que, cependant, M. le Ministre aurait mis, aux frais de la ville, une dépense au sujet de laquelle il n'y avait pas débat entre les parties, et que la Compagnie reconnaissait même

devoir être faite par elle ; ce qui est non seulement hors de toute vraisemblance, mais même tout à fait impossible.

Qu'il ne reste donc, pour la Compagnie, qu'une prétention de faire supporter cette dépense par la commune, lorsque, auparavant, elle avait reconnu elle même devoir la supporter, et, par suite, une contradiction dont elle expliquerait difficilement la cause que, pour ce qui nous regarde, et quelle qu'elle soit, nous n'avons pas à rechercher ici.

Considérant que la Compagnie ne restitue au chemin de Contensou qu'une largeur de cinq mètres, lorsque la largeur moyenne de la partie supprimée est de plus de sept mètres ; *qu'elle le fait aboutir à la rue Saint-Côme* et contre la clôture de la gare qui en arrête brusquement le parcours, au grand détriment du besoin de la circulation, qui commande, impérieusement, un changement de direction, dans cette partie ;

Considérant que le passage à niveau de la rue Saint-Côme devrait être remplacé par un passage au dessus du chemin de fer, rendu facile et peu coûteux par la situation des lieux et la hauteur du remblai du canal ; que si l'on observe que ce passage deviendra la seule entrée de la ville, entre la route n° 21 et celle n° 127, on sera convaincu que la circulation active, nombreuse, incessante, le transport de toutes sortes de marchandises par un point central de la ville, voisin du port du canal et de la gare, sollicitent impérieusement la substitution d'un passage supérieur à celui à niveau projeté ; qu'il s'agit ici même, non seulement de la facilité et de la commodité, mais, surtout, de la sécurité de cette voie nouvelle, considération qui doit vivement préoccuper le Conseil, et qui ne demeurera pas étrangère à la Compagnie.

Considérant que, dans le projet de la Compagnie, soumis à M. le Ministre, comme dans celui de MM. les Ingénieurs du contrôle, projet, comme on le sait, approuvé, deux issues étaient données à la gare des voyageurs, l'une au devant, l'autre sur le derrière de l'église Sainte-Foi ; que, cependant, le projet soumis aux enquêtes n'en conserve qu'une, et dispense ainsi la Compagnie de l'achat d'une maison comprise dans le premier devis ;

Que si l'on réfléchit au mouvement qui a lieu aux abords d'une gare, à l'entrée, à la sortie des omnibus, des diligences et des voitures de toute sorte, à cet encombrement, enfin, de tous les moments, on sera convaincu que les deux passages sont indispensables et que le changement d'avis de la Compagnie, que rien n'explique, ne peut pas être approuvé ; que, du reste, la commune a le droit de demander

que ce passage *soit rapproché autant que possible de la rue Saint-Côme*, puisque ce n'est qu'à cette condition expresse qu'elle a fait la cession du cimetière;

Considérant, enfin, que le chemin de fer à l'inconvénient de faire disparaître en l'interceptant, le chemin de la *Redoute* et celui de *Recu*; que ces chemins sont indispensables aux nombreuses habitations qui les bordent, en même temps qu'à celles du faubourg Saint-Georges, qui seraient, autrement, forcées de venir passer sur la route impériale de Bordeaux et de parcourir, ainsi, cinq ou six fois la distance actuelle, pour aller vers le canal; et que c'est, sans raison plausible, que la Compagnie allègue la disposition des lieux qui empêche de les continuer au dessus de la voie ferrée; que le plus simple examen démontre le contraire, et que la Compagnie elle-même, l'avait tellement cru possible que, dans son premier projet, elle proposait de l'établir ainsi, en portant même, dans ce but, une somme de dix mille francs, et que MM. les Ingénieurs du contrôle portaient aussi ce passage supérieur dans leur projet. »

10^m. Délibération, 9 février 1855, f° 165.

Gare à Fiaris (1)

« DISPOSITIF. — Le Conseil persistant dans toutes ses délibérations précédentes, prie M. le Maire de s'opposer autant qu'il sera en lui au déplacement de la gare et, surtout, à son établissement à Fiaris.

MOTIFS. — Considérant que les motifs sur lesquels se fonde la Compagnie du chemin de fer du Midi pour demander à M. le Ministre des Travaux publics de rétracter la décision par laquelle il fixe l'emplacement de la gare d'Agen, sont tout à faits inexacts, et que la ville est disposée, non seulement à remplir, dans toute leur étendue, les engagements qu'elle a pris, mais même à suivre les conseils qui lui seront donnés par l'administration.

Considérant qu'elle a promis de céder les terrains de l'ancien cimetière de Sainte-Foy, à condition que l'entrée de la gare serait la plus rapprochée possible de la rue Saint-Côme ; qu'elle n'a pas éludé de

(1) Fiaris ou Fiari, suivant le plan de M. Caury, est situé entre la route de Toulouse et le point où se confondent, aujourd'hui, les deux lignes ferrées d'Orléans et du Midi.

remplir cet engagement, puisqu'on ne lui en n'a pas demandé la réalisation ; *qu'elle est prête à donner à cette concession la forme qui lui sera prescrite par l'administration supérieure*, se déclarant satisfaite de l'entrée proposée par les ingénieurs du contrôle.

Considérant, *quant au chemin de ceinture*, qu'il ne faut pas le confondre avec le chemin projeté ; *que la ville n'a jamais entendu céder à la Compagnie le chemin actuel qu'à la condition, par elle, de le rétablir sur un autre point, à ses frais* ; que ni la Compagnie ni le Conseil, ni M. le Ministre n'ont pu être induits en erreur sur ce point, puisque le Conseil municipal a pris, le 25 juillet 1854, la délibération suivante :

« Considérant qu'il est convenable et même nécessaire d'établir un chemin de ceinture entre la ville et le chemin de fer, depuis la route de Bordeaux jusques à celle de Paris ; qu'entre ces deux points, et moyennant l'établissement de ce chemin, aux frais de la Compagnie, le Conseil municipal a déjà offert de céder gratuitement tous les terrains dont la ville est propriétaire, jusqu'aux rives du canal. »

Que l'expédition en forme de cette délibération a été jointe au dossier et soumise, avec toutes les autres pièces au Conseil et à M. le Ministre ; qu'il n'existe aucune délibération contraire.

Considérant que la ville reconnaît que la Compagnie n'est nullement obligée de donner à cette rue une largeur de dix-huit mètres. mais seulement la largeur du chemin existant.

Considérant que la ville a le projet d'entrer dans les vues de M. le Ministre, quant à l'élargissement de ce chemin et qu'elle reconnaît que les frais de l'élargissement doivent être à sa charge.

Considérant que l'emplacement de Fiaris indiqué maintenant, *dit-on*, par la Compagnie, pour l'établissement de la gare, serait le plus funeste, de tous ceux qui ont été proposés, aux intérêts de la ville d'Agen, et qu'elle en déduira les nombreux motifs, *dès qu'elle sera consultée sur ce point*.

Considérant que M. le Maire d'Agen, se trouvant actuellement à Paris, il y a lieu, en lui envoyant une expédition de la présente délibération, de le prier d'aller défendre les intérêts de la ville, devant l'administration supérieure. »

11^{me} Délibération, 31 mars 1855, folio 168.

« DISPOSITIF. — Le Conseil municipal autorise M. le Maire à se charger d'établir aux frais de la ville, un boulevard de dix-huit

mètres de largeur, de Saint-Hilaire à la route impériale de Paris, conformément au plan ci-annexé, et à renoncer à demander à la Compagnie d'autre indemnité, *pour les terrains occupés ou les chemins interceptés*, que les sommes ci-après :

1° Un tiers de la dépense de la première section du boulevard.....	22.041 francs.
2° Valeur du chemin à rétablir <i>de Saint Georges à la rue Saint-Côme</i>	10.740 francs.
3° Valeur du chemin à restituer <i>de la Porte Sainte Foi à la rue Saint Côme</i>	52.950 francs.
Total.....	85.731 francs.

Autorise, de plus, M. le Maire, dans le cas où ces offres seraient refusées, à permettre à la Compagnie de travailler, même immédiatement, sur les terrains communaux, sauf le règlement ultérieur de l'indemnité.

MOTIFS : Considérant que la Compagnie du chemin de fer du Midi a manifesté, aux délégués de la Ville d'Agen, le désir de traiter à forfait, avec elle et de lui payer une indemnité, en argent, *en remplacement des chemins supprimés ou interceptés* ; que c'est, en effet, le meilleur moyen de trancher toutes les difficultés déjà nées et celles qui naîtraient, inévitablement, entre la Compagnie et la ville.

Considérant que, pour entrer dans ces vues, M. le Maire a chargé l'architecte de la ville de faire un devis exact et détaillé de toutes les dépenses nécessitées pour l'établissement d'un boulevard de dix-huit mètres de largeur, de la route de Paris au quartier Saint-Antoine, et de diviser ce devis en deux parties comprenant 1° *la section de Saint-Antoine à la rue Saint-Côme*, 2° *la section de la rue Saint-Côme à la route de Paris*.

Considérant que la dépense totale de la première section, *de Saint-Antoine à Saint-Côme*, s'élève à 66,125 francs : que cette partie du boulevard est d'une très grande utilité à la Compagnie, puisqu'il facilite beaucoup l'entrée de la gare et qu'il abrégera, de près de la moitié, le parcours des omnibus allant de la gare aux principaux hôtels de la ville.

Que si la Compagnie profite de ce boulevard, il est juste qu'elle contribue à la dépense ; qu'il paraît équitable d'en mettre un tiers à sa charge, et deux tiers à la charge de la ville.

Considérant que la Compagnie se reconnaît, elle même, obligée de

rétablir le chemin de Contensou, *entre la rue Saint Côme et Saint-Georges*, et que la dépense qu'elle devra faire dans ce but, s'élèvera à 10.740 francs; que la ville offrant de se charger encore de rétablir cette voie de communication, de manière à satisfaire tous les intérêts, elle a droit à demander à la Compagnie, une indemnité de 10.740 francs.

Considérant qu'*entre la rue Saint-Côme et la route de Paris*, le boulevard coûtera une somme de 81.125 francs; que la Compagnie doit y contribuer dans la proportion de l'indemnité qui ne doit pas être calculée sur la valeur du chemin supprimé, mais sur la dépense que ferait la ville pour le rétablir sur autres points; que la différence entre les deux sommes est très grande, parce qu'il y a des maisons à acheter, d'une assez grande valeur, dans la direction nouvelle; que la Compagnie doit à la ville un chemin égal, en largeur, au chemin supprimé; que cette largeur, fossés compris, n'est pas moindre en moyenne, de onze mètres; que le rétablissement de ce chemin, dans ces conditions, coûtera à la Compagnie une somme de 52.950 francs et que c'est, par conséquent, celle qu'elle doit à la ville, à titre d'indemnité.

Considérant que, lors même que la Compagnie n'accepterait pas les offres qui lui sont faites, il serait encore convenable de favoriser, autant que possible, la marche rapide des travaux. »

12^{me} Délibération, 16 avril 1855. f° 169.

« DISPOSITIF. — Le Conseil, présents et opinant : MM. de Bony, maire, président, Félix Aunac, Cassaigneau, Labesque, Blay, Vacquéry, Brocq, Bouchol, Michel, Pauquet, Barsalou, Auvergnon, Noubel, Lapoussée, Bouet, Londie, Desmolins, autorise M. le maire à accepter les offres de la Compagnie du Chemin de fer du Midi, et à traiter avec elle, aux conditions qu'elle propose elle-même.

MOTIFS — Considérant que la Compagnie du Chemin de fer du Midi a offert aux délégués de la ville d'Agen, à Paris,

1^o De lui payer une somme de 52.950 francs, pour la part en laquelle la Compagnie se reconnaît obligée de contribuer aux frais d'établissement du Boulevard destiné à remplacer *le chemin des Rondes Sainte-Foi, entre la porte Sainte-Foi et la rue Saint-Côme*, à condition qu'elle serait dispensée du paiement de toute indemnité pour les terrains et chemins communaux occupés ou interceptés par le chemin de fer.

2° De rétablir le chemin de Contensou, entre *la rue Saint-Côme et la route de Bordeaux*, suivant le tracé indiqué sur le plan de la Compagnie, et, dans le cas où l'élargissement du nouveau boulevard déterminerait la ville à déclasser ce chemin en tout ou en partie, la Compagnie offre de lui céder les terrains sur lesquels il devrait être établi, et de lui payer la somme qu'il lui coûterait en travaux de toute nature.

Considérant que si ces offres sont bien au-dessous des évaluations faites par l'architecte, une transaction présente, d'un autre côté, des avantages qui doivent déterminer le Conseil à s'imposer des sacrifices, même considérables. »

Me voici au terme de ma transcription ; j'ai arrêté mes recherches au 5 juin 1857, jour où est clos un registre des délibérations du Conseil municipal commencé en 1849. A partir du 16 avril 1855, aucune ne se rapporte à la gare d'Agen. Il n'y en a que sur les boulevards Scaliger et Sylvain Dumon.

Et ici, se place, évidemment, le traité intervenu entre la ville et la Compagnie. En a-t-il été dressé un monument écrit ?

Je n'en ai pas trouvé, mais ce n'est pas cela qui me fait douter qu'il en existe un. Ce doute a des raisons plus sérieuses.

1° Il semble qu'une délibération du Conseil municipal, couchée sur ses registres, serait intervenue pour l'approuver. Il n'y en a pas.

2° La Compagnie a, à sa tête, les plus éminents jurisconsultes, à commencer par le Président de son Conseil d'administration, le vénéré M. Aucoc, une des illustrations du Droit français, membre de l'Institut. Elle doit bien avoir conscience qu'à ce moment, si elle prétend que la ville a renoncé, en sa faveur, à des droits jusqu'ici incontestés, et dont la cité a encore la possession, c'est à elle qu'incombe la charge de la preuve contraire à ceux-ci. Or, elle ne produit pas d'acte relatant les clauses du traité.

Et, pour dire vrai, je m'explique cette lacune.

Ce traité est conclu entre deux collectivités de bonne foi,

sous le contrôle de l'Etat, et l'exécution, qui en témoignera aussi bien qu'un acte écrit, va être immédiate. On traitait pour la gare d'Agen, au plus tôt dans la seconde quinzaine d'avril 1855, or, les travaux, partout ailleurs, étaient si avancés que la section de Bordeaux à Tonneins sera ouverte le 2 décembre de la même année, et celle de Tonneins à Valence-d'Agen, le 29 mai 1856.

Dans sa délibération du 9 février 1855, le Conseil municipal, s'était déclaré prêt à donner, à ses concessions, la forme qui serait prescrite par l'autorité supérieure, celle-ci peut avoir estimé suffisante qu'il livrât les lieux cédés.

Quoiqu'il en soit, à défaut de représentation du traité, ce n'est que, dans les délibérations du Conseil municipal, que nous pouvons rechercher ce qu'il devait admettre, ce qu'il devait exclure.

Cette recherche est surabondante, parce qu'ayant déjà établi la propriété de la ville sur la rampe Saint-Côme à Courpian, et la rue Saint-Côme, avant la concession de 1852, à la Compagnie, encore une fois, je pourrais me contenter de lui dire : à vous la parole ! Si ces lieux vous sont nécessaires, faites des offres. Je vais la faire, cependant, tant pour le chemin vicinal n° 14, de Buard à Agen, par Courpian, classé le 9 août 1851, confondu plus tard avec le chemin vicinal n° 9, d'Agen à Tibet, que pour la rue Saint-Côme.

J'ai réservé, la reprise de mon droit de discussion, pour le moment où j'aurais terminé la reproduction des délibérations du Conseil municipal, et voilà que j'en suis embarrassé, parce que, des mes quarante-neuf ans de vie judiciaire, il m'est, au moins, resté la science, qu'à vouloir prouver l'évidence, on risque d'endormir son juge le plus éveillé, et de perdre son oreille. Aussi serai-je très bref.

Mais auparavant, qu'on me permette une observation générale.

J'ai souvent entendu regretter l'imprévoyance de l'avenir, qu'auraient montrée nos édiles de 1855.

Il faut reconnaître que cette absence de prévision des développements futurs était plus grande chez la Compagnie,

concessionnaire à la fois du chemin de fer et du canal, car si les uns ont, avec insistance, montré leur préférence pour la gare à l'extrémité de la rue Saint-Côme, l'autre avait une prédilection, non dissimulée, pour la gare sur la rive droite du canal. Peut-être inconsciemment, agissait-elle, comme certains tuteurs qui, ayant la charge de deux jumeaux, ne peuvent se défaire de cette idée trop répandue, que, fatalement, le moins fort ne s'élèvera pas.

Nos municipaux du moins, ont, sur elle, l'avantage d'avoir pronostiqué, le 20 décembre 1854, la nécessité du pont qu'on veut créer en 1907, et qu'on fera bien d'exécuter, je ne saurais trop le répéter.

De tous les projets rejetés, que les délibérations du Conseil municipal nous ont fait passer en revue, un seul, celui de la gare à la Clote, que la Compagnie ne semble avoir proposé qu'incidemment, paraîtrait, de notre temps, acceptable. Il fut écarté, parce que le quartier sembla trop éloigné du centre de la ville. Soyons indulgents ; il n'y a que bien peu d'années que cette passion du centre de la ville a commencé à diminuer dans le cœur des Agenais ; il a fallu, pour cela, la création des grandes artères, qui ont facilité la circulation et surtout la généralisation des habitudes de déplacement.

Je me rappelle que, lorsqu'en mars 1872, je suis arrivé à Agen, mes collègues de la Cour me plaisaient, parce que, disaient-ils, j'avais loué, entre cette ville et Toulouse, une maison rue Jayan, devenue partie du boulevard Président Carnot : c'est celle qu'habite encore mon vieil ami, M. le Conseiller-honoraire Rochon-Duvigneaud. Et lorsqu'en 1881, j'achetai mon habitation du Pont de Courpian, sur la rive droite du canal, je compris, chez quelques amis, le sentiment d'une vraie séparation. Que sera-ce si le coteau n'obtient pas sa passerelle !

Il faut donc revenir à la démonstration que la Municipalité a le droit d'exiger sa création.

Lorsqu'on lit les délibérations de son conseil de 1853, 1854 et 1855, on n'y rencontre que quelques lignes qui puissent provoquer non une discussion, mais une explication.

Dans celle du 25 juillet 1854, on lit : « Considérant qu'il est convenable et même nécessaire d'établir un chemin de ceinture entre la ville et le chemin de fer, depuis la route de Bordeaux jusques à celle de Paris ; *qu'entre ces deux points, et moyennant l'établissement de ce chemin, aux frais de la Compagnie, le Conseil municipal a déjà offert de céder gratuitement tous les terrains dont la ville est propriétaire jusques aux berges du canal.* » L'offre antérieure à laquelle il est fait allusion est constatée par la délibération du 14 mars 1854, où le Conseil déclare que la ville d'Agen est disposée à abandonner gratuitement la propriété de la portion de l'ancien cimetière de Sainte-Foi nécessaire à l'établissement de la gare sur la rive gauche du canal. L'autre portion sera, plus tard, employée au Boulevard Sylvain-Dumon.

Dans la délibération du 20 décembre 1854, le passage de celle du 25 juillet cité plus haut, est textuellement reproduit.

Dans celle du 9 février 1855, même copie textuelle, sauf qu'au lieu de berges du canal, il y a rives du canal : mais la citation est expressement donnée comme extraite de la délibération du 25 juillet 1854, et de plus, elle est accompagnée de guillemets, au commencement, à la fin, et en marge, tant qu'elle dure. Il est donc certain qu'il y a eu erreur du copiste : d'ailleurs, jamais la commune n'a été propriétaire de quoique ce soit, jusqu'aux rives du canal : son chemin vicinal en a toujours été séparé par les quais appartenant à l'Etat.

Dans la délibération du 31 mars 1855, il est question de *terrains occupés, de chemins supprimés ou interceptés.*

Dans celle du 16 avril 1855, on parle de *terrains et chemins communaux occupés ou interceptés par le chemin de fer.*

Qu'est-ce d'abord que les berges du canal ? La lecture de toutes les délibérations, indique, aussi clairement que l'examen des lieux, qu'elles ne sont mentionnées là, que pour préciser la limite nord de l'enceinte dans laquelle la Compagnie entend s'établir, celle qu'elle fermera plus tard, sauf à la rue Saint-Côme, par une clôture de Gironde : mais de Saint-Côme au pont de Courpian tout au moins, l'expression berges du canal est impropre quoiqu'elle vienne à l'esprit si naturellement,

parce que plus compréhensible, que je l'ai moi-même employée dans la partie de ma lettre, du 28 mars, reproduite en tête de celle-ci. C'est berges ou talus de la rampe latérale au canal, qu'il faut lire, et, cela seul exclut cette rampe de la cession prétendue, car lorsqu'on cède des terrains jusqu'à certaines berges, ce qui est au delà n'est pas compris dans la cession.

D'ailleurs le Conseil municipal a précisé : Cette limitation jusqu'aux berges du canal n'est appliquée par lui, qu'aux terrains qu'il a offert de livrer *gratuitement* et chaque ligne de ses délibérations amène cette certitude que, toujours, il a soigneusement distingué terrains et chemins. — Les terrains, il les donne et les spécifie, c'est une portion de l'ancien cimetière seule : les chemins, il les vend à forfait ou exige qu'on les remplace, ce sont les deux tronçons du chemin vicinal n° 2. Jamais il n'a été question du n° 14, confondu depuis avec le n° 9.

Et quant aux terrains, il me vient à l'esprit qu'un fait particulier expliquerait une confusion de bonne foi dans l'esprit de la Compagnie : il se pourrait, qu'elle ait reçu gratuitement d'autres terrains que celui du cimetière, mais non de la commune. Ce serait l'Etat qui les lui aurait abandonnés. — Celui-ci, lorsqu'il a établi le canal, devait à la ville des chemins qu'il lui a en effet livrés. Il a dans ce but acquis à l'amiable ou exproprié certaines parcelles dont, après les chemins terminés, il a dû lui rester quelques-unes. Il en a fait ce qu'il a voulu, je n'ai pas à rechercher le parti auquel il s'est arrêté.

Enfin nos édiles ont assez souvent manifesté leur préoccupation constante de ménager à la ville, les accès au canal dont, moins nomades que nous et moins passionnés de circulation rapide, ils disaient, le 3 juin 1853, qu'il serait au moins aussi utile à la cité, que le chemin de fer, pour qu'on les soupçonne, une minute, d'avoir gratuitement et spontanément supprimé le chemin n° 14 qu'ils venaient à peine de classer, que la Compagnie n'a jamais ni occupé, ni intercepté, même dans la plus petite mesure, et que, certes, en 1855, elle ne prévoyait pas devoir devenir nécessaire à son exploitation, en 1907.

Les mêmes observations s'appliquent à la rue Saint-Côme,

unique voie centrale pour arriver au canal, et a ce titre, intangible, qui celle-là non plus, n'a jamais été ni supprimée ni occupée, ni interceptée. mais a été, tout au plus, un peu encombrée pendant les travaux ; à laquelle la Compagnie voulait, un instant, qu'on se contentât d'accéder par la rue Saint-Fiary ; et que la ville estimait si importante qu'à ses yeux, elle ne serait remplaçable que par un pont.

Nous voyons se débattre autour d'elle le prix de ses deux affluents, le chemin, pour emprunter le langage de la Compagnie, de Contensou entre Saint-Georges et Saint-Côme et le chemin des Rondes de Sainte-Foi entre Saint-Côme et la route de Paris. Quel est donc celui offert ou accepté pour la rue Saint-Côme ? Le rappel même de son nom et de sa situation, comme limite entre les deux tronçons supprimés, prouve qu'elle est maintenue. Allez donc dire à un chirurgien qui vient d'amputer un homme de son bras droit et de son bras gauche qu'il a tué son patient.

Elle est si bien maintenue que la Compagnie manifeste, après le traité, son intention de la croiser de niveau, par cette mention « rue Saint-Côme, P. N, de 7 mètres d'ouverture, avec barrière pour piétons », sur son plan du 25 juin 1855.

Elle est si bien maintenue que, trois mois après l'ouverture de la gare d'Agen, le 7 septembre 1856, f^o 213, le Conseil municipal, exécutant ses engagements, comme la Compagnie a rempli les siens, supprime du plan général d'alignement, les chemins de Contensou à Sainte-Foi — Rien de pareil pour la rue Saint-Côme.

Elle est si bien maintenue que, le 26 décembre 1861, l'architecte de la ville, Verdier, dresse pour les expropriations du boulevard Sylvain Dumon, un plan parcellaire qui se trouve au greffe du Tribunal civil de première instance. Il y fait figurer la rue Saint-Côme en toutes lettres.

Elle est si bien maintenue que nous la possédons encore, plus ou moins gênés, suivant les heures où nous y circulons, par la traversée, chez nous, des trains et des manœuvres.

La dépense à faire pour les deux boulevards Scaliger et

Sylvain Dumon est évaluée, dans une délibération du Conseil municipal du 27 octobre 1855, folio 186, à 203,000 francs et la ville ne peut disposer que des 52,950 francs que la Compagnie lui a allouée, en conséquence du traité intervenu entre elle et l'administration municipale ; aussi, le 21 décembre 1855, folio 192, va t'on demander l'autorisation de contracter un emprunt de 150.000 francs.

Mais, dès le 31 mai 1856, folio 207, on s'aperçoit que les prévisions de la dépense sont au dessous de la réalité ; il faut 237,000 francs, sans compter les 52,950 toujours dus par la Compagnie, et l'on demande à emprunter 200.000 francs.

Il eut été intéressant de rechercher ce que, tous comptes faits, ont coûté les deux boulevards, mais cela nous eût entraîné trop loin. J'ai renoncé à cette recherche qui, cependant, eut, suivant toute vraisemblance, démontré combien la Compagnie avait payé peu cher la renonciation de la ville aux deux tronçons du chemin de la Porte du Pin à Saint-Georges, et combien notre édilité resterait encore modérée en n'exigeant qu'une modeste passerelle pour piétons, comme prix de la rue Saint-Côme abandonnée sur une longueur de soixante mètres environ (avant, pendant et après le passage à niveau actuel) de partie de la rampe de Saint-Côme à Courpian, et des terrains dont la ville est propriétaire, le long du boulevard Scaliger, et du ruisseau de la Masse, à divers titres et notamment, peut-être, par l'effet même du traité de 1855. (Voir la délibération du 16 avril 1855.)

Mais, quelle que modeste que doive être la passerelle ambitionnée par le Coteau, il sera bon que la Municipalité veuille bien stipuler, comme condition accessoire, qu'elle ne ressemble pas au casse jambes installé au passage de l'abattoir.

L'intérêt de la Compagnie, conforme au nôtre, lui fera accepter, qu'elle soit posée en un point assez haut, pour que du côté coteau, on puisse l'aborder de plain pied ; sa gentilhommie lui fera concéder qu'on lui laisse, du côté ville, assez de champ pour faire place à un escalier, le plus doux possible, ou même à une descente sur plan incliné. Ce serait facile, si on établissait l'un ou l'autre de façon à ce qu'il aboutit entre deux

des batiments nouveaux. Sous la partie la plus haute, il y aurait même place pour une communication entre les deux édifices.

Je termine ce trop long travail en suppliant qu'on ne se paie pas de mots, et surtout, qu'on n'abuse pas de celui, toujours magique en France, de l'intérêt général.

L'intérêt général n'est que la coordonnée de tous les intérêts particuliers.

Ici, je vois quatre de ces derniers en jeu.

Celui des propriétaires du coteau menacés de voir leurs immeubles dépréciés, leurs mouvements gênés.

Celui des habitants de la ville, pour lesquels notre quartier, lieu de promenade et de pèlerinages pieux vers le cimetière, deviendra moins accessible.

Celui du commerce et de l'industrie auquel la demande des habitants du coteau ne porte aucune atteinte, puisque, moyennant l'octroi d'une passerelle, nous adhérons pleinement aux projets de la Compagnie.

Celui de la Compagnie enfin qui consiste à remplir les obligations de son cahier des charges, à justifier son monopole, dont, au besoin, je me porterais le défenseur, à éviter les effets pénibles et souvent couteux de ce qu'on appelle les crises de transports.

Celle de 1906 a été terrible, inattendue, déroutant cette fois, d'une année à l'autre, les pauvres prévisions humaines.

Elle s'est traduite, dans certaines villes, par le décuplement des litiges soumis aux Tribunaux de commerce pour retard dans les expéditions et livraisons.

Elle a amené cette persuasion des compagnies, que faute de place, de matériel et de personnel, elles étaient exposées non seulement à des pertes, mais même à des manque à gagner par suite de l'abstention d'expéditeurs non secondés par une organisation qui n'est plus adéquate à des besoins nouveaux.

Elle s'est étendue à tous les réseaux européens, et a sévi également de l'autre côté de l'Atlantique, disait, le 27 mars dernier, à ses actionnaires, M. le Président du Conseil d'admi-

nistration de la Compagnie d'Orléans, qui terminait ainsi son remarquable rapport :

« Enfin les importants travaux d'agrandissement des installations de nos principales gares, et d'extension des voies de garage, dont, ainsi que nous vous l'avons fait connaître, nous avons entrepris l'exécution d'urgence, éviteront le retour des engorgements qui se sont produits ces temps derniers, et faciliteront ainsi la circulation régulière de nos trains ainsi que l'évolution rapide du matériel. Ces mesures, dont un certain nombre, d'ailleurs, ont déjà produit leurs bons effets, doivent nous permettre de prévenir le retour de la crise passagère que nous venons de traverser et de revenir aux conditions de bonne exécution et de régularité de service que notre Compagnie a toujours tenu à honneur de réaliser. »

La Compagnie du Midi a aussi d'importants travaux à exécuter, pour être à la hauteur de son rôle et satisfaire son intérêt particulier.

Ce n'est que lorsqu'elle aura concilié celui-ci avec ses contraintes, dans une équitable relation, qu'on aura le droit de le qualifier d'intérêt général.

Veillez agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération très distinguée.

GASTON GAUJA.

LA “ GAVACHERIE ” DE MONSÉGUR

Arrondissement de La Réole (Gironde)

Dans la vallée du Drot, petit affluent de la rive droite de la Garonne, à quelques kilomètres de La Réole, dans le canton de Monségur, à l'est du département de la Gironde, entre la Dordogne et la Garonne, il existe, depuis la fin du xv^e siècle et le commencement du xvi^e, un îlot de langue *d'oil*, enclavé dans des parlers méridionaux se rapprochant des idiomes gascons de l'Agenais et de la Dordogne.

Cette partie de l'arrondissement de La Réole où l'on parle un langage d'oil, ayant de grandes analogies avec les patois saintongeais et poitevins actuels, est appelée le pays de la « *Gavacherie* », la « *Gavacherie de Monségur* », et les habitants de cette contrée sont dénommés « *gavaches* » ou « *marots* » (1) par leurs voisins qui parlent un idiome gascon.

ORIGINE ET ÉTYMOLOGIE DU MOT « GAVACHE » DUQUEL DÉRIVE CELUI DE « GAVACHERIE ».

L'abbé Baurein, « *Variétés Bordeloises* » livre iv, 1785, écrivait : « Quelle que puisse être la signification du mot « *gavache* » duquel dérive celui de « *gavacherie* », il est « certain que ce terme que l'on regarde comme injurieux, n'est « jamais employé à l'égard des naturels d'une contrée, mais « uniquement vis-à-vis de ceux qui y sont étrangers.

« Ce ne sont pas seulement les Espagnols qui se servent de ce

(1) Marots, principalement par les habitants du Haut-Agenais.

« terme vis-à-vis des Français, nos paysans l'emploient les uns
« à l'égard des autres.

« Pour peu que quelques-uns d'entr'eux s'écartent de leur
« canton, pour peu qu'ils aient l'accent différent de celui qui
« est reçu dans le lieu où ils se trouvent, les habitants de
« celui-ci n'hésitent pas de leur appliquer le terme de « *gava-*
« *che*. »

« Que ce terme donc, soit employé pour signifier une per-
« sonne *vile, malpropre*, ainsi que le prétendent quelques
« écrivains, il est constant qu'on ne l'emploie que vis-à-vis des
« étrangers et des nouveaux venus, qu'une espèce de jalousie
« *fait regarder avec mépris*.

« Le terme *garacherie* signifierait donc une *contrée qui a*
« *été peuplée par des étrangers...* »

Gavache dans le patois gascon, *gabai* dans le même patois,
gavaud dans l'idiome des provinces de par delà la Loire,
gabacho dans la langue Espagnole, ne sont que les mêmes
mots, dont la prononciation est différente selon le système
de chaque langue.

Il est curieux cependant, que partout ce mot ait la même
signification : *l'expression du mépris pour un étranger* :

« Par delà la Loire, dit M. Dumoulin, in manuscrit, 1823,
« 4 pages, on dit *gavaud*; en espagnol, *gabacho*, et dans
« chaque idiome, c'est la même injure, le même sarcasme;
« c'était partout autrefois la même expression de mépris pour
« les malheureux habitants de la campagne, tour à tour ins-
« truments et victimes de ces guerres continuelles de province
« à province, de ville à ville, de seigneur à seigneur, dans les
« temps de troubles et de barbarie. »

« Les Gascons étaient bornés au Nord par les Saintongeais.
« Cesont de tous leurs voisins, ceux dont encore aujourd'hui ils
« différent le plus, d'idiome et de prononciation. C'était une
« autre nation, elle était voisine, et par conséquent ennemie,
« de là, des querelles, des hostilités, des haines, et le sarcasme
« de *Gavache* pour exprimer les *vilains étrangers*. Ce sar-
« casme est toujours usité sur la limite de la Saintonge et de
« la Gascogne; et encore aujourd'hui (1823), un Saintongeais

« qui passe dans le pays où l'on parle le patois Gascon, y est à l'instant traité de *gavache*. »

ORIGINE DES « GAVACHES » DU BASSIN INFÉRIEUR DU DROT.

On explique l'immigration des populations poitevines et saintongeises dans le bassin du Drot de deux façons différentes.

I. — L'opinion la plus répandue et la plus commune — mais apparemment fausse — nous est donnée par les historiens locaux qui se sont occupés, dans le courant du dernier siècle, des arrondissements de La Réole et de Marmande, du moins des parties de ces arrondissements qui étaient autrefois comprises dans le Bazadais et le Haut-Agenais. Nous ne nous arrêterons que *pour mémoire* à l'idée émise en son temps et à ce sujet par l'abbé Baurein in *Variétés Bordeloises*, livre iv, 1785.

« Il existe, dit Beurein, après avoir parlé des gavacheries de Guitres et de Saint-André de Cubzac, il existe dans une partie du diocèse de Bazas, placée entre Duras et la Garonne, et qui est traversée par le Drot, plusieurs paroisses situées sur l'une et l'autre rive de cette rivière, et qui peuvent être comprises dans le *canton* de la *gavacherie*.

« Il y a lieu de penser que dans le principe, c'étaient des étrangers originaires de quelques autres provinces de nos Gaules, qui ayant suivi les armées de nos rois de la seconde race, qui avaient des fréquents démêlés avec les anciens ducs d'Aquitaine, entre autres avec Waïfre, furent fixés dans ces contrées qui étaient en quelque sorte dépeuplées par les guerres qui duraient depuis longtemps. »

M. Dumoulin, procureur du roi à La Réole, a donné vers 1823, sur l'origine des Gavaches dans le bassin inférieur et moyen du Drot, une explication qui ne reposait sur aucun document inédit et était basée surtout sur la tradition.

Cette opinion, reproduite depuis par tous les historiens locaux, est la suivante :

« Dès l'année 1515, dit M. Dumoulin, la peste exerçait dans

« la Guyenne ses affreux ravages (1) ; en 1520, la contagion
« attaqua une partie du pays qui forme aujourd'hui l'arrondis-
« sement de La Réole.

« En 1523 et 1524 (2) La Réole était en proie à la contagion.
« C'est la date et le motif de l'institution de la confrérie
« de Saint-Roch longtemps célèbre dans l'église Saint-Michel
« de cette ville.

« Dans ce temps-là, le cimetière des pestiférés de La Réole
« fut établi au Flaütat, au-dessous du côteau, au levant de la
« ville.

« Les contrées voisines de La Réole, et particulièrement les
« deux rives du Drot, furent désolées par ce fléau qui ne cessa
« qu'en 1527.

« Plus de la moitié de la population fut emportée, et les
« terres restaient incultes.

« Le seigneur le plus considérable de cette contrée était
« alors Henri d'Albret, roi de Navarre, mari de Marguerite
« d'Orléans et d'Angoulême, sœur de notre roi de France,
« François I^{er}.

« Il possédait les terres de Castelmoron (d'Albret), de Pelle-
« grue, et plusieurs autres dans le voisinage.

« Pour réparer la perte de ses vassaux, et repeupler ses
« terres, ce prince fit venir des Saintongeais, des Angoumois,
« des Angevins, soit de sa propre autorité et à raison des
« terres qu'il possédait aussi dans ces provinces-là, soit en
« vertu d'ordres et permissions de la cour de France.

« Avant la contagion, les redevances, cens et rentes, se
« payaient par villages ou *tènements*, et non pas individuelle-
« ment. Tous les propriétaires ou *tenanciers* dans le même
« tènement étaient solidaires entr'eux ; mais lorsque ces étran-
« gers arrivèrent, et que le seigneur leur eût fait concession
« du fond que la peste avait fait tomber en *déshérence*, les
« Gascons refusèrent la solidarité avec de nouveaux venus
« qu'ils ne connaissaient pas.

(1) *Chronique de Lurbe*, p. 39.

(2) Archives de La Réole.

« Ce fut le sujet de longues discussions entre ces anciens tenanciers et le seigneur de Castelmoron.

« Enfin tout s'arrangea au gré des Gascons, le seigneur de Castelmoron consentit à l'abolition de la solidarité, la rente cessa par *tènement*, et ne se paya plus qu'à la mesure agraire dite le *journal*.

« La quotité était : $\frac{2}{3}$ picotin de froment, et $\frac{1}{3}$ picotin d'avoine par journal (le picotin correspondait à $\frac{1}{31^{\text{me}}}$ d'hectolitre, et le journal d'Albret à 42 ares 50 centiares). La *liève*, qui fut donnée à cette occasion, porte la date de 1554. On l'a vue et lue en 1783, et on croit qu'elle existe encore ».

L'idée émise par M. Dumoulin sur l'origine des « *Gavaches* » à Monségur et dans les environs de cette ville, fut épousée par M. Jouannet et reproduite par ce dernier en 1823, in *Musée d'Aquitaine*, et in *Statistiques du département de la Gironde*, 1837, t. 1, page 183.

D'après Jouannet, 47 paroisses formant actuellement une grande partie de l'arrondissement de La Réole, auraient été dépeuplées par la peste en 1524 et 1525.

Le repeuplement des paroisses dévastées par le fléau aurait été assuré par des Angevins, des Poitevins attirés dans le pays par Henri d'Albret.

En 1839, Michel Dupin, in *Notice historique et statistique sur La Réole*, page 62, écrivait :

« En 1524, La Réole perdit par suite de la peste, plus de la moitié de ses habitants, les morts furent ensevelis sur le plateau de Frimont, au midi du grand chemin.

« La contagion se propagea dans les communes voisines, surtout dans celles des deux rives du Drot, où les terres étaient demeurées incultes faute de bras.

« Henri d'Albret, seigneur de la contrée, fit venir en 1527, pour les repeupler, des cultivateurs de la Saintonge, de l'Au-goumois et de l'Anjou.

« Nos gascons, à qui les nouveaux venus parurent étrangers par leur coutume et leur langage, les appelèrent *gavaches*, de là la dénomination de « *gavacherie* » sous laquelle est connue cette partie de l'arrondissement ».

En 1836, Boudon de Saint-Amans in *Histoire ancienne et Moderne de Lot-et-Garonne*, reprenait à son tour l'idée émise quelques années auparavant par MM. Dumoulin et Jouannet sur l'origine des « *gavaches* », et démontrait que les « *gavaches* » du Lot-et-Garonne, c'est-à-dire des cantons de Duras et de Seyches, et les *gavaches* du département de la Gironde avaient une commune origine.

Il en est de même de Ribadieu, in *Châteaux de la Gironde*, 1855, page 424. Cet auteur nous apprend, se basant il est vrai sur la tradition et seulement sur la tradition, que les *gavaches* se fixèrent *d'abord aux environs de Caudrot*, à l'embouchure du Drot, sur les bords de la Garonne, et remontèrent ensuite vers Castelmoron et le Haut-Agenais.

Plus près de nous, en 1905, un savant érudit de l'Agenais, M. le Dr Couyba de Sainte-Livrade, dans un magnifique et très intéressant ouvrage : « *La Peste en Agenais* » écrit, page 14 : « Les épidémies de 1515, 1519, 1522 avaient amené des « *gavaches* » en agenais.

« Ces *gavaches* vinrent aider au repeuplement, combler les vides. Ils venaient de la Saintonge, du Poitou, de l'Anjou, parlant le français au milieu de populations romanes, « des *Francimans* » en un mot.

La peste de 1525 dépeupla à ce point la vallée du Drot, que le roi de Navarre et duc d'Albret, Henri I, appela de nouveaux « *gavaches* », Manceaux, Angevins et Saintongeais, « qu'il implanta autour de Monségur ».

II. — Il existe relativement à l'arrivée des premiers « *gavaches* » dans l'Entre-deux-mers et les environs de Blazimont, Saint-Ferre et Monségur, une *deuxième opinion* qui a été donnée, il y a quelques années seulement, par un savant archéologue et historien bordelais, M. Léo Drouyn in *Actes de l'Académie des sciences, lettres et arts de Bordeaux*.

Cette opinion est celle de l'*infiltration lente et progressive* (elle dura plus d'un siècle), de populations de langue *d'oïl*, à travers des populations de langue *d'oc*, fixées et installées

depuis longtemps en Benauge, sur les deux rives du Drot, et dans le Haut-Agenais.

Ces contrées furent dévastées, et les habitants ruinés par les dernières convulsions de la *Guerre de Cent Ans* en Guyenne, et non point *uniquement* par la peste de 1525.

L'opinion de M. Drouyn diffère un peu, comme on le voit, et comme on le verra plus loin, de l'opinion émise en 1823 par M. Dumoulin sur le même sujet, opinion qui fut reprise ensuite par MM. Jouannet et Dupin.

L'opinion de M. Dumoulin était basée sur la *tradition*, celle de M. Drouyn s'appuie au contraire sur des *documents authentiques* (terrier de Blazimont, archives particulières de vieilles familles de la Benauge, minutes de notaires, etc., etc.)

Dès 1456, dit M. Drouyn, c'est-à-dire trois ans après l'expulsion des anglais de notre pays, et surtout à partir de l'avènement de Louis XI, les seigneurs de la Basse-Guyenne et les abbés des monastères de cette province, réduits à l'extrême misère, voyant leurs terres incultes faute de bras pour les travailler, firent publier dans la Saintonge, l'Angoumois, le Poitou, le Périgord, le Limousin, jusque dans le Béarn, qu'ils avaient de vastes domaines à donner à fief.

A cette époque, un personnage d'un rare mérite et d'une haute intelligence, gouvernait l'abbaye de la Saure, c'était *Benoît de Guiton*, 38^e abbé.

Il chercha à rétablir l'ordre et la prospérité dans les nombreuses propriétés de l'abbaye, pour cela il choisit deux hommes actifs et habiles pour le seconder, auxquels il donna procuration générale : *Arnaud de Lalande*, prieur de Casteret, et *Jean Seguin*, clerc.

Il les chargea de faire des reconnaissances et de passer des *bailletes*, « mais, dit l'auteur, d'une histoire manuscrite de « La Sauve (P. du Laura, *Archives de la Sauve*), la difficulté « était de trouver des amphitéotes ; il n'y en avait pas dans le « pays, il fallait en chercher ailleurs.

« Il fit publier dans la Xaintonge, dans l'Angoumois, dans « le Périgord, et même dans le Béarn, et dans d'autres terres, « qu'il avait plusieurs grands et beaux tènements à donner,

« que chacun y trouverait de quoi estre content, à proportion
« que sa famille serait nombreuse, qu'il s'y réservoir une rente
« assez modique, et même la remettroit durant quelques
« années, et jusqu'à ce que l'on ait effectivement recueilli les
« fruits des terres qu'il aurait agrées. »

« Ces offres lui ayant attiré des laboureurs et bons paysans
« des pays que je viens de nommer et d'autres où ils n'étaient
« apparemment si bien qu'ils espéraient estre en celui-ci, il
« les plaça dans la terre de La Sauve, leur donnant des tene-
« ments de cent, deux cents et jusqu'à trois cents journaux,
« avec pouvoir de les vendre, et quites du paiement auquel
« ils s'obligeraient pour 3 ou 4 ans, et même quelquefois
« pour 9, moyennant quoi, ils étaient tenus de défricher les
« terres, et y bâtir une maison pour s'y loger, et de là, sont
« venus tous les villages de cette paroisse, mais encore bon
« nombre de ceux des voisines. »

Cet abbé tint le même procédé à l'égard des moulins que le monastère possédait en divers endroits, comme ceux de Villars dans la paroisse d'Aubiac, de Mouges à Camarsac, de Mechloch qui est à « drap », à Espiet, le moulin de Romagne, etc.

Trois ans après l'expulsion des Anglais de la Guyenne, le moulin de Saint-Quantin à Romagne se trouva sans tenanciers, et l'abbé de La Sauve le bailla à *fief nouveau*, le 6 juin 1456, à Jean Briot du *diocèse de Saintes*, et à Jean Fergereau de Berac, *diocèse d'Angoulême*, avec dix journaux de terre y confrontant. (Archives de La Sauve.)

L'abbé de Blazimont agit de la même façon que l'abbé de La Sauve, nous en donnerons plus loin la preuve. Il est plus que probable que l'abbé de Saint-Ferre, les sires d'Albret et de Duras, les commandeurs de Montarouch, Sallebruneau, Roquebrune et Malromès, et tous les seigneurs laïques et ecclésiastiques, dont les terres étaient désertes et abandonnées, firent les mêmes proclamations que l'abbé de La Sauve.

Ces appels furent entendus, et les paysans du Périgord, du Limousin, et surtout du Poitou, de la Saintonge et de l'Angoumois, affluèrent peu à peu dans la Benaugue et le Bassin

moyen du Drot ; aussi voyons-nous, dès le 10 novembre 1474, une *baillette à fief nouveau*, consentie par « discret homme « Jean de Montlaur, au nom et comme procureur de noble et « puissant seigneur Jean d'Anglades, chevalier, seigneur de « Laubesc. en faveur de Pierre, Jean et autre Jean de Bourdu, « frères, *natifs de Thiat, du diocèse de Limoges*, d'un domaine « situé dans la paroisse de Cessac. Les tenanciers s'engagent « à faire bâtir dans l'année une maison de trois chambres « (tres traps) ».

Le 15 février 1479, Jean Seurin de la *paroisse de Blanzac diocèse de Saintes*, prenait à *fief nouveau* au commandeur Jean Mercey, de Villemartin, 60 journaux de terres désertes (sègues, boscs et désers), s'engageait à bâtir une maison dans les deux ans qui suivraient son bail, et à y demeurer.

Le 15 juillet 1487, une enquête fut faite à Cessac par Charles du Pérrier, licencié ès loi, assesseur en la sénéchaussée de Guienne, pour noble et puissant seigneur le grand sénéchal de Guienne, à propos d'un procès pendant en la Cour de ladite sénéchaussée, entre messire Jean d'Anglades, chevalier, seigneur d'Anglades, demandeur d'une part, et Pierre de Ségur, écuyer, seigneur de Pardaillan, Pechagut et Seyches, et Jean Germon, d'autre part, pour raison de « possessoire du moulin de la Palanque située dans la commune de Saint-Romain de Cessac. » Les témoins appelés furent :

M^e Pierre de Chartres, notaire royal, *natif de Limoges*, demeurant depuis 18 ans dans la commune de Naujan ; Pierre Boisson, né à *Bressuire en Poitou* ; Michau Fremont, *né en Bretagne*, à Saint-Pierre de Martres depuis 12 ans ; Pasquet Guillebau, *né en Poitou*, laboureur à Martres depuis 12 ans ; Robin Trahan, laboureur *né en Poitou*, à Martres depuis 8 ans ; Jean Brisson, laboureur, de la *seigneurie de Tonnay-Charente*, 50 ans, à Martres depuis 12 ans ; Jean Poisson, 25 ans ; Dubourdieu, 30 ans, *nés en Limousin*, à Cessac depuis 12 ans.

Si nous examinons le terrier de Blazimont, nous voyons que Bernard d'Espiemont, abbé de Blazimont, bailla à Johan Boneau, paroissien de *Loyre en Saintonge*, 30 journaux de

terre, situés dans la paroisse de Pix (Pis), le 25 janvier 1478.

Il est fait mention dans le même terrier, que le 14 décembre 1478, un tènement fut reconnu à Johan Lombard, de la *paroisse de Bussac, diocèse de Périgueux* ; le 22 août 1478, un bail à *fief nouveau* fut consenti par l'abbé, à Mathelin Garin et à Johan Garin, frères, natifs *du pays de « Peyto »* (Poitou) ; le 10 février 1478, une reconnaissance fut consentie en faveur de Jean Moricet de la paroisse de Boni *du diocèse de Poitiers* ; le 12 décembre 1478, on reconnût des terres à Thomas Botin et à son fils Jean, demeurant *« en l'évêché de Poitiers »*.

Le 31 janvier 1478, un bail à fief nouveau fut consenti par l'abbé en faveur de Jacques Géraudeau de la *paroisse de Neuville, diocèse de Saintes* ; le 30 mars 1470, il fut fait une reconnaissance à Johan Amer de Saint-Vincent, *diocèse de Poitiers*, etc., etc.

En 1478, Pierre Martin et Jean Boucalade, *prirent à cens nouveau*, du commandeur de Sallebruneau qui administrait aussi Buch (actuellement village de la commune de Saint-Sulpice de Pommiers), 200 journaux de biens fonds dans cette dernière paroisse.

En 1480, André Coulon en prit 100, situés dans la même paroisse à l'Orme-Mort ; en 1485, Maurice Neyron prit 52 journaux, et Guillaume Chaulet 100, dans la même paroisse.

Ainsi, 452 journaux de terre, sans compter ceux signalés dans les baillettes qui n'existent plus, ou que nous ne connaissons pas, étaient dans la petite paroisse de Buch, incultes, en friches, quelques années après la guerre de Cent Ans. (*Archives départementales, Ordre de Malte.*)

Les baillettes à *fief nouveau* de cette époque, sont particulièrement curieuses, en ce que les tenanciers prenaient non point quelques journaux de terre, mais des domaines de cinquante, cent, et jusqu'à 300 journaux, dans lesquels ils s'engageaient à *bâtir une maison*.

Les descendants de ces tenanciers se reconnaissent à leurs noms étrangers à l'idiome gascon

Les familles du pays décimées par la guerre, se contentaient

des terres qu'elles cultivaient déjà avec peine, sans en retirer de gros revenus, et n'en désiraient ou n'en pouvaient prendre d'autres.

Le nombre des étrangers appelés pour repeupler le bassin inférieur du Drot et la Bénauge, ravagés par la guerre de Cent Ans, fut si grand dans certaines localités, qu'il dépassa celui de la population autochtone. Ces étrangers implantèrent si bien dans cette contrée, dans ces localités, et leurs mœurs et leur langage, qu'aujourd'hui encore leurs descendants parlent un idiome mi-français, mi-gascon. Ces étrangers furent mal vus, mal reçus par leurs voisins, de là le nom injurieux de *Gabaï*, *Gavaches* qui leur fut donné.

Le pays des *Gavaches* occupait autrefois les territoires formant les archiprêtrés de Rimons et Monségur, une partie de celui de Guillac, c'est-à-dire, actuellement, toute la partie nord, nord-ouest et est de l'arrondissement de La Réole, et quelques paroisses du département de Lot-et-Garonne.

Les localités où les étrangers ne vinrent s'établir qu'en petit nombre, restèrent gasconnes par le langage et par les mœurs, aussi la trace de cette colonisation n'y est aujourd'hui conservée que par quelques noms d'hommes et de lieux.

III. - M. Octave Gauban, in *Histoire de La Réole* 1873, page 201, et relativement à l'origine des Gavaches de la vallée du Drot, émet une opinion qui diffère de celles données à ce propos par MM. Dumoulin et L. Drouyn.

M. Gauban admet bien, à la rigueur, que la *Peste* a pu faire le *vide* parmi les populations du bassin du Drot en 1525, et que le remplacement des populations décimées par le fléau a pu se faire grâce à une émigration de Poitevins et de Saintongeais... « Nous ne contesterons pas cette origine des « gavaches, mais comme la peste sevit ailleurs que dans la « zone nord de l'arrondissement actuel, et que les seigneurs « d'Albret avaient des domaines sur les deux rives de la « Garonne, notamment à Meilhan, Sainte-Bazeille, Gironde, « Castets, etc, et durent y installer des familles étrangères,

« que cependant on n'y trouve pas de « *gavaches* », ne pourrait-on pas expliquer tout simplement le langage moitié « français et moitié gascon des *gavaches*, pas le voisinage de « deux populations parlant chacune l'un de ces deux dialectes » ?

Nous ne nous arrêterons pas à discuter la valeur des diverses opinions émises par les historiens locaux pour expliquer l'origine réelle des « Gavaches » dans la vallée du Drot. L'une d'elles, la plus répandue, celle qui fut émise en 1823 par M. Dumoulin, pourrait être exacte, mais elle ne peut être vérifiée, elle est entièrement *basée sur la tradition*.

L'opinion de M. Gauban expliquant si *simplement*, l'origine des *gavaches*, et ne voyant dans l'idiome parlé dans le bassin inférieur du Drot, qu'un mélange de mauvais français et de gascon, ne résiste pas à un examen même très sommaire de l'idiome gavache au point de vue linguistique.

Nous trouvons, il est vrai, aujourd'hui dans le « gavache », des expressions, des tournures de phrases, qui sont entièrement empruntées au gascon, mais cela ne doit pas nous étonner, car le « *gavache* » parlé actuellement à Monségur est un idiome *dégénéré* ; nous ne connaissons *rien* de l'ancien « *gavache* » qui devait beaucoup plus se rapprocher des patois charentais et poitevins, que ne se rapproche de ces patois, le « *gavache* » actuel.

Du reste, dans une cinquantaine d'années environ, on ne parlera plus le « gavache » dans les environs de Monségur, cet idiome n'existera plus qu'à l'état de souvenir, il aura été remplacé par le gascon.

L'opinion sérieuse et la plus vraisemblable, celle que devront à l'avenir adopter les historiens locaux pour expliquer l'origine probable des *gavaches* de Monségur, et de l'idiome qui est parlé dans le bassin inférieur du Drot est celle qui a été émise par le savant érudit bordelais M. Léo Drouyn.

L'arrivée *d'étrangers* venant en Basse-Guyenne, s'installer sur des terres ravagées et dévastées à la fin de la guerre de Cent Ans, a été *lente, mais progressive*, les documents publiés plus haut en font foi.

Il y avait des Gavaches à Blazimont en 1478, il en arrivait

encore en Guyenne en 1580 et en 1646 (registres paroissiaux de Roquebrune).

Qu'à un moment donné, en 1525, une épidémie de peste ait accéléré la marche de cette invasion de *gabaï* en Guyenne, principalement dans le bassin inférieur du Drot, nous voulons bien le croire, mais que cette immigration de Poitevins, d'Angévins, etc., dans les environs de Monségur, ait eu pour cause la peste de 1525, et *seulement* et *uniquement* cette épidémie de peste, nous ne saurions l'admettre pour l'instant, du moins jusqu'à preuve du contraire.

(*A suivre*)

PH. QUEYRON.

LES PREMIERS VOLONTAIRES AGENAIS

EN 1792

Au début de l'année 1792 la paix de l'Europe était menacée. L'armée française cependant n'était pas en mesure d'entrer en campagne. Les vieux régiments de la monarchie n'étaient que des squelettes, il fallait compléter leur effectif et le mettre à même de pouvoir marcher au premier signal. La loi du 25 janvier 1792 fut votée pour remédier à ce mal et régler le mode de recrutement pour l'armée de ligne.

Cette loi fut connue à Agen au début du mois de février. Immédiatement, de nombreux jeunes gens vinrent se faire inscrire « sur la liste des défenseurs de la patrie ». Le directeur du département, par une lettre du 18 février 1792, fit connaître cet heureux résultat à l'Assemblée nationale. « Ces jeunes gens de la plus haute espérance partent mercredi prochain pour aller s'incorporer à Metz dans le régiment de Vivarais, ils auraient bien préféré entrer dans celui de Piémont, en garnison à Strasbourg, parce qu'il est plus près des ennemis, mais ce régiment se trouvant presque au complet nos braves jeunes gens ont craint d'arriver trop tard pour pouvoir y être admis (1). »

Le journal patriotique de l'Agenais avait publié le vendredi 17 février une liste des dix-huit premiers engagés. Le numéro du 21 février, nous dit que, cette liste s'est accrue jusqu'à ce moment d'environ 150 personnes. « Nous apprenons, ajoute ce journal, que l'émulation excitée par leur exemple est générale dans le département et que les citoyens des campagnes accourent en foule dans les villes voisines pour y contracter le même engagement civique. »

(1) Registre des lettres écrites à l'administration, t. III, p. 178.

De fait, un premier contingent d'une centaine de recrues fut bientôt prêt à partir pour rejoindre le régiment de Vivarais en garnison à Metz. Les administrateurs de Lot-et-Garonne donnèrent à ce détachement un drapeau et un chef. Ce dernier, un ancien soldat du nom de Ladavière, prit le commandement de cette troupe qui lui jura obéissance.

La petite troupe agenaise allait s'acheminer vers Metz par étape en passant par Castillonès, Périgueux, Limoges, Orléans, Paris, Sainte-Menehould. Pour leur ménager un bon accueil dans les diverses localités de la route, le directoire du département écrivit une circulaire aux départements, districts et municipalités. « Nous vous prions frères et amis (disent nos administrateurs) de leur donner l'hospitalité dans vos murs. Un logement gratuit est ce que nous vous demandons pour eux. Ils auront aussi quelquefois besoin de faire transporter leurs effets d'une ville à l'autre, parce que ces jeunes gens, dont la plupart n'ont pas encore connu les fatigues, ont besoin de quelques ménagements ; ajoutez encore ce service au premier lorsqu'ils le réclameront (1). »

Le départ eut lieu le Mercredi 22 février 1792. « La première troupe de notre jeunesse citoyenne, dit le *Journal patriotique*, au nombre de 150 s'avance depuis un jour vers les remparts de Metz. Avant leur départ ces braves citoyens se sont présentés devant la société des amis de la Constitution d'Agen pour y renouveler le serment de défendre cette Constitution, d'en assurer le triomphe ou de s'ensevelir sous ses ruines ; la société sensible et reconnaissante leur a fait présent d'un drapeau orné des couleurs nationales et sur lequel elle a tracé l'expression du sentiment juste et patriotique qui l'a excitée à leur faire ce don. Ce drapeau a été béni des mains de notre prélat, au milieu d'une pompe solennelle et nos jeunes compatriotes nous ont promis de le donner en garde à la société de Metz jusqu'à ce qu'il leur soit permis de le rapporter au sein de leur patrie, illustré par des exploits glorieux et couvert de palmes triomphales » (n° 33, 27 février.)

(1) Registre des lettres écrites à l'administration. t. III, p. 186.

A propos du régiment de Vivarais, le journal ajoute, « combien nous allons nous intéresser à la fortune de ce régiment, à sa gloire, à ses succès pendant le cours de la guerre que la liberté va nous forcer à déclarer à la tyrannie. Il me semble voir voltiger autour de ce drapeau tous les sentiments que la nature, l'amour et l'amitié adresseront à nos jeunes concitoyens. »

Le directoire du district fut informé de la marche de cette troupe par Ladavière. Ses lettres transcrites aux registres de correspondance de l'administration sont assez curieuses.

Lettre de M. Ladavière, de Limoges, le 2 mars 1792.

MESSIEURS,

Je ne chercherai point à justifier que je ne suis point en retard envers vous, je ne vous dissimulerai pas non plus que la commission dont vous m'avez honoré m'occupe du matin au soir et ne me laisse non seulement le temps de m'acquitter des engagements que j'ai pris avec vous, avec mes concitoyens et avec ma famille et même à un moment de repos. Mais quelles que soient mes peines et mes fatigues je m'en trouverai dédommagé si j'ai le bonheur de conduire à bon port des défenseurs de la patrie au poste d'honneur qui les attend. Oui, Messieurs, j'espère les y conduire et ce qui me fait croire que je les y conduirai, c'est qu'ils ne se sont jamais écarté de l'obéissance qu'ils m'ont juré. Je ne vous dissimulerai point cependant que je suis obligé quelquefois de prendre un ton sévère, quelquefois de payer de ma poche de petites beuvettes qui se font aux haltes, sous prétexte qu'ils ne peuvent pas changer leurs assignats, mais reprenant un air gai, leur parlant patriotisme, tout se rembourse à peu de chose près et nous faisons notre route.

Vous savez, Messieurs, que je suis parti d'Agen avec environ 80 recrues pour le régiment de Vivarais, aujourd'hui je m'en trouve cent de plus et chaque jour le nombre augmente et si quelques municipalités sur le territoire des quelles je suis

passé n'eussent formé des difficultés, il serait plus considérable. Eh ! Messieurs, l'on se plaint que l'armée de ligne n'est pas complète, pourquoi ne donne-t-on point aux vrais patriotes le pouvoir d'engager dans tout le royaume ! Si je l'eusse eu ce pouvoir, avant d'arriver à Metz, j'aurais eu, j'en suis certain, une légion d'hommes à offrir à la patrie.

Partout où nous sommes passés, nous avons reçu des patriotes des témoignages d'amitié, partout les sociétés des amis de la Constitution nous ont invité à leur séance et nous ont assisté de tout ce qui était en leur pouvoir et pour reconnaissance de leurs bienfaits, j'ai fait déposer dans les lieux de leurs séances notre drapeau en les assurant qu'il ne pouvait être mieux en sûreté que dans leur sein.

Le temps ne me permet point d'écrire à nos frères les amis de la Constitution, veuillez, Messieurs, leur faire part de ma lettre, dites-leur que nous sommes arrivés ici à bon port et que pas un n'a abandonné le drapeau ; dites-leur que les circonstances m'ont forcé à prendre un séjour dans cette ville, mais que nous sommes tous disposés de marcher jusques à Orléans sans séjourner ; dites leur d'écrire aux amis de la Constitution de Castillonnès, Bergerac, Villamblard, Périgueux, Thevier et Chalus, pour les remercier de leurs bons offices envers nous. Racontez-leur un fait vrai que voici : *A Chalus des jeunes enfants sont venus nous demander la permission de baiser notre drapeau*, en nous disant avec la naïveté qui appartient à des enfants : *Vous êtes patriotes, nous voulons baiser votre drapeau et quand nous serons assez grands nous irons le joindre*. Demain je dois passer la revue pour tâcher de connaître ceux qui se sont engagés sur la route et ceux qui m'ont rejoint de notre ville et pour tâcher de faire compléter la somme que nous avons promise à Lapoque, si je ne puis y réussir je verrai à chaque logement la foire de chemises et autres effets, tenue par les recrues et du poivre (*sic*). Dieu le sçait, mais que faire, nul n'est tenu à l'impossibilité. Arrivé à Orléans, je vous ferai part, Messieurs, de ce qui nous sera arrivé dans la route. Veuillez aussi, je vous en supplie, m'écrire à poste restante de cette même ville et me marquer le nombre

exact et même le nom de ceux qui ont pris des engagements dans Vivarais, plusieurs de mes recrues n'ont ni mandat ni ordre de route, ils me disent seulement qu'ils sont engagés et de bonne foi ils marchent. Le papier me manque, je dois finir ma lettre en vous assurant de mon respectueux attachement.

LADAVIÈRE.

P. S. Dites à M. Bressoles que son frère se porte à merveille et qu'il marche comme un César avec une belle gourde pendu à son côté (1).

A M. Ladavière à Orléans (6 mars 1792).

Nous avons appris avec le plus vif intérêt, l'accueil patriotique que vous et nos concitoyens avez reçu dans toutes les villes où vous avez passé et l'ardeur que votre généreux exemple y a excité, nous nous félicitons tous les jours d'avoir donné à ces jeunes gens un ami tel que vous pour les conduire. L'Assemblée Nationale et le roy ont applaudi à cette mesure de notre part, vous aurez eu sans doute connaissance du décret honorable rendu en faveur du détachement que vous conduisez ; nous ne doutons pas que vous ne soyez admis avec distinction à la séance législative, notre députation surtout vous y verra paraître avec le plus grand plaisir, nous en avons eu un bien grand à lire tous les détails de votre lettre. Nous espérons que vous achèverez heureusement votre voyage et que vous déposerez votre responsabilité à Metz sans accident.

Nous avons demandé au district le nom et le nombre des recrues engagés pour Vivarais, si cet état est prêt pour ce soir nous l'insérerons dans cette lettre, si on ne peut nous le remettre que demain nous vous l'enverrons à Paris sous le couvert de la députation du département.

Continuez, s'il vous plait, à nous donner de vos nouvelles et ne doutez pas de notre attachement.

(1) Registre des lettres écrites à l'administration, t. III, p. 362.

Nous avons envoyé ce soir à la Société des amis de la Constitution une copie de votre lettre, elle s'empressera sans doute de remplir vos vœux (1).

Lettre de M. Ladavière, de Metz, le 26 mars 1792.

MESSIEURS,

C'est ici que j'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 6 mars, avec l'état des jeunes citoyens engagés pour Vivarais. Oui, Messieurs, je viens de déposer sans accident la responsabilité dont vous m'aviez honoré et il fallait non point l'expérience, mais bien le courage et l'amour pour la Constitution pour entreprendre un voyage aussi long et aussi pénible que celui que je viens de faire ; me voilà arrivé avec ma petite armée et je vais vous rendre compte de ma conduite et des accueils fraternels que nous avons reçu sur la route depuis Paris.

De la capitale jusques à Saint-Menoull, nous avons été assez mal et toujours la pluie sur le corps, ce qui m'a forcé à faire deux petites journées pour tenir lieu de séjour et pour rallier ma troupe, que le mauvais temps avait dispersée, afin d'entrer en ordre à St-Menoull, parce que j'étais prévenu que l'on devait nous y recevoir avec pompe. En effet, nous y avons été reçus d'une manière qui mérite pour les citoyens et pour le maire surtout de cette ville les éloges de tous les patriotes. D'abord la garde nationale est venue au-devant de nous avec une pièce de canon et après nous avoir reconnu militairement, *cette pièce fit un si fort pet qu'il faillit mettre l'épouvante dans ma troupe*. Arrivés aux portes de la ville, la municipalité vint nous y recevoir. M. le Maire me fit une embrassade vraiment fraternelle et pendant ce temps nouvelle canonade, nous fûmes ensuite conduits

(1) Registre de lettres écrites par l'administration, t. III, p. 224, 225.

sur la place publique et comme nous défilions pour conduire le drapeau à mon logement, qui était chez le maire, l'artillerie ronfla pour la troisième fois. Mais le mieux est que nous y avons été bien fêtés, rien de tout cela ne m'a autant flatté que le plaisir que j'ai eu en embrassant les deux citoyens qui arrêtaient le roi lors de son évasion. Après une réception aussi fraternelle croyez-vous, Messieurs, qu'il y eût des hommes dans ma troupe capables de commettre d'impolitesse, oui, il en est deux qui sont Lacoste, de Layrac, et Cantuel, d'Agen, qui, après avoir mangé chez leurs hôtes, firent un écot de 6 fr. dans une auberge et partirent bien avant la troupe sans payer ; ils me rejoignirent le logement avant Verdun, ignorant si j'avais reçu des plaintes de leur inconduite. Je leur fis retourner leurs habits et les fis marcher dans cet état à la tête de la troupe jusques à la municipalité et ensuite au corps de garde, mais la garde nationale sollicita leur pardon et je n'ai pu m'y refuser.

De Saint-Menouilh à Metz, il ne s'est passé rien qui mérite votre attention ; mais la réception qu'on nous a faite dans cette dernière ville mérite bien des éloges et est digne d'être racontée. Les aides de camp de M. Lafayette et une députation de la Société des amis de la Constitution vinrent au-devant de nous à un quart de lieue, ma troupe était sur deux rangs et observait le plus grand silence, nous reçûmes des compliments et nous acheminâmes vers la ville où estoient les officiers du régiment avec les deux compagnies de grenadiers et la musique, nous fûmes conduits avec ce cortège jusques dans la salle des amis de la Constitution au milieu d'un peuple immense et des vivats qui ne finissaient point. Enfin, après avoir déposé le drapeau dans le lieu qui m'étoit ordonné, je conduisis mes défenseurs de la patrie aux casernes et là, je livrai au régiment de Vivarais 280 hommes présents, Paul Lafore, de Layrac, malade à Etampes, et l'imprimeur Blanchi qui menoit une femme avec lui, déserté à Paris. Après m'être déchargé de ce dépôt précieux, M. le commandant le prit ; il leur fit une petite harangue, leur témoigna le plaisir qu'il avait de les voir, ils furent de suite dispersés dans les Compagnies où ils furent

reçus avec une bonne soupe que les officiers avaient fait faire pour eux.

Maintenant, Messieurs, je vais vous entretenir de ce qui me regarde personnellement, connaissant vos bontés pour moi, je croirai manquer à mon devoir si je ne vous rends un compte exact de tout ce qui est relatif à mon voyage.

Hier, Messieurs les officiers me donnèrent à diner, ils me firent beaucoup de politesses et me témoignèrent le plaisir qu'ils auraient de me voir entrer dans leur corps. Aujourd'hui j'ai diné avec M. Lafayette, le commandant du régiment de Vivarois et autres officiers, après le repas nous sommes passés tous les trois avec un aide-de-camp dans une chambre, il a été question de me donner du service dans la ligne, et après avoir bien examiné la loi, ils ont vu qu'ils ne pouvaient me donner qu'une sous-lieutenance. Vous sentez à merveille, Messieurs, qu'il faudrait avoir perdu la tête pour prendre la queue d'un régiment à l'âge de cinquante ans. M. le général m'a témoigné le regret qu'il avoit de ne pouvoir faire mieux pour moi, mais que je devois faire un mémoire et le présenter aux chefs du régiment, qui s'en feroient un vrai plaisir de l'appuyer et qu'ensuite, il y mettroit lui-même toutes les attestations possibles de ma conduite sur la route que je viens de parcourir et qu'il ne doutoit pas que le ministre de la guerre, c'est-à-dire le pouvoir exécutif, ne me donnât un poste avantageux. Je l'ai remercié et aussitôt mes comptes rendus, je m'acheminerais vers mon pays natal pour y reprendre mon poste, si toutefois vous daignez me l'accorder.

Les trois jours que je me propose de rester encore ici, suffiront à peine pour rendre mes comptes et pour faire mes adieux à mes enfants qui m'aiment de tout leur cœur. Aussi je n'écris point aux amis de la Constitution. Veuillez, Messieurs, m'excuser auprès d'eux et assurez-les que tous les jeunes citoyens qui se sont réunis sous leur drapeau sont arrivés au régiment excepté les deux que je viens de vous nommer. Vivarois a actuellement 1.500 hommes: il en arrive tous les jours et je ne doute pas qu'il ne soit complet avant la fin du mois, mais je crains une réforme de 30 hommes au moins de

ma troupe, M. Lamouroux a été trop facile dans les enrôlements, car, en vérité, il en est qui n'ont ni corps ni apparences. Je suis... (1).

Le régiment de Vivarais dans lequel venaient d'être incorporées les recrues agenaises était un des vieux régiments de la monarchie. Il était à Metz depuis le mois de janvier 1792.

Deux ans auparavant, étant en garnison à Béthune, il fut brusquement appelé à Lens, le 25 janvier 1790. Il se met en route, mais à quelque distance de la ville, une partie fait demi-tour, rentre à Béthune pendant que l'autre moitié suivait le colonel de Cortarvel se rendant à Douai. Cependant au bout de quelques jours, les soldats rebelles revenus à de meilleurs sentiments, ou selon l'expression du général Susanne, qui avait peut-être eu le temps de s'apercevoir que le bourgeois cesse d'être aimable pour le soldat, aussitôt que celui-ci devient onéreux, rejoignirent la partie fidèle à Verdun.

Quand la guerre éclata, le 1^{er} bataillon et les grenadiers du 2^e firent partie de l'armée du centre. Les compagnies de guerre se signalèrent à Valmy dans la poursuite des prussiens.

En 1795, après avoir fait partie de l'armée du Nord, il forma la 131^e demi-brigade qui devint après un deuxième amalgame le 1^{er} régiment de ligne.

Le 2^e bataillon de Vivarais quitta Metz en 1793, fit partie de l'armée des Ardennes, entra dans la 132^e demi-brigade, passa à l'armée de Sambre-et-Meuse dans la 108^e demi-brigade devenue le 108^e régiment de ligne.

J.-R. MARBOUTIN.

(1) Registre des lettres écrites à l'administration, t. III, pp. 379, 380, 381.

RICHESSSES ARTISTIQUES RELIGIEUSES

DU DÉPARTEMENT DE LOT-ET-GARONNE

Dans un des derniers numéros de la *Revue de l'Agenais* (1) j'ai donné la liste des objets religieux de caractère artistique classés comme monuments historiques antérieurement au 1^{er} novembre 1906 et placés désormais sous la protection de la loi du 30 mars 1887. Le 14 décembre 1906, par arrêtés du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, les objets suivants ont été également classés :

BON-ENCONTRE. — *Eglise.*

Tableau votif représentant la procession des consuls d'Agen à la vierge miraculeuse de Bon-Encontre. Toile du xvii^e siècle.

CASSENEUIL. — *Eglise.*

Peintures murales du commencement du xvi^e siècle.

CASTELMORON. — *Temple protestant.*

Inscription de l'ancien temple de Tournon détruit lors de la Révocation de l'Edit de Nantes. xvii^e siècle.

FRÉGIMONT. — *Eglise.*

Chaire à prêcher en pierre, du xi^e siècle.

GANDAILLE. — *Eglise.*

Bras reliquaire en argent doré, du xiv^e siècle.

C'est, paraît-il, le seul reliquaire ancien qui reste à Gandaille. Il y en avait autrefois trois autres, deux en forme de coffret, l'autre en forme de main. Ils ont disparu. M. Tholin les signale encore en 1900 dans son *Abrégé de l'histoire des communes du département de Lot-et-Garonne, Arrondissement d'Agen.*

(1) Numéro de janvier-février 1907, p. 89.

LACAUSSE (Canton de Monflanquin). — *Eglise.*

Bénitier en marbre sculpté du x^e siècle. Hauteur 1.10, diamètre, 0.56.

MARMANDE. — *Eglise.*

1^o Rétable représentant Saint-Benoit dans le désert. Bois sculpté, du commencement du xvii^e siècle.

2^o Dix statues en bois sculpté, demi-nature, représentant la sépulture du Christ ; xvii^e siècle.

MIRAMONT. — *Eglise de Beffèry.*

Epitaphe d'une dame Audiart gravée sur une plaque de marbre de 0.28 sur 0.20. 1280.

PUJOLS. — *Eglise Sainte-Foy.*

1^o Bas-relief en marbre, en cinq fragments, provenant du tombeau de Sainte-Foy de Pujols, formant panneaux armoirés avec des griffons, des anges, des dauphins, etc.. Ce bas relief de 1650 sert d'appui à la table de communion.

2^o Christ de grandeur presque naturelle (1.50) remarquable par l'expression douloureuse de la figure, sculpté sur bois à grands traits. xvi^e siècle.

3^o Cuve baptismale en pierre, quadrangulaire sur piédestal carré. Ornementation très riche. Mascarons et armoiries de Castelpersé-Lévis. Hauteur, 0.85. xvi^e siècle.

4^o Peintures murales du xv^e siècle.

PUYMICLAN. — *Eglise Saint-Pierre de Londres.*

Vasque pédonculée, de forme carrée, ornée de strigilles. Pierre, du xvii^e siècle. Hauteur, 1.10.

SAINT-FRONT. — *Eglise.*

1^o Reliquaire pédiculé en cristal et cuivre ouvré, du xvii^e siècle.

2^o Autel et rétable en pierre, avec ornements sculptés, bas-reliefs et statuettes portant les armoiries des seigneurs de Saint Front. 1521.

SAINT-MAURIN. — *Eglise.*

Maître autel en bois sculpté, dont l'érudit conservateur du Musée d'Agen, M. Momméja, a donné la description inédite suivante :

« Le maître autel isolé, en bois sculpté, est un spécimen unique de l'art du bois en Agenais avant le xvii^e siècle. Quoique de proportions bien moindres, il est infiniment supérieur comme art à celui de Fongraye..... Une toile peinte en forme le devant. Cette peinture qui me paraît italienne et, pour préciser, vénitienne, fait songer à Tiépol pour

l'allure de ses hallebardiers, quoiqu'elle soit certainement plus ancienne que ce maître. Elle représente l'*Adoration des Mages*, sur la terrasse d'un somptueux palais. Scène en longueur avec, à droite, la Sainte Famille, à gauche, le cortège des mystérieux étrangers, et, au centre, l'agenouillement de ceux-ci devant le *bambino*. Entre les groupes, des vues de vallées ombreuses et fraîches couronnées de rochers..... Longueur de la toile 1.95 ; largeur, 1.495.

SAINT-SARDOS. — *Eglise.*

1° Fonds baptismaux, creusés dans un beau chapiteau roman avec une scène représentant Daniel dans la fosse aux lions avec un grand dragon. Pierre ; xii^e siècle.

2° Quatre chapiteaux romans à feuillages et personnages. Pierre, xii^e siècle.

SAINTE-LIVRADE. — *Eglise.*

Statue funéraire d'un évêque, grandeur naturelle. Elle est cassée. C'est un marbre de xiv^e siècle, de 1,70 de longueur.

TAYRAC. — *Eglise.*

1° Statue sculptée sur bois, 1.73 de hauteur, représentant Saint-François d'Assise, croit-on. xvii^e siècle.

2° Cinq grands candélabres sculptés en bois doré, de style Louis XIV, ayant 1 mètre de hauteur.

Tous ces objets de caractère religieux ont été ajoutés à la liste de classement dressé en vertu de la loi du 30 mars 1887 et classés comme monuments historiques, conformément à l'article 16 de la loi du 9 décembre 1905.

RENÉ BONNAT.

JOURNAL

DU PRÉBENDIER DE SAINT-ÉTIENNE D'AGEN

Le dimanche, 20 octobre, le Saint-Sacrement reposa dans l'esglise de Saint-Caprasy, jour et feste de la dicte esglise, patron et évesque d'Agen en l'année trois cens trois après la mort de Jésus-Christ, Dacien présidant dans Agen qui lui fist trancher la teste. La dicte esglise fust ce jour visitée à cause du Saint Sacrement exposé publiquement d'un grand nombre de peuble et des trois compagnies des pœnitens et le tout pour la sancté du Roi qui estoit dans Lion malade (1).

Le douziesme jour de novembre 1630, un mardi, Messieurs de la Chambre de l'Edict, firent célébrer une grand'messe en musique par le député du Chapitre Saint-Estienne, M. Girardin, M. le Président de Du Bernet, président en la Chambre, et trois Messieurs des Conseillers, les aultres n'estant pas arrivés. La messe dicte ce retirarent dans la Chambre du Conseil, trouver ceux qui les attendoit de la prétendue irreligion pour conférer ensemble. Par après chacun se retira en sa maison (2).

Le unzième de novembre 1630 décéda sur les quatre

(1) Le Roi tomba malade, le 22 septembre, après la campagne d'Italie où le Roi s'était emparé de la Savoie. Il était revenu souffrant à Lyon où il était arrivé à la fin de juillet. Le 22 septembre il fut pris d'une fièvre dysentérique; huit jours après, il était si bas, qu'on le crut mort et Richelieu perdu.

(2) Le 27 mars 1629, le Président de Pontac avait par un arrêt donné congé aux avocats, aux procureurs et parties et ordonné le transfert de la Cour à Bazas. Il revint à Agen le 11 novembre 1630. (Labénazie, *Hist. de la ville d'Agen et du Pays d'Agenais*. t. 1, p. 325.)

Malgré l'affirmation de Labénazie du retour de la Cour en novembre, Malebaysse dit qu'elle ne rentra qu'en janvier 1630. « Au mois de janvier 1630, la « Chambre de l'Edit retourna à Agen pour la seconde fois qui avoit esté absente « de la présente ville depuis le mois de mars 1629 et estoit présidan à ceste « séance M. de Lalanne. » (*Revue de l'Agenais*. t. xx, p. 247.)

heures du soir demoiselle de Faure, femme dudict Faure, advocat et bourgeois, icelle, fille de la maison de Lamothe-Bezât et ce pour ne avoir peu ce accoucher heureusement ; fust ensevelye dans Saint-Estienne, chapelle de Saint-Marcial (1).

Le mesme jour décéda demoiselle de Noguier et fut ensevelye dans l'esglise des Jésuites.

Le 26^e jour de décembre 1630 un jeudi, sur les sept à huit heures du soir, décéda Monsieur Claude Gelas, evesque et comte d'Agen, d'une poplexie de laquelle il fust tellement travaillé que du point qu'il en fust sezi, il ne parla, n'entendit, ny ne ouvrit plus les yeux (2). Cest accidant lui donna des signes futurs qu'il ne devroit pas vivre lonc temps, car le dimanche oparavant, donnant les moindres ordres dans la chapelle de l'evesché, son baston d'argent pastoral, sans effort aucun, se rompit qui sembloit dire qui ne seroit pas lonc temps pasteur. Comme ausy il y eust un de ces oiseaux maritimes qui vint au devant de sa chambre crier lonc temps, lui disant tacitement qu'il se disposat pour mourir, comme ausy la chaire sur laquelle il estoit assis ce rompit (3), et le jour de la Feste de Noel, 25^e décembre 1630, après avoir fait la procession et estant dans le chœur à son siège, après avoir assisté à l'introit de la grand'messe avec les chanoines, au *Gloria in excelsis*, après qu'il eust achevé, la poplexie le saisit et fallut qu'on l'emportat

(1) Elle s'appelait demoiselle Toinette de Lamothe. (GG. 1.)

(2) Le Registre paroissial de Saint-Etienne d'Agen le fait mourir le 25 décembre 1630, sur les dix heures du soir (G. G. 2). Il était évêque d'Agen depuis 1608 et avait succédé à son oncle Nicolas de Villars, dont il était le Vicaire général. Il entra solennellement à Agen, le 2 octobre 1609. Claude 1^{er} (de Gelas) était Conseiller d'Etat et trésorier de la Sainte-Chapelle. Il eût pour successeur Gaspard de Daillon du Lude, qui devint Archevêque d'Albi, en 1635.

Le Journal des Consuls raconte que l'Evêque avait perdu « le centiment, l'ouye et la cognoissance. Il demeura en cet estat, jusqu'au lendemain sur les huit heures du soir qu'il rendist l'âme. » L'archidiacre en avisa les Consuls qui le lendemain lui rendirent visite et le soir accompagné des jurats et des officiers de la Maison de Ville donnèrent l'eau bénite sur le corps. « Et advenant le dernier jour de décembre mondit Seigneur d'Agen fust enterré et son honneur funèbre faicte par le père provincial des Capucins. L'ordre dudit enterrement est amplement exprimé par un procès-verbal mis dans le grand « Registre. » (BB. 51, p. 158.)

(3) Ce membre de phrase en marge du texte.

dans l'evesché sur son lict. Il ne parla, ny entendit plus, estant décédé le judy de soir, vers les sept à huict heures. Les cloches de Sainct-Estienne sonnèrent à bransles et le lendemain son corps fust ouvert et embaumé afin d'être conservé sans putrefaction quelques jours, afin de faire les cérémonies qui se font aux évesques décédés avant qu'ils soient ensevelis. Cependant la basse cour fust parée de noir, le montant du degré et la sale. Le Chapitre en corps avec les prébendiers alèrent dire vespres de mors dans sa salle, là où le corps estoit. Un chanoine avec le pluvial noir et l'estole fist l'office et l'encensement du corps ; le 27^e jour, un vendredy, pendant que le corps demura a estre ensevely, tous les soirs et matins, les cloches sonnèrent à bransles. On fist dresser un autel dans la sale près du corps pour dire messe et on en célébra plusieurs. Les entrailles furent ensevelies dans un petit coffre au costé droit du grand autel. Le chapitre crea et esleut deux chanoines pour estre vicaires generaux, afin de pourveoir aux choses nécessaires de l'evesché et Monsieur de Fonmartin économe, pour le temporel. Le corps demura six jours sans estre ensevely. Les chapitres et couvens, chascun son tour et heure, alloit dire dans l'evesché l'office des mors ; les trois compagnies de pœnitens ausy furent pour dire l'office près du corps. Il fust ensevely au costé gauche du grand autel, fust basti en voute dedans et fust mis dans une quesse de plomb et icelle dans une de bois, la tombe couverte de brique en voute. Les pœnitens bleus et gris furent à la sépulture. L'oraison funèbre fust faite par celui qui preschoit l'advent provincial des Capucins. Tous les ordres l'accompagnièrent à la sépulture, mesme les religieux de Nostre-Dame de Bon-Encontre avec leur croix, le jour de l'enterrement, un mardy, dernier jour de l'an 1630. Les Messieurs de la Chambre de l'Edict accompagnièrent le deuil, les Consuls avec leurs robes rouges, les armoiries de la ville peintes en deuil, chascun son flambeau alumé autour du corps pendant qu'on le pourtoit et pendent ausy la messe ; M^r de Cavasse, chanoine, célébra la messe, deux prébendiers à ce priés firent les diacres. Il y eust chapelle ardente. Quatre chappiers le conduisirent à la tombe,

après avoir fait le tour de toutes les Cornières, les boutiques étant fermées, les cloches sonnent à bransles. Il y eust une telle foule de peuple qu'on n'en avait jamais veu. Il fust environ quatre heures après-midy quant le corps fust mis en terre. 48 pauvres vestus, tous les serviteurs de la Maison, vestus en deuil, marchoit en rang et quatre pourtans un drap noir comme ausy quatre chanoines ; pour le corps moitié prestres, l'autre pœnitens blus, le portèrent à la sépulture

Le lendemain de la sépulture, ce fut le second jour de janvier 1631, un judy, les cloches des quatres parroisses sonnèrent à branles. On se rendit dans Saint-Estienne pour entendre la grand'messe qui fut célébrée par Monsieur de Cavasse, chanoine. Deux prebendiers firent les diacres à ce priés. Il y eust six chappiers, deux chanoines, deux hebdomadiers, deux prebendiers. Le chœur estoit garny de noir et la chapelle ardante couverte de cierges brulans. Il y eust fort belle assemblée. Les nouveaux Consuls (1) assistèrent avec leur livrée et Messieurs de la Chambre de l'Edict. 48 flambeaux aux pauvres. Pour la charité (2) on donna un sol à chacun pour aumone.

Le huitiesme jour de janvier 1631, un mercredy après vespres, arriva dans Agen Monsieur de Lombez (3), fust logé chez Monsieur de Charrin.

Le 23^e jour de janvier 1631, le chappitre de Saint-Estienne fist faire l'office à la messe sulement pour Monsieur l'Evesque décédé le 26 décembre 1630. Les cloches sonnèrent à branles : un chanoine célébra la messe, deux prebendiers firent les diacres, deux chanoines et deux hebdomadiers. On fist brusler pendant la messe deux flambeaux sur la sépulture qui est au

(1) Les nouveaux consuls pour 1631 étaient Géraud Grimard, 1^{er} consul, Guillaume Ratier, Jehan de Laborde, tous trois avocats; Noble N. de Béchon (de Caussade), écuyer; Etienne de Corne, conseiller du Roy et receveur des tailles; Jehan de Roussel, docteur en médecine. « L'edict Corne moureut au mois de mars de ladicte année et fust mis à sa plasse M. Boyer vieulx, procureur. » (Malebaysse, *Recue de l'Agenais*, t. xx, p. 246.)

(2) La Caritat.

(3) L'évêque de Lombez était prieur de Saint-Caprais. Les consuls en cette qualité allèrent le saluer le lendemain, 9 février. (BB. 51, p. 160 v.)

costé gauche du grand autel, sans drap noir sur la tombe. Après celle du mors, on dit celle du chœur.

Le dernier jour de janvier 1631, le chapitre de Saint-Caprazy fist sonner les cloches à branles et célébrer une grand messe pour les honneurs de feu Monsieur d'Agen. Monsieur son frère (1) assista à icelle.

Le 27^e jours de mars 1631 est décédé à la metterie de Cais-sac et fust porté dans Agen dans l'esglise des Pères Cordeliers, Monsieur de Bechon, conseiller (2.)

Le septiesme du mois d'avril 1631 décéda demoiselle de Lafon et fust ensevelie dans l'esglise des Pères Augustins et dans la chapelle des cinq playes.

Le dixième d'avril 1631 décéda demoiselle de Lavergne ; fust ensevelie dans Saint Estienne, chapelle des Vierges (3)

Le dix-huictiesme avril 1631 décéda Monsieur de Philip-pes, jadis conseiller ; fust ensevely dans l'esglise des Pères Augustins, le lendemain.

Le 20 avril 1631 décéda Monsieur de Lascases (4), chanoine de Saint-Estienne et ce fust le jour et feste de Pasques et fust ensevely dans l'esglise de l'*Ave Maria*, couvent des religieuses.

Le 23^e jour d'avril 1631, un mercredy, sur les sept heures à huit du soir, décéda mademoiselle de La Cour, sœur de Mon-sieur d'Estrades et fust ensevelie le lendemain après vespres dans Saint Estienne, au devant la chapelle des Vierges, tom-beau de la maison d'Estrades (5).

Le 4 may 1631, décéda Maistre Marc-Antoine Buard, pré-

(1) Balthazar de Gelas. Ce dernier mourut à Cambes, le 22 avril 1632. Il fut enterré le 23, au chœur « joignant le tombeau de feu Monsieur d'Agen, son frère. » (GG. 2.)

Malebaysse dit qu'il tomba en son château de Cambes, juridiction d'Agen, du haut d'une grange et mourut le lendemain, 23 avril, dimanche de Quasi-modo. (*Recue de l'Agenais*, t. xx, p. 246.)

(2) Famille des Béchon de Caussade.

(3) Elle s'appelait mademoiselle de Gautié. (GG. 2.) M. de Lavergne, son mari, était avocat au Parlement et jurat.

(4) Antoine de Lescazes. Les deux chapitres assistèrent à ses obsèques. (GG. 2.)

(5) Le Registre paroissial de Saint-Etienne enterre Jeanne d'Estrades dans la chapelle de saint Joseph, tombeau des d'Estrades. (GG. 2.)

bendier de Saint-Estienne, un dimanche sur les six à sept heures du matin ; fust ensevely le lendemain dans Saint-Estienne, au devant la chapelle du Purgatoire, du costé de l'avenue de l'esvêché, entrant dans l'esglise, tombeau de feu Madame de Carmentran. Les grandes cloches sonnèrent à branles. Les pénitens blus le portèrent avec les prébendiers au tombeau. Personne ne print d'argent et fust arresté que dors en avant à la sépulture des prébendiers personne ne prendrait argent (1).

Le 9^e jour de may 1631 décéda Monsieur de Labarthe, jadis conseiller, d'une poplexie ; fust ensevely dans Saint-Estienne dans son tombeau, près le benettier de la chapelle du Purgatoire, près le pilier (2).

Le 28^e jour de may 1631, un dimanche, la procession des Pères Augustins vint à Saint-Estienne où ils célébrèrent la grand'messe. La musique et l'orgue les assista. La grand cloche seule sonna à branle lors de leur despart pour venir à Saint-Estienne et quant ils s'en retournèrent à la fin de la grand'messe, il y eust sermon dans Saint-Estienne par un de leurs pères. On avoit mis sur l'autel les reliquaires et six chasubles blanches sur l'autel. Ils dirent la messe de la Dominique quatriesme après Pasques. Il y eust affluence de peuple à la procession et au sermon et l'après dignée disputes publiques et après sermon dans leur esglise ; et le tout se faisoit en conséquence de leur assemblée pour créer un nouveau Provincial. Toute la ville fust ford comptante de ceste façon de procéder en l'élection de Provincial.

Le 29 may 1631, décéda Monsieur de Champs (3) qui avait esté herétier de feu Monsieur de Hemeric, conseiller au Grand Conseil de Paris et fils d'Agen, lequel Deschamps, homme d'arme et bourgeois, fust ensevely le lendemain, un mardy,

(1) De Buard, dit le même Registre, était mort chez son père, Antoine Buard jurat et ancien consul, capitaine du guet pendant la peste de 1629. Sa mère s'appelait Jeanne de Labordes. (Le tome xxx de la *Revue de l'Agenais*, donne p. 139 la date erronée de 1645 pour la mort du Prébendier Buard.)

(2) Il mourut le 18 avril. (GG. 2.)

(3) Noble Jehan Deschamps, 3^e consul en 1624. Il fut enterré dans la chapelle fondée par la famille d'Ouvré, à N.-D. du Bourg.

dans l'esglise de La chapelle (1), tombeau de feu Hemeric d'Ouvré.

Le 22^e jour de juin 1631, décéda M. de Chabrières, avocat, sur les trois heures après midy ; fust ensevely le lendemain dans l'esglise des Pères Cordeliers (2).

Le 23^e jour de juin 1631, décéda M. Comte, avocat et juge de Madaillan ; fust ensevely sur les cinq à six heures du soir dans l'esglise de Saint-Caprazy au devant l'entrée de la sacristie.

Le dernier jour du mois de juin 1631 arriva dans Agen Monsieur l'Archevesque de Tolose ; fust logé chez Monsieur de Gelas, s'en alla vers Bourdeaux, le mesme jour, et puis de là à Paris.

Le mesme jour arriva dans Agen Monsieur l'Evesque de Lombès, prieur de Saint-Crapasy.

Le 4^e jour de juillet 1631 est décédé M. Danselin, médecin, un vendredy matin ; fust ensevely sur les dix heures du soir dans l'esglise des Pères Jacobins.

Le mesme jour sur les deux à trois heures du soir, décéda demoiselle de Gardes, femme du Conseiller, de la maison La Cassaigne (3) ; fus ensevelye dans l'esglise des Pères Cordeliers.

Le 3^e jour d'aoust est arrivée Madame d'Estrades avec Mademoiselle sa fille dans Agen, venant de Paris, et Monsieur d'Estrades estoit demeuré en Cour au service du Roy.

Le 24^e jour d'aoust 1631 est décédé M. de Gardès le vieux qui avoit esté conseiller ; fust ensevely dans l'esglise des Pères Cordeliers, le lendemain, jour et feste de saint Louys.

Le quatriesme jour de septembre 1631 décéda Monsieur de Domain (4) habitant d'Agen, âgé de quatre vins ans qui fust celuy qui premier érigea et installa la compagnie de Messieurs-

(1) N.-D. du Bourg.

(2) Le sieur Arnaud Chabrières était consul en 1627.

(3) Elle s'appelait Claude de Ladagne de La Cassaigne. Son mari était Jehan Gardès, conseiller présidial. (GG. 1.)

(4) Ne serait-ce pas Pierre Domain qui, de 1595 à 1598, avec Bienassis pour collègue et en 1608-1609 avec Vital Garipoy était collecteur des consuls ? (CC. 89-93, 97-98, 128-132.)

les pénitens blans, n'en aient pas d'autres pour lors dans Agen. Ce fust premièrement dans l'esglise des Pères Augustins et peu après dans l'esglise Saint-Antoine. Ce fust luy qui divinement poussé d'un zèle de dévotion et de pénitence fist avec quelques autres qui ce associèrent avec luy, voyant sa dévotion, afin de vacquer plus particulièrement aux saints exercices et austéristes tant en cilicest et disciplines et autres mortifications qui se pratiquent d'ordinaire dans ces lieux retirés de dévotion afin d'estre séparés de toute sorte de familiarité et distraction humaine pendant les saints exercices, aient peu à peu par longues années augmenté en nombre tellement que de toute sorte et qualité de personnes d'honneur s'enrolèrent pour vacquer à la dévotion. Cella aient continué comme il ce fait encore, Dieu volant recompenser son serviteur et patriarche de cette compagnie, il devint malade dans sa maison qui est proche le molin qu'on nomme de Cajarc, de laquelle maladie il morut et fust par le recteur de Sainte-Foy avec quelques prestes et la compagnie des pénitans blans conduit et porté dans l'esglise de Saint-Antoine qui est à la dicte Compagnie dans laquelle ils font leurs offices. Le corps demura toute cette nuict dans ladicte esglise, icelle estant tout alentour du dedans jusques à la rue garnie de noir, au dessus de laquelle et en divers endroits estoit les armoiries de la compagnie. Deux flambeaux bruslarent devant la grand'porte de la rue et autour du corps, ausy l'autel de tous costés paré de noir. La compagnie fist faire six grandes armoiries en deuil. On dit ce soir vespres de mors. Il y assista force peuple.

Le lendemain, cinquiesme septembre on dict matines de mors et on célébra plusieurs messes basses et puis une grande avec les diacres. Cependant la Compagnie fit faire tous les honneurs aux despens d'icelle. Les deux chapitres assistèrent, toutes les cloches sonnans à branles et celles des deux paroisses. Les religieux accompagnèrent le corps à Saint-Caprasy là où il fust ensevely au devant de l'orgue dans icelle chapelle qui est de Domain jadis marchant. Sortant le corps de Saint-Antoine tous marchoit en ranc, les pœnitans blanc, puis les couvens et puis après les deux chapitres et puis le corps

descouvert et vestu de son sac le drapeau de la Compagnie dessus, porté par six confrères, quatre cierges blancs devant avec les armoiries de la Compagnie, puis de chaque côté de pénitents et au devant le corps marchait le sous-prieur, M. Chassain procureur de la Chambre de l'Edict, portant au bout d'un bâton un étendard de taffetas blanc couvert de larmes noires au milieu duquel étoit les armoiries de la Compagnie qui sont les cinq playes et au dessous d'icelles étoit écrit *Dominus* et puis *Domine* et marchait toujours devant le corps jusques à la sépulture et cependant par le chemin on chantoit l'*In exitu Israël*, tout en fau bourdon avec deux bassons et force musique. La messe grande qui se célébra dans Saint-Caprasy fust en [musique. Deux de la Compagnie avec leurs manteaux firent la distribution des buates (boîtes) mais il n'y eust pas un des presens portant le surplis qui print d'argent qui étoit de la mesme Compagnie. Quelques conseillers, consuls et autres du peuple assistèrent à cest enterrement comme n'aient plus vus faire le semblable, d'où le peuple resta fort comptant voyant l'honneur que Messieurs de ceste Compagnie faisoit à leur ancien patriarche et fondateur faisant tous les frais de ces obsèques. Le prieur de ceste année là étoit M. de Soldadié, chanoine de Saint-Estienne, vicaire général, le siège vacant et docteur en théologie, le maître de chapelle étoit M. de Belot, conseiller du Roy en la Cour des Aydes, érigée dans Agen. Tous les bâtons que les bastonniers portoit étoit blancs couvert de larmes noires. La sépulture faite, sortans de Saint-Caprasy, il y en avoit quatre qui portoit le drapeau de la Compagnie estendu avec les six cierges blancs allumés, les armoiries attachées et l'estandart eslevé en l'air, passant par le mesme chemin de la rue de Garonne, allant à Saint-Antoine, la cloche de la Compagnie sonnait toujours (1).

(1) Les premiers pénitents furent les bleus fondés en 1570 par l'évêque Nicolas de Villars, rue Saint-Jérôme. Les pénitents blancs avaient leur siège au Prieuré Saint-Antoine, abandonné par les Bénédictins de la Grande-Sauve. Les Pénitents gris occupèrent Sainte-Quitterie qui appartenait à l'ordre de Malte, jusqu'à 1632 où ils s'installèrent rue Fon Nouvelle. Ces deux dernières, confréries furent fondées vers l'an 1600. (V. Ph. Lauzun, *Les Couvents d'Agen*

Le 26^e jour d'octobre 1631 décéda Monsieur le vice-sénéchal de Redon à la Mothe-Talivé et fust ensevely le lendemain dans l'esglise de Foleirones, sa paroisse, auprès de l'autel.

L'an de la contagion qui commença sur le mois de juillet 1631 il mourust force personnes de plusieurs sortes et conditions. Il y avoit de malades pestiférés en tous les endroits de la ville d'Agen, ce qui n'arriva pas l'année 1629 qui estoit aussy dans Agen. Deux frères capucins se disposarent à confesser les malades. La ville leur fist faire un habit de treillis blu qu'il [portoit par dessus leur habit. Estoit logés dans la tour de Sainte-Quitayre. Un homme les conduisoit par ville lorsqu'il sortoit pour aller à Renaut, là où estoit les hutes pour les malades. Cependant on fist toujours l'office dans les esglises, cathédrale et collégiale et autres deux paroisses. Les Cordeliers et les Jésuites furent tachés de la maladie contagieuse et fermés, par conséquent l'office se fesoit ouvertement par toutes les églises ordinaires.

Le 9^e jour de novembre (1).....
la grand'messe la.....
les pour le prier.....
qui fust faicte p.....
de la part de Monse.....
et à la fin de la grand'm(esse).....
Chapitre et les chanoines assemblés qui.....
à cause de la contagion resceurent celui qui estoit venu pour
prendre possession et les provisions et lettres du pape Urbain
huictiesme et celles du Roy Louys treziesme et celles de
l'Evesque. Le tout leu, deus chanoines de la part du Chapitre

t. 1.). Après le siège de Montauban, le roi Louis XIII, passant à Toulouse, posa la première pierre de la chapelle de la confrérie des Pénitents bleus dont il se fit recevoir confrère (1622). (*Histoire générale de Languedoc*, t. XI, p. 969).

A l'époque de la multiplication de toutes ces confréries, les Religionnaires du Languedoc et de la Haute-Guyenne, assemblés à Castres le 1^{er} février 1600, se plaignirent au Roi, représentant ces confréries comme des foyers de ligues, de séditions et de conspirations, et demandèrent leur suppression. Henri IV refusa mais promit d'en corriger les abus. (*Histoire générale du Languedoc*, t. XI, p. 885.)

(1) A partir de ce mot, un cinquième de la page manque dans sa partie supérieure qu'indiquent d'ailleurs les points.

furent députés pour le conduire au chœur. Estant là, il se mist au siège épiscopal et puis il fust conduit au grand autel. Sa prière faicte, il baisa l'autel, s'en retourna au siège épiscopal. La musique chanta un motet et l'orgue, et puis une antienne de saint Estienne ; et, estant au siège, il dict après l'oraison de Sainc-Estienne, et puis fust conduict à l'Evesché et entra dans la chambre de l'officialité et puis monta dans l'Evesché. Cela faict s'en retourna au Chapitre accompagné toujours des deus chanoines et puis ce retira. Il y eust grand nombre de personnes.

..... cest affaire
..... entre douze et une
..... décéda dans
..... le père Timotheo
..... pour confesser les
..... fust ensevely audict lieu de Sainte-Quitayre (1).

Le 21^e jour de décembre 1631, la sépulture de M. de Corne, consul en ceste année et trésorier du Roy s'est faicte dans Agen et ensevely dans l'esglise des Pères Cordeliers : les quatre couvens et les deux chapitres et les deux paroisses assistèrent et les Pénitens blancs, les consuls avec leurs robes rouges et une sur le corps, estant décédé consul, les six armoiries de la ville en deuil avec un flambeau allumé à chascune. Il y eust ford belle assemblée à cause que c'estoy un dimanche, feste de saint Thomas, apostre. Il estoit décédé le dixiesme avril mais on l'avoit caché mort à cause de son office, afin de le conserver envers le Roy (2).

Le 21 janvier 1632 les honneurs et bout d'an de Monsieur de Gelas, évesque et comte d'Agen, ce firent. Toutes les cloches d'Agen sonnèrent à branles. Le cœur fust tout entièrement garny

(1) Les capucins Mary et Hippolyte furent aussi victimes de leur dévouement (Voir *La Peste en Agenais au XVII^e siècle*, p. 211.)

(2) Dans le Registre paroissial de Saint-Hilaire d'Agen, on lit : « Le 21 du « moy de décembre M. de Corne, receveur et consulcette année est décédé et « enterré à l'esglise des R. P. Cordeliers. » Il n'y est nullement question de cette dissimulation de décès, sur laquelle il serait très curieux d'avoir de plus amples détails. Nous savons seulement que le but était la conservation et la transmission de son office de receveur des tailles.

de noir et une reverche jusques à la grand'porte de l'entrée de l'esglise de deux costés, le tout couvert des armoiries, six cierges blancs sur l'autel, au devant de chacun son armoirie dorée, chapelle ardente, trois douzenes de flambeaux. Les Messieurs de la Chambre de l'Edit assistèrent et aussy les Messieurs de la Cour des Aydes et les six consuls et grand nombre de peuple. Les honneurs furent fort célèbres, atendeu que c'estoit un prélat digne de grand honneur, qui avoit demuré vint deux ans évesque. Monsieur son frère, grand archidiacre, et Monsieur son nepveu, chanoines et quelques cousins assistèrent au deuil et Madame sa sœur et une sienne nipse (nièce) qui furent fort pompeusement accompagnées ; bref, tous furent fort satisfaits et comptans. Il y eust six chapeliers, deux chanoines, deux hebdomadiers, deux prébendiers.

Le septiesme jour de février 1632, sur la nuict un samedi, décéda Monsieur le lieutenant Barbier (1) et fust ensevely dans l'esglise de Saint-Caprasy, chapelle des Innocens, un dimanche.

Le dix-septiesme mars 1632, décéda Monsieur de Vernioles vieux, jadis chanoine, agé de près de cent ans, et fust ensevely le lendemain après complies dans l'esglise des Pères Cordeliers.

Le 21^e jour de mars 1632 est décédé Monsieur de Douazan, advocat et bourgeois, lequel fust ensevely le lendemain après complies sur les six heures, dans l'esglise de La Cappelle (2). Le chapitre de Saint-Estienne et les Pœnitens blus et les Jacopins assistants à sa sépulture, les grans cloches sonnans à branles, de Saint-Estienne sulement.

Le 25^e jour de mars 1632 est décédé Monsieur de Lamothe-Goulains (à) son logis près de Saint George et ce fust de la cangraine ; fust ensevely le lendemain dans l'esglise des Pères Cordeliers au costé gauche du grand autel.

(1) Jean Barbier de La Serre, lieutenant principal de la Sénéchaussée d'Agenais. (V. D^r Couyba, *La Misère en Agenais*, etc. p. 168, *La Peste en Agenais au XVII^e siècle*, pp. 28-29, 348-358.)

(2) Sa femme s'appelait Jehanne Veylat et fut enterrée le 30 mars 1630 à N.-D. du Bourg. (GG. 2.)

Sire Arnaud Vacqué, marchand, est décédé le 28^e jour de mars sur les six heures à sept heures du soir 1632 ; fust ensevely le lendemain dans Sainct-Estienne, derriere la grand'-chaire, tombeau de ses prédécesseurs (V. p. 26).

Le 3^e jour d'avril 1632, la chapelle des Pœnitens gris sous le nom de Sainct-Louis a esté beniste au lieu quy est à présent apellé près la Fon Nouvelle par le vicaire {général, chanoine de Sainct-Estienne, Monsieur de Soldadié (1), qui fist une prédication le lendemain matin, jour du dimanche des Rameaux. Les pénitens partirent des Augustins là où ils faisoit oparavant leur office et dévotion pour arborer leur croix, comme aient achepté ce lieu et en firent une esglise pour faire leur office et célébrer la Sainte Messe.

Le dixiesme d'avril 1632 fust ensevely demoysselle veuve de Gautier dans l'esglise des Pères Jacobins.

Le premier jour de may 1632 a esté ensevely dans l'esglise des Pères Jacopins M. Orliac, procureur au siège Présidial, et estoit décédé le jour oparavant, vendredy de soir.

Le 20^e jour de juin 1632 Monsieur le Président de Lalanne estant dans Agen et à la Chambre de l'Edict premier président pour le Roy, fust reçu dans la Compagnie de Messieurs les pœnitens blans pour confrère. Il y eust musique à sa réception après vespres un dimanche où il témoigna un grand contentement. Il y eust grand nombres de confrères à la réception. Il estoit assisté de Monsieur le comte Launiac et force autres grands messieurs de la compagnie. Il print le sac et estant reçu, il accola tous ceux de la tribune et observa tout ce qui se pratique an la réception des confrères.

Le quatriesme jour de juillet 1632 fust faicte expouse dans l'esglise de Lachappelle demoiselle Enrye d'Estrades (2). avec Monsieur de La Chapelle Biron, un jour de dimanche. Le lendemain ils entendirent messe dans l'esglise des religieuses de

(1) Il avait succédé à Balthazar de Gélas. (GG. 2.)

(2) Henriette d'Estrades, sœur du futur maréchal de France, était fille de François d'Estrades et de Suzanne Secondat de Roques. Son mari, Jean de Carbonnières, seigneur de La Capelle Biron, fut tué au siège de Bordeaux, à la demi-lune de la Porte-Dijéaux (1650).

Nostre-Dame à la place de Paulin sur les onze heures. Excuser s'ils ne se levèrent pas bon matin

Le 8^e jour de juillet 1632 dans le château de Fonmartin en Limosin décéda M. de Fonmartin, chanoine jadis de Saint-Estienne d'Agen et fust ensevely dans la chapelle du château estant de l'eage de quatre vins dix ans.

*Le tumbeau je jonce de roses,
De lys, d'œillets et tholipans,
Et proteste que là dedans,
Toutes vertus y sont encloses.*

*Ce n'est un simple mortuaire
La bière où on vous a porté :
Mais de vertu, mais de piété,
Mais de vaillance le sacraire,*

*J'honore vos saintes reliques
Et sur vostre tumbeau glorieux,
Je pose bénissant les cieux
Cent mille couronnes benites.*

*Portant à vostre mort envie
Comme ausy font tous bons amans,
A vostre honneur malgré les ans
Ceste épitaphe je dédie —*

Le 19^e jour de juillet 1632, sur la nuict, un dimanche tombant sur le lundy, M. de Cucurmon, procureur au siège présidial d'Agen, fust à sa métairie près de Saint-Sulpice tué à coups de pistolets et à coups d'épées. Ceux qui firent le coup estoit déguisés et masqués de leur visage, pourtans de bourguiniostes pour n'estre pas recogneus; et la nuict encore qui suivist on vist un nombre de personnes qui se promenarent autour de la mesme maiterie, estant déguisés comme la première fois et escoutant pour voir si le blessé estoit mort et en vie afin de l'achever de faire mourir s'il l'eussent trouvé en vie. Mais ils cogneurent qu'il estoit mort qui fust cause qu'ils se retirèrent sans faire grand bruit.

Le 27^e jour du mois de juillet 1632 arriva dans Agen Monsieur d'Espernon et Monsieur le Duc, son fils, qui furent logés

chez M. d'Estrades et le lendemain s'en allèrent devers Montauban en diligence afin qu'on ne resceut Monsieur, frère du Roy, qui s'estoit révolté et bandé contre le Roy et avoit armé contre Sa Majesté, comme soy disant mal comptant en conséquence de Monsieur le Cardinal de Richelieu, comme estant des favoris et qui avoit en plusieurs bonnes occasions fidèlement servy le Roy et ainsy il estoit enuyé disant qu'il estoit trop riche (1).

Le 8^e jour du mois d'aoust, sur les cinq heures du soir, un dimanche, arriva dans Agèn Monseigneur l'Evesque et comte d'Agén, lequel estant avec la troupe et suite venant du quartier et costé de Villeneuve(2), dans laquelle il avoit célébré la sainte messe, abourdant donc la Porte du Pin, a trente ou quarante pas ou environ, il descendit de son carrosse, et s'en alla droit la Porte du Pin au devant de laquelle les Consuls(3) avec leurs robes rouges l'atendoit pour le recevoir, luy aient auparavant disposé un petit cabinet et chambre garny de tapisserie afin de lui faire leur harangue et icelle faicte il print les consuls et les fist entrer dans son carrosse jusques à Saint-Estienne et au devant de la grand'porte de l'esglise; il y eust une trompette de la ville qui sonna toujours et devant Saint-Estienne il descendit de son carrosse et entrant dans l'esglise il trouva le chappitre en corps et les prébendiers et autres prestres, le grand archidiacre vestu de son pluvial et le reste avec leurs surplis lui fist sa arangue et après luy baillia l'aspersoir et le sieur Evesque print de l'eau beniste, en donna aux chanoines

(1) Complot de la Reine-Mère et de Gaston d'Orléans contre Richelieu auxquels vint se joindre Henri duc de Montmorency.

Le Duc d'Epéron partit pour Moissac le 24 et il demanda aux Consuls un guide pour aller à Valence-d'Agén. Leydet, secrétaire des Consuls, l'accompagna. (BB. 51, p. 181.)

(2) Le 6, les Consuls d'Agén avaient réuni la jurade. On délégua MM. de Prades, et de Bologne, consuls, avec les jurats de Grimard, de Ratier, Relhery et Méja « avec Leydet, nostre secrétaire, apportant le *Livre juratoire* et les livres de réception des autres Seigneurs évesques précédents pour les faire voir. » (BB. 51, p. 181, v.) Les députés partirent pour Villeneuve le dimanche 7 août, et revinrent le 8.

(3) Consuls de 1632 : De Poulain, Bienassis, Singlande, de Prades, Du Périer, Bouloigne.

et prébendiers et reste du peuple et puis entra dans l'esglise. On chanta le *Te Deum Laudamus*, la musique et l'orgue, et estant devant le grand autel il se mist à genouils sur un siège appresté garny de velours violet. La musique aient achevé, le grand archidiacre a costé gauche du Grand Autel dict l'oraison et puis on chanta un motet de Saint-Estienne et à la fin d'ice-luy Monsieur d'Agen dict l'oraison et puis s'aprochant du milieu de l'autel il le baisa et puis donna sa bénédiction à tout le peuple et après demanda le lieu ou feu Monsieur d'Agen estoit ensevely et ce mist à genouils pour faire sur luy sa prière et puis il se leva et s'en alla dans la maison épiscopale. Le chappitre et le reste l'accompagnant, là où parvenu le chappitre de Saint-Caprasy le salua, et luy firent leur arrangee et puis messieurs de la Cour Présidiale et puis le chappitre de Saint-Estienne quy arriva et ce après les consuls avec leurs robes rouges et puis après force Compagnies et Colleges auxquels il témoigna estre grandement comptant et satisfait. La grand'-cloche sule a branles sonna deux heures avant son arrivé et ausy lorsqu'il entra dans la ville jusques à Saint-Estienne. Ledict seigneur Evesque ce nommait Gaspard de Lude, abbé de Layon, nepveu de Monsieur le comte Chombert, mareschal de France. Il estoit ledict sieur Evesque de l'eage de vingt-huict ans à trente ans ou environ, de grande hauteur, **magre** de visage, natif de la maison de Lude, ancienne en France (1). Sur l'entrée de la porte de l'esglise on luy mist haut sur le portail ces armoiries qui estoit dorées avec une coronne de laurier et lierre (2).

(1) Gaspard de Daillon du Lude, abbé des Chastelliers, avait pour mère Françoise de Schomberg, sœur du maréchal. En 1635, Louis XIII le fit asseoir sur le siège archiepiscopal d'Albi dont l'évêque avait été déposé pour avoir pris parti pour Monsieur, frère du Roi, en rébellion. Pendant la vacance du siège d'Agen, des Lettres patentes du Roi avaient nommé Jean Fallon, économiste de l'Evêché. (Archives départementales, série B. 15)

(2) Dans la jurade du 8 août, on délibéra « sur ce qu'il désiroit le poelle après avoir presté serment, qu'autreman qu'il entrera en carrosse sans assembler le clergé. » Les consuls et la jurade tinrent bon. « Par l'advis de la jurade a esté résolu que l'ancien ordre seroit observé et que Messieurs les consuls luy rendroient l'honneur qu'a esté rendu à ses devantiers et de ne bailler « point de poille. »

L'évêque arriva un peu plutôt que ne l'indique le Prébendier, de trois à qua-

*Arangue dressée et faicte par moy subsigné à Monseigneur Gaspar
du Lude, évesque et comte d'Agen.*

« MONSEIGNEUR,

« On dit qu'il y a des nations qui bénissent le soleil à son
« lever et accompagnent de leurs veus l'entier et le milieu de
« sa course pour les biens et commodités qu'il leur apporte,
« venant à se montrer sur leur orizon. Mais je oserai vous dire
« que nous, vos prébendiers, qui sommes dans vostre esglise
« Cathédrale aces (assez) désolé, avons autant de sujet de
« venir et accompagner de nos veus vostre arrivée en ce lieu,
« puisque comme un second soleil vous éclairez nos espé-
« rances et leur faites voir un commencement d'un beau jour,
« après tant de desplaisir dont nous avons esté si long temps
« battus. Sed pour quoy nous ne faisons pas de difficulté de
« croire que tout ainsy que les grans Roys de Perce, faisant
« leur entrée dans leur ville capitale estrenoit chaque habitant
« d'une pièce d'or, ainsy vous, qui estes nostr vray et légitime
« pasteur, vous estrenerès, non d'une pièce d'or, car nous
« atendons bien plus de Vostre Grandeur, mais de l'honneur
« de vos bonnes grâces qui nous sont bien plus chères et que
« nous tenons bien plus précieuses que tout l'or du monde, et
« de nostre part en recognoissance de tant de biens que Vostre
« Grandeur nous faictes pérer, nous vous offrons, Monseigneur,
« nos prières, nos larmes et nos soupirs envers Dieu, pour
« vostre sancté et prospérité, car les ecclésiastiques ne peuvent
« fournir d'autre assistance ny d'autre secours que de leurs
« prières qui sont des armes si fortes que ce font souvent des
« ouvertures au Ciel. Ainsy donc, Monseigneur, puisse le Ciel
« verser continuëlement sur vous ses grâces et ses bénédic-
« tions. Ce sont nos désirs, ce sont nos veus et nos prières que

tre heures du soir. Les consuls avaient fait dresser un petit oratoire à la porte du Pin. A cause de l'ardeur du soleil, on le conduisit au corps de garde. Il voulut écouter debout la harangue du premier consul, de Poulain. L'évêque répondit « par le plus honeste compliment. » Le consul de Poulain l'invita « à prêter serment » comme avoit fait avant lesdits sieurs évesques, ses devanciers et « autres seigneurs, gouverneurs de la Province... lequel serment ledict éves-
« que a fait à genoux. » Il jura de respecter et de défendre les droits, franchises, libertés et coutumes de la ville. A Saint-Etienne, le grand archidiacre lui présenta à baiser le crucifix qu'il tenait en main et à l'évêché, le président de Boissonnade le harangua sur la piété et la justice. (*Journalier des Consuls*, BB. 56, pp. 184 et 185.)

« nous envoyons et pousons journellement au Ciel et notamment
« au jour d'huy, lors de vostre arrivée. Nous chantons de
« cœur et de bouche : *Benedictus qui venit in nomine Domini.*»

Epigramme en l'honneur de Saint Estienne, martyr.

Lapidaverunt Stephanum.

*Couvert de sang, accablé de cailloux,
Remply de foy, de force et de constance,
Ce grand martyr et le premier de tous,
Rendit l'esprit sans user de défense.
O quelle foy ! se voir meurtrir de coups
Et prier Dieu pour celui qui l'offance,
Avoir des ris et n'ont point de couroux,
Un saint propos et non point de vengeance.
Si tu faisois des prodiges là-bas,
Heureux Estienne, on ne s'estonne pas,
Les Saints ont fait des miracles au monde,
Mais avoir faict ce bel œuvre en mourant
Un grand honneur vous allez acquerant.
Que le martyr son Rédempteur seconde.*

Le quinziesme du mois d'aoust 1632, veille de Nostre-Dame, à vespres, Monseigneur d'Agen officia pontificalement pour la première fois qu'il estoit venu dans Agen, aient faict son entrée le huitiesme jour oparavant, et, le lendemain, jour et feste de Nostre-Dame, il célébra la grand'messe pontificalement là où assista force peuple.

Et le jour et feste de Saint Roch (1) il y eust procession générale à la costumée et on s'en alla aux Carmes pour célébrer la grand'messe et il y eust sermon avec affluance de peuple où Monsieur d'Agen assista à la procession et service qui se fist dans l'esglise des Pères Carmes et toute l'esglise estoit pleine de peuple et les rues en passant afin de voir Monsieur d'Agen, comme estant nouveau évesque et que c'estoit à la première procession qu'il avoit assisté, que c'estoit la cause que tant de peuple c'estoit porté pour le voir.

Le dernier d'août 1632 décéda demoiselle de Rousanes, estant veufve et fust ensevelie dans l'Esglise des Religieuses

(1) Patron des pestiférés.

du Chapelet, le premier jour de septembre de mesme année.

Le huitiesme jour d'octobre décéda M. Descayrac, procureur au Seneschal et fust ensevely dans l'esglise des Jacopins, un samedy 1632.

Le unziesme octobre 1632, Monseigneur d'Agen prit possession dans l'Esglise Collégiale Saint-Caprasy, un lundy. Le Chapitre, le reste du chœur, tous ensemble, le vindrent recevoir à l'antrée de l'esglise et le conduisirent au grand autel. A costé ils avoit mis une chaire sur laquelle Monseigneur ce assist et là il fust vestu à la Pontificale, et avec le pluvial et la crosse s'en alla à l'autel là ou il donna pontificalement la bénédiction au peuple ; et après se retourna asseoir et là le Chapitre luy presenta le livre de leurs status pour leur confirmer et autoriser et les maintenir an leurs privilèges ce qu'il promit de faire. Puis se despouilla et s'en retourna à l'Evesché.

Le 20^e jour d'octobre Monseigneur d'Agen célébra la grande messe dans l'esglise de Saint-Caprasy, et le soir, après vespres, Monsieur de Lombès, évesque et prieur de Saint-Caprasy, prescha dans la mesme esglise.

Le 28^e octobre 1632 Monsieur d'Agen est party pour aller à Tolose saluer le Roy, la Reyne et Monseigneur le Cardinal de Richelieu, atendeu qu'on atendoit dans Agen la Reyne et Monseigneur le Cardinal. Mais la Reyne ne vint pas, ny Monseigneur le Cardinal.

Le trentiesme d'octobre 1632, dans la ville de Tolose, le Roy avec son armée estant dans icelle, livra entre les mains de la Cour du Parlement et ces Conseillers d'Estat présens, Monsieur de Monmorency (1), gouverneur du Languedoc, pour estre exécuté comme criminel de lèze-Majesté, lequel enfin eust la teste tranchée, dans la Maison de Ville un samedy sur les cinq à six heures du soir, les gens du Roy en armes autour de la Maison de Ville là ou l'exécution se fit. Le Roy s'en alla

(1) Henri de Montmorency fut battu et pris au combat de Castelnaudary, le 1^{er} septembre 1632. On le transporta blessé sur une échelle en cette ville à travers les larmes des habitants. Schomberg reçut l'ordre de Richelieu de le bien garder. Le 5 septembre Schomberg partit de Castelnaudary pour Lectoure où il le confia au maréchal de Roquelaure, gouverneur de la ville. On l'y garda rigoureusement, tant les peuples avaient d'amour pour le prisonnier. Condamné

quelques jours après devers Montauban, puis devers le Limosin.

La Reyne aussy s'en alla et l'armée aussy qui avoit pendant trois jours vescu à discrétion dans Tolose par commandement du Roy estant offancé contre les habitants (1).

Madame la Princesse (2), sœur de Monsieur de Montmorency, venant du cartier de Tolose mais n'y entra pas, car le Roy luy fist défendre venant devers Agen de passer à Nostre-Dame de Bon-Encontre — Estant dans son carrosse fist là dedans sa prière, puis s'en vint dans Agen. Les consuls la rescurent à la Porte du Pin avec livrées et chaperons et entrant dans la ville fust.....

Le manuscrit se termine ici. Plusieurs pages en ont été enlevées. — La dernière page a été lue à travers un compte de blanchissage et sur une encre presque complètement décolorée.

D^r COUYBA

par le Parlement de Toulouse il fut exécuté en l'Hôtel de-Ville de Toulouse le samedi 20 octobre 1632. Il y a dans le *Journalier des Consuls* d'Agen une singulière phrase à propos de l'exécution « Nouvelle en est arrivée en ville le « dernier dudit mois. *La cause n'en est pas icy inscrite.* » (BB. 51, p. 159.)

Sur un avis du duc d'Epemon, du 12 octobre, annonçant l'arrivée du Roi à Toulouse pour le 16 ou 17, on envoya le consul Bienassis prendre avis du duc à Montauban. Suivant ses ordres, on députa le 20 à Toulouse. MM. de Bienassis, Singlande, Daurée le jeune et Rangouse.

(1) Le maréchal de Schomberg avait fait sonder les Capitouls pour la garde de Montmorency. Mais ils accueillirent cette proposition avec froideur. On dit même qu'ils avaient comploté de le faire évader. (Voir *Histoire générale de Languedoc*, t. XL, p. 1873.)

(2) Le cardinal de Richelieu avait intimé à la Princesse l'ordre de s'arrêter aux environs de Toulouse. Elle se logea au Cluzel. Le cardinal alla l'y voir et lui conseilla de s'éloigner encore plus. Elle alla chez le baron de Saint-Jory à 3 lieues de là.

La sœur du duc avait épousé Henri II de Condé. Le 29 octobre, le Roy lui ordonna de repartir pour Paris. Le 1^{er} novembre, d'Epemon écrivit aux consuls d'Agen de lui rendre « l'honneur et service qui est deub à sa qualité. » Madame la Princesse arriva à Agen le 2. On lui témoigna l'obligation et l'affection que la Guyenne et la ville avaient pour Monsieur le Prince durant son gouvernement de la Province. Elle logea chez M. de Boissonnade.

Le 3, passa par eau M. d'Epemon se rendant à Cadillac pour y recevoir la Reine Régente, le Cardinal et le garde des sceaux. Puis passèrent messieurs de La Vrillière, secrétaire d'Etat, Monsieur de la Ville aux Clercs, premier secrétaire d'Etat « lesquels nous avons saluez et tous les autres grands seigneurs qui sont passez. » (BB. 51, p. 189, v.) (Voir *Histoire de Languedoc*, t. XI, p. 1091.)

LETTRES

DE BORY DE SAINT-VINCENT^(*)

CXXXVII

*A Monsieur Julia de Fontenelle, rue des Grands-Augustins,
Paris.*

Paris (sans date) (1).

MON CHER AMI (2),

Comme vous m'y avez engagé, je vous envoie demander le petit appoint de 25 francs, vu que je n'irai pas aujourd'hui à l'Académie où j'eusse pu vous voir.

J'ai écrit de nouveau pour les volumes 1, 2 et 5, afin d'avoir l'ordre de les prendre chez M. Huard dans le cours de la semaine. Comme je m'en suis convaincu dans les bureaux mêmes, vous recevrez directement la pièce nécessaire chez vous. J'espère, au reste, venir vous voir d'ici là et suis tout à vous,

B. DE ST-VINCENT.

CXXXVIII

*A Monseigneur le Comte de Martignac, ministre, secrétaire d'Etat
au département de l'Intérieur (3)*

Paris, 7 juillet 1828.

MONSEIGNEUR ET ILLUSTRE COMPATRIOTE,

Ayant placé toute ma confiance dans l'extrême bonté avec laquelle Votre Excellence a daigné me donner l'assurance que l'affaire de mon arriéré m'intéressait, je n'ai pas dû me rendre importun. Je me suis

(*) Voir *Revue de l'Agenais*, t. xxxiv, p. 72.

(1) Archives départementales de Lot-et-Garonne.

(2) Julia de Fontenelle (1790-1842), médecin célèbre et chimiste distingué. On lui confia diverses missions, notamment à Barcelone et en Allemagne. A publié de nombreux ouvrages scientifiques.

(3) En notre possession.

fait une loi d'attendre que le ministère, en reconnaissant la justice du principe voulut m'accorder comme faveur ce que j'eusse pu, ce me se nble, réclamer à d'autres titres.

Cependant, Monseigneur, le Conseil d'Etat, près duquel j'étais en instance depuis plus de quatre ans, pour une [petite partie de cet arriéré vient sur ce point de prononcer contre moi. Cette sentence, que je ne crains pas d'appeler INIQUE, m'eut décidé de céder aux conseils de quelques personnes qui voulaient que je fisse éclat par un mémoire soigné, si je n'eusse pas été irrévocablement résolu, afin de ne pas tourmenter pour ma petite part le gouvernement actuel que j'aime sincèrement, à tout attendre des voies de la modération, du temps réparateur et des seules bontés de Votre Excellence.

D'un autre côté, ayant été obligé, il y a six mois environ, pour recouvrer ma liberté, de contracter de nouveaux engagements dans l'espérance que j'obtiendrais enfin la modique somme que je sollicite. cette somme si souvent promise et refusée n'arrivant pas, et le 15 de ce mois étant l'époque où ma tranquillité pourrait être de nouveau compromise, je viens supplier Votre Excellence de se joindre au Ministre de la Guerre pour exposer ma situation au Conseil. S'il n'y a pas moyen de m'accorder les 15.000 francs environ qui me reviennent et de me les accorder de la main à la main, afin qu'en m'accommodant avec mes vampires, les gens de loi ne dévorent pas tout, jecompte retourner de moi-même et bien tranquillement le 16 de ce mois à Sainte-Pélagie afin d'éviter au ministère, qui montre la bonne volonté d'être réparateur, l'espèce de tache que je compte bien faire peser sur celui de M. Clermont-Tonnerre, qui n'eut pas de honte de laisser arrêter un ancien ami, un colonel connu avantageusement de vos plus illustres maréchaux, que les principales académies de l'Europe se sont associé, appartenant à l'Institut, connu par des voyages scientifiques où il occupa les premiers emplois et par plusieurs ouvrages traduits en diverses langues. Je me ferai suivre encore une fois de mes livres consolateurs et j'attendrai philosophiquement, en travaillant à quelque livre nouveau, que les Chambres me délivrent par la loi dont elles vont s'occuper sur la contrainte par corps.

Daignez, Monseigneur, en attendant cette catastrophe dont, après tout, je ne m'afflige que tout juste, m'accorder l'honneur de voir Votre Excellence dans un dernier rendez-vous, et me croire pour la vie son très respectueux et très humble serviteur.

Le Colonel BORY DE SAINT-VINCENT,
de l'Académie des Sciences.

CXXXIX

*A Monsieur le Dr Montagne, chirurgien major breveté au
14^e rég^t d'Afrique, à Lyon (1)*

Il y avait : à son passage à Toulon pour la Morée, à Toulon (effacé pour Lyon).
Ce 1^{er} août 1828.

MON CHER MONSIEUR,

Je savais déjà que vous deviez partir et j'allais vous en écrire, quand j'ai reçu votre lettre. Elle m'est parvenue, comme Fauché (2) sortait de chez moi et comme nous parlions de vous. Je me plaignais de ce que vous n'étiez pas le médecin en chef de l'expédition, et les inspecteurs *de votre service s'en plaignaient également*. Je dois vous dire que j'ai été charmé de la manière dont ils se sont unanimement exprimés sur votre compte. Certes, il n'y a pas de leur faute. Le travail avait été fait un peu légèrement sans les prévenir. Ce n'est que sur leur réclamation qu'on s'est aperçu d'une usurpation de bureau, qu'il n'était plus temps de le réparer. Quoiqu'il en soit, vous voilà en route pour le fond de la Méditerranée où Tournesol et autre ont bien laissé à faire. Je pense que vous y trouverez encore des richesses. De grâce, surtout scrutez les eaux, les ruisseaux, les champs et les fontaines. Ramassez les fucus, les hydrophytes et les lichens. Le peu de bois que vous trouverez doit être fertile. C'est aux lieux frais et ombragés que vous trouverez plus d'un cryptogame dont on ne soupçonne pas l'existence. A cette latitude, il doit y avoir déjà plus d'une *africaine*. Je vous prie de songer à mon herbier : tachez de m'envoyer d'avance et à fur et à mesure ce que vous récolterez. Songez que je prépare ma publication sur les cryptogames où j'aurai soin de vous citer convenablement. J'espère vous en dire davantage d'ici à peu sur cet objet.

En attendant, je vous accuserai réception des quelques cryptogames que vous m'envoyates dans le temps des environs de Lyon. Veuillez me croire, Monsieur, votre bien sincère et dévoué.

Le colonel BORY DE VINCENT,
Rue de Bussy, 6.

(1) Collection Montagne, au Muséum. Le docteur Montagne s'acquit dans l'étude de la Cryptogamie une véritable célébrité qui le mena à l'Institut, mais en 1855 seulement; ce qui lui faisait dire : « C'est le pain qui m'arrive quand je n'ai plus de dents. » (*Souvenir d'un sarant français*, p. 297). Grand ami de Bory de Saint-Vincent, surtout dans les derniers temps.

(2) Fauché (d'Agen), pharmacien en chef à l'hôtel des Invalides.

CXL

A Monsieur Léon Duffour

Paris, 15 octobre 1828.

MON CHER AMI,

Adrien m'a remis ce matin de votre part votre charmant volume intitulé : *Recherches anatomiques sur les Carolisques* accompagné d'un atlas. Je vais faire relier ce précieux cadeau pour en orner ma bibliothèque. J'avais déjà lu tous les précieux mémoires dont il se compose ; leur réunion en un corps d'ouvrage y ajoutent un mérite de comparaison. Voilà un titre à l'Institut et je pense qu'avec les éloges mérités que vos amis vont donner à cette production, l'une des prochaines places de correspondant vous sera due. Agréez l'assurance des sentiments avec lesquels je suis et serai toujours votre bien dévoué.

BORY DE S. VINCENT.

Quand vous voudrez vous souvenir que j'existe et m'écrire, mon adresse définitive est *rue de Bussy, n° 6*.

CXLI

A Monsieur Léon Duffour.....

Ce 10 novembre 1828.

MON CHER AMI,

Encore que vous ne connaissiez pas mon adresse, à ce que vous dites, pour m'écrire, votre dernière m'est venue tout droit et je suis bien aise de voir que c'est moi qui avais demeuré si longtemps sans vous écrire, quand je croyais le tort de votre côté.

Pour vous prouver que je veux réparer les miens, si j'en eus, je me hâte de vous remercier de votre réponse et de vous encourager dans le projet que vous semblez former de nous venir voir. Vous me reprochez de n'avoir pas suivi le plan que je formais d'aller parcourir le Midi et de revoir Saint-Sever. Par la raison que vous ne pouvez quitter vos malades, je ne puis, moi, quitter mes libraires. Il me faut travailler presque jours et nuits, voulant mettre mes ouvrages à jour avant de faire le grand voyage que je médite pour l'année prochaine.

Car je n'y puis plus tenir. Mon Dictionnaire, ma Coquille, etc., tout sera fini. Je n'aurai plus qu'à me reposer en ramassant de nouvelles richesses aux pays qui offrent les plus belles. Il y a si longtemps que j'ai été privé du plaisir d'herboriser qu'il faut que je m'en dédommage.

Je suis de votre avis quand vous dites que le *savoir faire* vaut ici plus que le *savoir*. Il faut croire que je n'ai ni l'un ni l'autre, puisque je reste toujours à la même place et dans mon triste coin. Mais quand vous me dites que les *absents ont tort*, je ne vous conçois pas ; car il était question d'une place de *correspondant*. Or, si vous n'étiez pas absent, vous ne seriez pas *correspondant*, mais membre titulaire. Or, tous ceux qui veulent devenir correspondants sont dans le même cas que vous ; à moins que vous ne pensiez que moi et Desmarests par exemple ne sommes devenus ce que nous sommes que parce que nous étions sur les lieux. Quoique vous en pensiez, dès que l'occasion se présentera, il m'est venu dans l'esprit de me mettre en quatre pour vous, et j'ai des amis dans l'Académie. Je vous crois des titres, mais il faut savoir si cela vous conviendrait ; car je me rappelle le mal que vous m'avez voulu pour avoir, dans deux circonstances que je croyais utiles et agréables pour vous, cherché à mettre votre nom en avant.

Je désire beaucoup que vous réussissiez à faire nommer Lamarque. Cependant votre ami Poyferré de Cère que j'ai vu la veille de son départ chez Cuvier m'a paru compter fortement sur votre voix et sur votre appui. Je vous dirai que sa fille m'a beaucoup plu. Elle a quelque chose de très agréable.

Mes amitiés à votre famille.

Tout à vous de cœur.

B. de SAINT-VINCENT,
rue de Bussy, n° 6.

CVLII

A Monsieur Léon Dufour...

11 décembre 1828.

MON CHER AMI,

Tandis que vous cherchez là bas à faire nommer Lamarque, moi qui ne cherche quoi que ce soit non plus qu'à me faire nommer la moindre chose, voilà que sur une rumeur de capacité sur laquelle je ne comptais pas, une Commission de l'Institut me désigne au Ministre

de l'Intérieur qui me nomme en chef dans une *Expédition scientifique* qui va faire en *Morée* ce que fit autrefois la Commission d'Egypte sur les bords du Nil. On me donne un botaniste, un zoologiste, un minéralogiste géologue, un préparateur et un peintre. Avec cet attirail, concurremment aidé de trois archéologues et d'architectes qui fouilleront le sol, je pars — et, comme vous connaissez mon activité, je veux être en route, à partir du jour de l'An, pour être rendu sur les lieux, où le climat est le même que celui de l'Andalousie, vers le premier février. Car je me souviens du proverbe de Séville : *En febrero ja busca la sombra el perro, y en Marso carye el sol como un pelaiasso.*

Je vais donc chercher des conferves dans le lac Steniphale, cueillir des lichens sur les vieux chênes de Dodone, tuer des hydres dans les marais de Lerme et peut-être des lions dans la forêt de Némée. Je verrai le théâtre des jeux olympiques et mangerai du miel du Tégète, etc., etc. J'en raffole, d'autant plus que cela me vient tout à coup et sans que je me sois dérangé pour l'obtenir.

Je me souviendrai de votre herbier et vais reformer le mien ; car vous saurez qu'à l'exception de mon immense Cryptogamie et des livres qui y ont rapport et que j'avais à *Sainte-Pélagie*, le reste de ma bibliothèque et de mes collections que j'avais sauvées des malheurs de 1815, a été lâchement spolié et vendu par les mains infidèles à qui j'avais tout confié. Il y a plus ; je connais le misérable qui a tout acheté, croyant trouver de la pature à publication, mais qui ne publiera pas, parce qu'il se sait découvert et qu'aux premiers mots il serait écrasé dans les journaux. J'ai supporté cela, comme tout autre contrariétés, en vrai philosophe. D'ailleurs, il y a encore des amis pour me dessécher des plantes, et la *Morée* n'est pas stérile. Je vous écrirai de là bas et vous y aimerai toujours. Bien des choses à votre famille. Tout à vous.

B. DE SAINT-VINCENT.

CXLII (*bis*).

Messieurs les Administrateurs de l'Athénée royal, rue de Valois, n° 2.

Paris, 11 décembre 1828 (1)

MESSIEURS,

Flaté de la démarche que vous avez bien voulu faire près de moi, en m'engageant à présenter la Géographie physique d'après les vues

(1) En notre possession.

qui me sont propres sur cette science, je m'étais empressé de préparer environ les vingt leçons de mon cours. Je comptais les commencer samedi 13 du courant. Une circonstance imprévue vient contrarier mon projet. Je dois renoncer à l'avantage de développer mes idées devant notre savant auditoire pour me rendre en Morée à la tête des naturalistes qui doivent explorer ce pays des grands souvenirs.

Désirant cependant vous donner une preuve de mon zèle et du désir que j'avais de répondre à votre confiance, je ferai, si vous le désirez, dans trois ou quatre leçons, l'exposé du plan dans lequel je comptais traiter une matière jusqu'ici fort négligée. Je prévois pouvoir avant mon départ disposer des soirées du 17, du 19, du 22 et du 24. Je vous les offres en vous priant d'agréer l'assurance des sentiments distingués avec lesquels je suis votre dévoué serviteur.

Le Colonel BORY DE SAINT-VINCENT.

CXLIII

*A Monsieur le docteur Montagne, chirurgien major au 1^{er} rég^t
de ligne en garnison à Paris (1).*

(Paris), ce 11 décembre 1828.

J'attendais de vous, mon cher camarade, une lettre de *Morée*, quand j'ai reçu votre dernière avec le petit paquet qui l'accompagnait, datée de Lion. Certes, en la décachetant, ma surprise a été grande de vous savoir si près de moi ; et la vôtre ne sera pas moindre, quand vous saurez que je vais moi-même ou vous deviez aller.

Sans avoir fait la moindre démarche, et sans que j'y songeasse, on m'a désigné pour aller faire en petit chez les Grecs ce que l'Institut du Caire fut autrefois faire si pompeusement en Morée. On m'a donné des adjoints, et voilà que c'est moi qui suis chargé d'explorer la terre des grands souvenirs. Vous aurez donc par moi des *Stictes* pris sur les chênes de Dodone, des conferves du Penée, et tout ce que je pourrai trouver là bas. Ne vous donnez pas la peine de me répondre, vu que dans les premiers jours de janvier j'irai demander en passant

(1) Collection Montagne au Museum. Lettres que M. Paul Harcot, préparateur à ce même Museum, a bien voulu nous communiquer.

à dîner à Balbis, auquel je vous prie d'annoncer cette nouvelle et qui voudra bien vous inviter (1).

Adieu. Tout à vous.

Le colonel BORY DE S. VINCENT.

CXLIV

A Monsieur Geoffroy St-Hilaire, de l'Académie des Sciences, professeur au Jardin des Plantes, au Jardin, rue de Seine, Paris. (2)

Décembre 8 (3)

CHER MAÎTRE;

Il faudra donc endosser la soutane d'Hermopolis. Je m'en console-
rai en prenant votre... (illisible) au passage. Je vous remercie des
avis que vous m'avez donnés. J'ai vu hier le ministre qui allait tout
signer.

Maintenant, je viens vous demander la grâce de permettre que
M. Hector, qui est plein de zèle, profite du peu de jour qu'il doit
encore passer à Paris pour aller sous les yeux d'Isidor prendre des
instructions de conservation des objets qu'il faudra vous envoyer en
masse. Il faut perfectionner une éducation taxidermique dont j'attends
les plus grands résultats.

Votre libraire ne m'a pas encore envoyé les livres. Je voudrais
pourtant avant de m'en aller faire votre article.

Adieu. A demain. Tout à vous.

B. DE S. VINCENT.

CXLV

A Monsieur Léon Dufour

Ce 31 décembre 1828.

Cher et ancien ami. Je viens vous féliciter de votre victoire électo-
rale, et j'en écris aussi au cher complice pour le prier en mon absence

(1) Balbis, savant piémontais (1765-1831), d'abord professeur de botanique à Turin, puis directeur du Jardin des plantes à Lyon en 1819.

(2) Lettre à M. Xavier de Lassalle, directeur du *Journal de Lot-et-Garonne* à Agen, et arrière petit-neveu de Bory de Saint-Vincent.

(3) Cette lettre n'est pas datée. Sur le timbre, à moitié effacé, on lit : Décembre ...8... Ce ne peut être que 1828, époque où Bory vient d'être désigné pour faire partie de l'expédition scientifique de Morée.

de tonner sur notre arriéré (1). Un moment après avoir reçu votre lettre au verso du discours improvisé, m'est arrivé votre frère que j'ai revu avec bien du plaisir. Nous devons dîner avec M. Dufour, après *les horreurs du jour de l'an et des étrennes*, qui me causent le cauchemar durant trois jours. J'ai vu les Messieurs Mavard (2) dont vous me parlez. Ils m'avaient déjà rendu visite avec leur chef mon ami Fàuché. Il paraît qu'ils vous ont donné de bien belles choses. Pour moi, je n'ai eu d'eux jusqu'ici que des brinborions ; mais enfin, puisque personne ne me donne, j'irai chercher. J'en ai d'autant plus besoin qu'excepté ma cryptogamie que j'avais avec moi, tout le reste de ce que je possédais a été, comme au temps de mon exil, pillé, dilapidé, vendu. C'est en vérité dur que de recommencer tous les dix ans à rebâtir. Mais je suis de la race des castors qui ne se découragent pas.

Oui, mon cher, je vais faire un voyage charmant, et j'espère, très fructueux. Ce ne seront point des *Cocoloba*, des *Psychetria*, qui au retour provoquent les chants de *Perfida Chloris*, mais, enfin, j'espère qu'il y aura du bon. Je vous promets de songer à vous. Vous aurez des insectes et des plantes. Mais que diable allez-vous différer pour venir à Paris juste à l'époque où je n'y serai pas. On dirait que nous jouons aux quatre coins. Certes vous eussiez bien pu choisir pour votre voyage une année où j'y aurais été. Puisque cela n'a pas été possible, je n'en suis pas moins à tout jamais votre sincère et dévoué.

B. DE SAINT-VINCENT.

P. S. Mes hommages à vos dames. Quand vous verrez Dufau, présentez lui l'assurance de ma fidèle amitié. Adieu, je compte partir d'ici le 10, et de Toulon, où vous pourrez m'écrire Poste restante, vers le 20. Je tâcherai d'aller le plus vite possible en besogne et de revenir vers le mois d'octobre. Je profiterai de l'occasion pour voir le *Santo*.

(1) Le général Lamarque, célèbre par ses faits d'armes durant toutes les guerres du premier Empire, avait été exilé à la seconde Restauration. Rentré en France, un peu avant Bory, il fut nommé député des Landes en 1828 et ne cessa, de ce jour, de faire partie de l'opposition, même sous le gouvernement de juillet. Il mourut du choléra le 1^{er} juin 1832. Ses obsèques furent l'occasion d'une violente émeute des républicains. (Voir sur son compte les détails intimes que fournit Léon Dufour, son compatriote et ami, dans ses *Souvenirs*, p. 278 et suivantes.)

(2) S'agirait-il ici du savant anglais Mavor, qui s'adonna à des études descien-ces générales ?

rin, Athènes et l'Euripe. En revenant, je gravirai l'Etna et le Vésuve. J'en perds la tête de ravissement.

Tout à vous

BORY DE S.-VINCENT.

P. S. J'oubliais dans mon transport de voyage de vous souhaiter la bonne année pour 1829 qui pour moi s'ouvre sous d'assez favorables auspices.

CXLVI

A Monsieur le Docteur Montagne

Ce 7 février 1829 (1)

Je suis sensible à votre souvenir, cher docteur. Je trouve votre lettre à Toulon, et, celle qu'elle contient je la remettrai et je vous promets des plantes Moréotes. En attendant, voici une commission que je vous prie de remplir. Vous voudrez bien remettre la lettre ci-jointe au bureau de la diligence Lafite et Caillar, et d'en retirer le reçu qu'en demande M. Babelon, notre ingénieur géographe. Vous voudrez bien m'envoyer ladite pièce par la plus prochaine occasion. Nous partons sur la frégate *La Cible* mardi. Amitiés à Balbis et ne m'oubliez pas près de M. Léon que j'embrasse.

Tout à vous de cœur

B. DE S.-VINCENT.

CXLVII

A Monsieur Léon Dufour docteur en médecine et naturaliste à Saint-Sever, cap. de Gascogne.

(Portée par le général Durrieu, qui souhaite le bonjour au docteur, son compatriote et qui l'embrassera bientôt avec grand plaisir).

Modon (2), ce 19 mai (1829).

Je profite, mon cher Dufour, du départ de votre excellent et respectable compatriote le général Durrieu, pour me rappeler à votre

(1) Collection Montagne, au Museum.

(2) Ancienne Methone, ville de Messénie (Morée).

amitié. Il rentre en France, environné de l'estime et des regrets de *l'armée de Morée* (1). Il m'a souvent parlé de vous, en plaidant la cause de votre herbier et de votre collection d'insectes. Je n'avais pas besoin de recommandation pour songer à vous enrichir. Vous aurez votre part dans toutes mes récoltes ; mais hélas ! quoique riches, elles n'auront rien de bien nouveau pour vous. C'est absolument la nature de Valence et de Murcie que vous connaissez bien. Quelques plantes syriaques s'y mêlent avec quelques insectes africains, mais en général peu de nouveau, quoique du très beau. C'est ce qu'il fallait constater.

Au reste, nous ne perdons pas un moment ; nous sommes toujours par monts et par vaux, campant, bivaquant et obtenant plus de résultats que nous n'en eussions attendu. Je me **remets en haleine** pour mon fameux voyage de Californie et de l'Amérique équinoxiale auquel je ne renoncerai jamais. Il faut absolument qu'on me le fasse faire.

J'espère avoir tout vu et examiné pour le mois d'octobre et rentrer à Paris vers le mois de novembre. Ne viendrez-vous jamais m'y voir ? Il y a bien longtemps que vous me le faites espérer. Je vous raconterai mes excursions de *Phigalie*, de *Messène*, de *Sparte*, d'*Argos*, de *Corinthe* et d'*Athènes*.

Si vous voulez donc en savoir quelque chose, vous viendrez l'apprendre dans la rue de Bussy. D'ici là, je serai ainsi toujours votre sincère et ancien ami

B. DE S. VINCENT.

P. S. — J'ai adressé hier un grand envoi au Gouvernement, fruit de deux mois de recherches. Il consiste en : 14 boîtes d'insectes ; 12 grands paquets de plantes sèches ; 4 grandes caisses de fossiles, roches et minéraux ; une plus grande caisse d'animaux rembourrés ; une autre de reptiles et petites bêtes de toute classe dans des bocaux d'eau-de-vie ; enfin, en deux grands barils, des poissons et reptiles. J'espère que la douane et la santé ne me bousculeront pas cela. Il y aurait de quoi se désespérer.

(1) Le général baron Durrieu, de Saint-Sever comme Léon Dufour, prit part à toutes les batailles du premier Empire. Il fut chargé sous la Restauration de l'expédition militaire de Morée qu'il mena à bonne fin, fut nommé député, puis pair de France et mourut fort âgé, le 8 mars 1862, à Saint-Sever où il s'était retiré et où le 18 novembre 1859 le maréchal Pelissier vint lui apporter en grande solennité la plaque de Grand Croix de la Légion d'honneur. (Voir *Souvenir d'un Surant français*, pages 289 et 294 et suivantes.)

CXLVIII

A Monsieur Léon Dufour,

A bord de *La Cybèle*, en rade de Toulon, ce 9 décembre 1829.

Mon cher Léon, je commence à me reconnaître, et j'en profite pour vous annoncer mon retour en France. Arrivé en rade de Marseille, le 28 du passé, j'ai préféré venir faire ma quarantaine ici sur la frégate qui m'avait conduit et où je me trouve très bien. J'espère en être quitte du 17 au 18; mais je ne suis pas sûr d'être à Paris pour le jour de l'an, ayant à dépêtrer du lazaret et des douanes les trente dernières caisses que j'apporte. Vous pourriez néanmoins m'y répondre; car je ne pourrais recevoir votre lettre ici, et j'y serai certainement pour les Rois.

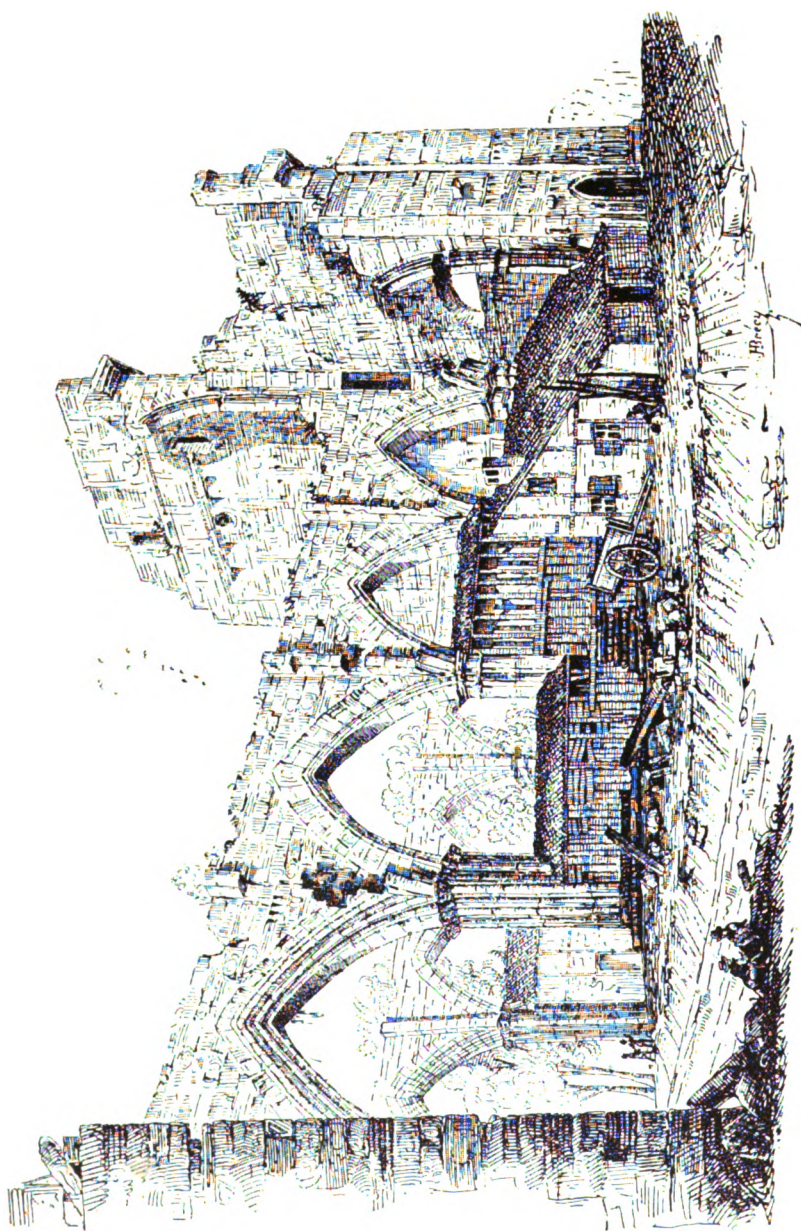
J'aurai une belle relation à publier. La *Morée et les Cyclades* sont des lieux curieux sur tant de rapports et j'espère mettre incessamment sous presse. Navarin, Medon (Methone), Coron (Coronis), Petolidi (Coronée), Messène, Calamata, le Magne, Sparte, Mistra, Maratonisi, le cap Tenare, l'Eurotas, Carithène, Phigali, Bassé, Lycosure (Gytium) Gortys, Megalopolis, Tegée, Mantinée, Pallantium, Tripolitza, Orchomène, le Lycée, le Taygète, le Ménale, Malvoisie, Lerne, le Phryxus, l'Achélaus, Argos, Stymphale, Nemée, Mycène, Tirynthe, Napoli, Corynthe et son isthme, Epidaure, Trezene et Ponos, le volcan de Methona, Egyne et ses laves, Salamine, Mégare, Eleusis, Athènes surtout, le cap Sunium, Andros, Cea, Tino, Mycone, Seyra, Spelzia, Naxos, Nio où mourut Homère, Thermia et ses sources chaudes, Sceripho pétrifiée avec ses habitants par Persée, l'extraordinaire Santorin, Melos et l'Argentièrre, avec l'Etna et Stromboli pour bouquet au retour, ne mériteront-ils pas votre attention et ne viendrez vous pas à Paris pour en bavarder et visiter mes collections ?

Malheureusement notre chère cryptogamie est bien pauvre dans ce pays-là; elle ne m'a pas donné six espèces qui ne me fussent connues. Il est vrai que pour nous autres Espagnols, nous avons vu des régions biens ressemblantes. Quoiqu'il en soit, j'ai la satisfaction de voir que je vais sur la Grèce, comme je le fis jadis sur la Péninsule, renverser toutes les idées reçues. Excepté Tournefort, qui seulement a vieilli, tous les autres ont parlé de ce pays comme s'ils n'y eussent pas été, et d'après Pausanias et Barthélémy qui en radotèrent. Il faut qu'il

soit donné à bien peu de gens de voir les choses comme elles sont, c'est à-dire sans enthousiasme et sans dédain.

Adieu, mon cher Léon ; mes hommages à Madame et à votre famille. Mes amitiés à votre père et à Dufau, si vous lui écrivez. Rappelez-moi à mon complice le général Lamarque. Mettez-moi aux pieds de la baronne Daricaud. Tous à vous.

B. DE S. VINCENT.



Cliché Ph. Lauzun

ST-ÉTIENNE D'AGEN

Côté St-Gillis en 1835



SECTION OF CATHEDRAL

SOUVENIRS DU VIEIL AGEN

LA CATHÉDRALE SAINT-ÉTIENNE

Le monument le plus important, sans contredit, de tous ceux qui s'élevaient autrefois dans Agen est la cathédrale Saint-Etienne, démolie depuis près d'un siècle, totalement inconnue des générations nouvelles, mais dont le souvenir mérite d'être pieusement conservé.

Tous nos annalistes en ont longuement parlé. Aucun n'a cherché par le dessin à en reproduire les imposantes lignes. Seul, Henri Brécy, membre de la Société académique d'Agen et conducteur des ponts et chaussées en résidence dans notre ville en 1836, au moment où commençait la démolition des ruines de l'antique monument, a tenu par des esquisses, tirées à un très petit nombre d'exemplaires et devenues aujourd'hui fort rares, à le sauver d'un éternel oubli (1). Nous croyons utile de les reproduire ici, dans le seul but de les vulgariser.

Toutefois, sur les huit planches qui composent son album, 1° Plan de l'église en 1350; — 2° Clocher en 1505; — 3° Façade en 1830; — 4° et 5° Côté Saint-Anguille et Côté Saint-Gillis en 1835; — 6° Abside en 1835; — 7° Intérieur du chœur en 1835; — 8° Détails dessinés à différentes époques, nous n'en reproduisons que cinq : la façade, les deux bas côtés, l'abside et la nef. Nous laisserons de côté : le plan de 1350, trop défectueux, dont nous ignorons l'origine, pour le remplacer par

(1) *Esquisses historiques, archéologiques et pittoresques sur Saint-Etienne d'Agen, ancienne cathédrale*, par Henri Brécy, membre de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen. Agen, chez Chairou, libraire, 1836. In-4° de 8 pages avec un plan et 7 planches.

celui de Lomet, à tous égards plus exact et plus vrai ; — le clocher, dont nous donnerons une vue inédite, beaucoup plus curieuse et se rapprochant davantage de ce que nous croyons être la vérité ; — les détails enfin qui, pour la plupart, représentent les armoiries des La Rovère, et dont les pierres sculptées ont été portées au Musée d'Agen.

Ainsi présentée, la vieille cathédrale agenaïse sera, nous l'espérons, suffisamment comprise de nos lecteurs, ayant soin de reproduire pour eux, à l'appui de nos dessins, les principaux passages qu'autrefois Labénazie, Argenton, Labrunie, Saint-Amans, Proché, Brécy, et de nos jours MM. Magen et Tholin, ont écrits sur leur compte et d'ajouter ce qu'ont pu nous apprendre, depuis, sur son histoire les pièces d'archives inédites que nous avons trouvées.

Nous étudierons d'abord l'église, puis le clocher.

L'ÉGLISE

Saint-Etienne d'Agen, telle qu'elle a existé depuis le commencement du ^{xiv}^e siècle jusqu'à nos jours, abstraction faite de ses dispositions antérieures restées inconnues et de ses transformations successives postérieures, était une église ogivale, de l'époque gothique, dont la nef centrale, formée seulement de trois travées, était accostée de deux bas-côtés, et dont le chœur, beaucoup plus large que la nef, se composait également de trois travées, terminées par un chevet pentagonal. Il était entouré de deux galeries, la première formant le déambulatoire, la seconde sur laquelle s'ouvraient onze chapelles, trois carrées de chaque côté, puis cinq pentagonales, rayonnant derrière le chœur et correspondant chacune aux cinq côtés de l'abside.

Saint-Etienne d'Agen présentait de grandes analogies avec Saint-André de Bordeaux. La nef centrale et le chœur ne furent, croit-on, jamais voûtés, mais seulement lambrissés. Les bas côtés, au contraire, furent recouverts, depuis le commencement du ^{xvi}^e siècle, par des voûtes en croisées d'ogives.

Nous connaissons trois plans de l'église Saint-Etienne d'Agen. Le premier est celui que donne Brécy, en tête de ses planches, dressé, dit-il, en 1350, mais dont il cache la provenance. Ce plan semble à M. Tholin des plus irréguliers :

« Les chapelles rayonnantes, écrit-il à son sujet, sont
« isolées et n'appuient pas leurs côtés sur les contreforts. Il
« n'est pas probable que les architectes de Saint-Etienne aient
« commis cette faute contre les règles du goût et de la construction. Les piliers butants étaient certainement aussi plus
« développés pour contenir la poussée transmise par les arcs-boutants. De plus, l'ouverture des chapelles en double ressaut (elles sont représentées comme ayant une travée longue et une travée pentagone) eut été disgracieuse. En 1350, ces
« chapelles n'existaient pas dans la forme que Brécy leur suppose (1). » Et M. Tholin base son opinion sur la vue d'un second plan, conservé aux Archives de l'Evêché d'Agen, où le chevet n'est plus composé que d'un seul collatéral et où les chapelles rayonnantes, au lieu d'être pentagonales, sont semi-circulaires et plus allongées. Ce plan, qui, d'après l'écriture des noms inscrits, nous paraît dater, comme à M. Tholin qui le reproduit en appendice, du commencement du xvi^e siècle, mais sur lequel ont été apposées des inscriptions postérieures, nous semble encore moins exact que le plan de Brécy. Il ne reproduit du reste que le chœur de Saint-Etienne et paraît n'avoir été dressé que pour indiquer, dans une légende, les 70 tombeaux qui avaient été creusés, soit autour du maître autel, soit dans le déambulatoire et les chapelles adjacentes.

Un instant nous avons pensé donner ici le plan de Brécy. Nous y avons renoncé pour adopter le plan qu'en a fait Lomet, dans son plan général d'Agen en 1789, et qui, ainsi isolé, n'a jamais été publié (2).

L'exactitude dont il se pique dans tous ses travaux graphi-

(1) *Etudes sur l'Architecture religieuse de l'Agenais*, par G. Tholin, 1874.

(2) Le plan général de la ville d'Agen par Lomet a été pour la première fois publié par nous, en tête du tome II de notre ouvrage sur *Les Anciens Couvents d'Agen* (1893).

ques et que nous avons si souvent constatée en reproduisant, après vérification, ses différents plans des anciens couvents d'Agen, nous est le plus sûr garant que son plan de Saint-Etienne est encore le meilleurs de tous et peut donner l'idée la plus parfaite de ce qu'était notre ancienne cathédrale au moment de la Révolution.

En le comparant avec celui de Brécy, on voit que le chœur était bien entouré d'une double galerie, et que les chapelles rayonnantes, qui dans le plan Lomet s'avancent sur la seconde galerie dont elles font partie intégrante, beaucoup plus que dans celui de Brécy, affectent la forme pentagonale.

Le plan de Lomet nous apprend encore qu'il existait deux autres chapelles à chevet plat, entre les contreforts de la seconde et de la troisième travée du chœur, et que la première, un peu allongée, se terminait par deux petits croisillons formant transept : celui de droite indiqué par Brécy comme servant de fonts baptismaux, celui de gauche, de pas perdus, communiquant avec la maison claustrale.

Sur les deux plans, les travées de la nef paraissent beaucoup plus larges que longues. « Ce qui prouve, écrit M. Tholin, « qu'elles étaient destinées à être voûtées en croisées d'ogives. » Par contre, nous ne croyons pas, comme lui, que les travées des bas-côtés fussent carrées. Les deux plans les indiquent beaucoup plus longues que larges.

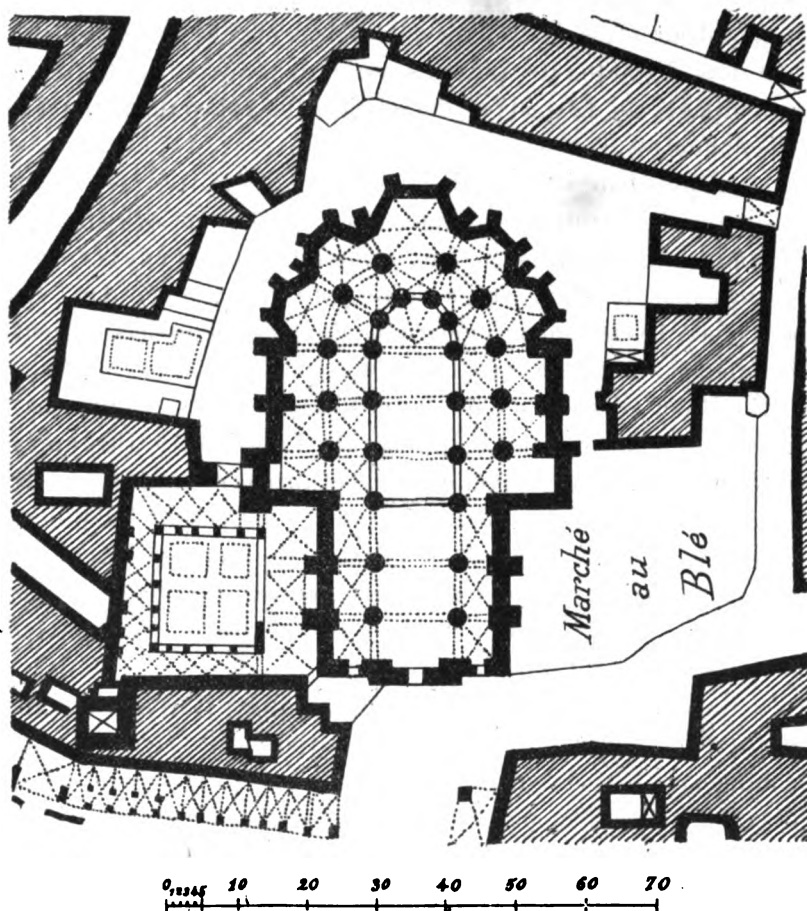
La nef de Saint-Etienne n'avait que trois travées. Mais il est sûr, étant données les proportions beaucoup plus vastes du chœur, qu'elle était destinée à être plus longue. Le manque d'argent sans doute, plus encore que le manque de place, dut être la cause principale qu'elle ne fut jamais été achevée.

Comme la nef, le chœur était étagé et probablement entouré d'un triforium établi entre les archivoltes et les fenêtres.

Quant au style varié des piliers, plusieurs fois modifiés, il était un témoignage certain des constructions successives de l'édifice. Mais laissons parler, à cet égard, M. G. Tholin, qui, mieux qu'aucun autre, fait ressortir de l'étude attentive des dessins de Brécy les enseignements qu'ils comportent.

« Les plus anciens supports, écrit-il, ceux du chœur étaient

« circulaires, cantonnées de quatre colonnes. C'est la forme
« française du commencement du XIII^e siècle. Alors même
« qu'on devrait attribuer aux Anglais la fondation de la cathé-



Plan de S^t Etienne d'Agen (par Lomet)

« drale (1), il n'en faut pas moins observer que le style n'est
« autre que celui de nos beaux monuments français.

(1) Dans son *Essai sur les Antiquités du Lot-et-Garonne*, Saint-Amans semble adopter cette opinion. Sixième notice, page 127.

« Une curieuse particularité à relever : c'est qu'une seule
« colonnette-dosseret s'appuyait sur les abaqes comme pierre
« d'attente de la voute. Dans l'exécution, elle aurait corres-
« pondu à cinq arcs : deux formerets, deux ogives, un
« doubleau. C'est une forme de support bien exceptionnelle.

« Les chapiteaux des piliers étaient de simples bandeaux de
« feuillage, sur lesquels se détachaient les couronnements des
« colonnettes.

« La plus haute travée de la nef avait des piliers normands,
« c'est-à-dire cantonnés d'un grand nombre de colonnettes,
« dont quatre principales. Les archivoltes affectaient la forme
« lancéolée, d'ailleurs reproduite pour la symétrie dans les
« travées basses plus modernes, dont les supports étaient
« flanqués de pilastres (1). »

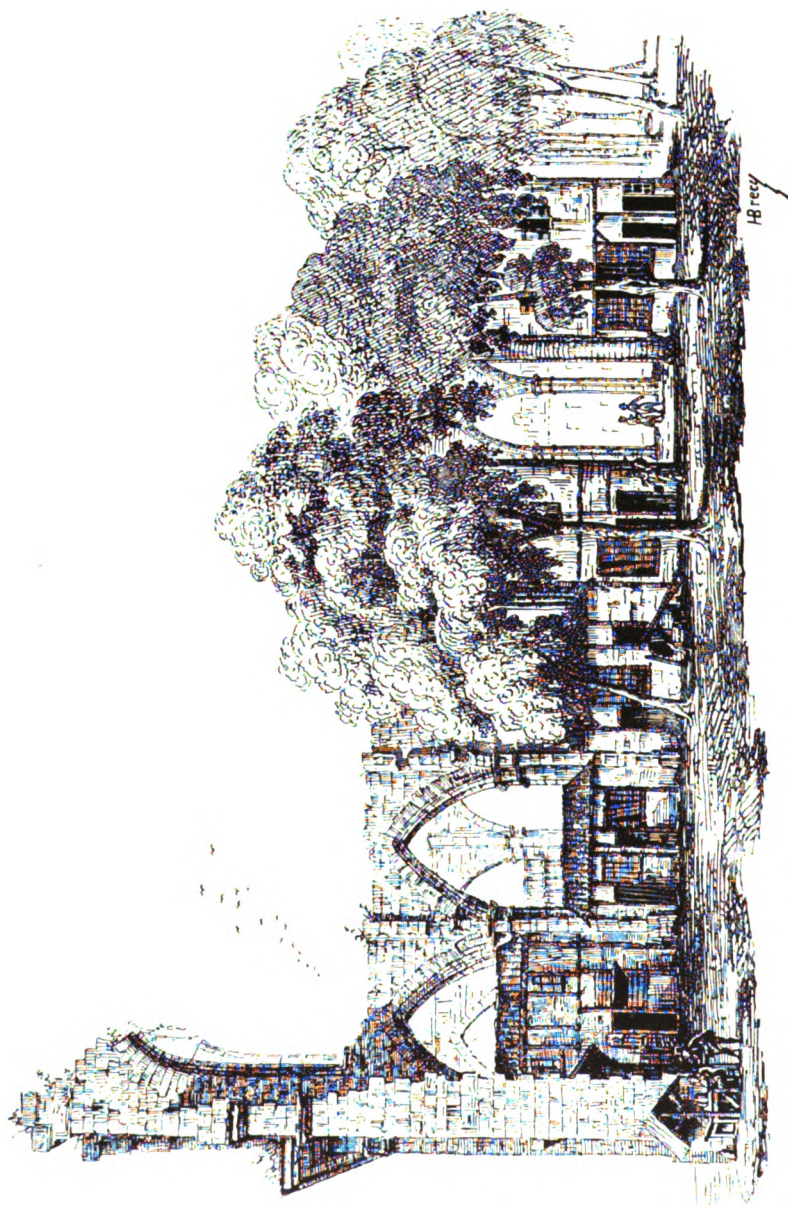
Et Brécy, dans ses notes archéologiques très sommaires, corroborant à son tour la phrase de Labrunie, « Peu après
« 1778, s'éleva une nouvelle façade et furent rebatis au sein de
« la nef de nouveaux piliers », ajoute : « Ce sont les piliers
« nus et anguleux, flanqués de pilastres doriques, qui viennent
« à la rencontre de ceux du chœur, élevés par les soins des
« évêques de La Rovère et qui sont chargés de moulures et
« de fantaisies du moyen-âge ».

Il ressort donc de ces textes que, lorsqu'en 1778 fut démolie presque entièrement l'église du moyen-âge, on construisit, comme supports des travées de la nef, ces piliers doriques si disparates avec l'ancien style ; qu'au milieu furent conservés les piliers normands du ^{xiv}^e siècle enfin, que quelques-uns des piliers du chœur furent à leur tour changés, alors que d'autres à côté restèrent ce qu'ils étaient autrefois, c'est-à-dire cantonnés de quatre colonnettes.

La vue des dessins de Brécy permet d'apprécier très clairement ces anomalies.

Nul auteur n'avait encore indiqué les proportions de ce vaste édifice. M. Tholin a cru devoir combler cette lacune en les établissant lui-même d'après le plan de Lomet. Pour lui,

(1) Tholin, *Etude sur l'Archéologie religieuse de l'Agenais*, p. 192.



Cliché Ph. Lauzun

St-ÉTIENNE D'AGEN
Côté S'Anguille en 1835

control too.

24 m. 1950

Volume 17

1112

1. *Introduction*

11. *en* 'in' (100%)

to Marmarade, p.

grande galerie circulaire où se trouvent les statues des saints, et par la suite elle s'éleva jusqu'à sept chapelles, les uns sur les autres. C'est, en allant de droite à gauche, les sept, d'après la légende du pays, les Trévins :

Perruquière, à cheval plat: 2, 1, 3, 4.

qui conduisit au grand incendie de 1911.

oggi, la premiere di *Le Cid*, e il

5^e, de *Notre-Dame* — 1895 — 1

comme les autres; 6. de Salet, 3.

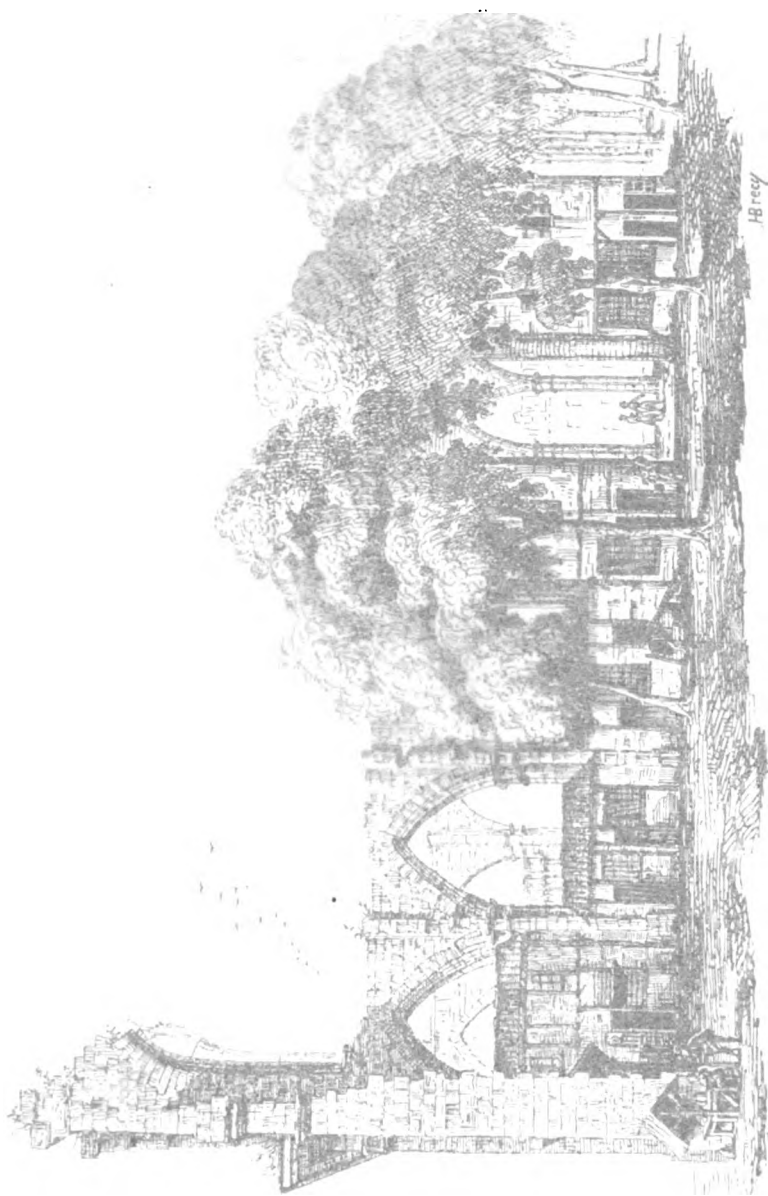
col. ; 8°, la *Sacristia*; 9°, la *chiesa*.

... et est donc comme la précédente (1).

Et on se de magnifiques vertières, couvres d'armes, étoit en, par les La Royère, les autres de d'Arnaud de Males, qui venant d'immortaliser par Sainte-Marie d'Auch. « Par le d'Arnaud de M. Tholin, six avaient été données, au chanoine Thibaut des Paumes, par d'un bourgeois d'Agen, Jean

Le 1^{er} du Moëge, nous fîrent sur elles les
 déclarations suivantes : « Dans l' *Hôpital du*
Corps des du Saint Sacrement et l' *Hôpital* »

Vy tout, aux Archives départementales
issu de la *Calende mayse, itodo l'Pays*, et qui
ne possédait vingt trois chapelles, de plus
à Mayad, attendu que le plan de l'évêché
qu'il en existait d'autres de chaque paroisse.
Mais si bien M. Tholin, que par les de-
tails absidiale, Cf. *Etiages*, appendice p. 92.



Cliché Ph. Leuzem

SAINT-ÉTIENNE D'AGÉN

Cataclysme de 1855

la longueur totale de l'édifice aurait été de 70 mètres, à savoir : la nef, 24 mètres ; le chœur, 29 mètres ; les galeries et la chapelle absidiale, 17 mètres. La largeur, dans œuvre, serait : pour le chœur, 11 mètres ; pour le chœur, les galeries et les chapelles, 37 mètres ; pour les nefs, 24 mètres. « C'était en « tout, ajoute-t-il, en longueur et en largeur, un tiers de plus « que l'église de Marmande. »

Sur la seconde galerie du chœur de Saint-Etienne et comme faisant corps avec elle, s'ouvraient, avons-nous dit, entre les contreforts, plusieurs chapelles, les unes carrées, les autres pentagonales. C'était, en allant de droite à gauche, d'un bras à l'autre du transept, d'après la légende du plan de l'Evêché : 1°, la *chapelle du Purgatoire*, à chevet plat ; 2°, le *Vestibule*, précédant la partie qui conduisait au grand cloître ; 3°, la *chapelle Saint-Barthélemy*, la première des cinq pentagonales ; 4°, des *Apôtres* ; 5°, de *Notre-Dame* ou de *la Vierge*, au centre, plus profonde que les autres ; 6°, de *Saint Joseph* ; 7°, de *Sainte Marguerite* ; 8°, la *Sacristie* ; 9°, la *chapelle de Saint-Eloy*, à chevet plat comme la précédente (1).

Chacune était ornée de magnifiques verrières, œuvre d'artistes, les uns amenés, croit-on, par les La Rovère, les autres peut-être de l'école d'Arnaud de Moles, qui venait d'immortaliser son nom en décorant Sainte-Marie d'Auch. « Parmi « celles du chœur, écrit M. Tholin, six avaient été données, à « la fin du xv^e siècle, par le chanoine Thibaut des Panne- « tières. Elles étaient l'œuvre d'un bourgeois d'Agen, Jean « Guyard ».

Brécy, toujours d'après du Mège, nous fournit sur elles les précieux renseignements suivants : « Dans la *chapelle du* « *Purgatoire*, dans celles du *Saint Sacrement* et de *la Vierge*,

(1) Dans le *Recueil d'Argenton*, aux Archives départementales de Lot-et-Garonne, se trouve un extrait de la *Calende manuscrite de l'Eglise Cathédrale*, où il est dit que Saint-Etienne possédait vingt-trois chapelles, dont sont donnés les noms. Ce chiffre peut être vrai, attendu que le plan de l'Evêché n'indique que les chapelles du chœur, qu'il en existait d'autres de chaque côté de la nef, enfin, comme le fait remarquer si bien M. Tholin, que plusieurs autels pouvaient exister dans la même absidiole. Cf. *Etudes*, appendice XIII, p. 337.

« on voyait représentés en verre de couleur, resplendissant de
« vivacité, les martyrs de l'église d'Agen, *saint Caprais*,
« *sainte Foy*, *saint Vincent*, *saint Félicien* et *saint Prime*,
« entourés des instruments de leur supplice. Dans la
« chapelle de *Saint-Martial*, au milieu d'un entourage de
« rainceaux fort déliés, était *saint Loup*, en habits pontificaux,
« crossé et mitré, avec l'inscription : *Sanctus Lupus*, sur un
« phylactère ; les panneaux des deux côtés représentaient
« deux autres évêques, mais sans inscription. La chapelle des
« *Apôtres* était particulièrement digne de remarque, par la
« variété des sujets de ses mosaïques de verre et leur belle
« exécution ; elle était éclairée par trois croisillons comme
« les autres chapelles et chacun divisé en trois panneaux ; à
« la première fenêtre, au-dessus de l'autel, on remarquait
« *saint Phébade*, et à ses côtés, *saint Jean Baptiste* et *saint*
« *Paul* ; à celle de l'épître, *saint Dulcide*, et, de chaque côté,
« *saint Jean l'Evangéliste* et *saint André* ; enfin, à celle de
« l'Evangile, *saint Etienne*, patron d'Agen et protecteur de
« la Cathédrale, étant au milieu de *saint Philippe* et de *saint*
« *Jacques*.

« Les blasons des évêques, qui avaient coopéré à l'édification
« du monument, étaient aussi peints au vitrage et sculptés
« en divers endroits. Un chanoine cultivant la science héral-
« dique nous a laissé le dessin de quelques-uns de ces écus-
« sons, entre autres celui de *Bertrand de Got*, qui était
« suspendu à la voûte de la chapelle du Purgatoire (1), de
« *Jean de Lorraine*, à la clef de voûte et au-dessus de la porte
« de la sacristie (2). *Janus Frégose*, dans la chapelle de
« N.-D., avait un tombeau surmonté d'une statue en marbre,
« à son effigie, entourée d'une épitaphe et de cartouches
« chargés d'armoiries, qui se trouvaient reproduites à la voute
« de bois qui couvrait le chœur (3). *Nicolas de Villars* fit placer

(1) D'argent, à 3 fasces de gueules.

(2) A huit panneaux centrés d'un, à une bande de gueules chargée de trois molettes.

(3) Coupé de sable et argent, enté en façon de nébule.



S-TE TRINITE D'AGEN

Nef et Chœur en 1835

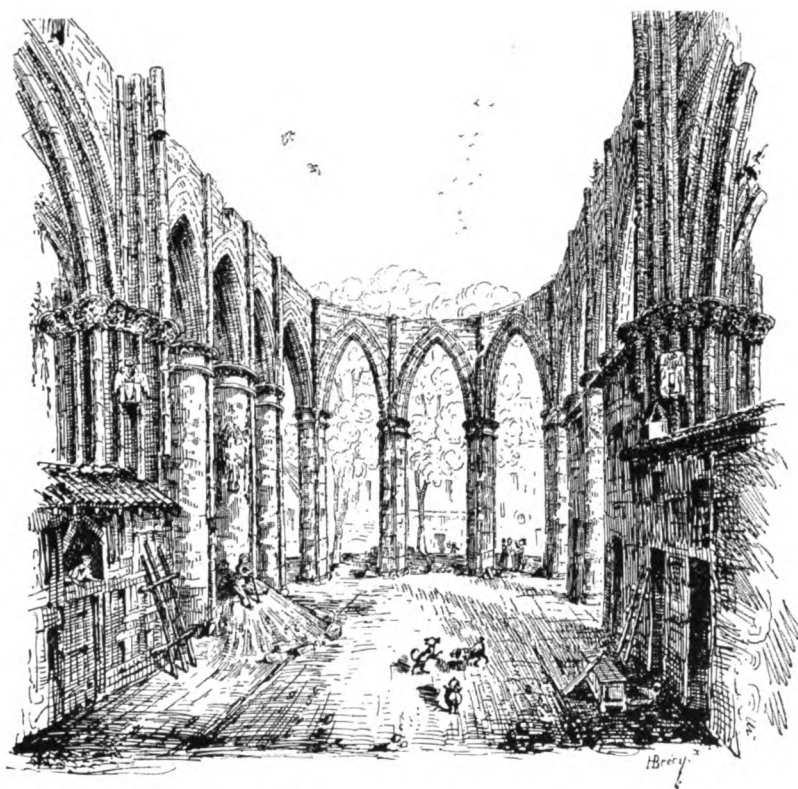
« de la nef, et, en son, resplendissant de
 « la lumière de la statue d'Agén, *saint Caprais*,
 « *saint Julien*, *saint Julien* et *saint Prime*,
 « et de la statue de leur supplice. Dans la
 « nef, au milieu d'un entourage de
 « statues, *saint Loup*, en habits pontificaux,
 « avec l'inscription : *Sanctus Lupus*, sur un
 « socle, et aux deux côtés représentaient
 « deux figures, mais sans inscription. La chapelle des
 « *Saints* était particulièrement digne de remarque, par la
 « beauté de ses vitres de ses mosaïques de verre et leur belle
 « couleur. Elle était éclairée par trois croisillons comme
 « les autres chapelles et chacun divisé en trois panneaux ; à
 « la première fenêtre, au dessus de l'autel, on remarquait
 « *saint Eutrope*, et à ses côtés, *saint Jean Baptiste* et *saint*
 « *Étienne* ; à celle de l'épître, *saint Dalmace*, et, de chaque côté,
 « *saint Jean l'Évangéliste* et *saint André* ; enfin, à celle de
 « l'Évangile, *saint Étienne*, patron d'Agén et protecteur de
 « l'Église, et au milieu de *saint Philippe* et de *saint*
 « *Jacques* ».

« Les bourgeois d'Agén se seraient coopéré à l'édificati-
 « on du monument, et ont été si prompts au vitrage et sculptes
 « en divers endroits. Un bourgeois cultivant la science héra-
 « ldique nous a laissé le dessin de quelques-uns de ces écus-
 « sons, entre autres celui de *Bertrand de Giot*, qui était
 « suspendu à la voûte de la chapelle du Purgatoire (1), de
 « *Jean de Lorraine*, à la chef de voûte et au-dessus de la porte
 « de la sacristie (2). *Janus Frejose*, dans la chapelle de
 « N.-D., avait un tombeau surmonté d'une statue en marbre,
 « à son effigie, entourée d'une épitaphe et de cartouches
 « chargés d'armoiries, qui se trouvaient reproduites à la voûte
 « de bois qui couvrait le chœur (3). *Nicolas de Villars* fit placer

(1) Plaque en bois, à 3 ris ou 3 gables.

(2) A huit panneaux contre d'un, à une bande de guises chargée de trois molettes.

(3) Orge de sable et argent, ente en façon de nebule.



Cliché Ph. Lauzun

S'-ÉTIENNE D'AGEN

Nef et Chœur en 1835

« les siennes au jubé, au chœur et à la chaire de la nef et les
« surmonta d'une couronne de comte (1). Le sarcophage de
« *Claude Gelas*, placé près du grand autel, était armorié en
« relief. Puis encore venaient figurer à leur tour les écussons
« de *Claude Joly* (2), de *Jules Mascaron* (3), et de *François*
« *Hébert* (4) ».

Soixante-dix tombeaux, sarcophages ou simples pierres tombales s'élevaient dans le chœur de la cathédrale Saint-Etienne. Nous croyons utile de rappeler ici leurs noms et leurs emplacements.

Dans le chœur, à droite du maître autel : *Claude Gelas*, évêque d'Agén, de *Valier*, évêque de Grasse et chanoine de Saint-Etienne ; — au milieu du chœur, du côté de l'épître, dit Labrunie, M^{sr} de *Chabannes*, évêque d'Agén ; — à gauche du chœur, du côté de l'évangile, d'*Elbène*, évêque d'Agén, *Pons d'Aspremont*, abbé de Flaran, *Vincent Bilhonis*.

Dans le déambulatoire et les diverses chapelles, de droite à gauche ; — dans la chapelle du Purgatoire, de *Redon*, de *Lacombe*, de *Coquet*, lieutenant général, de *Bérard*, évêque, de *Bérard*, avocat ; — dans le déambulatoire et au devant de ladite chapelle : *Marchan*, bourgeois, de l'*Hermitte*, de *Guilhemasse* ; — dans le vestibule, de *Laguerbe*, *Dubié* ; — dans la chapelle Saint-Barthélémy, de *Barthelot*, *Vacheri*, *Daurée*, *Durand*, *Dorty*, de *Nozères*, *Lagarde*, *Duffaure*, *Castres* ; — dans la galerie, de *Cortète*, de *Castaiges*, du *Lion*, de *Patric*, prêtre, de *Borye*, prêtre, *Daribal* ; — dans la chapelle des Apôtres : de *Tapie*, *Monteilz*, de *Godailh*, *Fontirou* ; — au-devant, dans la galerie : de *Dulac*, de *Grave* ; — dans la chapelle de la Vierge : de *Gelas*, chanoine, de *Cavasse*, *Janus de Frégose*, évêque ; et, depuis, *Claude*

(1) D'azur à trois molettes, deux et une, au chef d'argent, chargé d'un lion léopardé de gueules. Devise : *Fortis fortunam superat*.

(2) D'azur au chevron d'or, accompagné de deux étoiles en chef et d'un lion naissant en pointe du même.

(3) Ecartelé au 1 et 4 d'azur à la tour d'or, au 2 et 3 de gueules à trois pendans, deux et un, d'argent.

(4) D'azur au cerf d'or.

Joly, « au pied de la chaire des évêques, dit Labrunie, au fond du chœur », et au-dessous, *Mascaron* ; à côté, *d'Hopil* ; — dans la galerie et dans l'axe de l'église, *de Goutz*, sieur de *Castetz* ; — à gauche, *de Tornier*, *de Boissonnade*, *de Norry*, *d'Estrades*, *de Lalande* ; — dans la chapelle Saint-Joseph : *de Lavergne*, *de Vaux*, *de Borgon* ; dans la chapelle Sainte-Marguerite : *de Céré*, *Desmazes*, *de Bélangier*, *Falachon*, *Pélissier*, *Champié*, *de Boziquet*, *d'Arnoult*, *de Las* ; — en face, dans la galerie, *de Jugé*, *de Martinis*, *de Maurès*, *de Chambon*, *de Thibault*, *de Masson*, *de Coquand*, *Lapocque*, *de Piscille*, *de Loches*, *Barbier* ; — enfin, dans la chapelle de Saint-Eloy : *de Gaudrefoy*, *de Darel*, *de Martinet jeune*, *de Faydit*, *de Dubernard*, *de Cunolio*, *de Marquis*, *de Cochet*, chanoine, *de Girardin*, chanoine (1).

A l'extérieur, Saint-Etienne offrait un aspect qui était loin d'être gracieux, du moins si l'on en juge par les deux seules vues que nous possédions : d'abord le dessin de 1648, représentant la Ville, « *Vue prise du faubourg du Passage* », dont l'original, très curieux, malheureusement déformé par les gravures modernes qu'on en a faites, appartient actuellement à Madame de Boëry, née Martinelli, et que nous avons reproduit en tête du Tome premier de notre étude sur les *Couvent d'Agen avant 1789* ; — en second lieu, le dessin de Bouvet, fait en 1783, après la construction du nouveaux Palais épiscopal par Leroy (actuellement la Préfecture), où se trouve esquissée au second plan la ville d'Agen et d'où se détache la silhouette de la cathédrale, gros vaisseau allongé, lourd et massif, dont la nef est épaulée par d'énormes contreforts, et l'abside par cinq robustes arcs-boutants. Dans les deux, le clocher est isolé du corps de l'édifice.

— L'histoire de la cathédrale Saint-Etienne est celle même de la Ville d'Agen. Elle en subit les mêmes sorts ; elle en par-

(1) Relevé par nous sur le plan original des archives de l'Evêché d'Agen. E. 64. — Voir aussi Tholin : *Etudes*, p. 336 et Archives municipales d'Agen, 1-30.





Cliché Ph. Lauzun

S'-ETIENNE DAGEN

Abside en 1835

tage les mêmes destinées. Prise et reprise, pillée, incendiée, détruite comme elle par les hordes barbares qui, du III^e au V^e siècle, se succédèrent presque sans interruption dans l'Aquitaine et la Gascogne, elle renaquit plusieurs fois de ses cendres et changea probablement chaque fois de forme et d'aspect. Rien ne nous permet de donner sur ces transformations successives le moindre renseignement. Tout ce que nous pouvons dire c'est que saint Martial, l'un des sept évêques qui, sous le consulat de Décius, entreprirent d'évangéliser la Gaule, passe pour avoir le premier prêché la foi à Agen et avoir fondé, vers 250 après Jésus-Christ, la première église, qu'il plaça sous l'invocation de saint Etienne. Darnalt, notre plus ancien chroniqueur, est formel à cet égard ; il écrit en 1606, dans ses *Antiquités d'Agen* : « L'une, Eglise Cathédrale, siège
« d'evesché que saint Martial fonda et consacra comme plu-
« sieurs autres Eglises en la Guyenne du mesme nom du pre-
« mier martyr saint Etienne (1). » Et Labrunie ajoute, dans son *Abrégé chronologique* : « J'ai fait à Paris en 1777 l'extrait
« d'un processional de notre Eglise, écrit dans le XIII^e ou XIV^e
« siècle, où saint Martial est qualifié comme notre apôtre et
« notre patron (2). »

Puis, le silence se fait jusqu'au XI^e siècle, époque où Labé-
nazie présume que la construction de Saint-Etienne aurait été
commencée sous l'épiscopat de Hugues, ce prélat, d'après
lui, en ayant jeté les fondements dans l'enceinte même du
vieux château d'Agen, autour duquel s'était groupée la popu-
lation depuis l'invasion des Barbares, qui était situé sur un
tertre élevé de la rive gauche de la Garonne, au centre de la
ville, et qui depuis fut appelé le *Castrum Sancti Stephani* ou
Castrum Cathedralis Aginni. Ne mentionnons que pour
mémoire la tradition, ne reposant d'ailleurs sur aucun fonde-
ment, d'après laquelle la première église Saint-Etienne se
trouvait à côté de la tour de la Grande Horloge ; et disons

(1) Darnalt, *Remonstrance ou harangue... sur les Antiquités d'Agen*. — Paris, 1606. In-8°, chapitre XXI, page 117.

(2) *Abrégé chronologique des Antiquités d'Agen*, par J. Labrunie. — In-8°, page 41.

que c'est bien dans l'enceinte du *Castrum Sancti Stephani*, là où depuis elle a subsisté jusqu'à nos jours, c'est-à-dire sur l'emplacement du Grand Marché actuel, que s'éleva au *xi*^e siècle l'église romane, de proportions bien moins grandes que la future église gothique, et dont MM. Magen, Tholin et O. Fallières croient avoir retrouvé les substructions, lors de la démolition de la halle au blé en 1882.

Quoiqu'il en soit, cette première église devint vite florissante puisque on a pu dire que « Simon I^{er}, évêque d'Agen, fit « de grands sacrifices pour rétablir dans sa splendeur la basilique, ruinée par les Normands, et qu'en 1083, Simon II lui « octroya de grandes richesses, en même temps que de généreux donateurs la comblaient d'offrandes, de legs et de bienfaits (1) . »

Que devint cette église romane, dont il ne reste aucun souvenir ? Fut-elle détruite par les Albigeois, renversée par une cause accidentelle, ou transformée seulement au *xiv*^e siècle par le caprice des évêques, du chapitre ou des habitants, suivant le goût du jour ? C'est ce que nous ne pouvons préciser. Il est peu question d'elle dans les actes fort rares du reste de cette époque, et nos annalistes ne la mentionnent qu'une fois, en 1263, à l'occasion de l'entrée solennelle qu'y fit Guillaume, évêque d'Agen, porté sur les bras des cinq premiers barons de l'Agenais, les seigneurs de Clermont-Dessus, du Fossat, de Beauville, de Madaillan et de Fumel, et dans laquelle il célébra la messe et tint sa cour le même jour (2).

Une discussion s'est engagée pour savoir si l'église gothique de Saint-Etienne, qui remplaça l'église romane et telle que la reproduisent les dessins de Brécy, fut construite au commencement du *xiv*^e ou bien au cours du *xiii*^e siècle.

Se basant sur les seuls détails architectoniques, M. G. Tholin penche pour cette dernière opinion. « L'édification de la « cathédrale dans le style gothique, écrit-il, date, je le suppose, du milieu du *xiii*^e siècle. La forme lancéolée des

(1) Brécy, *Esquisses sur Saint-Etienne d'Agen*.

(2) Labrunie, *Abrégé chronologique*, page 66.

« archivoltés, l'emploi du pilier français et du pilier normand, « nous reporteraient même au commencement du ^{xiii}^e siècle, « si l'église Saint-Etienne appartenait aux régions du nord. « Mais on peut admettre que l'Agenais était en retard de « trente ou cinquante ans.

« On a dit, mais sans citer des documents à l'appui, que « la Cathédrale avait été fondée au ^{xiv}^e siècle seulement. « Ce n'est guère admissible ; car la partie ancienne n'avait « rien du style qui régnait à cette époque dans le pays. Les « monnaies d'Edouard III et du Prince Noir, frappées après « 1356, qui ont été trouvées au-dessous du portail, prouve tout « au plus que la cloture de la nef avait été achevée à cette « époque.

« En 1249, on a commencé la construction de l'église des « Jacobins d'Agen dans le style gothique le plus pur. Il est « probable que la Cathédrale était au moins contemporaine « de cet édifice. »

Saint-Amans et du Mège (1) fixent, au contraire, le commencement de Saint-Etienne à l'année 1306 : mais ils n'en fournissent point la preuve. Brécy, s'inspirant sans doute de leurs travaux, écrit également que « la Cathédrale d'Agen « ne fut réédifiée et rebâtie presque à neuf qu'en 1306 par « Bernard de Fargis, évêque-comte d'Agen, et suivant le plan « que nous en donnons. »

M. l'abbé Marboutin, par la communication d'un document trouvé par M. O. Fallières et par lui dans les *Regesta de Clément V*, semble devoir trancher le différend.

« L'évêque et le chapitre, nous écrit-il, voulurent, suivant « le goût de leur époque, avoir une grande et belle Cathédrale. Ils adoptèrent donc un plan grandiose, nous dit le « document en question. Mais leur ressources furent vite « épuisées, et en 1309 le travail semble arrêté ou du moins « ralenti. C'est alors que le Pape Clément V, auquel l'évêque

(1) *Mémoire sur Saint-Etienne d'Agen*, par M. du Mège, de la Haye. In-8° de 12 pages (*Extrait des Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-lettres.*)

« et le chapitre s'étaient adressés, les autorisa à percevoir les
« revenus de la première année de tous les bénéfices qui
« deviendront vacants pendant dix ans, sauf ceux des abbayes
« et prieurés conventuels, pour les employer à l'œuvre de la
« cathédrale. C'est ce qui ressort du texte suivant ;

« *Avenione, 15 maii 1309.*

« *Annuens supplicationibus episcopi et capituli agennensi,*
« *qui ecclesiam suam inceperant opere non modicum sump-*
« *tuoso construere, ut proventus primi anni omnium perso-*
« *natum, dignitatum, vel aliorum beneficiorum in diocesi agen-*
« *nensi ad præsens vacantium vel usque ad decennium*
« *vacaturorum, abbatibus et prioratibus conventualibus dun-*
« *taxat exceptis, possint percipere et in idem opus convertere.*
« *Venerabili fratri episcopo et dilectis filiis capituli agen-*
« *nensi (1) ».*

« D'après ce texte, ajoute M. l'abbé Marboutin, il semble
« donc que la construction de Saint-Etienne était commencée
« depuis peu, trois ou quatre ans peut-être, dix ans au plus ;
« ce qui nous amène aux dernières années du XIII^e siècle ou aux
« premières du XIV^e ». L'année 1306, donnée par les auteurs
« précédents, semble donc devoir être la date exacte. »

Les constructions étaient finies en 1338 (1339), puisque le 15
mars de cette année, les consuls « font abandon au quartier
« de derrière l'église Saint-Etienne de la place située à l'extré-
« mité de la chapelle de Notre-Dame, à la condition de com-
« bler le gourbaut (ou égout) qui la traverse, de laisser le
« terrain en une place « *vacua et solitudinaria* », qui doit for-
« mer le centre de la gâche saint-Etienne, et d'y planter une
« vigne et deux ormeaux (2) ».

L'année suivante (1340), Guillaume, archevêque d'Auch et
Pierre de La Palu, sénéchal de Toulouse et d'Albi, faisaient
don aux consuls d'Agen des maisons de Monin de La Cassai-

(1) *Regesta de Clément V*, publiés par le R. P. Dom Tosti.

(2) Archives municipales d'Agen. DD. 29. La charte était scellée au grand
sceau de la Commune, dont il ne reste plus que les attaches, une cordelette en
fil vert.

gne, saisies par eux en raison de la trahison de leur propriétaire, qui avait pris le parti des Anglais, et qui se trouvaient à l'entrée de la rue Sainte-Anguille (depuis rue Porte-Neuve), afin qu'en abattant ces maisons on puisse agrandir « la place du « Marché, qui est au-devant de la cathédrale Saint-Etienne. » La charte est scellée d'un beau sceau équestre, représentant le sénéchal armé de pied en cap, l'épée au clair (1).

Très peu de documents nous sont restés sur Saint-Etienne d'Agen pendant l'occupation anglaise. En 1432, nous apprend seulement Labrunie, à propos des pillages des soldats d'outre-mer dans l'Agenais, Imbert de Saint-Laurent, alors évêque d'Agen, « convoqua dans la chapelle de saint Michel de la « Cathédrale une assemblée des trois ordres, où il fut convenu « de payer un certain prix pour se racheter de ces vio-
« lences (2). »

Mais l'heure était venue, après l'expulsion définitive des Anglais, où la population agenaise devait manifester le désir de posséder un temple plus convenable, conforme au goût de l'époque, et où, de leur côté, les La Rovère, ces trois prélats Italiens qui se succédèrent sur le trône épiscopal d'Agen, n'allaient rien négliger pour le doter d'une décoration intérieure vraiment remarquable.

Il semble toutefois qu'en ce qui touche la question d'argent, ces prélats eurent avec l'autorité municipale plus d'un long démêlé, qu'ils ne remplirent pas toujours très exactement leurs engagements, et qu'on ne doive plus leur décerner, sinon pour leurs goûts artistiques, du moins pour leur générosité, les éloges que jusqu'à ce jour on leur a tant prodigués. C'est ce qui ressort des nombreux procès qui s'engagèrent tout le premier quart du xvi^e siècle entre l'autorité épiscopale et l'autorité municipale, dont M. G. Tholin a publié les principales pièces et que nous allons très sommairement rappeler.

(1) Archives municipales d'Agen, DD. 29. Voir aussi : *La Place de la Halle à Agen*, par MM. Magen et Tholin. *Revue de l'Agenais*, t. ix, p. 85, et notre étude sur *Les Enceintes successives de la Ville d'Agen*. 1894, p. 15.

(2) *Abrégé chronologique*, page 80.

Dès 1446, il est question de la reconstruction de la cathédrale Saint-Etienne d'Agen. La moitié des revenus du diocèse sera attribuée à cette œuvre, à laquelle se montre tout dévoué Pierre de Bérard, évêque de 1460 à 1477 (1).

Mais l'évêque meurt, les La Rovère arrivent et un arrêt du Parlement de Bordeaux, du 22 décembre 1487, condamne le premier, Galéas, évêque de 1478 à 1487, à consacrer 500 livres par an aux réparations de la cathédrale. Les consuls estiment en effet que le tiers des revenus ecclésiastiques doit être affecté à cette destination. L'évêque s'y refuse. D'où procès (2).

D'abord mieux disposé que son prédécesseur, Léonard de La Rovère, le plus artiste des trois (1487-1519), se propose, en 1490, de refaire les piliers de Saint-Etienne. Il s'adresse aux consuls pour qu'ils lui donnent une carrière de bonnes pierres. Ceux-ci mettent immédiatement à sa disposition la carrière de Fonbotirola (3) et concluent avec lui un marché, dont Saint-Amans, qui en possédait une copie, reproduit les principales clauses (4). Mais il oublie de nous donner les noms des maîtres-ouvriers. Le sculpteur était-il ce Jehan Leloy que nomme Brécy et « qui, dit-il, architecte habile, fut chargé de la restauration de l'Eglise ? »

Quoiqu'il en soit, dès 1509, la lutte s'engage entre l'évêque et les consuls, ceux-ci se plaignant que l'autorité diocésaine laisse tomber en ruines les églises de la ville, notamment la cathédrale, et demandant qu'elle tienne ses engagements antérieurs. Le Parlement de Bordeaux leur donne une première fois raison, et, dès la fin de cette année, condamne le cardinal-évêque à fournir chaque an la somme de 1,200 livres pour la réparation de Saint-Etienne (5).

L'Evêque ne se tint pas pour battu. Il adressa aussitôt requête sur requête, non seulement au Parlement, mais au Conseil du Roi et au Roi lui-même, et Louis XII, par lettre-

(1) Archives municipales d'Agen. FF. 151.

(2) Idem BB. 23, f° 65. — Cf. Tholin. Etudes, p. 324

(3) Idem BB. 19, f° 239. — Cf. Tholin, p. 320.

(4) *Essai sur les Antiquités du département de Lot-et-Garonne*, p. 129.

(5) Archives municipales, GG. 184. — Cf. Tholin, p. 325.

missive datée d'Issoudun, le 25 février (1), prit fait et cause pour « son cher et grand amy le cardinal d'Agen », et défendit expressément aux consuls de poursuivre la saisie du tiers du temporel de l'Évêché, qu'ils avaient commencé à faire exécuter pour obliger le cardinal à contribuer aux réparations de la cathédrale (2).

Léonard de La Rovère mourut en 1519. Son successeur Antoine de La Rovère (1519-1538), continua, d'abord d'assez bonne grâce, à fournir la somme qui avait été imposée. Mais bientôt cette somme annuelle de 1,200 livres devint insuffisante ; les consuls exigèrent un supplément ; l'évêque refusa, et, dès 1531, un nouveau procès s'engagea. Le Chapitre cathédral, cette fois, se joignit aux consuls contre l'évêque, et l'affaire, après d'assez longues procédures, vint devant le Parlement de Bordeaux. Par arrêt de cette même année, cette compagnie condamna l'évêque à consacrer un quart des revenus diocésains à la réparation de la cathédrale, sans préjudice des 1,200 livres qu'il s'était engagé à fournir, chaque année, pour le même objet (3). L'évêque alors, dans un but de conciliation et de paix, se décida à offrir la somme annuelle et totale de 2,000 livres, ce qui fut accepté par les consuls à la date du 23 avril 1533 (4).

Alors furent exécutées les voûtes des galeries et des chapelles rayonnantes, et sur leur clefs furent sculptées, ainsi du reste que sur d'autres parties de l'édifice refaites par leurs soins, les armoiries des trois prélats. Elles étaient, on le sait, *d'azur au chêne d'or (robur, Rovère), avec quatre branches passée en sautoir, englantées aussi d'or, accompagnées de leurs deux initiales également d'or*. Brécy, qui les définit ainsi d'après du Mége, reproduit dans sa dernière planche un certain nombre de ces sculptures armoriées, dont quelques-unes

(1) La date de l'année n'est pas indiquée : mais cette lettre dut être écrite entre 1509 et 1515.

(2) Archives municipales, DD. 24. — Cf. Tholin, pages 307 et 308.

(3) Idem, GG. 184.

(4) Idem. BB. 26. — Cf. Tholin, pages 329-334.

ont été conservées et se voient encore dans la salle basse du Musée d'Agen.

Le cardinal de Lorraine, qui succéda aux La Rovère (1538-1550), continua leur œuvre et ne fut plus inquiété par les consuls.

La reconstruction de Saint-Etienne était à peine achevée qu'éclatèrent les guerres de religion et que, comme toujours, la cathédrale en fut une des premières victimes. On n'ignore pas que, le 1^{er} décembre 1561, les Huguenots, sous la conduite du capitaine Truelle et du conseiller Roussanes firent irruption dans la ville d'Agen et que, d'après le procès-verbal du juge criminel Antoine Tholon, « ils s'emparèrent de la cathédrale à neuf heures du soir, ruinèrent les orgues, renversèrent les images, le devant du chœur qui était en pierres, en images et ouvrages, les fonts baptismaux, les bancs, coffres, armoires, emportant les fers des chapelles, endommagèrent le cloître, mirent le feu à la sacristanerie où était encore une croix d'argent qu'on y avait laissé et beaucoup d'ornemens qui furent tous emportés ou brûlés, firent prescher le ministre dans le Chapitre, d'où ils emportèrent tous les papiers, titres, etc (1). »

L'orage passé, les reliquaires et les chasses qui avaient été cachés reprirent leur place dans les chapelles, les pertes furent réparées, les dons de nouveau affluèrent en plus grand nombre, tant encore était vive à cette époque la foi de nos pères ; si bien que, quelques années plus tard, Darnalt pouvait écrire dans sa harangue solennelle : « Ces deux églises principales (Saint-Etienne et Saint-Caprais), estans bien pourvues et assorties de chasses de saints et saintes et de reliquaires enchassés en or et en argent et autres ornemens somptueux et vases précieux en bon nombre. Simon, évêque d'Agen, » apporta beaucoup de saints reliquaires et les dédia à l'église

(1) Extrait du *Manuscrit des pièces justificatives d'Argenton*, d'après le procès-verbal officiel du juge Tholon, déposé à la Bibliothèque Nationale. L.K. 7, n° 35, aux Archives départementales de Lot-et-Garonne. — Cf. Tholin, *Etudes*, page 334.

« Sainet-Etienne, qui luy avaient esté donnés par Gervais,
« abbé de Saint-Savin, fondé par Charles-le-Grand sur le bord
« du fleuve en Poictou. Outre lesquels reliquaires, Rhegino,
« évêque d'Agen, fit de grans dons et présens à ladicte église.
« Un autre évêque, nommé Bernard (1), restaura cette église
« et la remit en son premier estat, et la maison épiscopale aussi
« qui avaient esté détruites et démolies (2), et luy conféra plu-
« sieurs beaux droicts, spirituels et temporels. Hunault,
« vicomte de Bruillois, à son exemple et imitation, luy fit de
« grans dons et largesses, mesmes luy donna le passage de La
« Fotz. Il y a eu des orgues d'excellent ouvrage, des cloches
« d'admirable grandeur, des sépulchres riches et antiques,
« mesmes de quelques anciens ducs d'Aquitaine et comtes
« d'Agenois, dans le cloistre de Saint-Capraise (3). »

Si l'église Saint-Etienne péchait par la non-homogénéité de son style architectural, ses lacunes, son manque de proportions, elle corrigeait ces défauts par sa décoration intérieure, la richesse de ses verrières, signalées précédemment par nous, l'élégance de ses sculptures, de ses tableaux, de ses tapisseries, de ses ornements de toutes sortes.

C'est dans un banc particulier de sa nef que les Consuls assistaient régulièrement aux offices, avec leurs robes et chapecons consulaires; « lequel banc, est-il dit en 1593, était
« recouvert de belles tapisseries chamarées » (4). Eux-mêmes, quelques années avant ne consignent-ils pas dans leurs registres « l'achat d'un plat d'argent pour les quêteurs de
« Saint-Etienne, d'un beau tapis pour orner la chaire du
« prêcheur », ou encore « d'une bannière de taffetas couleur
« céleste pour les processions (5) ? ». En 1587, ne poussent-ils pas les précautions jusqu'à faire l'acquisition d'une tenture
« pour être placée au-devant du portail de Saint-Etienne,

(1) Sans doute Bernard de Fargis (1306).

(2) On sait que le plus ancien palais épiscopal, avant celui qu'aménagèrent au sud de l'église les évêques du xvi^e siècle, se trouvait au levant, derrière l'abside.

(3) Darnalt, *Antiquités d'Agen*, chap. xxi, pages 117-118.

(4) Archives municipales, BB. 35.

(5) Idem.

« afin que, durant que le sermon se dira, le vent n'aille vers
« le prescheur (1) ? » A la mort d'Henri IV les consuls, d'accord
avec l'autorité épiscopale, prescrivent un service funèbre solen-
nel. Jean-Jacques Barbut, marchand drapier, offre « de parer
« à ses frais l'église Saint-Etienne pour la célébration dudit
« service, demandant seulement que le souvenir de cette
« gratification soit consigné sur les registres municipaux de la
« Ville. » Ce qui fut accepté (2). Etc.

Cependant la solidité de l'édifice laissait toujours à désirer.
Un siècle ne s'était pas écoulé depuis l'achèvement des derniers
travaux que de nouvelles réparations s'imposaient. Cette fois,
ce fut l'évêque Claude Gelas (1608-1631) qui, en 1619, en prit
l'initiative, demandant aux consuls de lui venir en aide, et sur
leur refus, les citant devant le Parlement de Bordeaux. Un
nouveau procès s'ensuivit, qui dura plus de dix ans, les consuls
à leur tour actionnant l'évêque pour qu'il ait à remplir les
engagements de ses prédécesseurs. Les archives municipales
d'Agen nous fournissent tous les détails de cette longue procé-
dure (3). Finalement, le 30 août 1630, le Parlement rendit un
arrêt, d'après lequel les réparations de la cathédrale devaient
être payées, moitié par l'évêque, un quart par le chapitre de
Saint-Etienne et un quart par les consuls (4).

Deux ans auparavant (1628), le chanoine théologal Pierre
Saulveur avait sommé ces derniers de faire exécuter un autre
arrêt de ce même Parlement qui les condamnait à faire bâtir
la voûte de la grande nef de Saint-Etienne (5). En 1675, le
procureur du Roi leur renouvela la même sommation (6). Cette
voûte fut-elle jamais construite ? Nous le croyons pas.

« En 1660, écrit encore Brécy, un tremblement de terre

(1) Archives municipales, FF. 40.

(2) Idem, FF. 45.

(3) Idem, BB., 45, 46, 47, 51, 52 ; — CC. 366 ; — GG. 174. — Voir aussi les *Archives de l'Evêché*, séries E et G, qui contiennent une énorme quantité de documents sur la Cathédrale d'Agen, droits du chapitre, privilèges, synodes, procès, enquêtes, etc., de 1240 à 1789.

(4) Idem. GG. 184.

(5) Idem. BB. 51.

(6) Idem. BB. 63.

« porta grand dommage à la cathédrale Saint-Etienne » et vint ébranler sa solidité de plus en plus douteuse. Quelle était donc la cause de ce défaut ?

Ainsi que le fait très justement remarquer M. G. Tholin, « le mode de construction était par lui-même vicieux. On ne « bâtit pas d'une manière convenable par petits morceaux. » Si les admirables cathédrales gothiques du moyen-âge sont encore debout et n'ont rien perdu de leur solidité primitive, c'est qu'elles ont été construites d'un seul jet, sous la poussée d'un même élan, d'une même inspiration. Or, Saint-Etienne d'Agen était l'œuvre de plusieurs siècles. Sans cesse rebâtie, modifiée tous les cent ans, diminuée, agrandie, voyant à chaque événement politique ses travaux interrompus, elle devait se ressentir de toutes ces vicissitudes, et par ses inégalités supporter péniblement le poids des années et des vices considérables de ses diverses constructions.

Aussi à peine Mgr d'Usson de Bonnac eut-il pris possession de son évêché (1767-1802) qu'il résolut, ne pouvant plus continuer ses offices dans Saint-Etienne, et, par prudence, les ayant transférés soit à Saint-Caprais, soit dans la chapelle du Collège (1), de rebâtir à neuf sa cathédrale et une fois pour toutes de l'asseoir sur de solides bases. A cet effet, il s'adressa directement à la Cour, et « il obtint, dit Labrunie, en 1778, par « les amis et les protections qu'il y avait, un don de 40.000 écus « ou 120.000 livres. » Le prélat se mit aussitôt à l'œuvre, cherchant pourtant à conserver ce qui présentait quelque fondement. Mais on s'aperçut bien vite que tout était à refaire. Le grand portail notamment de la façade principale exposée à l'ouest, c'est-à-dire au mauvais temps, qui, dans la vue de 1648, est surmonté d'une rosace et accosté de deux clochetons, se trouvait, ainsi que toute cette façade, tellement délabré que les consuls, appuyés par l'intendant Dupré de Saint-Maur (6 juin 1779) sur le rapport des sieurs Passelaigue, architecte, et La Jeunesse, maçon, concluant à la démolition

(1) Archives municipales, BB. 83.

des piliers de la nef qui compromettaient la solidité de tout l'édifice, forcèrent l'évêque à procéder à une démolition totale (1).

La façade fut donc refaite dans le style greco-romain de l'époque, telle que l'a reproduite Brécy dans sa seconde planche, jurant si fort avec le style gothique de la nef. La plus grande partie des piliers de cette nef fut reconstruite toujours dans le même style, quelques-uns, du ^{xiv}^e siècle, ayant seuls été conservés. La toiture enfin fut recouverte en ardoise ; « ce
« qui nous faisait espérer, écrit Labrunie, contemporain de
« cette dernière transformation, avec quelques autres secours
« promis par le gouvernement, d'avoir enfin un temple digne
« de la majesté du Dieu que nous adorons, lorsque sa juste
« colère, sans doute, a détruit toutes nos espérances. »

Les réparations de Saint-Etienne étaient loin, en effet, d'être terminées quand la Révolution éclata. Les voûtes n'étaient même pas commencées ; la façade n'était pas grattée ; les ornements qui la décoraient, guirlandes, oves, modillons, étaient restés à l'état brut ; rien en un mot n'était fini pour que le culte put y être célébré. Les députés du Clergé, dans leurs cahiers de doléances de 89, exprimaient le vœu « que le
« gouvernement voulut affecter à l'achèvement et aux répara-
« tions de la cathédrale le revenu d'une abbaye ou prieuré, ou
« des pensions sur des bénéfices consistoriaux (2). » Leur désir ne fut ni exaucé, ni même entendu.

Quatre ans après, la religion catholique était abolie en France ; l'exercice de tout culte odieusement prohibé. « Alors,
« écrit Brécy, le vaisseau de Saint-Etienne fut une fois de
« plus pollué. On dilapida l'argenterie, les ornements, le ves-
« tiaire. On souilla le sanctuaire en portant une main sacrilège
« sur les autels ; les voûtes étonnées retentirent d'affreux
« blasphèmes ; et puis enfin les substructions, les décombres
« qui résultèrent de cette frénésie, furent mis en vente par
« le district. »

(1) Archives municipales, BB. 83; DD. 24; GG. 181.

(2) Cahier des Trois Ordres de l'Agenais.



Cliché Ph. Lanson.

S. ETIENNE D'AGEN

Fondée en 1830

« l'absence de tout autre moyen de la solidité de tout ce qui se trouvait en face de la démolition ».

Le chœur fut donc refait dans le style gréco-romain de l'époque, et reproduit fidèlement dans sa seconde planche (fig. 10) le style ogival avec le style gothique de la nef. La plus grande partie des piliers de cette nef fut reconstruite toujours dans le style ogival, quelques-uns, du XIV^e siècle, ayant seuls été conservés. L'édifice enfin fut recouvert en ardoise; « ce qui, comme on peut le supposer, écrit Labrunie, contemporain de cette dernière transformation, avec quelques autres secours fournis par le gouvernement, d'évoquer enfin un temple digne de la majesté du Dieu que nous adorons, lorsque sa juste colère, sans doute, a détruit toutes nos espérances. »

Les réparations de Saint-Étienne étaient loin, en effet, d'être terminées quand la Révolution éclata. Les voûtes n'étaient même pas commencées; la nef n'était pas grattée; les ornements qui la décoraient, guirlandes, ovales, modillons, étaient restés à l'état d'ébauche, rien en un mot n'était fini pour que le culte put être célébré. Les députés du Clergé, et leurs collègues de la Convention de 89, exprimaient le vœu « que le gouvernement prit soin de l'achèvement et aux réparations de l'église cathédrale, le revenu d'une abbaye ou prieuré, ou de quelques autres sur les bénéfices consistoriaux (2). » Leur désir restait ni exécuté, ni même entendu.

Quatre ans après, la religion catholique était abolie en France; l'exercice de tout culte odieusement prohibé. « Alors, écrit Flacourt, le vaisseau de Saint-Étienne fut une fois de plus pillé. On dilapida l'argenterie, les ornements, le vestimentaire. On souilla le sanctuaire en portant une main sacrilège sur les autels; les voûtes étouffées retentirent d'affreux blasphèmes; et puis, enfin les substructions, les décombres qui résulteraient de cette frénésie, furent mis en vente par le district. »

(1) Archives municipales, PB. 83; L.D. 24; 66, 181.

(2) Cahier des Trois Ordres de l'Archevêché.



Cliché Ph. Lanzun.

S'-ÉTIENNE D'AGEN

Façade en 1830

Après enchères et surenchères, le 1^{er} prairial an VI (20 mai 1798), par devant les citoyens Noubel, Lamarque, Lespiault, Jalabert et Vidalot, administrateurs du département de Lot-et-Garonne, fut adjugée définitivement la ci-devant église cathédrale Saint-Etienne d'Agen au citoyen Joseph Raymond, pour le prix de 64.000 francs (1). L'année suivante, le 1^{er} floréal an VII (20 avril 1799) commencèrent les démolitions, « dont les matériaux, écrit Labrunie, furent employés « pour protéger les promenades contre les inondations de la « Garonne et aussi pour reconstruire la salle de spectacle. »

Proché, contemporain aussi de ces événements, donne une autre date.

« Vers la fin de ce mois (janvier 1800), écrit-il, on com-
« mença à démolir la vieille cathédrale Saint-Etienne, d'où
« l'on sortit une quantité immense de très belles pierres et
« autres matériaux. Une partie, comme nous avons déjà eu
« l'occasion de le dire, servit à faire la digue à pierres sèches
« qu'on construisit en 1803, à la suite de celle qui est bâtie
« au bout du Gravier, au dessus du grand pont qu'on vient de
« commencer (2). Le reste fut vendu à des habitants de la
« ville. Il ne resta donc de cet ancien édifice que la nef du
« milieu que l'on voit encore et qui paraît neuve, quoique
« bâtie depuis environ sept ou huit cents ans (3). Quelques-
« uns prétendent qu'elle l'a été par les Anglais. Le pourtour
« seul fut détruit. Le terrain ayant été dans la suite déblayé
« et aplani, M. le Maire y a fait planter des acacias au com-
« mencement du mois de février 1811 (4). Il est à remarquer
« que quoique ce terrain soit très pierreux, aucun de ces
« arbres n'a manqué la première année. Ils sont de la plus
« belle venue. »

(1) Archives départementales. Série Q.

(2) Cette digue en pierres sèches a disparu sous le gouvernement de juillet pour faire place aux belles jetées d'endiguement exécutées par les soins et sous le ministère de M. Sylvain Dumon, député d'Agen et ministre des Travaux publics (1843 à 1847).

(3) Proché écrivait ses *Annales de la Ville d'Agen* vers 1815 et 1816. Il les termina en 1819 et mourut en 1826.

(4) Le maire d'Agen, en 1811, était M. de Sevin, l'aîné.

Telle resta la cathédrale Saint-Etienne d'Agen jusqu'en 1836. Telle elle fut vue par Brécy, qui, non content de dessiner ses pittoresques ruines, les dépeint encore dans sa notice en ces termes émus :

« Cependant la façade dorique denticulaire et les gracieuses
« ogives de la nef et du chœur, malgré leur bizarre accouple-
« ment, restaient debout. Je ne sais quel sentiment conserva-
« leur leur fit trouver grâce. Ce reste élégant et pittoresque,
« malgré son état d'atonie et de décrépitude, résista à la
« bourrasque; il vit s'éteindre et passer comme des ombres
« les hommes qui l'avaient condamné; d'humbles fabriques
« s'étaient joyeusement élevées entre ses portiques aigus; le
« temps l'avait couronné de verdure; les événements politi-
« ques l'avaient fait oublier; les artistes espéraient... Vain
« espoir !

« Dans quelques jours, l'antique église jonchera la terre de
« ses membres disloqués; ses ogives à fines moulures, ses
« piliers imposants chargés de ciselures délicates, ornés de
« chérubins à la chevelure bouclée, de médaillons et d'emblè-
« mes, que saluaient chaque jour les encensoirs d'argent, que
« caressait la fumée odorante et diaphane de l'encens, cette
« œuvre majestueuse de blanches pierres sanctifiée par la
« bénédiction et la prière sera gisante sur le sol; ses élémens,
« dispersés au hasard et confondus, offriront leur vétusté en
« spectacle aux oisifs de la ville, qui n'y verront que des
« blocs muets, des échantillons de calcaire.

« Encore quelques jours, et ces débris défigurés et rajeunis
« prendront une part active à l'érection d'un nouveau monu-
« ment, qui ne trouvera jamais de place dans l'histoire.

« Puis encore quelques jours, et de la noble basilique de saint
« Stephanus il ne restera plus rien, rien, que le souvenir
« vague qui vit dans la mémoire des hommes du présent;
« monument fragile ! »

Il ne faut pas croire cependant que la décision prise par la municipalité agenaise pour la démolition des ruines de Saint-Etienne date seulement de 1835. Elle remonte bien au-delà, aux premiers mois de 1830, c'est-à-dire encore sous le gouver-

nement de la Restauration. Le 26 janvier 1830, en effet, M. de Lugat, alors maire d'Agen, propose au Conseil municipal l'adoption d'un projet de halle, « dont l'établissement, dit-il, « de première nécessité pour la ville, est si ardemment réclamé « par les habitants », et il lui soumet un premier plan d'un monument « qui peut s'élever sur l'emplacement de l'ancienne « Cathédrale et de la Place-au-Blé, moyennant l'acquisition « des quatre maisons de MM. Descuraing, Délibes, Barsalou « et Dessus (1) ».

La Révolution de 1830 retarda l'accomplissement de ce projet. Il fut repris cependant deux ans après par la nouvelle municipalité, composée du comte de Raymond, maire, et de MM. Menne et Glady, adjoints. Dès 1832, un concours fut ouvert pour un plan de halle au blé. Celui du sieur Gonin, architecte de Toulouse, fut adopté le 16 janvier 1835, et les travaux mis aussitôt en adjudication. Une première adjudication ayant été annulée comme vices de formes, une seconde fut ouverte le 30 novembre de cette même année, et le sieur Fourteau déclaré adjudicataire pour la somme de 128.563 fr. 60.

Les travaux de démolition commencèrent dès la seconde semaine de janvier 1836, et, à la fin de l'année, non seulement il ne restait plus rien de ce qu'avait été la vieille basilique azenaise, mais la nouvelle halle était déjà bien avancée. La charpente fut placée l'année suivante, et l'édifice livré au public le 11 novembre 1839 (2).

Moins de cinquante ans après, la halle au blé était à son tour jugée insuffisante et inutile. Elle fut démolie en 1882, et sur son emplacement a été construit le Marché-Couvert que l'on voit aujourd'hui.

N'eut-il pas mieux valu conserver les ruines de Saint-Etienne, puisqu'elles y étaient, les entourer d'un square et en faire ainsi une des places les plus pittoresques de la ville d'Agen ?

PH. LAUZUN.

(1) Archives municipales d'Agen. Registre des délibérations du Conseil municipal de 1830 à 1839.

(2) Idem.

NOTES ET DOCUMENTS
SUR
QUELQUES ANCIENNES FAIENCERIES
DE L'AGENAIS ET DU BAZADAIS

Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle chaque province, en France, possédait une ou plusieurs faïenceries. Alors que les grandes manufactures, comme celles de Nevers et de Rouen étaient au point de vue de la qualité des produits en pleine décadence, on installait partout des fabriques de second et même de troisième ordre. Cet état de choses était dû à deux causes principales, d'abord à l'expiration du privilège des grands ateliers qui donnait la liberté à ce genre d'industrie, et, en second lieu, à la concurrence que ces faïenceries rencontraient dans les faïences fines importées d'Angleterre et livrées au public à des prix très avantageux (1), et à l'avènement d'un nouveau produit céramique, la porcelaine, qui, fabriquée en France à cette époque (2), était préférée aux belles faïences à

(1) On sait la vogue qu'eurent au XVIII^e siècle en Angleterre et en France ces faïences fabriquées dans le comté de Stafford et qui furent poussées au dernier degré de perfection par le célèbre Josiah Wedgwood de Burslem. Un Agenais qui porte un nom célèbre, Pierre-Honoré Boudon de Saint-Amans, fils du naturaliste, essaya d'établir aux portes de Bordeaux, à Blanquefort, en 1829, avec des commanditaires, MM. Lahens et Rateau, négociants bordelais, une fabrique de faïences à la façon anglaise. Mais cette tentative ne réussit pas. A la suite d'un procès avec ses associés, Saint-Amans céda ses procédés à David Johnston, le propriétaire de la grande faïencerie de Bacalan à Bordeaux, et se retira dans ses propriétés de Lamarque dans l'Agenais où il continua à se livrer à ses essais de fabrication. On peut voir de fort intéressants spécimens de ces produits au Musée d'Agen.

(2) Ce n'est qu'à partir de 1773 qu'on arriva à pouvoir fabriquer d'une manière courante de la porcelaine dure en France, à la suite de la découverte du premier gisement de kaolin en France, due au pharmacien bordelais Marc-Hilaire Vilaris, sur lequel nous publions, en ce moment, une notice. Cette fabrication commença à la manufacture royale de porcelaines de Sèvres vers 1769 et fut continuée par d'autres fabriques comme celles de Vaux (Seine-et-Marne), de Limoges (1673), de La Seynie près Limoges (1774), d'Orléans (1774) et les nombreuses fabriques de Paris.

cause de la légèreté, de la blancheur et de la transparence de la pâte et de la finesse de son décor. C'est pour cela que vers 1770 les grandes manufactures se mirent à faire du commun, c'est-à-dire du bon marché, pour pouvoir lutter contre la concurrence des faïences anglaises et de la porcelaine.

Ce qui se passa, à ce moment, à Bordeaux, peut être cité comme exemple de ce qui eut lieu dans d'autres parties de la France.

La capitale de la Guyenne posséda pendant la première moitié du XVIII^e siècle une manufacture de faïence, manufacture royale qui, établie au début du siècle par Jacques Hustin, avait le monopole de cette fabrication jusqu'à dix lieues à la ronde(1). En somme, ce fut la seule faïencerie qui existât dans l'ancien Bordelais pendant cette période et dès qu'on essayait d'établir une autre fabrique dans cette zone et même au-delà, Hustin faisait valoir son privilège en s'opposant à la création d'un autre atelier.

C'est ce qui arriva pour Libourne notamment. Vers 1758, un négociant bordelais qui avait déjà fondé une verrerie dans cette ville(2), malgré l'opposition de la veuve Mitchell, propriétaire de la verrerie de Bordeaux, voulut y installer également une faïencerie et adressa dans ce but une demande au Conseil du Roy. Immédiatement Hustin réclama en produisant son privilège. Mais le négociant bordelais employa un argument assez habile en faisant ressortir que si Libourne n'était pas à dix lieues de Bordeaux par la voie de terre, la distance entre ces deux villes était plus de dix lieues « par la mer, la seule voie possible pour le transport des marchandises lourde » et finalement il obtint gain de cause et l'autorisation de construire une faïencerie lui fut accordée (3).

(1) Lettres-patentes en date du 13 novembre 1714, confirmées en 1718 et renouvelées en 1729 et en 1752.

(2) Arrêt du Conseil du 26 juin 1748.

(3) Arrêt du Conseil du 18 janvier 1757. La faïencerie de Libourne et ses produits sont peu connus, mais nous possédons des documents sur cette fabrique et sur celles de Fronsac et de Lussac dans le Libournais qui n'ont jamais été citées.

En 1762 le privilège de Hustin expire et, malgré sa demande, n'est pas renouvelé. L'industrie de la faïence devient libre à Bordeaux et nous voyons alors surgir dans la ville plusieurs fabriques créées par des ouvriers de la manufacture du faubourg Saint-Seurin qui viennent faire concurrence à leur ancien patron et l'obligent même à éteindre ses fours (1). A la veille de la Révolution on comptait à Bordeaux huit faïenceries, mais la qualité de leurs produits était bien inférieure à celle des faïences de Hustin, c'était la lutte pour le bon marché dont nous venons de parler contre les faïences anglaises et la porcelaine.

D'autres faïenciers s'établirent ou firent des tentatives d'établissement, dans la région du Bordelais à Podensac, Sadirac et Lignan, dans le Libournais à Fronsac et à Lussac, dans le Périgord à Bergerac, au Fleix, à Thiviers et au Bugue, en Gascogne à Saint-Maurice, à Ligardes et à Bayonne, dans l'Agenais à Moncaut, Laplume, Monsempron, Nérac, Sainte-Foy-la-Grande, et enfin dans le Bazadais à Bazas et à Meilhan.

Nous n'avons pas l'intention d'écrire l'histoire de toutes ces faïenceries du Sud-Ouest, mais en faisant des recherches sur les fabriques du Bordelais nous avons rencontré des documents sur les autres ateliers de la Guyenne et de la Gascogne et nous croyons devoir les signaler aux érudits qui voudraient pousser plus loin ces investigations sur ces faïenceries peu connues ou absolument ignorées.

Nous avons, en ce moment, en publication dans la *Revue de Gascogne des Notes et Documents sur quelques Faïenceries et Porcelaineries de la Gascogne au XVIII^e siècle* (2), nous publierons, peut-être plus tard, des documents que nous avons trouvés sur les ateliers céramiques du Périgord, nous venons

(1) C'est en 1784 que la veuve Hustin vendit la majeure partie des terrains de la faïencerie aux frères Laclef, architectes, qui, après avoir ouvert la rue Victoire-Américaine, morcelèrent ce vaste emplacement. La veuve Hustin ne garda que l'hôtel du coin de la rue Hustin et du cours du Jardin public où ses descendants ont habité jusque vers 1830.

(2) Voy. *La Revue de Gascogne*, numéros de juin 1907 et suivants.

aujourd'hui faire connaître des faïenceries qui ont existé au XVIII^e siècle dans l'Agenais et le Bazadais.

I. — FAIENCERIES DE L'AGENAIS

(Sainte-Foy-la-Grande — Nérac — Monsempron — Saint-Savin)

Quelques-uns des auteurs qui ont écrit sur l'histoire générale de la faïence ont compris l'Agenais dans leur nomenclature, mais ils n'ont pu citer qu'une seule fabrique, celle de Laplume, près d'Agen, d'après la liste de Glot, dressée en 1790, liste très incomplète qui ne donne que cent soixante-cinq manufactures pour toute la France, alors que de l'aveu du rédacteur de cette liste lui-même, il y en avait à cette époque plus de deux cent soixante, sans compter les potiers de terre (1). Il ne faut donc pas s'étonner si sur cette liste ne sont pas portées les faïenceries comme celles de Moncaut et de Sainte-Foy-la-Grande.

Le premier auteur qui nous ait fait connaître le principal centre de fabrication de l'Agenais est M. E. Sabatier, collectionneur, qui a publié dans la *Revue de l'Agenais*, en 1898, une excellente notice sur les anciennes faïenceries de cette province, celles de Moncaut et de Laplume (2). Cet érudit nous apprend qu'il y avait vers le milieu du XVIII^e siècle, à Moncaut, village à 12 kilomètres d'Agen, sur la route de Nérac, trois fabriques et une à Laplume, non loin de Moncaut. M. Sabatier nous décrit parfaitement les produits de ces ateliers, mais il n'a trouvé, sans doute, aucun document les concernant, car il n'indique pas l'époque exacte où ils ont fonc-

(1) On appelle « liste de Glot » le *Cahier des doléances des Maitres potiers* réclamant en 1790 à l'Assemblée nationale contre le traité de commerce de 1786 avec l'Angleterre qui était ruineux pour les céramistes français. Les faïenciers avaient chargé le sieur Glot, propriétaire de la manufacture de Sceaux, de rédiger leurs doléances et c'est pour cela que ce document, qui est conservé aux Archives départementales de la Nièvre, porte le nom de cet industriel.

(2) *Les anciens faïenciers de l'Agenais* par E. SABATIER, avec planches par l'auteur, Agen, 1898, in-8° de 13 pages et trois planches. Extrait à 50 exemplaires de la *Revue de l'Agenais*.

tionné, il dit simplement vers le milieu du xviii^me siècle, ce qui est bien vague. Nous n'avons pas été plus heureux que l'écrivain agenais et dans les nombreux fonds que nous avons dépouillés nous n'avons jamais rencontré les noms de Moncaut et de Laplume. Nous n'avons donc rien à ajouter, malheureusement, à la notice de la *Revue de l'Agenais*, nous dirons seulement que nous trouvons l'auteur de cette étude un peu sévère, lorsqu'il écrit que l'émail des faïences de Moncaut est presque toujours un peu jaunâtre, brillant, quelquefois même très vitreux et souvent craquelé, etc. ». Nous avons dans notre collection une très jolie soupière de Moncaut, pareille à celle de la planche 1 de la notice de M. Sabatier, et deux assiettes semblables au n° 2, de cette même planche, et l'émail de ces pièces est d'un blanc parfait, non vitreux et il n'est nullement craquelé. Quant aux formes, au dessin et au coloris de ces faïences, M. Sabathier les décrit parfaitement. Il est évident que le décor est bien naïf et très sommaire, mais l'ensemble ne déplaît pas, il est même assez original et peut très bien soutenir la comparaison avec certaines pièces ordinaires de Samadet, de Montauban ou de Bordeaux. Nous avons vu dernièrement dans un magasin d'antiquités de la rue de Seine, à Paris, un joli plat ovale en faïence de Moncaut, dans le genre du n° 4, de la planche 1, de la notice en question et l'honorable antiquaire en demandait bien cinquante francs, il ne savait pas du tout ce que c'était, mais il trouvait la pièce *amusante*, c'est l'expression dont se servent les antiquaires et les amateurs quand un bibelot leur paraît avoir quelque originalité. Ce prix de cinquante francs, qui est en somme celui d'un bon Rouen à la corne, nous prouve que la faïence de Moncaut est déjà appréciée à Paris, où pourtant marchands et collectionneurs ne *marchent* que dans les choses connues et bien cotées, ils ne se hasardent pas dans les chemins non frayés.

Si M. Sabatier a connu les faïenceries de Moncaut et de Laplume et s'il a pu nous en dépeindre les produits, il a ignoré les autres ateliers de l'Agenais que nous allons maintenant faire connaître grâce à quelques documents inédits que

nous avons rencontrés dans nos recherches dans les archives publiques.

§ 1. — FAIENCERIE DE SAINTE-FOY-LA-GRANDE (1777-1855).

La ville de Sainte-Foy-la-Grande, située sur la rive gauche de la Dordogne, fait partie aujourd'hui du département de la Gironde, arrondissement de Libourne, mais au XVIII^e siècle elle appartenait à l'Agenais et ressortissait, comme toute cette province, au point de vue administratif, à la Généralité de Bordeaux.

Sainte-Foy a possédé une faïencerie dont il n'a jamais été encore question, ce qui est d'autant plus étonnant que cette manufacture a été assez importante et qu'elle a fonctionné sans interruption de 1777 jusque vers 1855.

En 1764, le subdélégué de Sainte-Foy, M. Bellet, adressait à l'Intendant de Bordeaux (1) la lettre suivante :

« Sainte-Foy, ce 16^e février 1764. — Monseigneur, M. Le Chr^t
« Petit (2) m'a fait part d'un établissement qu'il voudroit faire dans
« la ville de Sainte-Foy d'une manufacture de fayance. Il est proprié-
« taire du fonds dans lequel la manufacture de cette espèce établie à
« Bergerac (3) a tiré cy-devant la matière, et qui produisoit une
« fayance beaucoup plus fine que celle d'à présent, les frais de trans-
« port ont sans doute déterminé l'entrepreneur à en chercher de plus
« à portée. Cette terre est à un quart de lieue de Sainte-Foy (4) et il

(1) Charles-Robert Boutin, Intendant de Bordeaux depuis 1760.

(2) Petit de la Seguinie, ancienne famille noble de Sainte-Foy, Bergerac et Bordeaux (voy. *l'Armorial du Bordelais*, de Pierre Meller, 1906), qui avait des descendants possédant encore, il n'y a pas longtemps, un domaine dans la commune de Saint-André-et-Appelles, canton de Sainte-Foy.

(3) Il y avait à ce moment une faïencerie à Bergerac dirigée par un sieur Babut. Etablie en 1743, d'abord dans le faubourg de la Madeleine, sur la rive droite de la Dordogne, elle fut transférée un peu plus tard en ville sur les bords de la rivière, dans un local occupé de nos jours par le couvent des Filles du Sauveur. Il y eut à la fin du XVIII^e siècle deux autres fabriques à Bergerac. On ne connaît ni leur histoire ni leurs produits ; nous possédons des documents les concernant que nous comptons publier un jour.

(4) Cette argile devait se trouver à l'endroit appelé Le Mignon, au bord de la Dordogne, entre Sainte-Foy et Le Fleix ; c'est là que la faïencerie de Brian, dont nous allons nous occuper, s'est pendant longtemps approvisionnée d'argile.

« sera très aisé de la voiturier icy en descendant la rivière, au lieu
« qu'il falloit la remonter l'espace de trois lieues pour la rendre au
« magasin de Bergerac. L'établissement projeté par M. Petit ne peut
« être que très avantageux à la ville de Sainte-Foy par la consom-
« mation qu'une telle manufacture occasionnera et par le nombre des
« personnes qui pourront y estre employées, principalement dans ce
« lieu cy, où les arts sont sans émulation. J'ay cru que je devois
« avoir l'honneur de vous en prévenir, en vous témoignant la satis-
« faction que les habitans de Sainte-Foy auroient d'un tel établisse-
« ment, si vous voulez bien avoir la bonté de le protéger.

« J'ay l'honneur d'estre, avec un très profond respect, Monseigneur,
« votre très humble et très obéissant serviteur.

« *Signé* : BELLET. »

Cette lettre porte en marge la note suivante non signée (1) :

« A Paris, ce 29 février 1764 (4). A M. Bellet. — Rien n'est plus
« favorable, M^r, que l'établissement d'une fayancerie dans la ville de
« Sainte-Foy. Vous voudrez bien assurer de ma part M. Le Cheva-
« lier Petit qu'il peut dès à présent faire toutes les dispositions néces-
« saires pour l'exécution de son projet, l'essentiel est qu'il débute
« par employer des ouvriers habiles et expérimentés dans le choix
« des matières et l'application des émaux. Au surplus s'il veut avoir
« une permission du Conseil, il suffira qu'il adresse à M. le Contrô-
« leur général un placet sur lequel je donneray un avis en faveur de
« sa demande. Je suis... (1) »

Cette lettre du subdélégué de Sainte-Foy est le premier document que nous avons trouvé sur la faïencerie de cette ville. Elle nous apprend que le chevalier Petit avait l'intention d'établir une fabrique à Sainte-Foy, mais en fit-il réellement la demande plus tard, obtint-il l'autorisation, enfin fut-il le créateur de la manufacture ? C'est ce que nous ignorons. Mais ce qu'il y a de sûr c'est qu'en 1778 il existait une faïencerie à Sainte-Foy. L'inspecteur des manufactures de la pro-

(1) Cette note est très probablement de la main de l'Intendant Boutin lui-même qui était à ce moment à Paris.

(2) Archives départementales de la Gironde, série C. (Intendance), liasse n° 1766.

vince de Guyenne écrivait dans son journal d'inspection (1) :
« 1778, 20 mai, Sainte-Foy : Faïencerie, il s'en est établie une depuis un an. L'entrepreneur s'en trouve assez bien. Le blanc (2) n'en est pas des plus beaux. »

Un autre document va maintenant nous donner le nom de cet entrepreneur. C'est un mandat d'arrêt délivré contre cet industriel par le Lieutenant Général en Guyenne :

« Philippe de Noailles, duc de Mouchy, Maréchal de France...,
« Lieutenant-Général en Guienne. — Sur le compte qui nous a été
« rendu des rébellions de la part du nommé Biran (*sic*) fayancier
« habitant de Sainte-Foy envers le S^r Lejeune, officier municipal de
« cette ville, exerçant la police, nous ordonnons au premier officier
« de maraichassée de le faire arrêter et conduire en prison pour y
« être détenu à ses frais pendant 15 jours sauf plus grande peine s'il
« récidive. La course des cavaliers employés à l'exécution du présent
« ordre sera aux frais dudit Biran (*sic*). — Fait à Paris, le 6 novem-
« bre 1778.

[Signé] « N. MARÉCHAL DE MOUCHY (3). »

Biran est là pour Brian, car tel est le nom, comme on le verra plus loin, de l'entrepreneur de la fabrique dont parle l'inspecteur des manufactures, fabrique qui aurait été établie en 1777. Il faut même croire que notre faïencier était déjà dans une certaine aisance, puisqu'on lui a fait payer la conduite de la maréchaussée. C'était le bon temps.... pour les gendarmes. De nos jours Pandore ne fait plus ses frais, on le reçoit même à coups de pierres.

Mais cette arrestation de Brian ne fut qu'un incident et la faïencerie continua à fonctionner, bien que dans la *Notice de*

(1) Ce journal a été publié dans le t. xxxviii des *Archives historiques de la Gironde*. Cet inspecteur était François-de-Paule Latapie, ami du grand Montesquieu, fondateur du prix de la Rosière de La Brède.

(2) Par *blanc* il faut entendre *émail*. Nous croyons, en effet, d'après ce que nous avons pu voir, que l'émail de la faïence de Sainte-Foy a toujours laissé beaucoup à désirer.

(3) Pièce imprimée, Archives municipales de Sainte-Foy, série FF. Ces archives ont été inventoriées en 1906 par M. Gaston Ducaunnès-Duval, employé aux Archives départementales de la Gironde, aujourd'hui archiviste de la ville de Bordeaux, et c'est lui qui a bien voulu nous signaler cette pièce curieuse.

la Généralité de Bordeaux adressée au Conseil du Commerce en 1785 (1), l'Inspecteur des manufactures n'en dise pas un mot. Il ne faut pas chercher dans les rapports de ce fonctionnaire une précision trop rigoureuse. Le bon Latapie faisait ses voyages d'inspection très à son aise, monté sur un bon cheval et suivi de son valet, le frère de sa gouvernante, nous apprend-il. Il avait soin d'arriver le soir dans les châteaux où la table était bonne, les hôtes aimables et le lit confortable. Quant aux auberges où il est obligé de s'arrêter, il tient à ce que « le lit soit propre et le vin potable. Je ne puis en boire que très peu, mais ce peu est l'âme de mes repas ». Et après souper, tout en digérant, il se laissait raconter des histoires de brigands. Il nous rapporte qu'à Sainte-Foy vivait une certaine femme Dubernet, qui avait fait le tour du monde et avait toujours passé pour un homme « et dont les O-taïtiens reconnurent le sexe par la finesse de leur odorat ! » A la suite de cette découverte, cette brave femme se maria et se retira à Sainte-Foy, où elle était l'objet de la curiosité des habitants et de ce bon Latapie lui-même, qui croit devoir lui consacrer toute une page de son mémoire.

Mais voici au sujet de la faïencerie de Sainte-Foy, un autre document bien autrement intéressant que le rapport un peu fantaisiste de Latapie.

A la fin du règne de Louis XVI, le gouvernement voulait savoir si les manufactures ne brûlaient pas dans leurs fourneaux, les bouches à feu, selon l'expression du temps, les bois propres à la construction et au chauffage, elles n'avaient le droit d'employer que le bois mort ou de nettoyage, le bois de pin, et on aurait voulu surtout leur imposer le charbon de terre. Mais les fabricants étaient réfractaires à ce mode de chauffage à cause des frais de transport, alors surtout qu'ils avaient le bois sur les lieux et en abondance. On trouve dans les archives des anciennes Intendances de nombreux rapports de subdélégués au sujet des usines de leur ressort, tanneries, verreries, faïenceries, etc., et c'est parmi ces rapports admi-

(1) *Archives historiques de la Gironde*, t. xxxiv et xxxv (1899 et 1900).

nistratifs que nous avons rencontré celui du subdélégué Bellet, qui est relatif à la faïencerie de Sainte-Foy et que nous allons donner ici *in extenso* à cause du haut intérêt qu'il présente. Ce mémoire n'est pas daté, mais il a dû être rédigé vers 1788.

« MÉMOIRE RESPONSIF à la lettre que M. Henriot (1) a écrit le
« 21 mars dernier à M. Bellet, de la part de M. l'Intendant. — Dans
« toute la subdélégation de Sainte-Foy il n'y a point de verreries,
« mais seulement deux fayanceries et beaucoup de tuileries répandues
« dans ce distric, dans lesquelles il s'y fabrique la cheau, tuiles
« creuses, plattes, carreaux et briques pour l'usage des battises du
« pays. Les plus aportées des ports des rivières, en fournissent à
« Bordeaux et aux villes circonvoisines, mais on ne croit pas que ces
« fabriques entrent dans les éclaircissements demandés par les
« commissaires du conseil, mais seulement des fayanceries sur
« lesquelles on n'a peu avoir des avis certains, sur la quantité des
« objets de fabrication, ny du produit des ventes. Néanmoins pour
« remplir les vues de M. l'Intendant, on rapportera cy après un
« apperçu des mémoires ou états qui ont été fournis à raison des deux
« fayanceries qui s'exploient dans ce distric.

« SAINTE-FOY. — Le sieur Brian aîné exploite une fayancerie dans
« la ville de Sainte-Foy, appartenant à son père, composée d'un seul
« four. Il n'a peu me dire la quantité des objets de fabrication, mais
« qu'en général, il s'y fabriquoit toutes sortes de fayanceries, blan-
« ches, peintes et grises, dont il ne sauroit donner le détail, et qu'il
« faisoit tout au plus vingt fournées par an, que la dépense de chaque
« fournée lui coutoit 430 livres. Qu'avant le (traité) du commerce (2)
« chaque fournée produisoit aux environs de 500 à 550 livres, mais
« depuis le traité de commerce avec l'Angleterre, à peine produisent-
« elles de 400 à 450 livres. Ce qui ne présente que de la perte et beau-
« coup de peine et d'embarras pour s'en procurer la vente.

« Le bois qu'on employe au fourneau n'est autre chose que des
« fagots qu'on retire du netoyage des bois taillis et autres, qui ne
» portent aucun préjudice au bois de construction, ny de chauffage, on
« se sert peu de buches et fessonnats.

« Ce fayancier observe, dans un mémoire qu'il a fourni, qu'avant
« le traité de commerce il faisoit quarante fournées par an et qu'il en

(1) M. Henriot était le Subdélégué de Bordeaux.

(2) Il s'agit du traité de commerce de 1786 passé avec l'Angleterre et dont nous parlons à la note de la page 313.

« avoit tout le débit et qu'il donnoit à vivre au moins à 50 personnes, « soit hommes, femmes ou enfans, et qu'aujourd'hui que cette « partie n'offre que de la perte, il s'est réduit à ne faire plus que « 20 fournées, qu'il a renvoyé la moitié de ses ouvriers et que s'il « n'avait été retenu par la crainte de voir une troupe de misérables, « chargés de famille, réduits à la mendicité, et le mal au cœur d'aban- « donner une fabrique qui lui a coûté au delà de ses facultés pour « l'établir et la rendre à même de produire quelque petit bénéfice, il « l'aurait abandonnée sans l'espoir qu'il y aura quelque changement « dans le système déjà adopté ou que le gouvernement voudra bien « accorder quelque indemnité pour pouvoir supporter toutes les pertes « qu'il a éprouvées. Il ajoute que sans quelques secours, il ne lui « sera plus possible de faire travailler, attendu le peu de débit, étant « chargé de beaucoup de marchandises, sans espoir de pouvoir la « vendre au détail ».

Le Mémoire responsif du subdélégué de Sainte-Foy parle de deux faïenceries qui auraient existé à cette époque dans son ressort. La seconde était celle du Fleix, petite ville du Périgord, aujourd'hui dans le département de la Dordogne, canton de Laforce, à cinq kilomètres de Sainte-Foy, en amont sur la rive droite de la rivière et qui ressortissait avant la Révolution à la subdélégation de Sainte-Foy.

Il y en avait, en effet, au Fleix, à la fin du XVIII^e siècle, une faïencerie tenue par un sieur Bonnet, sur la propriété d'un sieur Reclus (1) dont il était le fermier (2). Cette fabrique était située au Fleix même, sur la Dordogne, à l'endroit où un petit ruisseau, la Charente, vient se jeter dans la rivière et forme un petit port qu'on appelle le port du Fleix-sur-Charente. Latapie ne nous parle pas de la faïencerie du Fleix dans son rapport de 1785, bien que cette fabrique existât déjà, croit-on, en 1783, mais M. Bellet l'a comprise dans son mémoire responsif et donne des détails assez complets sur son fonctionnement, détails que nous ferons connaître plus tard avec les

(1) Le Fleix est la ville natale de Jean Reclus (1794-1864) l'oncle d'Elisée Reclus, le grand géographe, qui lui est né à Sainte-Foy en 1830.

(2) Cette propriété appartient aujourd'hui à M. Grenier qui s'occupe, croyons-nous, de l'histoire de cette faïencerie et qui a déjà fait à ce sujet une communication dans la *Revue du Périgord* de novembre-décembre 1906.

autres documents que nous possédons sur les autres faïenceries du Périgord.

D'après les documents que nous venons de reproduire, nous savons donc qu'il y avait une faïencerie à Sainte-Foy depuis 1777, qu'elle était dirigée par un nommé Brian et qu'elle existait encore en 1788.

Cette fabrique avait-elle été établie à la suite de la demande adressée au Conseil en 1764, par le chevalier Petit, où était-ce le sieur Brian qui en avait été le fondateur. C'est ce que nous ne pouvons dire, car nous ignorons si le chevalier Petit mit son projet à exécution et si l'autorisation sollicitée lui fut accordée. D'ailleurs, à cette époque, on pouvait monter une faïencerie sans autorisation et ce n'est que dans le cas où l'on voulait un monopole qu'il fallait se pourvoir d'un privilège et en faire la demande au Conseil du Commerce par l'intermédiaire de l'Intendant. Ce genre de requête exigeait de nombreuses formalités au siège de la Généralité et à Paris, demandes motivées de privilèges, enquêtes de l'Intendant et de son subdélégué, délibérations du Conseil, délivrance de lettres-patentes, etc., et toute cette procédure a laissé dans les archives publiques de nombreux dossiers que les profanes appellent des paperasses, mais que les historiens qui tiennent à se documenter sérieusement sont loin de dédaigner. Malheureusement nous n'avons pas trouvé de dossier de ce genre concernant la fabrique de Sainte-Foy, et nous pouvons en conclure qu'elle a été établie sans autorisation. Mais si nous ne pouvons dire par qui a été créée la faïencerie à son origine, et quel en était le propriétaire, si c'était le chevalier Petit ou le sieur Brian, il est certain qu'à la veille de la Révolution, lors du mémoire responsif du subdélégué Bellet dont nous avons donné le texte, en 1788, elle appartenait à Brian, puisque ce mémoire débute ainsi : « Le sieur Brian aîné exploite une fayancerie dans la ville de Sainte-Foy, appartenante à son père.... » La fabrique était donc à ce moment la propriété de Brian père.

Le rapport de M. Bellet nous donne de plus quelques détails intéressants sur l'importance et le fonctionnement de cette

manufacture. Il nous apprend qu'elle n'avait qu'un seul four et qu'il s'y fabriquait toutes sortes de marchandises, blanches, peintes et grises, qu'il s'y faisait une vingtaine de fournées revenant chacune à 430 livres et produisant de 500 à 550 livres. Le fabricant se plaint que depuis le traité de commerce de 1786 avec l'Angleterre ses affaires aient périclité et dit que sans quelques secours il lui sera impossible de continuer. Il faut reconnaître que le traité de commerce fut très préjudiciable aux céramistes français, mais à ceux surtout qui se trouvaient à la tête de grandes manufactures fabriquant des produits d'un prix élevé ; ceux-là furent réellement atteints par l'introduction des faïences anglaises qui plurent dans les grandes villes à la classe aisée par l'élégance de leur forme, la richesse et la variété de leur décor et enfin par leur prix relativement peu élevé par rapport à celui des belles faïences françaises. Mais dans les petits centres comme Sainte-Foy où la faïence commune resta beaucoup moins chère que les faïences anglaises, les habitants s'en contentèrent et les fabricants n'eurent guère à souffrir du traité avec l'Angleterre, leur production dut rester à peu près la même, et si le sieur Brian formule des plaintes à ce sujet, comme d'autres faïenciers de sa catégorie, c'était pour se rendre intéressant, obtenir des secours ou des abaissements d'impôts. D'ailleurs ce qui prouve que la fabrique de Sainte-Foy n'était pas dans l'état de marasme où elle est représentée par son propriétaire, c'est qu'elle put franchir la Révolution, le Directoire, le Consulat et l'Empire, malgré le préjudice que ces régimes causèrent à l'industrie française, et qu'elle continua à fonctionner pendant toute la première moitié du XIX^e siècle.

Nous n'avons trouvé aucun document sur l'existence et le fonctionnement de la faïencerie de Sainte-Foy au XIX^e siècle, aussi sommes-nous allé nous renseigner sur les lieux et grâce à l'extrême obligeance de l'abbé Péquignot, un Bordelais, vicaire de la paroisse, qui a bien voulu se faire notre guide à travers la ville, nous avons pu reconnaître l'emplacement de l'ancienne faïencerie des Brian et voir chez quelques habitants des produits de cette fabrique.

La ville de Sainte-Foy est située sur la rive gauche de la Dordogne et elle est entourée à l'ouest, à l'est et au sud en partie par deux ruisseaux, la Rance et le Vignerol, qui vont se jeter dans la rivière. C'est au milieu de cette sorte d'îlot qu'a été bâtie la ville et au XVIII^e siècle elle était enserrée dans ses murailles qui lui donnaient la forme d'un quadrilatère, comme toutes les anciennes bastides de la Guyenne.

La manufacture de faïence était située à l'ouest de la ville, dans le quartier Lajaunie, à l'extrémité de la rue du Temple, adossée aux remparts, non loin de la place des Victoires et limitée par la rue du Temple et le chemin de ronde qui porte aujourd'hui le nom de boulevard Gratiolet. Une partie de l'immeuble appartient de nos jours à M. Bourdichon, conseiller municipal, qui nous a donné avec la meilleure grâce quelques renseignements très utiles sur l'ancienne faïencerie qu'il a vue fonctionner dans sa jeunesse.

La fabrique a fermé ses fours vers 1854. C'est à cette époque que l'immeuble, qui occupait une assez grande superficie, fut morcelé et vendu, et que le père de M. Bourdichon acheta la partie qu'il occupe actuellement. Le dernier des Brian est mort peu de temps après, en 1860. Il ne laissa que des filles. Il avait un frère qui alla se fixer dans la République argentine.

Le nom de Brian était très répandu à Sainte-Foy et dans le pays, nous en avons relevé une cinquantaine dans les tables décennales de l'état civil de 1803 à 1870. Mais nous n'avons pu établir la filiation exacte des trois Brian qui ont dirigé la faïencerie de 1777 jusqu'en 1854. Le premier est celui qui a fondé la faïencerie en 1777, le second est celui qui est nommé Brian aîné dans le *Mémoire responsif* de 1788 dont nous avons donné le texte plus haut, et qui est désigné comme exploitant la fabrique pour le compte de son père. Ce dernier Brian dut être le père ou plutôt l'oncle du Brian, le dernier propriétaire de la faïencerie, décédé en 1860, et dont le prénom était Mathieu. C'est ce prénom qui nous a permis d'établir l'état civil de ce troisième Brian.

Les Brian étaient tous protestants et Mathieu épousa en

1824, Jeanne-Henriette Roque qui était catholique : « Le 16 mai 1824, mariage de Mathieu Briand (*sic* et non qualifié), né à Libourne le 2 germinal an IV (22 mars 1796), fils de Jean septième Briand et de dame Madelaine Souainier, avec Jeanne Henriette Roque... » (1)

Nous avons fait relever à Libourne, à l'état-civil de cette ville, l'acte de naissance de Mathieu Brian et en voici le texte : « Est né aujourd'hui, le 2 germinal an IV, Mathieu, à dix heures du matin, fils de Jean Briant (*sic*), capitaine de navire et de Magdeleine Souanier, son épouse, habitants de cette commune, rue de l'Egalité, ainsi qu'il m'a été déclaré, en l'absence du père, par Marie Briant, accoucheuse... (2). » Ainsi le père de Mathieu n'était pas faïencier mais capitaine de navire, et c'est pour cela que nous avons supposé que Mathieu était le neveu de Brian aîné qui dirigeait la fabrique en 1788 et qu'il lui succéda. D'ailleurs ces questions de filiation généalogique, dont certains érudits abusent de nos jours, n'a pas une bien grande importance, surtout pour des personnages comme les Brian qui n'ont joué aucun rôle historique, qui étaient de simples artisans. Le principal est d'avoir pu établir, comme nous venons de le faire et d'une manière certaine, l'existence de la faïencerie de Sainte-Foy qu'on peut placer entre 1777 et 1855, l'emplacement qu'elle a occupé et les noms de ses propriétaires.

Nous pouvons encore citer quelques noms d'ouvriers ayant travaillé à la fabrique de Sainte-Foy, d'après les registres paroissiaux de l'église Notre-Dame : « Du 10 février 1780, baptême d'Alexandre, fils de Louis La Rose, peintre en faïence (3) ».

(1) Etat-civil de Sainte-Foy, acte relevé pour nous par M. l'abbé Péquignot.

(2) Etat-civil de Libourne, acte transcrit pour nous par M. U. Bigot, l'érudite Libournais bien connu.

(3) Il y a au Musée de Narbonne, qui possède une très belle collection de faïences, une pièce que le *Catalogue raisonné des objets d'arts et de céramique*, par M. Eug. Fil, 1877, in-8°, désigne ainsi : « FABRIQUE DE SAINTE-FOY (Gironde), n° 502 : Barillet (forme bordelaise) ; le décor polychrome offre deux pastorales. Les cerceaux sont émaillés en manganèse ainsi que les fonds. Le goulot est orné de deux petites anses. Dans une guirlande, on lit : FAIT PAR MOI LAROZE *fils*, et auprès du goulot : A SAINTE-FOY. » Jacquemart avait attri-

— « Du 8 octobre 1780, baptême de Marguerite, fille de Pierre Beauviel, enfourneur à la faïencerie ». — Du 14 janvier 1788, mariage entre Aymerie Maillès-Marin, garçon faïencier, et Jeanne Pénicaud (1). » De plus, M. Bourdichon, le propriétaire actuel d'une partie de l'immeuble de l'ancienne faïencerie et qui dans son jeune âge a vu fonctionner la fabrique, comme nous l'avons dit déjà, a pu rappeler ses souvenirs et nous citer des noms d'ouvriers comme Desbats (2), Mounier et Paul dit Polonais qui était, paraît-il, un habile peintre décorateur. La faïencerie n'occupait qu'une vingtaine d'ouvriers.

Il nous reste à parler maintenant des produits de la manufacture de Sainte-Foy au XVIII^e et au XIX^e siècle, car d'un siècle à l'autre il a y eu une grande différence dans cette fabrique, comme dans toutes celles qui ont pu franchir la Révolution, dans les procédés et surtout dans le décor. Il y a même une troisième manière qu'on peut appeler manière de transition et qui comprend les pièces dites révolutionnaires. C'est surtout à Nevers qu'on a fabriqué des faïences à emblèmes révolutionnaires (3), mais il en est sorti d'autres ateliers

bué, paraît-il, cette pièce à une fabrique de Sainte-Foy, arrondissement de Dieppe, le rédacteur du catalogue de Narbonne a cru pouvoir la classer comme il l'a fait et on voit qu'il n'a pas eu tort. Nous avons vu nous-même ce barillet et nous avouons que s'il n'y avait pas eu la marque SAINTE-FOY nous l'eussions pris pour de la faïence de l'Angoumois où on a fabriqué beaucoup de ces barillets avec ce genre de décoration.

(1) *Inventaire sommaire des Archives départementales de la Gironde, série E* supplément, t. IV.

(2) Il y a eu des Desbats faïenciers à Bordeaux sous Louis XVI.

(3) On peut consulter sur les faïences dites révolutionnaires ou patriotiques : *Histoire des faïences patriotiques sous la Révolution*, par CHAMPELBURY, Paris, 1867, in-8° et sur celles de Nevers en particulier : *Les faïences patriotiques Nivernaises*, par C. P. FIEFFÉ et A. BOUVREULT, Nevers, 1885, in-4°, superbe ouvrage qui reproduit en chromolithographie plus de 250 assiettes du Musée de Nevers. Nous avons visité en 1905 ce musée qui a été malheureusement relégué sous les combles du palais des ducs de Nevers, alors que les plus belles salles de ce splendide monument sont occupées par des fonctionnaires de différentes administrations. On a consacré une salle spéciale de ce musée aux faïences patriotico-révolutionnaires de fabrication nivernaise et on a placé en face les pièces de fabrication moderne. Excellente idée ! Tout musée devrait avoir sa salle du faux. Ce serait de l'enseignement pratique. Mais l'administration ne favorisera pas une semblable exposition, elle n'aime pas à molester les fraudeurs dont elle peut avoir besoin et dont elle sait se servir à l'occasion.

et on en produit encore des imitations qui se vendent comme anciennes à des amateurs qui aiment à décorer les murs de leur salle à manger avec des inscriptions comme *Plus de prêtres ! La Liberté ou la mort ! A bas Capet ! Vive Marat !* etc. Certains faïenciers, comme ceux de Nevers, avaient abandonné les élégants décors de l'époque Louis XVI pour donner à leurs produits le goût, du jour, l'allure démocratique : ils faisaient du commun et y représentaient des scènes de la Révolution, la danse de la carmagnole et même la guillotine — ces dernières pièces sont très recherchées de nos jours par certains amateurs — c'est ce qu'ils appelaient passer du plaisant au sévère. Cette époque de transition de la Révolution et de l'Empire fut la fin des belles faïences françaises, toutes les fabriques qui subsistèrent se mirent à produire du commun pour lutter par le bon marché contre les porcelaines et les faïences fines à la façon anglaise qui, d'ailleurs, n'étaient pas d'un décor assez voyant pour orner les vaisseliers de la campagne et des petites villes.

Les faïences de Sainte-Foy, comme toutes celles de la région sont très difficiles à identifier, elles n'ont pas de marque spéciale et celles que nous avons pu voir ressemblent beaucoup aux produits de Bergerac et de l'Angoumois. D'ailleurs, il n'y en a que fort peu chez les habitants, c'étaient des pièces à usage domestique, elles ont disparu par l'usure et elles n'avaient pas assez d'intérêt pour être conservées par les collectionneurs. D'un autre côté, on vous montre assez souvent, dans les endroits où il y a eu des faïenceries, des pièces qu'on croit avoir été fabriquées dans le pays, parce qu'elles sont depuis longtemps dans la famille. — c'est l'expression consacrée — alors qu'elles appartiennent à une autre fabrication, et on est exposé ainsi à faire de fausses attributions. C'est ce qui nous est arrivé à Sainte-Foy. On nous a fait voir chez un pâtissier quelques assiettes comme sortant de l'atelier de Brian et c'étaient des faïences dites au coq-hardi, au décor rouge vif comme celui de Strasbourg, fabriquées à Marans près de La Rochelle, et nous avons appris alors qu'un membre de la famille avait habité l'Aunis : il avait apporté ces assiettes de ce pays.

Quoi qu'il en soit, nous avons pu étudier quelques faïences authentiques sorties des fours de Brian. Celles du XVIII^e siècle sont d'une forme lourde, les assiettes sont petites, creuses, les bords ne sont pas contournés ; l'émail est gris et souvent craquelé, le décor se compose généralement de simples filets bleus et jaunes-ocres sur le marli et au milieu d'une fleurette de mêmes couleurs. On a fait aussi comme partout dans la région du Sud-Ouest de grands plats ronds et ovales très lourds pour aller au four, au décor en camaïeu bleu, bordure et milieu, qui avaient la prétention d'imiter ceux de Rouen ; le dessous des plats n'était pas émaillé, il était recouvert d'un vernis plombifère couleur café, ce sont les fameux « culs noirs » de Voltaire (1). En somme, tout cela est très médiocre.

Il est vrai que nous n'avons cherché à voir que de la faïence ordinaire et non des pièces exceptionnelles comme on en exécute dans tous les ateliers, mais qui ne donnent pas l'idée de la fabrication courante.

Les faïences de Sainte-Foy de la première moitié du XIX^e siècle sont d'un tout autre genre, elles ressemblent à celles qu'on a fabriquées à cette époque dans d'autres ateliers. Les formes tout en étant encore très lourdes sont plus élégantes, les bords des plats et des assiettes sont contournés, rappelant le style Louis XV, l'émail est plus blanc et meilleur, mais le décor est toujours grossier : ce sont de grosses fleurs aux couleurs vives et crues, rouge et bleue, qu'on rencontre partout, et comme il s'en fait encore à Martres-Tolosane, dans la Haute-Garonne, et dans le Finistère ; ces dernières sont décorées de personnages aux costumes bretons. Ces faïences se vendent à des amateurs peu éclairés comme anciennes, après avoir fait un assez long séjour dans du purin ou du pétrole. C'est le truquage sur toute la ligne.

Outre de la faïence, l'atelier de Sainte-Foy devait fabriquer, comme tous les ateliers secondaires de cette époque, de la

(1) Voltaire a écrit, en faisant allusion à ces sortes de plats qui avaient remplacé sur certaines tables la vaisselle d'argent : « Nous mangeons maintenant dans des culs noirs ! »

poterie commune à usage domestique, vernissée comme les pots ou *pichets* de toutes formes, les casseroles, les terrines appelées dans le pays *gardales*, les cruches, ou mates comme les pots de fleurs, mais elle ne pouvait produire des tuiles, des briques ou de grands carreaux, parce que pour ce genre de fabrication il faut des fours beaucoup plus vastes et que d'ailleurs il y a eu de tout temps et dans toutes les régions des établissements spéciaux, des tuileries, qui avaient la spécialité de cette industrie qui existent encore, alors que les faïenceries ont disparu dans presque toutes les régions où il y en avait autrefois.

Il n'est d'ailleurs pas facile de décrire des faïences, il faut les voir. La tâche de l'écrivain céramiste serait beaucoup plus aisée si dans chaque ville l'administration municipale avait soin de réunir dans une des salles de la mairie des objets touchant à l'archéologie locale et entre autres des faïences. Mais nos édiles sont trop absorbés par la politique et les soins de leur réélection, à Sainte-Foy plus peut-être que partout ailleurs, pour avoir le temps de s'occuper de l'histoire de la ville qu'ils administrent. Les faïences de Sainte-Foy sont communes, nous le répétons, mais il était bon, croyons-nous, de s'en rendre compte et de le faire savoir.

§ 2. — FAÏENCERIE DE NÉRAC (1778-?)

Encore une faïencerie inconnue et des produits céramiques ignorés.

On lit dans le journal de tournée de l'Inspecteur des manufactures, Latapie : « Du 27 mai 1778. — Il y a à Nérac une faïencerie qui ne fait précisément que commencer. » (1).

Et dans son *Rapport sur la Généralité de Bordeaux* adressé au Conseil du Commerce en 1785, le même Inspecteur répète : « Nérac. — Il y a une faïencerie médiocre. » (2).

(1) *Archives historiques de la Gironde*, t. XXXVIII, op. cit.

(2) *Archives historiques de la Gironde*, t. XXXV, op. cit.

De son côté, M. l'abbé Dubois, curé de Roquefort (Lot-et-Garonne), dont le nom et la haute érudition sont bien connus des lecteurs de la *Revue de l'Agenais*, a bien voulu relever pour nous l'acte d'état civil suivant sur un des registres de la paroisse de Saint-Nicolas de Nérac : « Le 15 décembre 1779 fut baptisée, en l'église paroissiale Saint-Nicolas de Nérac, Marie Dumon, fille du sieur Nicolas Dumon, peintre en faïence, natif de Bordeaux, et de Marie Deborde, native de Châteauneuf en Angoumois. L'enfant née le 14 décembre eut pour parrain sieur Pierre du Fallen, ouvrier en bouteilles, et pour marraine Marie Filleul. »

Le nom de Dumon ou Dumont est très répandu. Il y a eu en 1765, à Fronsac, près de Libourne, un faïencier venant de cette dernière ville qui s'appelait Dumont, mais qui portait les prénoms de Jean-Michel, ce n'est donc pas celui que nous trouvons à Nérac, en 1779, mais ces deux faïenciers pouvaient être parents.

La date de 1779 relevée dans l'acte baptistaire de Nérac coïncide bien avec celle donnée par l'Inspecteur des manufactures pour l'origine de la fabrique de Nérac. Il eut été d'ailleurs étonnant que dans un centre aussi important il n'y eût pas eu de faïencerie à la fin du XVIII^e siècle. Cependant on n'a jamais cité cet atelier, les documents que nous venons de produire sont les seuls que nous connaissions, et nous ignorons absolument les faïences de Nérac. C'est encore dans le pays qu'il faudra chercher les traces de cet établissement céramique, qui, d'après les rapports de Latapie, a existé sûrement de 1778 à 1785.

§ 3. — FAÏENCERIE DE MONSEMPRON.

M. Sabatier a écrit dans sa notice sur les faïenceries de Moncaut et de Laplume : « Il devait y avoir à la même époque une faïencerie à Monsempron, près Libos. Un de mes amis, amateur de faïences, m'a affirmé avoir vu, il y a bien

longtemps de cela, une fontaine d'une pâte épaisse et commune et d'un décor très simple, signée : Monsempron. »

Il y a deux ou trois ans, nous trouvant à Agen, un collectionneur nous dit avoir vu, lui aussi, tout dernièrement, entre les mains d'un ferrailleur, une grande fontaine portant le nom de Monsempron. Mais il ne faut pas ajouter d'importance à ces renseignements fournis par des amateurs qui veulent vous allécher, et nous pensions que ce collectionneur gascon avait tout simplement lu l'article de la notice de M. Sabatier.

Aussi étions-nous très incrédule au sujet de l'existence de la faïencerie de Monsempron, lorsque nous mimes la main, aux Archives départementales de la Gironde (1), sur le document suivant. C'est encore la réponse d'un subdélégué à une demande d'enquête sur les forges et fourneaux de son ressort et sur le combustible employé :

« Villeneuve-sur-Lot, le 1^{er} avril 1789. — A M. Henriot, subdélégué à Bordeaux... Nous n'avons pas de fayancerie, ni de verrerie, « en activité dans ce pays. On a bien fait l'essay d'établir à Monsem-
« pront une fayancerie, mais cela n'a pas réussi.... Une verrerie que
« nous avons à Saint-Silvestre est abandonnée depuis plus de quinze
« ans. Au surplus, je vous répète que tous les fourneaux sont
« alimentés par du charbon de bois ou par du bois en nature.... »
[Signé] : MÉNOIRE (2).

Ainsi, il est certain maintenant, d'après cette pièce officielle émanant du subdélégué de Villeneuve-sur-Lot, qu'une faïencerie a fonctionné à Monsempron sous Louis XVI, mais qu'elle n'existait plus en 1789. Le subdélégué nous apprend que ce ne fut qu'un essai. Par conséquent, une fontaine portant le nom de Monsempron a très bien pu être vue et il serait assez intéressant de la retrouver pour pouvoir se rendre compte de la valeur de cette fabrication qui, d'après l'ami qui l'avait signalée à M. Sabatier, serait « d'une pâte épaisse et commune et d'un décor très simple ».

(1) Série C (Intendance), liasse n° 1766.

(2) Subdélégué de Villeneuve.

Il serait bon de savoir encore à qui appartenait cette fabrique et l'endroit exact où elle était située, mais ce n'est que sur les lieux mêmes qu'on peut se livrer à cette enquête.

Nous n'avons pas à apprendre aux érudits agenais qui nous feront l'honneur de nous lire ce qu'est la commune de Monsempron, mais ceux de nos lecteurs qui ne sont pas du pays nous sauront peut-être gré de leur faire savoir que cette charmante localité de mille habitants environ est située sur un coteau de la rive droite de la Lemance, à un kilomètre de son embouchure dans la rive droite du Lot, canton de Fumel, arrondissement de Villeneuve-sur-Lot.

On ajoute de nos jours à Monsempron le nom de Libos qui est celui d'un village de cette commune, au confluent du Lot et de la Lemance. C'est là que se trouve la station de Monsempron-Libos du chemin de fer d'Agen à Périgueux et le point de départ de la ligne de Cahors.

Dans son journal des tournées d'inspection en 1778, Latapie (1) ne cite pas la faïencerie de Monsempron, mais en parlant de cette paroisse il dit que c'est un « vilain petit bourg, « tout délabré, sur le sommet d'une colline élevée et qui était « autrefois fortifiée. L'église qui était jadis aux Bénédictins « est remarquable par son antiquité et la solidité de sa construction. »

L'inspecteur des manufactures de la Généralité de Bordeaux nous apprend encore dans le même journal, que Libos était à cette époque un centre manufacturier très important ; il y avait six papeteries, cinq forges et cinq foulons. Un M. Trenty-Cussac, riche négociant, y avait créé diverses fabriques dont il tirait grand parti et entre autres une minoterie dans sa propre maison et une importante papeterie à Martiloque où il employait des machines très ingénieuses pour le lavage et l'encollage de la pâte à papier. Puis il se livre à une de ces digressions qu'il affectionne :

« J'ai été divinement bien reçu dans cette maison. M. Trenty a

(1) *Archives historiques de la Gironde*, t. xxxviii, op. cit.

« entre autres enfants deux filles, M^{lle} Suzette qui a une figure distinguée, une très riche taille et les manières les plus honnêtes, et
« M^{lle} Marianne qui serait assez jolie s'il n'avait point de sœur.
« M. Fontanet, oncle de M. Trenty, a voulu absolument que je
• logeasse chez lui. Quoique je n'aime pas trop (?) à contracter ainsi
« des obligations, il m'a si fort pressé, ainsi que ses petites nièces,
• que je n'ai pas plus lui refuser.... »

Il est bien entendu que nous ne faisons ces citations que pour montrer l'intérêt tout philanthropique que Latapie prenait dans la société des jeunes femmes, car il ne faut pas oublier que c'est lui qui institua plus tard de prix de la *Rosière* de La Brède, il est vrai qu'à cette époque il avait 84 ans.

Latapie nous entretient encore dans l'article qu'il consacre à Monsempron et à Libos d'une carrière de pierre dite de Treysseneau, du nom de son propriétaire, située dans la paroisse de Boussac, aujourd'hui village de la commune de Soturac, canton de Fumel. Cette pierre connue sous le nom de *pierre de Condat*, port sur le Lot où on venait l'embarquer, était, paraît-il, remarquable par sa blancheur et la finesse de son grain. La couche extérieure de cette carrière, ajoute Latapie, est une terre de couleur de brique, c'est-à-dire que c'était de l'argile ferrugineuse comme la plupart des argiles de nos régions.

Le sol du pays de Monsempron-Libos, traversé par le Lot, la Lemance et d'autres cours d'eau, doit être très argileux et c'est ce qui a donné, sans doute, à quelque propriétaire dont nous ignorons le nom, l'idée d'y établir une faïencerie.

Si le rapport de Latapie est exact, c'est-à-dire s'il n'a pas eu à signaler, en 1778, une faïencerie à Monsempron — il ne parle pas de cette localité dans sa notice de 1785 (1) — et comme d'un autre côté le rapport du subdélégué, en 1789, nous apprend que la fabrique n'existait plus à cette époque, c'est entre ces deux dates, 1778 et 1789, qu'il faut placer l'existence de cette manufacture.

Mais dans tous les cas, comme le dit lui-même le subdélégué,

(1) *Archives historiques de la Gironde*, t. **xxxiv** et **xxxv**, *op. cit.*

ce ne fut qu'un essai qui n'a pas réussi. On pourrait peut-être encore retrouver sur les lieux les traces de cette faïencerie et le nom de son propriétaire.

§ 4. — FAIENCERIE SUPPOSÉE DE SAINT-SAVIN

(Villefranche-du-Queyran)'

Le catalogue du Musée céramique de Sèvres, rédigé et publié en 1897, par le conservateur du Musée, Ed. Garnier, indique sous le numéro 1053, page 344, avec l'attribution à Saint Savin (Gironde), deux pots à tabac de forme cylindrique, hauteur 0 m. 27, diamètre 0 m. 22, décor polychrome dessiné de manganèse, avec sujets allégoriques et portant l'inscription : « Tabac à fumer — Clérac-Tonneins » et la marque de fabrique : « M^{re} de Fayance de Boyer, à Saint-Savin ».

En 1905, lorsque nous allâmes visiter ce magnifique musée, ces pots étaient toujours à la même place, vitrine 57, n^{os} 8,985, et 6,825, mais ils étaient classés avec l'attribution à Saint-Savin (Lot-et-Garonne). Le nouveau catalogue publié en 1904 par le Conservateur actuel, successeur de Ed. Garnier, ne désigne pas ces deux pots, le nom seul de Saint-Savin (Lot-et-Garonne) est porté à la table. Or, comment après avoir été attribués à Saint-Savin (Gironde), ces pots sont-ils maintenant classés sous le nom de Saint-Savin (Lot-et-Garonne), c'est ce que nous n'avons pu savoir. On sait que les conservateurs ne daignent pas donner d'explication à ce sujet aux profanes, le *sic volo, sic jubeo*..., est souvent leur seul argument.

Eh ! bien, nous croyons qu'il n'y a pas plus eu de faïencerie à Saint-Savin, arrondissement de Blaye (Gironde), qu'à Saint-Savin, village de 27 habitants de la commune de Villefranche-du-Queyran, canton de Casteljalous (Lot-et-Garonne). Mais le nom du fabricant Boyer, inscrit sur ces pots, va peut-être nous servir à les identifier.

Pour cela il faut savoir, ce que les conservateurs de musée ignorent, ainsi que les grands écrivains céramistes parisiens

qui sont leur seule autorité, qu'il y a eu à Bordeaux de 1765 jusque vers 1840, une faïencerie importante dirigée par les Boyer père et fils. Cette manufacture était située dans la rue de la Trésorerie, faubourg Saint-Seurin. Dans l'ancien temps et encore au XVIII^e siècle on écrivait SAINT-SEVRIN pour Saint-Seurin, le *v* étant là pour un *u*. Le peintre-décorateur des pots en question a pu oublier l'*r* de Saint-Sevin, ou le confondre avec le *v* dans Saint - Sevin, le rédacteur du catalogue du Musée de Sèvres a lu Saint-Savin et alors il a ouvert un dictionnaire des communes et ayant trouvé un Saint-Savin dans la Gironde, département voisin de celui de Lot-et-Garonne, où se trouvent Tonneins et Clairac, inscrits sur les pots, il a fait son attribution à ce Saint-Savin. Le second conservateur, lorsqu'il a refait le classement, avait sous la main un dictionnaire plus complet, celui des Postes probablement, il s'est aperçu qu'il y avait un Saint-Savin dans le Lot-et-Garonne et il a cru devoir donner la préférence à cette localité.

Il faudrait pouvoir examiner de très près et à la loupe l'inscription de ces pots à tabac, mais les vitrines de nos musées ne s'ouvrent que difficilement devant les braves gens ou les visiteurs instruits, les cambrioleurs seuls connaissent les moyens de se les faire ouvrir ou de les ouvrir eux-mêmes.

On sait que les tabacs de Tonneins et de Clairac étaient et sont encore très réputés et il est sorti des faïenceries de la région de nombreux pots à tabac décoratifs à l'usage des magasins, droguistes, pharmaciens ou épiciers, qui débitaient la plante de Nicot, du fin et du rapé, car on prisait beaucoup plus qu'on ne fumait à cette époque. Il n'y avait pas encore de régie nationale des tabacs, ni de ces débits spéciaux qu'on trouve de nos jours à tous les coins de rue pour empoisonner le peuple et lui soutirer son argent au profit de l'Etat et de ses fonctionnaires.

Ces pots à tabac sont généralement communs, d'une forme et d'un décor dits révolutionnaires, parce qu'ils appartiennent à l'époque des grands principes. Les personnages peints sur leurs flancs sont le plus souvent des soldats ou des marins

fumant la pipe ou tenant à la main du tabac en carotte, c'est-à-dire du tabac à chiquer. C'est pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire que soldats et marins adoptèrent la pipe dont l'odeur bien démocratique est maintenant adoptée dans la meilleure Société.

A notre avis la faïencerie de Saint-Savin n'a jamais existé et si nous avons consacré un paragraphe à ces deux pots à tabac, c'est pour détruire cette légende inventée par les conservateurs du Musée de Sèvres.

ERN. LABADIE.

(*A suivre*)

LA “ GAVACHERIE ” DE MONSÉGUR

Arrondissement de La Réole (Gironde)

DE LA « GAVACHERIE DE MONSÉGUR » AU POINT DE VUE GÉOGRAPHIQUE

Dans l'*Almanach des Laboureurs* ou le *Conservateur des Richesses du Paysans*, 1778, Bordeaux, on voit que la *Gavacherie de Monsépur* comprend 40 paroisses et s'étend : « depuis la petite ville de Duras exclusivement, au Nord vers Pellegrue, et se resserre ensuite vers Saint-Ferme et Castelmoron, et à l'Est sur l'une et l'autre rive du Drot, jusqu'à son embouchure. Du Levant au Midi, elle est bornée par le diocèse d'Agen et la Garonne ».

Aujourd'hui, les limites de la Gavacherie sont à peu près les mêmes, sauf pourtant du côté de Pellegrue, où l'on ne parle plus le « gavache » qu'à Saint-Ferme, et du côté du Levant et du Midi, où l'on ne retrouve cet idiome qu'à Saint-Michel-la-Pujade, Fossés et Baleyssac, Saint-Géraud.

En 1823, d'après M. Dumoulin, la *Gavacherie* comprenait les communes suivantes :

GIRONDE. — *Canton de Monsépur*. — Castelmoron d'Albret, Landerrouet, Mesterrieux, Neuffons, Rimons, Coutures-sur-Drot, Le Puy, Dieulivol, Monsépur, Cours, Taillecat, Saint-Vivien, Sainte-Gemme, Saint-Sulpice-de-Guilleragues, Roquebrune, soit : 15 communes.

Canton de Pellegrue. — Caumont, Cazaugitat, Saint-Ferme, Pellegrue, Auriolles, Landerrouat, Listrac, Massugas, Soussac, soit : 9 communes.

Canton de Sauveterre. — Cleyrac, Saint-Martin-de-Lerm, Saint-Martin-du-Puy, Blazimont, Saint-Léger, Saint-Hilaire-du-Bois, soit 6 communes.

Canton de La Réole. — Camiran, Lamothe, Saint-André-du-Garn, Fossés et Baleyssac, Lapujade, Saint-Michel, Lorette, Mongauzy, Loubens, Bagas, soit : 10 communes.

LOT-ET-GARONNE. — *Canton de Duras* (arrondissement de Marmande). — Sainte-Colombe, Baleyssagues, Esclottes, soit : 3 communes.

Canton de Seyches. — Saint-Géraud, Castelnaud, La Gupie, Caubon, soit 4 communes.

Le total, en 1823, était de 47 communes : 15 dans le canton de Monségur, 9 dans le canton de Pellegrue, 6 dans le canton de Sauveterre, 10 dans le canton de La Réole, et 7 dans les cantons de Duras et Seyches (Lot-et-Garonne). Certaines de ces communes étaient alors *mi-gavaches*, telles : Lamothe-Landerron, Camiran, Saint-Hilaire-du-Bois, Saint-Léger, Saint-Géraud, Castelnaud, La Gupie, Caubon, etc., enfin, toutes les communes de la *Gavacherie* qui n'étaient pas sous la puissance féodale directe du seigneur de Castelmoron (Dumoulin).

Il résulte de la statistique publiée en 1823 par M. Dumoulin, que 20.000 personnes parlaient le *gavache* autour de Monségur.

Aujourd'hui, la dépopulation qui depuis un demi-siècle décime la *Gavacherie de Monségur* a réduit le nombre des gavaches à 6.000 environ (1906).

Vers le milieu du siècle dernier, la *Gavacherie de Monségur* a connu un temps de prospérité qu'elle ne reverra jamais plus. A ce moment, les héritages s'arrondissaient, l'argent était abondant ; pour conserver les patrimoines intacts, les familles réduisaient le nombre de leurs héritiers.

Aujourd'hui, les terres de la *Gavacherie* se *meurent*, et sans l'infiltration périgourdine, infiltration lente mais progressive aussi celle-là, les domaines de la *Gavacherie* seraient à peu près incultes, faute de bras pour les cultiver.

Les Périgourdins qui vivent avec les populations *gavaches*

ont apporté, et conservent aussi au milieu de ces populations et leur langage et leurs mœurs.

Chaque commune du canton de Monségur compte aujourd'hui plusieurs colonies de Périgourduins (ouvriers agricoles, métayers).

L'agriculture locale n'a rien gagné à cette invasion, et le vieil idiome *gavache* moins encore.

Les limites du territoire *gavache* sont constituées actuellement par les communes de Roquebrune, Fossés et Baleyssac, Saint-Michel-la-Pujade, Saint-Vivien, Taillecat, Dieulivol, Saint-Ferme, Rimons, Castelmoron, Landerrouet, Mesterrieux, Neuffons, encore faut-il considérer toutes ces communes comme étant *mi-gavaches*.

Le nombre des communes du canton de Monségur où on parle le *gavache* diminue de jour en jour. Dans quelques années on ne connaîtra plus le *gavache* que de nom.

Dans la ville de Monségur, on ne parle plus le *gavache*; depuis longtemps déjà, cet idiome a disparu devant un idiome méridional parlé dans le haut Agenais.

Il n'en était pas de même, paraît-il, il y a 50 ans; le *gavache* était alors parlé couramment à Monségur, presque par tout le monde.

La majorité des habitants des communes de Saint-Vivien, Taillecat, Cours, Sainte-Gemme, Neuffons, Rimons, Coutures, Dieulivol, Roquebrune, canton de Monségur, et Saint-Ferme, canton de Pellegrue, parlent habituellement le *gavache*.

Dans certaines familles, quelques membres de la famille parlent le *gavache*, les autres le gascon, et tous se comprennent très bien. Il en est de même au moment des transactions commerciales, où l'acheteur, par exemple, parle *gascon*, et le vendeur *gavache*, ou réciproquement, comme on l'observe tous les jours dans la *Gavacherie de Monségur*.

Dans les communes de Roquebrune, Saint-Sulpice, j'ai remarqué, et dans les conversations particulières, que certaines personnes, prenant part à la conversation, s'exprimaient les unes en *gascon*, les autres en *gavache*, et cela tout natu-

rellement, sans faire attention à la chose. Ces faits seuls indiquent que l'idiome *gavache* n'est pas et ne peut pas être un idiome stable ; que des importations d'origine gasconne ont dû nuire forcément à sa pureté primitive, aussi peut-on constater que cet idiome change d'une rive de Drot à l'autre, de commune à commune même.

La différence constatée n'est pas seulement dans l'accent, dans la prononciation, elle est encore dans les mots.

Le *gavache* de Fossés et Baleyssac diffère beaucoup aujourd'hui du *gavache* de Castelmoron, et celui-ci du *gavache* d'Esclottes ou de Sainte-Colombe-de-Duras (paroisses où des *Gavaches* avaient été attirés vers 1524 par les ducs de Duras en même temps que dans leurs domaines de Rauzan et de l'Agenais dévastés par les guerres).

Le mot *chien*, par exemple, se traduisant par le mot *cagnot* à Mesterrieux et Landerrouet, se transforme en *chen* à Saint-Sulpice et Dieulivol, et en *cheun* à Fossés et Saint-Michel. Ceci s'explique facilement : les premiers *gavaches* n'étaient pas tous sortis du même lieu, de la même paroisse, leurs descendants avaient conservé dans leur idiome, la même différence qui, de province à province et de lieu à lieu, existait déjà dans leurs idiomes primitifs.

Le fond de l'idiome parlé à Monségur, à Saint-Vivien, à Taillecevat, se rapproche beaucoup du saintongeais actuel, il n'en est pas de même du *gavache* de Fossés et Baleyssac, Saint-Michel-la-Pujade, où l'on trouve des mots et des tournures de phrases encore usités dans les patois poitevins.

Le *gavache* de Roquebrune a beaucoup emprunté au gascon, aussi aujourd'hui, il me paraît impossible de pouvoir rattacher cet idiome à aucun des multiples patois du centre ou de l'ouest de la France.

Les différences que l'on rencontre dans le *gavache* et dans les divers endroits de la *Gavacherie de Monségur* sont dues, semble-t-il, à ce que le bassin inférieur du Drot, dans les environs de Monségur, aurait été repeuplé par des Saintongeais, les environs de Fossés et Saint-Michel par des Poitevins, et les environs de Castelmoron par des Saintongeais et des Gascons.

Beaucoup de noms propres se terminent par *eau* ou *aut* dans la *Gavacherie de Monségur* ; cette terminaison n'indique-t-elle pas également une origine angoumoise ou poitevine des familles portant encore semblable terminaison dans leur dénomination ?

L'amalgame des *Gascons* et des *Gavaches* a été préjudiciable à la pureté de l'idiome, qui reçoit, en outre, de graves atteintes des rapports de famille, de parenté, d'affaires, de commerce avec les communes voisines où on parle le *gascon*.

L'idiome gascon regagne peu à peu le terrain qu'il avait perdu autrefois, ses progrès sont lents sans doute, mais aussi très sensibles ; le temps qui détruit tout, achèvera d'effacer un jour toutes ces différences de langage ; encore un demi-siècle, et le *gavache* de Monségur aura vécu.

La *Gavacherie de Monségur* ne possède pas une littérature qui lui soit propre.

Je ne connais dans la *Gavacherie* que quelques proverbes :

Ex. : *A l'aïgue è peu ou vent tu ne mettra pas toun argent !*

« A l'eau et puis au vent tu ne mettras pas ton argent ! »

Ici, le *gavache* est à peu près pur ; pas d'introduction de mots gascons ni étrangers.

« *Ce que ven de rispe e peu de raspe sen reven coume quo s'amasse.* »

« Ce qui vient de vol et de rapine s'en va comme c'est venu » (a été ramassé).

Ici, introduction de deux mots gascons *rispe* et *raspe*.

Rispe d'où est venu *riper* qui signifie « glisser », tirer à soi, et *raspe* de *râper*, tirer à soi en frottant dur, en râpant, venant du vieux français *rasper*, *râper*.

« *Nouël fredillouse, Pâques fagnouse, fesant l'annaye frementouse.* »

Les adjectifs *fredillouse*, *fagnouse*, *frementouse* sont d'origine gasconne, *fesant*, troisième personne du pluriel de l'indicatif présent, est par contre bien *gavache*.

« *Tout ce que luzi n'est pas de l'aur.* »

Tout ce qui luit n'est pas de l'or. *Luzi* est d'origine gasconne.

Nous connaissons encore quelques chansons, quelques Noël's, dont l'authenticité au point de vue *gavache* est bien douteuse.

Marotte tu vay à la botte? Marotte tu vas à la fête (à la botte), du bas latin : *votum*, vœu, ici, contrairement à ce qui se passe presque toujours en pareil cas, le *v* s'est transformé en *b* d'où *botum*, puis *bote* par corruption.

« *Chez nous ô se marian touu! etc., etc.* »

« *Chez nous tout le monde se marie, etc.. etc.* »

Comme je l'ai déjà dit, le *gavache* variait de commune à commune, d'une rive de Drot à l'autre, mi-gascon à l'ouest de la gavacherie, poitevin au sud-est, il est impossible de pouvoir se livrer aujourd'hui à une étude complète de cet idiome au point de vue linguistique.

Puis, d'un autre côté, le *gavache* dérivant du patois saintongeais, poitevin ou charentais, peut-on comparer actuellement à ces divers patois, le *gavache* de Monségur, alors que l'étude de ces idiomes au point de vue grammatical et linguistique n'a pas encore été faite?

Néanmoins, pour compléter le présent travail, je vais donner quelques extraits d'articles publiés en *gavache*, dans un journal local, l'*Union*, de La Réole, vers 1889 et 1903, et figurés en caractères italiques dans ces extraits tous les mots d'importation gasconne, d'origine récente et étrangère :

« ... Eh bé, peurtant, paraï que no, que tou le monde zou trouvé pas joli : gn'avé des ôtres que n'etian pas contant, que co les *embrouillé*, que maïme ley journo dou X... y l'avan dit que toute lei fame qu'etian y kii e qu'avian gûché : « Vive la République ! » coîté dey vieille libeurtine... »

« ... N'age pas *pou* daïce lou torné à Saint-Vien ! Coï moué que me charge de sa *plège*, te lli vous lichre une *drindine* que s'en souvendra coque jour ! »

Union, 19 septembre 1889.

Plège et *drindine*, qui est une onomatopée, sont d'origine gasconne, *embrouillé* et *libeurtine* ont été introduits dans l'idiome depuis quelques années seulement.

LE « BANQUET » DE MONSÉGUR

Enfin, peurtant l'avons ôgu
Noste *banquet* de Monsegu,
Si souvent y n'aviant *parlé*,
Si souvent l'aviant *renvoyé*,
Que vraiment n'auray pû cresu
Qu'il aurait lieu à Monsegu !
Kieu le deurri, kieu le bouqué
Peudez m'en crayre et pre ma foué,
Je vous où dis, sans *parti pris*,
Ley qu'y eytiant n'en sont *ravis*,
Car de la vie y n'aviant vu
Pareille *agape* à Monsegu !

(Union, 29 août 1903).

Les mots *banquet* et *agape*, *parti-pris* sont d'origine récente et introduits sans doute ici intentionnellement par l'auteur, il en est de même des expressions *si souvent*, *que vraiment*, *qu'il aurait lieu*, *en sont ravis*, *car de la vie*, qui ne sont nullement *gavaches*. Du reste, l'auteur écrivant ici *gavache* ne visait sans nul doute dans son article, ni au fond ni à la forme !

Enfin, je terminerai le présent travail par une traduction en *gavache* de la vallée du Drot, de la Parabole de *l'Enfant prodigue*, Saint-Luc, chap. xv, v. 11 à 17.

11. Y le zi dissit encore : une home avait deu gouyats.

12. Le pu jeune dissit à son père : « mon père douné mé ce que diou me reveni de voste bien », et le père le z'y fit le le partage de son bien.

13. Quoque jour après, le pu jeune ojan amâssé tout ce qu'il avait, se n'enguit dans un país bien loin, et peu y mangit tout son avouer en excès peu en libeurtinage.

14. Après qu'il oguit tout manjé, y venguit une grande famine dan aquet país, alor y coumencit a manqué de tout.

15. Se n'enguit donc, et se logit ché une habitan d'aqué pays et aquet homme l'envoyit à sa métadrye peur garde dei por.

16. Dans aquet endré il aurait bé mangé de ce qui dounian dans 'akleïs animaou, mè digun ne li baillé ré.

17. Enfin, après avouer refléchi y se dissit : combien y a de valé à la méison de mon père quan mè de pain que ne le s'y en fô, et mouè je moure iky de faim ! »

DES « GAVACHES » AU POINT DE VUE ETHNOLOGIQUE ET
ETHNOGRAPHIQUE.

On a longtemps reconnu les *Gavaches* à leurs longs cheveux, à leurs larges chapeaux, en paille l'été, en feutre l'hiver, à leurs grossiers habits de laine bleue (cadis), à leur grave idiome, à leur prononciation traînante, à leur indolence, à leur lenteur, qui contrastent si fort avec les mœurs et les usages des gascons.

M. Ardouin - Dumazet, dans ses *Voyages en France*, 31^{me} série, page 5, dit « même aujourd'hui après cinq siècles, les *Gavaches* ont gardé leur accent traînant et une partie des expressions du pays d'oïl. Ils ne se sont pas mêlés à leurs voisins, on les reconnaît à leur stature plus forte, leurs traits plus lymphatiques, leurs cheveux lisses ; les femmes, les jeunes filles surtout, n'ont plus la joliesse et les yeux vifs des Gasconnes et des Agenaises ».

M. Dumoulin prétend que nous devons aux *Gavaches* l'introduction dans la vallée du Drot des toitures dites à *tiers-point*, toits en pointe, qui précipitent l'écoulement des eaux pluviales et des neiges.

Ces toitures sont plus utiles dans les contrées d'où viennent les *Gavaches*, que dans le S.-O. de la France, aussi, on a renoncé à ces toitures depuis longtemps, mais on en voit encore recouvrant certaines maisons à Loubens, Saint-Sulpice-de-Guilleragues, Le Puy, Cours, Fossés, Baleyssac, Roquebrune, etc.

Les *Gavaches* qui s'installèrent dans les environs de Blazimont, Sauveterre, Castelmoron, Neuffons, construisaient des

maisons qui se distinguaient des autres demeures par des caractères particuliers.

Le savant archéologue bordelais M. Léo Drouyn a étudié très minutieusement ces habitations : « qui sont toutes bâties en pierre dure, avec angles en embrasure des portes et des fenêtres, en pierres de taille, équarries seulement du côté de l'angle ou de l'embrasure, le reste est en moëllons irréguliers ».

« Ces maisons ne se composent en général que d'un rez-de-chaussée, renfermant 1, 2 ou 3 pièces, où l'on voit une ou deux grosses poutres (cadènes), et greniers au-dessus.

« Les cheminées sont grandes, leur manteau orné de moulures, est élevé de 1 m. 60 environ, il repose sur de fortes consoles appuyées sur des colonnettes à demi engagées dans la muraille.

« Les portes sont d'une dimension ordinaire, les fenêtres petites, souvent divisées en deux ouvertures par un meneau horizontal, souvent en quatre, par deux meneaux se coupant à angle droit.

« Les angles des embrasures des portes et des fenêtres, sont toujours à sections droites et à angles abattus par un biseau uni, et se reliant à la base des pieds droits par un congé, d'autrefois ce linteau est creusé en quart de rond.

« Le linteau de la porte est quelquefois surmonté d'une ouverture carrée, surtout lorsque la porte s'ouvre à l'entrée d'un corridor ».

Le ventail est en planches de bois de chêne, très épaisses. Une deuxième couche de planches en bois de chêne couvre le première à angle droit, et ces deux couches sont reliées entr'elles par des clous à grosses têtes, très rapprochées les unes des autres.

Une énorme et grossière serrure est parfois clouée à l'intérieur : souvent, la porte était simplement *barrée* à l'aide d'un solide rondin en bois de chêne, dont les deux bouts étaient fixés dans les anfractuosités creusées à cet effet dans le mur.

Contre ces maisons, étaient adossés les hangars et les étables, et souvent les murailles étaient percées de trous pour placer des nids à pigeons.

Il est évident que, vers la fin du xv^me siècle, et pour attirer les étrangers, les seigneurs devaient permettre à ces étrangers l'élevage des pigeons ?

L'évier est en général formé par une grosse pierre dure formant gargouille au dehors, et logé dans une sorte de niche, avec deux consoles pour déposer les cruches et la vaisselle.

La plupart de ces maisons avaient un four, qui servait à cuire le pain, la viande et aussi les fruits.

Les *Gavaches* introduisirent également paraît-il (D^r Issartier) dans la contrée où ils se fixèrent, c'est-à-dire le bassin inférieur du Drot, quelques espèces fruitières qui se sont transmises jusqu'à nous : une pomme anisée, dite de Saintonge, des poires et des pommes plus ou moins acides qui servaient à faire le cidre et le poiré.

Chaque moulin à eau fut pourvu par eux d'un *battant* qui servait à battre les draps confectionnés dans le pays même avec la laine des moutons, qu'on teignait en bleu ou en roux (en roux, avec du tan ou du brou de noix). Ces draps portaient le nom de *Cadis*.

Sur les *terriers* et les rôles des tailles, ces moulins étaient considérés comme terres du 1^{er} degré, et abonnés aux taux de ces terres.

Le commandeur de Roquebrune possédait « un moulin sur le flube du Drot, appelé de Roquebrune, qui confronte de toutes parts au flube du Drot et partye de chambre et pred de Guilhiau Suadeau, lequel moulin sieur Jean Fornetz, capp^{ne} jouyt à rante perpetuelle. 2 j., 10 lattes. (Propriété déclarée noble le 3 novembre 1673, abonnée pour 28 journaux, terres du 1^{er} degré) ». (Archives de la commune de Roquebrune.)

Le *battant* de Roquebrune était abonné pour la somme de 2 journaux de terre du 1^{er} degré.

Les tisserands, les tonneliers étaient très nombreux autrefois parmi les populations *Gavaches*. J'ai pu me rendre compte de ce fait en consultant les registres paroissiaux et les rôles de la taille dans la paroisse de Roquebrune.

CONCLUSIONS

L'idiome *Garache* parlé dans le bassin inférieur du Drot et des environs de Monségur depuis quatre siècles, est en voie de disparition ; il s'efface devant le *gascon*.

Le temps qui a fait disparaître les mœurs spéciales, inhérentes aux population *Gavaches*, fera aussi disparaître leur langage.

« Les fleuves qui se jettent dans la mer, disait en 1823, M. Dumoulin, ne conservent que jusqu'à une certaine distance la teinte qui leur est particulière, au delà, les eaux se mêlent et se confondent.

« On ne peut douter qu'il n'existe parmi nous des descendants des *Goths* et des *Maures* qui ont dominé jadis dans nos contrées.

« Leur longue résidence y est attestée par les noms si usités de : *Maurin*, *Mauriac*, *Castelmoron*, et autres semblables, ils y avaient certainement apporté leurs mœurs et leur langage.

« Le mélange avec les gascons a tout confondu, le temps a effacé toutes ces différences, on n'en aperçoit plus la moindre trace ; mais il y a à peu près onze siècles que les *Goths* et les *Maures* se mêlèrent avec les Gascons, et à peine y a-t-il quatre siècles depuis le mélange des Saintongeais, des Angoumois et des Angevins ?

« Les *Gavaches* disparaîtront avec le temps, mais si personne ne marque leur passage, comment, après qu'il n'en restera plus, saura-t-on qu'ils ont passé et qu'ils étaient ? »

PH. QUEYRON.

LE BAIL DE DÉMOLITION DU CHATEAU DE CANCON

(5 juillet 1739)

Antoine-Gaston-Jean-Baptiste, duc de Roquelaure, maréchal de France, fils du bouffon et de « l'homme le plus laid de France » devint en 1708 seigneur de Cancon et de Casseneuil, au feu des enchères, par saisie et adjudication de ces seigneuries, propriétés du comte de Vaillac alors ruiné.

Roquelaure mourut le 16 mai 1738, sans postérité mâle.

Les seigneuries susdites passèrent à Louis de Lorraine, Prince de Pons, par héritage du chef de sa femme Elisabeth, fille cadette du duc, que le Prince de Pons avait épousée le 1^{er} mars 1714.

Un des premiers actes du nouveau seigneur fut de détruire ce qui restait des anciennes fortifications et des communs du château.

Les archives de la seigneurie furent transportées au château de Casseneuil.

« Pour faire porter les archives à Casseneuil, lisons-nous dans les comptes du juge Fabre de Parrel, faire démanteler le cabinet qui les renferme ; le faire remonter à Casseneuil ; deux bouviers ; ou dépenses pour ranger lesdits papiers : 24 livres (1) ».

J'ai retrouvé parmi les minutes éparses d'un notaire de la juridiction de Tombebouc, le sieur Marraud, le bail de démolition du château de Cancon passé entre le Prince de Pons et le sieur Etienne Villeneuve, bourgeois et négociant de Casseneuil (2).

(1) L. Massip. *Histoire de la Ville et des Seigneurs de Cancon*, p. 217.

(2) Etienne Villeneuve et son frère Jean avaient pris pour trente ans à partir de 1735 le fermage des deux baronnies du duc de Roquelaure.

L'acte fut dressé au château de cette ville, le seigneur étant présent, le 5 juillet 1739, par Lassort, notaire royal.

Le Prince de Pons vendit le château et ses dépendances qu'il déclare « absolument inutiles » pour le prix de 2.400 livres à payer dans un temps déterminé et sans intérêts.

A la Révolution, sous le dernier seigneur, Christophe de Beaumont, émigré, « le château, un amas de ruines d'où « s'élevaient encore trois ou quatre tours démantelées, ne put « trouver d'acquéreur, dit M. Massip (1) ».

En 1848, les hoirs du duc de Beaumont donnèrent ces ruines à M. de Lagrange, leur régisseur, qui les offrit pour la somme de 600 francs à la commune de Cancon. La commune de Cancon trouva ce sacrifice au-dessus de ses forces et refusa.

La démolition de 1739 n'avait pas été complète.

Avant la cession des seigneuries de Cancon et de Casse-neuil à Jean-Joseph de Laborde, écuyer, seigneur de La Ferté, vidame (28 juillet 1764), des réparations urgentes avaient été faites au château et ses dépendances par le régisseur Guillaume Salbaing (2).

D'après une communication faite par M^{me} la Comtesse de Beaumont à M. L. Massip, on en répara « convenablement une bonne partie ».

Dans une lettre que m'a écrite M. L. Massip, en date du 26 juillet 1907, on lit : « Le 26 octobre 1793, il fut signifié au « citoyen Pourpory, régisseur des biens du citoyen Beaumont, « un arrêté du Conseil Général de Lot-et-Garonne qui ordon- « nait dans les trois jours la démolition des tours et châteaux « non fortifiés, attendu que le citoyen Beaumont possède « à Cancon une mesure des ci-devant château et autres bâti- « ments où il existe encore des marques et tours sujettes à la « démolition (3) ».

J'ai appris par cette même lettre, en confirmation de ce que m'avait dit M. le Dr Biau, qu'en 1808, lors des guerres d'Es-

(1) *Histoire de la Ville et des Seigneurs de Cancon*. L. Massip, p. 237.

(2) L. Massip. *Ibid.*, p. 207.

(3) L. Massip. *La Révolution à Cancon*, p. 42.

pagne, le sol de la route nationale, dans la traverse de Cancon, avait été exhausé de deux ou trois mètres avec les matériaux provenant des restes des tours et logis du vieux château ruiné.

Le texte qu'on va lire ci-après a été scrupuleusement reproduit. On y apprendra sur le château, ses dépendances, les métairies seigneuriales, la halle et ses piliers, des faits qu'on ignorait en grande partie — j'ai seulement ponctué le texte pour plus de clarté.

Les lacunes que j'ai indiquées par des points tiennent aux brèches faites par l'humidité au bas des deux feuillets de la minute notariale.

Par devant moy no^re Royal sousigné, présants les témoins bas nommés dans le chatau de Casseneuil d'Agens^s parroisse et juridict. dud. lieu avant midy, ce jourd'huy, cinquième jour du mois de juillet mil sept cens trente et neuf feut présant très haut et très puissant et très illustre prince Son Altesse Monseigneur Louis de Lorraine, prince de Pons, de Mortaigne, marquis de Miranbau et Puiguillen, baron de Saint-Barthélemy, Cancon, Casseneuil, Pongibau, Montel du Gelat et autres places, chevalier des Ordres du Roy, maréchal de ses camps et armées, demeurant à Paris dans son hostel, rue de l'Universitte, parroisse Saint-Sulpice et présant aud. chatau, lequel considérant que le chatau dud. Cancon, insin que les deux granges appelés des Chaudières, dépendante de laditte Seigneurie de Cancon sont absolument inutiles, en fait vante, cession et transport à sieur Etienne Villeneuve, bourg. et négosian de la présente ville y hab., à ce présant et acceptant de tous et chascun les matériaux dud. chatau de Cancon, ensemble de ceux desd. granges. Chaudières qui y sont matériaux. Led. sieur Villeneuve fera enlever quand il le trouvera à propos et lessera les places vides à mon dit seigneur et les siens, laquelle vante, cession et transport a esté insin faite par mon dit Seigneur le Prince de Pons pour et moyenan le pris et somme de deux mille quatre cens livres, laquelle somme led. sieur Villeneuve promet et s'oblige payer et rendre à ses frais en l'hotel de mon dit Seigneur à Paris, sçavoir : douze cens livres au premier janvier prochain et pareille somme de douze cens livres de ce jourdhuy en un an sans intérêt. Lad. vante est faite encore à condition que led. sieur

Villeneuve a promis comme sera tenu de faire construire inse[ss]a-
mant dans la halle et soubz la recepte dud. Cancon entre les six pilliers
quy son au bout de ladite halle vers le Levant et Midy une prison sure
en murs, avec portes et serrures afin d'y renfermer des prisonniers
néssaire (*sic*) a le tout de par et
considérable pour l'exercice de la même justice et d'y faire une
fenêtre et porte fermée à clef. Sera tenu led. sieur Villeneuve de
faire couvrir et repasser le couvert de la recepte (1) insin que
la maison du Gardinié, ocupée par la veuve Gineste, la grange
apelle de la paire (2), la maison et grange dépendant de la
meterie appelle de la Menagerie (3) dud. chatau de Cancon, fournir
la tuille, sable et chaux, lattefeuille et cloux et autre choze nesaire
pour rendre led. couvert en toute suretté et d'entretenir aussi led.
couvert pendant le reste de son bal (4) à lection (exception) des cas
fortuis (5). Sera pareillemant tenu led. sieur Villeneuve de faire
construire en pierre avec toute soliditté des étables du cote du Levant
de lad. maison du metaier de la did. meterie de la menagerie de la
même grandeur que ceux quy estoient oparavant et dy faire de portes
et autres choses nesaies pour rendre lesd. étables parfaites et lesd.
matériaux desd. étables vieux appartiendront aud. Villeneuve.
[maison] dépendant de lad. Seigneurie et d'en faire construire un
semblable avec toute surette et perfetion et d'entretenir lad. maison
de Defès (6) insin que la grange et étables, de construire aussy pan-
dant le reste de son bail pareillement, à lection de cas fortuis, le
tout faisant partie du pris et condition de lad. vante desd. matériaux

(1) V. L. Massip. *Ibid.*, p. 61.

(2) La Peyre, lieu situé au S.-O. de Cancon, dans la commune de Beaugas.

(3) Le mot *ménagerie* équivaut au mot *ménage*, comme si l'on disait *métairie du ménage*.

Tout près de leur château de Casseneuil, les seigneurs de Cancon possédaient une métairie dite aussi de *La Ménagerie* (V. D^r Couyba. *Le Reg. Par. de Casseneuil de l'an 1614 à l'an 1638*, p. 11). Les seigneurs de Duras avaient eux aussi tous près de leur château une métairie de la *Ménagerie*.

(4) Etienne Villeneuve avait le fermage de la Seigneurie depuis 1735.

(5) Les cas fortuits étaient au nombre de quatre : gelée, grêle, inondations, guerres. Remises étaient faites aux fermiers, à dire d'experts, selon les remises consenties aux siens par l'Evêque d'Agen. C'était la coutume en Agenais. On retrouve fréquemment cette clause dans les baux du temps.

(6) Le *Defès* était une métairie sise sur un plateau qui domine Cancon au sud et que traverse la route nationale n° 26. (V. pour autres détails : *Hist. de la Ville et des Seigneurs de Cancon*, par L. Massip, p. 61.)

sans lesquelles conditions mon dit Seigneur le Prince de Pons ne lauroit consanty et pour l'entretènement des presantes les consernan les parties [s']obligent en présance de M. M^e Jean Fabre, conseiller du Roy, avocat en Parlemant, juge royal de Saint-Pastour et juge de Cancon, le sieur Jean Baguès, habitant de la presante ville et celle de Saint-Pastour quy ont signé avec Son Altesse et moy.

LOUIS DE LORRAINE,
E. VILLENEUVE, FABRE, BAGUÈS (1),
LASSORT n^{ro} Royal.

Minute n^o 16. — Contrôlé au bureau de Saint-Pastour ce 13^e juillet 1739, fol. 49, vol. ar. 4. Reçu quinze livres compris les 4.

DE LUISSOT ?

Pour copie conforme :

D^r L. COUYBA.

(1) Les Baguès et les Fabre sont des familles casseneuilloises. (Voir *Le Rég. Par. de Casseneuil*, etc.)

UN HOMMAGE FÉODAL EN 1739

Nous avons raconté ailleurs (1) l'amende honorable imposée par la Cour Présidiale d'Agenais, le 18 décembre 1676, presque dans la seconde moitié du règne de Louis XIV, à trois personnages de Casseneuil, dont l'un consulaire, Jean Fabre, en réparation des injures proférées contre le recteur Jean de Fleurans.

Tous les trois avaient été condamnés à comparaître à huitaine, un jour de dimanche, à l'issue de la messe paroissiale, devant l'Eglise et devant le recteur Fleurans, pour lui présenter leurs excuses et leurs regrets, tête nue et agenouillés.

Cette scène nous avait étonné par sa date. Il nous avait paru surprenant de voir ces archaïques coutumes du Moyen-Age s'être prolongées jusqu'au moment dont nous parlons (2).

Voici une autre scène du même genre médiéval.

Au jour de la passation de l'acte de démolition du château de Cancon, dans la même bonne ville de Casseneuil, le seigneur de Roquegautier rendait son hommage de vassal à genoux, tête nue, sans éperons, sans ceinturon et sans épée, au prince Louis de Lorraine, son suzerain.

Cette scène féodale se passait à cinquante ans de la Révolution qui allait détruire à tout jamais la féodalité.

L'acte ci-après démontre que les hommages de vassaux à suzerains n'étaient pas seulement des clauses de style mais une réalité.

Messire Gabriel de Galaup, l'homme lige du Prince de

(1) D^r Couyba. *Le Registre paroissial de Casseneuil de l'an 1614 à 1638*. — *Recue de l'Agenais*, t. XXVIII, p. 154 et tirage à part, pp. 25.

(2) En 1634, l'orgueilleux gouverneur de la Guienne, Mgr le duc d'Epéron, s'agenouilla par ordre de Louis XIII sur le seuil de l'Eglise de Coutras devant Mgr Henri de Sourdis, archevêque de Bordeaux, qu'il avait bâtonné.

Pons, était fils de Messire François s^r de Galaup, de Laperche et de Catherine de Labastide.

Les Galaup possédaient la seigneurie de Roquegautier depuis le mariage de François de Galaup, sieur de Lamothe, écuyer, avec Marie de Bourgoin (2 juillet 1698). Les Bourgoin à leur tour tenaient ce fief des sieurs de Boissonade.

Le lecteur consultera avec intérêt la *Notice sur les Seigneurs de Roquegautier* de M. L. Massip (1).

A la page 348 de cette *Notice*, M. L. Massip écrit : « Jehan « de Boyssonade, « bachelier en droictz, seigneur du repayre « de Roquegauthier, assiz et sithué dans la paroisse de Saint- « Etienne de Mounibal, etc., » est le premier seigneur héréditaire de Roquegauthier que je puisse mentionner. »

Maintenant, grâce au document ci-dessous, nous en connaissons un autre qui très vraisemblablement doit le précéder immédiatement, Guillaume Boissonade, lequel prêta serment et hommage entre les mains de Jean de Verdun le 24 mai 1511. La date est écrite en toutes lettres dans le texte.

Il n'y a pas de doute possible : le serment de vassalité de Jehan de Boyssonade est du 17 décembre 1528 et celui de Guillaume du 24 mai 1511.

Voici donc un seigneur de Roquegauthier de plus.

Il n'est pas inutile, on le voit, de lire les vieilles minutes, mêmes lorsqu'elles périssent de vétusté, comme celle que je publie.

Hommage rendu par Messire Gabriel de Galaud à très haut et très illustre et très puissant seigneur Louis de Lorraine, prince de Pons, seigneur de Cancon, Casseneuil et autres places.

[Par devant nous notaire] royal sousigné [présents] les témoins bas nommés, dans le chateau de Casseneuil, paroisse et jurid. dudit lieu avant midy ce jourd'huy cinquiesme jour du mois de juillet mil sept cent trante et neuf feut presant messire Gabriel de Galau, seigneur du Ruper de Roquegautier y demeuran, paroisse de Mouni-

(1) *Recue de l'Agenais*, t. XIV, p. 347 et suivantes.

bal, jurid. de Cancon, lequel estant en presance de très haut et très illustre prince Monseigneur de Lorrenne, prince de Pons et de Mortaigne, marquis de Miranbau et de Puiguillen, baron de Saint-Barthélémy, Cancon, Casseneuil, Pongibau, Montel de Gelat et autres places, chevalier des ordres du Roy, maréchal de ses camps et armées, demeuran à Paris dans son hostel, rue de l'Universitte, paroisse Saint-Sulpice et estant pressent en ce lieu, et a dit représente à mon dit seigneur le Prince de Pons que luy dit sieur Galau et ses obtieurs [auteurs] ont joui nobleman de memoire perdeue led. Ruper de Roquegautie et qu'il a esté omage.... rendu a Jean de Verdeun, seigneur de Cancon, par *Guillaume Boisonade, le vingt et quatre may mil cinq cens onze* (1) soubz le devoir d'un fer de lance. Le dit sieur de Galau ayant un fer de lance à la main, teste nue, un genou à terre, sans espée ny senturon, ny eperon a très humblement supplié son Altesse mon dit seigneur, le Prince de Pons de recevoir led. fert de lance. Mon dit seigneur a pris et receu dud. sieur Galau et a receu et reçoit l'omage qu'il luy fait et ren presantement pour raison dud. Ruper de Roquegautie insin que le seremant que led. sieur Galau a fait presantement, en présance de moy notaire et temoins, de toute fidélité qu'un vassal doit à son seigneur haut justicier et soubz la rezerve que fait mond. seigneur, prince de Pons, de toute justice haute, de Roque-Gautier..... Galau fournir et dans led..... et les ordonnances et règlement et dénombrement, et mondit seigneur luy sera bon seigneur haut justice et pour l'entretienement de ce les parties, en ce que le fait les conserne obligent [en présence] de M. M^e Jean Fabre, conseiller du Roy, juge royal de Saint Pastour, avocat en Parlemanet juge de Cancon, sieur Jean Baguès, hab. de lad. ville de Saint Pastour et présante ville quy ont signé avec son altesse et moy.

LOUIS DE LORRAINE, GABRIEL DE
GALAUP, FABRE, BAGUÈS, LASSORT,
notaire royal.

Contrôlé au bureau de Saint-Pastour, ce 13^e juillet 1739, fol. 40, vol. ar. 8.
Receu deux livres huit sols comp. les 4 S^{rs}. — DE LUISSOT.

Pour copie conforme :

D^r COUYBA.

LA GUILHONEU A VILLENEUVE

La guilhoneu à Villeneuve ne ressemblait guère à ces jeunes folâtres, qui jadis, à l'approche de la nouvelle année, allaient quêter de porte en porte et excitaient la générosité par des cantilènes naïves, tour à tour religieuses et joviales.

C'était une œuvre qui existait de temps immémorial dans la paroisse Sainte-Catherine. Déjà, avant la fin du xvii^e siècle on n'en connaissait ni la fondation ni l'institution.

Elle était composée de trois quêteurs vulgairement appelés *Luminiaions*. Ils allaient aussi de porte en porte, sur toute l'étendue de la paroisse, le jour de la Noël ou les jours suivants. L'argent qu'ils recueillaient était destiné à procurer la cire nécessaire au grand autel, pendant les offices des dimanches et fêtes ; ainsi que pendant la semaine sainte : aux sépultures des pauvres décédés à l'hôpital et aux processions qui se faisaient lors du mauvais temps.

Un d'entre eux, alternativement, était obligé de se trouver à chaque cérémonie religieuse pour donner les cierges demandés.

Leurs privilèges n'étaient ni nombreux ni considérables, si on tient compte de la responsabilité et d'une telle assiduité pour accomplir leur fonction.

1^o Ils avaient droit à la fourniture gratuite des cierges, quand avait lieu la sépulture de quelque membre de leur famille ; 2^o ils étaient dispensés de loger les gens de guerre.

Il y eut des abus : le public réclama, le clergé et les autorités de la ville demandèrent les comptes de 1673 mais ne purent les obtenir.

Une assemblée fut convoquée, le 24 décembre 1673. Les administrateurs religieux, civils. joints aux principaux des

bourgeois de la ville érigèrent l'œuvre en confrérie et désignèrent trois personnes honnêtes, de bonnes vies et mœurs, pour en remplir les fonctions et formèrent un règlement à suivre désormais. Les premiers appelés à cette charge furent Delpech, Mourgues et Arnaud, qui promirent de faire la quête ordinaire et d'en remettre le produit entre les mains d'un consul ou jurat, désigné pour le recevoir et de lui rendre chaque année un compte exact de leur gestion.

Le premier boursier luminiau désigné par la même assemblée fut Jean Mémoire, bourgeois et jurat de Villeneuve, qui accepta.

L'acte contenant ces faits et tout ce qui concerne la constitution et les statuts de la nouvelle confrérie fut écrit et retenu par Maître Carrière, notaire royal, après avoir été revêtu de nombreuses signatures, parmi lesquelles nous distinguons : Carmentran, recteur ; Rangouse, consul ; Landyé, consul ; Mémoire, marguillier ; Villeneuve, jurat ; Charbel, de Monteil ; Monforton ; Daubert ; autre Mémoire : Cocquard ; de Bercegol, marguillier ; de Lacrompe, jurat ; autre Charbel, jurat ; autre Coquard, Limozin ; Lalaurie ; Malateste ; Tancoigne ; Labat ; Petit ; Montmarès ; Planton ; Cantegril ; Du Laurens ; autre Limozin ; Labarrière ; Massanès, jurat ; Beyssière ; Delmas, autre Malateste ; autre Planton ; Danglade ; Sirest, jurat, et Carrière, notaire.

Quelques jours plus tard, un acte de jurade approuva et confirma ces décisions.

L. D.

Dans l'église paroissiale Sainte Catherine de Villeneuve d'Agenois, ce jourd'hui vingt quatrième du mois de décembre mil six cent septante trois, y estant assemblés messire Jean Carmentran, prestre et curé de ladite paroisse ; sieur Jean Beaugé et Guillaume Landyé, bourgeois et consuls de ladite ville ; rever. Jean Bercegol, Pierre Mémoire, marguilliers de ladite paroisse Sainte-Catherine, et plusieurs jurats et principaux paroissiens de ladite paroisse soubsignés. Lesquels ont dit que de tout temps et ancienneté, il s'est observé et est de coustume qu'il y avoit trois hommes de lad. paroisse pour faire la

queste de la Guilhoney pendant les festes de Nouel et jours suivans dans toute la ville et estandue de lad. paroisse et l'argent en provenant s'employe à tenir de lumière de cire sur le grand hautel pendant tous les dimanches et festes à la messe du matin, grand'messe et à vespres premières et secondes, pendant les offices de la sempmaine sainte, aux sépultures des pauvres qui décèdent à l'oppital et aux processions qui se font lors du mauvais temps et que ces trois hommes paroissiens font lad. queste et un diceux se doit tenir pour fournir les dites chandelles à service divin et quand faisant lesd. services, lesd. trois hommes à ce destinés avoir ce privilège et costume que lors qu'il venoit à décéder ou quelqu'un de leurs familiers que les chandelles de lad. queste servoient au corps et à l'enterrement diceux et que la ville et Messieurs les consuls les dispensait du logement de gens de guerre. Laquelle queste a esté faite de tout temps et ansienneté jusqu'à présent sans aucun titre fondation ni institution par divers paroissiens qui en ont abusé et n'ont voleu randre aucuns comtes de lad. queste. Argent qu'ils ont en main et aussi de la cire, si bien que pour la gloire de Dieu, il est très important de contignuer lad. queste et de la maintenir pour fournir la lumière et lire lesd. services.

Led. sieur curé a requis toute l'assemblée de vouloir dellivrer sur lad. institution et propozition et pour faire randre compte aux luminations qui ont fait la fonction jusque après, tant de l'argent que cire qu'ils ont en main et pour l'establissement et fondement de lad. institution descrire sy l'assemblée trouve à propos deslire un jurat pour estre le comtie de l'argent qui se ramassera de lad. queste. Et trois luminations de nouveau de lad. paroisse, personnes de probité et d'honneur pour faire lad. fontion et service pour la gloire de Dieu.

Sur quoy après que toute l'assemblée a enconsideré lad. propozition et l'importance qu'il y a de maintenir lad. queste de la Guilhoney pour fournir la lumière et cire pour les services divins et le tout pour la gloire de Dieu lad. assemblée a rezoleu d'une commune voix, arreste et stipule que lad. queste de la Guilhoney sera maintenue et contignuë par cy appres et à jamais et à ces fins lad. assemblée a j esté les yeux sur Reymond Delpont, Antoine Mourgues et Jean Arnaud, de la présent paroisse cogneus sages et prudans pour faire telle fontion, lesquels ayant esté appelés et qu'y sont icy presents et appres qu'ils ont eu levé leurs mains destres l'un appres l'autre promis et juré moienant serement qu'ils ont fait à Dieu de bien et fidèlement faire lad. fontion de luminaion et lad. queste. Y ceux Delpont, Mourgues et Arnaud ont été reçus et agréés par toute l'assemblée pour faire

la susd. fontion pendant et durant leurs vies. Lorsque un diceux viendra à mourir sera pourveu à leur plase d'un autre paroissien prudent et sage et de bonne vie et mœurs par led. sieur curé, sieurs consuls et marguilliers qui seront lors en fonction. Lesquels Delpont, Mourgues et Arnaud seront tenus, comme promettent et s'obligent, de faire la susd. queste chasque année pendant les festes de Nouel et a continuer jusques à avoir suivi entièrement lad. paroisse, destre alternativement l'un deux aux messes de matin, grand messe de tous les dimanches et festes, aux vêpres premières et secondes, office de la semaine sainte et aux processions lors du mauvais temps pour fournir les chandelles nécessaires aud. service, ensemble lorsqu'un pauvre décède à l'hôpital pour la sépulture diceux et de porter deux chandelles, à tous les corps qui viennent en lad. paroisse. Item que iceux luminaions seront tenus de faire dire un hobit général le landemain de la feste de la circonsizion pour le repos des âmes de leurs frères et paroissiens de lad. paroisse. Lesquels luminaires dénommés *cirie* tiendront devers eux toute la cire dans un coffre à ce destiné et seront tenus iceux luminaions de randre compte chaque année de la levée de lad. queste faiste à sieur Jean Mémoire, bourgeois et jurat de la prés. ville. Ledit sieur de Mémoire a esté nommé par l'Assemblée pour led. esfait. Lequel sieur de Mémoire icy present agréé et accepte volontairement le choix qui a esté fait de sa personne pour la fontion dont il s'agist auquel sieur de Mémoire lesd. luminaions laisseront tout l'argent qui se ramassera dont il se chargera comme les luminaions lui mettront en main et desquels luminaions sera exigé leur serement à chasque randition de compte sur la vérité de la queste alors que led. sieur de Mémoire sera décidé en légitime escuze s'il a par led. sieurs curé, consuls et marguillier pourvu à la plase dicelluy d'un autre bourgeois jurat de probité de bonne vie et mœurs pour faire lad. fontion dud. sieur de Mémoire que lesd. luminaions reconnaisteront comme icelluy sieur de Mémoire pour lad. randition de compte et pour estre boursyé et recepveur de lad. entière queste. Et lorsque lesd. luminaions auront bezoin de cire pour lesd. services et offices led. sieur de Mémoire et successeur sera tenu de leur baillier de l'argent qu'il aura en main de lad. queste pour achepter de la cire et la faire préparer soit de blanche ou de jaune. Lesquels trois luminaions et leurs successeurs à l'advenir en servant actuellement et fidellement à lad. queste et fontions lesd. services sans reproche, seront dispensés du logement de gens de guerre et l'assemblée priera lad. communauté d'approuver le veu de fondation de present estatuts et institution de

lad. frérie pour la gloire de Dieu, service divin et de lad. esglise auxquels serait de Mémoire boursié et luminaion de nouveau créé. L'assemblée donne ample pouvoir de faire randre compte aux luminaions qui ont fait la fonction jusques après, tant de l'argent qu'ils ont en main que aussi de la cire pour l'argent estre mis au pouvoir dud. sieur Mémoire et la cire en mains desd. luminaions et dont ils se chargeront et en bailheront quittance et descharge aux précédants et en cas de reffus se pourvoir par les voies de justice contre eux et pour que à l'advenir ce present estatut et choses susd. réglées et stipulées soient establis..... servit sans interruption. Toute l'assemblée a signé ces prezantes avec lesd. Mémoire boursier crier et non lesd. luminaions qui ont dit ne scavoir de ce requis par moi notaire royal sousigné et à ce appelé pour retenir le presant estatut.

Ont signé : Carmentran recteur, Raorgouse consul, Landye consul, Memoire margiler, Cocquard, de Bercegol margiler, Villeneuve jurat, de Lacrompe jurat, Charbel jurat, Fabes jurat, Charbel jurat, de Monteil, Cocquard, Limozin, Lalaurie, Malateste, Monforton, Daubert, Memoire, Tancoigne, Labat, Petit, Montmares, Plantou, Cantagrel, Dulaurens, Limozin, Labarrière, Massanes jurat, Boissière, Delmas, Malateste, Plantou, Danglade, Sirech jurat, Carrière, notaire, etc.

LETTRES

DE BORY DE SAINT-VINCENT^(*)

CXLIX

A Monsieur Léon Dufour

Marseille, ce 31 décembre 1829.

Cher et très antique ami. J'ai reçu votre lettre à Toulon en quittant la stupide quarantaine le 17 au matin. Partant le 18, j'ai remis à vous répondre de Marseille, où je vais batailler avec la santé pour tacher de tirer mes trente caisses du Lazaret, sans qu'on les y épiluche. Je vous conterai tout cela à votre arrivée à Paris, où je vais vous attendre. En arrivant, je m'occuperai de suite de ce que vous me demandez. Vous ne me désignez pas le quartier ; mais si le mien vous convenait, il est possible de vous caser dans ma maison même qui se compose de deux parties distinctes : 1^o de celle qu'occupent les locataires à bail, où vous n'auriez pas de place ; 2^o sur l'autre côté de la cour d'un garni fort bien. Vous viendriez ainsi travailler et manger chez moi quand bon vous semblerait. Enfin je verrai cela sur les lieux et vous en récrierai.

Je suis ravi de savoir toute votre petite famille bien ; car ayant moi-même des filles charmantes que j'adore, je juge quelle doit être la peine d'un père qui a les siennes malades. J'aurai bien du plaisir à voir notre bon Durrieu à Paris. Quels souvenirs honorables il a laissé en Morée ! Son nom ne s'y prononce qu'avec le plus profond respect. Dites au général Lamarque que je voudrais bien savoir de lui où en sont nos affaires d'arriéré, et si je dois toucher ou réclamer encore mes 15.000 francs du brave et fidèle Bourmont.

Sensible au souvenir de la charmante et aimable baronne, veuillez mettre de nouveau à ses pieds l'un des plus sincères admirateurs de sa jolie figure et de son esprit (1). Mes hommages à Madame Dufour et me croyez à jamais votre dévoué.

B. DE S. VINCENT.

* Voir *Recue de l'Agenais*, t. xxxiv, p. 372.

(1) La baronne Darricaud.

CL

Paris, 9 février 1830.

CHER ET VIEIL AMI,

Que je suis sensible à la perte que vous avez faite (1). J'ai aussi beaucoup aimé ma mère, et je la regrette tous les jours ; mais enfin il faut en finir par là. Heureux ceux ou celles qui emportent les regrets et dont les enfants furent bons. Pour vous consoler, venez nous voir le plus tôt possible. Dites moi de quelle capacité vous voulez votre appartement, si vous menerez votre femme, etc., etc. Chargez moi de tout ce que vous voulez faire. Indiquez moi les prix. Je pourrai peut-être vous colloquer dans un hôtel garni fort propre qui est au fond de ma cour. De cette façon vous seriez près de nous, vous dîneriez chez moi, car j'ai un petit ménage tout joli et vous pourriez feuilleter jour et nuit mes herbiers de cryptogamie qui sont bien riches. Répondez-moi promptement sur ce dernier point.

Je me suis effectivement présenté pour la place de M. de Lamarck, et je crois même qu'en bonne conscience elle me serait due. Mais je n'en suis pas certain ; car l'art de l'intrigue est devenu tel ici, que, moi qui ne l'entend pas, j'ai beaucoup de désavantage. Pour vous, pressez Latreille, si je passe, de m'aider à vous pousser à la place que je laisserai vacante et prenez-vous y d'avance.

Adieu, j'attends votre réponse. Il serait bon que vous vinssiez vous montrer sous peu.

Croyez-moi votre bien tendre et sincère,

BORY DE S.-VINCENT.

CL (bis)

Sans adresse : mais au Ministre de la Guerre.

Paris, ce 18 février 1830 (2)

MONSIEUR,

Lorsque la Commission scientifique de Morée fut formée, les membres qui la composaient reçurent du Ministère de l'Intérieur qui faisait alors les fonds de l'entreprise une indemnité de route jusqu'à

(1) Léon Dufour perdit sa mère le 22 janvier 1830 à l'âge de 81 ans. (*Souvenirs d'un Sacant français*, p. 277.)

(2) En notre possession.

Toulon, qu'on porta à 1000 fr. pour chacun des trois directeurs et à 500 francs pour MM. les adjoints. Il nous fut donné l'espoir qu'au retour la même somme nous serait allouée, parceque les dépenses de quarantaine qui sont très fortes, ajoutant aux frais de route, nous la rendrait encore plus nécessaire. Le Ministère de la Guerre qui, par la suite, se chargea des dépenses et qui se montra si généreux en ajoutant à nos traitements des indemnités de vivre et de transport, le ministère de la Guerre qui a contribué si puissamment par ses secours à la brillante réussite de nos explorations, le ministère de la Guerre enfin ne mettra-t-il pas le comble à notre reconnaissance, en nous accordant l'indemnité de retour égale à celle du départ, en continuation de nos transports et vivres jusqu'à conclusion du voyage ? Dans l'espoir où je suis que votre Excellence nous sera toujours propice, je prends la liberté de lui adresser l'état des membres de l'Expédition qui n'ont jamais abandonné leur poste, et qui ne sont rentrés en France qu'après avoir consciencieusement rempli leurs engagements au dépend même de leur santé :

1^{re} Section des Sciences physiques.

Bory de Saint-Vincent, chef directeur...	1.000 fr.
Virlet, géologue et minéralogiste.....	500 fr.
Brulé, zoologiste.....	500 fr.
Delaunay, id.....	500 fr.
Despréaux, botaniste.....	500 fr.
Baccuet, peintre.....	500 fr.

2^o Section d'Archéologistes (sic)

Dubois, chef directeur.....	1.000 fr.
Amauri Duval.....	500 fr.

3^e Section, Architectes

Blouet, chef directeur.....	1.000 fr.
Ravoisier	500 fr.
Poirot.....	500 fr.
De Gournay.....	500 fr.
Trésel, peintre de l'archéologie.....	500 fr.

Voilà, Monseigneur, les personnes à qui je crois en conscience que les indemnités sont dues et pour lesquelles je prends la liberté de les réclamer. Votre Excellence, si elle s'en rapportait pas à l'un des directeurs réclamant en l'absence de ses confrères, pourrait consulter sur la justice de notre demande M. le Vicomte de Siméon qui fut

notre organisateur et qui connaît bien les titres que nous avons aux bontés de votre Excellence, de laquelle je saisis cette occasion pour me dire, avec le plus profond respect, le très humble et obéissant serviteur.

Le Colonel BORY DE S.-VICENT,

CLI

A Monsieur Léon Dufour

Paris, 26 février 1830.

Votre lettre du 18 de ce mois m'a causé la plus grande joie, mon cher ami, puisqu'elle me donne la certitude de votre arrivée prochaine. Je me suis occupé aussitôt de votre logement. Il y en aura un précisément dans la maison attenante à la mienne et dans ma cour. Il sera au second de 50 à 60 fr. par mois. Je vais débattre le prix. Il est joli et commode surtout en ce que vous pourrez venir dîner avec nous tous les jours, si nous vous amusons, et que vous aurez ma bibliothèque et mes collections sous la main, mon cabinet devant être le vôtre. On en agira sans façon avec le plus ancien de mes amis, mon petit intérieur étant assez agréable.

Oui, sans doute, il se présente un concurrent redoutable pour moi, non par son bagage scientifique, mais par les intrigues de certaines gens que j'ai parfois stigmatisés et qui tiennent à m'éloigner. Le chef de cette cabale est le vieux Mirbel, à qui l'on a autrefois communiqué une plaisanterie sur le mufle de veau, la langue de veau, le pas d'âne et le pas de singe. Comme j'ai l'habitude de l'injustice des hommes, je me rirais même d'une déconfiture. Les suffrages des Fourrier, Cuvier, Arago, Thénard et autres qui sont pour moi, me dédomageront assez en cas de revers.

Je n'ai pu encore voir le bon et excellent Durrieu. Nous l'aurons à dîner à votre arrivée. Tout à vous de cœur.

B. DE S.-VICENT.

Répondez-moi. Dois-je donner des ares à l'hôtel ? Vous auriez le temps d'écrire à Latreille pour lui demander sa voix pour moi, vu que cela vous ouvrirait la porte à la correspondance (1).

(1) Léon Dufour fut élu correspondant de l'Institut au mois d'avril de cette année par suite de la mort de Scemmering, dans la section d'anatomie. Il vint passer à Paris les deux mois de mars et d'avril. (*Souvenirs*, p. 316.)

CLII

A Monsieur Léon Dufour, à Saint-Sever

Paris, 24 mai 1830.

Oui, mon cher Dufour, nous étions surpris de votre silence et mes filles surtout trouvaient singulier que, m'ayant laissé à peine rétabli, vous ne demandassiez pas de mes nouvelles et des leurs. Il n'y avait pas jusqu'à Madame Bagdarard qui ne conçut des inquiétudes sur vous. Se sera-t-il tué en route ? Est-il lui-même indisposé ? était le refrain de chaque soir. Fauché nous rassura. Il avait rencontré le général Durrieu qui lui dit que vous vous portiez à merveille et que vous étiez arrivé à Saint-Sever, juste pour sauver vos compatriotes d'une sorte de peste, et tout aussi à propos que le serpent d'airain qui guérit le peuple élu de Dieu, au moment précis où ce bon Dieu lui envoyait une épidémie de petits serpents qui les mordait jusqu'à en faire mourir bon nombre. Je vous félicite de ce qu'aucun des vôtres n'a été atteint et suis très sensible à la bonne opinion que vous leur avez donné de Clotilde, qui effectivement est une fille excellente, que je voudrais marier dignement parce qu'elle tient, comme vous l'avez vu, fort bien sa maison et qu'après la *Grèce* publiée, je voudrais aller faire encore un petit voyage (1). Pour moi je suis tout à fait rétabli, mais encore un peu faible. Je pense aller me refaire entièrement à Vire, dans les premiers jours du mois prochain; puis j'irai voir Mougeot et rentrerai pour publier nos richesses d'Orient où je vous jure vous ne serez pas oublié.

Avez-vous parlé de moi avec Jalabert qui au fond est un bon garçon ? Quand au général Lamarque, dites-lui que ce gascon de Bourmont ne nous a pas tenu parole; nous ne sommes pas payés et ne sais quand nous le serons (2). Vous sentez bien que je n'irai pas en étourdir les oreilles à l'ami Peyronnet que cela ne regarde pas; mais je ne doute pas que son apparition n'amène une crise qui doit à la fin devenir favorable. Pensez-vous pas que la présence de ce personnage ne facilite vos opérations électorales. C'est l'effet que cela produira ici

(1) Clotilde était la fille cadette de Bory de Saint-Vincent. Elle épousa quelques temps après M. Berger. Nous avons vu que sa fille aînée Augustine avait épousé en 1827 M. Morel.

(2) Bourmont, maréchal de France (1773-1846), devint ministre de la guerre le 8 août 1829, et fut nommé commandant en chef de l'expédition d'Alger.

où l'on aura des choix décisifs. Que va-t-il arriver ? que je prévois combien de plaies d'Egypte seront nécessaires pour ouvrir les yeux de Pharaon. Faudra-t-il passer par les sauterelles et les poux, après avoir vu les eaux changées en sang sous les brigands du Midi et les grenouilles en crédit au temps de MM. Mirbel et du Cayla ?... (1).

Quoiqu'il en soit, on ne vous oubliera jamais ici. Mais Clotilde dit que si vous y revenez jamais sans Mme Dufour, qu'elle brûle de connaître et à qui elle voudrait faire politesse et amitié, elle vous fera une mauvaise mine. Présentez lui nos hommages; amitiés au général Lamarque et à l'excellent général Durrieu; mettez-moi aux pieds de la baronne Daricaud; serrez la main à votre frère et me conservez votre attachement. Tout à vous de cœur.

B. DE S.-VINCENT.

CLIII

A Monsieur Wallick, botaniste, à Londres (2)

Paris, 17 juin 1830.

(Quoique peut-être inconnu de lui, il se met à sa disposition pour compléter ses collections et lui demande, en échange de cryptogames qu'il lui offre, des plantes provenant de l'Inde où il a longtemps résidé.)

CLIV

A Monsieur Léon Dufour.

Paris, 8 août 1830.

Eh bien ! cher ami, qu'en dites-vous ? Nous voilà sous un autre règne ! Vous voyez que tout se perfectionne jusqu'à la manière de faire les Révolutions et de punir les mauvais Rois. Il fallut autrefois de 89 à 93 pour en venir à bout ; il a fallu trois jours au plus cette fois-ci. *Lundi*, fermentation ; *Mardi*, attaques éparses des bourgeois par les gardes du corps ; Polignac et Raguse avaient dit au Roi : « Ils se disperseront comme des moineaux » ; *Mercredi*, on s'attaque des deux côtés ; *Jeudi*, triomphe complet du peuple ; *Vendredi*, paix

(1) Cette lettre est écrite deux mois avant la révolution de juillet.

(2) Collection Bornet. Wallich (Nathaniel), botaniste danois (1787-1854), se mit au service de l'Angleterre et devint surintendant du Jardin botanique de Calcutta. Grand explorateur du plateau central de l'Asie.

profonde ; les boutiques se rouvrant, la garde nationale et les municipalités s'organisant ; *Samedi et Dimanche*, des flots de monde beau et laid courant Paris avec des cocardes tricolores, dont les Anglaises surtout semblaient fières et orgueilleuses, plus que nos Françaises mêmes ; *aujourd'hui*, tout est fini. Le duc d'Orléans ouvre les Chambres. Il sera proclamé Roi, quand il aura juré la charte qu'on va lui arranger. Le vieux tyran *Cassandre-Tybère-Charles X* est en route pour s'embarquer avec tous les siens à Cherbourg sous la conduite du maréchal Mortier ; et je reprends la plume pour continuer la publication de notre Grèce.

Certes, quand vous m'écriviez ce 27 juillet, vous ne vous doutiez pas que dans vingt jours la France aurait changé de face. Les insectes de Grèce ont couru grand risque dans tout cela. Depuis quatre ou cinq jours je les avais fait prendre au Jardin pour les porter chez Brulle qui demeure aux Tuileries. A la prise du château, les vainqueurs qui ont tout brisé dans le pavillon eussent bien pu les casser. J'y ai fait mettre un factionnaire, Du reste on n'a absolument rien pris, pas un chiffon. *La conduite du peuple a été admirable*. Je n'en crois pas mes yeux : ce qu'ils ont vu me passe.

Adieu. Vive la Liberté !

Amitiés à votre famille. Mes filles qui se portent bien en ont été quittes pour la peur et vous disent mille choses.

B. DE S. V.

Je viens de voir Grateloup, qui est tout transi...

CLV

A Monsieur Léon Dufour...

Paris, ce 10 septembre 1830.

Mon cher ami. Je suis sensible à la marque d'intérêt que vous donnez à ma réintégration. Je n'ai pas été *promu*, mais bien *réintégré* dans mon grade de colonel à l'état-major général et dans la place même que j'occupais au dépôt de la guerre. J'ose dire qu'il n'y a pas eu là de la faveur, mais que justice m'a été rendue purement et simplement. J'eusse pu avoir de l'avancement et un département, probablement celui des *Pyrénées Orientales*, mais, voulant finir mon ouvrage de Grèce, cela ne pouvait me convenir. J'ai préféré une broderie de moins et demeurer à Paris, que je ne quitterais qu'au cas où nous aurions la guerre, et je crois à la paix. Malgré toutes les

tergiversations, il me semble que les choses s'affermissent. Si vous avez été content de ce qui m'est arrivé, j'ai été fort désappointé en sachant qu'il y avait eu erreur dans la sous-préfecture de votre frère. J'en ai fait grondé Lamarque; et j'ai fait vu avec plaisir que j'avais tort de le rudoyer au premier abord, car il est furieux de ce qui vous arrive. Il veut à tout prix le réparer, encore qu'il y soit. Quant à la personne que vous voulez faire juge de paix, je suis totalement étranger à ce qui tient à l'ordre judiciaire. Je n'y ai nul accès et n'y connais qui que ce soit; si ce n'est le Romain Dupont (1) mais qui est occupé par dessus les yeux et conséquemment inaccessible à tout ce qui n'est pas député. C'est donc, pour ces choses là, à vos députés qu'il faut vous adresser. Leur intercession est toute puissante. On ne nomme plus un chat dans un département que sur leur demande et apostillée. Je vous conseille de faire faire une demande par votre protégé, de me l'envoyer avec une lettre où vous me priez de voir vos députés pour leur demander appui. J'irai alors un beau matin chez Lamarque, chez le père de la Sauvage, en un mot chez tous vos représentans; j'exigerai en votre nom et au mien qu'ils signent et je remettrai alors votre papier.

Montagne n'est plus ici. Clotilde est très sensible à votre souvenir; mais M^{me} Bagdarrad est fort scandalisée que vous n'ayez pas dit un mot d'Elle.

Adieu, tout à vous et aux vôtres.

B. DE S. V.

CLVI

A Monsieur Léon Dufour.....

Paris, ce 29 décembre 1830.

MON CHER AMI,

Hier, en rentrant chez moi, j'ai trouvé votre lettre du 24 de ce mois. Je m'empresse d'y répondre du Dépôt de la Guerre où j'ai été réintégré depuis le 15 août de cette année, absolument à la place que j'occupais, lorsque je fus proscrit en 1815. J'y suis en quelque sorte esclave; car depuis l'arrivée du maréchal Soult à la guerre, il faut y être rendu, surtout nous, chefs, à huit heures du matin, pour n'en

(1) Dupont de l'Eure fit partie du ministère provisoire constitué le 1^{er} août 1830, puis du ministère définitif du 11 août où il eut le ministère de la justice, usqu'au 27 décembre seulement de cette année.

sortir qu'à cinq, et le dimanche de 10 à 4. Vous voyez que ce guerrier, dont la calomnie voulut faire un dévot, un mangeur d'hosties, un bruleur de cierges le dimanche, n'observe pas même les jours de fêtes. Il prend sur son compte les péchés de ceux qu'il oblige ainsi à ne point aller à la messe.

Je vous remercie pour ces dames dont vous demandez des nouvelles. Clotilde, M^r et M^{me} Morel, Francine et Bagdarar me chargent de vous présenter l'assurance de leur amitié. Elles montent précisément à mon bureau en passant à l'instant où je vous écris et veulent que je vous rappelle les horoscopes que vous tirez des *Comis-sures*. Ce mot leur est resté dans la tête, comme la chose la plus extraordinaire du monde. Elles imagent qu'il y a un sens caché dessous ; ce qui me rappelle que lorsque j'étais enfant, il y avait des noms dont ma mémoire était toujours très frappée. Ainsi, ayant lu dans la Bible que Saül, je crois, étant monté à Remot-Galaot pour prophétiser, Remot ne me sortait pas de la tête et je ne sais plus quelle idée j'y attachais.

Quoiqu'il en soit, il est un mot sur le sens duquel je suis fixé : c'est celui de *négligence* et vous semblez m'en accuser à tort, quand vous me dites que vous ne m'avez pas écrit depuis quatre mois et que j'ai gardé le silence avec vous depuis cinq.

. Quand à ce que vous me demandez sur l'*état des affaires*, je vous répondrai que je suis loin d'approuver l'extrême faiblesse et les vacillations du gouvernement ; que je vois avec peine des écoliers délibérer sur les affaires d'Etat, quand ils n'auraient pas le droit de délibérer sur les leurs, puisqu'ils sont en puissance de parents, et que je vois avec plus de peine encore une chambre des pairs et une chambre des députés aussi ignobles. Ce sont des misérables qui ont mis la France à deux doigts de sa perte et qui sont accourus à la curée des places. Heureusement le Roi est rempli des meilleures intentions. Il est fort populaire, très aimé et finira par triompher de tous les embarras qu'on lui suscite. Je crois que pour en finir, il faudra avoir la guerre et consommer par là un trop plein qui nous embarasse.

Drapier est ici depuis la révolution de Belgique, où il paraît que n'étant pas fort aimé des Bruxellois, ses collections ont été pillées, bouleversées, et sa maison mise sans dessus-dessous. Il ne m'a pas dit que votre vautour lui soit arrivé. Il reste ici pour laisser passer l'orage et soigner sa femme qui est très malade en ce moment. Ma fille, qui est excellente, va la soigner aussi ; quoique ce soient selon

moi, des gens insociables avec lesquels il faut être sans cesse sur le qui vive pour ne pas se facher. Au reste le monde est plein de gens comme cela, et je commence à connaître le cœur humain sous un si triste aspect qu'il faut en prendre son parti et vivre avec des aspics pour ne pas être condamné à vivre tout seul.

Vous pouvez donc écrire directement au bâton merdeux à l'*Hôtel des Ministres, rue de l'Université*, c'est vis-à-vis d'ici absolument. Faucher, le bon Faucher est mon voisin de bureau ; je lui ferai part de ce qui le concerne dans votre lettre. Je n'entens plus parler du docteur Montagne depuis qu'il m'a promis des plantes qu'il ne veut pas m'envoyer à ce qu'il paraît. Nous n'avons encore rien reçu d'Afrique.

Adieu, cher ami. Tout à vous de cœur.

B. de S.-V.

CLVII

*A Monsieur Cadet de Gassicourt,
mairie du IV^e arrondissement, rue Saint-Honoré, n^o , Paris (1).*

Ce 31 décembre 1830.

MON CHER ET VIEIL AMI,

J'eusse bien voulu vous aller voir et profiter du 31 décembre pour vous souhaiter la bonne année par anticipation. Mais depuis que je suis réintégré au dépôt de la guerre, et absolument où j'étais avant le retour des Bourbons, mes occupations ne me laissent pas un instant pour mes plaisirs. Nous devons être ici depuis 8 heures jusqu'à 5 heures, les jours ordinaires, et depuis 10 à 4 les dimanches. Je suis donc forcé de prendre la plume pour vous dire bonjour et pour vous parler d'un pauvre infortuné que vous connaissez bien et qu'il ne serait pas humain d'abandonner dans l'ornière où il est tombé.

Il s'agit d'un homme que vous avez autrefois obligé et que nous devons obliger encore. C'est M. Decot. Il ira vous raconter comment on ne veut plus lui rendre sa place. Vous connaissez Barthe (2) ? Si

(1) Archives départementales de Lot-et-Garonne. — Charles-Louis Cadet-Gassicourt avait été premier pharmacien de Napoléon en 1809. Il devint plus tard membre de l'Académie des Sciences et de l'Académie de Médecine. Sous la Restauration il joua un rôle politique important parmi les libéraux et publia de nombreux ouvrages de science.

(2) Félix Barthe, célèbre homme d'Etat, adversaire implacable de la Restauration, ministre de l'Instruction publique sous le gouvernement de juillet, le 28 décembre 1830 (trois jours par conséquent avant cette lettre), puis garde des

vous le conduisiez vous même chez cette Excellence, si vous le recommandiez vivement en personne, j'irai ensuite à mon tour battre le fer, tandis qu'il serait encore chaud.

Je vous prie donc de faire ce que vous pourrez de votre côté, et moi j'agirai ensuite du mien. J'irai plus tard vous en remercier en saluant Madame, dont je baise humblement les mains.

Tout à vous,

BORY DE SAINT-VINCENT,
Rue de Bussy, n° 6.

CLVIII et CLVIX

A Monsieur Dupont, libraire (sans date) (1).

(Deux lettres, où Bory refuse le bon à tirer de son ouvrage sur la Grèce, les épreuves des planches coloriées qui les accompagnent ayant été totalement manquées.)

CLX

A Monsieur Léon Dufour...

Paris, 26 mars 1831.

MON CHER AMI,

J'allais répondre à votre lettre du 7 de ce mois, quand le neveu de Lamarque m'a remis votre lettre nouvelle et un paquet pour Audouin, que je remettrai lundi sans faute en main propre à l'Institut; vous y pouvez compter.

Je ne vous parlerai pas politique parce que je ne l'aime plus, depuis que je vois aller tout, absolument tout au rebours du bon sens. Certainement, MM. Polignac et consorts n'ont jamais mené les affaires plus mal que le juste milieu ne les dirige. Il y aurait tant à dire là-dessus que je n'ouvre pas la bouche; mais je hausse les épaules du matin au soir, en voyant chacun agir et parler en opposition directe avec ses propres intérêts. J'ai beau me creuser l'esprit, je ne

sceaux sous le ministère Casimir Périer, premier président de la Cour des Comptes, membre de la Chambre des Pairs, ministre de la Justice dans le cabinet Molé, etc.

(1) Archives départementales de Lot-et-Garonne. — Ces lettres se rapportant à l'expédition de Morée doivent avoir été écrites vers 1830 ou 1831, alors que Bory de Saint-Vincent en terminait la publication.

puis deviner comment tout cela finira. Ceux qui veulent la *paix quand même* me font frémir ; ceux qui veulent la guerre sans précaution me font trembler. Il n'est pas possible d'avoir plus gaché les choses qu'on ne l'a fait depuis les mémorables journées. Il y a impénitence évidente ou trahison éhontée. Quand à la *République, dont vos moyennes classes ont horreur, dites-vous*, elle est impossible chez un peuple de singes, dont les mœurs se composent des plus inconséquents contrastes, où tout le monde comprend l'égalité à l'envers, c'est-à-dire ne veut pas avoir de supérieurs et veut avoir des inférieurs.

Votre petite propriété est aussi aristocrate que la grande. Il vous faut un Frédéric le Grand, un Cromwell, un Napoléon, un Trajan, un Louis XI, en un mot un bon despote. Un Marius et un Scilla vous iroient encore mieux, j'allais dire un Robespierre, mais celui-là n'était pas à la hauteur de son rôle, puisqu'il fit en détail ce qui eut dû être fait en masse. Comme tout cela ne peut et ne doit pas revenir, humiliez-vous, renommez bientôt vos députés du *juste milieu*, qui ont dans la Chambre contre-révolutionnaire actuelle osé condamner la branche déchuée. On travaille actuellement pour Henri V et son auguste mère, et vous êtes dignes d'un tel retour. Voilà mon avis. Si la nation montre enfin de l'énergie, je me joindrai à elle ; si dans 15 à 20 jours, comme je le prévois, les intrigues de nos diplomates ont remis la Belgique aux fers de la maison d'Orange, après l'avoir refusée, je verrai un avertissement de ce qu'on nous prépare pour l'anniversaire de juillet et je m'en irai.

Tout à vous,

BORY DE SAINT-VINCENT.

CLXI

A Monsieur Léon Dufour, de l'Académie des Sciences...

Paris, 27 mai 1831.

MON CHER DUFOUR,

J'ai répondu à votre dernière, et voilà cent ans que vous ne me donnez plus signe de vie. Etes-vous mort ou quoi ? Cependant Clotilde, Augustine et M^{me} Bagdarard de Beaux Cils, me demandent souvent de vos nouvelles et me disent de vous donner des leurs. La poste eut-elle été infidèle ? Dans cette appréhension, je prends le parti de vous écrire par la voie d'un ami que vous devez connaître de nom, M. Vautier, gendre de feu notre ami Richard, beau frère concéque-

ment du professeur nouveau de l'Ecole de médecine. M. Vautier a peint les planches de notre Dictionnaire; il est dessinateur habile d'insectes. Ses lépidoptères surtout sont des ouvrages merveilleux. Il a une jolie collection d'articulés qu'il veut accroître, et il profite de la belle saison pour aller courir après. Il me demande une lettre pour vous, je la lui donne et vous le recommande comme moi même. Accueillez-le, montrez lui votre Museum, faites avec lui des échanges de doubles; conduisez-le à quelque excursion dans les environs; et comme il veut pousser plus loin, donnez-lui un itinéraire pour trouver les localités les plus riches.

Je l'ai déjà envoyé de Bordeaux à la Teste; aussi il aura déjà vu tout ce que fournissent les dunes. Maintenant je suppose que vous lui conseillerez de voir *Bayonne*, ses environs, la *Rhone*; tout ce que vous ferez pour lui, vous l'aurez fait pour moi. Et ne profiterez vous pas de l'occasion pour aller avec Vautier à Biarritz, Guétary et Saint-Jean-de-Luz. J'admire comment depuis des siècles que les Thore, Grateloup et autres, ont été dans cette localité, on ne l'a pas épuisée.

J'ai reçu, il y a un an, un gros sac de productions marines qu'on y avait ramassées au hasard... J'ai trouvé ici en les repréparant des magnificences dont je n'avais pas d'idée. Que je voudrais qu'un explorateur instruit me fit un tel envoi. Je le paierais ce qu'on voudrait.

Si Madame Daricaud est de retour à Saint-Sever, veuillez me mettre à ses pieds. J'ai vu hier son aimable sœur qui est ravie, parce que son beau mari qui me plaît beaucoup est de retour. Rappelez moi aussi à l'amitié du général Lamarque, dont je suis plus que jamais le sincère ami et l'admirateur.

Présentez mes respectueux hommages à toute votre famille, et me croyez votre sincère collègue.

BORY DE SAINT-VINCENT,

CLXII

A Monsieur Léon Dufour...

Paris, 27 juin, 1831.

Savez-vous, mon cher Dufour, que je devrais être fort en colère contre vous et que mes filles qui s'intéressent à tout ce qui peut vous être agréable le sont beaucoup. Quoi! vous recevez la Croix qui fit si longtemps l'objet de vos désirs, et ce n'est pas par vous que nous

l'apprenons. Il faut que ce soit un autre qui nous le dise (1). Franklin Thore vint me voir et fut tout étonné de voir que vous ne nous l'aviez pas écrit. Nous vous en félicitons. On ne pouvait mieux placer cette distinction. Vous êtes de ceux qui l'honorez plus qu'elle ne vous honore. Aujourd'hui nous boirons au nouveau légionnaire avec Fauché qui vient dîner chez nous.

Il m'a porté l'autre jour un assez beau paquet de cryptogames d'Alger. Ce pays n'est pas riche, mais ce qui y est est étrange. J'ai aussi acquis quelques raretés exotiques pour mon herbier d'un marchand Schleicher qui revient de Londres et passe par ici allant à Gex en Suisse. Autrefois, il m'avait mis dedans pour des plantes de son pays demandées d'après son catalogue; mais ici j'ai cherché dans ses paquets qu'il traînait avec lui, et, pour une centaine de francs, j'ai eu un assez bon lot.

Savez-vous qu'il est possible que je vienne à la députation. Sans que je l'aye demandé, on m'a proposé *la candidature de Marmande, en rivalité avec le redoutable Martignac*; j'ai accepté, à condition que je ne m'en mêlerais pas. Nous saurons sous peu si je dois rentrer dans la carrière des orages politiques, lesquels ne me paraissent pas encore être bien finis. Que de bêtises on a fait ici. Combien les incertitudes et les tergiversations du Gouvernement nous ont fait de mal. On *n'a pas compris Juillet*. Tout serait fini aujourd'hui. Mais enfin j'espère que nous en viendrons à bout. Relisez la Constitution de l'an III; au lieu d'un crasseux Directoire, mettez un roi ferme qui au lieu de bavarder aille au Rhin et vous m'en direz des nouvelles.

J'ai eu bien du plaisir à voir mon ami Thore; il va voir des salines en Allemagne.

Je ne sais l'adresse de Lamarque. Voulez-vous lui remettre la ci-incluse. Voulez-vous aussi de ma part baiser le bout du doigt de l'aimable baronne et me croire surtout de vous et des vôtres le dévoué,

BORY DE SAINT-VINCENT.

(1) Léon Dufour fut fait chevalier de la Légion d'honneur en juin 1831. (Voir ses *Souvenirs*, p. 278.)

CLXIII

A Monsieur Léon Dufour (1).

Paris, 17 octobre 1831.

Malgré que vous n'avez pas répondu à ma dernière, je prie mon libraire de vous faire parvenir deux prospectus de mon *ouvrage sur la Grèce*. Vous y verrez que je ne suis pas de ceux qui oublient le bien qu'on leur fit, lors même qu'il est question de gens qui n'en pourront plus faire (2). On a trouvé généralement bien ce que j'ai dit du pouvoir abatu, de Martignac et de Peyronet. Notre ouvrage avance; il m'absorbe et ne me laisse que le temps de vous dire combien je vous suis toujours dévoué. Mes filles vous saluent.

Tout à vous,

BORY DE SAINT-VINCENT.

P.-S. — Votre frère est bien drolle. Il me fait écrire à d'Haube-
søert, secrétaire particulier de Casimir Périer, et ne vient pas cher-
cher la réponse. Je prends le parti de vous l'envoyer pour la lui
remettre.

CLXIV

*A Monsieur le Comte d'Uzer, directeur de l'Administration
de la Guerre. Paris (3).*

Paris, 17 octobre 1831.

MON CHER GÉNÉRAL,

Daignez agréer l'hommage de mon prospectus de Morée, qui sera bientôt suivi des livraisons. Vous y verrez que je ne suis pas de ceux qui sont ingrats envers ceux qui lui furent bons, même quand ils sont morts.... J'abhorre les gens qui jettent des pierres aux lapidés.

(1) Cette lettre est la dernière à Léon Dufour qui nous ait été envoyée par son fils, M. le D^r Albert-Léon Dufour; les suivantes s'étant égarées ou plutôt n'ayant pas été jugées dignes par leur destinataire d'être conservées.

(2) Allusion au reproche que lui fit Léon Dufour d'avoir combattu aux élections dernières la candidature de son ancien bienfaiteur, le vicomte de Martignac, et surtout de s'être présenté contre lui. Ce qui amena entre les deux amis un certain froid, qui ne fut du reste que momentané. On sait que Bory donna deux mois après avoir été élu, sa démission de député du collège de Marmande.

(3) Archives départementales de Lot-et-Garonne.

Il faut être reconnaissant, encore plus pour le malheur que pour la fortune. En vous forçant pour ainsi dire à me lire, je viens vous avertir que le dépôt de la guerre, se montrant fort généreux à l'égard de la Commission scientifique dont il fait confectionner les cartes, je suppose que le ministère de M. Dargout (1) se montrera à son tour reconnaissant par des exemplaires. Comme l'ouvrage sera beau et cher, je vous engage à vous y prendre d'avance pour en obtenir un du Ministre de la Guerre, qui aura sans doute à en distribuer plusieurs. Voyez dans cette démarche l'importance que j'attache à votre suffrage éclairé, et me croyez à jamais votre sincère et très dévoué serviteur.

Le Colonel BORY DE SAINT-VINCENT,
au dépôt de la Guerre.

et au 2^me recto :

MON CHER COLONEL,

Je vous remercie infiniment d'avoir bien voulu m'envoyer un prospectus des travaux de la Commission de Morée. La part importante que vous avez prise à ces travaux me fait vivement désirer de les connaître en détail et je suivrai vos bons conseils pour devenir possesseur d'un monument auquel vous avez travaillé d'une manière si distinguée.

(20 Octobre).

CLXIV (bis)

*A Monsieur Charles Nodier, bibliothécaire à la bibliothèque
de l'Arsenal (2):*

Paris, 13 mai 1832 (3).

Il faut convenir que tu es un drolle d'ami et qu'il faut qu'on ait bien du penchant vers toi pour te pardonner tes négligences, silences, absences, etc., etc. Tu as fui le choléra à Metz. Je t'avais écrit sur la Société entomologique ; tu ne m'a pas seulement répondu. Cependant j'ai passé outre ; je t'ai fait recevoir ; le secrétaire te l'écrira pour

(1) Comte d'Argout, ministre de Louis-Philippe depuis le 27 novembre 1830 jusqu'en 1834.

(2) En notre possession

(3) Charles Nodier avait été nommé, dès 1823, bibliothécaire à l'Arsenal. C'est là qu'il écrivit la plupart de ses jolis contes, qui le menèrent en 1832 à l'Académie française. Cette lettre est la seule qui nous apprenne les relations intimes qui existaient entre Bory de Saint-Vincent et l'auteur de *Trilby*.

moi. Je viens te réitérer l'assurance que cette jolie petite réunion se compose d'hommes fort bien ; tu leur est déjà connu sous tous les autres rapports ; et comme tous ceux qui l'ont vu ou parlé, ils t'aiment. Ne vas pas, par une fausse modestie, nous refuser. Je suis tout autant arriéré que toi en entomologie ; mais je me rappelle cette science avec plaisir et je vais une fois par mois en entendre parler. Tu en feras autant et ce sera un moyen de nous rapprocher au moins quelquefois. Adieu ; tout à toi de cœur.

B. DE SAINT VINCENT,
Rue de Bussy, 6.

CLXV

A Monsieur Dardes-Dayries, Paris (1).

Ce 16 novembre 1832.

Il y a sans doute du malentendu dans les motifs qui vous ont fait m'écrire la lettre que je reçois. J'ai eu le plaisir de voir M. Ravenel, hier ; il m'a montré la moitié de son manuscrit qu'il n'a même pu me laisser pour le lire ; ensuite il me remit une lettre dont il paraissait ignorer même le contenu et parut surpris quand il vit que vous me chargiez de lui donner 150 francs. Si j'eusse eu cette somme sous la main, je la lui eusse donné sans difficulté ; encore que je sois parfaitement convenu avec vous par écrit *de vous remettre à vous la moitié de 500 francs en recevant le manuscrit, et l'autre moitié en liorant à l'impression*, c'est-à-dire trois ou quatre jours au plus après avoir reçu ledit manuscrit. Ces trois ou quatre jours m'étaient nécessaires pour le lire, le revoir, y mettre mon cachet, etc., etc. Je me suis mis en mesure pour ces deux époques, que je présume arriver vers la fin du mois, comptant toujours sur ce qui s'était dit entre nous. Mais je n'y étais pas hier 15, où j'avais moi même fait un autre paiement.

Ainsi vos reproches sont tout à fait hors de saison. Au reste si M. Ravenel m'envoyait la moitié du discours, je le verrais dès demain, et dès mardi vous pourriez commencer à imprimer, ce qui accélérerait encore votre ouvrage, et la rentrée de vos fonds, puisque lorsque l'autre moitié me viendrait, je n'aurais peut-être pas besoin de vingt-quatre heures pour la revoir,

Je vous salue de tout mon cœur.

BORY DE SAINT VINCENT.

(1) Archives départementales de Lot-et-Garonne.

CLXV (*bis*)

A Monsieur de Bois-le-Comte, aide de camp du lieutenant-général Harispe, à Bayonne.

Paris, ce 28 novembre (1).

MONSIEUR ET CHER CAMARADE,

M'intéressant vivement au jeune Darricaud, dont le père a été si bon pour moi et dont la mémoire m'impose le devoir de servir sa famille, j'espérais pouvoir lui être utile près du ministre dans l'avancement que je croyais lui devoir revenir et qu'il mérite à tant d'égard. Quelle a été ma surprise et mon chagrin lorsqu'ayant intéressé avec le général Pelet (2), qui aime aussi Darricaud, les puissances qui se montraient pleines de bonne volonté, nous ne trouvons pas le nom de Darricaud sur la liste d'avancement de l'Inspection. J'en ai le cœur persé. Ayez donc la bonté de me dire quelle est la cause de ce malheur qui me touche bien personnellement. Dites moi si vous pensez qu'il y ait le moindre remède. Si je pouvais supposer que mon nom ne fut pas oublié du général Harispe, qui servit sous le maréchal Soult, quand j'étais aide de camp de Son Excellence (3), j'eusse pris la liberté de lui en écrire ; mais j'ai présumé que vous seriez plus à l'aise pour me faire la confidence que je viens solliciter de vous.

Je saisis cette occasion pour vous saluer en affectionné camarade.

Le colonel BORY DE SAINT-VINCENT,
Membre de la Commission d'Etat-Major.

(1) En notre possession. Sans date ; mais tout porte à croire qu'elle fut écrite en cette année 1832.

(2) Le général baron Pelet, né à Toulouse en 1777, fit toutes les guerres du premier Empire et fut nommé en 1830 lieutenant-général et directeur général du dépôt de la guerre, où travaillait sous ses ordres Bory de Saint-Vincent.

(3) On n'ignore pas que le général Harispe, né dans le pays basque, conquit vaillamment tous ses grades sous les yeux de Napoléon et se distingua notamment en Espagne en 1813 et plus tard en France en 1814 dans la mémorable retraite du maréchal Soult sur le versant nord des Pyrénées.

CLXVI

*A Monsieur le général baron d'Uzer, commandant supérieur,
à Bonn (Afrique) (1).*

Paris, 20 juin 1833.

MON CHER GÉNÉRAL ET ANCIEN CAMARADE,

Tout en finissant mon grand travail sur la Grèce, et cloué que je suis à mon dépôt de la Guerre, je vous suis dans les journaux sur la rive africaine, et il me tarde d'être libre des imprimeurs, graveurs et libraires, pour obtenir de Monsieur le Maréchal une mission au loin qui me fasse encore voyager. Mon délassement est la botanique dont vous ne vous occupez guère, mais qui pourtant a ses charmes. Vous avez dans votre gouvernement un jeune homme fort instruit dans cette science, attaché à l'armée comme officier de santé et qui se nomme M. Steinheil. Il voudrait bien, quand vous faites faire des sorties ou des reconnaissances, pouvoir sortir avec les troupes pour aller herboriser, et même avoir la faculté de passer un peu les avant-postes. Cependant il faut qu'il soit prudent et que son amour de la science ne l'emporte pas trop loin. Encore une fois, je prends la liberté de vous le recommander et de vous prier de lui accorder, en outre, tout l'intérêt qu'il mérite. Je vous en aurai une très vive reconnaissance.

Le grand mot est lâché ; et le gouvernement assure ici qu'il veut coloniser définitivement la Côte Barbaresque. Ce fut autrefois l'une des plus belles provinces de la République romaine et de l'Empire. Pourquoi n'y réussirions-nous pas dans un siècle où les moyens de colonisation sont si perfectionnés ? Il est question depuis hier de vous renvoyer le maréchal Clauzel (2). Définitivement Guilleminot n'en veut pas (3). Au reste ce ne sont que des on dit. Mon ancien patron

(1) Archives départementales de Lot-et-Garonne.

(2) On sait la part que le général Clausel prit à toutes les guerres de l'Empire, et comment il acclama l'Empereur au retour de l'Île de l'Elbe. Condamné à mort par le gouvernement des Bourbons, il ne dut son salut qu'à sa fuite aux États-Unis. Amnistié en 1820, il fut élu député de l'Arriège en 1827, reçut en 1830 le commandement de l'armée d'Afrique, fut nommé maréchal en 1831, puis rappelé en Algérie, où il s'empara de Mascara, mais échoua devant Constantine.

(3) Guilleminot, né à Dunkerque (1774-1840), général de division en 1813, chef d'état-major de l'armée rassemblée sous Paris en 1815, directeur général du dépôt de la guerre sous la Restauration, prit part en 1823 à l'expédition d'Espagne comme chef d'état-major du duc d'Angoulême, ambassadeur à Constantinople de 1824 à 1831.

est fort boutoné là-dessus et l'on se ferait rabrouer si l'on lui en ouvrait la bouche. Il vient d'être regrippé comme tout Paris. J'ai vu Anthoine ces jours ci, auquel j'ai dit que je vous écrirais pour vous recommander un jeune homme, et qui m'a dit qu'il se rappelait aussi à votre amitié.

Adieu, mon cher général ; si je puis vous être bon à quelque chose, daignez vous souvenir de votre ancien camarade, m'employer et me croire à jamais votre sincère et dévoué,

Baron BORY DE SAINT-VINCENT,
de l'Académie des Sciences, colonel d'Etat-Major
rue de Bussy, n° 6.

CLXVII

*A Monsieur Granet, de l'Institut,
rue Saint-Lazare, n° 56, Paris (1).*

Paris, 18 février 1835.

MONSIEUR,

Sans avoir probablement l'honneur de vous être connu, mais en qualité de confrère, je viens recommander à votre indulgence un petit tableau que j'ai remis au Louvre, où il a été déposé sous le n° 309. Il est d'une dame qui doit garder l'anonyme sur le livret, M^{me} Picard, et représente un jeune cousin, M. P. D. Je m'intéresse fort à l'auteur qui joint à une fortune indépendante une passion pour les Beaux-Arts, que les honneurs de l'Exposition achèveraient de développer. Au reste, ce petit essai n'est pas indigne, ce me semble, de paraître en public. Il me semble dans les idées que j'ai de la peinture, dont je suis fou, avoir vu au Salon plus d'une chose admise l'année dernière qui ne valait pas le portrait pour lequel je sollicite avec ferveur l'indulgence du jury.

Je saisis, Monsieur et illustre confrère, cette occasion pour vous présenter mes civilités respectueuses et me dire votre très humble et obéissant serviteur.

Le baron BORY DE SAINT-VINCENT,
de l'Institut (Académie des Sciences),
Colonel d'état-major, etc.

(1) Archives départementales de Lot-et-Garonne. — François-Marius Granet (1775-1849) fut élève de David et devint sous la Restauration et le Gouvernement de Juillet un peintre célèbre. Membre de l'Institut en 1830, il fut nommé peu après Conservateur du Louvre et du Musée de Versailles.

CLXVIII

*A Madame P. de Lacroix,
rue Saint-Lazare, près le passage de Navarin, Paris (1).*

Paris, 14 octobre 1837.

Samedi matin.

TRÈS BELLE ET AIMABLE DAME,

En arrivant à la Commission et avant d'entrer en séance, je veux monter au bureau de la Justice militaire pour m'associer à la bonne action que vous voulez faire; je m'aperçois, et cet aveu est bien humiliant à faire, que hier soir en vous quittant, ayant eu la turpitude d'alumer un cigare au lampion qui brûlait au coin de la rue sur un amas de pavés, je me servis du papier que vous m'aviez donné, sans me rappeler ce que ce pouvait être. Il faut un pareil malheur pour convenir que j'ai l'ignoble habitude de fumer en me retirant le soir; mais puisque le mal est fait, j'ai le courage de le réparer en vous priant de m'envoyer par la petite poste, de manière à ce que je puisse recommencer mes démarches lundi, une nouvelle note explicative.

Je vous promets, Madame, d'y mettre du zèle. Car je n'ai pas de plus grande ambition que de vous servir en toutes choses et de vous prouver à quel point je suis votre sincère, soumis et empressé serviteur.

Baron BORY DE SAINT-VINCENT,
Rue de Bussy, 6.

(1) Archives départementales de Lot-et-Garonne. — Cette M^{me} de Lacroix était la femme du général Pamphile, vicomte de Lacroix (1774-1842), qui avait fait les campagnes de l'Empire, se trouva à Waterloo comme général de division, se rallia aux Bourbons, et rentra dans la vie privée en 1830, après avoir fait la campagne d'Espagne et déjoué les complots des carbonari à Grenoble et à Strasbourg.



Cliché Ph. Lantz

SOUVENIRS DU VIEIL AGEN

LE CLOCHER DE SAINT-ETIENNE

Le clocher de Saint-Etienne d'Agen mérite une monographie spéciale. D'abord, il était éloigné de l'église, à soixante mètres environ de sa façade principale, au nord-nord-ouest; puis, sa tour romane très ancienne, que surmontait une flèche des plus curieuses, en faisait un des monuments les plus originaux d'Agen. C'était, ainsi que nous le décrirons, un clocher à hords, dans toute l'acception du mot.

La vue que nous en donnons ici est entièrement inédite. Elle est la reproduction d'un très joli dessin à l'encre de Chine fait par un sieur Bernard Pauliac, le 10 août 1814, ainsi qu'il est dit dans la légende qui l'accompagne. Ce dessin appartient à M. le vicomte Sansac de Traversay, qui l'a trouvé dans l'héritage de M. de Lugat, ancien maire d'Agen sous la Restauration. Sur notre demande, il a bien voulu nous permettre de le photographier et de le publier spécialement dans la *Revue de l'Agenais*. Nous le prions d'agréer, pour son extrême obligeance, l'expression bien sincère de notre gratitude (1).

Il existe un autre dessin de ce clocher par Brécy, publié dans ses *Esquisses sur Saint-Etienne d'Agen*, mais exécuté seulement en 1836, d'après, écrit M. Magen dans une note des « *Annales de Proché*, une aquarelle du temps » (2). Cette aquarelle serait-elle celle que renferme le manuscrit de Labru-

(1) Les dimensions du tableau original sont : sans cadre, largeur, 0^m34, hauteur, 0^m24 ; avec cadre, largeur, 0^m40, hauteur, 0^m30.

(2) *Annales de la Ville d'Agen*, par Proché. Agen, 1884, in-8°, p. 38.

nie, conservé à la bibliothèque départementale de Lot-et-Garonne ? Nous le croyons.

En comparant ces deux dessins, nous n'avons pas hésité à donner la préférence à celui de Pauliac ; d'abord, parce qu'au lieu de nous représenter le clocher seul au-dessus des maisons qui l'enclavaient, il nous donne en même temps la très curieuse vue de la place des Cornières ; ensuite, parce qu'il nous paraît beaucoup plus exact, ainsi que nous le prouverons, ayant été fait « de mémoire » il est vrai, comme le reconnaît loyalement son auteur, mais en 1814 au lieu de 1836, c'est-à-dire à une époque bien moins éloignée de 1793, date de sa démolition, et comme ayant été vu longtemps par lui, à l'époque de sa jeunesse. Cette vue présente, en outre, cet autre avantage, c'est qu'elle se rapproche beaucoup plus que celle de Brécy des deux autres silhouettes de ce même clocher que nous donnent : 1° le dessin du palais épiscopal de Bouvet, en 1783, et, dans le fond, la ville d'Agen avec toutes ses églises, ses tours et ses clochers ; 2° la perspective de la ville d'Agen de 1648, aquarelle unique et inappréciable, qui appartient actuellement à Madame de Boëry.

Le clocher de Saint-Etienne d'Agen était, venons-nous de le dire, un clocher à hourds. Il consistait d'abord en une tour carrée en pierres, qui lui servait de base et dont les angles étaient emboîtés par quatre robustes contreforts ; en second lieu, en une flèche en bois à deux étages, le premier, très lourd et très massif, s'emboîtant dans la tour de pierre par un système de hourds qui supportaient une charpente en encorbellement à quatre eaux ; le second, beaucoup plus éclairé, « couvert, écrit Brécy, d'ardoises façonnées et terminé en « aiguille squameuse, cantonnée de quatre petits clochetons. » Une croix, avec girouette au-dessous, couronnait le tout (1).

Proché, qui l'avait eu longtemps sous les yeux, le décrit ainsi, à son tour : « Le clocher de l'ancienne cathédrale Saint-

(1) Ces clochers à hourds sont assez rares en France. Dans le *Bulletin monumental*, n° 1-2, 1907, M. René Fage a décrit ceux des églises de Saint-Chamant et de Saint-Sylvain, dans le Bas-Limousin.

« Etienne fut détruit à la fin de 1793, par ordre du représen-
« tant Paganel. *C'était, sans contredit, le plus beau monu-
« ment de la ville d'Agen.* La flèche, construite en bois, avait
« cent pieds de haut (32 mètres), d'une grosseur proportionnée
« et allait en diminuant jusqu'au sommet. Elle était de forme
« pyramidale et carrée, ayant à ses angles une petite
« flèche, aussi en forme de pyramide, haute de vingt pieds
« (6^m40). Tout l'ouvrage était couvert d'ardoises. Le chapitre
« la faisait réparer soigneusement tous les ans. Chaque face
« du carré avait trente pieds à sa base (9^m60). La charpenterie
« ou beffroi sur lequel étaient posées les cloches était formé
« de grosses poutres de chêne très bien liées ; et, quoique cet
« édifice fut construit depuis plus de deux cents ans, il parais-
« sait neuf, parce que, comme je l'ai déjà dit, il était soigneu-
« sement réparé et entretenu par le chapitre. Lors de sa cons-
« truction, il fut couvert de petits morceaux de bois en forme
« d'écailles. Il n'était couvert d'ardoises que depuis environ
« quatre vingt-dix ans (1) ».

Dans l'original de la *Perspective d'Agen en 1648*, qui est le plus ancien dessin de notre ville que nous connaissions (2), le clocher de Saint-Etienne est représenté, à gauche de l'église, séparé d'elle par deux grandes arcades, comme formé d'abord d'une tour carrée en pierres blanches, cantonnée de quatre contreforts, puis d'une lourde flèche noire que divise en deux étages, non plus quatre clochetons aux angles, mais une sorte de galerie ou balcon circulaire évasé, sur laquelle repose toujours la flèche supérieure pyramidale et élancée.

Le dessin de Bouvet, en 1783, offre des différences notables. Séparé de la cathédrale qui se présente de côté et est épaulée par d'énormes contreforts et de vigoureux arcs-boutants, la flèche repose toujours sur une tour carrée en pierres et se

(1) *Annales d'Agen*, par Proché, p. 39.

(2) Nous l'avons reproduit en tête du tome I de notre ouvrage sur les *Courents d'Agen avant 89*, d'après le dessin de M. G. Recours, qui a cru devoir rectifier quelque peu l'original, et qui, notamment ici pour le clocher de Saint-Etienne, reproduit les quatre clochetons, alors qu'ils n'existaient pas dans le dessin primitif.

compose de deux étages, mais cantonnés chacun cette fois de quatre clochetons. Comme dans le dessin de Pauliac, elle offre un aspect lourd et massif à sa base, tandis qu'elle s'élance très effilée vers le ciel.

Dans Brécy, au contraire, la tour carrée est étriquée, le premier étage de la flèche est maigre; il est percé d'un nombre d'ouvertures que nous ne retrouvons pas ailleurs; enfin, il ne reproduit pas le signe caractéristique de l'étage supérieur, qui est d'avoir des arbalétriers tordus en spirale, comme le clocher de l'église de Sérignac; disposition curieuse, que fait valoir au contraire très nettement le dessin de Pauliac.

Aussi, est-ce pour toutes ces différentes raisons que nous avons cru devoir donner la préférence à ce dernier.

Proché, dont l'admiration pour le clocher de Saint-Etienne était partagée par ses contemporains, nous donne les plus minutieux détails sur les cloches qu'il contenait au moment de la Révolution :

« Il y avait, écrit-il, cinq cloches de grandeur inégale. La plus grosse pesait environ cent quintaux. Elle avait été fondue, en 1726, par Jean Dumas, de Milhaud. On lui donna mille francs pour refondre la vieille cloche, qui était cassée, pesant quatre-vingt-quinze quintaux. On y ajouta douze quintaux de fonte. Elle devait être sonnante le 15 juin (acte passé le 1^{er} avril 1726 entre Mgr Hébert, évêque, et ledit Dumas, par Barènes, notaire). On sait par tradition que, lorsque la matière était en fusion, un grand nombre de spectateurs, et surtout les chanoines, jetèrent dans le fourneau une très grande quantité de pièces d'argent, des coupes, des vases, des plats et autre vaisselle de la même matière. Cette cloche avait un son majestueux qui causait une commotion religieuse dans les solennités, mais qui était terrible et effrayant lorsqu'elle sonnait l'agonie. On employait huit hommes pour la mettre en branle. La seconde et la troisième cloche, sans être aussi grosses que la première, avaient aussi un très beau son. La quatrième s'appelait la *carémale*, parce qu'elle servait particulièrement pendant le carême à appeler les chanoines, les prébendés et les fidèles aux offices divins. On l'entendait de très loin parce qu'elle avait un son clair et perçant et qu'elle était la plus élevée. La dernière, vulgairement appelée *Lou Repiquet*, prévenait qu'on allait sonner et appelaient les hommes qui faisaient le service du clocher, la veille et les jours de fêtes solennelles.....

« Lorsque toutes les cloches sonnaient à la volée, la flèche était en mouvement et formait des ondulations qui allaient en augmentant jusqu'à la croix qui la surmontait ; on la voyait, avec la girouette, agitée d'une manière très sensible , ce qui prouvait sa solidité et son équilibre ; mais elle ne restait pas que d'inquiéter les habitants du voisinage (1). »

Pourquoi le clocher de Saint-Etienne n'était-il pas attenant à l'église ? Il est facile d'expliquer cette anomalie, que nous retrouvons, du reste, dans d'autres églises de la région, à Saint-André de Bordeaux, par exemple, à Saint-Michel de la même ville, etc.

Nous avons dit, à propos de l'église, que le premier temple roman avait été construit, au XI^e siècle, dans l'enceinte du *Castrum Sancti Stephani*, qui était le centre de la cité. Ce *Castrum*, mot qu'il faut entendre ici non par château mais par agglomération défensive, comprenant le château proprement dit avec sa tour de l'*Escuragno*, plus tard résidence des évêques, la cathédrale, le cloître, la maison des chanoines, etc., fut dès l'origine fortifié, entouré de courtines, de tours, de fossés. N'est-ce pas en 1150, sous l'épiscopat d'Elie de Castillon, que par ordre du roi d'Angleterre fut construite, autour même de Saint-Etienne, une nouvelle muraille d'enceinte ? Une de ces tours, dite *Tour du Caillaou*, située à l'angle nord-ouest, se trouvait attenant à la maison claustrale, vaste quadrilatère renfermant une cour et un cloître, où logeaient les chanoines de Saint-Etienne, et qui à son tour communiquait avec la cathédrale. L'argent faisant défaut pour bâtir un clocher neuf, l'autorité ecclésiastique jugea préférable d'acquiescer, si elle n'en était déjà propriétaire, cette tour carrée de garde ; et c'est ainsi que, n'étant plus d'aucune ressource pour la défense, l'enceinte d'Agen s'étant successivement agrandie et ayant été reportée bien plus au loin (2), elle fut utilisée comme clocher.

(1) Proché, *Annales*, p. 39.

(2) Voir notre étude sur les *Enceintes successives de la ville d'Agen*, précédée de la reproduction du plan de Lomet. (Agen, 1894, in-8° de 71 pages.)

Dans ses Antiquités d'Agen, Saint-Amans, toujours d'après Argenton et Labrunie, est formel à cet égard. « La flèche du clocher de la cathédrale, dit-il, était élevée de 18 toises (36 mètres). Construite en charpente, elle fut même recouverte en bois jusque vers le milieu du siècle dernier, époque à laquelle on la couvrit en ardoise. Cette charpente, dont la délicatesse et l'aplomb étaient remarquables, reposait sur une vieille tour carrée qui avait fait partie de l'ancien *Castrum Sancti Stephani*, et qui se nommait la *Tour del Caillaou*, la tour du Caillou (1). »

Ce n'est guère du reste qu'à partir du xv^e siècle qu'il est question, dans nos archives, du clocher de Saint-Etienne.

Le 2 août 1460, un accord intervient entre les consuls et le chapitre cathédral pour l'établissement et l'entretien de l'horloge qu'on va placer dans le grand clocher. Mais bientôt on reconnaît les difficultés de l'entreprise; un nouvel accord du 24 septembre 1473 annule le premier, et la commune reste chargée de toutes les dépenses d'entretien de l'horloge municipale, qui demeure définitivement là où elle se trouvait depuis longtemps, c'est-à-dire à la tour de la Grande Horloge (2).

« En 1502, nous dit Brécy, on rétablit sur sa base la flèche svelte et élancée du clocher de la cathédrale. » Proché confirme à la même date cette réparation.

En 1574, le livre des audiences des consuls relate la chute d'un pan de mur du clocher de Saint-Etienne (3).

A la fin de 1617, les consuls s'associent au chapitre pour subvenir aux frais de la refonte de la grande cloche de l'église cathédrale (4).

L'année suivante, 1618, nous apprend Proché, le beffroi du clocher de Saint-Etienne, qui était en bois, fut couvert en ardoise et remanié alors sur l'ordre de l'évêque Claude de Gélas.

(1) Saint-Amans, *Essai sur les Antiquités du département de Lot-et-Garonne*, page 130.

(2) Archives municipales, DD. 24

(3) Idem, FF. 35.

(4) Idem, BB. 44.

En 1639, la foudre tomba « sur le clocher, grand pyramide « de ladite église cathédrale » et l'endommagea fortement. Le sieur Chalbel, dit Petit, s'engage à la réparer moyennant 300 livres (1).

L'évêque demande aux consuls de participer à cette dépense. Ceux-ci refusent, « attendu, disent-ils, que ce clocher ne sert « pas pour la paroisse (2). »

Même accident en 1669, année où « le feu du ciel dévora « presque entièrement, écrit Brécy, la flèche du clocher, qui « fut rebâtie presque aussitôt et à peu près sur le même « modèle. »

« Le 1^{er} octobre 1706, nous apprend le même auteur, vit « naître en grande cérémonie la grosse cloche ou bourdon, qui « fut baptisée sous le nom d'Etienne-Dulcide. » Brécy ne se trompe-t-il pas de date et ne serait-ce pas vingt ans plus tard, c'est-à-dire en 1726, ainsi que l'écrit Proché dans le passage rapporté plus haut, qu'eurent lieu la fonte d'abord, puis le baptême de cette grosse cloche ?

Le bruit qu'elle faisait était si grand que « lorsque le maréchal de Richelieu fit son entrée à Agen en 1759, écrit Proché, la tradition veut que, parvenu au coin de Saint-Caprais, « rue Molinier, et se trouvant entre les sonneries de Saint-« Etienne et celles de la Collégiale, dont toutes les cloches « étaient à la volée, il en témoigna sa surprise (3). »

A la fin du XVIII^e siècle, la flèche de Saint-Etienne était en fort mauvais état. Un procès-verbal du 22 juin 1791 atteste que deux de ses aretiers et sa couverture en ardoises menacent ruine (4).

Le 14 juillet 1792, la municipalité d'Agen, à l'occasion du serment fédératif, fit planter au Gravier un peuplier d'Italie, surmonté d'un bonnet phrygien. « Le vent l'ayant renversé « quelque temps après, la même municipalité délibéra qu'il « serait placé au-dessus de la girouette du clocher de Saint-

(1) Archives municipales, DD. 24.

(2) Idem, BB. 56.

(3) Proché, *Annales*, p. 40, note.

(4) Archives départementales de Lot-et-Garonne. Cf. Tholin, *Etudes*, p. 193.

« Etienne. Cette opération fut différée par la difficulté de
« l'exécuter. L'année suivante, le clocher ayant été renversé
« par ordre des représentants du peuple, on ne laissa subsister que la Tour que l'on voit encore au-dessus de la Cornière. Ce fut au-dessus de cette tour que le bonnet fut
« placé au bout d'une pique, à laquelle était attaché un large
« pavillon de drap aux trois couleurs, qu'on a vu longtemps
« flotter. Le tout a été détruit par le temps (1). »

En septembre 1793, en effet, Paganel, député de Lot-et-Garonne, représentant en mission de la Convention dans son département pour réchauffer l'ardeur républicaine et stimuler le zèle des patriotes, ordonna, dès son arrivée à Agen, la démolition de la flèche de Saint-Etienne. Aussitôt, le 13 brumaire an II (3 novembre 1793), le citoyen Dergny, ingénieur en chef, convoque les maîtres-charpentiers de la ville et met en adjudication l'antique clocher. Le lendemain, 4 novembre, le citoyen Pierre Lamarque, maçon, est déclaré adjudicataire. Il s'engage, moyennant 1.390 livres, à exécuter les conditions prescrites par l'administration, qui sont : 1° de descendre les cloches dans le cloître, soit entières, soit par fragments, et de les laisser à l'administration ; — 2° d'enlever la flèche en bois ; — 3° de construire, au-dessus du pilier carré de maçonnerie qui soutient le clocher, une charpente suivant l'art et de la couvrir ; — 4° de réparer tous les dommages qui pourront être occasionnés aux maisons voisines ; — 5° de terminer dans le plus bref délai ces opérations (2).

Ce qui fut fait, du moins en ce qui concerne la destruction complète du clocher.

« Tous les Agenais, écrit toujours Proché, virent avec le
« plus grand regret la destruction de cette flèche, qui était
« regardée comme la plus belle et la plus hardie qui existât
« en France. Mais personne n'osa s'intéresser à sa conservation, ni faire la moindre démarche pour empêcher un tel

(1) Proché, page 19.

(2) Archives départementales de Lot-et-Garonne. Registres du Conseil de département, t. VI, p. 152, 155, 266.

« acte de vandalisme, tant les esprits étaient engourdis alors
« par la terreur. Cependant la difficulté de descendre les
« cloches faillit sauver tout l'ouvrage ; mais sa dernière heure
« était venue. Un représentant avait résolu sa destruction ;
« le culte étant aboli, les cloches étaient inutiles. Il ordonna
« qu'elles fussent cassées en place, et qu'on jetât les morceaux
« dans le cloître qui était au-dessous. C'était ce qu'il deman-
« dait pour envoyer la matière à la fonderie de canons. Tout
« le reste fut abandonné aux entrepreneurs, le bois, le fer et
« l'ardoise, sur lesquels ils firent de grands profits. On leur
« donna outre cela treize cents francs pour indemnité ; et afin
« qu'ils accélérassent le travail, une partie du bois fut
« employée à faire les crèches qu'on établit dans plusieurs
« églises de la ville. J'avais omis de dire que l'escalier pour
« monter au clocher de Saint-Etienne est dans la tour qui
« existe encore (1). »

Cette tour a subsisté et est demeurée découronnée jusqu'au percement du grand boulevard. Longtemps nous l'avons vue, surgissant au-dessus du toit des maisons Brunel et Labesque sous les Cornières. Lorsque ces immeubles furent expropriés pour ouvrir la grande artère qui traverse aujourd'hui la ville de l'Ouest à l'Est, que la vieille tour romane, toujours cantonnée de ses quatre contreforts, apparut isolée depuis le sol jusqu'à son sommet, on songea un instant, à la conserver et à l'entourer d'un square. Mais, bâtie en appareil irrégulier, n'offrant aucune décoration, aucun ornement dignes d'être respectés, aucun intérêt archéologique que celui qui s'attachait à son passé, elle fut définitivement condamnée. Il ne reste plus d'elle aujourd'hui que le souvenir. Nous faisons des vœux pour que notre étude et le joli dessin qui l'accompagne en perpétuent longtemps encore la mémoire.

Ph. LAUZUN.

(1) Proché, *Annales*, p. 40.

NOTES ET DOCUMENTS
SUR
QUELQUES ANCIENNES FAIENCERIES
DE L'AGENAIS ET DU BAZADAIS

II. — FAIENCERIES DU BAZADAIS

(Bazas — Meilhan)

§ 1. — FAIENCERIE DE BAZAS (1779-1820)

La ville de Bazas qu'une division territoriale révolutionnaire, c'est-à-dire arbitraire, a réduite au rôle un peu humiliant de simple chef-lieu d'arrondissement, était, avant la Révolution, le siège d'un riche évêché et la capitale d'une grande province, le Bazadais, comprenant les arrondissements actuels de Bazas et de La Réole et une petite partie du département de Lot-et-Garonne.

Admirablement située sur le sommet d'un promontoire de forme triangulaire, la ville de Bazas, d'où émerge le hardi clocher de sa superbe cathédrale, un très beau spécimen d'architecture ogivale, domine au sud le vallon du Beuve et c'est au bord de ce ruisseau, non loin de la ville, dans la paroisse de Saint-Michel-de-la-Prade, dont le territoire fait aujourd'hui partie de la commune de Bazas, que fut établie en 1779 la faïencerie dont nous allons avoir à nous occuper.

Les rares auteurs qui ont cité cette manufacture bazadaise n'ont pu le faire que d'après la liste de Glot de 1790 (1), mais ils n'ont pu fournir aucun détail.

« Bazas (Gironde). Cette fabrique est connue par la liste de Glot » dit Albert Jacquemart dans son *Histoire de la Céramique* en 1873. Ris-Paquot, dans son *Manuel du collection-*

(1) Voir sur la liste de Glot, la note de la page 413.

neur de faïences anciennes (1877-1878), n'en dit guère davantage : « Nous n'avons aucune connaissance des produits céramiques de l'ancienne ville de Bazas. Seule la liste de Glot nous apprend qu'en 1790 une fabrique de faïence y fonctionnait encore. » G. Sabatier, dans sa notice sur les *Anciennes faïenceries de l'Agenais* (1898), en dit un peu plus long : « De même, écrit-il, les faïences de Bazas (Gironde) confondues souvent avec celles de Bordeaux, sont connues d'après les vases de pharmacie de l'Hospice de Bazas et par les vieux pots que l'on voit encore au bureau de tabac de la place du marché et qui sont sortis de la fabrique de M. Beaulos Péchicot, quartier Saint-Michel à Bazas. » Enfin Latapie, inspecteur des manufactures, dans son journal de tournées de 1778 que nous avons cité dans la première partie de notre travail, ne parle pas de la faïencerie de Bazas et il ne peut pas en parler puisqu'en 1778 elle n'existait pas encore, comme nous allons l'expliquer. Mais dans sa *Notice de la Généralité de Bordeaux* rédigée en 1785, Latapie fait allusion à cette fabrique en ces termes : « Au lieu de Saint-Michel, à un quart de lieu de Bazas, à l'est, M. Baulos, bourgeois de Bazas, a établi une manufacture de faïences où il ne se fait encore que des ouvrages très communs ; l'argile du lieu est excellente et l'eau dont on se sert sort d'un rocher. » On va voir que c'est en effet entre ces deux dates, 1778 et 1785, que fut créée la faïencerie qui nous intéresse.

C'est tout ce qu'on sait jusqu'à présent de cette manufacture et on voit que c'est peu de chose. Grâce à quelques documents inédits d'archives et à des renseignements que nous avons été prendre sur les lieux nous allons pouvoir faire connaître un peu mieux cette fabrique et donner un aperçu de la nature de ses produits.

Le premier document que nous ayons rencontré est une demande adressée par le sieur Baulos au Conseil du Commerce, et comme cette pièce offre quelques particularités assez intéressantes nous allons la reproduire ici *in extenso* :

« A Monseigneur de Fleury, Ministre d'Etat et des Finances. —
« Partarieu, secrétaire de M. d'Aguesseau, doyen du Conseil, a

« l'honneur de mettre sous les yeux de Votre Grandeur le placet cy
« joint qui lui a été envoyé par le sieur Baulos son parent, proprié-
« taire de la manufacture de fayance de Bazas. Le suppliant ose se
« flatter que Votre Grandeur daignera l'accueillir avec bonté, quoi-
« qu'il ne soit appuyé d'aucun de ces noms illustres qui eussent pu l'hon-
« norer de leurs recommandations. Il sait depuis qu'il a l'honneur de
« connaître Votre Grandeur que la meilleure protection auprès d'elle
« est de n'en avoir aucune.

« Monseigneur voudra bien agréer le respectueux hommage des
« vœux qu'il fait bien sincèrement pour sa conservation et sa
« prospérité.

« A Paris, le 8 juin 1782.

[Signé] : PARTARIEU .

Et en marge on lit la note suivante :

« Ne se peut, ce seroit lui donner trop d'avantage sur les autres
« établissements déjà formés ou qui pourraient l'être. — 18 juin
« 1782. — [Signé] : J. DE F. »

Cette note, qui est de la main du ministre Fleury, fait
allusion à l'objet de la demande du sieur Baulos, dont voici
maintenant la teneur :

« A M. de Villévaut. — 8 juin 1782. — Monseigneur, Jean
« Donat Baulos, bourgeois de la ville de Bazas, département de
« Bordeaux, a l'honneur d'exposer très humblement à votre Gran-
« deur que voyant ladite ville de Bazas et son alentour, à la distance
« de dix lieues, sans manufacture de fayance, il entreprit d'en cons-
« truire une près de ladite ville ; son défaut de connoissance dans ce
« genre et l'incapacité ou la mauvaise volonté des directeurs qu'il
« employa le constituèrent, pendant trois ans, dans une dépense en
« pure perte de près de trente mille livres. Parvenu enfin à une heu-
« reuse réussite, tout le pays se pourvut avec empressement de sa
« fayance qui étoit de la meilleure qualité possible. La consommation
« n'étant pas aussi considérable qu'il l'auroit cru et qu'il auroit été
« de son intérêt pour réparer ses pertes, il a été nécessité de faire des
« envois dans la ville de Bordeaux, mais les frais du transport à faire
« deux lieues par terre, la casse qui s'en suit et les droits excessifs à
« payer à la douane de Langon et Bordeaux, emportent tous ses
« profits et le mettront dans la nécessité de renoncer à sa manufac-
« ture si votre Grandeur ne daigne le faire dispenser par Sa Majesté,
« des dits droits de douane pendant un certain nombre d'années.

« L'exposant croit mériter cette faveur, ainsi que tous les établis-
« ments nouveaux auxquels Sa Majesté le communique, par l'utilité
« de sa manufacture pour le vaste pays qui en étoit dépourvu et par
« le malheur qu'il a eu de se constituer en des grands frais dont il
« serait juste qu'il se récupérât en partie par le petit soulagement qu'il
« sollicite. Ce considéré, il vous plaise, Monseigneur, de vos grâces
« obtenir de la bonté de Sa Majesté qu'elle dispense l'exposant, pendant
« tel nombre d'années qu'il lui plaira, de payer les droit de douane
« aux bureaux des villes de Langon et de Bordeaux pour la fayance
« de sa manufacture près la ville de Bazas, qu'il embarquera sur la
« rivière de Garonne, faire inhibitions aux préposés de troubler,
« pendant les dites années, l'exposant dans la libre circulation de la
« dite fayance, il continuera ses vœux pour la conservation de la
« santé et de la prospérité de votre Grandeur. [Signé : BAULOS] (1). »

Cette première pièce d'archive qui n'est en somme qu'une demande du faïencier de Bazas adressée au Conseil du Commerce pour être dispensé de payer des droits de douane à Langon et à Bordeaux, nous offre cependant, comme nous l'avons annoncé, certaines particularités qui ne manquent pas d'intérêt pour l'histoire de cette fabrique. Elle nous apprend les noms et qualité du propriétaire de cette manufacture, Jean Donat Baulos, bourgeois de Bazas, elle nous fait savoir que c'est lui qui fit construire la fabrique, mais qu'il n'en fut que le propriétaire et non le directeur, cette phrase : « Son défaut de connaissance dans ce genre et l'incapacité ou la mauvaise volonté des directeurs qu'il employa... » nous indique suffisamment que le sieur Baulos n'était pas faïencier lui-même et qu'il faisait diriger son établissement par un homme du métier.

Enfin, en ajoutant « le constituèrent pendant trois ans dans une dépense en pure perte de près de trente mille livres » il nous fixe à peu près sur la date de l'origine de la faïencerie, car trois ans avant cette demande qui est datée de 1782 nous reportent à 1779, et la somme de trente mille livres qu'il dit avoir dépensée en ces trois années montre que tout d'abord il donna une certaine importance à cet atelier, et ce qui prouve-

(1) Archives nationales, Série F. 12 (Conseil du Commerce) n° 1497¹.

rait encore que la fabrication fut dès le début assez abondante, c'est lorsqu'il se plaint que la consommation sur place n'est pas suffisante, et qu'il est obligé de faire des envois à Bordeaux. C'est d'ailleurs pour ces envois qu'il demande la franchise des droits de douane.

Ainsi, nous savons déjà que Jean Donat Baulos, bourgeois de Bazas, installa une faïencerie aux environs de cette ville en 1779 et que, dès l'année 1782 on y fabriquait d'une manière assez active pour pouvoir satisfaire aux besoins de la consommation du pays et expédier au dehors.

Baulos était le nom d'une ancienne famille bazadaise qui a fourni des avocats et des magistrats au présidial de Bazas et plusieurs ecclésiastiques.

En effet, nous relevons dans l'inventaire des registres paroissiaux de cette ville (1), en 1639, un Jacques Baulos, avocat au présidial, époux de Jeanne Litterie; en 1680, un Jean Baulos, avocat; un Jacques-Pierre Baulos, lieutenant particulier, assesseur civil et criminel au présidial, époux de Catherine Bastarisse; en 1721, un Bernard Baulos, fils du précédent probablement et héritier de sa charge au présidial, époux d'Olive Deschamps; et en 1774, un Jacques-Pierre Baulos, fils de Bernard sans doute et lieutenant assesseur également au présidial. Puis, en 1725, c'est le décès de Jacques Baulos, curé de Lucman, dans le Bazadais, et en 1759, le décès également de Jean-Jacques Baulos, chanoine.

Dans son *Armorial du Bordelais*, M. Pierre Meller (2) donne les armoiries des Baulos qu'il divise en deux branches : celle de Bazas et celle de Bordeaux. Nous n'avons pu trouver ni la filiation ni l'état civil de Jean Donat Baulos, le fondateur de la faïencerie de Bazas (3).

Il faut maintenant que nous allions jusqu'en 1786 pour pou-

(1) *Inventaire sommaire des Archives départementales de la Gironde, série E supplément*, tome 1 (1898), in-4°, pages 263 et suivantes.

(2) *Armorial du Bordelais, Sénéchaussée de Bordeaux, Bazas et Libourne*, Bordeaux, 1906, 3 vol, in 4°, tome 1, page 77.

(3) Au dernier moment, nous recevons de la mairie de Bazas les deux extraits d'actes suivants : « Le 3 nivôse, an III de la République (19 janvier

voir produire de nouveaux documents sur cette manufacture. Il y a aux archives départementales de la Gironde, dans le fonds de l'Intendance (1), un dossier très important d'une vingtaine de pièces relatives à une dérivation du Beuve, le cours d'eau au bord duquel était située la fabrique, dérivation dont le sieur Baulos avait obtenu l'autorisation, qu'il avait fait faire pour alimenter le moulin de la faïencerie, mais qui avait provoqué des réclamations de la part des riverains, et notamment d'un sieur de Labescout (2). Cette affaire dura plus de deux années et toutes ces pièces, demande d'autorisation, protestations, enquêtes, etc., vont nous fournir des détails très utiles sur l'existence de la faïencerie à cette époque.

Nous ne croyons pas devoir transcrire ici toutes les pièces du dossier, nous nous bornerons à analyser les plus importantes, mais nous allons cependant reproduire en entier l'autorisation accordée par le Conseil du Roi au sieur Baulos pour pratiquer cette dérivation, d'abord parce que cette requête va de suite nous mettre au courant de toute l'affaire. et ensuite parce qu'elle est enfouie dans un grand dépôt public où nous l'avons découverte et où il ne serait peut-être pas facile de la retrouver.

« Versailles, le 8 août 1786, n° 14. — Sur la requête présentée au
« Roy en son Conseil par le sieur Jean Donat Baulos, bourgeois de la
« ville de Bazas, entrepreneur d'une manufacture de fayance établie
« près la dite ville de Bazas, contenant que pour le succès de la
« manufacture il a été obligé d'établir un moulin pour broyer les cou-

1795), décès de Donat Beaulos, âgé d'environ 70 ans, cultivateur, époux de Jeanne Herman, dans sa maison, près l'église Saint-Michel. » — « Le 8 pluviôse an IV (28 janvier 1796), décès de Jeanne Herman, veuve de Beaulos, dit « Péchicot ».

(1) Série C, liasse n° 1766.

(2) Ce nom de Labescout ou Labescaud, aujourd'hui Labescau était celui d'un domaine, maison noble, qui appartenait, au xv^e siècle à Mgr Du Treuil, évêque de Bazas, et natif de Gans, commune située sur un coteau qui domine le vallon du Beuve. Ces propriétés, qui s'étendaient sur une grande partie du pays, s'appellent encore *Labescau*, terme patois, qui signifie *bien de l'Évêque*. Elles appartenaient, en 1840, à la famille noble de Lonjon et font partie de la commune d'Aillas. (Abbé O'Reilly : *Essai sur l'histoire de la ville de Bazas*, 1844, in-8°.)

« leurs, mais que le cours d'eau sur lequel il a établi son moulin est
« insuffisant dans les tems de sécheresse, de sorte que sa manufacture
« reste dans l'inaction qui lui est très préjudiciable et qui est même
« désavantageuse au public, qu'il désireroiten conséquence pour remé-
« dier à cet inconvénient qu'il lui fut permis de dériver les eaux du
« ruisseau de Beuve qui coule le long des murs de la ville de Bazas
« et de les conduire par une tranchée qu'il feroit faire par le travers
« de l'ancien chemin royal de Bazas à Marmande dans les fossés
« dudit chemin. Requéroit à ces causes le suppliant qu'il plût à sa
« Majesté l'autoriser à dériver les eaux du ruisseau de Beuve aux
« offres qu'il fait de construire un arceau sur le travers du chemin,
« et de rendre les eaux au même ruisseau, de manière que les mou-
« lins construits au-dessous n'en puissent éprouver aucun préjudice.
« Vû laditte requête, ensemble le mémoire d'observations des admi-
« nistrateurs des domaines et l'avis du sieur Intendant et commissaire
« départi en la généralité de Bordeaux. Ouï le raport du sieur de
« Calonne, Conseiller ordinaire au Conseil Royal, Contrôleur général
« des finances.

« Le Roi en son Conseil, ayant égard à la requête, a permis et per-
« met au suppliant de faire deriver les eaux du ruisseau de Beuve ci-
« dessus désigné, et de les conduire par une tranchée sur les travers
« de l'ancien chemin royal de Bazas à Marmande dans le fossé dudit
« chemin à la charge seulement par lui de ne prendre les eaux dont
« il s'agit qu'à une distance de deux cent sept toises au dessus de son
« moulin, et de les rendre ensuite au ruisseau de Beuve, à vingt sept
« toises au dessous dudit moulin ; de faire construire à ses frais un
« aqueduc sous la chaussée de la route à l'endroit de la prise d'eau,
« de tenir en bon état le fossé où doit se faire l'écoulement qui longe
« les possessions du sieur Mirambert son voisin, et enfin de faire
« enregistrer le présent arrêt au greffe du bureau des finances de
« Bordeaux et d'en fournir une copie collationnée à François Mellin,
« chargé de la régie, et administration des domaines de Sa Majesté.
« — [Signé] : DE MIROMESNIL. — DE CALONNE. (1)

Cette autorisation avait été accordée à la suite d'une demande que Baulos avait adressée au contrôleur général et d'une enquête dressée par l'administration des domaines, pièces qui ne sont pas dans le dossier des Archives de la

(1) Archives nationales, Série E (Conseil du Roi) n° 1646A.

Gironde, et d'un rapport de l'ingénieur de la subdélégation de Bazas, département de La Réole. Ce rapport est très favorable à la requête du sieur Baulos et contient un passage que nous tenons à publier ici parce qu'il a trait directement à la faïencerie :

« Il est généralement reconnu que la fayance fabriquée dans la manufacture en question est très belle et de bonne qualité et que cet établissement est aussi avantageux pour le Roy que pour le public. Le sieur Baulos a établi un moulin sur le bord de l'ancien chemin de Bazas à Marmande, à gauche et non loin de sa manufacture pour broyer les couleurs nécessaires à la peinture de la fayance. Le moulin est alimenté par les eaux venant de ses propriétés, mais en temps de sécheresse ces eaux étant insuffisantes, il demande qu'il lui soit permis de prendre un filet d'eau dans la Beuve. Le point est discuté tant de son moulin de 207 toises... »

Ce rapport, daté de La Réole, le 25 février 1786, est signé Delaguette fils, ingénieur des ponts et chaussées, et contre-signé le 6 mars suivant par Brémontier, ingénieur en chef.

Le sieur Baulos, qui signe Baulos Pingaillon, du nom du domaine sur lequel était située la faïencerie, procéda de suite, après l'autorisation reçue, à la dérivation de la petite rivière pour alimenter son moulin. Mais des plaintes venant des autres riverains ne tardèrent pas à être formulées et les plus vives furent celles d'un riche propriétaire, voisin de Baulos, et qui avait lui aussi un moulin sur le Beuve, M. de Labescout, qui par l'intermédiaire de son gendre, M. Le Blanc de Mauvesin, protesta auprès de l'Intendant de Bordeaux contre l'arrêt du Conseil en faveur de Baulos. M. de Labescout adresse à ce sujet un long mémoire à l'Intendant, mémoire contenant un plan daté du 10 janvier 1787 et dressé par un géomètre-feudiste de Bazas, qui nous donne la situation exacte de la faïencerie sur le Beuve avec son moulin. L'auteur de ce mémoire fait ressortir que si d'autres riverains n'osent pas se plaindre comme M. de Labescout, c'est parce que Baulos est parent du subdélégué de Bazas et de plusieurs juges de cette ville. Mais le subdélégué Bourriot répond à cette dernière allégation que sa parenté avec Baulos ne peut l'empêcher

d'être juste et il ajoute : *Amicus Plato sed magis amica veritas.*

Dans un autre mémoire très étendu adressé encore à l'Intendant le 19 juillet 1787, Bourriot, le subdélégué de Bazas, parent de Baulos, écrit que ledit sieur Baulos est parfaitement sain d'esprit et est l'inventeur de plusieurs ouvrages de mécanique ; la partie adverse l'accusait de se livrer à des extravagances. Le subdélégué fait le plus grand éloge de la faïencerie, elle se maintient très bien, il y a un grand débit et les ouvriers sont en nombre. On n'y fait pas de la mauvaise fayance blanche et brune :

« La fayance de cette fabrique est de la plus belle forme et d'une
« très bonne qualité, mais surtout d'une espèce qui par la tournure
« qu'on lui donne, le goût et la délicatesse des couleurs qu'on y appli-
« que est très recherchée, de sorte même qu'on en envoie des services
« complets dans des maisons distinguées des environs de Bordeaux,
« où l'on a témoigné de l'empressement de s'en procurer... Le sieur
« Baulos n'est pas fayancier, mais il dirige l'exploitation de sa fabri-
« que quand le principal ouvrier qui en est chargé vient à luy man-
« quer. »

Malgré toutes les démarches de M. de Labescout ou plutôt de son gendre, M. Leblanc de Mauvesin, car M. de Labescout était mort sur ces entrefaites, malgré l'instance introduite devant le Conseil pour faire casser l'arrêt relatif à la dérivation du Beuve, le sieur Baulos obtint gain de cause.

Ce qui ressort de plus intéressant pour nous de toute cette procédure, c'est que la faïencerie de Bazas fonctionnait parfaitement à cette époque, que grâce à certaines pièces et au plan qu'on y trouve, nous connaissons très bien la situation de la fabrique sur le bord du Beuve, situation sur laquelle nous aurons à revenir. Quant à la qualité des produits qui est très flattée dans les rapports favorables à Baulos, nous en reparlerons plus loin, et nous tâcherons de mettre les choses au point.

Dans son journal de tournées d'inspection de 1778, Latapie ne parle pas de la faïencerie, ce qui prouve bien qu'elle n'existait pas encore et qu'elle ne fut créée, comme nous l'avons dit,

qu'en 1779. D'ailleurs, l'Inspecteur des Manufactures a bien d'autres choses à raconter. Il nous parle du subdélégué de Bazas, Bourriot, et de son frère l'abbé Bourriot, chanoine de la cathédrale : « Ils ont voulu absolument, écrit il, que je logeasse chez eux » et Latapie se laisse encore faire violence : « Leur maison est un petit chef-d'œuvre d'élégance pour la distribution des appartements et de l'ameublement. L'enfilade des appartements a 150 pieds de long... J'ai renouvelé connaissance avec le baron de Labescot, riche gentilhomme de ce pays, habitant Bazas... Sa femme qui est de La Réole et sœur de M^{me} Rauzan, à Bordeaux, est très connue dans le pays par les agréments de son esprit, et M. le cardinal de Bernis la distingua beaucoup pendant son séjour à Bazas. J'ai soupé chez eux... » Latapie nous apprend encore, et toujours avec cette fausse bonhomie de pince-sans-rire, que l'Evêque de Bazas, Mgr de Saint-Sauveur « est très humain et très charitable, seulement, a-t-il soin d'ajouter, il ne passe pas pour avoir les autres vertus apostoliques ». On voit que dans ses tournées d'inspection ce bon M. Latapie s'occupait de beaucoup de choses et mêmes de celles qui ne le regardaient pas. Son journal n'est pas d'une documentation bien rigoureuse, c'est souvent de la chronique amusante et parfois indiscrete.

En 1785, lorsque Latapie écrit sa *Notice sur la Généralité de Bordeaux*, la faïencerie de Bazas existe, mais il se borne à la signaler en quelques mots, car il est probable que les charmes de la maison si hospitalière des Bourriot l'ont empêché d'aller s'en rendre compte sur les lieux.

A la veille de la Révolution, le subdélégué de Bazas eut à se livrer, comme tous ses collègues de la région, pour se conformer aux instructions ministérielles, à une enquête au sujet des moyens de chauffage employés par les fabriques de son ressort, et le sieur Bourriot écrit dans son rapport à l'Intendant de Bordeaux :

Bazas, 6 avril 1789... Il y dans la subdélégation six verreries, savoir : une à bouteilles en verre noir à La Magine, près Bazas ; une dans la paroisse de La Goalade, à deux lieues de Bazas ; une dans chacune des paroisses de Calen, Bernode, Prechac et Artiguevieille.

Ces verreries sont de la nature de celles qu'on appelle communément petites verreries, parce qu'on y fabrique toute espèce de petites pièces, comme verres, flacons, chopines, etc.

Il y a une fayancerie dans la paroisse Saint-Michel, banlieue de Bazas. C'est la seule qui existe dans le département. On y fabrique des pièces d'assez bonne qualité et assez bien tournées pour que le propriétaire ne soit pas obligé de les faire voiturer jusqu'à la rivière de Garonne, et de là transporter à Bordeaux pour s'en procurer le débit. Des Gênois et autres colporteurs venaient en certains temps de l'année sur les lieux pour y faire des achats de ces marchandises (1). Mais depuis le susdit traité de commerce et de navigation (2), il s'en faut de beaucoup que cette manufacture ne travaille autant... Les fourneaux des verreries et de la faïencerie sont chauffés au bois. Le chauffage à la houille serait beaucoup plus dispendieux à cause des frais de transport... (3) »

Malheureusement, ce rapport oublie de nous donner le nom du propriétaire de la faïencerie à cette époque. Était-ce toujours M. Baulos ? C'est ce que nous ignorons. A-t-il franchi la période révolutionnaire ? C'est ce que nous n'avons pu savoir. Mais ce qu'il y a de sûr, c'est que la fabrique existait encore vers 1820. On trouverait certainement soit à l'état civil de Bazas, soit dans d'autres dépôts dits publics ou chez les notaires les renseignements qui nous manquent. Mais on sait que cette longue période de notre histoire qui va de 1790 à 1804, une des plus chargées en documents sinon une des plus glorieuses, est pour ainsi dire lettre morte pour les travailleurs. Les inventaires sommaires des archives s'arrêtent à 1790, tout comme il y a cinquante ans, et les tables décennales de l'état

(1) Il ne faudrait pas croire qu'on venait de Gênes acheter de la faïence à Bazas, mais on appelait à cette époque *Gênois*, tous ces colporteurs qui parcouraient les grands chemins en poussant leurs immenses charrettes chargées de poteries et de faïences communes qui primitivement provenaient de Gênes ou plutôt de Savone, centre important de production aux *xvi^e* et *xvii^e* siècles. C'est attelée à un de ces véhicules qu'est entrée en France, à une époque quelconque, la famille Gambetta, pour se fixer plus tard à Cahors, et on pouvait voir, il n'y a pas longtemps, dans cette ville un magasin en face de la cathédrale portant comme enseigne : *Maison Gambetta, faïences, porcelaines, etc.*

(2) Traité du 26 novembre 1786 avec l'Angleterre.

(3) Toutes les pièces dont nous venons de publier des extraits sont dans la liasse 1766, Série C, des Archives départementales de la Gironde.

civil ne commencent qu'en 1803. On a bien institué tout récemment des commissions départementales chargées de dépouiller et de publier les documents des fonds de la Révolution, les fameuses séries L et Q, mais ces commissions ne fonctionnent que très lentement, nous pourrions dire très prudemment, les membres qui les composent sont tous des fonctionnaires choisis sur le volet et admirateurs par profession du bloc historique, ils n'osent exhumer de tous ces papiers encore maculés de sang la véritable histoire de France, qui va de Mirabeau à Napoléon; il est même question déjà de procéder à un triage:

« Le flot qui l'apporta recule épouvanté!

Quant aux notaires, on sait qu'ils ont peu de goût pour les communications gratuites; ils délivrent bien des extraits d'actes, mais sur un papier qui est beaucoup trop cher, car il coûte trois francs la feuille. Les anciens tabellions avaient pris comme devise : *Lex est quodcumque notamus*, leurs successeurs en ont adopté une autre beaucoup plus pratique : *Acta non verba*.

Nous n'avons donc pas pu suivre la faïencerie de Bazas à travers la Révolution et l'Empire, régimes qui ont été très néfastes pour nos industries nationales, mais nous sommes certain, nous le répétons, qu'elle fonctionnait encore vers 1820. Et faute de documents d'archive, nous avons fait comme pour Sainte-Foy, nous sommes allé nous renseigner sur place et nous sommes arrivé à pouvoir fixer la fin de cette fabrique, à reconnaître l'emplacement qu'elle occupait et à étudier quelques-uns de ses produits.

Nous avons été aidé dans nos recherches à travers la ville par M.^r l'abbé Sterling, économiste du collège, et par M. Décamps, notable habitant de Bazas (1). Nous avons pu causer avec quelques vieillards de l'endroit qui ont rappelé leurs souvenirs et nous ont assuré qu'il était de tradition que la faïencerie avait fermé ses fours vers 1820 et que c'est à cette époque que le

(1) Nous nous faisons un plaisir de renouveler ici nos remerciements à M. l'abbé Sterling et à M. Décamps pour l'aimable accueil qu'ils ont bien voulu nous faire.

domaine de Pingaillon où elle était située avait été morcelé. Nous étions donc fixé sur ce premier point et on peut établir la durée de cette manufacture de 1779 à 1820 environ.

Avec le plan qui se trouve dans le dossier de l'affaire de la dérivation du Beuve que nous avons analysé plus haut, plan dont nous avons pris un calque et que nous avons étudié avec soin pour pouvoir nous orienter, il nous a été très facile de trouver l'emplacement de l'ancienne faïencerie de la paroisse Saint Michel-de-la-Prade, et nous avons été plutôt le guide de M. l'abbé Sterling et de M. Décamps qui nous accompagnaient, qu'ils n'ont été le nôtre, et après avoir suivi pendant quelques minutes la rive gauche du Beuve nous aperçûmes à mi-hauteur du coteau qui borde le ruisseau de ce côté, juste au dessous de l'ancienne église Saint-Michel, un groupe de bâtiments, c'était la faïencerie.

Le charmant ruisseau qui a nom le Beuve prend sa source au sud-ouest de Bazas, à Marimbaut, formé par trois fontaines, sœurs jumelles que les gens du pays appellent *les tres sos*, les trois sœurs, il contourne ensuite au sud la colline sur laquelle s'élève la ville de Bazas, il traverse une merveilleuse vallée, la région la plus fertile de tout le Bazadais et après un parcours de vingt-cinq kilomètres, il va se perdre dans les flots de la Garonne à Saint-Pardon. Le Beuve n'a qu'un seul défaut, pendant les grandes chaleurs de l'été il est comme le Mançanarez, il est souvent à sec et c'est pour cela que les riverains lui ont donné dans leur langue patoise si imagée, l'épithète d'*Escoute-pluie*.

« Je suis un Géant, un Hercule,
• Et ne crains que... la canicule. •

a écrit le poète, car le Beuve a eu son poète tout comme le Ciron, son voisin et son rival, il a eu même les honneurs d'un poème, de cinquante pages s'il vous plaît (1).

Mais le jour où nous fîmes notre voyage d'exploration sur

(1) J.-L. TRAVOYAT, professeur au collège de Bazas, *Le Beuve, poème*, Bazas, 1898, petit in-8° de 46 pages. — Abbé FERRAND, *Le Ciron, raconté par lui-*

les rives du Beuve, à la recherche de l'ancienne faïencerie, par une belle après-midi chaudement ensoleillée du mois de mars, ses eaux étaient claires et abondantes, et au fond de ce vallon déjà tout verdoyant on eut aimé vivre, travailler en toute tranquillité d'esprit, loin du bruit des villes et des hommes, des tramways et des automobiles... si on avait pu seulement y trouver des bibliothèques et des archives.

C'est à M. Bauché, horticulteur, qu'appartient aujourd'hui la partie de l'ancien domaine de Pingaillon, morcelé vers 1820, comme nous venons de le dire, où se trouvent les constructions de la faïencerie de Baulos. M. Bauché nous a fait visiter lui-même ces bâtiments en nous donnant toutes les explications désirables (1).

L'immeuble de l'ancienne fabrique est encore presque entièrement debout. Nous avons pu y reconnaître à l'entrée, au milieu de la construction, une sorte de cour et de hangar actuellement découvert qui devait servir de magasin où les gens du pays, les marchands, les fameux Génois ou colporteurs, venaient s'approvisionner en gros, pour la vente au détail il y avait sans doute un magasin en ville. A droite de cette cour, on remarque, sous une grande pièce, des restes de fours en briques, c'était la chambre des fours. A gauche de l'entrée, une autre grande pièce, avec traces de grandes fenêtres qui ont été en partie bouchées, c'était la pièce réservée aux mouleurs, tourneurs et peintres décorateurs. Il devait y avoir encore, au dehors de l'immeuble, des hangars ou appentis appliqués contre les murs où se faisaient les autres manipulations, comme le lavage et la trituration de l'argile, la

même, poème (environ 350 vers !) dans les *Actes de l'Académie de Bordeaux*, 1898. C'est la publication de ce dernier poème qui a réveillé la muse de l'abbé Travoat :

« Le Ciron qui, demeuré coi
« Jusqu'à ce jour (marque évidente
« D'une raison saine et prudente),
« S'avise, je ne sais pourquoi,
« De faire aussi gémir la presse....

(1) Nous remercions encore M. Bauché de l'accueil qu'il nous a réservé et de tous les renseignements qu'il nous a fournis.

trempe de la couverte, émail ou vernis, etc. En somme cette disposition qu'on peut relever dans ce qui reste de la faïencerie de la paroisse Saint-Michel était celle de toutes les petites faïencerie du XVIII^e siècle (1). Il ne reste rien du moulin au bord du Beuve où on broyait à la meule les matières propres à l'émail et aux couleurs et pour lequel le sieur Baulos avait fait dériver le cours d'eau, mais au loin, en aval du ruisseau, on aperçoit quelques pans de mur de l'ancien moulin de M. de Labescaut.

Après avoir visité avec soin ce qui reste de cette faïencerie et avoir parcouru les jardins qui l'entourent et où on trouve encore assez souvent, paraît-il, en travaillant la terre, des débris de poterie et de faïence, nous avons gravi la pente de la colline jusqu'à son sommet où s'élève la vieille église Saint-Michel, église bien modeste, d'un style architectural indéterminé, mais dont la construction peut remonter au XV^e siècle ; l'église n'est plus paroissiale depuis la Révolution, mais elle est encore desservie par le clergé de la cathédrale Saint-Jean de Bazas. Enfin, avant de quitter le faubourg Saint-Michel, nous n'avons pas manqué d'aller admirer la vue magnifique dont on jouit, depuis la terrasse derrière l'église, sur toute la vallée du Beuve jusqu'à la Garonne.

L'emplacement de l'ancienne faïencerie de Bazas étant maintenant bien déterminé, nous allons nous occuper de ses produits.

Nous ne pouvons que répéter ici ce que nous avons dit au sujet des faïences de Sainte-Foy, tous les produits de ces ateliers, de second ordre, sont devenus très rares, ils n'ont pas de marque spéciale et il est ainsi très difficile parfois de les identifier. Ce n'est que dans quelques établissements publics ou

(1) On peut consulter sur l'installation et le fonctionnement des manufactures de faïence au XVIII^e siècle la grande *Encyclopédie* de Diderot et D'Alembert, Paris, 1751-1780, 35 vol. in-fol., le meilleur ouvrage sur la matière, les planches gravées surtout sont intéressantes pour les arts et métiers. Pour la première moitié du XIX^e siècle on trouve aussi dans l'*Encyclopédie méthodique*, Paris, Pankouke, 1782-1832, 166 vol. in-4^e et 51 part. renfermant 6.432 pl. des renseignements précieux.

quelques anciennes familles qu'on peut en trouver d'authentiques pour les décrire.

A Bazas, les pots à tabac signalés par M. Sabatier dans sa notice sur les faïences d'Agen (1) et qui étaient conservés au débit de la place de la Cathédrale ont disparu avec la gérante qui a quitté la ville. Mais nous croyons bien que ce sont ceux qui ont figuré, il y a deux ans, à la foire de Bordeaux : le marchand antiquaire qui les possédait et qui les a vendus à un amateur bordelais, les avait achetés à Langon. Ces pots étaient de forme ovoïde, sans couvercle — les pots de ce genre avaient habituellement les couvercles en bois ou en métal — d'un décor en camaïeu violet manganèse représentant des soldats des époques de la Révolution ou de l'Empire fumant la pipe et entourés de quelques sujets allégoriques. De plus, ils portaient, croyons-nous, l'inscription de *Tabac de Clairac*. Ces pots, comme on le voit, ressemblent beaucoup à ceux qui sont conservés au Musée de Sèvres et dont nous avons parlé dans notre paragraphe sur Saint-Savin.

Quant aux pots de pharmacie de l'hospice, signalés aussi par M. Sabatié, ils sont toujours là. Cette pharmacie de l'hospice de Bazas, fondé, croit-on, par Saint Vincent de Paul, est tenue dans un ordre et avec une propreté irréprochables par des Sœurs de charité qui ont bien voulu nous en faire les honneurs. Il y a là une cinquantaine des pots, grands et moyens, et quelques cruches à sirop de la forme dite balustre sur piedouche, style Louis XV, et quelques pots moyens de forme droite. Tous ces pots sont d'un émail grenu gris-bleuté un peu craquelé et d'un décor en camaïeu bleu à dentelles genre Rouen, mais le tout très grossier. Ces vases doivent bien sortir des fours de l'atelier de Baulos au XVIII^e siècle, car ils ne ressemblent à rien, ce n'est ni du Rouen, ni du Bordeaux, ni du Nevers, ville où on a fabriqué beaucoup de pots de pharmacie au XVIII^e siècle.

Nous recommanderons aux érudits ou aux simples curieux qui s'occupent de céramique de ne pas manquer d'aller visiter les hospices ou les hôpitaux, ils trouveront presque toujours

(1) *Op. cit.*, page 413.

dans les pharmacies de ces établissements des faïences très intéressantes et fabriquées généralement dans le pays. Ainsi, l'hospice d'Agen possède dans sa pharmacie une série de pots provenant, non de la fabrique de Moncaut, comme on le croit, mais de celle de Hustin de Bordeaux. A Montauban, à l'hôpital également, nous avons pu voir quelques pots de fabrication locale et notamment un grand vase décoratif placé dans la salle du conseil (1). A la Rochelle, et toujours à l'hôpital, on nous a montré quelques pièces très curieuses. Mais la collection la plus importante que nous connaissions de pots de ce genre est celle qui se trouve à l'hospice des Enfants-Assistés de Bordeaux : il y a là toute une pharmacie se composant de plus de deux cents pièces, pots et cruches de toutes formes et de toutes dimensions, au décor polychrome, sorties au XVIII^e siècle de la manufacture royale de faïence de Hustin de Bordeaux (2). On peut voir encore dans cette ville, au Bureau de bienfaisance de la rue Castillon, de très beaux vases de pharmacie décoratifs, de grande dimension et sans inscription, au décor polychrome très riche. Ces vases proviennent également de l'atelier de Hustin (3).

Après notre visite à l'hospice de Bazas nous avons pu voir

(1) Voy. *Anciennes faïences de Montauban...* par Ed. FORESTIÉ, Montauban, 1876, in-8°. C'est l'auteur de cette excellente monographie lui-même qui nous a fait visiter la pharmacie de cet hôpital. Il y a encore des pots de pharmacie au Musée Saint-Raymond à Toulouse, ils sont de l'époque de Louis XV fabriqués à Martres-Tolosane ; ils sont très communs de forme et d'émail et d'un décor médiocre en camaïeu bleu. Ils proviennent de la pharmacie d'un couvent récemment fermé.

(2) Cette pharmacie a été décrite dans *Histoire de la Corporation des apothicaires de Bordeaux...* par Emile CHEYLU, Bordeaux, 1897, in-8°, avec des reproductions photographiques.

(3) Ces pots remarquables, les plus beaux spécimens de la fabrication bordelaise que nous connaissions, étaient au nombre de douze, mais il n'en reste plus que six. Ils devaient décorer le haut des vitrines d'une de ces pharmacies de l'ancien temps, qui, avec leurs belles boiseries sculptées et leurs faïences artistiques, avaient un tout autre aspect que les officines de nos potards modernes qui en gens pratiques ont transformé en bazar le sanctuaire de la pharmacopée. Quant aux douze beaux vases de faïence, s'ils ont été réduits au nombre de six c'est que quelques collectionneurs ont dû capter la confiance des Sœurs qui tenaient la pharmacie de la rue Castillon et s'en faire offrir quelques-uns.

et examiner quelques pièces de faïencerie de fabrication locale chez les habitants de la ville. M. Touchard a bien voulu nous montrer notamment la lampe du sanctuaire de l'église Saint-Michel, qui orne son vestibule et dont la provenance est bien authentique. C'est le même genre de fabrication que les pots de pharmacie de l'hospice : émail gris-bleuté, décor grossier en camaïeu bleu rehaussé de violet manganèse. Nous avons vu encore chez M. Touchard quelques assiettes au décor polychrome et de meilleure qualité que les pièces que nous venons de décrire. On nous avait signalé aussi deux assiettes curieuses représentant la tête coupée de Saint Jean-Baptiste, patron de Bazas, mais nous n'avons pu rencontrer chez lui leur propriétaire.

De ce que nous venons dire des faïences de Bazas que nous avons examinées, il ressort que ces produits céramiques sont médiocres comme ceux de Sainte-Foy : l'émail en est mauvais, gris-bleuté et souvent craquelé, ce qui prouve sa mauvaise qualité (1), le décor grossier comme dessin a été généralement peint en camaïeu bleu fortement contournée de violet manganèse, comme toutes les faïences du Sud-Ouest. On a dû fabriquer dans les ateliers de Baulos beaucoup de ces grands plats allant au four, avec le dessous en vernis couleur café, dont nous avons déjà parlé dans notre paragraphe sur Sainte-Foy, car nous en avons vu dans plusieurs maisons. Ces plats sont presque toujours en mauvais état, n'ayant pu résister au long usage qu'il en a été fait, ils sont craquelés, fendus et ébréchés, mais leurs possesseurs continuent à en décorer (?) les murs de leur cuisine et de leur salle à manger.

(4) Il ne faudrait pas croire, ainsi que le disent parfois certains marchands pour se défaire de pièces défectueuses, que ce craquelage est un genre de fabrication spéciale comme les porcelaines de Chine craquelées. Le craquelage des faïences anciennes provient de la mauvaise qualité de l'émail, comme par exemple celui des belles faïences de Rouen, et de leur passage fréquent dans des fours trop chauds et des lessives bouillantes. A notre avis c'est une tare rédhibitoire pour les faïences artistiques sur le compte desquelles l'éducation de beaucoup d'amateurs est encore à faire.

§ 2. — FAIENCERIE DE MEILHAN EN BAZADAIS

Meilhan, commune de l'arrondissement de Marmande (Lot-et-Garonne) et dont le bourg est situé en amphithéâtre au-dessus de la rive gauche de la Garonne et du canal latéral, était autrefois une paroisse appartenant au Bazadais.

On n'a jamais parlé d'une faïencerie ayant fonctionné à Meilhan et pourtant nous avons mis la main sur le document suivant (1) :

« La Réole, ce 5 avril 1789, — à M. Henriot, subdélégué à Bordeaux. D'après tous les renseignements, Monsieur, qui m'ont été fournis de tous les lieux en ma subdélégation, il paroît que dans toute son étendue il n'y a ni verrerie, ni fayancerie, ni aucuns autres fourneaux de cette nature : il y avoit bien une fayancerie à Meilhan, il y a peu d'années, mais elle a cessé de travailler depuis longtemps sans espoir de la voir rétablie.

« J'ai l'honneur.... [Signé] : DU NOUGUÈS DE CASSEUIL. »

Ainsi, d'après ce rapport du subdélégué de la Réole, il est bien certain qu'il y eut à Meilhan en Bazadais, avant 1789, une faïencerie. Où était-elle située exactement, quel en était le propriétaire et quels en furent les produits ? C'est en faisant encore des recherches sur place qu'on pourrait peut-être répondre à ces questions. Pour nous, nous n'en savons pas davantage.

Les documents que nous venons de reproduire avec des notes et des commentaires font connaître cinq faïenceries de l'Agenais et du Bazadais inconnues jusqu'à présent. Nous n'avons fait que signaler pour ainsi dire, par de simples pièces d'archive, les fabriques de Nérac, de Monsempron et Meilhan, mais pour celles de Sainte-Foy et de Bazas nous avons pu fournir des renseignements assez complets sur leur existence, leur emplacement et leur propriétaire, et ce n'est

(1) Archives départementales de la Gironde, Série C. liasse n° 1766.

que sur les lieux qu'on pourra trouver dans les archives publiques ou particulières, des détails plus complets sur les premières. Il serait à désirer que ces recherches fussent faites par des érudits s'intéressant à l'histoire de la céramique de leur région.

Quant aux produits de ces faïenceries, nous le répétons en terminant, ils sont rares et difficiles à identifier faute de marques spéciales. Mais il doit en rester encore chez certains habitants des localités où ces ateliers ont fonctionné et ce serait encore sur place qu'on pourrait en découvrir des spécimens intéressants.

Que chaque mairie consacre une ou deux salles pour réunir tous ces objets anciens trouvés dans la région, faïences ou autres, témoins de la vie de nos ancêtres, et outre que ces petits musées attireraient des étrangers, simples curieux ou érudits, ils contribueraient encore à fournir des documents très précieux pour écrire l'histoire et l'archéologie de la commune. C'est le vœu que nous exprimons en traçant la dernière ligne de cette notice.

ERN. LABADIE.

LES "SANS-CULOTTE AGENAIS" DE L'AN II

Une petite plaquette de douze pages, recouverte en papier gris, porte le titre : « Réglemens de la Société Régénérée des « Sans-Culotte d'Agen, sous le titre des Amis de la Constitution de 1793. »

Malgré mes recherches je n'ai pu trouver d'indication sur cette plaquette dans la *Bibliographie générale de l'Agenais*, de J. Andrieu, pourtant si étendue. Cette considération m'a fait penser que le compte-rendu rapide de la plaquette en question, pourrait, peut-être, avoir quelque intérêt pour les lecteurs de la Revue.

La plaquette porte la mention : « A Agen, de l'Imprimerie « des Sans-Culotte. An II^e ». Le nom de l'imprimeur n'est pas indiqué. Mais une vignette, représentant un triangle supporté par un faisceau de licteur surmonté du bonnet phrygien, est identique à celle qui se trouve sur le *Décadaire républicain pour l'an III^e*, imprimé à Agen chez R. Noubel. Les inscriptions, figurant dans le triangle de l'une et l'autre vignettes, (*Convention, République Française, Liberté, Egalité*) sont également identiques, comme caractères et comme emplacement des mots. On peut donc, logiquement, admettre que « l'Imprimerie des Sans-Culotte » de l'an II et l'Imprimerie Noubel de l'an III ne formaient qu'un seul et même établissement typographique.

Il sera plus difficile, probablement, d'établir la date approximative de la publication en l'an II : toutefois certains couplets d'une chanson, qui termine la plaquette, semblent de nature à jeter quelque lumière sur ce point ; j'y reviendrai.

Les « Réglemens » comprennent trois titres :

Le « Titre Premier » définit l'objet de la Société, dans un *Article Premier* et... unique.

Le « Titre II » règle la composition du bureau et des « officiers », suivant l'expression même employée, de la Société.

Le « Titre III » est relatif aux séances et à la police intérieure.

L'article premier, et unique, du Titre Premier, est rédigé comme il suit.

« L'objet que la Société se propose, est de se pénétrer de « l'esprit des Lois républicaines, d'en propager la connais-
« sance, et d'en surveiller l'exécution ; de maintenir, de tout
« son pouvoir, la Liberté et l'Egalité, l'unité et l'indivisibilité
« de la République, et de déjouer tous les complots des mal-
« veillans ».

Vaste programme en peu de lignes !

Aux termes du Titre II le bureau est composé d'un Président, d'un vice-Président et de quatre secrétaires. Puis viennent un archiviste et un trésorier ; une indemnité, fixée par la Société, était accordée à l'archiviste. Les élections et la durée des fonctions sont déterminées par le même titre.

L'article I du titre III dit que les séances commenceront à sept heures du soir ; l'article II spécifie que « la parole sera
« accordée aux Membres de la Société, de l'un et de l'autre
« sexe », et que « la voix des Citoyennes sera consultative. »

Les diverses dispositions de détail, visées par le reste du Titre III, ne présentent pas d'intérêt spécial.

Ces « Réglemens », non datés, sont signés par : Fournet, jeune, Président ; Laboureau, Vice-Président ; Pébernat, Lannes, Rouby jeune, et Lespès jeune, Secrétaires.

Le plaquette comprend, comme annexes pourrait-on dire, un *Décataloge républicain*, des *Commandemens révolutionnaires* et une *Chanson des Sans-Culotte*. Voici, dans leur intégralité, les deux premières de ces trois pièces. Il ne sera retenu de la troisième que ce qui pourra servir à déterminer la date approximative de la publication.

DÉCALOGUE RÉPUBLICAIN.

Au peuple seul tu jureras
D'obéir religieusement.

Les lois qu'il sanctionnera
Observe-les fidèlement.

A tout roi tu déclareras
Haine et guerre éternellement.

Ta liberté tu maintiendras
Jusques à ton dernier moment.

L'Egalité tu chériras,
En la pratiquant constamment.

Egoïste point ne seras,
De fait ni volontairement.

Les places tu ne brigueras
Pour les remplir indignement.

La raison seule écouteras,
Pour te guider dorénavant.

En Républicain tu vivras,
Afin de mourir saintement.

Ce *décatalogue* ne contient que *neuf* préceptes ; mais sans doute, des *sans-culotte régénérés* n'avaient pas à y regarder de si près.

Les Commandements Révolutionnaires de la Montagne.

SINAÏ DES FRANÇAIS

Jusqu'à la paix tu agiras
Révolutionnairement.

Tous les suspects tu fermeras,
Sans le moindre ménagement.

Les prêtres tu déporteras
Loin de ton sol incessamment.

Tout émigré qui rentrera,
Raccourcis-le moi promptement

Dans tes clubs tu ne recevras,
Aucun modéré, ni feuillant.

L'accapareur tu poursuivras,
Et le fripon pareillement.

Nulle foi tu n'ajouteras
Au serment d'aucun ci-devant.

Chaque jour au club te rendras,
Pour t'instruire solidement.

La « Chanson des Sans-Culotte » contient les couplets suivants :

Des traitres siégeaient au Sénat,
On les nommait *Hommes d'Etat* ;
Ils servaient les despotes,
Paris, en masse, se leva ;
Tout disparut, il ne resta
Que les vrais Sans-culottes.

De la Montagne, sans effort,
Sortit à l'instant ce trésor,
L'espoir des patriotes.
Car, mes amis, à qui doit-on,
Enfin la Constitution ?
Aux membres Sans-culottes.

Nous l'acceptons avec transport :
La maintiendrons jusqu'à la mort,
En dépit des despotes.
Aussi leur règne va cesser,
Et le nôtre va commencer
Grâces aux Sans culottes.

De ces trois couplets il semble résulter que la publication n'a pu avoir lieu qu'après l'acceptation de la Constitution et, probablement, après l'exécution des Girondins, les *hommes d'état*, qui ont « disparu ». Ce serait donc vers la fin de 1793, ou au commencement de 1794, que la publication aurait eu lieu. A l'appui de cette hypothèse on pourrait invoquer les sentiments exprimés dans les *Commandemens révolutionnaires* insérés plus haut, et qui sont tout à fait dans le goût de la période où *ça va*, c'est-à-dire de la fin de 1793 à juillet 1794, lorsque les têtes, qui roulent sous le couperet, font « pouf ! pouf ! » suivant le mot d'Héron, l'agent du Comité de sûreté générale, homme aussi jovial que le « Sans-culotte agenais régénéré » qui tenait à *raccourcir promptement*.

C. AZÉMA.

LA COMMISSION DIOCÉSAINES

DES

MONUMENTS RELIGIEUX

CHAPITRE II

Création de la Commission. — Ses travaux

Monseigneur de Levezou de Vesins, après avoir mûri son projet et recueilli les adhésions suffisantes, créa la *Commission diocésaine des Monuments religieux*, par son ordonnance du 17 juin 1845.

« Nous Jean-Aimé de Levezou de Vesins, par la Miséricorde divine et par la Grâce du Saint-Siège apostolique, évêque d'Agen :

Vu le compte rendu de la séance tenue le 15 janvier dernier par le Comité historique des arts et monuments, sous la présidence de M. le comte de Gasparin, où est relaté le vœu formulé par le Comité de la création de Commissions diocésaines nommées et présidées par les évêques,

Considérant qu'il existe dans le diocèse d'Agen un certain nombre d'édifices religieux remarquables sous le rapport de l'art ou de l'histoire,

Qu'il importe d'en prévenir, non seulement la destruction, mais encore l'inintelligente restauration qui leur a trop souvent fait subir des changements qui en ont altéré le caractère et le style primitif,

Considérant que, quelle que soit la bonne volonté de l'autorité diocésaine, elle ne pourrait atteindre ce résultat sans le concours et la sympathie des hommes qui, par leurs études et leurs travaux, peuvent le plus utilement s'associer à cette œuvre,

AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS CE QUI SUIIT :

ARTICLE PREMIER. — Une Commission diocésaine est instituée sous notre présidence pour la conservation des monuments religieux du diocèse d'Agen ; elle s'assemblera à l'évêché.

ART. 2. — Les membres de cette Commission sont nommés par nous ; le nombre est illimité.

ART. 3. — En cas d'empêchement de notre part, elle choisira dans son sein un vice-président qui nous remplacera. Elle désignera également un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

ART. 4. — La Commission est chargée :

1^o De rechercher les monuments religieux du diocèse et d'en former le tableau général en classant les monuments par arrondissement, archiprêtre, paroisse, selon le degré de leur importance ;

2^o De choisir dans le tableau précité les monuments les plus dignes d'être soumis aux études descriptives ;

3^o De décrire les monuments sous le rapport archéologique, d'en faire l'histoire, d'en relever le plan et les vues pittoresques ;

4^o D'examiner les projets de travaux de toute nature à faire aux édifices religieux.

ART. 5. — Les procès-verbaux des séances de la Commission seront consignés sur un registre et signés par le président ou vice-président et le secrétaire.

ART. 6. — La Commission se compose d'un Comité central et de membres correspondants. Les membres correspondants sont choisis dans chaque arrondissement ; ils seront prévenus des jours de séance de la Commission et invités à y assister.

ART. 7. — La Commission se réunira aussi souvent qu'elle le jugera à-propos.

ART. 8. — Sont nommés membres de la Commission diocésaine :
MM. Calvet, procureur du roi à Marmande ;

Bessières, inspecteur des contributions directes à Agen ;

Bourrière, architecte du département ;

Debeaux, membre du conseil de fabrique de la Cathédrale ;

David, chanoine, archiprêtre de la Cathédrale ;

Tournié, chanoine honoraire, professeur d'archéologie au Petit-Séminaire ;

Bartayrès, professeur de géologie ;

Martial de Laffore, ingénieur en chef ;

Jules de Laffore, docteur en médecine.

Donné à Agen, sous notre seing, le sceau de nos armes et le contre-seing du secrétaire de notre évêché, le 17 juin 1845.

† JEAN, évêque d'Agen.

Par Mandement :

DEYCHE,

Chanoine, Secrétaire général.

Ce jour-là, dans une salle de l'évêché, la Commission tint sa première séance.

Les procès verbaux des séances furent transcrits sur un gros cahier in-folio, solidement relié, dont 75 pages seulement ont été remplies. Ils commencent au 17 juin et finissent au 11 janvier 1848, et sont au nombre de 21.

Le moyen le plus facile de connaître les travaux de cette Commission, est de résumer les comptes-rendus de ses séances. Nous y trouvons d'ailleurs de curieuses notes archéologiques qu'il est bon de recueillir.

1^{re} Séance. — 17 juin 1845. — Installation de la Commission diocésaine chargée de la recherche des monuments religieux du diocèse d'Agen, de veiller à leur conservation et de recueillir les documents pour en rédiger la statistique.

Monseigneur l'Evêque, en ouvrant la séance, rappelle les diverses circulaires qu'il a envoyées à ce sujet, et il dépose sur le bureau les réponses des curés au questionnaire qui leur fut adressé le 13 août 1843. Il invite les membres du Comité à en prendre connaissance.

Ceux-ci, après discussion, conviennent qu'ils ont besoin de faire appel aux « amis de l'art et des chefs-d'œuvre que leur ont légué leurs devanciers » et décident d'arrêter, d'accord avec Monseigneur, la liste suivante, de membres correspondants pour chaque canton :

POUR L'ARRONDISSEMENT DE MARMANDE

MM. Amblard, chargé du canton de Marmande.

Béchade, chargé des cantons de Seyche et Cancon.

Lagarde, juge de paix, chargé du canton de Tonneins.

Rosan, pharmacien, id.

Hugonel, chargé du canton de Lauzun.

Jauffret, chargé du canton de Duras.

Sabatez, chargé du canton de Meilhan.

le Curé, chargé du canton de Bouglon.

le Curé, chargé du canton du Mas.

le Curé, chargé du canton de Castelmoron.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE NÉRAC

MM. Samazeuilh, chargé du canton de Nérac.

Bergues-Lagarde, chef d'institution, chargé des cantons de Casteljaloux et Houeillès.

le Curé de Saint-Pierre de Buzet, chargé du canton de Damazan.

l'abbé Barrère, chargé du canton de Francescas.

le Curé, chargé du canton de Mézin.

le Curé, chargé du canton de Lavardac.

POUR L'ARRONDISSEMENT DE VILLENEUVE-SUR-LOT

MM. de Gastebois et Heron, pharmacien à Eysses, chargés du canton de Villeneuve.

de Gironde, chargé du canton de Castillonès.

Saint-Amans, chargé du canton de Monflanquin.

Gastebois, chargé du canton de Penne.

Des Estangs, chargé du canton de Tournon.

Cardenal, chargé du canton de Villereal.

le Curé de Castelmoron, chargé du canton de Sainte-Livrade.

de Villepreux, chargé du canton de Monclar.

Lauras, pharmacien, chargé du canton de Fumel.

Les membres du Comité central se chargent de l'arrondissement d'Agen.

M. Debeaux est nommé secrétaire de la Commission.

Les séances auront lieu le 2^e mardi de janvier, avril, juin et octobre. L'Assemblée générale est fixée au 2^e mardi de juillet de chaque année.

Monseigneur présente les plans de l'église projetée de Castelmoron. Le comité est d'avis de les renvoyer à l'architecte pour reprendre certains détails.

Les efforts de Monseigneur de Vesins étaient couronnés de succès. Il était satisfait. Et dès le lendemain, il rédigeait son bulletin de victoire, qu'il envoyait aux membres correspondants.

Agen, le 23 juin 1845.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous informer que, la Commission pour la conservation des monuments religieux a été définitivement constituée, par mon ordonnance du 17 du courant.

Cette Commission est composée de membres résidants à Agen, et de membres correspondants qui sont placés sur divers points du diocèse. J'ai formé un Comité central pouvant se réunir facilement, toutes les fois que le bien du service l'exigera ; il se compose de :

MM. Calvet, procureur du roi ;

Bessières, inspecteur des Contributions directes ;

Bourrières, architecte du département ;

Debeaux, membre du Conseil de Fabrique de la Cathédrale ;

David, chanoine archiprêtre ;

Tournié, chanoine honoraire, professeur au Petit Séminaire.

Ce comité se réunit sous ma présidence, dans une des salles de l'évêché. Une première réunion a eu lieu et je m'empresse de vous faire connaître le résultat de la séance.

Il a été décidé, selon les termes de mon ordonnance, que la Commission s'occuperait d'abord de rechercher les monuments religieux du diocèse et d'en dresser le tableau général, en les classant, selon le degré de leur importance, par arrondissement, archiprêtre, paroisse ; qu'elle recueillerait les documents nécessaires pour faire la statistique religieuse du diocèse ; qu'elle donnerait son avis sur les projets de travaux à faire aux églises.

Il a été décidé aussi, qu'afin de ménager aux membres non résidents la possibilité de se trouver aux réunions, on devrait les fixer d'avance et une fois pour toutes. On a désigné quatre époques, le deuxième mardi des mois de janvier, avril, juin et octobre. Le deuxième mardi de juillet a été indiqué pour une Assemblée générale, où seraient plus particulièrement examinés les travaux de la Commission pendant le cours de l'année.

Cette réunion ne pourra avoir lieu cette année à cause de la trop récente formation de la Commission.

Je suis très reconnaissant de l'adhésion que vous avez bien voulu donner à ma proposition. Je me félicite de vous compter au nombre des membres de la Commission diocésaine ; votre concours m'est infiniment précieux, et je sais combien il me sera utile.

J'ai espéré que vous voudriez bien vous charger particulièrement

du canton de..... et y commencer les recherches que j'ai l'honneur de vous indiquer. Pour les faciliter, j'ai cru qu'il vous serait agréable d'avoir sous les yeux les tableaux qui m'ont été fournis par MM. les curés du canton dont vous avez la bonté de vous occuper. Je vous prierai de me les renvoyer, sous le couvert de M. le curé, ainsi que les renseignements et dépêches que vous croirez devoir m'adresser.

Veuillez recevoir l'assurance de ma considération la plus distinguée.

JEAN, *Evêque d'Agen.*

2^e séance. — 21 octobre 1845. — Après la lecture du procès-verbal de la séance précédente, Monseigneur présente une notice de M. l'abbé Descorps sur la paroisse de Puymiclan, canton de Seyches, composée des églises de Puymiclan, Feuge, Nozières, Saint-Caprais-de-Guzon, dite de Bourdet, Saint-Martin-de-Poussac et Rebec. Il existait, en outre, sur le territoire de cette paroisse deux autres églises, l'une sous le vocable de Sainte-Catherine (1), l'autre appelée *Eglise route* (rupta) sur le chemin de Birac. On trouve dans cette notice des renseignements sur la suite des curés depuis 1608, et quelques notes sur M. de Fournetz curé de Puymiclan, député aux Etats Généraux de 1789. Sa tombe, nous dit l'auteur de la notice, git méconnue au cimetière des étrangers, vulgairement cimetière des Huguenots.

A la suite de cette communication, le secrétaire propose d'ériger un monument sur la tombe de M. de Fournetz, et d'y graver une inscription rappelant sa noble conduite, lors de la Constitution civile du Clergé.

Suit la présentation d'une notice de M l'abbé Sabatez sur

(1) Non loin de Saint-Martin-de-Poussac, annexe de Puymiclan existait autrefois une église dite de Sainte-Catherine. Le cimetière de cette église, ayant été vendu depuis longtemps, l'acquéreur y trouva un grand nombre de cercueils en pierre, dans lesquels les corps avaient été placés deux à deux. Outre les ossements, on trouva dans ces cercueils des épées, des vases ou fioles lacrymatoires à demi remplies d'une eau jaunâtre. Ces fioles étaient d'une forme inusitée aujourd'hui. Pour les épées on n'a pas su m'en donner la description. » *Notice sur la paroisse de Puymiclan* par M. Descorps curé, 1846, archives de la commission.

l'église de Cocumont, que Monseigneur de Vesins appelait une perle archéologique; d'une inscription de l'Eglise de Saint-Etienne-de-Villeréal, de notes de M. Raynes, curé de Saint-Pierre de Buzet sur les monuments de sa circonscription, d'une carte du canton de Tonneins par M. Lagarde, avec indication des églises existantes et disparues.

On décide que les « membres correspondants seront instamment priés de travailler, sans retard, au tableau général des monuments religieux de leur canton, afin que l'on puisse avec des dessins et des notes historiques et descriptives, les opposer l'un à l'autre et les comparer, pour les classer définitivement (1). »

Sont désignés comme membres correspondants pour l'arrondissement d'Agen, MM. Martial Laffore ingénieur en chef à Agen, pour le canton de Laplume, Bartayrés, pour Astaffort et Puymirol, Lhomont et Pradelle pour Prayssas, le curé de la cathédrale et Tournié pour la Cathédrale et Notre-Dame, Bessières pour Port-Sainte-Marie, Debeaux pour Laroque et Beauville.

3^e séance. — 11 novembre 1845. — Le secrétaire soumet à la commission, l'inscription à graver sur le monument projeté en l'honneur de M. Fournetz.

A LA MÉMOIRE
DE MATHIEU DE FOURNETZ
CURÉ DE PUYMICLAN
DÉPUTÉ AUX ÉTATS GÉNÉRAUX
NÉ LE ET DÉCÉDÉ LE 22 SEPTEMBRE 1811.

REFUS DU SERMENT
A LA CONSTITUTION CIVILE DU CLERGÉ

(1) Le 24 octobre 1845, Monseigneur envoie une circulaire aux membres correspondants, il leur résume les travaux de cette séance et les invite à concourir à l'œuvre commune. « Il faut, dit-il en finissant, pour le premier travail former la liste de toutes les églises de votre canton, rechercher même les noms de celles qui sont abandonnées et indiquer celles qui ont existé. Un plan du canton serait le complément de ce premier travail, la commission le recommande à votre zèle et elle compte sur votre puissante coopération. »

JE ME FAIS GLOIRE DE SUIVRE L'EXEMPLE
QUE MON ÉVÊQUE VIENT DE ME DONNER
JE MARCHERAI SUR SES TRACES
COMME LE DIACRE LAURENT MARCHA
SUR CELLES
DE SIXTE SON ÉVÊQUE
JE LE SUIVRAI JUSQU'AU MARTYRE

LA COMMISSION DIOCÉSAINE
POUR LA CONSERVATION DES MONUMENTS RELIGIEUX
1845

M. Béchade-Labarthe voudra bien s'entendre avec l'autorité municipale.

On a approuvé les plans de restauration de l'église de Cocumont. Notice sur l'église de Casteljaloux par Bergues-Lagarde. L'auteur donne des détails intéressants sur l'histoire de cette église, signale la tombe d'un architecte, portant comme inscription Joseph Baron, architecte, 1690, et l'érection en 1521 de cette église en collégiale, avec un doyen, un trésorier, huit chanoines et six demi chanoines. Notes sur l'église Saint-Raphaël, sur l'église de Saint-Savin.

Une discussion s'élève, à propos d'un projet de Monseigneur, pour la suppression de deux autels dans la cathédrale.

4^e séance. — 13 janvier 1846. — Monseigneur dépose sur le bureau quarante et un dessins, six sont dûs à Mademoiselle de Vesins, dix-neuf à l'abbé Barrère, onze à M. Tartas, quatre à un jeune artiste anonyme, un de M. Soulié, un autre de M. Bourrière.

Monseigneur propose de publier dans l'année deux livraisons au moins de la Statistique des monuments religieux du diocèse. Pour couvrir les frais de cette publication, il compte sur la souscription des ministères de l'Intérieur, des Cultes et de l'Instruction publique et celles assez nombreuses des amis de l'art.

Monseigneur critique la restauration faite à Saint-Savin et se propose d'attirer l'attention du préfet sur cette église.

M. Béchade-Labarthe et M. le curé de Puymiclan annoncent que le conseil municipal est tout acquis aux projets de la commission, et qu'une personne pieuse offre une forte somme.

Dans une notice sur Sainte-Catherine de Villeneuve, M. Héron prétend que cette église fut commencée en 1255 et terminée vers l'an 1300.

M. Calvet est chargé d'aller contrôler sur les lieux le travail de l'abbé Barrère sur le canton de Mézin.

Dépôt de plusieurs notices sur diverses églises.

5^e séance. — 4 février 1846. — Une souscription pour le monument de M. Fournetz avait été ouverte à Puymiclan, on propose de faire souscrire les ecclésiastiques du diocèse.

M. l'abbé Barrère s'offre pour dessiner les principaux monuments du diocèse. Il ira ensuite à Paris pour en faire des lithographies sous la direction de son ami M. Hubert. Il lui faudrait deux ans, et pour payer ses frais de séjour, il demande le produit des deux cents premières souscriptions à la Statistique. Ces conditions ne sont pas acceptées et M. le secrétaire entrera en rapports avec M. Behaghel dessinateur à Cahors.

Suivent un rapport de M. Aurière, curé de Lavardac, sur les églises de son canton ; une note de M. Tournié sur les abbés de Gondou.

Ce dernier exprime le vœu de voir terminer le classement des archives de l'Evêché, il demande également l'inventaire de celles de la mairie d'Agen, et propose d'écrire à M. Léon Lacabanes, employé à la Bibliothèque du roi à Paris, pour obtenir qu'un des élèves de l'Ecole des Chartes fût envoyé en mission à Agen. Monseigneur appuiera cette demande de tout son crédit.

6^e Séance. — 11 février 1846. — Rapport de M. David sur diverses notices envoyées par quelques correspondants, notices que l'on trouve insuffisantes. M. Bessièrès communique une copie de l'enterrement de Monseigneur de Villars. M. Jules de Laffore donne connaissance d'une charte du

18 juillet 1331, par laquelle **Raymond**, évêque de Condom, accorde la permission de bâtir une église au Port et au bout du Pont-de-Garonne (aujourd'hui le Passage). Les motifs de cette autorisation sont l'impossibilité, en temps d'hiver et de pluie, d'aller à l'église paroissiale de Dolmayrac.

Monseigneur communique quelques observations de M. Arlan de Lamothé, au sujet de la publication de la statistique monumentale du diocèse.

7^e Séance. — 5 mai 1846. — M. Béchade annonce que le Préfet a autorisé la concession gratuite et perpétuelle du terrain sur lequel on doit élever le monument de M. Fournetz. La souscription de Puymiclan a produit 240 francs. Monseigneur croit pouvoir avancer que la souscription du clergé produira au moins autant. En conséquence, M. Martial de Lafore et le secrétaire sont invités à étudier un projet s'élevant à la somme de cinq ou six cents francs environ.

Envoi d'une inscription relevée sur une clef de voûte de l'église de Lagarrigue : 1559, F. B. DII SAMDIT DE LA PAROISSE ; d'une note sur la construction du pont de Sainte-Livrade ; d'une note sur la translation solennelle des reliques de Sainte Livrade du 29 août 1666, et d'une notice sur le canton de Mézin.

Monseigneur appelle l'attention de la Commission sur la question du grand autel de la Cathédrale. Le conseil de fabrique a décidé que l'autel de la paroisse et celui de la Vierge seraient supprimés, que le grand autel serait vendu « en faisant toutefois la réserve des panneaux qui offrent des peintures assez remarquables reproduisant l'Annonciation, la Naissance du Sauveur, la Cène et le Martyre de sainte Foy et de saint Caprais. Ces panneaux seraient immédiatement remplacés par d'autres remis avant la livraison de ce monument. » La Commission pense que cet autel n'étant pas du style de la Cathédrale, quoique cependant assez remarquable, peut être supprimé.

8^e Séance. — 9 juin 1846. — On fixe la séance publique au 7 juillet.

Présentation du plan et devis du monument de M. Fournetz, d'un projet de construction pour la façade principale du couvent des Dames de la Croix de Villeneuve. Après examen de ce dernier plan, on prie M. Grenouillau, curé de Villeneuve, de le faire modifier par l'architecte.

M. Martial Laffore soumet un projet de restauration de l'Eglise de Cassou.

M. Jules de Laffore donne lecture d'un travail sur les limites et la division du diocèse du ^x^e au ^{xv}^e siècle.

9^e Séance et Séance générale du 7 juillet 1846. — En commençant Monseigneur rappelle les raisons qui l'ont poussé à former une Commission diocésaine d'archéologie. Il fait ensuite le compte-rendu des travaux de la Commission.

Rapports de MM. David et Bartayrès sur plusieurs notices envoyées par les correspondants.

M. Samazeuilh donne lecture d'un extrait du testament de Bernard de Lamothe, seigneur de Xaintrailles, neveu et héritier du maréchal Pothon, du 15 juin 1518. Il dépose ensuite sur le bureau trois documents sur velin de 1130 et 1534, relatif au monastère de Paravis, un mémoire pour la dame d'Ambus, abbesse, et les religieuses de Sainte-Claire de Nérac contre les consuls de cette ville, enfin un dossier intitulé : « Fabrique et plat bassin du Purgatoire de l'église Saint-Nicolas de Nérac.

Lecture de diverses notices et présentation de deux dessins à la sépia de M. Martin Kuskwski, polonais, professeur de dessin, représentant l'intérieur de Saint-Sernin d'Eysses et de Sainte-Catherine de Villeneuve.

M. Bessièrès fait cadeau à Monseigneur du *Proprium Sanctorum Ecclesie agennensis* (1727) et d'un second ouvrage intitulé : « *Instruction familière pour les nouveaux réunis*, par M. Grimard (1705).

M. Jules de Laffore continue la lecture d'un manuscrit de 1520, de Jean Valeri.

M. le curé de Bouglon ayant soumis le projet de reconstruction de la voûte de son église, la Commission adopte la voûte en briques, d'après le système de l'Ecole Polytechnique, qui

est d'une solidité éprouvée. La Commission rejette le projet du même curé, de faire mettre deux autels contre les murs latéraux de l'église.

Il est décidé, sur un avis de M. le Curé de Mézin, que l'on attirera l'attention des autorités sur la belle église de cette ville, dont la solidité est bien compromise.

Notes diverses de MM. Morel et Barrère.

10^e séance. — 15 octobre 1846. — Communication d'un plan du canton de Prayssas, accompagné de dessins à la plume qui manquent de perspective.

Distribution des mémoires reçus.

M. l'abbé Campmas signale l'état de l'église de Monsempron et en demande le classement, pour avoir droit aux secours de l'Etat.

On fait remarquer que l'Etat ne donne de secours qu'autant que la commune s'impose des sacrifices. Le classement constate simplement que tel monument est intéressant au point de vue de l'art.

Suit l'indication des pièces à fournir pour obtenir le classement d'un monument.

M. de Laffore fait remarquer que le château d'Estillac fut classé à la seule demande du Préfet.

11^e séance. — 17 novembre 1846. — Le Conseil général de Lot-et-Garonne, dans sa séance du 18 septembre, a émis un vœu demandant au gouvernement des fonds nécessaires à la conservation des monuments historiques du département, savoir : Le château d'Henri IV à Nérac, les églises de Monsempron, de Mézin, de Layrac, de Moirax, du Mas et de Saint-Savin, enfin la tour d'Espiens.

Pour appuyer ce vœu, la Commission est d'avis de demander au Ministre de l'Intérieur la nomination d'un inspecteur pour la conservation des monuments historiques. On présentera M. Calvet, qui a déjà ce titre pour le département du Lot.

Compte rendu de diverses notices envoyées par MM. Morel, Samazeuilh et Béchade.

M. Calvet, après avoir visité l'église de Brax, en critique la

restauration telle qu'elle se fait, il regrette que les curés tiennent si peu compte de la circulaire de Monseigneur, du 1^{er} septembre 1841. La Commission constate que cette circulaire n'a pas produit tous les effets que l'on attendait ; elle prie Monseigneur de prendre des mesures énergiques pour que MM. les curés ne puissent faire aucune réparation ou restauration pour aussi légère qu'elle soit, avant de la soumettre à l'examen de la Commission archéologique qui restera chargée, sous sa responsabilité, de l'adoption ou du rejet des projets qui lui auront été présentés.

M. l'abbé Barrère présente un travail sur l'église de Mézin. Ces notes historiques et archéologiques sont accompagnées de plusieurs dessins.

Monseigneur annonce qu'il a fait des démarches auprès de M. Léo Drouyn, l'artiste archéologue bordelais, pour qu'il veuille bien faire les dessins pour la Statistique monumentale du diocèse.

12^e séance, séance extraordinaire. — 19 novembre 1846. — Il est décidé que l'on demandera au Ministre la nomination d'un inspecteur pour la conservation des monuments historiques, et que M. Calvet sera désigné. On appuiera cette demande par l'envoi d'un tableau des églises qui réclament des réparations immédiates.

M. Bartayrès lit une notice sur l'église de Monsempron ; M. Bourièrre donne des renseignements sur celle de Layrac et de Mézin, et M. Barrère termine la lecture de l'histoire de cette dernière.

13^e séance. — 12 janvier 1847. — Avant l'arrivée du dessinateur Léo Drouyn, qui viendra vers le printemps prochain, Monseigneur pense qu'il serait bon de dresser la liste des monuments dignes de figurer dans la Statistique. On priera donc les correspondants de s'occuper de ce classement pour leur canton ; ils accompagneront chaque monument d'un croquis ou dessin si possible, et de notes historiques et archéologiques.

M. de Laffore désirerait que chaque auteur signât de son nom les mémoires qui devront paraître dans la statistique. La

Commission voulant travailler à une œuvre collective, et surtout désirant ne blesser aucune susceptibilité, est contraire à l'avis de M. Jules de Laffore.

M. Calvet vient de terminer un travail intitulé *Eléments d'archéologie nationale*, qui pourrait rendre quelques services. Il est décidé que cette œuvre paraîtrait dans le Calendrier ecclésiastique ; l'année prochaine, la période celtique et gauloise, l'année suivante l'époque romane, et en troisième lieu l'époque romano-byzantine, improprement appelée gothique.

M. de Laffore demande qu'on agrandisse le format de ce calendrier. On pourrait ainsi le rendre plus intéressant, en y publiant des travaux d'histoire et d'archéologie locale. Monseigneur s'engage à en parler à l'éditeur, M. Noubel (1).

La première livraison de la Statistique devant commencer par l'église cathédrale Saint-Caprais, MM. David et Bartayrès sont priés de préparer la notice historique et archéologique de ce monument.

14^e séance. — 13 janvier 1847. — Monseigneur a reçu la visite de M. Honoré de Saint-Amans aîné, qui lui a présenté des essais nouveaux d'impression sur les grès et les porcelaines, il croit qu'il pourrait y avoir quelque avantage à s'adresser à son dessinateur de Paris qui ferait les dessins des monuments à meilleur marché que M. Drouyn.

M. Calvet présente un tableau de classement des monuments du diocèse. Pour donner un modèle aux membres de la Commission, Monseigneur lit quelques extraits de l'*Architecture au Moyen-Age dans le département de la Gironde* par M. Léo Drouyn.

M. Bartayrès donne communication d'un travail, soumis il y a quelques temps à la *Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen*, sur les *Antiquités du département de Lot-et-Garonne*.

MM. Deyche et Calvet sont chargés de mettre fin au différent qui existe entre M. le curé et M. le maire de Port-Sainte-Marie, au sujet de la restauration de l'église.

(1) Le Calendrier de 1848 parut, en effet, en format in-12, mais l'année suivante il revint au petit format. V. Appendice.

M. Deyche, secrétaire général de l'Evêché, est admis au nombre des membres de la commission.

15^e séance. — 2 février 1847. — MM. Calvet et Deyche ont mis l'accord entre M. le curé et M. le maire de Port-Sainte-Marie et décidé que l'on consoliderait certaines parties de l'église et que l'on assainirait les murs.

M. Chaudruc de Crazannes étant déjà inspecteur des monuments historiques, le ministre ne peut nommer M. Calvet. On insistera, en faisant remarquer que le premier n'habite pas le département de Lot-et-Garonne.

M. de Gastebois signale diverses églises dignes de fixer l'attention, dans le canton de Penne. Parmi celles qui, d'après lui, « sont nulles sous tous les rapports » nous trouvons avec étonnement, les églises de Frespech, de Magnac, de Massoulés !

Le curé de Monclar signale dans son canton, l'autel de Fongrave, le portail de l'église de Pinel, les églises de Monclar et Saint-Pastour.

Les projets d'une église pour Buzet sont soumis à la Commission qui critique certains détails.

Après la lecture d'une notice descriptive sur l'église Cathédrale par M. Bartayrès, une discussion s'engage entre lui et M. David sur l'époque de construction des chapelles du chœur.

M. l'abbé Barrère signale l'existence de deux nouveaux évêques d'Agen, Concordius et un autre dont le nom n'est pas connu.

16^e séance. — 18 février 1847. — M. Bessières offre à Monseigneur trois sceaux de divers modules du chapitre Saint-Etienne (*Sigillum capituli Ecclesiæ agianensis.*)

M. Bourrière dépose sur le bureau les dessins des vitraux destinés à la Cathédrale et dont son frère est l'auteur. A propos de saint Caprais qui est représenté sur ces dessins avec les insignes épiscopaux, le secrétaire fait entendre une protestation et se fait fort de prouver que saint Caprais n'était pas évêque (1).

(1) Cette question de l'épiscopat de saint Caprais a fait versé des flots d'encre, depuis le commencement du XVIII^e siècle. De nos jours, la discussion est moins vive, mais l'incertitude est aussi grande.

Lecture d'une lettre de M. l'abbé Laroque, facteur d'orgues, au sujet de l'orgue de la Cathédrale.

On dresse une première liste des monuments qui méritent d'être dessinés.

17 séance. — 20 avril. — M. l'abbé Reyne, curé de Saint-Pierre-de-Buzet, donne dans une lettre quelques détails sur les découvertes faites à Lourdens (1).

M. Béchade demande que la Commission veuille bien étudier le système des fausses voûtes, soit en briques ou en lattis, qui pourraient avec avantage remplacer les lambris.

M. le curé de Lavardac fait connaître les monuments de son canton dignes d'intérêt et il les classe ainsi :

STYLE ROMAN : Eglise de Vianne et du Paravis, chœur de Montesquieu et d'Estussan.

STYLE OGIVAL : Eglise de Lausseignan ; chœur de Béquin ; portails de Montgaillard, Estussan, Feugarolles.

STYLE DE TRANSITION : Bruch.

STYLE DE LA RENAISSANCE : Les deux tours et la façade de Lavardac.

Rapport de M. Samazeuilh sur les monuments de Casteljaloux.

M. Calvet, ayant visité l'église de Sainte-Radegonde près Agen, fait part des réflexions que cette visite lui a suggérées.

M. Deyche est chargé de prendre des renseignements sur les réparations faites à l'église de Port-Sainte-Marie.

La première livraison de la Statistique comprendra un travail : de M. l'abbé David sur la Cathédrale, de M. Jules de Laffore sur Moirax, de MM. Calvet et Bartayrès sur Monsempron, de l'abbé Barrère sur Mézin, de M. Calvet sur Sainte-Radegonde, de M. Sabathez sur Cocumont.

18^e et 2^e séance générale. — 10 août 1847. — Cette séance

(1) Sur les fouilles et les découvertes à Lourdens, dans un ancien cimetière, voir *Bulletin de la Société archéologique de Bordeaux*, tome 1. — Barrière-Flavy, *Etudes sur les sépultures Barbares du midi et de l'ouest de la France*, p. 175.

a été retardé par le voyage de Monseigneur à Vichy. Sa Grandeur résume les travaux de l'année. Elle blâme sévèrement M. le curé du Port-Sainte-Marie, qui n'a pas tenu compte des observations de la Commission pour les réparations de son église.

Présentation d'une notice sur le canton de Tonneins, par MM. Lagarde et Rozan-Barreyre. M. l'abbé Arlan de Lamothe, curé de Bouglon, décrit les églises d'Argenton, Saint-Pierre de Bouglon vieux, d'Anthé et Cazideroque, ces deux dernières du canton de Tournon.

Monseigneur donne lecture de deux lettres de Léo Drouyn. L'artiste bordelais expose ses conditions pour faire le dessin des monuments agenais (1).

M. Béchade a envoyé un travail sur le canton de Seyches, où il signale, au lieu de Rebec, des restes d'une villa gallo-romaine, à côté du Touyre d'autres débris paraissant être de la même époque, un tumulus près de la porte de Saint-Barthélemy.

19^e séance. — 9 novembre 1847. — Il est décidé que la notice de MM. Lagarde et Rozan sur le canton de Tonneins, paraîtrait dans le *Calendrier ecclésiastique de 1848*, et que cette publication prendrait le format in-12.

MM. Calvet et Jules de Laffore sont invités à visiter les dossiers du greffe de la Cour pour chercher des documents utiles à l'histoire féodale de l'Agenais.

Monseigneur presse vivement les auteurs des notices qui doivent paraître dans les premières livraisons de la Statistique monumentale. A ce propos, M. David et M. Bartayrès n'étant pas d'accord sur l'époque de construction des chapelles du chœur de la Cathédrale, M. Calvet s'offre comme arbitre pour terminer le différent.

Sont nommés membres du Comité de rédaction : MM. David, Tournié, Bartayrès, Calvet et Debeaux.

Les conditions de Léo Drouyn paraissant trop onéreuses,

(1) Voir ces lettres en appendice.

M. de Blanche propose de donner ce travail à M. Victor Gay, qui le ferait à de meilleures conditions.

M. Barrère lit une notice sur Sos, et M. Tournié sur les églises de Saint-Arnaud et de Sainte-Foi de Jérusalem.

Monseigneur présente des échantillons de peinture sur verre dus à M. Arbanère, établi à Tonneins.

20^e séance. — 25 novembre 1847. — M. Bartayrès lit une notice sur la Cathédrale, M. David un travail sur le même sujet. Pour terminer le différent qui existe entre eux, au sujet des chapelles du chœur, on nomme une Commission composée de MM. Calvet, Laffore, Tournié et Debeaux.

M. Calvet donne lecture d'un travail sur le Badigeon qui paraîtra dans le *Calendrier ecclésiastique*.

Monseigneur propose à la Commission de prendre sous son patronage l'église de Notre-Dame de Bonencontre. Il expose ses projets de restauration et nomme une Commission composée de MM. Martial de Laffore, Bourrières et Debeaux, chargée de présenter un projet de restauration.

21^e séance. — 11 janvier 1848. — M. Deyche étudiera les moyens d'organiser une souscription en faveur de l'église de Bonencontre. La Commission est d'avis d'ouvrir cette souscription le plutôt possible.

M. de Blanche expose, dans une lettre, les conditions de M. Victor Gay pour faire les dessins de la Statistique monumentale. Ces conditions sont si exagérées que la Commission était décidée à revenir à M. Léo Drouyn, lorsque M. Debeaux proposa de demander à M. Barrère d'accepter cette mission dont il avait voulu précédemment se charger. Celui-ci, avant de prendre aucun engagement, veut écrire à son ami M. Hubert, dessinateur et lithographe de Paris.

Ici finissent les comptes-rendus des séances. Je crois d'ailleurs que dès cette année la Commission ne se réunit plus. Monseigneur de Vesins très absorbé par la construction de l'église de Bonencontre n'eut sans doute plus les loisirs de s'occuper de la Commission archéologique. Peut-être fut-il

découragé par les frais énormes qu'aurait nécessité la publication de la Statistique monumentale, qui dans sa pensée devait être l'œuvre principale du Comité.

Malgré tout, Monseigneur de Vesins s'intéressa toujours très vivement, aux choses de l'archéologie. En 1851, il donnait à la *Société des lettres, sciences et arts d'Agen*, un mémoire sur l'*Art chrétien* (1).

Il veillait avec soin sur les églises du diocèse, encourageait les curés qui entreprenaient des restaurations utiles et selon les règles de l'art, et désirait qu'on n'en entreprit aucune sans le consulter. Le 13 juillet 1857, il adressa à son clergé une circulaire, où il distribue des éloges à plusieurs ecclésiastiques en même temps qu'il donne de sages conseils aux autres. Il vaut, je crois, la peine de la citer :

Agen, le 13 juillet 1857.

MES CHERS COOPÉRATEURS,

J'étais à peine arrivé dans ce diocèse, que je vous adressai, le 1^{er} septembre 1841, une circulaire relative aux travaux à exécuter aux églises. Le 13 août 1843, je vous ai entretenus de nouveau des églises monumentales ; cette lettre portait le numéro 24. Je vous montrais, dans ces deux dépêches, ma sollicitude pour nos édifices religieux, et je réclamaï votre concours pour leur restauration. En stimulant votre zèle, je vous signalais les écueils à éviter, et notamment le danger des réparations hors de propos ; car celles-ci dégradent et laissent parfois des traces plus désastreuses que celles des siècles qui ont passé sur nos antiques monuments.

Vous m'avez compris, mes chers Coopérateurs, et mettant avec empressement la main à l'œuvre, vous avez fait tomber le badigeon qui recouvrait l'architecture de vos temples, vous avez rouvert les baies fermées, et, dans certains endroits, vous les avez ornées de jolies verrières ; vous avez consolidé des murs croulants, édifié dans plusieurs paroisses des temples d'un style religieux et correct, vous avez effacé des peintures grotesques ; en un mot, vous avez fait tous vos efforts pour rétablir l'ordre et la décence.

Si j'ai la tristesse de voir encore sur les murs de quelques églises des vases de fleurs peints par des mains inhabiles, ou des draperies

(1) *Recueil de la Société des lettres, sciences et arts d'Agen*, 1^{re} série t. vi, p. 238.

aux voûtes, élégamment relevées par les agrafes sans relief et garnies de franges, je suis sûr que le pasteur les y voit avec peine, et qu'il attend le moment favorable pour faire disparaître ces ornements disgracieux.

Je dois donc à tous de sincères remerciements : aux uns pour ce qu'ils ont fait à ma grande satisfaction, aux autres pour les projets qu'ils mûrissent dans leur pensée.

Toutefois, j'ai encore un devoir plus doux à remplir, celui de nommer les édifices religieux, notablement améliorés depuis un certain nombre d'années, et ceux dont la construction est récente. En louant l'œuvre, les éloges remonteront jusqu'à ceux qui ont reçu et fait exécuter les travaux que j'indique. MM. les Curés y trouveront un encouragement à leur zèle et le témoignage de ma reconnaissance.

Au moment de mon arrivée dans ce diocèse, la Cathédrale d'Agen sortait à peine de ses ruines ; par la munificence des gouvernements qui se sont succédés, elle a repris son rang ; et, grâce à l'active surveillance de son pasteur, elle est non-seulement bien tenue sous le rapport de la propreté, mais elle reçoit en ce moment, comme décors, des peintures murales dues au pinceau d'un artiste distingué.

Dans deux de nos chefs-lieux d'arrondissement, la maison de Dieu a été dignement réparée : Marmande a vu sa jolie église, monument du ^{xv}^e siècle, se dépouiller de son vêtement noirci par le temps, pour reprendre ses habits de fêtes et montrer ses gracieux contours.

Celle de Nérac, maçonnerie moderne, a été décorée de magnifiques verrières, dont l'éclat projette à l'intérieur des reflets pleins de chaleur et de vie.

L'antique église de Mézin, qui révèle dans son sanctuaire une œuvre de la fin du ^x^e siècle, et dans sa nef une construction du ^{xiii}^e, est parée de verrières remarquables. Celle du Mas d'Agenais, avec ses curieux chapiteaux iconographiques, son arcade géminée supportée par des colonnes de marbre, son aiguille ogivale, etc., a été l'objet de beaucoup de soin et en demande encore.

L'ancienne église de Moirax, très intéressante au point de vue archéologique, a reçu de la munificence du gouvernement des secours qui ont permis de consolider, en partie, ses murs lézardés et de les appuyer par des contreforts solidement construits. Bien qu'il y ait encore beaucoup à réparer, j'acquitte une dette en louant ce qui a été fait.

Le Port-Sainte Marie, qui rappelait trop fidèlement l'étable de Bethléem, va posséder, grâce à l'intelligent accord de l'autorité ecclésiastique et civile, un temple qui aura de l'harmonie dans ses lignes architecturales.

Les églises de Damazan, de Castillonnès, de Bouglon, de Gontaud, de Clairac, de Lauzun, de Saint-Barthélemy, ont été l'objet de soins intelligents de leurs pasteurs et des fidèles.

Je cite avec plaisir la patience et la persévérance du Curé de Laurence, qui, de sa propre main, a su rendre aux chapiteaux élégants de son église romane leur sculpture longtemps enfouie sous une épaisse couche de mortier.

Monflanquin, qui n'avait pour maison de la prière qu'une sorte de hangar, vient de le transformer en une belle et grande église, où l'encens ne sera plus refoulé vers la terre par un lambris bas et écrasé. Je viens d'indiquer rapidement les restaurations dont le souvenir m'est revenu ; si, dans ces citations ma mémoire a été infidèle, la mémoire du cœur ne l'est pas, et je vous renouvelle à tous mes remerciements pour le concours que vous m'avez prêté.

Vous avez cherché à restaurer ce qui pouvait l'être ; mais dans plusieurs paroisses, il n'y avait qu'à démolir, et, par conséquent, à édifier de nouveau ; vous n'avez pas hésité à l'entreprendre, quelquefois même dans des conditions difficiles. C'est ainsi que le diocèse doit aux actives démarches du Curé de Castelmoron et au concours de l'autorité locale, sa jolie église de l'architecture ogivale du ^{xiii}^e siècle. Par les mêmes moyens, Meilhan et Coutures ont vu s'élever leurs temples et clochers byzantins. Notre-Dame-de-Bon-Encontre reçoit des fidèles du diocèse les dons qui font grandir et conduiront à bonne fin son église à cinq nefs, où seront chantées les louanges de Marie et où son culte sera en honneur. Notre-Dame-de-Peyragude doit aux soins d'un prêtre zélé son oratoire plusieurs fois détruit et relevé par la piété des serviteurs de Marie. Sauveterre, par le bienveillant appui de l'autorité supérieure administrative et les soins du pasteur, a construit son gracieux sanctuaire, orné de jolies verrières, et son élégant clocher. Buzet, après avoir longtemps souffert qu'une halle lui servit d'église, va posséder un temple qui réjouira le cœur des paroissiens et les dédommagera de leur longue privation.

Je sais que plusieurs plans de nouvelles églises sont à l'étude. Je loue par avance les pasteurs qui me ménagent d'autres satisfactions.

Parmi les constructions que j'ai vu faire, je n'oublie pas celle d'Espiens ; elle n'est pas monumentale, mais elle est religieuse ; elle m'a révélé le zèle du pasteur et celui de l'autorité locale. Je dois aussi un souvenir de reconnaissance au généreux paroissien de Sainte-Maure, qui a doté d'une église cette succursale qui n'avait qu'un réduit indécemment pour l'exercice du culte.

Il m'est bien doux de louer, et cette tâche remplit de joie le cœur d'un Evêque ; toutefois, son devoir, qui est de donner l'impulsion, est aussi de prévenir les inconvénients ou les défauts d'un zèle qui ne serait pas suffisamment éclairé. Je m'explique. J'ai en vue les décors intérieurs des églises. Je veux parler des peintures. Je vous dois sur ce point quelques avis.

Je comprends, M. C. C., que dans la plupart de vos églises, qui sont sans caractère, des murs unis, couverts d'un plafond plat ou d'un lambris, vous paraissent froids, j'allais dire muets ; car dans les églises vraiment religieuses, le langage des murs est expressif et s'harmonise avec les sentiments des cœurs. Je comprends, dis-je, que le secours d'un pinceau soit nécessaire pour décorer ces sanctuaires. Ce n'est pas la question qui m'occupe, et cependant je vous dis en passant, que même dans ces conditions vous devez éviter les prétentieuses imitations d'architecture qui font sourire celui dont l'œil est clairvoyant. Que dire, en effet, d'une ogive élancée, dont le peintre n'a pas craint de porter l'aiguille jusqu'au plafond qu'elle atteint au risque de s'émousser contre cette surface plane ? Que penser de ce portique représenté sur le mur, majestueux, comme celui du temple de Salomon, mais qui ne peut s'accorder avec rien ? N'est-ce pas le cas de rappeler que du sublime au ridicule il n'y a pas loin.

L'architecture peinte est, en général, une décoration fausse ; la peinture, comme je le dirai tout-à-l'heure, n'est qu'un corollaire de l'architecture ; elle ne peut la remplacer.

Si vous êtes obligé de peindre des murs unis, contentez-vous de faire sur ce terrain ingrat quelques arabesques, consistant en entrelacements de feuillages, ou en figures de caprice sans liaisons et sans ensemble ; mais n'oubliez pas que dans ce cas la peinture ne remplit pas son rôle.

S'il s'agit de décorer des églises d'une architecture correcte, si vous voulez les orner de peintures murales, vous devez suivre les règles de l'art et vous adresser à des artistes compétents. Défiiez-vous de ceux qui font de la peinture à tant le mètre, et qui s'étonnent eux-mêmes du grandiose de leurs œuvres, dont ils mesurent l'importance par l'espace sur lequel s'est promené leur pinceau ; ils ne comprennent pas, ce qui est cependant hors de doute : que l'architecture et la sculpture pourraient se passer du pinceau puisqu'elles sont caractérisées par les formes, tandis que ce n'est que par elles que les couleurs ont leur signification. Ils savent encore moins que ces trois branches de l'art ont, dans nos églises, un langage mystérieux, sacré et symboli-

que ; qu'il importe beaucoup de ne pas déranger l'harmonie qui doit les unir. C'est le secret de cette science si peu connue par ceux même qui en parlent avec prétention, et surtout par un trop grand nombre d'artistes qui manient avec assurance les couleurs prismatiques, sans s'occuper de l'effet qu'elles produiront.

Des yeux plus ou moins exercés seront peut-être émerveillés de l'éclat du bleu, du rouge et du vert ; mais s'ils sont satisfaits de ces couleurs, jetées au hasard, l'art n'y trouve pas son compte ; et je ne cesserai de vous dire que les travaux d'ornementation ne doivent pas être dirigés par le mauvais goût, mais par les règles invariables et sévères du vrai beau.

Il est certain que lorsque la société fut devenue chrétienne, on ne s'en tint pas pour l'enseignement à la forme orale ; on traça, par le secours des arts, de belles pages sur les murs destinés aux saints exercices. Les catacombes de Rome le prouvent par leurs sculptures et leurs peintures, représentant des sujets de l'Ancien et du Nouveau Testament, entourés de monuments symboliques.

Au ^{vi}e siècle et aux siècles suivants, les rois de France ont favorisé les peintures murales ; il est sûr qu'au ^{xi}e siècle les murs et les voûtes des églises étaient couverts de peintures. Cet art a reçu au ^{xiii}e siècle, de Cimabué et Giotto son disciple, une nouvelle impulsion.

Au ^{xv}e siècle l'effet des peintures murales a été moins frappant que dans les siècles précédents ; il y a cependant de beaux types du ^{xvi}e siècle.

Je ne viens donc pas m'élever contre les peintures qui décorent nos églises, lorsqu'elles complètent l'enseignement donné par l'art chrétien, et que, soit par les personnages, soit par les ornements qui les entourent ou les encadrent, elles symbolisent les vérités qui doivent pénétrer dans les âmes ; mais je proteste de toutes mes forces, contre les peintures qui détruisent la pureté des lignes des monuments religieux, et inscrivent sur leurs murs une langue incompréhensible qui ne parle ni aux yeux ni à l'esprit, et encore moins au cœur, et qui est en contradiction avec l'architecture de l'édifice qu'on prétend embellir.

Veillez, M. C. C., ne faire exécuter aucun travail de ce genre, sans me soumettre les plans, que j'aurai le soin de faire étudier ; n'adoptez pas sans précautions, l'opinion et les idées de prétendus artistes, qui n'offriraient pas des garanties suffisantes.

En continuant à veiller sur vos églises, soyez jaloux de montrer la

foi qui est en vous ; n'oubliez pas que vous devez les restaurer avec amour pour celui qui y est adoré.

Recevez, mes chers Coopérateurs, l'assurance de mes sentiments affectueux et dévoués.

† JEAN, *Evêque d'Agen*.

La Commission archéologique n'eut donc qu'une vie éphémère, cependant elle eut des résultats immédiats. Dès cette époque, les études d'histoire et d'archéologie locales se développèrent. On peut s'en convaincre en suivant la collection des *Mémoires de la Société académique d'Agen* depuis 1851.

La statistique monumentale du diocèse, que la Commission ne pût faire paraître, fut remplacée par l'*Histoire religieuse et monumentale du diocèse d'Agen, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours*, 2 vol. in-4, par l'abbé Barrère (1856).

Cette œuvre est loin d'être parfaite. « Néanmoins, dit M. Ph. Lauzun, nous ne devons pas oublier que ce travail fut le premier, traitant de l'archéologie religieuse, qui ait paru dans le département et que l'abbé Barrère avait tout à faire, tout à créer. Pour la première fois, il a pris l'un après l'autre tous les registres poudreux de nos archives départementales et municipales, dont pas un n'était inventorié. Il les a parcourus, annotés, et c'est avec ce qu'ils lui ont révélé qu'il a pu écrire l'histoire du diocèse. Pas une église n'avait été signalée. Non seulement, il a cherché à les faire connaître en révélant leurs particularités les plus intéressantes, mais il s'est transporté sur les lieux et les a presque toutes dessinées.

« Il faut donc être reconnaissant envers l'abbé Barrère de ce que, le premier dans le département, il a cherché à inculquer par son exemple et ses études le goût de l'archéologie. Malgré ses défauts, son travail restera et sera toujours consulté avec fruit. C'est l'œuvre d'un précurseur (1).

(1) *Du mouvement archéologique dans le Lot-et-Garonne*, par Ph. Lauzun, Agen, Imp. moderne, 1901, p. 12.

Plus tard, le préfet de Lot-et-Garonne, reprenant l'idée de Monseigneur de Vesins, établit une commission d'architecture.

APPENDICE

Calendrier ecclésiastique et de dévotion à l'usage du diocèse d'Agen, imprimé par ordre de Monseigneur l'Evêque d'Agen.

Ce Calendrier parut de 1842 à 1850. J'ai déjà indiqué plus haut le but de cette publication. Voici les articles intéressant l'histoire et l'archéologie que l'on trouve dans ce calendrier, dont la collection est rare.

1842. — *Notice historique sur l'ancienne collégiale Saint-Caprais*, signée A. M. D. M. Andrieu a par erreur attribué cette notice au chanoine Duzil, elle est due à M. l'abbé David, curé de la Cathédrale.

Un catalogue chronologique et historique des évêques d'Agen.

1843. — *Hagiologie agenaise*, notice sur les principaux saint honorés dans le diocèse. — *Précis d'archéologie chrétienne* (résumé des ouvrages de Caumont et de Bourassé.)

1845. — *Notice archéologique sur l'église de Saint-Savin, près de Casteljaloux, étude d'iconographie et de symbolisme.* — *Notice archéologique sur le monastère et les abbés de Gondon.* C'est une traduction du *Gallia Christiana*, faite par M. Bechade-Labarthe, percepteur à Saint-Barthelemy, mais quelle traduction !

1846 — *Notice sur M. de Fournetz, curé de Puymichan.* — *Procédé pour l'estampage en papier des inscriptions ou dessins gravés en creux ou en relief et moyen de les relever en couleur.*

1848. — *Format grand in-12.* — *Notice sur l'inauguration du monument funèbre élevé à Puymichan en l'honneur de M. de Fournetz, le 26 novembre 1817.* — *Du Badigeon*, par A. Calvet. — *Canton de Tonneins, rapport fait par MM. Bareyre et Lagarde.* Au milieu de notes intéressantes, on peut relever une très amusante méprise, au sujet d'un sceau de l'église Notre-Dame de Tonneins, méprise provenant d'une erreur de lecture et de l'ignorance de l'épigraphie sigillaire.

1849. — *Le calendrier reprend le petit format.* — *Notice sur l'abbé*

Souèges. — Eloge funèbre de Mgr Jacoupy, évêque d'Agen, prononcé dans la Cathédrale par M. l'abbé Souèges, le 12 juillet 1848.

1850. — Quelques réflexions à propos de l'établissement des Carmes dans le diocèse A. C. — Notice biographique sur Mascaron, évêque d'Agen.

LETTRES DE M. LÉO DROUYN

Bordeaux, le 30 mai 1847.

MONSEIGNEUR,

J'étais à la campagne lorsque j'ai reçu de M. de la Tour, une lettre me mandant de vous transmettre par écrit mes conditions pour les gravures que je dois faire pour le comité archéologique d'Agen et en même temps de vous fixer l'époque de mon arrivée dans votre ville.

Lorsque j'ai eu l'honneur de vous voir l'année dernière, je comptais ou plutôt ne comptais pas sur une maladie qui ne me quitte pas depuis six mois, elle est occasionnée, me dit-on, par un travail trop assidu. Je le veux bien, mais le positif est que j'ai une gastrite qui me fatigue beaucoup, de sorte que, malgré toute ma bonne volonté, il m'est impossible de me rendre cette année à Agen, et par conséquent de commencer mon travail cet été. Cependant, je crois pouvoir assurer que ceci ne retardera nullement votre publication, car ayant, comme vous savez, entrepris le Périgord, je ne peux pas le quitter complètement, pour faire autre chose; il me faudrait donc mener les deux ouvrages à la fois et de cette manière, l'un et l'autre seraient retardés, ainsi en ne commençant avec vous que l'été prochain, la publication marchera tout aussi vite, car je n'aurais d'autres voyages à entreprendre que ceux de l'Agenais. Cette année, je veux essayer, si du moins ma santé ne s'y oppose pas, de finir mes courses en Périgord.

En outre, Monseigneur, mes conditions de l'année dernière ne peuvent pas exister avec vous président ou même représentant d'un Comité archéologique, qui peut se dissoudre d'un moment à l'autre, qui peut perdre son président ou en changer, qui a plusieurs manières de penser, etc, ou avec vous éditeur d'un ouvrage, dont je fais les dessins; de vous à moi c'était une collaboration, le rapport était bien différent, mais d'une société à moi, c'est toute autre affaire. En fai-

«ant le Périgord avec MM. de Gourgues et Desmoulins, je ne suis ni plus ni moins qu'eux, j'ai ma voix comme eux, je suis donc leur véritable coéditeur et collaborateur; par rapport à une société je serais tout bonnement le dessinateur.

Voici donc les conditions que je viens vous proposer et qui d'ailleurs diffèrent très peu de celles que je vous fis l'année dernière.

Je commencerai le printemps prochain 1848 mes courses dans l'Agenais. *Tous mes frais de voyage à partir de Bordeaux me seront payés.* A mon départ d'Agen pour chaque excursion dans le département, la Société me donnera la somme nécessaire pour faire un voyage de 8 à 15 jours, que je ferai, suivant les distances et les facilités à pied, à cheval ou en voiture (des absences plus longues sans repos lorsqu'on travaille depuis la pointe du jour jusqu'à la nuit deviennent trop fatigantes, j'en ai fait l'expérience dans le Périgord et la Gironde). A mon retour de chaque excursion je donnerai la note de mes frais de voyage.

Tous mes frais, tels qu'achat de cuivre, frais d'épreuves, d'essai, enfin tous les autres menus frais, minimes, il est vrai, occasionnés par l'ouvrage me seront payés par la Société

Je partagerai avec la Société le bénéfice de la vente de l'ouvrage, c'est-à-dire que s'il y a 100 ou 1000 abonnés, la moitié de la somme versée par ces 100 ou 1000 abonnés devra me revenir. Si les gravures s'impriment à Bordeaux, je me charge de surveiller l'impression. Tels sont mes arrangements avec MM. de Gourgues et Desmoulins.

Voici ce que j'ajoute à ceux ci-dessus.

Ne voulant pas courir les chances d'une publication qui peut ne pas réussir, vu que mes revenus ne me suffisent pas pour vivre sans travailler, je veux être assuré d'une somme de deux mille francs, si le nombre des planches ne passe pas quarante, comme vous l'avez dit l'année dernière. Si au contraire ce nombre va jusqu'à cinquante ce sera 2.500 francs, c'est-à dire 50 francs par planche que je remettrai, prête à être imprimée. Cette somme qui me sera payée au fur et à mesure que je remettrai les planches, ne sera pas comprise dans les avances des frais quels qu'ils soient et *viendra en déduction de ma moitié des abonnés*, si la somme versée par ces derniers est au-dessus, si au contraire, elle est au-dessous, il me sera toujours compté 50 fr. par planche.

Comme je ne voudrais pas être retenu à perpétuité par la Société, je voudrais que le nombre des planches fut fixé, comme vous l'avez dit, à 40 ou 50, au-dessus desquelles si la Société voulait continuer,

mes engagements avec elle cesseraient, sauf alors, à les renouveler ou à en faire d'autres.

Une chose, à laquelle je tiens surtout, c'est que, du moment que j'aurai commencé à graver les planches, époque qui sera fixée entre nous, la Société prenne l'engagement d'en accepter deux par mois.

La grandeur des dessins sera la même que celle de notre publication sur le Périgord, c'est-à-dire remplissant assez bien une feuille grand in-4° (quart Jésus), un peu plus petit par conséquent que mon ouvrage sur la Gironde.

Je m'engage de mon côté à mener ensemble cette publication et celle du Périgord, c'est-à-dire à graver alternativement un dessin pour l'un et un pour l'autre.

Mon intérêt pécuniaire et surtout artistique est de les faire le mieux possible, par conséquent je ne veux faire, ni recevoir aucune condition sous ce rapport, une fois mon croquis d'après nature accepté par la Société.

Si le comité accepte ces conditions, je tiendrais à ce qu'elles soient écrites en double et signées, un des doubles me resterait, l'autre appartiendrait au comité.

J'ai l'honneur d'être Monseigneur, de Votre Grandeur, le très humble et très dévoué serviteur.

LÉO DROUYN,
Rue du Gasc, n° 143, Bordeaux.

DEUXIÈME LETTRE

Bordeaux, le 4 août 1847,

MONSEIGNEUR,

De retour depuis trois jours seulement d'une assez longue excursion dans le Périgord, je n'ai pas répondu à votre lettre plus tôt, car je l'ai lue seulement à mon arrivée à Bordeaux; vous m'y faites plusieurs observations auxquelles je crois pouvoir facilement répondre.

En portant à 50 francs le prix de chaque planche, il est vrai qu'il est certain pour moi que j'ai 50 francs, mais, Monseigneur, vous devez considérer que pour arriver à finir cette planche il m'a fallu, d'abord faire le voyage pour dessiner le monument d'après nature, dessiner le même monument souvent sous plusieurs faces, car pour tout le monde

le même côté n'est pas le plus intéressant, étudier ce même monument pour en faire la description, car ils n'ont probablement pas été tous décrits ou même vus, et d'ailleurs bien souvent comment décrits et vus ? C'est du moins ainsi que j'agis pour le Périgord. Il faut compter que l'un dans l'autre chaque monument me prend deux jours environ et bien souvent plus quand il est loin et couvert de détails. De retour à Bordeaux, il me faut huit à dix jours pour graver chaque planche ; maintenant, si vous calculez ce que je gagne en mettant chaque planche à 50 francs, vous verrez que la somme est assez modique. D'ailleurs, Monseigneur, j'ai fixé mon prix, d'après celui qu'on me donne pour mes dessins du *Magasin pittoresque*. Ces dessins sont de la grandeur de la main environ, ils me sont payés de 40 à 70 francs, il est vrai qu'ensuite, ils coûtent de 100 à 150 francs de gravure ; mais ce qui me fixe encore mieux, c'est le prix que l'auteur de la Guienne monumentale a payé à M. Lemer cier, lithographe à Paris, pour les lithographies de la *France monumentale*, ouvrage qu'il a abandonné, après avoir publié la Bourgogne et la Gironde, chaque lithographie, assez pauvrement faite, a été payé 120 francs et le croquis d'après nature 33 francs, vous voyez donc que c'est 153 francs au lieu de 50 francs. En outre les ouvriers de Lemer cier n'ont jamais fait de dessins d'après nature, ne sont pas le moins du monde des archéologues, copient un croquis sans connaître, ni la couleur, ni la forme, ni le caractère du monument, ils font des lithographies et je fais des gravures ; je les fais pour 50 francs et je cours la chance pour le reste, je crois ne pas être trop exigeant.

Maintenant si le comité préfère, j'aime autant ne courir aucune chance, dans ce cas, il me donnera cent francs par planche, payera les cuivres et les frais de voyage, enfin, comme dans mes premières conditions avec cette différence, qu'elles ne changeront pas quelque soit d'ailleurs le nombre des planches. Cependant, je ne peux m'engager à donner plus de deux planches par mois une fois l'ouvrage commencé.

Parmi les planches, il en est, comme vous dites, qui seront moins longues à graver que les autres ; mais aussi je vous répondrai par le même argument, qu'il y en a de bien plus longues, ainsi il m'a fallu trois jours entiers pour dessiner d'après nature le portail de Saint Seurin de Bordeaux et quinze jours pour le graver. Les portails d'Haux et de Castelvieil, qui ne sont que de petites églises de campagne m'ont tenu chacun un jour et demi en leur présence. Des fresques dans une chapelle du Périgord m'ont tenu trois jours, par conséquent, il y a

compensation et je suis persuadé qu'elle sera à l'avantage du comité. car mes planches de détails sont bien couvertes.

Je pense, Monseigneur, que nous nous entendrions bien mieux si j'allais à Agen lorsque vous rassembleriez votre comité; je pourrais faire voir mes gravures que l'on ne connaît pas et les croquis que je fais maintenant pour le Périgord. Seulement ayez la bonté de me prévenir une dizaine de jours à l'avance, dans le cas où je serais en voyage. Je pars lundi pour Saintes avec M. Desmoulins, j'y resterai probablement huit jours.

C'est avec un profond respect que j'ai l'honneur d'être, Monseigneur, de Votre Grandeur, votre très humble et très dévoué serviteur.

Léo DROUYN.

J. MARBOUTIN.

D'UN CORDELIER AGENAIS

Correspondant de Joseph Scaliger

Il se nommait Bernard Ruffus. M. Ad. Magen s'est occupé de lui le premier, ayant trouvé son *ex libris* sur un magnifique exemplaire de *Loreloge de devotion* superbement enluminé pour Milon d'Illiers, évêque de Luçon. Voici le résultat de ses recherches : Frère Bernard Ruffus était frère mineur au couvent des Cordeliers d'Agen en 1592. C'est cette année là que *Loreloge de devotion* lui fut donné, au château d'Estillac, par Suzanne de Daillon dame de Montsalès, remariée avec Antoine de Lévis, comte de Caylus, belle-mère de Blaise II de Monluc, sénéchal d'Agenais. Un acte authentique du 11 août 1606 lui donne le titre de *vicair*e du monastère des Frères mineurs d'Agen, titre correspondant à celui de sous-prieur et le constituant, en l'état, administrateur temporel de la maison; maison dans laquelle il avait passé quarante-trois années, d'après un memento écrit en 1643 sur la garde postérieure du même livre. M. Magen explique par les relations de frère Ruffus avec Suzanne de Daillon, le fait que le gendre de cette dame, le sénéchal de Monluc, ait été enterré dans l'église des Cordeliers d'Agen (1).

M. Philippe Lauzun (2) a pu ajouter quelques autres détails à cette trop sommaire biographie. « Nous le voyons une première fois, en 1603, épris des solitudes du coteau de Saint-Vincent, travailler à la réparation de l'Ermitage et de la grotte du saint, où il allait de temps en temps passer quelques jours

(1) Ad. Magen, *Notice sur un exemplaire en celn enluminée de Loreloge de devotion*. (Recueil de la Société des Lettres, Sciences et Arts d'Agen, 2^e série, t. vi, p. 356 et 394.)

(2) *Les Courents de la rille d'Agen*. Agen, 1889, t. i, p. 116,

de solitude (1). » C'est ce qui nous explique pourquoi, lorsque l'ermite Eymeric Roudilh vint à Agen reconstituer cet ermitage, le frère Bernard Ruffus ne cessa de « l'encourager et de le fortifier dans son dessein. » Ce dernier trait est emprunté à l'abbé Barrère (2), qui l'avait pris dans le *Parfait Ermite* de Jacques Ducros. M. Lauzun termine en mentionnant une fondation charitable inspirée par Bernard Ruffus ; M. Tholin l'avait déjà signalée et c'est auprès de lui que nous nous renseignons sur l'acquisition d'une maison, en la ville d'Agen, située dans la rue de l'Argenterie, près de la tour de Vacque, par M^e Jean Fauveau, greffier d'appaux en la sénéchaussée, qui, cédant aux conseils de frère Bernard Ruffus, son père spirituel, affecte cette maison au logement de « quatre filles « orphelines, qu'y feront résolution de vivre pudiquement et « chastement tout le temps de leur vye, lesquelles seront « choisies et esleves par l'avis du dit père Ruffus, tant qu'il « vivra, et, après son décès, par l'avis du père gardien dud. « couvent de Saint-François. S'il arrivoit, que Dieu ne veuille « permettre, que les dites filles ou auculne d'icelles feist « banqueroute à son honneur, pudicitté et casteté, elles « devraient être chassées de la maison laquelle le donateur « désire estre appelée *Maison de chasteté* » (3).

L'abrégé chronologique des Antiquités d'Agen, par l'abbé Labrunie, ne parle pas de Ruffus, mais dans la *Chronologie générale de l'histoire du diocèse d'Agen*, manuscrit inédit dont je prépare la publication, le consciencieux historien a noté qu'en 1600, l'oratoire de St-Vincent fut réparé par les amis du *vénérable* Bernard Ruffus.

Nous ne nousserions pas si diligemment occupé à rechercher les plus insignifiants vestiges de la vie de Bernard Ruffus, si la mémoire de ce bon religieux ne nous avait été en quelque sorte recommandée par Jacques de Reves, qui ne dédaigna

(1) Archives de l'Evêché. Série F., liasse 20.

(2) *Ermitage de St-Vincent de Pompéja*. Agen, 1885, v. in-8°, p. 60 et 65.

(3) G. Tholin, *Inventaire sommaire des Archives départementales de Lot-et-Garonne*. Agen, 1878 in-4°, série D., p. 17, 18.

pas d'insérer une de ses lettres dans le recueil des *Epistres françoises des personnages illustres et docte à Mons. Joseph Juste de la Scala* (1). Voici cette épître; c'est la xciv^e du premier livre (2).

« Mons. Je ne scaurois jamais assez priser et estimer l'honneur que je reçois par vostre gracieuse lettre, et ne cuide point trouver de paroles assez propres pour vous remercier de ce bien. C'estoit beaucoup de faveur à un pauvre Religieux comme moy que sa lettre trouvoit accès à vous, mais ce m'est encore un plus grand surcroist d'obligation que un si grand personnage que vous m'aict daigné renvoyer de contreschange par une si belle lettre. Mon affection m'a toujours auparavant porté à vous aymer et admirer comme un ornement de tout ce pays qui vous honore mesme en si esloignée absence. Maintenant je vous suis tenu. et d'affection et de devoir, et me tiens tout glorieux d'avoir un si brave gage du plus grand et plus bel esprit de l'Europe. Assurez-vous, Monsieur, que vous n'avez point manqué de bons amys en ces quartiers et dans et hors la ville; de ceux là mesme qui n'ont jamais eu l'heur de vous voir, entendans vostre nom en révérent le renom. En ceste nostre maison n'y a autre que vous puissiez avoir cognu que moy. Le père Vénérand *Romanus* que vous avez remarqué autrefois pour homme de sçavoir et de vertu, et quelques autres signalés personnages d'entre nous qui estoient en réputation de vostre temps, ont depuis quelques années quitté le monde pour aller à Dieu, mais encores y a il tousjours plusieurs braves hommes de cest ordre en toute la province, et nommément en ce couvent, qui vous gardent une mesme affection que ceux-là, et sont autant désireux de vous cognoistre que ceux-là ont eu d'aise de vous avoir cogneu. Et quant à moy, comme j'ay reçu plus de faveur de vous que tous les autres, je vous conserve une volonté d'autant plus ferme et inviolable de vous servir très humblement, et d'estre tousjours, Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur et bon voisin.

F. BERN. RUFFUS.

Monsieur. Il y a quelques temps que m'en revenant de Rome, je passis à Veronne, et entre aultres choses que je remarquais des Antiquitez d'icelle ville fust la sépulture de vos ancestres que cy devant

(1) HARDERWYCK, chez la veuve Thomas Henry pour Henry Laurens, libraire à Amsterdam, 1624, in-8°.

(2) p. 177. 178.

ont été Princes dudict lieu, et en prins le double d'une épitaphe entre aultres faicte à leur louange, laquelle je vous ay voulu envoyer insérée cy après.

*Si Canis hic grandis ingentia facta peregit
Marta testis adest quam sævo Marte fugebit.
Scaligeram qui laude domum super astra tulisset
Maiores in vitâ moras si Parca dedisset.*

D'Agen ce 15 avril 1603.

Le destinataire de cette lettre déclarait que les « Jacobins d'Agen et de Bordeaux ont toujours esté doctes et faisoient ordinairement la philosophie, dialectique, rhétorique (1) » ; je ne trouve dans aucun de ses écrits qu'il ait parlé des Franciscains, mais cette lettre prouve qu'il en avait connu particulièrement plusieurs avant son départ d'Agen, et il semble bien que Bernard Ruffus était du nombre. Quel était ce père Venerand Romanus qu'il avait autrefois remarqué comme un homme de savoir et de vertu ? Toutes les sources auxquelles je peux puiser sont muettes sur son compte, et je le constate avec regret, car ce Père dont Joseph Scaliger avait conservé un souvenir si flatteur ne devait pas être un homme ordinaire. Du moins Bernard Ruffus n'est plus tout à fait un inconnu pour nous, qui évoquons avec une sympathie toute particulière le souvenir de ce franciscain lettré, tolérant, amateur de beaux livres, curieux d'inscriptions, porté vers la piété contemplative, mais sachant assez se maintenir dans le champ réel des vertus pratiques pour déterminer de riches pénitents à consacrer leur fortune à des fondations plutôt charitables que pieuses, comme cet orphelinat qu'il avait appelé la *Maison de Chasteté*.

J. MOMMÉJA.

(1) *Scaligerana editio altera Coloniae agrippine*, M. D. C. LXVII, p. 116.

A QUELLE DATE NAQUIT L'ÉVÊQUE JANUS FRÉGOSE ?

Le très scrupuleux Philippe Tamizey de Laroque n'a pas osé préciser cette date dans la substantielle introduction à ses *Lettres inédites de Janus Fregose, évêque d'Agen* (1). « Il était né, dit-il, vers 1530... *Anno circiter MDXXX natus* disent Quétif et Echard. » C'est à peu près la date fournie par l'épithaphe de Janus Frégose, laquelle le fait mourir en 1586, âgé de cinquante-cinq ans. » On peut être plus précis.

Tous les bibliophiles connaissent, de réputation tout au moins, le rarissime volume, imprimé à Agen en 1545, par Antoine Reboul, intitulé : *Canti XI del Bandello de le lodi de la S. Lucretia Gonzagua di Gazuolo, é del vero amore, col tempio de pudicita e con altre cose per dentro poeticamente descrite. Le III Parche da esso Bandello cantate né la nativita del S. Giano primogenito del S. Cesare Fregoso é de la S. Gostanza Rangona sua consorte*. Or le petit poème des *Trois Parques* est précédé d'une épître de l'auteur dont il est indispensable de donner sinon le texte, du moins la traduction complète ; la voici :

Le Bandello au très illustre Seigneur comte Guido Rangone, chevalier de l'ordre de Saint Michel.

Il est né aujourd'hui à l'illustre seigneur Cesare Fregoso et à l'illustre dame Gostanza, son épouse et votre sœur, un fils qui, nous en avons l'espoir, ne s'écartera pas, même en un point, de la valeur, de la noblesse et de la courtoisie de ses aïeux, tant Fregosi que Rangoni, qui ont toujours été célèbres en toute sorte de gloire. Les Trois Par-

(1) *Recueil des travaux de la Société des Lettres, Sciences et Arts d'Agen*, 2^e série, t. III, page 71, note 2.

ques, par ma plume, ayant prophétisé ce que probablement il sera, puisqu'il est issu d'un pareil lignage, je vous envoie cette prophétie que j'ai condensée en trois chapitres, et je la dédie à votre nom, comme au nom de celui qui, outre la gloire militaire, se pare encore de beaucoup de science, et qui nombre de fois a prisé pour quelque chose mes bagatelles. Vous daignerez donc, par extrême courtoisie, donner à ces vers une place dans votre musée.....

De Vérone, le 15 janvier 1531.

D'après le titre même du poème, ce premier né de César Frégose se nommait Janus « *Giano* » en italien ; c'était donc le futur évêque d'Agen qui naissait à Vérone, le 15 janvier 1531. L'épithaphe n'était donc pas menteuse qui le faisait mourir en 1586, âgé de 55 ans, car, si de 1586 on soustrait 55 reste bien 1531.

Voilà un point définitivement fixé, il en est beaucoup d'autres dans la biographie de l'éminent prélat qu'on aurait élucidé tout aussi facilement si on était allé puiser aux sources italiennes.

J. MOMMÉJA.

LE CHANT DU LABOUREUR

Ce matin, bien avant que l'aube
Ait empourpré nos verts coteaux,
Sous ma main j'ai poli la robe
De mes deux bœufs aux blancs naseaux,
Robe à la teinte jaune et blonde
Des épis mûrs de Messidor,
Aucune n'a comme elle, au monde,
Pareil lustre, tels reflets d'or.

— O mes beaux bœufs, votre toilette
Est achevée à point. — Allons,
Gagnons la plaine ! L'alouette
Nous appelle dans les sillons.
Partons vite, partons ensemble,
Le jour naît, la clarté s'épand
Et la bergeronnette semble
Là-bas nous dire qu'elle attend.

Au labour, mes bœufs ! A l'ouvrage,
Et sous le joug courbez le front !
Alerte, ô mon brave attelage,
Creusons le sol au plus profond !
Je veux voir vos jarrets se tendre,
S'arcbouter, puis se raffermir ;
Je veux de ma charrue entendre
Le timon grincer et gémir.

Bravo mes bœufs ! La rude argile
Eclate et se rompt sous l'effort
De l'araire, à vos pas docile,
Et qui la replie et la tord.
Elle est là, toute palpitante
Sous l'âpre morsure du fer,
Les flancs déchirés et fumante,
Frémissante comme une chair.

— Chair de la terre, ô glèbe dure,
Notre sueur t'amollira ;
Elle lavera ta blessure,
Ta soif, elle l'étanchera.
Ainsi puissante créatrice,
O mère de l'Humanité,
De ta profonde cicatrice
Surgira la fécondité.

— O mes beaux bœufs, notre œuvre est faite,
Œuvre de vie, œuvre d'amour,
Par qui resplendira la fête
De Floréal à son retour.
Fiers d'un bon labeur, vers la crèche
Tournons nos pas et regagnons
Votre toit riche d'herbe fraîche.
Allez ! ô mes chers compagnons.

ALPHONSE DENIZOT.

LE CONGRÈS D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

DU SUD-OUEST

Le Congrès d'Histoire et d'Archéologie du Sud-Ouest, organisé à Bordeaux, à l'occasion de l'Exposition maritime internationale, par la Société des Archives historiques de la Gironde et la Société archéologique de cette ville, et dont la *Revue de l'Agenais* avait déjà publié le règlement et le programme dans son numéro de mai-juin dernier, s'est tenu du 17 au 20 octobre ; disons-le bien vite, il a pleinement réussi.

De très nombreux savants sont venus, délégués de la plupart des Sociétés voisines, y apporter leur contingent d'érudition et de travail, si bien que les salles de l'Athénée se sont trouvées trop petites pour les contenir et qu'il a fallu dédoubler les séances en section d'histoire et section d'archéologie, afin de permettre à chacun, dans les seules vingt minutes qui lui étaient accordées, de faire part de sa communication.

Et ce Congrès s'est trouvé, de par la bonne volonté de tous, si intéressant, répondant si bien, en tous points, au but que s'étaient proposés les dévoués organisateurs, qu'un des plus distingués érudits, venu tout exprès de Paris pour y assister, a pu écrire sur lui au lendemain de sa clôture :

« ... Par suite de son programme, de son but et de sa composition, ce Congrès a présenté un caractère très particulier et une physionomie très spéciale. D'ordinaire, les Congrès sont des groupements de personnes à intérêts professionnels ou corporatifs communs, réunies pour se concerter sur les moyens de développer leur industrie ou leur commerce, de se perfectionner techniquement dans leur art ou dans leur science, de se défendre mutuellement contre les causes multiples, permanentes ou occasionnelles, de concurrence, de décadence ou de ruine. De cette communauté immédiate d'intérêts, d'idées et de vues, de cette analogie de mœurs et d'habitudes, il résulte inévi-

tablement une uniformité générale qui se manifeste en tout et partout, avec une évidence frappante ; et cette uniformité caractéristique n'est pas sans produire parfois une certaine monotonie d'allures, d'expressions et de sentiments.

« Ici, et exceptionnellement, c'était tout le contraire : une diversité complète de professions multiples et variées, ne se rattachant entre elles par aucun lien corporatif, n'ayant aucune solidarité d'intérêts matériels ; des agriculteurs, des viticulteurs, des rentiers, des fonctionnaires en activité ou en retraite, des militaires retirés du service, des membres du clergé, des universitaires, des commerçants, des industriels, des artistes. etc., de toutes opinions politiques et religieuses, de toutes situations sociales, de tous degrés de fortune, etc., que groupait uniquement, pendant quelques jours, une similitude de goûts et de passions littéraires, artistiques et scientifiques, ne poursuivant, au cours d'une réunion temporaire, d'autre but et d'autres avantages que d'échanger des idées sur des choses et des questions du passé, avec un désintéressement pécuniaire réciproque et en l'absence de toute direction, intervention ou contrôle officiel, sans autre ambition que celle d'être agréable ou utile à des collègues lointains, souvent inconnus, poursuivant philosophiquement dans leur coin retiré, urbain ou champêtre, des travaux solitaires d'érudition platonique.

« Par conséquent, dans l'organisation, le fonctionnement et la mission de ce Congrès, beaucoup d'idéal, d'originalité, de fantaisie et de pittoresque... (1) »

L'article tout entier serait à citer. Il est impossible, en effet, de mieux rendre la physionomie générale et de préciser avec plus de clarté le caractère tout particulier de ce Congrès de Bordeaux, dont nous allons indiquer rapidement les travaux.

SOIRÉE DU JEUDI 17 OCTOBRE

Le jeudi soir 17 octobre, à 8 h. 1/2, les Congressistes étaient reçus par la Commission d'organisation de ce Congrès, à seule fin de prendre contact, dans les salons du café de Bordeaux.

Plus de cinquante répondaient déjà à la gracieuse invitation qui leur avait été adressée. Nous ne citerons aucun nom, les

(1) *Un Congrès original. Développement du régionalisme. L'union fait la force et l'intérêt*, par Marius Vachon. (*Petite Gironde*, n° du vendredi 25 octobre 1907).

journaux locaux, la *Petite Gironde*, le *Nouvelliste*, la *France*, s'étant déjà, dans leurs comptes rendus très détaillés et très exacts, acquittés de cette mission (1).

C'est à M. Bardié, président de la Société archéologique de Bordeaux, que revient l'honneur de prendre le premier la parole. Il souhaite fort aimablement la bienvenue aux Congressistes. Un lunch est servi, dont profite M. Adrien Planté, doyen à ce moment des Sociétés voisines, pour remercier, en leur nom, les deux Sociétés de Bordeaux de leur accueil, les féliciter de leur généreuse initiative et boire au succès du Congrès, qui, vu le nombre et l'autorité incontestée des adhérents, est déjà assuré.

VENDREDI 18 OCTOBRE

Séance d'ouverture.

Le lendemain matin, à 8 h. 1/2, dans la salle 4 de l'Athénée, s'ouvrait officiellement le Congrès sous la présidence d'honneur de M. Thamin, recteur de l'Université de Bordeaux. Il souhaite à son tour, au nom de l'Université, la bienvenue aux Congressistes dont il apprécie vivement les travaux ; il vante ce Sud-Ouest, dont les beautés naturelles se lient si intimement aux riches souvenirs du passé et à ces vieux monuments dont les fières silhouettes sont si dignes de captiver l'attention des archéologues, il apprécie l'allure de ce Congrès, dont l'intention bien arrêtée est de vouloir garder son indépendance, en dehors de toute attache officielle, et il se montre d'autant plus reconnaissant envers lui, au nom de l'Université, qu'il a été invité à présider cette séance d'ouverture.

M. Emile Cartailhac, correspondant de l'Institut, secrétaire général de la Société archéologique du Midi de la France à Toulouse, lui succède au fauteuil, assisté de M. Adrien Planté, président de la Société académique de Pau, et de M. Ph. Lauzun, président de la Société archéologique du Gers et

(1) Voir les numéros du vendredi 18, samedi 19, dimanche 20 et lundi 21 octobre 1907.

secrétaire perpétuel de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen. Le Congrès aborde immédiatement son ordre du jour.

Prennent successivement la parole :

M. l'abbé Espagnat, qui soulève à nouveau la question, depuis si longtemps controversée, de la conservation des *Archives notariales*. Il constate une fois de plus la difficulté qu'éprouvent les travailleurs à consulter les actes notariés, et il demande qu'un vœu soit émis pour qu'ils soient déposés dans un dépôt public. Une longue discussion s'engage à ce sujet, les uns signalant l'insouciance souvent blâmable des notaires, les autres, comme M. C. Jullian, se demandant dans quelle mesure le Congrès pourrait prendre une détermination, sans gêner l'élaboration de la loi en préparation sur cette question, ou encore, comme M. Brutails, recherchant où pourrait s'effectuer le dépôt, le local de la plupart des archives départementales étant insuffisant pour le recevoir. Finalement, le Congrès décide que pour le moment il n'y a pas lieu d'émettre un vœu spécial à cet égard.

M. l'abbé Espagnat présente ensuite un second travail sur la *Peste à Cazères en 1630*. M. le Dr Couyba, de la Société académique d'Agen, constate que le fléau fut général à cette époque. M. Lauzun fait observer que le Dr Couyba est l'auteur d'un remarquable travail sur la Peste en Agenais.

M. le Dr Martin lit ensuite un travail très documenté sur l'*historique de la barrique bordelaise*, les privilèges accordés à ses constructeurs, les rivalités entre les diverses régions viticoles du Bordelais, les marques variables de la jauge, l'intervention des intendants, notamment de Tourny, etc.; et il obtient pour cette page d'histoire locale des plus intéressantes un très légitime succès.

M. l'abbé Gaillard redresse des erreurs assez communes sur la généalogie des vicomtes de Fronsac, et il présente *Quelques précisions historiques concernant le prieuré de Belin*, qui, d'après lui, et contrairement à l'avis de l'abbé Baurein, était situé dans la paroisse de Beliet et appartenait au diocèse de Bordeaux. Il ne faut pas le confondre avec le prieuré de Mons,

situé dans Belin et appartenant au diocèse de Bazas. M. l'abbé Gaillard signale également et rectifie en même temps de nombreuses erreurs commises par l'abbé Cirot de la Ville, dans son histoire de l'abbaye de la Grande-Sauve.

La parole est enfin donnée à M. Ernest Labadie, qui, les lecteurs de cette Revue ne l'ignorent pas, est un historien et un archéologue des plus distingués en même temps qu'un bibliophile émérite, un chercheur infatigable et l'un des collectionneurs les plus autorisés de Bordeaux. Il prend pour sujet de son travail : *Comment Bordeaux vivait sous Louis XIII* d'après l'inventaire fait en 1634 des meubles d'Anne Millanges, fille du célèbre imprimeur bordelais et de son époux Belliquet; et il présente un tableau des plus pittoresques et des plus curieux de la vie de famille à cette époque, dont il ne peut s'empêcher d'établir la différence avec l'existence toute fiévreuse et superficielle de celle de nos jours. L'énumération des objets mobiliers, notamment des fourchettes, si rares encore à ce moment, donne lieu à un échange d'observations fort amusantes. Et M. le Président remercie M. Labadie de l'attrait que présente sa communication, assaisonnée de traits piquants, d'humour, d'esprit, « qui, à elle seule justifie cette réunion et honore si grandement ses organisateurs ».

Séance de l'après-midi

A deux heures et demie s'ouvrait la séance de l'après-midi. Le nombre des sujets à traiter était tel qu'il a fallu les diviser en deux sections, section d'histoire et section d'archéologie.

SECTION D'HISTOIRE

Dans la section d'histoire, présidée par M. Villepelet, ancien archiviste départemental de la Dordogne, assisté de MM. Labadie et Gaillard, ont été entendus :

M. le comte d'Arlot de Saint-Saud, qui traite d' « Une « étude de mœurs nontronnaises au xvii^e siècle : l'assassinat « d'un aumônier du Roi »; relatant l'inimitié qui existait entre les familles de La Roussie d'un côté, et de La Chapelle et de Lamberterie de l'autre, et comment, à la suite de nom-

breuses querelles, fut tué Guillaume de La Roussie, abbé de Beaulieu, aumônier du Roi, l'affaire, par suite d'intrigues de Cour, n'ayant jamais pu être jugée ;

M. Allègre, de la Société d'Agen, sur l'*origine grecque de quelques mots gascons*, établissant que la plupart des villes d'Aquitaine, dont les noms ont une terminaison en *os*, ne peuvent avoir qu'une origine hellénique ; théorie que combat M. Durègne, membre de l'Académie de Bordeaux, démontrant qu'il existe un grand nombre de villes dont les noms ont cette même terminaison et qui n'ont jamais pu être fondées par les Grecs ;

M. l'abbé Dubois, également de la Société académique d'Agen, qui lit un travail très clair et très fouillé sur *Monluc capitaliste*. Il réfute victorieusement les accusations de vols et de rapines portées contre l'illustre capitaine, et il prouve par de nombreux documents à l'appui que si l'auteur des *Commentaires* a considérablement augmenté sa fortune, il le doit non pas tant aux prêts avantageux qu'il a pu faire qu'à sa situation d'ainé de famille, à ses deux mariages, aux charges lucratives dont il fut pourvu, à son administration sage et habile, à ses idées d'ordre et d'économie.

M. Ph. Lauzun, dans une *Promenade dans le vieil Agen*, nous décrit ce qu'était cette ville, il y a cent ans, avant que la pioche des démolisseurs ne lui ait enlevé son caractère archaïque et pittoresque. Il invite ses auditeurs à monter avec lui à la galerie circulaire qui, au xvi^e siècle, couronnait le clocher de Saint-Etienne, le plus curieux monument de cette ville, et de là, il explique ce qu'était le *Castrum Sancti Stephani*, enceinte sacrée de la ville, puis la ville du haut moyen-âge, dans sa première enceinte de tours, portes et fossés. avec les hôtels de Monluc, de Vours, d'Estrades, le beffroi de l'hôtel de ville, la tour de la Grande Horloge, celle du Chapelet, etc. ; ensuite la troisième enceinte du xiv^e siècle, englobant tous les faubourg avec les églises Saint-Caprais, Sainte-Foy, Saint-Hilaire et les vingt-cinq Couvents qui occupaient plus du tiers de la cité, notamment ceux des Jacobins et des Cordeliers, aux temples remarquables. Il suit enfin la ligne triangulaire

des derniers remparts et énumère, en s'arrêtant devant les principales, toutes leurs portes et leurs tours. La description de tous ces monuments est accompagnée de photographies prises soit directement sur le monument lui-même s'il existe encore, soit sur un dessin fait au moment de sa démolition, mais toujours très exact. Cette collection forme un album des plus rares et des plus intéressants.

M. de Parceval fait lire enfin par M. Rousselot son *Voyage de la Cour dans le Midi de la France en 1659-1660, d'après des lettres inédites de l'abbé et du marquis de Coislín*, qui ne fit qu'accroître la popularité à ce moment très grande de la Royauté et des princes de Bourbon.

SECTION D'ARCHÉOLOGIE

La section d'archéologie présidée par M. le marquis de Fayolle, président de la Société archéologique du Périgord, assisté de MM. le docteur Couyba et Labrie, a présenté un non moindre intérêt.

C'est d'abord M. Emile Cartailhac, le savant archéologue de Toulouse qui, pendant une heure, tient l'assistance sous le charme de sa parole, en faisant une véritable conférence sur le préhistorique et en spécifiant notamment les *nouvelles découvertes de peinture et de gravures* de cette lointaine époque dans les *Cavernes des Pyrénées*. Il s'étend sur les explorations récentes faites dans les grottes d'Altamira (Espagne), de la Mouthe près des Eyzies, du Mas d'Azil dans l'Ariège, de Marsoulas dans la Haute-Garonne, de Combarelles et de Font-de-Gaume dans la Dordogne, etc., et il en montre de nombreuses reproductions lithographiques, qui ont pu être faites, grâce à la générosité du prince de Monaco, lequel s'intéresse tout particulièrement aux études préhistoriques.

M. le docteur Couyba, de la Société académique d'Agen, présente ensuite plusieurs *pièces archéologiques* : 1° Un buste en bronze gallo-romain ; 2° une prêtresse romaine en plomb ; 3° un bracelet gallo-romain ; 4° un fragment de poterie.

M. Léonard-Chalagnac exprime le vœu, au nom du Comité girondin, qu'il soit créé dans chaque localité du Sud-Ouest un

Comité d'art public. Après une longue et ardente discussion, le Congrès adopte le vœu « *que les Sociétés historiques et archéologiques du Sud-Ouest de la France créent dans leur sein une section de protection d'art public.* »

M. A. Lavergne, vice-président de la Société archéologique du Gers, soumet à l'assemblée des photographies de très curieux *fonts baptismaux romans*, provenant de l'église de Bastanous, commune de Massas-Bastanous, canton de Mielan, Gers, où M. C. Jullian croit voir la reproduction d'une scène de l'Apocalypse.

M. l'abbé Lamartinie lit, au nom de M. Chauliac, une communication, « *à propos d'un tombeau de l'église de Sainte-Croix de Bordeaux.* »

Enfin, M. l'abbé Labrie fait part d'un mémoire sur la *Cella gallo-romaine de Fauroux* à Lugasson (Gironde), accompagné d'un plan ; mémoire qui donne lieu à une intéressante discussion entre MM. Cartailhac et de Fayolle, au sujet de l'époque à laquelle il convient de faire remonter ce souterrain. Comme conclusion, l'assemblée exprime le désir qu'au prochain Congrès la question des « *Refuges* » soit traitée aussi complètement que possible.

SOIRÉE DU VENDREDI

Séance solennelle du Congrès

A huit heures et demie du soir, dans le grand amphithéâtre de l'Athénée, très artistiquement décoré pour la circonstance, s'est tenue la séance solennelle du Congrès. L'assemblée était fort nombreuse, composée presque autant de dames et de jeunes filles, aux claires et élégantes toilettes, que de savants, de professeurs, d'amateurs de choses anciennes. La séance était présidée par M. Camille Jullian, professeur au Collège de France, correspondant de l'Institut, ayant à ses côtés MM. Thamin, recteur de l'Université, Francisque Habasque, ancien président de la Société des archives historiques de la Gironde, Bardié, président de la Société archéologique de Bordeaux, Adrien Planté, président de la Société de Pau, et

Ph. Lauzun, président de la Société archéologique du Gers et secrétaire perpétuel de celle d'Agen.

M. C. Jullian ouvre la séance et prononce le magnifique discours suivant, dont nous ne pouvons malheureusement donner, faute de place, que les principaux passages :

« Notre Congrès d'histoire et d'archéologie de Guyenne et Gascogne est dû à l'initiative de deux Sociétés bordelaises, la Société des Archives historiques et la Société d'Archéologie. En le convoquant, mes chers maîtres, mes chers collègues, vous avez fait un acte de patriotisme et une œuvre de science...

« Vous, érudits de Guyenne et Gascogne, sous le feu continu de cette lourde et vieille machine du pouvoir central, vous vous êtes réunis de vous-mêmes, en la saison qui est notre triomphe, celle du vin nouveau, et, terminées les vendanges de la terre, vous êtes venus vendanger les fruits de la science dans notre capitale, sans souci de Paris et sans autre mot d'ordre que votre bon vouloir. Et, agissant et parlant en gascons, vous avez montré l'exemple à la France entière...

« C'est, ensuite, une œuvre de science qui s'accomplit ici. En travaillant ensemble, vous avez montré les liens étroits, la solidarité qui unit entre elles les destinées de toutes les villes de Guyenne et Gascogne et qu'à vouloir ignorer sa province, l'érudit d'une cité se condamne à mal faire. Certes, chacune de nos villes a eu son histoire propre, résultat de sa place sur nos rivières, de la nature de ses compagnons et de l'humeur de ses habitants. Bayonne, la ville forte, qui monte la garde à la frontière; Agen, la plantureuse, aux vergers abondants; Dax, aux sources et aux têtes chaudes; Nérac, aux jardins d'amour, et Auch, aux pieuses retraites, aucune ne ressemble à l'autre, et cependant toutes ont vécu de la même vie, et les émotions ressenties par l'une seront aussitôt représentées chez toutes.

« Du jour où Bordeaux reçut Charles VII, les Pyrénées devinrent françaises. Dès l'instant où les Anglais de 1814 touchèrent à Orthez, Bordeaux cessa de craindre Napoléon. Cette unité, vous la retrouverez aussi loin que l'homme apparaît sur notre sol. Voyez les plus anciennes « reliques » de l'histoire d'Aquitaine, les peintures des cavernes, les dessins sur os de rennes, les merveilleuses pointes dentelées de silex de la Madeleine; en ce temps-là déjà, une civilisation homogène s'étendait des pentes du plateau Central à celles des Pyrénées, depuis les coteaux de Toulouse embaumés de violettes jusqu'aux franges lumineuses de la côte d'argent. Et après, il y a de cela des

centaines de siècles, une vie commune n'a cessé d'animer Guyenne et Gascogne, sœurs jumelles éternellement vivantes et unies. C'est pour quoi vous tous, fils de nos deux provinces, pieux et patients chercheurs, vous êtes venus ici associer vos efforts pour partir en commun à la conquête de la vérité. »

Et l'orateur parle de l'œuvre de l'historien, œuvre qui ressemble à une conquête : « Elle vient de l'aventure et de la bataille. Commencer un livre sur le passé m'a toujours paru un départ pour l'inconnu... »

« L'admirable terre que la vôtre, riche en batailleurs audacieux, en découvreurs de terre et de faits, en esprits curieux des choses nouvelles ! Des noms me reviennent en foule d'hommes très divers qui ont également accru le patrimoine de la France et de l'humanité. Et Montesquieu qui a conquis toutes les lois sociales, et Borda, toutes les lois physiques, et Montaigne, qui nous a fait connaître les replis de l'âme, et ces marins de Bayonne, de Capbreton et de Saint-Jean-de-Luz, qui furent les premiers à découvrir les caps et les baies de l'Amérique, et qui faillirent donner un nouveau monde à notre patrie.

« C'est précisément de ces navigateurs gascons que M. Courteault va nous entretenir. Fils du Béarn, ayant voué sa vie à l'histoire de votre Gascogne, M. Courteault vous parlera de ses marins en patriote et en savant. En l'écoutant, vous verrez cette sainte et profonde sympathie qui a toujours uni l'historien et le marin. Tous deux, en apparence, vivent de vies très différentes : celui-là, rêve à sa table de travail, celui-ci promène chaque nuit sous des étoiles nouvelles. Cependant, leurs âmes sont pareilles ; et le matelot, ballotté par la tempête, gardant sa foi, son calme et son courage, est le frère de l'historien qui, tourmenté par le doute, cherche la vérité au péril de son repos. »

Après cette allocution, chaudement applaudie, « où se révèle lent le savant, l'archéologue, l'historien et le littérateur au savoir profond, au style élégant », M. C. Jullian donne la parole à M. Paul Courteault, qui a pris pour texte de sa conférence « *Les Expéditions maritimes des Basques, des Gascons et des Rochelais au seizième siècle* » :

« Le xvi^e siècle, dit l'orateur, a été le siècle des premières expéditions maritimes. Entreprises le plus souvent en dehors de toute intervention du pouvoir royal ou même contre sa volonté, ces expéditions

furent l'œuvre propre de nos commerçants et de nos marins. Celles des Basques, des Gascons et des Rochelais, moins connues que celles des Normands et des Bretons, méritent pourtant d'être racontées.

« Au premier rang, il convient de faire une large place aux humbles terreneuviens, dont l'histoire est la plus mal connue. La tradition affirme que les Basques de Saint-Jean-de-Luz et de Ciboure, hardis pêcheurs de baleines et de morues, découvrirent Terre-Neuve. Cette tradition, qui remonte au début du ^{xvii}^e siècle, est confirmée par la linguistique et l'étude de la nomenclature terreneuvienne. Le fait même de la pêche de la baleine et de la morue au ^{xvi}^e siècle est établi par des documents précis, authentiques et nombreux, conservés dans les archives du Sud-Ouest. Ils nous renseignent sur les ports qui s'y livraient, sur la forme et le chargement des bateaux, le chiffre et la composition des équipages, l'organisation financière, enfin, sur la répartition des bénéfices.

« Pour protéger les baleiniers et morutiers, la police des mers était faite par les corsaires. Les plus hardis furent ceux de Saint Jean-de-Luz et de Capbreton, qui prirent une part brillante à toutes les guerres du règne de François I^{er} et de Henri II, en enlevant les convois espagnols et portugais qui se rendaient aux Indes, et en saccageant les Antilles. On trouve parmi ces corsaires des physionomies bien vivantes et bien gasconnes, comme Menjouya de La Cabanne, de Capbreton.

« Dans la seconde moitié du siècle, les exploits des corsaires furent éclipsés par des expéditions maritimes vraiment organisées, et auxquelles prit part la noblesse de Gascogne. Ce fut, en 1566, celle du capitaine Peyrot de Monluc, et en 1568, celle de Dominique de Gourgues. Le dessein du capitaine Peyrot est resté mystérieux.

« L'expédition organisée malgré les hésitations et la méfiance du gouvernement de Charles IX, alla avorter devant Madère : son chef périt en assiégeant Funchal ; et les compagnons de Monluc, après avoir saccagé la ville en vrais barbares, rentrèrent en France, où ils furent désarmés, un instant menacés des rigueurs de la justice et enfin amnistiés. En 1568, le capitaine de Gourgues, de Mont-de-Marsan, organisa une nouvelle expédition, dont l'objet précis était de venger les protestants français massacrés par les Espagnols en Floride. Cette audacieuse entreprise réussit pleinement et valut à son auteur une réputation qu'il accrut en 1573 par sa brillante conduite au siège de La Rochelle. Mais le résultat pratique de ces deux tentatives fut nul.

« Notre région a produit encore au ^{xvi}^e siècle deux voyageurs

remarquables : un Saintongeais, le pilote Jean Alfonse, auteur de la *Cosmographie*, où il nous donne une idée de ses voyages sur les côtes d'Europe, d'Asie, d'Afrique, d'Amérique et même d'Océanie, et qui accompagna Roberval lorsqu'il alla rejoindre Cartier au Canada ; et l'Angoumoisain André Thivet, curieuse et amusante figure d'explorateur et d'archéologue, dont l'œuvre, sinon la vie, vaut mieux que sa réputation.

« En résumé, si l'on peut avec raison reprocher à nos marins gascons, basques et rochelais du xvi^e siècles d'avoir été plus soldats que colons, de n'avoir recherché que l'aventure, on peut les excuser en alléguant que la faute en est surtout au temps où ils vécurent. Ce qu'on ne peut leur refuser, c'est d'avoir eu un sentiment très vif de l'intérêt général du pays, et d'avoir, au-delà des mers, su faire aimer notre chère patrie. »

Cette conférence obtient un vif succès. M. C. Jullian remercie M. P. Courteault d'avoir si bien su faire connaître ces hardis explorateurs, tous partis de la Côte d'Argent ; il rend hommage aux Gascons de toutes les époques, et il félicite le brillant orateur, « qui, dit-il, a fait sa besogne en bon Français ».

SAMEDI 19 OCTOBRE

Séance du matin.

C'est dans les salons du Steen, à l'Exposition, gracieusement mis à la disposition du Congrès par M. Grisar, commissaire général de la Belgique, que s'est tenue cette première séance. La reconstitution de l'ancien donjon d'Anvers, si bien réussie sur les bords du fleuve, semblait avoir été édifiée spécialement pour les congressistes.

La séance était présidée par M. Adrien Planté, qui n'a pas manqué de remercier chaleureusement et comme il sait le faire M. Grisar de son originale initiative. Il était assisté de M. l'abbé Dauge et de M. le docteur Barraud.

M. de Chauton, de Tartas, présente les *Cahiers de doléances des paroisses de la sénéchaussée de Tartas en 1789*.

M. Villepelet donne lecture d'abord d'un « *Inventaire du mobilier d'un bourgeois et marchand de Périgueux en*

1420 », qui nous apprend combien étaient riches, du moins si l'on en juge par leurs vêtements en soie, leurs fourrures, leurs armes, livres, bagues de toutes sortes, bon nombre de bourgeois périgourdens à cette époque.

Il communique ensuite « *deux quittances du seizième siècle d'une rente payée à une confrérie de l'église de Saint-Projet de Bordeaux, par M^e François de Ranconnet, avocat au Parlement de Bordeaux, et assise sur une maison de la rue des Trois-Conils.* »

M. Rousselot, sous-archiviste aux archives municipales de Bordeaux, nous entretient, sous le titre d'*Une promenade dans le Bordeaux du dix-huitième siècle*, des embellissements de la ville, jusqu'à cette époque sale, aux rues étroites et tortueuses, hérissée de murs et de remparts ; mais qui, d'après une lettre de Tourny au ministre d'Argenson en 1744, « est « une ville admirablement située ; la nature a tout fait pour « elle, et jamais l'art n'y a secondé la nature. On a seulement « commencé depuis cinq à six journées à y bâtir quelques « maisons passables ; le goût a été provoqué par la place « Royale, entreprise sur les dessins de M. Gabriel. Tout le « reste de la ville est un composé de maisons sans symétrie ni « commodité, entre lesquelles passent des rues très étroites et « nullement alignées... » Tourny donne le signal des grands travaux ; les jurats le suivirent ; et depuis cette époque l'essor ne se ralentit plus. Cette communication est vivement applaudie.

M. Pierre Meller lit ensuite un « *Aperçu sur les registres paroissiaux des églises de Bordeaux* » qui donne lieu à l'ordre du jour suivant, voté à l'unanimité après une longue discussion à laquelle prennent part MM. Brutails, Labrousse, Cartailhac, etc.

« *Le Congrès de Bordeaux émet le vœu que les registres paroissiaux de Bordeaux, conservés au greffe du Tribunal civil et aux Archives départementales, soient remis aux Archives municipales de Bordeaux, et qu'il soit pris les moyens nécessaires pour les préserver de l'incendie. Les doubles seront conservés aux Archives départementales.* »

M. Céleste, conservateur de la bibliothèque municipale de

Bordeaux, termine la séance en lisant une charmante étude sur Montesquieu, dont il a fait, on le sait, sa préoccupation constante. Il relève de multiples erreurs commises par ses biographes, et, sous le titre de *Montesquieu ; la légende et l'histoire*, fait justice de nombreuses versions jusqu'ici trop facilement accréditées. C'est ainsi qu'il démontre que la mère de Montesquieu n'était pas, comme l'ont écrit tous les généalogistes, fille unique de Pierre de Penel, baron de la Brède, mais qu'elle avait deux autres sœurs ; et, encore, que jamais Montesquieu n'a songé à racheter un captif à Marseille, légende qui depuis 1775 lui a toujours été attribuée.

Séance de l'après-midi

SECTION D'HISTOIRE

Dans l'après-midi, à deux heures, les Congressistes se sont retrouvés dans les deux salles 4 et 5 de l'Athénée. Dans la première a été ouverte la Section d'histoire sous la présidence de M. Bordes de Fortage, secrétaire général de l'Académie de Bordeaux, assisté de MM. Céleste et Sam. Maxwell.

Dans une très intéressante étude, M. le docteur Barraud nous parle des *Hôpitaux de peste de Bordeaux*, travail des plus documentés où l'orateur nous fait connaître les moyens employés pour isoler les malades et désinfecter les salles, et les ressources mises à la disposition des Jurats pour créer ces établissements pestilentiels spéciaux dont le premier remonte au xv^e siècle.

M. l'abbé Lamartinie nous entretient ensuite du *Clergé Girondin en 1789* et prouve que, contrairement à ce qu'on a écrit, il n'a jamais été exonéré de l'impôt qui pesait au contraire fort lourdement sur lui.

Le docteur Durodié lit une *Notice sur Sauveterre de Guyenne*, sa fondation, son développement, les différents sièges que cette ville eut à subir.

M. l'abbé Brun nous dit comment la *Jurade bazadaise* était composée au xvii^e siècle de marchands et d'hommes de loi, et

se piquait fort de tenir éloignés de ses délibérations la noblesse et le clergé.

Enfin, M. Bouchon, de la *Petite Gironde*, nous parle de la *Mairie et de l'Archevêché de Bordeaux* et relate les divers incidents, incendies, démolitions, reconstructions, qui, dans ces deux établissements, ont modifié si fréquemment l'état des choses.

SECTION D'ARCHÉOLOGIE

La Section d'archéologie était présidée par M. A. Lavergne, vice-président de la Société archéologique du Gers, assisté de MM. Lauzun et Labrie.

M. Lavergne remercie le Congrès de l'honneur qui lui est fait et donne la parole à M. le Comte de Sarrau, qui traite de la *Foire de Bordeaux depuis sa lointaine origine jusqu'au XVII^e siècle*. L'auteur signale l'influence toujours prédominante des Juifs, qui sont à la tête de toutes les échanges et en retirent les plus grands bénéfices.

M. Bardié, président de la Société archéologique de Bordeaux, montre ensuite de nombreux *objets gallo-romains* provenant des fouilles récentes faites à Bordeaux, rue Porte-Dijeaux, lors de la construction de l'immense maison des Dames de France. Il exhibe notamment plusieurs petits vases d'un travail fort délicat, dont la poterie est des plus originales. M. de Fayolle croit qu'on est là en présence d'une œuvre absolument locale. Ces curieux échantillons font l'objet d'une longue discussion, du plus haut intérêt.

M. Bardié présente aussi aux congressistes le beau travail de M. Brutails : « *Album des objets d'art existant dans les églises de la Gironde* », contenant plus de 400 planches, provenant de photographies prises directement par le savant archiviste départemental. Sur la proposition de M. Bardié, soutenue et complétée par M. Labrousse, le Congrès adopte, à l'unanimité, le vœu suivant :

« *Que tous les objets mobiliers offrant un intérêt artistique ou archéologique, ne puissent être déplacés, alors même qu'ils n'auraient pas été compris au nombre des objets classés ; que*

pour ces derniers, ils ne puissent, pour quelque cause que ce soit, être enlevés des édifices où ils sont déposés, toutes mesures de conservation étant prises, et une surveillance toute spéciale étant exercée à leur égard. »

M. l'abbé Labrie, curé de Lugasson, met sous les yeux des congressistes des nombreux objets préhistoriques, silex, flèches, haches, etc., dont il a parlé la veille, et qui ont été trouvés près de Lugasson. Il est félicité tout particulièrement par M. E. Cartailhac, si compétent en la matière.

M. Brutails termine la séance en indiquant quels doivent être *les devoirs de l'archéologue provincial à l'heure présente*. Il l'engage à surveiller étroitement tous les vieux monuments, notamment les églises. Il est ému, en effet, du danger qu'elles courent en ce moment, présentant toutes, non seulement un intérêt économique, mais un intérêt artistique, une valeur incalculable. Les églises sont l'incarnation vivante du grand effort de la France d'autrefois. Les archéologues ont donc le devoir impérieux de sauver cette valeur que peuvent menacer l'ignorance, le parti-pris, le vandalisme de certains maires, desquels on peut tout redouter. Qu'ils n'hésitent donc pas à signaler non seulement à la Commission des Monuments historiques, mais à la France entière, les périls qui les menacent, et qu'ils s'emploient de toutes leurs forces à conserver ces précieuses reliques du passé.

M. Brutails est chaudement félicité.

Séance de clôture.

A cinq heures, les deux sections se réunissaient dans la salle n° 4 pour assister à la séance de clôture. M. Ph. Lauzun la présidait, assisté de MM. A. Planté, de Pau; Labrousche, de Tarbes, et de M. P. Courteaut, comme secrétaire.

M. Lauzun remercie l'assemblée du très grand honneur qui lui est fait. Il dit que les belles séances auxquelles on vient d'assister ne doivent pas rester stériles, et que les intéressants travaux qui ont été communiqués doivent porter leurs fruits. Le Congrès de Bordeaux ne peut pas être une œuvre purement platonique ; il faut qu'il ait des conséquences pratiques.

Or, le moment est venu de les déterminer et de prendre des décisions. La première qui s'impose, est de savoir, s'il doit être formée une association des Sociétés Savantes du Sud-Ouest, s'occupant d'histoire et d'archéologie, et si cette association doit être périodique.

Mais avant d'aborder cette discussion, il donne la parole à M. Cartailhac « qui n'est pas seulement, dit-il, l'homme du pré-historique, l'homme des cavernes, mais aussi et surtout l'homme des Congrès, de toutes les lumières, afin que sur cette question il vienne nous éclairer. »

Ce à quoi se prête de fort bonne grâce M. Cartailhac, qui parle longuement de l'utilité des *Congrès régionaux*, explique comment depuis longtemps à Toulouse fonctionne la fédération des nombreuses Sociétés Savantes de la ville, et engage fortement la région du Sud-Ouest à imiter son exemple et à entrer dans cette voie, qui est pleine de profits.

M. C. Jullian croit qu'avant toutes choses il faut voter la périodicité du Congrès. L'assemblée consultée accepte à l'unanimité sa motion.

Une longue discussion s'engage ensuite sur diverses propositions, à laquelle prennent part MM. Jullian, Chaux, Gaillard, Labrousse, etc. Dans un très habile et très spirituel discours, M. Fr. Habasque, le principal promoteur du Congrès de Bordeaux, explique comment il entend la Fédération des Sociétés d'histoire et d'archéologie du Sud-Ouest, qui, tout en conservant leur autonomie et leur indépendance, ne doivent avoir d'autre but, en se réunissant tous les ans, que de se connaître davantage et d'échanger leurs idées et leurs travaux ; il retrace rapidement l'œuvre du Congrès, et il remercie finalement, au nom du Comité d'organisation, M. Cartailhac, M. Jullian, les présidents des sections, enfin tous les congressistes, du concours précieux qu'ils ont bien voulu apporter.

Comme conclusion et à l'unanimité est adoptée la résolution suivante :

« 1° Une fédération des Sociétés du Sud-Ouest, s'occupant d'histoire et d'archéologie, est constituée.

« 2° Un Comité d'études, constitué par le Comité d'organi-

« *sation du Congrès de Bordeaux, sera chargé de préparer
« un projet de règlement qui sera discuté par les délégués des
« Sociétés intéressées et soumis à l'approbation de celles-ci.* »

A son tour, M. Lauzun remercie les Membres du Comité d'organisation du zèle qu'ils ont montré dans l'accomplissement de leur tâche, souvent ingrate et difficile, et il lève la séance, donnant aux congressistes rendez-vous au banquet.

LE BANQUET

C'est dans les salons du café de Bordeaux, toujours magnifiquement décorés, que s'est tenu le banquet du Congrès de Bordeaux, c'est-à-dire sa véritable séance de clôture. A la table d'honneur avaient pris place M. Thamin, recteur de l'Université qui présidait ; puis, à ses côtés, MM. Maxwell, représentant, comme assesseur, la Société des Archives historiques de la Gironde, en l'absence de MM. Ducaunnès-Duval, président, et de M. le docteur Martin, vice-président, Bardié, président de la Société Archéologique de Bordeaux, de La Ville de Mirmont, adjoint au maire, Cartailhac, de Fayolle, Planté, Barkhausen, Lavergne, Lauzun, Marius Vachon. Au centre de la longue table, deux autres places d'honneur étaient occupées par MM. C. Jullian et M. Habasque. Admirablement servis et arrosés des vins les plus fins, offerts par divers propriétaires et en particulier par le syndicat des Graves, le dîner a été empreint d'un charme exquis. De nombreux toast ont été portés. En une allocution familière, M. Thamin lève son verre en l'honneur des deux sociétés organisatrices du Congrès, puis des sociétés voisines qui ont répondu à leur appel. Pourquoi a-t-il eu la malencontreuse idée de porter un premier toast, auquel aucun convive, en cette circonstance, n'a cru devoir s'associer ? Il a fallu toute la verve et le brio de M. Sam. Maxwell, pour que, dans une brillante improvisation, il réussisse à réchauffer de nouveau la salle, en remerciant le recteur, le maire, le commissaire général de la Belgique et la plupart des organisateurs de l'appoint qu'ils ont bien voulu porter au Congrès. Et, successivement, MM. Bardié qui boit au plaisir

de se retrouver l'an prochain ; M. le marquis de Fayolle aux organisateurs de cette manifestation décentralisatrice ; M. le D^r Barraud à la presse et aux humbles ouvriers des deux Sociétés bordelaises, c'est-à-dire à leurs imprimeurs et à leurs protes ; M. de la Ville de Mirmont à M. Ducaunnès-Duval, absent, et à MM. Jullian et Courteault, ses anciens élèves ; M. Bouchon, au nom de la presse ; enfin MM. Jullian et Cartailhac, qui chantent la gloire de Bordeaux et adressent un souvenir ému à tous ceux, disparus, qui ont ouvert si largement la voie de la science et du progrès.

DIMANCHE 20 OCTOBRE

Excursion à Saint-Emilion

Une excursion à Saint-Emilion était projetée pour clore dignement le Congrès.

Elle a eu lieu le troisième jour, dimanche 20 octobre, et, comme les séances précédentes a eu un plein succès. Une cinquantaine de congressistes y ont pris part, parmi lesquels tous les organisateurs du Congrès, les présidents et les délégués des sociétés voisines et les archéologues les plus autorisés de la région. La visite de Saint-Emilion n'était-elle pas tout indiquée pour une excursion de ce genre ? Son église monolithe, sa cathédrale avec ses coupes et ses deux portails, son cloître admirable, son donjon, son château, ses remparts, ses chapelles, les ruines du couvent des Cordeliers, tout en un mot dans cette cité unique, qui en fait une vraie Pompéi du moyen-âge, ne devait-il pas attirer de préférence une assemblée dont l'archéologie était la principale étude ?

Aussi le Congrès d'histoire et d'archéologie du S.-O., fort amicalement reçu par la Société archéologique de Saint-Emilion et son zélé président M. Passemard, a-t-il été véritablement émerveillé par tous ces souvenirs d'autrefois, toutes ces richesses artistiques des temps passés.

La ville de Saint-Emilion est trop connue, ses monuments trop souvent décrits, pour que nous en donnions seulement ici l'énumération. Contentons-nous de dire qu'à l'église Saint-

Martin, une discussion des plus intéressantes s'est engagée entre M. Brutails et M. de Fayolle, au sujet de l'éternelle question de l'origine des coupoles aquitaines, qu'elle s'est continuée toujours fort amicalement dans la nef de l'église paroissiale, et qu'après la visite des principaux monuments un banquet des plus gais et des mieux servis, où les crus les plus fameux de l'endroit ont été offerts, dégustés et appréciés comme ils le méritaient, a groupé les congressistes qui se sont séparés en dernier lieu, ravis une fois de plus de cet essai de décentralisation scientifique si bien réussi, en se donnant rendez-vous pour l'an prochain dans la ville qui sera désignée ultérieurement par le Comité permanent.

P. L.

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

Précis d'Archéologie du Moyen-Age. par J.-A. Brutails, correspondant de l'Académie des inscriptions, archiviste de la Gironde, juge au Tribunal supérieur d'Andorre, in-4° de 281 pages. Ed. Privat, Toulouse, 1908.

Depuis quelques années les bons manuels d'archéologie se multiplient. Après les deux volumes de M. Enlart, où l'on trouve une somme énorme de renseignements, le R. P. Dom Leclerc, bénédictin de Saint-Michel de Farnborough, a publié un *Manuel d'Archéologie chrétienne depuis les origines jusqu'au VIII^e siècle*, en deux forts volumes. On nous annonce un manuel des études préhistoriques. Ces travaux, dont la critique a fait ressortir tout le mérite, forment de gros ouvrages de prix assez élevé, et il faut, en outre, être déjà un peu initié aux études archéologiques pour s'en servir utilement.

Le besoin se faisait sentir d'un manuel « de lecture plus rapide, de prix plus abordable, où l'état actuel de l'archéologie médiévale serait résumé à l'usage d'un public plus étendu. » Le *Précis d'archéologie du Moyen-Age* que M. Brutails vient de publier chez Ed. Privat, l'éditeur toulousain si connu, répond parfaitement à ce désir et à ce besoin.

M. Brutails, le savant archiviste de la Gironde, est sans conteste un des maîtres de l'archéologie française. Ses travaux si remarquables sur *l'Art religieux en Roussillon*, sur *l'Archéologie du Moyen-Age et ses méthodes*, etc., l'avaient merveilleusement préparé à l'œuvre qu'il offre aujourd'hui au public.

Le but de ce *Précis* n'est pas seulement d'exposer une suite de phénomènes, une sèche chronologie des diverses formes architectoniques et de leurs transformations à travers le Moyen-Age. Cela était déjà fait. L'auteur a voulu rechercher les causes de ces transformations, il a voulu dire les raisons d'où les formes sont sorties. Il ne faudrait pas croire, en effet, que le hasard a joué un grand rôle dans la formation de notre architecture religieuse. Non. Nous pourrions

presque affirmer que tout, dans nos belles églises romanes ou gothiques, est voulu, raisonné, étudié. Tel détail est inspiré par une raison liturgique, tel autre s'explique par le symbolisme, la plupart par des raisons matérielles se rapportant à la construction. Les maîtres d'œuvres, comme on appelait les architectes, étaient d'admirables ouvriers qui sacrifiaient rarement au caprice et à la fantaisie.

Il est facile de nous en convaincre, en suivant l'œuvre de M. Brutails. Dans un premier chapitre, que j'intitulerais volontiers chapitre des définitions, nous voyons les causes historiques et techniques de l'architecture du Moyen-Age. Nous étudions, ensuite, l'architecture religieuse latine, que l'on peut nommer aussi pré-romane. Arrivant alors à l'architecture romane et gothique, nous en examinons la construction, la décoration, les écoles régionales et les origines. Dans ces divers chapitres, nous voyons tous les éléments architectoniques se transformer, se développer selon les besoins et les exigences de chaque époque et enfin s'épanouir dans l'architecture gothique qui fut la plus belle manifestation de l'art chrétien.

Nous abordons ensuite l'étude de l'architecture civile et militaire et dans un dernier chapitre nous trouvons des conseils pour la rédaction et l'illustration des travaux archéologiques, conseils qui, à mon avis, seront utiles non seulement aux débutants mais même à ceux qui sont déjà initiés aux études archéologiques.

L'illustration abondante est surtout didactique, et vient en aide au lecteur pour mieux saisir les explications données dans le texte.

En résumé l'œuvre de M. Brutails est excellente, et il faut espérer qu'elle remplacera bientôt certains manuels bien vieillis, que l'on trouve encore en plusieurs mains, surtout dans nos Séminaires.

J.-R. MARBOUTIN.

TABLE MÉTHODIQUE

DES

MATIÈRES CONTENUES DANS LE TOME XXXIV

ARCHÉOLOGIE

Archéologie greco-romaine

Un fragment de vase grec à peintures noires, recueilli en Agenais, par J. Momméja, 171.

Archéologie religieuse

Richesses artistiques religieuses du département de Lot-et-Garonne, par R. Bonnat, 89, 349.

Les églises du canton de Prayssas, par R. Marboutin, 127, 246.

Archéologie

Anciens billets de banque et loteries, par C. Chaux, 167.

Heurtoirs agenais, par J. Momméja, 193.

Souvenirs du vieil Agen, par Ph. Lauzun : Le Beffroi de l'Hôtel de Ville, 289 ; — La Cathédrale Saint Etienne d'Agen, 385 ; — Le Clocher de Saint-Etienne d'Agen, 481.

Congrès d'histoire et d'archéologie du Sud-Ouest, par Ph. Lauzun, 277, 552.

Céramique

Notes et documents sur quelques anciennes faïenceries de l'Agenais, par E. Labadie, 410, 490.

HISTOIRE

Histoire régionale

Origine du fief et du péage de Lécussan, par P. Dubourg, 36.

La politique économique des Intendants de Guienne au XVIII^e siècle, par O. Granat, 184, 237.

Les premiers volontaires agenais en 1792, par R. Marboutin, 340.

Le bail de démolition du château de Cancon, par le Dr Couyba, 447.

Hommage féodal en 1739, par le Dr Couyba, 452.

Congrès d'histoire et d'archéologie du Sud-Ouest, par Ph. Lauzun, 277, 552.

Histoire municipale

La rue Saint-Côme à Agen et le chemin communal de Courpian, par le conseiller Gauja, 202, 299.

Les « Sans-Culotte » agenais de l'an II, par Azéma, 510.

Histoire religieuse

La Commission diocésaine des monuments religieux, par R. Marboutin, 5, 514.

La Guilhoneu à Villeneuve-sur-Lot, par Dubos, 455.

A quelle date naquit l'évêque Janus Frégose, par J. Momméja, 548.

Histoire littéraire

La polémique cicéronienne au xvi^e siècle (J. C. Scaliger et Erasme), par F. Ferrère, 145.

La Gavacherie de Monségur, par Ph. Queyron, 327, 436.

D'un cordelier Agenais correspondant de Joseph Scaliger, par J. Momméja, 544.

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

Nos Papillons, par Paul Maryllis (*Ph. Lauzun*), 90.

Tables d'inventaires, par Ducaunès-Duval et Brutails (*J. Dubois*), 93.

Sous la griffe du Dragon, par J. de la Jaline (*Allègre*), 280.

La crise de la viticulture et les moyens d'y remédier, principalement dans le Lot-et-Garonne, par O. Granat (*Ph. Lauzun*), 282.

Un prélat italien sous l'ancien Etat pontifical — Léon XIII, d'après sa correspondance inédite, par Boyer d'Agen (*Ph. Lauzun*), 284.

Mémoires de l'Académie de Nîmes (*J. Dubois*), 287.

Précis d'archéologie du moyen-âge, par J. A. Brutails (*J. Marboutin*), 572.

DOCUMENTS INÉDITS

Mémoires de Pierre Verdolin, d'Aiguillon, par R. Bonnat, 42, 97, 226.

Correspondance de Bory de Saint-Vincent, par Ph. Lauzun, 73, 372, 460.

Journal d'un Prébendier de la Cathédrale Saint-Etienne d'Agen sous Louis XIII, par le D^r Couyba, 174, 261, 352.

POÉSIE

Le chant du laboureur, par Alphonse Denizot, 550.

NÉCROLOGIE

Laulanié, par E. Périer, 94.

NOTES DIVERSES

Une verrerie à Saint-Sylvestre (J. D.), 35.

Imprimeur agenais assassiné en 1539 (J. D.), 126.

Antoine-François Duvigier, abbé de Gondon (J. D.), 144.

Barthélemy d'Elbène, évêque d'Agen, et sa famille (J. D.), 144.

Un maître de danse à Beauville en 1754 (J. D.), 173.

Notre Dame de Tous Gaus (J. D.), 225.

Question sur le Président Lacépède (J. D.), 225.

Le capitaine Noël (J. D.), 236.

Moulin à tan (J. D.), 245.

TABLE DES PLANCHES ET PLANS

Jean-Aimé de Levezou de Vesins, 5.

Pierre Boussion, 97.

Brunet-Latuque, 113.

Plan de l'église de Marsac, 130.

Deux chapiteaux de Saint-Jean-de-Balesme, 135.

Plan de l'église de Pérignac, 138.

Fac-simile d'un billet de la banque de Law, 168.

Fac-simile d'un billet de loterie de 1730, 170.

Fragment de vase grec colorié, 171.

Heurtoir de la rue Cajarc, 193.

Heurtoir de l'hôtel d'Escouloubre, 197.

Deux plans du quartier Saint-Côme à Agen, 202.

Baudot, 226.

Plan de l'église de Prayssas, 250.

Marques de tâcherons, 132, 260.

Le beffroi de l'ancien Hôtel de Ville d'Agen, 289.

Plan de la Cathédrale Saint-Etienne d'Agen, 389.

Cinq vues de la Cathédrale Saint-Etienne d'Agen, 385, 391, 393, 395, 406.

Le Clocher de Saint-Etienne d'Agen, 481.

PERIODICAL

PERIODICAL